HAL
open science

Pour une sociologie du réalisme politique : Le cas du Parti socialiste

Pierre-Alexis Tchernoïvanoff

To cite this version:

Pierre-Alexis Tchernoïvanoff. Pour une sociologie du réalisme politique : Le cas du Parti socialiste. Sociologie. Université René Descartes - Paris V, 2012. Français. NNT : 2012PA05H016 . tel-00782821

HAL Id: tel-00782821

https://theses.hal.science/tel-00782821

Submitted on 30 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

PRES Sorbonne Paris Cité
Université Paris Descartes
Faculté des Sciences Humaines et Sociales

Ecole Doctorale 180 - Sciences humaines et sociales : cultures, individus, sociétés

THESE

pour l'obtention du titre de Docteur de l'Université Paris Descartes
Discipline : Sciences sociales

Présentée et soutenue publiquement
par **Pierre-Alexis TCHERNOIVANOFF**

le 02/10/2012

Pour une sociologie du réalisme politique.

Le cas du Parti socialiste

Sous la direction du Professeur Bernard Valade

Jury :

Massimo Borlandi – Professeur – Université de Turin

Nonna Mayer – Directrice de recherche – CNRS

Bruno Péquignot – Professeur – Université Paris Sorbonne – Rapporteur

Sébastien Schehr – Professeur – Université de Savoie – Rapporteur

Bernard Valade – Professeur émérite – Université Paris Descartes

PRES Sorbonne Paris Cité
Université Paris Descartes
Faculté des Sciences Humaines et Sociales

Ecole Doctorale 180 - Sciences humaines et sociales : cultures, individus, sociétés

THESE

pour l'obtention du titre de Docteur de l'Université Paris Descartes
Discipline : Sciences sociales

Présentée et soutenue publiquement
par **Pierre-Alexis TCHERNOIVANOFF**

le 02/10/2012

Pour une sociologie du réalisme politique.

Le cas du Parti socialiste

Sous la direction du Professeur Bernard Valade

Jury :

Massimo Borlandi – Professeur – Université de Turin

Nonna Mayer – Directrice de recherche – CNRS

Bruno Péquignot – Professeur – Université Paris Sorbonne – Rapporteur

Sébastien Schehr – Professeur – Université de Savoie – Rapporteur

Bernard Valade – Professeur émérite – Université Paris Descartes

Sommaire

Sommaire 5

Remerciements 7

Note pratique au lecteur 10

Introduction générale 12

Partie 1: GENESE ET EPANOUISSEMENT D'UNE PROBLEMATIQUE 29

Chapitre 1 : Une généalogie du réalisme politique 32

Chapitre 2 : Voies du réalisme 81

Conclusion de la première partie 130

Partie 2 : UNE SOCIOLOGIE HISTORIQUE DU REALISME POLITIQUE 131

Chapitre 3 : Le socialisme. De l'utopie à l'espoir 134

Chapitre 4 : La tragédie du pouvoir 184

Conclusion de la deuxième partie 228

Partie 3 : LE REALISME POLITIQUE A L'EPREUVE DES MILITANTS 229

Chapitre 5 : Quelle approche empirique du réalisme ? 231

Chapitre 6 : A la faveur du réalisme 262

Chapitre 7 : Critiques mais présents. Résistance et réenchantement 291

Conclusion de la troisième partie 319

Conclusion générale 320

Bibliographie 328

Index des noms 350

Table des matières 356

Remerciements

Je tiens avant tout à remercier Madame Nonna Mayer et Messieurs Massimo Borlandi, Bruno Péquignot et Sébastien Schehr de m'avoir fait l'honneur de composer mon jury. Qu'il me soit permis d'accorder un remerciement tout particulier à Monsieur Bernard Valade, dont la largeur d'esprit a, dès mes premières années d'étude, suscité en moi curiosité et exigence intellectuelle.

De nombreuses personnes ont été sollicitées pour la réalisation de ce travail. Il n'aurait jamais pu exister sans l'ensemble des militants socialistes qui m'ont accordé temps et passion. J'espère que ce travail sera à la hauteur de leur engagement. Je tiens également à remercier le personnel de l'Office Universitaire de Recherche sur le Socialisme, dont j'ai pu mesurer l'érudition et la disponibilité. Un merci spécial à Denis Lefebvre, qui y ajoute gaieté et bonne humeur. Je remercie également Angelo Panebianco qui, par les quelques échanges que nous avons eu, a permis mon bon aiguillage sur les voies de la sociologie politique italienne. De manière plus générale, je remercie tous ceux que j'ai pu mettre à contribution lors de mes séjours italiens. Que soient également remerciés Laurence Estanove et Catherine Aladenise pour leur relecture attentive. Le travail de traduction de la langue italienne doit beaucoup à la disponibilité et au conseil de Sophie-Laure Zana.

L'exercice de thèse est souvent comparé par ceux qui l'endurent à une longue traversée du désert. Si je ne me suis jamais senti seul, certains y sont pour beaucoup. Mes pensées sont pour eux. Un merci spécial à Eric Letonturier. Il a parfaitement su successivement endosser deux costumes des plus exigeants : d'abord celui de l'enseignant attentif, puis celui de l'ami. Ce travail lui doit beaucoup. Merci à Pierre-Yves Gaudard, pour la confiance qu'il m'a indéfectiblement témoigné et son amitié continument signifiée. Mes pensées vont également à Maïa Fansten et Jeannie Berger, qui m'on fait part de leur amitié et de leur soutien au cours de ces longues années. Un grand merci à Birgitta Orfali, pour sa disponibilité et sa gentillesse. Je tiens également à remercier l'ensemble du personnel de l'Université Paris Descartes et du GEPECS. Que soient tout spécialement remerciés Alice Canabate, Aurélie Delcros, Arnaud Gaillard, Rodolphe Goujet et Justine Pribetich. Un jury blanc, mais de vrais amis. Merci à

Sandra et Mariem, qui m'ont apportées toute leur amitié et leur gentillesse. Egalement à Nikos, et nos discussions sans fin. Sans Cécile, Cristina, Elise, Alexeï et Frédéric, mes journées de travail à la BNF auraient été bien plus pénibles. J'ai également une pensée pour Julie et Delphine, qui ont traversé ma vie et l'ont égayée pendant cette dernière année d'écriture.

Merci enfin à mes très proches. Mes absences répétées durant ces années trouvent enfin leur dénouement. A ceux qui n'ont pas toujours saisi ce à quoi je m'activais pendant ces années, et ils sont nombreux, je veux témoigner mon affection. Merci à ma mère, si fière de moi. Je pense à mon père, à qui je dois tant. Une pensée pour ma famille, dont j'ai toute la confiance. Merci à Catherine, pour son indéfectible soutien. Merci aussi à Serge. Merci à Paul, de toutes les histoires. A Virginie, qui a pâti de ce travail. Merci à Florence, Florent, Gilles, Raffaelle, Toni, Valentin. Pour être avec moi depuis si longtemps. Raphaël et Igor sont également de ceux-là. Merci à Jocelyn et sa précieuse amitié. Je pense à Claire, pour la fin de ce travail et pour la suite. J'en oublie beaucoup, je sais qu'ils me pardonneront.

Note pratique au lecteur

Concernant les traductions, nous avons choisi de laisser telles quelles les citations issues de la langue anglaise. Pour les citations en langue italienne, nous avons traduit ces extraits dans le corps du texte et inséré les extraits en langue originale en note de bas de page. Nous avons cependant choisi de ne pas traduire les mots ou les courts extraits dont la transparence avec la langue française nous paraissait évidente. Ont parfois été laissés en langue italienne certains courts extraits dans un souci de fluidité du texte. Ils ont dans ce cas systématiquement été traduits en note de bas de page. L'ensemble de ces traductions est de notre responsabilité. Concernant la mise en page, les extraits d'entretien ont, pour une meilleure visibilité, systématiquement été détachés du corps du texte. De même, les citations dont la longueur dépassait cinq lignes ont elle aussi été séparées du corps du texte.

Introduction générale

« 19h15, Place de la République. Jeudi 18 mai 2006.

Un jeune homme distribue des tracts. Il a entre vingt et vingt-cinq ans. Un homme, son aîné de trente ou quarante ans, passe devant lui et saisit machinalement le papier que le jeune homme lui distribue. Il fait quelques pas, porte à ses yeux le texte. Il se retourne et se dirige à grandes enjambées vers le même jeune homme. Je suis assis sur une des barrières métalliques bordant le trottoir, quelques mètres en retrait. De cette position j'entends la discussion. Quelques mots m'échappent au démarrage des motos et deux roues. Je comprends néanmoins qu'une polémique s'engage autour des propositions contenues dans le tract. Le plus âgé, passablement emporté mais néanmoins courtois, tient ces mots au plus jeune : « C'est bien beau ce que vous écrivez, mais c'est pas du tout réaliste ! De toute manière vous les jeunes maintenant vous n'êtes pas réalistes ! ».

Aux sources d'une recherche

C'est au hasard de cette discussion dérobée qu'est née une réflexion qui, quelques années plus tard, donne corps à cette recherche[1]. Elle fait suite à la période consécutive au mouvement social et étudiant à l'encontre du CPE, ce contrat prévu par l'article 8 de la « loi pour l'égalité des chances » qui autorisait l'embauche de jeunes de moins de 26 ans à durée indéterminée avec une période d'essai de deux ans. Cette loi avait été présentée par le

[1] Ce texte est tiré d'un carnet de note dont la vocation n'était pas spécifiquement sociologique. En permanence à portée de main, il servait de support à nos observations, réflexions et pensées les plus diverses.

gouvernement Villepin comme une réponse aux révoltes de l'automne 2005 qui avaient secouées une partie des banlieues françaises. Alors étudiant à Paris, nous avions comme bien d'autres participé à ce mouvement, selon un niveau d'investissement variable mais néanmoins régulier. Ce mouvement de protestation a correspondu pour beaucoup d'étudiants de notre génération à la première expérience politique d'envergure. Il a fait suite aux grèves de 1994 contre le CIP, un contrat destiné aux jeunes de moins de 26 ans autorisant une rémunération inférieure au SMIC ou, plus en arrière, au mouvement de 1986 contre la loi Devaquet qui ouvrait la possibilité d'une sélection à l'université. A rebours d'un discours devenu lieu commun sur la dépolitisation de la jeunesse, ce printemps 2006 a montré ce qu'une telle idée pouvait avoir de simplificateur. Elle crée une distinction abusive entre un âge d'or de la politique, plus fantasmé que réel, et une politique qui aujourd'hui ne serait que velléités à retrouver l'enchantement d'antan. Les actions et revendications politiques de la jeunesse actuelle ne rimeraient plus qu'avec désenchantement, refus idéologique et rejet d'idéalisme. Un tel raisonnement nie un phénomène bien plus complexe et il est nuancé par certains travaux sociologiques récents[1]. Un second écueil coexiste avec le premier : la jeunesse actuelle, insouciante, n'aurait pas comme ses aînés le sens des responsabilités. Le propos dérobé aux deux protagonistes de l'échange retranscrit en exergue témoigne d'un tel jugement : les aînés seraient les détenteurs légitimes de la « bonne » politique, responsable et cohérente. La jeunesse serait en conséquence politiquement confrontée à deux impasses : ou bien condamnée à cultiver une nostalgie politique à travers des pratiques éparses et a-idéologiques, ou alors irresponsable, idéaliste et dans un déni de la réalité. Elle aurait de toute manière perdu le sens de la politique, restée entre les mains de la génération des baby-boomers.

A la sortie de cette période d'intense socialisation politique pour une partie de la jeunesse étudiante vient le temps de l'accalmie. Les étudiants s'en retournent pour beaucoup et ont tentent de rattraper le retard scolaire accumulé pendant cette période ; le gouvernement, après retrait du CPE, acte les autres dispositions de la « loi pour l'égalité des chances » et poursuit ses réformes ; incapable de faire fructifier dans les urnes l'élan du mouvement printanier, la gauche l'année suivante est défaite aux élections présidentielles. A une période

[1] Dans son ouvrage *Avoir 20 ans en politique* (Paris, Seuil, 2010), Anne Muxel explique ainsi comment, malgré une certaine mise à distance des idéologies, peut encore persister une recherche d'idéalisme, particulièrement dans le chapitre « Les jeunes n'ont-ils plus d'idéologie ? », *Ibid*., pp.101-123.

de politisation relativement puissante succède une certaine résignation devant la difficulté à peser sur le cours des choses politiques. La politique n'était donc peut-être pas qu'une simple affaire de volonté et de croyance. C'est dans ce contexte morose et confronté à un questionnement politique personnel que, travaillant alors à un sujet de recherche, nous revient cette discussion politique autour du réalisme.

Le sens courant s'empare régulièrement de l'expression « réalisme ». Une simple consultation de la presse écrite indique également que très régulièrement paraissent des articles évoquant le « réalisme ». Qu'ils soient consacrés à des affaires économiques ou sportives, ces articles s'en évitent tout travail de définition. Ils abordent le réalisme politique par des équivalents sémantiques sans réellement se confronter à sa complexité. Son utilisation semble plutôt avoir pour fonction de donner un gage de sérieux et de gravité à leurs propos. Le débat politique contemporain offre une scène où là aussi le réalisme est bien souvent convoqué. Il est le plus souvent utilisé pour juger de la cohérence et de la faisabilité de certaines mesures politiques, là encore sans grande rigueur analytique. A l'heure où nous écrivons ces lignes, la campagne politique pour les élections présidentielles bat son plein et nous offre quotidiennement ou presque des exemples de ce genre. Une écoute des débats politiques confrontant représentants de la « droite » à ceux de la « gauche » permet également de saisir l'importance prise par le terme de « réalisme » et de sa forme adjective. Bien souvent d'ailleurs, le réalisme est convoqué par la « droite ». Elle en aurait selon ses dires le monopole devant une « gauche » jugée tantôt archaïque, tantôt « irréaliste ». Devant une « gauche » juchée sur les débris d'un romantisme révolutionnaire irresponsable, la « droite » aurait l'apanage du réalisme. Ce monopole n'est pas simplement revendiqué par la « droite » sur la « gauche » mais offre le cas exemplaire de la lutte pour la légitimité qui caractérise le champ politique : en s'arrogeant ainsi le réalisme, la « droite » cherche la décrédibilisation de son adversaire politique et ainsi à se prévaloir d'une certaine vérité.

Si le sens commun semble avoir adopté avec entrain le réalisme, la notion ne semble pas jouir de la même popularité au sein des sciences politiques et sociales. La première raison en est que ce concept n'est pas, au sein desdites disciplines, aussi immédiat et répandu qu'il peut l'être dans d'autres. En littérature par exemple, nombreux sont les ouvrages à traiter et à

affirmer l'existence du réalisme en tant que catégorie esthétique[1]. Prenant acte avec la Révolution française de la consécration de la figure de l'Homme comme acteur de l'Histoire, le réalisme littéraire s'interroge pour sa part sur une société confrontée à la responsabilité de son destin. Il en explore les dessous en mettant en avant la noirceur qui la caractérise. Cette tradition esthétique, qui culmine sous les plumes de Balzac et Zola, est traversée par un pessimisme devant une époque laide et matérialiste. Qualifié d'immoral par ses détracteurs, l'art réaliste rétorque que c'est au contraire la société française du 19ème siècle qui l'oblige à adopter un tel point de vue. Les travaux sur le réalisme littéraire s'attachent toutefois à démontrer que celui-ci, contrairement à ce qu'il plaide, n'incarne pas une vérité mais bien une école esthétique dont on peut dégager les postulats et la logique[2]. Dans le champ de la psychologie, la notion de réalisme est plutôt convoquée dans l'idée du principe de réalité. Là où le réalisme ne souligne que les interdictions et n'impose que renoncement à l'enfant, le principe de réalité lui montre le chemin des possibles et permet l'élaboration de sa personnalité[3]. La philosophie a elle aussi consacré la notion de réalisme. Elle renvoie initialement à la doctrine platonicienne selon laquelle les idées « sont plus réelles que les êtres individuels et sensibles, qui n'en sont que le reflet et l'image[4] » et considère le monde des idées comme plus vrai que celui de l'ici-bas matériel. Elle s'oppose ainsi au réalisme et à sa sacralisation du fait. Elle s'est ensuite élargie dans le cadre de la querelle des universaux au Moyen-Age pour s'opposer au nominalisme. Cette doctrine accorde aux entités universelles une existence réelle, par delà leur nature conceptuelle et linguistique. Cette position anti-substantialiste a ensuite été reprise par la philosophie du langage[5]. La notion de réalisme en philosophie est elle aussi extrêmement polysémique et variable selon les époques et cultures nationales.

Pour pertinentes qu'elles soient, ces différentes approches du réalisme restent relativement éloignées du sujet qui nous occupe ici. La lecture, partielle, de ces différents

---

[1] Mentionnons par exemple l'ouvrage de Philippe Dufour, *Le réalisme*, Paris, PUF, 1998.
[2] C'est tout le sens du même ouvrage de Philippe Dufour.
[3] *Dictionnaire fondamental de la psychologie* [1997], sous la direction de H. Bloch, E. Dépret, A. Gallo, P. Garnier, M.-D. Gineste, P. Leconte, J.-F. Le Ny, J. Postel, M. Reuchlin, Paris, Larousse, 2002.
[4] A. Lalande, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* [1926], Paris, PUF « Quadrige », 1997, p.891.
[5] Pour une introduction plus complète, nous renvoyons à l'entrée des nombreux dictionnaires de philosophie ou aux travaux d'Alain de Libera, notamment *La querelle des universaux. De Platon à la fin du Moyen-Age*, Paris, Seuil, 1996.

travaux nous a cependant convaincu du bien-fondé et de la pertinence à envisager cet objet par le biais des sciences politiques et sociales. Le premier problème auquel nous avons été confrontés est que le réalisme, envisagé sous cet angle, se donne plus difficilement à voir. Aucun des dictionnaires de sciences sociales en langue française que nous avons pu consulter ne comporte d'entrées « réalisme » ou « réaliste », à l'exception du *Dictionnaire des sciences humaines*[1] dirigé par Jean-François Dortier. On y trouve une entrée qui concerne l'esthétique, l'épistémologie et la politique. Il y est tout de même bien spécifié que c'est en épistémologie que la notion semble la plus intéressante à étudier. Les auteurs proposent néanmoins une courte définition du réalisme en politique : il « désigne – par opposition à l'utopisme – deux positions possibles : soit l'abandon pur et simple de ses idéaux au profit d'une attitude de soumission aux contraintes immédiates ; soit encore la prise en compte des contraintes mais dans une perspective de changement (position « réformiste »)[2] ». Bien que brève, cette définition a le mérite de soulever deux points essentiels du réalisme politique : en premier lieu l'évacuation des idéaux au profit de la gestion des contraintes ; en second lieu le maintien d'un horizon transformateur avec incorporation de ces contraintes. Cette position est qualifiée de « réformiste » et pose une équivalence tout à fait pertinente et riche en interrogation entre réformisme et réalisme. Nous aurons à y revenir lorsque nous présenterons nos hypothèses de recherche.

En dehors de ce succinct mais significatif apport, les dictionnaires de sciences sociales sonnent étonnamment creux sur ce sujet. L'élargissement aux dictionnaires de sciences politiques et de pensée politique donne des résultats plus mitigés. Des dictionnaires tels que ceux de Dominique Colas, *Dictionnaire de la pensée politique*[3] ou celui du même nom édité par Jean Brémond en 1987[4] ne comportent par exemple aucune entrée sur le réalisme. Le *Dictionnaire des sciences politiques et sociales* dirigé par David Alcaud et Laurent Bouvet en 2004[5] en comporte en revanche une. Le réalisme politique y est présenté davantage comme « une posture ou une « manière de voir » politique qu'une théorie ou une école doctrinale constituée. Consistant simplement à « prendre la réalité au sérieux », cette approche a été à la fois partagée par de nombreux auteurs et hommes politiques tout au long de l'histoire […] et

[1] J.-F. Dortier, *Le dictionnaire des sciences humaines*, Sciences Humaines Editions, 2004.
[2] *Ibid*., p.708-709.
[3] D. Colas, *Dictionnaire de la pensée politique*, Paris, Larousse, 1997.
[4] *Dictionnaire de la pensée politique* [1987], J. Brémond (coll.), Paris, Hatier, 1989.
[5] D. Alcaud, L. Bouvet (dir.), *Dictionnaire des sciences politiques et sociales*, Paris, Sirey, 2004.

souvent considérée comme le témoignage d'un amoralisme politique dommageable voire dangereux[1] ». Après une brève présentation et une mention succincte de ces principaux représentants, le réalisme politique est envisagé comme « essentiellement une des grandes approches de l'étude et de la compréhension des relations internationales[2] ». Dans le *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques* dirigé par Guy Hermet, Bertrand Badie, Pierre Birnbaum et Philippe Braud[3], on trouve également une entrée « réaliste » mais qui concerne là encore la théorie des relations internationales. Et effectivement, la consultation des dictionnaires consacrés à l'étude des relations internationales nous confirme cette tendance à faire du réalisme politique un objet principalement consacré à l'étude de ces dernières. Le *Dictionnaire des relations internationales*[4], dirigé par Dario Battistella, Marie-Claude Smouts et Pascal Vennesson, présente ainsi sur une dizaine de pages la théorie réaliste dans l'étude des relations internationales. On y apprend que cette théorie apparaît au 20ème siècle sous la plume d'Edward Hallet Carr et son ouvrage de 1939 *The Twenty Years' Crisis*[5]. Elle est ensuite reprise par Hans Joachim Morgenthau après la Seconde guerre mondiale dans *Politics Among Nations*[6]. Cette théorie analyse le jeu international comme un objet exclusivement constitué par la concurrence d'Etats souverains qui, agissant en fonction d'intérêts nationaux, cherchent à maximiser leur puissance. Selon cette perspective réaliste, les relations internationales constituent une confrontation entre des Etats exempts de considérations éthiques et ne laissant aucune place aux acteurs non étatiques. Elle inspirera le « néo-réalisme », qui à partir de la fin des années 1970 rejettera les postulats anthropologiques du premier réalisme et nuancera une lecture accordant trop d'importance à la volonté de puissance des Etats. Le néo-réalisme insistera au contraire sur l'équilibre des puissances entre des Etats préoccupés avant tout par la recherche de leur sécurité. Cette prédominance de l'investigation du réalisme par la théorie des relations internationales éclaire en partie les raisons de son cloisonnement au sein de cette discipline, et ce particulièrement dans la littérature anglo-saxonne.

---

[1] *Ibid*., pp.282-283.
[2] *Ibid*., p.283.
[3] G. Hermet, B. Badie, P. Birnbaum, P. Braud, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 2010.
[4] D. Battistella, M.-C. Smouts, P. Vennesson, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 2006.
[5] E. H. Carr, *The Twenty Years' Crisis 1919-1939* [1939], London, Macmillan and Co., 1946.
[6] H. J. Morgenthau, *Politics among Nations. The struggle for power and peace*, New York, Knopf, 1948.

Mis à part dans le champ des relations internationales par le biais de la *realpolitik*, les sciences politiques et sociales ont donc peu investi la thématique du réalisme politique. Cette tendance est confirmée par le constat du faible nombre d'ouvrages en langue française autour de cette question[1]. L'on peut ici esquisser deux hypothèses concernant ce faible degré d'investissement. Le premier aurait à voir avec le caractère répulsif de cet objet. Semblable à ce que Sébastien Schehr avance concernant la trahison, le réalisme politique serait porteur d'une « forte connotation axiologique[2] ». Il serait un objet « mauvais » par nature et ne mériterait par conséquent pas que le sociologue s'y attarde. Associé à un imaginaire de complots de palais et autres scélératesses, le réalisme politique ne renverrait qu'à la face sombre de la vie politique. Néanmoins, comme le précise Sébastien Schehr, l'hypothèse d'un effet répulsif ne tient pas, dans la mesure où « ce type de difficulté est courant en sciences humaines et n'explique pas à lui seul un tel manque d'intérêt ou de curiosité[3] ». Les sciences humaines et sociales étant en effet très souvent enclines à l'étude d'objets axiologiquement douteux, rien ne permet de soutenir une telle hypothèse.

Une seconde hypothèse, selon nous la plus plausible, provient de ce que le réalisme politique pourrait être envisagé comme relevant d'une forme d'expertise à laquelle le chercheur devrait apporter une réponse. Les sciences humaines seraient ainsi les porteuses de jugements experts sur le caractère ou non réaliste de politiques que leurs soumettraient les professionnels de la politique. Nos disciplines distribueraient ainsi les bons et mauvais points quant à la faisabilité et la cohérence de mesures politiques. Elles auraient pour tâche de répondre à la question « *est-il réaliste de penser ou de considérer que ?* ». Les chercheurs seraient ainsi les dépositaires du vrai, du possible et du juste. Et serviraient de conseillers à des acteurs de la politique en quête de légitimation par la science. Perçue comme tel, l'étude du réalisme politique a quelque chose d'effectivement très problématique. Elle consiste à proposer un constat sur la réalité en arguant d'une raison experte à-même de juger du bien et de la justesse de l'offre politique. L'enjeu majeur de ce travail consistera précisément à ne pas tomber dans cet écueil et à envisager cette notion de réalisme politique sous un angle

---

[1] A notre connaissance, le seul ouvrage affirmant en la reconstruisant l'existence d'une « tradition » réaliste dans l'histoire de la pensée politique est celui de Jean-Marc Ruiz, *Une tradition transatlantique : L'impact du réalisme politique sur la fondation des Etats-Unis et la pensée politique américaine du 19ème siècle*, Université de Savoie, 2010.
[2] S. Schehr, *Traîtres et trahisons de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Berg International éditeurs, 2008, p.10.
[3] *Ibid*., p.10.

analytique plutôt qu'en adopter nous-mêmes les principes et les postulats. Nous n'aurons pas ici pour ambition de *dire* le réalisme mais bien de le *déconstruire*.

Le second enjeu de ce travail consiste à détacher l'étude du réalisme politique de l'ancrage thématique des relations internationales. Ceci est rendu d'autant moins évident que les origines du réalisme politique sont communes et indifférentes à ses objets d'application ultérieurs. Mais c'est en même temps ce caractère commun qui fait du réalisme politique un objet d'étude délimitable reposant sur des postulats précis. C'est grâce à ce travail de démarcation vis-à-vis de la théorie des relations internationales que nous serons en mesure d'en rendre l'application possible à d'autres objets d'étude. Nous nous attacherons d'autre part à lever certaines confusions qui existent entre le terme de « réalisme politique » et d'autres termes que le sens courant lui accole parfois. En particulier la confusion avec celui de « pragmatisme », que nous jugeons nécessaire de lever dès à présent. Ceci peut être rapidement fait si on veut bien s'autoriser un détour par l'histoire de ce concept. Là ou le réalisme politique est né avec l'intellectualisme grec au 5ème siècle avant notre ère, le pragmatisme est un héritier de l'empirisme anglais et a fait son apparition au tournant des 19ème et 20ème siècles. Outre le fait d'appartenir à des traditions de pensée bien distinctes l'une de l'autre, ces deux concepts présentent également une distinction conceptuelle fondamentale au niveau de l'articulation des fins et des moyens. La tradition réaliste trouve, comme nous le verrons, une partie de ses sources dans la maxime machiavélienne « la fin mérite les moyens ». Elle considère également que la valeur des fins visées est telle que les moyens mis en œuvre pour les obtenir se justifient en conséquence. A l'inverse, le pragmatisme considère lui comme une absurdité le principe consistant « à séparer une fin quelconque des moyens par lesquels on y parvient[1] ». Les moyens dans la philosophie pragmatique doivent être également « valués[2] » à la mesure des effets qu'ils produisent et engendrent. La fin ne mérite donc pas les moyens. Apparaissent par conséquent deux distinctions qui sont suffisamment nettes pour nous éviter dans ce travail toute confusion conceptuelle et amalgame sémantique entre pragmatisme et réalisme politique.

Les premières formulations du réalisme dans l'étude du politique sont à rechercher dans les œuvres de deux déçus de l'Histoire, Thucydide et Machiavel. Le premier, par le

[1] J. Dewey, *La formation des valeurs*, Paris, La Découverte, 2011, p.129.
[2] *Ibid*., p.132.

conflit qu'il cherchait à narrer, le second par les trames de l'unification de l'Italie, ont posé les fondations et les conditions d'une analyse réaliste du politique. C'est ensuite par la sociologie politique italienne que le réalisme a initialement trouvé ses assises académiques. Se situant dans la filiation de Machiavel, les travaux Gaetano Mosca, auteur en 1896 des *Elementi di scienza politica*[1], et de Vilfredo Pareto et *Trattato di sociologia generale*[2] de 1917 sont venus inaugurer ce qui jusque-là était négligé. En reprenant le principe machiavélien consistant à suivre, dans l'étude du politique, la vérité effective des choses et se méfier de la morale des bonnes intentions, ces auteurs ont posé les bases d'une tradition sociologique qui s'est également adjointe aux premières formulations de l'élitisme. Les théoriciens de l'élitisme, auxquels il faut ajouter les noms de Guglielmo Ferrero et de Roberto Michels, avaient pour souci partagé de lever le voile sur le mythe démocratique de la majorité. Car la nature des sociétés démocratiques fait qu'en leurs seins s'établissent nécessairement des partages inégaux des richesses, du pouvoir et du prestige. Les individus concentrant entre leurs mains ces privilèges font partie d'une élite gouvernante qui, au gré de ses fortunes, cherche à se maintenir en l'état. L'on doit à Norberto Bobbio les analyses les plus pénétrantes concernant la destinée de cette approche du phénomène démocratique. Ses *Saggi sulla scienza politica*[3] nous seront également d'une aide précieuse pour comprendre la place prise par la thématique du réalisme politique dans la reconstruction de la science politique d'après-guerre.

C'est par le biais de ces théories élitistes que se développeront Outre-Atlantique les premières recherches autour du réalisme politique. Les théories minoritaires seront reprises mais refondues et rendues compatibles avec un idéal démocratique qu'il convenait, notamment en raison du contexte politique mondial, de défendre et valoriser. Les analyses formulées en 1942 par Joseph A. Schumpeter dans *Capitalisme, socialisme et démocratie*[4] iront notamment dans ce sens. Mais l'apport le plus décisif est sans aucun doute celui de James Burnham. Dans *The Machiavellians*[5], il s'intéresse aux auteurs qui, dans la lignée de Machiavel, ont participé à déterminer les ressorts de la supercherie démocratique. C'est Raymond Aron qui, avec une préface de Léon Blum, introduira ce travail en France en 1949. Le rôle qui revient à Aron dans le développement de la science sociale d'inspiration réaliste

[1] G. Mosca, *Elementi di scienza politica* [1896], Fratelli Bocca Editori, Torino, 1923.
[2] V. Pareto, *Traité de sociologie générale* [1917], Droz, Œuvres complètes, 1968.
[3] N. Bobbio, *Saggi sulla scienza politica in Italia*, Bari, Editori Laterza, 1969.
[4] J. A. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie* [1942], Paris, Payot, 1983.
[5] J. Burnham, *Les machiavéliens. Défenseurs de la liberté* [1943], Paris, Calmann-Lévy, 1949.

sera d'ailleurs central. Par son rôle d'importateur des travaux de Burnham et de Pareto et d'inspirateur de Julien Freund, il est en France le protagoniste essentiel de cette approche. Cet essor doit beaucoup au contexte politique et idéologique de la Guerre froide. En France comme aux Etats-Unis, les promoteurs de l'approche réaliste seront également dans leur majorité des pourfendeurs de l'expérience socialiste et méfiants vis-à-vis de l'ébullition idéologique de cette période. En Italie, l'écho des travaux de Giuseppe Maranini, Giovanni Sartori et Gianfranco Miglio doit également beaucoup à la méfiance alors affichée face aux idéologies et aux excès politiques ayant conduit le pays au fascisme et à la guerre. Si les premières formulations du réalisme politique sont donc à chercher du côté de l'élitisme, elles n'en constituent pas le dernier ressort mais l'une de ses déclinaisons.

Présentation des hypothèses de travail

Pour riches et féconds qu'ils soient, les rares travaux sur le réalisme politique, qu'ils soient français, italiens ou anglo-saxons ne s'en tiennent pour la plupart qu'à une approche conceptuelle et en terme d'histoire des idées[1]. Bien que nécessaires et légitimes, de telles approches, en ne proposant ni ne suggérant aucune sociologie du politique contemporain, sont selon nous limitées et revêtent une dimension trop essentialiste. Sans que cela ne soit incompatible, nous pensons que la compréhension du réalisme politique gagnerait considérablement à être illustrée par un arrimage à un objet d'étude empirique. Cette illustration se fera par le biais de l'étude du socialisme français. Pour ce faire, nous partirons du postulat selon lequel le socialisme se pose initialement en contradiction avec l'idée et les principes du réalisme. Nous nous appuyons pour affirmer un tel postulat sur l'ouvrage consacré par Emile Durkheim à l'étude du socialisme[2]. Durkheim y définit et distingue son étude du socialisme de l'approche consistant à voir en celui-ci une doctrine scientifique qui fonctionnerait sur le modèle des autres sciences. Selon une telle méthode, nous dit-il, le socialisme serait censé « exprimer des faits », le « vrai » et le « faux », s'il « est conforme ou non à la réalité sociale » et « dans quelle mesure il est d'accord avec lui-même et avec les

[1] Comme le fait par exemple Pier Paolo Portinaro dans son ouvrage *Il realismo politico*, (Editori Laterza, 1999). Ce travail constitue par ailleurs la meilleure source concernant cet aspect du réalisme.
[2] E. Durkheim, *Le socialisme : sa définition, ses débuts, la doctrine saint-simonienne* [1928], Paris, PUF, 1992.

choses[1] ». Durkheim considère à l'inverse que le socialisme ne serait être étudié d'une telle sorte. Parce qu'il est spéculation sur l'avenir, il ne serait être envisagé comme une théorie scientifique dont le savant devrait dire si elle est valide ou non. Car, précise-t-il, « tout au rebours, le socialisme est tout entier orienté vers le futur. C'est avant tout un plan de reconstruction des sociétés actuelles, un programme d'une vie collective qui n'existe pas encore ou qui n'existe pas telle qu'elle est rêvée, et qu'on propose aux hommes comme digne de leurs préférences. C'est un idéal. Il s'occupe beaucoup moins de ce qui est ou a été que de ce qui doit être[2] ». Les principes du socialisme font qu'il n'est pas tenu à la « réserve et circonscription », au risque de « se mentir à soi-même[3] ». Le socialisme n'est pas « œuvre de science[4] » et n'est pas pour cela initialement contraint aux impératifs de vérification et de véracité. Avec ce que nous savons pour le moment du réalisme politique apparaît une très nette contradiction : là où l'une des caractéristiques fondamentales du réalisme politique est le rejet de l'idéal, condamnation du rêve et recherche du « vrai », le socialisme dans son acte de naissance peut être à l'inverse compris comme la poursuite de fins idéales et indifférent aux critères de validation scientifique.

Cette contradiction entre socialisme et réalisme pose le problème de la compatibilité entre les deux. Selon ce postulat, les partis politiques incarnant institutionnellement le socialisme ne devraient théoriquement pas avoir pour préoccupation celle du réalisme. Voués à poursuivre un idéal n'ayant encore jamais trouvé réalisation, les partis socialistes ne devraient donc pas avoir pour objectif premier d'être réalistes mais d'être portés par leurs ambitions transformatrices et préoccupés par la question du devoir-être. Ils ne devraient pas, pour reprendre la formule durkheimienne, s'attacher à l'analyse de ce qui est et tenter de s'y conformer mais formuler des alternatives au monde tel qu'il est et qu'ils condamnent. Le problème qui guidera par conséquent notre travail est celui de cette contradiction entre partis socialistes et réalisme politique.

Ce problème de la contradiction entre socialisme et réalisme nous invite à formuler nos hypothèses concernant la social-démocratie et le Parti socialiste français. Car ce parti, plus que ses homologues européens, offre un cadre d'analyse particulièrement pertinent à

[1] *Ibid.*, p.35.
[2] *Ibid.*, pp.35-36.
[3] *Ibid.*, p.37.
[4] *Ibid.*, p.38.

l'étude du réalisme politique. Le caractère problématique du rapport au réalisme n'est pas spécifique au cas français mais propre à l'ensemble des partis sociaux-démocrates. Par social-démocrate, nous nous référons à la famille politique dont les partis politiques sont membres de l'International socialiste (IS) et du Parti socialiste européen (PSE). Ces partis politiques, si on suit ce qu'en disent William E. Paterson et Alastair H. Thomas, partagent les caractéristiques suivantes : « political liberalism, the mixed economy, the welfare state, Keynesian economics, and a belief in equality[1] ». Ils forment, d'après Daniel-Louis Seiler, une famille commune se situant, selon la théorie des clivages proposée par Lipset et Rokkan[2], sur le versant « non-possédant » du clivage possédants/travailleurs[3]. Ils ont également en commun la défense des intérêts collectifs de ceux dont les ressources se constituent autour de leur force de travail. Au-delà des différentes acceptions que l'on donne à ce terme[4], la famille social-démocrate à ceci de commun d'être initialement portée par une contradiction : elle est à la fois démocratique, parlementariste et la forme partisane de l'expression politique de la classe ouvrière. Et en raison du caractère historique de la mission portée par la classe ouvrière, l'action du parti ne doit pas, historiquement, se limiter au seul cadre électoral et parlementaire. Pris dans cette contradiction initiale, chaque parti socialiste a dû gérer cette contradiction au croisement de sa configuration idéologique et sociologique et de l'histoire nationale à laquelle il s'est intégré. La tendance générale de cette famille social-démocrate dessine toutefois une courbe commune les menant à l'acceptation plus ou moins complète de leurs systèmes politiques nationaux et, tant bien que mal, à l'acceptation d'exercer le pouvoir dans des régimes qu'ils condamnaient à l'origine. A l'inverse, les partis ayant refusé cette intégration se sont historiquement tournés vers le communiste et n'ont pas cherché à gérer cette contradiction de l'intérieur du système.

---

[1] W. E. Peterson, A. H. Thomas, *The Future of Social Democracy*, Oxfort, Clarendon Press, 1986, p.3.

[2] A partir d'un modèle élaboré à partir des trois grandes révolutions (religieuse, industrielle, nationale), ces auteurs ont déterminé l'apparition des partis politiques en Occident en fonction de quatre clivages : Centre/Périphérie, Etat/Eglise, Rural/Urbain, Possédants/Travailleurs (S. M. Lipset, S. Rokkan, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction* [1967], Editions de l'Université de Bruxelles, 2008.

[3] D.-L. Seiler, *Les partis politiques en Occident*, Paris, Ellipses, 2003, p.117.

[4] Une définition plus restrictive de la social-démocratie que celle que nous avons présentée envisagera les partis sociaux-démocrates en fonction de leurs structures, de leur organisation et de leurs liens avec les syndicats (pour une telle approche, voir G. Moschonas, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994).

L'hypothèse que nous formulons ici consiste à envisager le réformisme comme la réponse donnée par le socialisme à la question du réalisme politique. En incarnant la question de la possibilité ou non du changement politique, le réformisme illustre la tension permanente entre la recherche de l'idéal qui caractérise le socialisme et sa confrontation avec une réalité qui impose ses contraintes et ses limites. La social-démocratie, par son intégration progressive au système, représente également l'idée du compromis et d'adaptation aux contraintes dictées par la réalité.

Le socialisme démocratique français n'est donc pas le seul à être le reflet d'une telle tension. La dynamique le menant à une intégration progressive au système est commune à l'ensemble des partis sociaux-démocrates européens. Il ne se définit en fait pas tant par sa non participation à une telle dynamique que par les caractères spécifiques de son intégration. En effet, comme le précisent Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, le Parti socialiste français a, « plus longtemps que ses homologues européens, tenté d'échapper aux responsabilités du pouvoir, puis lorsqu'il l'a exercé, il a vécu cet exercice comme une série de reniements voire de trahisons, et il a tenté, après chaque nouvelle expérience, de renouer avec ce qui, à ses propres yeux, constituait le fond de son identité, c'est-à-dire une volonté de rupture et non de compromis[1] ». Après chaque expérience gouvernementale, le Parti socialiste a eu tendance à se retrancher dans son identité révolutionnaire et à négliger son identité réformiste. De là est né le vieil adage selon lequel le cœur du parti se conquérait « à gauche », quitte à par la suite faire entorse à des promesses jugées incompatibles avec les contraintes de la réalité. L'on retrouve cette tension si l'on met en perspective versants militant et électoral du Parti socialiste. La marge séparant le versant militant du parti, privilégiant le maintien de l'intégrité doctrinale et méfiant vis-à-vis des expériences de pouvoir, et le versant électoral, favorable à l'intégration et à l'adaptation du parti aux réalités extérieures, est demeurée très prégnante chez les socialistes français. En comparaison des autres partis socialistes européens, le Parti socialiste français a également tardé à effectuer une refonte de sa doctrine qui l'aurait permis de mieux assumer la contradiction entre ses principes originels et son intégration au système national. Comme le constatent à nouveau Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, au sortir de la Seconde guerre mondiale,

[1] A. Bergounioux, G. Grunberg, *Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remords* [2005], Paris, Fayard, 2007, p.8. C'est par ailleurs de cet ouvrage que sera tirée une grande partie du matériau historique sur lequel se fondera notre travail autour du socialisme français.

> « malgré des différences, trois grandes directions se détachent. Les partis sociaux-démocrates d'Europe du Nord ont choisi d'approfondir les formules de compromis mis en œuvre depuis l'avant-guerre, en faisant évoluer leurs alliances sociales avec les intérêts de la paysannerie vers la recherche d'éléments communs avec les classes moyennes. Les grands partis allemand et anglais, ainsi que, dans une moindre mesure, le parti autrichien et le parti belge, ont entrepris des révisions idéologiques plus ou moins profondes. La SFIO[1] et le PSI[2] ont mené une adaptation essentiellement politique, par le jeu du système politique, tout en maintenant leurs programmes traditionnels[3] ».

Le socialisme français a ceci de commun avec le socialisme italien d'avoir, dans la période de l'après-guerre, résisté à la révision doctrinale qui toucha la plupart de ses voisins. En novembre 1959, un congrès extraordinaire du SPD, le parti social-démocrate allemand, se tint à Bad Godesberg. En renonçant aux références marxistes et à l'idée du parti de classe, il fut le symbole du tournant réformiste qui agitait à cette époque la social-démocratie européenne. A la même époque, le Parti travailliste anglais reformula également sa doctrine sous l'impulsion de Hugh Gaitskell. Les partis d'Europe du Nord avaient de leur côté entrepris d'intégrer l'idée d'une économie mixte inspirée de Beveridge et Keynes et furent par conséquent moins soumis à une telle révision. En se tenant à l'écart du mouvement mendésiste qui tentait de regrouper la gauche non communiste, la SFIO de l'après-guerre, tout en participant aux coalitions de « troisième force », n'acta pas de son côté une telle évolution doctrinale. Le PSI fut de son côté l'unique parti européen à ne pas rompre avec le communisme et à soutenir l'URSS pendant le début de la Guerre froide[4]. La rupture avec le PCI[5] ne survint qu'avec la tournure prise par la politique internationale en 1956. Partis socialistes et italiens ont tous deux assumé avec plus de difficultés que leurs homologues européens leurs caractères ouvertement sociaux-démocrates et réformistes. Mais là où ils présentent des similitudes dans leur rapport à la question du révisionnisme, leurs singularités historiques les distinguent. Le PSI, depuis son auto-dissolution en 1994, a donné lieu à une constellation de partis politiques se réclamant du socialisme. En France, le socialisme institutionnel est quant à lui plus unifié, même si la création du Parti de gauche en 2008 est venue atténuer cette impression de rassemblement. Mais le Parti socialiste français continue malgré tout à incarner la majorité des voix issues du socialisme démocratique, ce qui n'est

---

[1] Section française de l'Internationale ouvrière.
[2] Parti socialiste italien.
[3] A. Bergounioux, G. Grunberg, *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au 20ème siècle*, Paris, Edition de Fallois, 1996, pp.185-186.
[4] G. Sabbatucci, *Il riformismo impossibile : storie del socialismo italiano*, Roma, Laterza, 1991.
[5] Parti communiste italien.

plus le cas depuis la balkanisation de la gauche italienne. Bien que proche des contradictions et des résistances à l'œuvre dans le socialisme français, le morcellement de la social-démocratie italienne rend donc son étude, pour des raisons pratiques, des plus difficiles. Le Parti socialiste français offre lui un cadre propice à une étude qui se voudra également empirique.

Programme et plan

Notre propos se divise en trois parties. Le premier chapitre de ce travail est consacré à la reconstruction historique du concept de réalisme politique. Le réalisme politique repose sur certains postulats et sur une anthropologie que nous nous attachons à reconstruire par le biais d'une histoire, discontinue, des idées politiques. Nous reprenons et assumons le caractère polymorphe d'un concept dont la généalogie nous mène des premières lectures de l'Histoire à la naissance de l'économie politique et du droit moderne au 19ème siècle. Cette généalogie s'appuiera notamment sur la filiation entre les œuvres de Thucydide, Machiavel et Hobbes. Ces trois auteurs ont, par-delà leurs différences, noué un socle commun qui permet de parler de tradition philosophique du réalisme politique. Ils incarnent le rempart philosophique le plus sûr contre les dérives des utopistes et leurs chimères. Mais se limiter à une telle généalogie nous acheminerait à adopter le même angle de lecture que celui emprunté par la théorie des relations internationales. Le risque serait également d'aboutir à un empilage d'auteurs plus qu'à une histoire conceptuelle. C'est la raison pour laquelle la reconstruction de ce socle philosophique et de ses constantes anthropologiques devra s'adjoindre aux évolutions de la politique moderne entre les 17ème et 19ème siècles. Elles voient la naissance de l'économie politique et l'apparition du concept de marché qui viennent adoucir et rendre compatible les principes du réalisme avec la recherche d'une gestion harmonieuse de la société. Avec le troc de la figure de l'ennemi contre celle du concurrent, c'est une autre anthropologie qui apparaît. Cette histoire du réalisme doit également être rattachée aux métamorphoses de la pensée juridique dont les nouveaux critères viennent redimensionner l'Etat-puissance en Etat de droit. Le réalisme politique apparaît au 19ème siècle sous une forme plus douce, mais aussi séductrice, que celle qui le caractérise sous la plume de Machiavel.

Ce travail généalogique nous permet dans un deuxième chapitre de rattacher l'étude du réalisme politique à l'histoire des sciences politiques et sociales à travers l'examen des traditions italiennes, nord-américaines et françaises, sur une période courant de la fin du 19ème siècle aux années 1980. Nous ne proposons pas, comme il est souvent d'usage de le faire en sciences sociales, un état des lieux général des recherches sur le réalisme politique. Nous tentons plutôt de saisir le mouvement de cette pensée dans sa diversité, ses contradictions et éventuellement ses incomplétudes. Cette mise en perspective insiste également sur les échanges et la diffusion des travaux sur le réalisme politique. Nous verrons combien, en comparaison des deux autres, le champ académique français a pu paraître rétif à l'investissement d'une telle thématique. Cette résistance nous permettra de souligner l'importance des rôles de Raymond Aron et de Julien Freund dans cette importation.

La deuxième partie de ce travail s'articule autour de deux chapitres. Elle est consacrée à la reconstruction historique du socialisme français à l'aune du concept de réalisme politique. Nous remettons dans un troisième chapitre le socialisme à son état de simple utopie et repartons de la contradiction initiale entre socialisme et réalisme politique. Nous voyons comment le socialisme, à travers le marxisme et sa condamnation de la logique utopique, s'est expressément emparé des impératifs du réalisme. En nous autorisant une certaine discontinuité dans cette histoire, nous montrons en quoi l'évolution du socialisme français et de la SFIO prend le mouvement d'une mise en cause progressive de sa pureté doctrinale d'origine. Elle croise par périodes celle de la tentation révisionniste qui a secoué le parti à plusieurs reprises. Cette histoire suit d'abord une temporalité lente et doit être mise en lien avec les apports doctrinaux de Jaurès et Blum. Malgré une volonté d'engager le socialisme vers la voie du réformisme, les tentatives de révision doctrinale se heurtent à des résistances récurrentes de la part de l'aile « gauche » du parti. Ce chapitre se referme avec l'expérience du Front populaire.

Le quatrième chapitre nous mène de l'évolution du parti à partir de la Seconde guerre mondiale et de sa spécificité vis-à-vis de ses homologues européens. La SFIO ne suit pas la voie explicitement réformiste qui touche les partis ayant pris leurs distances vis-à-vis de l'expérience communiste. Cette transition ne se fait que dans la douleur au moment où le Parti socialiste, conquis par Mitterrand, parvient en 1981 à conquérir le pouvoir exécutif à la faveur d'un programme commun avec les communistes. Après une courte période d'idylle, les

objectifs initiaux, jugés incompatibles avec le présent, sont revus à la baisse et refondus en fonction des limites imposées par une croissance mondiale au ralenti. Mais la logique du virage pris à partir de 1983 et le « tournant de la rigueur » opéré par le gouvernement Fabius doivent également être envisagés au prisme d'une conversion s'apparentant à une forme de capitulation devant les logiques imposées par la construction européenne et les logiques normatives de la modernisation.

Nous consacrons la troisième et dernière partie de ce travail à une sociologie empirique du réalisme politique. A partir d'une enquête par entretiens menée auprès de quarante militants socialistes de la région d'Ile-de-France rencontrés entre septembre 2009 et juin 2010, nous reconstruisons par une élaboration idéal-typique leur rapport au réalisme. Après avoir précisé notre méthodologie dans un cinquième chapitre, nous mettons en rapport dans un sixième chapitre discours et vécus militants avec les mutations du parti. Nous analysons la manière dont les militants se représentent et en viennent à accepter les évolutions idéologiques et doctrinales l'ayant conduit à céder au réalisme. Ce travail nous permet de mettre en avant le fatalisme politique et les logiques de désenchantement qui traversent une partie de la militance socialiste.

Le septième et dernier chapitre s'intéresse à l'inverse aux militants qui, soucieux de préserver une certaine idée du socialisme et de la gauche, prennent leur distance par rapport au réalisme. A distance du fatalisme et du désenclavement idéologique qui caractérisent certains militants, nous analyserons les raisons qui poussent ces militants à poursuivre leur militantisme. Critiques vis-à-vis du parti et de ses renoncements, ces militants, fortement idéologisés, ne cèdent pas à la tentation de la rupture mais militent dans le but de repositionner le parti sur des valeurs que, bien que parties intègrantes de son histoire et de son identité, il a tendance à négliger. A l'analyse de ce discours de résistance succède une analyse des stratégies conduisant les militants à reformuler leur militantisme et à ainsi opter pour un réenchantement de la gauche et du militantisme.

Première Partie

GENESE ET EPANOUISSEMENT D'UNE PROBLEMATIQUE

Introduction de la première partie

La problématique du réalisme politique traverse de manière disparate l'histoire des idées politiques et des sciences politiques et sociales. En proposer une se heurte par conséquent à la délicate question de la discontinuité temporelle, géographique et disciplinaire. Cette histoire est rendue d'autant plus complexe que l'apparition du terme de « réalisme » ne correspond pas, loin s'en faut, avec les origines de ce courant de pensée. Le *Trésor de la langue française* nous indique ainsi que la première occurrence de ce terme ne date que de 1826. Or, les racines du réalisme politique sont à rechercher chez des auteurs de loin antérieurs à cette période, qui voit quant à elle la naissance du réalisme littéraire. Il y par conséquent un net décalage entre apparition du terme d'un côté, et émergence de la problématique de l'autre. Les auteurs ayant apporté leur pierre à l'édifice du réalisme politique n'ayant pu explicitement se revendiquer de cette tradition, il nous incombera la lourde responsabilité de leur interprétation. Il nous faudra cerner en quoi leur approche du politique ainsi que l'anthropologie du genre humain qu'ils proposent participent de la construction d'une tradition réaliste. Mais la reconstruction de ce socle philosophique et de ses constantes anthropologiques devra être mise en perspective avec les mutations subies par la politique entre les 17ème et 19ème siècles. La naissance de l'économie politique et l'apparition du concept de marché viendront en effet faire évoluer cette notion de réalisme dans le sens d'un adoucissement de ces principes. Les contraintes inhérentes à l'anthropologie du genre humain sur laquelle s'adossait le réalisme politique, héritée de Thucydide, Machiavel et Hobbes, laisseront en partie place à une science du gouvernement fondée sur des critères de rationalité. La reconstruction de cette tradition devra également être mise en perspective avec le rejet du genre utopique, son doublé opposé. Car c'est autour du procès engagé par Machiavel à l'encontre de l'approche considérée comme utopiste de la politique que les sciences politiques et sociales hériteront à la fin du 19ème siècle de la tradition réaliste. Les mythifications de la démocratie et des idéologies révolutionnaires deviendront les cibles de prédilection des sociologues et politistes se revendiquant, avec plus ou moins de largeur, de cette tradition. L'objectif de cette première partie sera par conséquent la reconstruction des origines, enjeux et filiations de ce que l'on peut entendre par réalisme politique. Elle

permettra également à ce qu'à son terme soit suffisamment clarifié ce que nous entendrons par réalisme politique.

Chapitre 1 : Une généalogie du réalisme politique

“ Affermare questo significa sostenere che il realismo non è un’ ideologia dell’adattamento alla quotidianità del potere ma un orientamento che per vocazione si confronta con l’aspetto tragico della politica[1] *”,*

Pier Paolo Portinaro, *Il realismo politico*, Editori Laterza, 1999.

. Introduction

Le flou qui réside autour du concept de réalisme politique, ajouté au fait que ses principaux fondateurs n’ont pas nécessairement revendiqué ce statut, en rendent le choix d’une « origine » problématique. Doit-on par exemple procéder comme le fait Friedrich Meinecke qui, identifiant les réalistes aux tenants de la raison d’État, se situe en fonction et *a posteriori* du travail de Machiavel[2] ? Il en vient en conséquence à inclure Tomaso Campanella, sa *Città del Sole* étant pourtant difficilement associable à cette tradition. Tenir les partisans de la raison d’État comme les seuls auteurs appartenant au courant réaliste conduit, en premier lieu, à surévaluer le rôle de l’État dans la tradition du réalisme. Elle est évidemment importante mais le réalisme revêt bien d’autres aspects. C’est s’en tenir à une

[1] « Dire ceci revient à affirmer que le réalisme n’est pas une idéologie de l’adaptation à la quotidienneté du pouvoir mais une orientation qui, par vocation, se confronte à la dimension tragique de la politique ».
[2] F. Meinecke, *L’idée de raison d’État dans l’histoire des temps modernes*, Genève, Droz, 1973.

approche en termes de *realpolitik* et associée à la théorie des relations internationales. En second lieu, elle conduit à négliger l'apport fondamental de l'œuvre de Thucydide dans les sources du réalisme politique[1]. Nous faisons en effet ici l'hypothèse selon laquelle les présupposés anthropologiques et politiques de l'historien ont constitué un socle essentiel du développement ultérieur du réalisme politique. Les ruptures et évolutions qui marquent cette histoire viendront nuancer cette paternité, mais nous verrons que certaines de ses idées se retrouveront chez certains des théoriciens les plus marquants du réalisme. L'objectif ici est donc de reconstruire les filiations intellectuelles menant à la construction du réalisme politique. Mais cette histoire du réalisme n'obéissant à aucune linéarité, nous insisterons par conséquent sur les coupures, dépassements et contradictions. Notre approche ici relève donc davantage d'une généalogie que d'une histoire.

I – Naissance et premiers épanouissements du réalisme

Si la question des techniques de gouvernement constitue à n'en pas douter un des points importants du réalisme, le point de départ réside ailleurs. En effet, il suffit d'avoir à l'esprit les œuvres de Kautilya ou de Sun-tzu pour comprendre que ces préoccupations ne sont pas circonscrites au seul horizon occidental[2]. Dans ces classiques de la pensée politique orientale sont déjà reconnus comme fondamentaux de la politique le conflit et la hiérarchie, ce qui conduit également à relativiser l'importance de Machiavel dans l'apparition de telles interrogations. Comme le note Pier Paolo Portinaro, « l'idée selon laquelle la politique constituerait une sphère indépendante de l'activité humaine et devrait être pensée comme une

[1] Dans le travail qu'il a consacré à l'influence de la pensée réaliste sur la politique américaine au 19ème siècle, Jean-Marie Ruiz part d'un postulat semblable : « La généalogie proposée dans ce livre montre qu'il existe bien une version américaine du réalisme politique qui, bien qu'elle ait eu des visages fort différents selon les périodes et selon les contextes historiques et idéologiques, a toujours eu pour fondement une anthropologie et une philosophie politique ayant dans l'ensemble peu changé depuis Thucydide », J-M. Ruiz, *Une tradition transatlantique : L'impact du réalisme politique sur la fondation des États-Unis et la pensée politique américaine du 19ème siècle*, Université de Savoie, 2010, p.15.

[2] Respectivement indien et chinois, leurs pensées appartiennent au 4ème et 6ème siècle avant notre ère.

lutte ayant le pouvoir comme finalité et la force pour moyen est, en réalité, commune à des époques et sociétés différentes[1] ». Il précise également que le réalisme politique occidental tire en fait ses prémisses d'un rapport à l'histoire : « la spécificité du réalisme occidental réside dans sa conception de l'histoire telle qu'elle est apparue avec le monde grec[2] ». Fils de la démarche historienne, le réalisme politique tire ses bases d'une observation globale et désenchantée des activités humaines. C'est à l'intellectualisme grec que revient l'introduction de cet éloignement dans le phénomène observé, de cette distance déshumanisée nécessaire à la distinction de la réalité des apparences.

A/ Thucydide précurseur du réalisme

Genèses du réalisme et de l'histoire sont intrinsèquement liées. Pensée des origines, savoir archéologique, recherche des causes profondes, le réalisme naît de l'histoire telle que la pratiquent les grecs. Avec Thucydide, mais aussi avec son aîné Hérodote, la description historique vient en effet progressivement se déplacer de la narration des causes subjectives à la recherche des causes structurelles des conflits[3]. À rebours des narrations moralistes, promptes à célébrer la vertu et les actions héroïques, l'historiographie de ces auteurs s'attache à mettre en lumière les causes du développement du fait historique, à identifier les mécanismes du pouvoir qui sont à la base des troubles, à découvrir les motivations secrètes des acteurs. Le premier terrain investi par cette pensée du refus des apparences est donc celui de la guerre et du conflit. Mais une place de choix doit ici être accordée à l'œuvre de Thucydide, qui a ceci de plus qu'elle ne se résume pas à la création d'une science de l'histoire : véritable anthropologie, elle se distingue par la profondeur avec laquelle elle sonde les dessous de la nature humaine. L'auteur de l'*Histoire de la guerre du Péloponèse*[4] est le

---

[1] « L'assunto che la politica costituisca un ambito autonomo dell'attività umana e debba venir concepita come lotta che ha per fine il potere e per mezzo la forza è, infatti, comune a epoche e società diverse », P. P. Portinaro, *Il realismo politico*, Editori Laterza, 1999, p.67.

[2] « La peculiarità del realismo occidentale è nella sua concezione della storia, quale è emersa fin dal mondo greco » *Ibid*., p.67.

[3] Hérodote est considéré comme le père de l'histoire. La tradition veut que son récit des guerres médiques (490-480) ait à ce point ému Thucydide qu'il en détermina sa vocation. En réalité, une grande place est encore accordée dans son historiographie aux oracles et à l'influence du religieux.

[4] L'*Histoire de la guerre du Péloponnèse* a été rédigée entre 431 et 411 avant notre ère. Nous nous référerons à la traduction de Jacqueline de Romilly, publiée en 1990 chez Robert Laffont.

premier à analyser le rapport problématique entre ce que les hommes font et ce qu'ils disent, veulent ou devraient faire. La leçon de Thucydide est celle d'une dissonance, d'une non-réconciliation, d'une fissure entre actions et discours. A ce dualisme entre réalité de l'action et apparence des discours se joignent des constantes anthropologiques, telles que la peur ou l'honneur. Ces éléments constitueront le paradigme du réalisme chez Thucydide.

1. Une anthropologie naturaliste et pessimiste

Contrairement au genre mythologique ou autres épopées, dans lesquelles les dieux apparaissent comme les maîtres du sort, le récit de Thucydide est séculaire et terrestre. Il y écarte les explications supranaturelles et accorde une faible importance aux actions héroïques :

> « Thucydide part du désordre des faits bruts, ou plus exactement – puisqu'il est difficile de faire intervenir une notion objective aussi suspecte du désordre qui peut se manifester quand parviennent à l'historien des relations diverses, toutes incomplètes et établissant des points de vue divers ; sur ce désordre on dirait qu'il pose une grille ; cette grille dissimule tout ce qui à ses yeux est adventice pour ne laisser transparaître que des éléments liés entre eux par un rapport interne : à ce moment-là, comme un message s'exprime par une série de lettres quand on cache celles qui ne comptent pas, l'ensemble devient lisible, prend un sens[1] ».

Thucydide met donc en place un système de causalité interne aux évènements qu'il relate : « L'histoire de Thucydide est résolument humaine et tous les enchaînements qu'il présente le sont également[2] », nous offrant ainsi « un univers réaliste, où s'affrontent les égoïsmes et les violences[3] ». L'histoire qu'il pratique est donc sécularisée et résulte d'un entrecroisement de plusieurs éléments humains. En premier lieu desquels la nécessité[4] : nécessaire devient la guerre lorsque sur une aire géométrique commune se répartissent deux puissances. La guerre engendre la nécessité d'une domination armée et violente, qui laisse l'homme dépourvu de maîtrise du cours historique. La guerre a ses lois inexorables et en

[1] J. de Romilly, *La construction de la vérité chez Thucydide*, cité par J-M. Ruiz, *Ibid*., p.23.
[2] J. de Romilly, introduction à *Histoire de la guerre du Péloponèse*, Éditions Robert Laffont, 1990, Paris, p.149.
[3] *Ibid*., p.149.
[4] Pour une analyse de la fonction de la nécessité dans la pensée de Thucydide, nous renvoyons à Peter R. Pouncey, *The necessities of war. A study of Thucydides' pessimism*, Columbia University Press, New York, 1980.

même temps elle confronte l'homme au hasard du cours historique. Le conflit met en lumière des sentiments et des comportements extrêmes qui, en temps de paix, demeurent à l'état latent. Il engendre une forme d'*hybris*, de violence démesurée et non retenue. Mais il possède en même temps une dynamique qui peut être l'objet de considérations rationnelles : de lui émergent crainte, utilité et honneur, qui constituent pour les hommes des motifs de l'agir stratégique. L'histoire de Thucydide, si elle obéit à une loi de nécessité, est donc également motivée par l'influence de facteurs humains. Mais Thucydide reste cependant clair quant à ce qui gouverne réellement l'histoire : « Brochant sur le tout, le désir et l'espérance, l'un ouvrant la route et l'autre le suivant, l'un imaginant l'affaire tandis que l'autre promet tout bas la faveur du sort, causent les plus grands dommages et, dans leur action cachée, sont plus forts que les dangers visibles[1] ». La politique est donc un mélange dans lequel, plus que la raison et le calcul, importent les émotions et les passions. Une des premières leçons du réalisme est donc la suivante : s'il existe des constantes dans l'action humaine du développement historique, ces constantes, pour irrationnelles qu'elles soient, demeurent en grande partie impondérables.

Le récit de Thucydide prend appui sur une analyse du genre humain. Il impute la responsabilité de la guerre à des causes anthropologiques : sans un sentiment d'appréhension ressentie par les puissances extérieures, l'expansion athénienne n'aurait pas nécessairement mené au conflit. L'historien place donc au centre de son analyse une constance du genre humain :

> « À l'audition, l'absence de merveilleux dans les propos rapportés paraîtra sans doute en diminuer le charme ; mais si l'on veut voir clair dans les évènements passés et dans ceux qui, à l'avenir, en vertu du caractère humain qui est le leur, présenteront des similitudes ou des analogies, qu'alors, on les juge utiles, et cela suffira : ils constituent un trésor pour toujours plutôt qu'une production d'apparat pour un auditoire du moment[2] ».

Thucydide n'envisage pas le temps comme une simple répétition, encore moins comme un éternel retour. Il ne pense pas que les évènements puissent se répéter éternellement : il considère qu'ils illustrent un ensemble de vertus et de faiblesses humaines,

---

[1] Thucydide, Livre III, chap. 45, p.327.
[2] Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponèse*, Éditions Robert Laffont, 1990, Paris, Livre I, chap. 22, p.183.

de passions et de désirs que l'on retrouvera en des temps ultérieurs. La guerre telle que la dépeint Thucydide est en quelque sorte l'occasion d'une expérience-limite[1] où la nature humaine montre sa vraie face. Commentant les guerres civiles accompagnant l'affrontement des deux puissances, Thucydide fait valoir sa conception pessimiste du genre humain :

> « À la faveur des troubles, on vit s'abattre sur les cités bien des maux, comme il s'en produit et s'en produira toujours tant que la nature humaine restera la même, mais qui s'accroissent ou s'apaisent et changent de forme selon chaque variation qui intervient dans les conjonctures. En temps de paix et de prospérité, les cités et les particuliers ont un esprit meilleur parce qu'ils ne se heurtent pas à des nécessités contraignantes ; la guerre, qui retranche les facilités de la vie quotidienne, est un maître aux façons violentes, et elle modèle sur la situation les passions de la majorité[2] ».

Une situation conflictuelle semble donc accroître les penchants de la nature humaine aux attitudes irrationnelles. Sous la pression des nécessités, ce sont la peur et la colère qui, par une sorte d'immuabilité de la nature humaine, prennent le pas sur la raison : « Bref, il est impossible – et bien naïf qui se l'imagine – que la nature humaine, quand elle tend ardemment vers une action, en soit détournée par la force des lois ou quelque autre menace[3] ». Valeurs et raison se plient donc sous l'inertie du genre humain.

2. Primat du conflit et de la puissance

Corollaire de son anthropologie du genre humain, la conception de la politique est chez Thucydide fondée sur la puissance et la crainte. Ce qu'il désigne comme « la cause la plus vraie » du déclenchement de la guerre entre Sparte et Athènes l'illustre parfaitement : « En fait, la cause la plus vraie est aussi la moins avouée : c'est à mon sens que les Athéniens, en s'accroissant, donnèrent de l'appréhension aux Lacédémoniens, les contraignant ainsi à la guerre[4] ». Cet extrait, souvent cité comme illustration de la vision des relations interétatiques de son auteur, est une clé de la pensée réaliste. Présentée dans le Livre I, cette affirmation constitue le point de départ de son analyse historique. Affirmer comme il le fait que la vraie

---

[1] Nous empruntons ce terme à Jacqueline de Romilly (J. de Romilly, introduction à *Histoire de la guerre du Péloponèse*, Éditions Robert Laffont, 1990, Paris, p.160).
[2] Thucydide, *Ibid*., p.344.
[3] *Ibid*., Livre III, chap. 45.
[4] *Ibid*., p.184.

cause de la guerre réside dans l'accroissement de la puissance athénienne ne procède pas d'une méthode inductive. S'il nous informe de cela dès le début de son histoire, c'est qu'il en fait un de ses présupposés de la compréhension des évènements politiques qu'il a sous les yeux. Mais il précise également que le déclenchement de cette guerre ne fut nullement recherché par les générations d'athéniens qui, s'enrichissant et construisant des forts, n'avaient cherché qu'à se protéger des barbares. Ce faisant, l'appréhension des puissances extérieures crût devant ce qu'elles considéraient être une menace. Thucydide énonce ici un dilemme fondamental, clé de la pensée réaliste et anticipateur de l'état de guerre hobbesien : en recherchant sa sécurité, un État – on pourrait élargir à l'homme – crée de l'insécurité chez l'autre.

Les réflexions de Thucydide sur le rôle du tiers dans la bataille sont également pénétrantes et initiatrices de développements ultérieurs au sein de la tradition réaliste. La logique polarisante qui est à la base du conflit entraîne chez lui toute une réflexion sur la place des alliances ou l'évaluation des forces adverses. Dans le dialogue entre Méliens et Athéniens, il fait dire aux premiers :

> « Pour ce qui est du sort, nous comptons que la divinité ne nous laissera pas le désavantage, car nous nous dressons en hommes pieux contre un parti sans justice, et, pour ce qui est de l'insuffisance de nos forces, nous comptons sur l'alliance lacédémonienne, qui devra nécessairement nous porter secours, quand ce ne serait qu'à cause de notre parenté et au nom de l'honneur. Notre assurance n'est donc pas tout à fait irrationnelle que cela[1] ».

Le sort renvoie ici à l'aide divine, qui symbolise un tiers transcendant. Le rejet du surnaturel, dont nous avions dit qu'il caractérisait l'œuvre de Thucydide, est donc ici à nuancer. En revanche, et c'est ce qu'il nous faut retenir, Thucydide pose ce qui deviendra par la suite un *topos* récurrent du réalisme : dans un rapport conflictuel polaire, le comportement d'un tiers ne peut être ni neutre ni bénévole.

Conséquence de cette mécanique de la puissance et du conflit, la question de l'éthique joue un rôle central. Dans le dialogue entre athéniens et lacédémoniens du Livre I, faisant allusion au changement de politique de ces derniers, il fait dire à l'orateur athénien : «… et c'était votre avis, jusqu'à aujourd'hui, où, calculant votre intérêt, vous invoquez des raisons

[1] *Ibid*., Livre V, chap. 104, p.479.

de justice, qui jamais, devant une occasion d'acquérir quelque chose par la force, n'ont prévalu pour empêcher quelqu'un de s'agrandir[1] ». Si Thucydide semble ici ne laisser qu'une place marginale aux considérations éthiques, il n'est pas pour autant un thuriféraire aveugle d'une politique de puissance livrée à elle-même. Il loue ainsi la figure de Périclès, figure de prévoyance et de prévision. C'est pour lui faire preuve de mérite que d'exposer publiquement les conséquences de ses choix politiques[2]. Entrer en guerre implique de la part du chef une prise de responsabilité, anticipant là une idée wébérienne. Thucydide accorde donc une importance à l'éthique dans la politique, mais celle-ci est avant tout et essentiellement celle de la responsabilité.

La démarche intellectuelle de Thucydide, en phase avec l'esprit humaniste et rationnel se déployant alors sur Athènes, pose les bases du réalisme politique. La muse du réalisme est donc grecque et historique, même s'il évoluera jusqu'à s'en détourner par la suite. Mais nous pouvons malgré tout relever ce qui au fur et à mesure s'affirmera de plus en plus comme un paradoxe et que toute histoire du réalisme politique se devrait de soulever : né d'une volonté de mettre en lumière un événement historique, le réalisme ne tardera pas à se transformer en une étude du pouvoir vouée à mettre en évidence, par le biais de la comparaison, l'uniformité plutôt que la singularité, minimisant ainsi les différences historiques au profit des constantes anthropologiques et de l'immuabilité du pouvoir. Le réalisme cherche ainsi à cueillir l'universel dans le particulier. Thucydide a semble-t-il touché un tel universel que cette tendance à uniformiser les singularités historiques se retrouvera chez tous les auteurs ultérieurs qui se réclameront du réalisme.

B/ Philosophie, christianisme et réalisme

Entre les deux grands noms du réalisme que sont Thucydide et Machiavel, il semblerait que la problématique du réalisme ait connu une période de vide. Il n'est en effet pas réellement d'auteurs appartenant ou ayant directement contribué au développement du réalisme politique. Les questions relatives à la réalité sont en revanche largement débattues

[1] *Ibid*., Livre I, chap. 76, p.113.
[2] J. de Romilly, *La construction de la vérité chez Thucydide*, Julliard, 1990, p.89.

dans le cadre de la querelle des universaux, débat qui prend ses sources dans les philosophies de Platon et d'Aristote et qui a traversé le Moyen-âge. Cette querelle, pour importante qu'elle soit, ne nous intéresse pas directement dans l'étude du réalisme politique. Ce qui mérite en revanche notre attention, c'est la manière dont la philosophie, née dans la foulée du réalisme, a pu tenter de le contrecarrer et d'apporter une alternative aux désillusions et à la vision désenchantée du monde, véhiculées par le réalisme. Cette jonction nous donnera également l'opportunité de questionner les rapports entre le christianisme naissant et le réalisme qui, s'ils n'ont *a priori* rien en commun, offrent en réalité certaines similitudes. Bien que rarement abordée, cette jonction offre un point de vue différent et éclairant sur le réalisme.

1. La philosophie contre le réalisme ?

La naissance du réalisme politique précède de peu celle de la philosophie classique hellénique. Le programme de cette philosophie classique naissante peut, par certains aspects, être considéré comme une réaction à ce que produit l'investigation désenchantée de la réalité : « Si Thucydide définit le paradigme du réalisme politique, Platon élabore le modèle de l'alternative philosophique ou de la réponse philosophique au réalisme[1] ». Au réalisme désenchanteur de l'entreprise de Thucydide, va répondre le projet platonicien, normatif, de la création de la Cité. Le modèle de la Cité idéale que dessine Platon dans la *République* peut être considéré comme l'acte fondateur de l'idéalisme politique, même si les diagnostiques dont il part pour élaborer sa cité utopique sont de l'ordre du réalisme : désordre des passions, corruption des gouvernants et des élites. Le projet platonicien est en réalité à la fois négation et conservation du réalisme politique : utopique comme cité modelée sur le devoir-être mais réaliste quant au constat du mal-être et son fonctionnement. Dans le dialogue entre Socrate et Thrasymaque du premier livre de la *République*[2] apparaît également cette opposition, cette fois relative à la question du commandement. Alors que pour le premier le commandement n'a pour objectif que de répondre à l'intérêt des plus faibles, Thrasymaque considère lui que la justice n'obéit qu'à l'intérêt du plus fort, que la politique n'est que l'art de contourner la faiblesse et la vilité des masses.

---

[1] « Se Tucidide definisce il paradigma del realismo politico, Platone elabora il modello dell'alternativa filosofica, o della risposta filosofica, al realismo », P. P. Portinaro, *Ibid.*, p.33.
[2] Platon, *La République*, Livre I, Paris, Les Belles Lettres, 1989.

Dans le programme utopique de Platon sont par conséquent déjà contenues les raisons des tensions durables entre philosophie et politique qui, si l'on suit Hannah Arendt, ont marqué de leur sceau toute la tradition occidentale[1]. De même, dans le dialogue qu'il reconstruit sur le modèle de l'Alcibiade de Platon, son contemporain Bertrand de Jouvenel mettra lui aussi en évidence cette opposition[2] : le philosophe craint le mal que peut engendrer l'action politique, tandis que le politique redoute les conséquences de l'inaction et de l'indécision ; Platon enjoint Alcibiade à réfléchir à l'idée de bien, le second raille l'idée de l'existence d'un savoir extérieur à la réalité. Quant à la question de savoir qui gouverne, le réaliste réfléchira aux meilleures manières de se maintenir au pouvoir, tandis que le philosophe se posera la question du vivre-ensemble. L'opposition est donc radicale. La philosophie cherche à définir positivement des valeurs sur lesquelles pourra reposer la communauté politique, tandis que le réalisme critique cette prétention à l'objectivité, montrant le caractère relatif et variable de la justice et de la raison humaine. Le projet normatif de la philosophie et sa prétention à changer le cours des choses deviendra l'un des contre-arguments essentiels du réalisme, pariant lui sur l'inertie des choses qui sont. Pour le réalisme, tout projet volontariste de transformation d'ampleur de la société ne peut qu'échouer. Échouer de manière tragique car en contradiction avec ce que sont les hommes. Le réalisme, par rapport à toute ambition politique fondée sur des assises philosophiques, adopte par principe une attitude de méfiance, pariant sur l'inertie et la stabilité du monde. Il est en cela, au sens propre, conservateur et se méfie de l'idée même de changement et d'innovation. Adopter une telle méfiance lui permet de conserver le bénéfice de l'immobilité et de légitimer un certain *statu quo* dans le changement politique. Cela nous permet déjà d'envisager la raison pour laquelle le qualificatif de « réaliste » sera par la suite bien souvent accolé à des théories ou des penseurs proches du conservatisme politique. Elle permet également de saisir une certaine tendance des rapports complexes entre ambition philosophique et nécessité de la politique et de son immuabilité.

[1] Elle développe cette thèse dans son *Essai sur la Révolution* [1963], Paris, Gallimard, 1967.
[2] B. de Jouvenel, *De la politique pure*, Paris, Calmann-Lévy, 1963.

2. Christianisme et réalisme

La parabole historique du réalisme politique peut également être mise en relation avec certains des aspects du christianisme. De prime abord, réalisme et christianisme sont antithétiques : l'éthique d'auto-affirmation et de puissance du réalisme semble difficilement compatible avec les principes de compassion du christianisme. Le réalisme s'attache à reconnaître l'autonomie du politique alors que le christianisme est une forme de négation de la politique, de préoccupation radicalement autre. Parmi les nombreuses interprétations ayant mis en lumière la nature antipolitique du christianisme, celle de Nietzsche, d'ailleurs lecteur de Machiavel, est peut-être la plus explicite : « Dans le christianisme, ni la morale ni la religion n'ont quelque point de contact que ce soit avec la réalité. Il ne s'y trouve rien que des *causes* imaginaires […] rien que des *effets* imaginaires […]. Ce *monde de pure fiction* se distingue du monde des rêves par un trait qui est fort à son désavantage, c'est que ce dernier *reflète* la réalité, tandis que l'autre ne fait que la fausser, la dévaluer, la nier[1] ». Mais Nietzsche, dans son antichristianisme acéré, ne pouvait voir qu'en réalité le christianisme avait ouvert la voie à une sorte de « réalisme des faibles[2] ». Relisons à titre d'illustration les paroles de Matthieu : « Voici, je vous envoie comme des brebis au milieu des loups. Soyez donc prudents comme les serpents, et simples comme les colombes[3] ». Le précepte encourage ici simulation et dissimulation, pousse les croyants à agir dans la discrétion et le secret. Par conséquent, le christianisme lui aussi « doit œuvrer dans l'ombre puisque le fait d'être vu et entendu produit inévitablement cet éclat et cette apparence dans laquelle toute sainteté – de quelque façon qu'elle s'y prenne – se transforme d'emblée en pseudo-sainteté et hypocrisie[4] ». La sainteté, si elle veut rester pure, doit rester à l'écart du visible et demeurer inostensible. Le croyant est donc, à l'image du comploteur ou du conseiller du prince, voué à la discrétion des arcanes.

Le christianisme est également matrice du réalisme par sa conception défaitiste et pessimiste de la présence de l'homme au monde. Elle induit par là même la présence de l'État dont la tâche principale, négative, est de « remédier à la nature malveillante de l'homme, où

---

[1] F. Nietzsche, *L'antéchrist. Anathème contre le christianisme* [1888], Éditions Benoît Jacob, 2002, pp.84-85.
[2] Nous empruntons cette formule à Pier Paolo Portinaro, *Ibid*., p.37.
[3] *Évangile selon Matthieu*, 10.16, cité par Portinaro, *Ibid.*, p.38.
[4] H. Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?* [1993], Paris, Seuil, 1995, p.102.

l'État est essentiellement perçu comme une dure nécessité et est considéré par-dessus tout dans son aspect répressif[1] ». Puisque le mal agit continuellement sur Terre, il faut qu'en permanence l'homme soit menacé de punition, que les gouvernements surveillent sa propension inhérente à la violence et à la destruction. On retrouvera d'ailleurs cette idée de mal nécessaire dans la pensée politique post-révolutionnaire :

> « Il y a donc dans le cercle temporel une loi divine et visible pour la punition du crime ; et cette loi, aussi stable que la société qu'elle fait subsister, est exécutée invariablement depuis l'origine des choses : le mal étant sur la terre, il agit constamment ; et par une conséquence nécessaire il doit être constamment réprimé par le châtiment ; et en effet, nous voyons sur toute la surface du globe une action constante de tous les gouvernements pour arrêter ou punir les attentats du crime : le glaive de la justice n'a point de fourreau ; toujours il doit menacer ou frapper[2] ».

Cette idée est fondamentale puisque c'est à partir d'elle que l'équation entre réalisme et pensée réactionnaire a été posée. Pour réductrice et unilatérale qu'elle soit, nous y reviendrons, elle reste constitutive de l'histoire du réalisme. Dans les liens qui unissent christianisme et réalisme, l'apport de Saint-Augustin permet encore de les affiner. Dans *La Cité de Dieu*, il déclare ainsi :

> « C'est pourquoi, sans la justice, que sont les royaumes, sinon des bandes de brigands ? Et les bandes de brigands, que sont-elles sinon de petits royaumes ? N'est-ce pas une troupe d'hommes, commandée par un chef, soudée par un pacte social, partageant le butin selon une loi voulue par elle ? Si ce fléau grossit par l'afflux d'hommes perdus, au point d'occuper un pays, d'établir des postes, de prendre des villes, de subjuguer des peuples, il s'arroge plus ouvertement le nom d' « empire », titre que lui confère déjà au vu et au su de tous non pas le renoncement à la cupidité, mais l'obtention de l'impunité[3] ».

Saint-Augustin repère parfaitement l'importance de la hiérarchie et du pacte qui unit les membres d'un groupe. Il ouvre la voie à deux interprétations possibles : d'un côté celle de l'amoralité du pouvoir où n'existe aucune différence entre une organisation étatique et un projet interlope. De l'autre, celle, novatrice, d'un « rachat » du pouvoir par son

---

[1] N. Bobbio, *La teoria delle forme di governo nella storia del pensiero politico*, Giappichelli, Torino, 1976, p.60.
[2] J. de Maistre, *Les soirées de Saint-Pétersbourg ou entretiens sur le gouvernement temporel de la Providence* [1821], Paris, Éditions du Trident, 1986, p.27.
[3] Saint-Augustin, *La Cité de Dieu* [413-426], Paris, NRF Gallimard, Œuvres, Bibliothèque de La Pléiade, 2000, p.138.

évangélisation, qui se traduit par la tentative de conciliation entre monde humain et cité de Dieu à travers la construction d'un État fondé sur l'idéal de justice. Le principe est de se soustraire à la démonialité du pouvoir non pas en l'humanisant mais en l'évangélisant par les principes de la justice chrétienne. Le christianisme tel que l'envisage Saint-Augustin aboutit ainsi à la création d'une politique chrétienne, conçue comme moyen pour obtenir une fin supérieure supposée plus juste. Mais la construction de cette politique chrétienne repose sur une véritable ambiguïté : l'Église, pour arriver à ses fins, se doit d'adopter la logique du pouvoir. Le christianisme dénonce donc le caractère démoniaque du pouvoir mais sans pour autant le mettre complètement hors-jeu. Il aide à son dévoilement sans pour autant y substituer une logique radicalement différente[1]. Le processus de sécularisation, corollaire de l'époque moderne qui va s'ouvrir, ne doit ainsi pas conduire à négliger le rôle, certes quelque peu paradoxal, de l'institution ecclésiastique dans la construction du réalisme. Car si le projet de la modernité réside dans l'évincement de l'Église de la sphère politique et dans une affirmation du réalisme, son attitude ambivalente vis-à-vis de la question du pouvoir témoigne malgré tout d'une montée en puissance d'une conception réaliste de la politique.

II – Le réalisme à l'époque moderne

Pour confuse et complexe à définir que soit la notion de modernité, il est possible de s'accorder sur les points suivants : elle est caractérisée par un doute radical, qui investit l'existence des choses et des hommes ; au niveau politique, elle introduit l'idée de la souveraineté humaine sur l'Histoire et l'idée de l'artificialité de l'État. Elle est également concomitante de la révolution scientifique des 16ème et 17ème siècles qui, par le bouleversement du monde qu'elle a engendré a eu, comme le remarque Alexandre Koyré, une influence sur le cadre mental et intellectuel des hommes :

> « Je crois, toutefois, qu'il s'agit là d'expressions et de concomitants d'un processus plus profond et plus grave, en vertu duquel l'homme, ainsi qu'on le dit

[1] G. Ritter, *Il volto demoniaco del potere*, Il Mulino, Bologna, 1958, pp.24-25.

parfois, a perdu sa place dans le monde ou, plus exactement peut-être, a perdu le monde même qui formait le cadre de son existence et l'objet de son savoir, et a dû transformer et remplacer non seulement ses conceptions fondamentales mais jusqu'aux structures mêmes de sa pensée[1] ».

Nous essaierons de montrer en quoi le réalisme politique a lui aussi été tributaire de ce bouleversement du monde. La tentation aurait néanmoins été belle de n'imputer la naissance du réalisme politique qu'au trouble engendré par le passage au monde moderne. Cela nous aurait autorisé à penser que celui-ci n'était issu que d'un problème et d'une déficience devant le nouveau monde qui s'ouvrait. C'est cependant véritablement autour de cette période et du florentin que la notion de réalisme va s'affirmer et s'épaissir de sens.

A/ Autour de Machiavel

Le projet moderne doit son élan et sa richesse à une perte de repères et de certitudes. Une idée que l'on retrouve notamment chez Hans Blumenberg : « Il est nécessaire de rappeler que le trait caractéristique des Temps modernes a été décrit non seulement comme gain du monde, comme accroissement de monde, mais aussi comme perte de monde[2] ». Blumenberg fait ici référence à Hannah Arendt, qui fait de la perte du monde et de l'acosmisme scientifique les caractéristiques principales de la modernité[3]. Le développement de la pensée politique moderne est à rapporter à ce contexte. Mais également au fait qu'à cette même époque et à quelques années d'intervalle vont émerger des figures fondatrices ou représentatives de traditions en apparence radicalement opposées[4]. Les écrits de Machiavel tutoient en effet dans le temps ceux de More et de son projet utopique ; et, à la manière de ce que propose Pierre Manent, nous ferons l'hypothèse d'une certaine complicité et

---

[1] A. Koyré, *Du monde clos à l'univers infini* [1957], Paris, Gallimard, 1973, p.11.
[2] H. Blumenberg, *La légitimité des temps modernes*, Paris, Gallimard, 1999, p.16.
[3] H. Arendt, « De l'humanité dans de « sombres temps » », *Vies politiques*, Paris Gallimard, 1974, pp.11-41.
[4] La question de la chronologie et de la temporalité du projet moderne ne constitue pas un vrai problème. Car le projet moderne se caractérise davantage par une attitude ou disposition que par une période. Raisonner en termes de périodicité supposerait une linéarité inadaptée à un tel renversement. L'on consultera en ce sens l'article de Myriam Revault d'Allonnes, « Ce que disent les modernes. « Sécularité » ou « sécularisation » ? », *Modernité et sécularisation. Hans Blumenberg, Karl Löwith, Carl Schmitt, Leo Strauss*, CNRS Éditions, Paris, 2007, pp.45-55.

complémentarité entre les perspectives réalistes et utopistes[1]. Il nous faudra donc revenir sur les caractéristiques du réalisme machiavélien ainsi que sur le contexte intellectuel et politique dans lequel il émerge.

1. Contexte italien

Le cadre intellectuel italien avait, antérieurement à Machiavel, connu des tentatives de renouvellement de la pensée politique. Jader Jacobelli, dans son ouvrage sur les sources du réalisme politique, nous les rappellent :

> « Il *De regis et boni principis officio* di Diomede Carafa (1406-1487), il *De Vero Principe* di Platina (1421-1481), il *De Regno* di Francesco Patrizi (1412-1494), il *De officiis principis liber*di Jacopo Bracciolini (1442-1478), il *De Principe* di Giovanni Pontano (1426-1503). Erano tutti testi che si ponevano il problema di come « fare politica » nella nuova situazione. Ma lo risolvevano retoricamente, in termini di « buone maniere », di generico « dover essere », mentre Machiavelli affronta per primo il tema con un realismo sconvolgente[2] ».

La position de rupture qu'occupe Machiavel vis-à-vis de la tradition politique italienne tient sans doute en partie des évènements historiques qu'il a pu observer de manière privilégiée. Le tournant des 15ème et 16ème siècles italiens est, on le sait, tumultueux. Il voit se menacer et s'affronter les cités et les États italiens. Ils sont alors régis par des Constitutions différentes, tantôt monarchiques, tantôt tyranniques, alors que Rome est sous l'emprise du pouvoir religieux. Florence voit elle s'enchaîner les bouleversements politiques avec la mort de Laurent de Médicis en 1492 et l'entrée de l'armée de Charles VIII en 1494. Machiavel a alors vingt-cinq ans et assiste, quatre ans plus tard, à la mort au bûcher de Savonarole. En 1498, élu secrétaire de la Seconde Chancellerie, il est chargé des affaires intérieures et de la

---

[1] Dans *Naissances de la politique moderne*, il écrit : « Un des pressentiments qui m'ont guidé, c'est celui de la complicité ultime entre la perspective « scientifique », ou « réaliste » - la sacralisation du « fait » -, et la perspective « morale » ou « utopique » - la sacralisation du « droit » - qui, lorsqu'on observe de l'extérieur l'histoire de la pensée politique moderne, apparaissent comme les deux courants principaux et opposés qui en gouvernent successivement ou simultanément le développement », P. Manent, *Naissances de la politique moderne*, Gallimard, 2007, pp.11-12.

[2] …« Tous ces textes se demandaient comment « faire politique » dans le nouveau contexte historique. Mais ils y répondaient de manière rhétorique, en termes de « bonnes manières » ou de « devoir être », alors que Machiavel fut le premier à envisager la question avec un réalisme troublant. », Jader Jacobelli, *Machiavelli e/o Guicciardini. Alle radice del realismo politico*, 1998, Gruppo Mursia Editore, p.173.

défense du territoire. En 1499, sa désignation pour une mission en Romagne l'amène à effectuer plusieurs séjours en France auprès de la Cour afin d'y négocier des accords militaires et financiers. Cette période politiquement faste s'interrompt brusquement avec la chute de la République de Florence à la fin de l'année 1512. Soupçonné de trahison, il est emprisonné, torturé, et se retire dans sa propriété toscane de Sant'Andrea in Percussina. C'est dans ce contexte et pour retrouver grâce aux yeux des Médicis qu'il rédigera *Le Prince*. À partir de cette disgrâce se forgera le machiavélisme et la tradition moderne du réalisme politique. Le réalisme politique moderne est dont le fruit de la déception d'un homme déchu et mis à l'écart du pouvoir. Avant cette mise au ban, Machiavel fut non seulement témoin des tumultes de la vie politique, mais aussi un acteur de cette vie politique : à la fois complice des murmures inviolables de la raison d'État et témoin impuissant du cours des choses. Une situation propice à ensuite revêtir les habits du théoricien le plus prestigieux du réalisme politique.

2. Contemporains de Machiavel

Dans cette Italie de la Renaissance, d'autres auteurs se distinguent par leur volonté de renouveler l'étude de la politique. On peut ainsi mentionner Baldassare Castiglione (1478-1529), qui publie un an avant sa mort *Il Cortegiano*, ouvrage dans lequel il décrit la vie de la cour, en se proposant de le faire sans mensonge ni idéalisme. Mais l'auteur qui exprime le plus ardemment cette nécessité de repenser la politique autour du réalisme est sans aucun doute François Guichardin (1483-1540), chez qui l'on trouve certaines parentés avec Machiavel[1]. Ainsi, dans son *Dialogo del reggimento di Firenze*, questionnant l'épineux problème de savoir quel est le meilleur des régimes adaptés à Florence, Guichardin rejette lui aussi les évaluations des formes de gouvernement fondées sur des classifications normatives des constitutions[2]. De même, il critique l'abstraction des concepts traditionnels de liberté et d'égalité, pourtant considérés comme des fondamentaux par la pensée politique italienne. Ces expressions, pense-t-il, ne sont que des moyens de cacher la lutte pour le pouvoir qui se joue entre les déshérités. La seule manière pour lui de procéder dans l'évaluation comparative des

[1] Les deux hommes se seraient d'ailleurs rencontrés en 1521, lors d'une mission de Machiavel effectuée à Carpi, près de Modena, dont le gouverneur n'était autre que Guichardin.
[2] F. Guichardin, *Dialogue sur la façon de régir Florence*, cité par J. H. Burns (dir.), *Histoire de la pensée politique moderne*, Paris, PUF, 1997, p.56.

constitutions doit concerner leurs effets. Il plaide donc pour une pragmatique dans l'étude du politique. Le second point qui le rapproche de Machiavel réside dans la confiance qu'il accorde à quelques individus concernant la gestion des affaires de l'État. À l'ignorance de la foule doit se substituer une élite, dans la mesure où « en réalité, tout le poids du gouvernement repose, en définitive, sur les épaules de quelques hommes, et il en fut toujours ainsi dans toutes les républiques, à l'époque ancienne comme à l'époque moderne[1] ». Refusant toute forme d'oligarchie en raison de l'oppression et de la discorde qu'elle peut provoquer, Guichardin plaide en faveur d'une méritocratie : ce sont aux plus sages et aux meilleurs que doivent revenir la charge des affaires publiques. Or, on a peu de chances nous dit Guichardin de rencontrer ces individus dans « l'ignorance de la multitude[2] ». Dans ses *Ricordi*, rassemblés entre 1512 et 1530, il va jusqu'à considérer que « qui parle de peuple parle vraiment d'un animal fou, plein de mille erreurs, de mille confusions, sans jugement, sans agrément, sans stabilité[3] ». Ces premiers balbutiements de l'élitisme feront par la suite recette chez les auteurs qui se réclameront du réalisme. Enfin, on retrouve chez lui la reconnaissance du rôle joué par la violence dans la constitution des États : « Si l'on considère attentivement leur origine, ils sont violents, et, à l'exception des républiques et seulement à l'intérieur des frontières de celles-ci, il n'existe pas de pouvoir légitime[4] ». De même, la cruauté à sa place dans la conservation et la protection de l'État : « On ne peut gouverner les États avec la morale chrétienne car, si l'on considère leur essence, tous sont violents[5] ». Ce commentaire à l'égard de l'œuvre de Guichardin prend ici tout son sens : « En insistant de façon pragmatique sur les « effets » politiques plutôt que sur les normes, Guichardin rompait encore plus nettement que Machiavel avec les traditions de la philosophie politique classique[6] ». Autre élément important pour la construction du réalisme moderne : Guichardin partage avec Machiavel désillusion et désenchantement. Lui aussi se retirera après les troubles de 1527 et la mise à sac de Florence par Charles Quint. Évènement qui, selon Paolo Treves, l'a marqué du sceau du chagrin : « Mais même la vie de Guichardin, pendant ces deux années, de 1527 à

[1] *Ibid*., p.56.
[2] *Ibid*., p.57.
[3] F. Guichardin, *Ricordi*, Copyright © Jean Méhu, Cadenet, 1994, p.46.
[4] *Ibid*., p.53.
[5] *Ibid*., p.25.
[6] J. H. Burns (dir.), *Histoire de la pensée politique moderne*, Paris, PUF, 1997, pp.56-57.

1529, de la chute des Médicis à sa renaissance politique, fut sans espoir réel », retranché qu'il était derrière son pessimisme et sa tristesse[1].

Pour riche et originale que soit l'œuvre de Guichardin, l'héritage de la pensée politique ne l'a pas couronné comme elle l'a fait pour son contemporain : ni substantif, ni adjectif, pas non plus de courant de pensée propre. Si des tentatives ont été faites pour redorer l'importance de Guichardin face à Machiavel dans la construction du réalisme politique[2], elles semblent avoir été quelque peu vaines, comme le note justement un défenseur de sa mémoire : « il est clair que la Renaissance toute entière penchait pour Machiavel, ce pour des raisons simples et évidentes : Machiavel était utile, il était riche en concepts et en enseignements et voulait libérer l'Italie des barbares : c'était la conclusion du *Prince*, une illusion patriotique qui incitait à l'action ». A l'inverse Guichardin « n'inclinait aucunement à une telle recherche […]. Il n'était pas, contrairement à Machiavel, l'homme du changement et des révolutions[3] ».

B/ Le réalisme machiavélien

Si Thucydide est le premier penseur du réalisme, Machiavel est à n'en pas douter celui qui lui donne sa sonorité moderne. Leurs époques, aussi éloignées historiquement, ne sont d'ailleurs pas exemptes de traits communs. La Grèce antique comme l'Italie de la Renaissance voient s'épanouir l'humanisme et le rationalisme, exaltant les capacités humaines et techniques. Outre des similitudes intellectuelles, l'environnement politique offre également quelques ressemblances : Grèce comme Italie sont toutes deux divisées en unités qui s'affrontent et s'affaiblissent vis-à-vis des puissances extérieures. L'appel à l'unification de leur pays est bien présent chez les deux historiens, quoique plus explicite chez Machiavel qui,

[1] « Ma pure la vita del Guicciardini, in quei due anni, dal 1527 al 1529, dalla caduta dei Medici alla sua rinascita politica, fu senza vera speranza », Paolo Treves, *Il realismo politico di Francesco Guicciardini*, La Nuova Italia – Editrice Firenze, 1931, p.7.

[2] Voir notamment Jader Jacobelli, *Machiavelli e/o Guicciardini. Alle radice del realismo politico*, 1998, Gruppo Mursia Editore. Et surtout Paolo Treves, *Il realismo politico di Francesco Guicciardini*, La Nuova Italia – Editrice Firenze, 1931.

[3] « E' chiaro che il Risorgimento intero optava per Machiavelli, e i motivi sono semplici e manifesti: Machiavelli serviva, era utile ancora di concetti e di insegnamenti, voleva liberare l'Italia dei barbari: era il finale del Principe, era l'illusione patriottica incitatrice. Il Guicciardini no[...]. Non era, al contrario di Machiavelli, l'uomo del cambio e delle rivoluzioni », P. Treves, *Il realismo politico di Francesco Guicciardini*, La Nuova Italia – Editrice Firenze, 1931, p.16.

lui, cherche à retrouver les faveurs du nouveau pouvoir. Les deux ont également en commun d'être des penseurs de l'exil. Et ils sont éclairés par une foi commune dans la capacité de la raison à restreindre la part laissée au hasard dans l'Histoire et dans le sort de leurs pays respectifs, même si Thucydide se limite à une démonstration en éclairant les évènements, alors que Machiavel recherche lui l'application de ses écrits par celui à qui il destine son travail, le souverain de l'Italie.

1. Du ciel à la terre

Au départ de son travail, Machiavel propose une analyse du genre humain. Marquant sa différence avec la pensée classique, la conception machiavélienne de la nature de l'homme est totalement déliée de toute vision transcendantale ou normative. Machiavel a, selon Antonio Gramsci, lecteur attentif du florentin, « exprimé une conception du monde originale, que l'on pourrait appeler, elle aussi, une « philosophie de la praxis », ou un « néo-humanisme », dans la mesure où elle ne reconnaît pas d'éléments transcendantaux ou immanents (dans le sens métaphysique) mais se fonde entièrement sur l'action concrète de l'homme qui, pour ses nécessités historiques, agit sur la réalité et la transforme[1] ». L'approche machiavélienne rompt avec la vision théologique de l'homme et du mal. Cette dernière est rejetée au profit d'une analyse de ce par quoi les hommes sont effectivement mus. S'ils sont « ingrats, inconstants, simulateurs, et dissimulateurs, fuyards devant les périls, avides de gains[2] », ce n'est nullement à cause d'un soi-disant péché originel, mais bien à cause d'un état effectif que Machiavel constate autant à travers l'Histoire qu'à travers son expérience d'homme politique. Il faut étudier les choses telles qu'elles sont, et non comme il faudrait qu'elles soient, suivre la vérité effective de la chose, selon la célèbre formule du chapitre XV du *Prince*[3]. Le programme machiavélien recentre le problème philosophique et politique sur le rapport de l'homme à lui-même, humanise ces questions en les faisant descendre du ciel à la terre. Mais cette humanisation et ce rejet du principe de transcendance religieuse repose sur une conception pessimiste de la nature humaine : « Comme le démontrent tous ceux qui

[1] A. Gramsci, *Cahiers de prison*, 1-5, 1930-1932, Paris, NRF-Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 1996, p.493.
[2] N. Machiavel, *Le Prince* [1513], Paris, Laffont, Œuvres, 1996, p.152.
[3] « Mais, mon intention étant d'écrire des choses utiles à qui les écoute, il m'a semblé plus pertinent de suivre la vérité effective des choses que l'idée que l'on s'en fait », N. Machiavel, *Ibid.,* p.148.

traitent de politique et comme le prouvent les exemples historiques, il faut que le fondateur d'un État et que le législateur supposent par avance que tous les hommes sont méchants, et qu'ils sont prêts à mettre en œuvre leur méchanceté toutes les fois qu'ils en ont l'occasion[1] ». Face à de tels individus, être magnanime signifie courir à sa perte. Le respect de la morale est nuisible si l'on ne peut se fier à ceux que l'on gouverne. La seconde raison qui pousse Machiavel à s'intéresser au statut effectif des choses renvoie à la nature du cadre de l'action politique. Le gouvernant doit s'adapter à des temps essentiellement variables, imprévisibles, qui déterminent entièrement l'action politique. Machiavel, reprenant certaines idées contenues dans les traités sur l'art de gouverner des 15ème et 16ème siècles, substitue à l'autorisation d'enfreindre la loi dans des circonstances exceptionnelles et au nom du bien public le concept de nécessité, dont la conséquence est de régir l'action du prince indépendamment des questions éthiques. Cette nécessité n'est pas celle de l'état d'urgence des penseurs médiévaux, mais celle de l'état de guerre entre les Cités. Par-là, « il affirme que l'opposition, absolue sur le plan éthique, des vertus et des vices, n'est plus que relative sur le plan politique[2] ». Le principe de nécessité appelle donc un rejet de la question éthique. Plus précisément, l'éthique est détachée de la politique. On trouve donc chez Machiavel la conviction selon laquelle le mal fait partie inhérente de l'action politique ; celle-ci s'articule autour d'une anthropologie de la méchanceté et à une conception de l'histoire humaine marquée du sceau de l'instabilité et de la corruption. À ce pessimisme Machiavel, conseiller de l'ombre, répond par l'ambition de servir le prince dans sa poursuite du pouvoir et des conditions de son maintien.

2. Clinique des passions[3] et vertu

Machiavel, dans sa volonté de dépassement des systèmes de pensée antérieurs, cherche à introduire de la rationalité dans le politique et dans ce qui nuit à son bon fonctionnement, à savoir les passions. Constatant que « tous les peuples ont toujours et sont encore animés par des mêmes désirs, des mêmes passions[4] », Machiavel va tenter d'opposer

---

[1] N. Machiavel, *Discours sur la première décade de Tite-Live* [1513-1519], Paris, Œuvres, Laffont, 1996, p.195.
[2] M. Senellart, *Machiavélisme et raison d'État*, Paris, PUF, 1989, p.38.
[3] Le terme est emprunté à Pierre Ansart, *Les cliniciens des passions politiques*, Paris, Seuil, 1997.
[4] N. Machiavel, *Ibid*., p.195.

aux sentiments et aux passions des citoyens une action politique efficace, prévisible et orientée vers une fin. Cette tendance de l'homme à être mû par ses désirs et sa fâcheuse tendance à l'assouvissement immédiat du gain proviendrait de sa nature exigeante et désirante : perpétuellement insatisfait, l'homme se lasse vite de ce qu'il vient d'acquérir et s'avère incapable de stabilité. La fureur, le sempiternel désir d'acquisition qui habitent chacun sont à l'origine de l'instabilité politique. Fonctionnant selon un système dialectique, les passions sont des dynamiques capables d'induire création et destruction. Du noble au roturier, chacun désire acquérir ce que son rang ne lui permet pas, tandis que l'autre s'attache à conserver son bien en tentant d'accroître sa domination sur celui dont il est immédiatement au-dessus. Les passions divisent la cité selon les rangs, la déchire et créent des troubles sociaux dont les conséquences à plus ou moins longs termes sont une diminution de sa puissance. Machiavel propose une alternative à ce déchaînement des passions, de ne plus faire de la cité un lieu en proie à ces sentiments déraisonnés et déraisonnables et ainsi d'éviter tout effritement de sa puissance. Le dessein machiavélien peut donc se formuler ainsi : comment opérer une nécessaire transmutation entre affects et intérêts, comment constituer une politique dont les fins ne soient pas entaillées par ce qui sort du cadre de la rationalité et de la raison ? À cette fin, la première chose à faire pour la communauté politique est de se doter d'un chef. Celui-ci sera le coordinateur des colères individuelles, des passions erratiques et de la lâcheté inhérente à l'homme. Choisi pour ses qualités humaines, il est censé se poser en travers de la route des passions aveugles. Il y aurait cependant, si Machiavel en était resté là, un paradoxe : comment ce chef, mû lui aussi par ses désirs, peut-il parvenir à tempérer ceux de ses pairs ? En quoi est-il si différent pour ne pas se laisser guider par ses sentiments les plus intéressés ? Machiavel introduit ici une notion qui est au cœur de son système et qui se trouve être la pierre angulaire de l'élaboration de sa théorie positive du politique : la vertu, maîtresse de la fortune.

La notion de vertu renvoie à l'idée selon laquelle il est possible d'intervenir sur les affaires du monde, que celles-ci ne sont pas gouvernées par Dieu ou par la fortune. Si cette dernière est maîtresse de la moitié de nos actions, nous pouvons alors agir sur la moitié restante et ainsi changer le cours des choses. Se laisser mener par la fortune nous condamnerait à la passivité, à la fatalité, et nous empêcherait toute prise sur le monde. En matière de politique, cela reviendrait à laisser la cité abandonnée à elle-même et aux hasards des évènements, ce qui la consignerait à un rôle d'observation de son déclin inéluctable.

Comparée à une rivière en crue, cette fortune inonderait la vie publique si l'on ne construisait pas de digues suffisamment solides pour la contenir. Faire preuve de vertu, c'est donc construire ces digues. L'homme vertueux est donc celui doté de qualités morales, intellectuelles, et qui est à même de contenir et d'endiguer la fortune. Celui à qui reviendra la mission de protéger la cité devra par conséquent composer avec la fortune et empêcher son déchaînement. Parmi ce qu'il lui faudra tenter de contenir, les haines sociales seront les plus coriaces. Le bon prince, le vertueux, est celui capable de sublimer les haines privées. Intérêt égoïste surmonté, la vertu détourne le prince de ses propres passions personnelles pour les mettre au service de la cause publique. En mettant en place une dynamique d'action politique efficace, notamment à travers des lois et leur respect, mais aussi par la valorisation de leur respect et de la discipline, le prince, en gestionnaire des passions, doit éviter que celles-ci ne manipulent le pouvoir et soient le moteur de la gestion publique. Les passions princières sont bien plus louables que celles du peuple : passion d'entreprendre, de créer, de conserver au mieux le pouvoir, ceci dans le but de redorer le blason de la cité. Le prince promeut des passions au service du bien public en s'extirpant de la confusion des passions citoyennes.

3. La science du politique

Ernst Cassirer a parfaitement repéré le lien qui unit la révolution scientifique au travail de Machiavel. Parlant du *Prince* et de l'ouvrage de Galilée *Discours concernant deux sciences nouvelles*, publié en 1638, il écrit ceci :

> « To connect these two works may, at first sight, appear to be very arbitrary. They deal with entirely diverse subjects ; they belong to different centuries, they were written by men who were widely divergent in their thoughts, in their scientific interests, in their talents, and in their personalities. Nevertheless the two books have something in common. In both of them we find a certain trend of thought which marks them as two great and crucial events in the history of modern civilization […]. Just as Galileo's Dynamics became the foundation of our modern science of nature, so Machiavelli paved a new way to political science[1] ».

En présupposant la connaissance de la nature humaine et en appelant à la rationalisation des passions, Machiavel lance un appel à « la méthode scientifique et à la

[1] E. Cassirer, *The Myth of the State* [1946], Felix Meiner Verlag, Hamburg, 2007, p.132.

connaissance positive[1] », selon la formule proposée par Albert O. Hirschman. Au travers de la manière dont il aborde l'Histoire, dans sa description des lois et des institutions, il manifeste une volonté de poser les bases d'une analyse positive de la politique. Dans son ouvrage sur Machiavel, Augustin Renaudet commente d'ailleurs en ces termes la scientificité de l'italien :

> « Malgré ces réserves et cette étroitesse de documentation, *Le Prince* reste avant tout une œuvre de science… La méthode reste strictement objective. Il décrit la naissance et la croissance d'un État princier comme un physicien ou un biologiste expose un ensemble de faits régis par les lois de la nature […]. Œuvre de science pure ; effort pour dégager de faits bien connus et compris des lois indéfiniment stables[2] ».

Dès l'avant-propos de ses *Discours sur la première décade de Tite-Live*, Machiavel, feignant la modestie, déclare d'ailleurs : « Bien que la nature envieuse des hommes rende aussi périlleuse la découverte de nouvelles institutions que la recherche d'océans et de terres inconnus […], j'ai décidé de m'engager sur une voie qui, n'étant encore fréquentée par personne, pourra certes m'apporter ennuis et difficultés, mais devrait aussi me procurer une récompense auprès de ceux qui voudront bien considérer le but de mes travaux[3] ». Machiavel établit au centre de son système non pas les revendications naturelles et légitimes des hommes, pour rechercher comment l'État pourrait ensuite assurer leurs droits, mais la nécessité de les gouverner. Il affirme d'abord le fait du gouvernement, puis cherche à définir la manière dont il doit procéder pour le mieux s'imposer. La force et la tromperie étant, on connaît sa leçon, les moyens les plus efficaces pour parvenir à ces fins. Il s'évertue donc à définir les moyens les plus fiables qui permettront, dans l'universel écoulement historique, de fonder un État solide, de le prémunir contre les menaces internes de dissolution ainsi que face aux dangers de l'extérieur.

En affirmant le principe de l'autonomie du politique par rapport aux autres disciplines, Machiavel ne s'intéresse qu'à la politique dans son sens le plus étroit. Il n'étudie donc que ce qui touche à la question de la constitution de l'État et de son maintien : lois, institutions, constitutions, actions du législateur, de l'homme d'État ; faits d'ordre militaire essentiellement sous l'angle de leurs rapports avec la défense nationale ; faits d'ordre diplomatique selon les rapports qui s'établissent naturellement entre les États ; faits d'ordre

---

[1] A., O., Hirschman., *Les passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980, p.17.
[2] A. Renaudet, *Machiavel, Étude d'histoire des doctrines politiques*, Paris, Gallimard, 1942, p.216.
[3] N. Machiavel, *Discours… Ibid.*, p.187.

religieux étudiés dans les relations qu'ils entretiennent avec la politique. Les considérations techniques sur les faits autres que politiques sont délibérément laissées de côté et uniquement abordées selon les liens qui les unissent avec la politique. De même, les considérations économiques et sociales ne semblent guère intéresser Machiavel ; ceci est dû au fait que la politique lui paraît dominer et commander l'économie et la vie sociale : « Ainsi, aussitôt que naît une tyrannie dans un régime libre, le moindre mal qui peut arriver à de telles cités est de ne plus progresser, de ne plus gagner en puissance et en richesse[1] ». Concernant son rapport à l'économie et aux autres choses de la vie, il affirme d'ailleurs dans une lettre à Francesco Vettori datée du 9 avril 1513 que « la fortune a voulu que, ne sachant parler ni de l'art de la laine, ni de l'art de la soie, ni de gains ni de pertes, il me faut parler des choses de l'Etat[2] ». Machiavel néglige également l'aspect social de la vie des peuples. Dans les conflits sociaux, il ne s'intéresse qu'à des épisodes secondaires de la lutte menée par des factions politiques et leurs chefs, mais sans considérer la réalité économique ou sociale du conflit. Son réalisme prend donc une autre dimension puisqu'il se confond avec la « primauté de l'État », terme que le florentin dote de son acception moderne et qui renvoie à un appareil politique indépendant que le dirigeant a pour devoir de servir.

Pour créer cette science du politique, Machiavel, conforme, on l'a dit, à l'esprit scientifique qui souffle sur la Renaissance, use d'une méthode historique et expérimentale. Partant de données qu'il considère comme incontestables, il cherche à suivre l'évolution des formes politiques, à distinguer les causes qui déterminent leur apparition, leur progrès, leur décadence. Sous des époques et des lieux différents, il étudie les formes politiques à partir desquelles il pense pouvoir trouver un intérêt pour le politique. L'histoire grecque et l'histoire moderne lui permettent d'établir certaines comparaisons avec les institutions romaines de son époque et l'aide à en saisir l'esprit. Son expérience pratique du gouvernement d'une cité libre et de ses rapports avec les autres Etats lui permet de vérifier les conclusions que lui suggèrent les leçons du passé. Ainsi, déplorant la mauvaise gestion des affaires publiques, il considère qu'elle provient « de l'absence d'une véritable connaissance de l'histoire, indispensable pour en tirer le sens et en goûter la saveur[3] ». C'est ainsi qu'il s'élève peu à peu aux principes

[1] *Ibid*., p.297.
[2] N. Machiavel, *Lettres familières* [1497-1527], Paris, Œuvres, Laffont, 1996, p.1234.
[3] N. Machiavel, *Discours… Ibid*., p.188.

généraux selon lesquels se développent nécessairement l'enchaînement et l'évolution des formes politiques.

4. Machiavel et More, destins croisés

La conséquence de cette conception du politique est le rejet du genre utopique. Le livre fondateur du genre utopique, l'*Utopie*, de Thomas More, publié en 1516, est, rappelons-le, contemporain du *Prince*. Si l'on ne peut raisonnablement penser que Machiavel avait en tête l'ouvrage de More lorsqu'il écrivit le sien, une confrontation *a posteriori* est envisageable et nécessaire. François Chirpaz, dans *Raison et déraison de l'utopie,* résume le rapport qui unit Machiavel et More de la façon suivante : « Thomas More est le contemporain de Machiavel, et pourtant tout les sépare […] Cependant, si l'utopie est aux antipodes d'une telle approche de la réalité politique, cela ne tient pas uniquement au choix qu'elle fait du genre de la fiction. C'est que, pour elle, la vie politique d'une société n'est jamais simple affaire de politique et que, dans la politique, l'enjeu ultime est autre en nature[1] ».

Comme dans la République de Platon, le gouvernement utopien est ordonné en vue du perfectionnement moral de l'homme et du bien-être général. Il cultive l'intérêt public, la vertu et le mérite et non le profit personnel ; la considération des besoins l'emporte sur les droits de propriété ; ses codes pénaux recherchent la rédemption morale du criminel plutôt que la souffrance du châtiment. L'utopie est donc sous-tendue chez More par une préoccupation morale. Machiavel, à l'inverse, nous prévient du danger que courrait tout homme politique sensible au discours utopique. Cet homme-là omettrait le fait qu'aucun projet politique n'est envisageable s'il ne se fonde pas sur une analyse de ses conditions d'effectuation. Machiavel recourt pour illustrer cette sensibilité à la figure de Savonarole qui, à la différence de Moïse, Cyrus, Thésée et Romulus, n'avait pas pris soin d'asseoir son pouvoir politique sur la force mais sur le prêche. L'implacable conséquence en fut sa pendaison et son immolation en 1498 sur la *piazza della signoria* de Florence. De plus, cet homme politique tenté par l'utopisme négligerait l'inutilité d'une action se fondant sur les motifs de l'action plutôt qu'à ses effets. Nous assistons avec Machiavel au premier d'une longue liste de procès à l'encontre des

[1] F. Chirpaz, *Raison et déraison de l'utopie*, Paris, L'Harmattan, 1999, p.46.

« maîtres rêveurs[1] ». Cette critique établit la pérenne distinction entre approche réaliste et utopique de la politique. Car si Machiavel comme More sont tous deux les témoins inquiets de leur époque et de leur contexte respectif, leurs gestes inauguraux sont opposés : l'un s'adapte, l'autre s'évade.

Cependant, si la pensée politique a quelque peu entériné cette distinction comme véritable dichotomie ou incompatibilité, la pensée de Machiavel, pour réaliste qu'elle soit, n'est pas dénuée d'aspects prescriptifs. Il faut ici revenir à ce que nous en dit Pierre Manent : « Mais s'il est bien vrai que Machiavel prétend décrire les hommes tels qu'ils agissent réellement, son entreprise ne se borne pas là ; cette *description* se développe et se traduit en *préceptes* à l'usage, sinon du dédicataire officiel, du moins du lecteur ambitieux et avisé[2] ». Si les hommes agissent effectivement comme Machiavel assure qu'ils le font, le lecteur n'a pas besoin de tels enseignements, car sa propre conduite s'y conformera naturellement. En effet, « une praxéologie « scientifique » en toute rigueur – dérivant immédiatement les préceptes de la description – supposerait un monde social où l'être coïncide avec le devoir-être, l'indicatif avec l'impératif ; et cette coïncidence rendrait l'entreprise dérisoire – tautologique ou contradictoire comme on voudra[3] ». L'entreprise du florentin n'a donc de sens que si elle élabore un nouvel impératif refusant l'irréductibilité de la distinction entre être et devoir-être. Il fonde donc un impératif qui se veut être répétition de l'indicatif, vise l'imbrication entre le « tu dois » et le « il en est ainsi ». Ces deux formules s'agrègent dans le « tu ne peux pas faire autrement ». Cet impératif d'obéissance à la nécessité, caché derrière l'indicatif, a pour objectif de transformer l'action politique des hommes : « L'action politique conforme à l'enseignement de Machiavel doit tendre à généraliser la nécessité, à lui donner le plus de carrière et d'efficace possible. L'impératif machiavélien d'adéquation à l'indicatif suppose la métamorphose de ce dernier, c'est-à-dire la transformation du monde, *une transformation du monde non moins radicale que celle dont on attribue le projet à l'utopie*[4] ».

Le projet de Machiavel est par conséquent lui aussi prescriptif. Mais à la différence de celui de More, il se pare d'une apparente neutralité et se prémunit de toute velléité de

---

[1] Cette expression est empruntée à Miguel Abensour, *Le procès des maîtres rêveurs*, suivi de *Pierre Leroux et l'utopie*, Arles, Sulliver, 2000.
[2] P. Manent, *Naissances de la politique moderne*, Paris, Gallimard, 2007, p.12.
[3] *Ibid*., p.12. La suite du raisonnement s'appuie sur le même ouvrage.
[4] *Ibid*., p.13.

radicalisme ou d'évasion. Là est sans conteste l'une des forces du réalisme politique : faire passer pour des éléments naturels ou évidents ce qui est en réalité de l'ordre d'une construction et de la prescription. Le réalisme politique tel qu'il apparaît avec Machiavel laisse transparaître une expression inquiète face à la remise en cause du monde pré-moderne. Il naît aussi également d'un sentiment de désenchantement et d'une expérience de désillusion. En brandissant comme argument l'évidence du principe de réalité et d'une stabilité du genre humain, le réalisme s'oppose au principe d'espérance et affirme le droit supérieur du « c'est toujours ainsi », tirant les leçons des expériences passées et pariant sur une inertie du réel. Le réalisme politique ne se laisse donc pas réduire à son pessimisme ni à son primat accordé à la réalité. De même, la référence au pouvoir étatique et à une vision conflictuelle du monde est également restrictive. Il est la combinaison d'une démarche scientifique, d'expériences personnelles et d'une volonté de peser sur l'Histoire.

III – Le réalisme : entre politique et économie

Comprendre la politique à partir des 16ème et 17ème siècles c'est, dans la voie ouverte par Machiavel, saisir scientifiquement l'importance de l'homme et de ses passions. Ce qui constituait l'un des éléments du projet machiavélien va progressivement se diffuser. Il convient désormais, pour penser les fondements de la société, de partir du fait des passions et d'en proposer une arithmétique qui puisse permettre un projet de société. Prise dans le sillage tracé par la révolution scientifique, la pensée politique de cette période va, pour répondre au défi de la perte de transcendance et de normativité religieuse, proposer deux remèdes : le contrat social, puis l'économie politique[1], comme le rappelle Pierre Rosanvallon : « Ma thèse est ainsi que le *Léviathan* [de Thomas Hobbes] et la *Richesse des nations* [d'Adam Smith] doivent être lus de la même façon. Ou si l'on préfère que le *contrat social* et le *marché* ne sont que deux variantes de la réponse à une même question. Le *Léviathan* : réponse politique ;

[1] Nous utiliserons ce terme car nous considérons qu'il est le plus explicite quant à la réalité à laquelle il renvoie. Mais la littérature qui en traite utilise des termes parfois différents. Ainsi Louis Dumont parle d' « idéologie économique » (in L. Dumont, *Homo aequalis I. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique* [1977], Paris, Gallimard, 1985).

la *Richesse des nations* : réponse économique[1] ». L'économie viendra remédier aux défaillances du contrat social et s'affirmera comme le fondement de la société. Associée à la philosophie du droit, elle modifiera les rapports entre morale et politique. Sa grande force sera de réconcilier intérêt individuel et intérêt collectif et de proposer une alternative aux politiques de puissance. Séductrice car dérivant d'un ordre des choses considéré comme naturel, elle marquera de son empreinte le réalisme, qui n'en sera lui aussi que plus séducteur.

A/ Les théories du contrat social

Issu des théories du droit naturel du 17ème siècle, les principes du contrat social se diffusent très largement au 18ème siècle. Il y a cependant au sein de cette théorie une pluralité de conceptions, parfois opposées et contradictoires. Mais la question qui les unit, par-delà leur diversité, est la suivante : comment, à partir d'une science de l'homme, penser l'institution de la société ? On peut également leur désigner les doctrines du droit divin comme ennemi commun. La préoccupation de ces auteurs était de détacher l'étude du politique des approches théologiques en pensant la société comme radicalement différente d'un état de nature. Il ne saurait être question pour notre propos de traiter l'ensemble de ces théories. Nous nous limiterons dans un premier temps à l'auteur qui, dans la tradition du réalisme politique, trouve le plus aisément sa place, à savoir Thomas Hobbes ; nous verrons ensuite comment les principes du contrat social ont peu à peu évolué jusqu'à l'apparition de l'économie politique.

1. Le pacte hobbesien

Hobbes, à la mesure de ses prédécesseurs, est un spectateur inquiet de l'histoire. De son propre aveu, il semblerait que ce soit la peur qui fut sa principale interlocutrice durant sa longue vie. Sa naissance en 1588 coïncide d'ailleurs avec la présence de l'Armada espagnole le long des côtes anglaises. Cette situation politico-militaire détermina sans aucun doute la nature de sa pensée ultérieure, à ceci près que Hobbes était l'observateur d'une guerre civile

[1] P. Rosanvallon, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Éditions du Seuil, 1999, p.15.

sur une île isolée et ainsi davantage protégée que ne l'était par exemple l'Italie de Machiavel. Le point de départ de la philosophie hobbesienne est donc une fois de plus à chercher du côté de l'expérience d'une situation politiquement instable, d'une inquiétude face à l'avenir et d'une volonté d'y apporter une solution. Hobbes, traducteur de l'*Histoire* de Thucydide, le rappelle d'ailleurs dans la présentation de l'œuvre de son prédécesseur[1] : « Car le principal et le véritable objet de l'Histoire étant d'instruire et de permettre aux hommes, par la connaissance des actions passées, de se conduire avec prudence dans le présent et de façon prévoyante pour ce qui est de l'avenir : il n'en existe aucune autre (purement humaine) qui remplisse cette fonction plus naturellement et pleinement que celle qui est due à mon auteur[2] ». Le principal apport de Thucydide est selon lui de dévoiler « les buts secrets et les délibérations intérieures » et « l'art par lequel de telles entreprises ont pu être conduites à leur terme[3] ». La démarche de Hobbes est avant tout scientifique et peut-être moins historique que celle de Thucydide et de Machiavel. Mais elle est dans tous les cas tributaire de l'esprit scientifique moderne. De manière aussi explicite que Machiavel, il part d'une conception pessimiste de l'ordre social : le désordre y est naturel, il est l'état antérieur à toute intervention humaine. La cause de ce désordre est à rechercher du côté de l'égoïsme de l'homme, pour qui le désir naturel est de rechercher la conservation. Si cette affirmation n'est pas étrangère à ce que nous savons pour le moment du réalisme, la méthode par laquelle Hobbes y parvient l'est davantage[4]. Il fut ici influencé par les découvertes d'un médecin anglais, William Harvey, qui, s'appuyant sur la méthode galiléenne, découvrit en 1628 le mécanisme de la circulation sanguine. S'appropriant les théories du médecin anglais William Harvey, qui s'inspirait lui-même des méthodes de Galilée, Hobbes fut à même de proposer une explication de la conduite et de la psychologie de l'homme à partir de l'étude du mouvement. L'application de la loi mécanique à l'étude de l'homme lui a permis de parvenir à la conclusion selon laquelle il était essentiellement mû par le désir et la peur. Cette démarche scientifique lui a permis par la même occasion d'affirmer que tant que primerait un état de nature, prévaudrait un désir de conservation. Cet état de nature conduit tout naturellement à la

---

[1] Pour une analyse des rapports entre Thucydide et Hobbes, voir L., M. Johnson, *Thucydides, Hobbes, and the Interpretation of Realism*, Northern Illinois University Press, 1993.
[2] Cité par Franck Lessay, *Souveraineté et légitimité chez Hobbes*, Paris, PUF, 1988, p.49.
[3] *Ibid*., p.49.
[4] Les lignes qui suivent sont tirées de l'ouvrage de Jean-Marie Ruiz, *Une tradition transatlantique : L'impact du réalisme politique sur la fondation des États-Unis et la pensée politique américaine du 19ème siècle*, Université de Savoie, 2010, p.42.

violence : dans la mesure où « le moins fort a assez de force pour tuer le plus fort[1] », où existe une sorte d'égalité des aptitudes, celle-ci va constituer une source d'effets pervers relatifs aux relations humaines. En engendrant l'égalité dans l'espoir qu'a chacun d'atteindre ses fins, chacun va espérer satisfaire son désir. Tous les individus raisonnant ainsi, il va s'en suivre un problème débouchant sur une logique de conflit : si deux individus désirent un objet dont seul l'un des deux peut jouir, que faire dans la mesure où les aptitudes naturelles semblables ont provoqué chez chacun la même espérance quant à la satisfaction de son désir ? C'est pour cette raison que la vie humaine est « solitaire, besogneuse, pénible, quasi-animale et brève[2] ».

La recherche de Hobbes n'est, pour ces raisons, pas celle de la bonne société mais plutôt celle de la plus vraisemblable[3]. Il rejette lui aussi le genre utopique. Mais alors que Machiavel avait cherché à substituer des vertus purement politiques aux vertus morales traditionnelles, Hobbes va « transplanter la loi naturelle sur le terrain de Machiavel[4] ». Il conserve l'idée de loi naturelle tout en la dissociant de l'idée de perfection humaine ; il récupère la doctrine de la loi naturelle et la conçoit en tant que doctrine de l'état de nature. L'état de nature n'est plus chez lui opposé à l'état de grâce mais à la société civile. Ce renversement est caractéristique du remplacement moderne de l'établissement divin par le facteur humain dans l'érection de la société. L'anglais part donc des droits naturels et non des devoirs. Or, ce qui a le plus d'emprise sur l'homme c'est, nous l'avons vu, la passion. Cela illustre parfaitement « l'approche réaliste de Hobbes. Au lieu d'essayer de réformer la nature humaine, Hobbes, compte sur sa passion la plus fondamentale – la peur de la mort – pour assurer la paix[5] ». Sortir de l'état de nature, où tous s'affrontent, implique de créer la société civile. Effectuer la transition de l'état de nature à l'état civil, c'est passer de la guerre à la paix. Or, le seul moyen pour sortir de cet état de guerre est d'y opposer une passion encore plus puissante, celle de la peur de la mort, ou le désir de conservation. C'est donc la peur qui conditionne l'apparition de la politique : « La passion par laquelle nous tâcherons de nous accommoder aux intérêts d'autrui doit être la cause de la paix[6] ». Mais cette paix ne peut pas être garantie par les passions individuelles à l'autoconservation, elle doit l'être par « une puissance supérieure et générale qui puisse contraindre les particuliers de garder entre eux la

[1] T. Hobbes, *Léviathan* [1651], Paris, Gallimard, 2000, p.220.
[2] *Ibid*., p.225.
[3] Les éléments qui suivent sont empruntés à P. Rosanvallon, *Ibid*., p.16.
[4] L. Strauss, *Droit naturel et histoire*, Paris, Plon, 1954, p.197.
[5] P. Cows, *The causes of Quarrel*, Boston, Beacon Press, 1989, p.27.
[6] T. Hobbes, *Le corps politique*, cité par P. Rosanvallon, *Ibid*., p.17.

paix établie et de joindre leurs forces contre l'ennemi commun[1] ». C'est l'objet du contrat social : « Chacun s'oblige par un contrat exprès, et permet à un certain homme ou à une certaine assemblée, faite et établie pour le commun consentement de tous, de faire ou de ne pas faire ce que cet homme ou cette assemblée lui commanderont de faire ou qu'ils lui défendront[2] ». Le pacte social est donc, simultanément, un pacte de soumission et d'association qui repose sur une mutualisation de la crainte.

Si Hobbes peut être considéré comme un auteur réaliste, c'est également en raison de sa célèbre description des relations internationales, décrites comme un état de guerre permanent dans lequel « les rois, les personnes et les autorités souveraines, constamment jaloux les uns des autres, sont pareils à des gladiateurs, leurs armes et leurs yeux fixés les uns sur les autres, sur leurs forts, leurs garnisons et leurs canons pointés sur leurs royaumes dans une posture de guerre[3] ». Hobbes explique cet état de guerre de la même manière qu'il explique l'hostilité de l'état de nature : chaque État, en tentant de se préserver, crée chez l'autre un sentiment d'insécurité qui débouche sur la prise de mesures de sécurité qui créent un climat de défiance permanent. Un argument déjà avancé par Thucydide et qui démontre bien, malgré les ruptures et innovations, certaines récurrences et continuités dans le réalisme.

2. Evolution du contrat

L'évolution des théories du contrat social va dans le sens de l'assouplissement du réalisme que nous évoquions. Car l'économie hobbesienne des passions naturelles est encore celle de la guerre et de la paix. Elle demeure dans une logique de violence/non-violence et, si elle est un projet à finalité irénique, la théorie hobbesienne repose sur une logique de crainte. Économie qui, à l'inverse, repose, par exemple chez un auteur comme Pufendorf, sur la bienveillance et l'intérêt. Dans *Le droit de nature et des gens*, publié en 1672, il fait de l'homme, contrairement à ce qu'en faisait Hobbes, un être naturellement sociable : « La nature en nous ordonnant d'être sociables ne prétend pas que nous nous oubliions nous-mêmes. Le but de la sociabilité est, au contraire, que par un commerce de secours et de

[1] *Ibid*., p.18.
[2] *Ibid*., p.18.
[3] *Ibid*., p.227.

services chacun puisse mieux pourvoir à ses propres intérêt[1] ». L'homme a donc un intérêt à être sociable. Mais alors que chez Hobbes il était une conséquence négative du désir de conservation, il revêt chez Pufendorf une fonction positive. L'institution de la société repose davantage sur une dynamique de l'intérêt que de la peur. C'est d'ailleurs dans cette tradition que s'inscrira John Locke, l'un des fondateurs de l'individualisme démocratique. Son *Deuxième Traité du gouvernement civil*, qu'il publie en 1690, est une critique du pacte de soumission du type de celui que l'on trouve chez Hobbes. Ce pacte repose sur la logique selon laquelle le pouvoir du souverain, absolu, se place au-dessus de la loi. Le souverain est donc mis à part de la société civile, il reste « dans l'état de nature vis-à-vis de tous ses sujets, autant qu'à l'égard du reste de l'humanité[2] ». Si le souverain est au-dessus des lois, il peut sans contraintes faire usage de la force et de la violence. Cette critique de l'absolutisme hobbesien repose aussi sur la conception lockéenne de l'état de nature. À la manière de Hobbes, il accorde une grande importance à l'instinct de conservation dans le fondement du droit naturel. Mais cet instinct de conservation trouve une issue différente grâce à sa théorie de la propriété. La propriété, produit du travail et prolongement de l'individu, existe dans l'état de nature dans la mesure où le travail y existe. Ainsi, l'homme « porte en lui-même la justification principale de la propriété, parce qu'il est son propre maître et le propriétaire de sa personne, de ce qu'elle fait et du travail qu'elle accomplit[3] ». Conservation de soi et conservation de la propriété ne sont donc pas distincts l'un de l'autre. Instituer la société signifie alors assurer la paix civile mais aussi garantir la propriété. Cette évolution du fondement du contrat social bouleverse également l'économie des passions. Elle donne aussi un sens nouveau à l'institution de la société civile : « La fin capitale et principale, en vue de laquelle les hommes s'associent dans les républiques et se soumettent à des gouvernements, c'est la conservation de leur propriété[4] ». De ce fait, le pouvoir du souverain ne peut être absolu, il est limité par ce que nécessite la conservation par les individus de leur propriété. C'est pourquoi le pacte de soumission est chez Locke remplacé par un pacte d'association, suffisant pour maintenir la paix et la propriété.

---

[1] S. Pufendorf, *Le droit de nature et des gens*, Basle, 1771, Tome 1, Livre II, chap.3, p.226.
[2] J. Locke, *Deuxième traité du gouvernement civil* [1690], Paris Vrin, 1977, p.125.
[3] *Ibid*., p.100.
[4] *Ibid*., p.146.

C'est dans ce cadre et dans cette évolution qu'il faut envisager la place de Jean-Jacques Rousseau[1] dans le développement du réalisme. Contrairement aux conceptions antérieures le définissant, l'état de nature est caractérisé chez Rousseau par un état de solitude, d'autonomie et de liberté. L'être naturel est motivé par des passions modérées et vit selon des besoins limités. C'est la société qui les développe et les favorise : « C'est donc une chose incontestable que l'amour même, ainsi que toutes les autres passions, n'a acquis que dans la société cette ardeur impétueuse qui le rend si souvent funeste aux hommes[2] ». Le contrat social qu'il fonde doit ainsi permettre de garantir à l'homme l'état de liberté dans lequel il se trouve à l'état naturel. La rupture rousseauiste vis-à-vis des conceptions traditionnelles de l'état de nature réside dans sa critique de la société civile à partir d'un renversement de l'état de nature. Contrairement à Hobbes, il pense cet état contre la société civile. Mais l'intérêt de Rousseau réside également dans la situation médiane dans laquelle il se trouve vis-à-vis de l'économie politique[3]. Il est à mi-chemin entre une conception économique et une conception politique de l'institution du social. Ainsi, concernant l'utilitarisme naissant, il déclare en 1762 :

> « Si l'opposition des intérêts particuliers a rendu nécessaire l'établissement des sociétés, c'est l'accord de ces mêmes intérêts qui l'a rendu possible. C'est ce qu'il y a de commun dans ces différents intérêts qui forment le lien social ; et s'il n'y avait pas quelque point dans lequel tous les intérêts s'accordent, nulle société ne saurait exister. Or, c'est uniquement sur cet intérêt commun que la société doit être gouvernée[4] ».

Mais, dans un texte antérieur de dix ans au *Contrat social*, il critique cette idée d'harmonie des intérêts : « Car, pour deux hommes dont les intérêts s'accordent, cent mille peut-être leur sont opposés, et il n'y a pas d'autre moyen pour réussir, que de tromper ou de perdre tous ces gens-là[5] ». La théorie rousseauiste du contrat social est par conséquent double : il est « écartelé entre une conception économique et une conception politique de

---

[1] Nous pourrions suivre ici la démarche de Jean-Marie Ruiz, qui analyse le réalisme rousseauiste dans une optique résolument étatique. Mais, fidèle à notre idée consistant à analyser intrinsèquement l'évolution du réalisme au prisme des théories du contrat social, nous poursuivrons dans cette optique. Elle est conforme à ce que nous disions sur le caractère restrictif d'une analyse du réalisme uniquement selon l'angle étatique, (J-M. Ruiz, *Ibid*., pp.68-75).

[2] J-J. Rousseau, *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* [1755], Paris, Flammarion, 2008, p.218.

[3] Nous empruntons à nouveau cette remarque à P. Rosanvallon, *Ibid*., p.26-27.

[4] J-J. Rousseau, *Du contrat social* [1762], Paris, Flammarion, 2008, p.361.

[5] J-J. Rousseau, *Narcisse*, Préface [1752], Éditions Desjonquères, 2008 p.38.

l'institution du social[1] ». Il semble tout à la fois séduit par l'harmonie naturelle des intérêts que développera Adam Smith, tout en insistant sur la sauvegarde de l'État dans l'institution de la société.

Si la solution contractualiste, de Hobbes à Rousseau, évolue, celle-ci fait encore dépendre le social du politique. La politique, certes selon des logiques différentes, institue le social. Mais ces différentes théories ne renvoient pas tant à des distinctions sur la conception du politique qu'à des divergences quant aux manières d'administrer les passions. Néanmoins, si on suit Rosanvallon, « Rousseau est à un tournant. Il continue à penser en termes politiques ce que l'opinion dominante commence à appréhender en termes juridiques et économiques. La question de l'institution du social commence à passer au second plan au 18ème siècle. La grande question devient celle de la régulation du social[2] ». On passe ainsi progressivement à une conception non politique de la société. De par cette mutation, le réalisme se meut progressivement vers les logiques du fonctionnement économique.

B/ L'alternative économique

L'apparition de l'économie politique et les évolutions de la pensée juridique vont avoir un impact sur le réalisme : elles en modifieront et en atténueront la violence. L'hypothèse que nous développerons consiste à penser que l'économie politique puis le droit sont venus, à l'intérieur du projet moderne, prolonger et accentuer l'effet d'adoucissement du réalisme initié avec les théories du contrat social. Grâce à l'échange et à l'intérêt, la figure de l'ennemi et l'anthropologie de la méchanceté vont peu à peu être évacuées : l'ennemi devient quelqu'un avec qui il est économiquement possible de coopérer ; l'ingratitude humaine, elle, une fois domptée et réorientée, peut être mise au service de la collectivité. Le concept de marché tel qu'il se développe aux 17ème et 18ème siècles donne naissance à deux correctifs aux théories du contrat. Le premier de ces correctifs se situe dans une nouvelle façon d'appréhender les questions de guerre et de paix entre nations. L'idéologie économique permet de dépasser l'incapacité des théories du contrat à penser la paix entre les nations. Car

[1] P. Rosanvallon, *Ibid*., p.27.
[2] *Ibid*., p.28.

si le pacte social permet d'instaurer la paix civile, il est en revanche incapable d'instaurer la paix entre les nations. À l'inverse, grâce au commerce, les relations entre nations peuvent s'envisager selon des rapports coopératifs et pacifiés. Les logiques du pouvoir et de la puissance sont remplacées par celle, plus douce, du commerce. Car le commerce, pour bon nombre d'esprits influents de cette période, mène à la paix internationale. Même si l'idée de guerre commerciale ou économique existe bien, cette forme nouvelle de guerre prendra le nom, plus feutré, de concurrence. Le concept de marché permet, second correctif, de résoudre la question du fondement de l'obligation dans le pacte social. L'idée de main invisible, que l'on trouvera explicitement chez Adam Smith, permet d'éviter à la fois le risque despotique (que l'on trouve par exemple chez Hobbes) et la question de la procédure des engagements réciproques du contrat. Le réalisme subira de plein fouet cette évolution. D'une logique de force et de conflit, puis de contrat civil, il évolue avec l'économie politique du côté de la neutralité et de la pacification. L'anthropologie négative initiatrice du réalisme s'estompe ici encore un peu plus et laisse entrevoir une optique de réconciliation et de gestion harmonieuse de la société.

1. Le courant physiocrate

Rousseau est, nous l'avons dit, au tournant du glissement entre conception politique et conception économique de l'institution de la société. Louis Dumont, dans son ouvrage *Homo aequalis*, nous dévoile la rencontre de Rousseau avec le courant physiocrate, le premier à avoir exprimé aussi explicitement l'idée que les lois économiques étaient, à la manière des lois naturelles, soumises à un ordre immuable[1]. Cette rencontre avec le courant physiocrate s'effectue en 1767 par le biais du marquis de Mirabeau, auteur de la formule, limpide, directrice du courant physiocratique : « ce qui est bien se fait de soi-même[2] ». Le « dialogue de sourds » qui caractérise l'échange des deux protagonistes est exemplaire du changement alors à l'œuvre : la politique assujettit encore l'économie chez l'un, alors que l'autre raisonne en termes d'autonomie de l'économie et en vante les vertus et la simplicité. La physiocratie s'attache en effet à penser l'économie comme une totalité autonome et indépendante des

[1] L. Dumont, *Homo aequalis. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique* [1985], Paris, Gallimard, pp.63-64.
[2] Cité par G. Weulersse, *La physiocratie à l'aube de la Révolution 1781-1792*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1985, p.190.

autres sphères d'activité. Ce contre-pied au principe machiavélien de l'autonomie du politique est caractéristique du mouvement d'émancipation du rejet de la sphère d'influence du politique : ce n'est pas la politique qui doit gouverner la société, mais l'économie. Seront ainsi évités les excès de pouvoir des souverains ou autres despotes. Il faut donc mettre en lien la métamorphose en cours du réalisme avec la critique libérale du despotisme.

Néanmoins, en poursuivant une telle démarche, la pensée physiocrate a contribué du même coup à conférer à la science économique un statut supérieur, quasi-divin, créant ainsi un « despotisme de l'évidence[1] ». Elle fait du souverain un simple exécutant des lois de l'ordre naturel. L'économie doit, comme le précise François Quesnay en 1768, se calquer sur les sciences naturelles : « Pour connaître l'ordre des temps et des lieux, pour régler la navigation et assurer le commerce, il a fallu observer et calculer avec précision les lois du mouvement des corps célestes ; il faut de même, pour connaître l'étendue du droit naturel des hommes réunis en société, se fixer aux lois naturelles constitutives du meilleur gouvernement possible[2] ». Le souverain d'un pays n'a, dans cette perspective, plus fonction à faire des lois, mais simplement à appliquer celles dictées par les lois naturelles. Il suffit de laisser faire les lois naturelles pour que fleurisse le « meilleur gouvernement possible ». L'ordre politique découlant de l'ordre physique, les physiocrates abolissent la distinction entre droit naturel et droit positif :

> « Sans cette base de l'ordre physique, il n'y a rien de solide, tout est confus et arbitraire dans l'ordre des sociétés : de cette confusion sont venues toutes les constitutions irrégulières et extravagantes des gouvernements […] ; les lois naturelles de l'ordre des sociétés sont les lois physiques mêmes de la reproduction perpétuelle des biens nécessaires à la subsistance, à la conservation et à la commodité des hommes[3] ».

L'ordre terrestre relève donc de l'évidence. Comme l'a d'ailleurs souligné Georges Weulersse, les physiocrates n'ont pas cessé d'utiliser le terme d'évidence, que ce soit sous sa forme adverbiale, adjectivale ou substantivée. L'article « Évidence » de l'*Encyclopédie* en 1756 est d'ailleurs le premier écrit économique de Quesnay. Adopter une vision économique du monde permet de sortir de l'impasse et de la complexité de la politique. La rationalisation

[1] Nous empruntons cette expression à P. Dardot et C. Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009, p.45.
[2] F. Quesnay, *Physiocratie*, cité par P. Dardot et C. Laval, *Ibid*., p.46.
[3] F. Quesnay, *Despotisme de la Chine*, cité par P. Rosanvallon, *Ibid*., p.51.

de la politique et sa réduction à un reflet d'un ordre naturel permet de ne plus se poser la question des choix politiques et idéologiques. Le plus simple est en la matière, comme l'affirme Condorcet, le plus évident : « En matière de gouvernement, toute complication est effrayante. Plus il y a de ressorts qui font aller une machine, plus elle est usée de frottements[1] ». L'économie apparaît donc l'alternative à cette complication. Elle est bien en cela une forme d'alternative. Une alternative qui s'évertue à reproduire sur terre la perfection d'un ordre supérieur déchu. Mais cette alternative est en même temps porteuse d'un projet visant l'abolition du politique. Le terme *physiocratie*, littéralement gouvernement de la nature des choses, devait d'ailleurs dans les esprits de ses défenseurs remplacer le dangereux concept de politique.

Le courant physiocrate sera, dans le développement de l'économie politique, remis en cause, notamment par Adam Smith. Son aspect caricatural et simplificateur lui sera par la suite reproché. Son « libéralo-naturalisme », pour trop absolu qu'il soit, permettra cependant à d'autres de penser par la suite l'économisation naturelle de la société et de la politique.

2. Mandeville et la Fable des abeilles

Dans la transition d'une conception machiavélienne du réalisme, marquée par le pessimisme et le vice, à une conception plus positive d'une société heureuse et harmonieuse, le nom de Bernard de Mandeville et de sa *Fable des abeilles* occupe une place fondamentale. Ce médecin anglais d'origine hollandaise publie en 1705 un poème dont l'idée principale est résumée dans le sous-titre de l'œuvre principale donnée à l'occasion de l'édition de 1714 : « Les vices privés font le bien public, contenant plusieurs discours qui montrent que les défauts des hommes, dans l'humanité dépravée, peuvent être utilisés à l'avantage de la société civile, et qu'on peut leur faire tenir la place des vertus morales ». Sa *Fable* est d'inspiration machiavélienne, puisque dès l'introduction il s'en prend aux auteurs qui enseignent à leur lecteur ce que les hommes devraient être et non ce qu'ils sont réellement. Mandeville rejette donc lui aussi l'optimisme normatif, Portinaro l'adoubant pour cette raison du titre de « Machiavel du paradigme économique[2] ».

---

[1] Condorcet, *Réflexions sur le commerce des blés,* cité par P. Rosanvallon, *Ibid*., p.53.
[2] P. P. Portinaro, *Ibid*., p.102.

Pour sa démonstration, Mandeville, par ailleurs traducteur des *Fables* de La Fontaine, a inventé la fiction suivante. Imaginons une ruche prospère et active, vivant dans le confort et le luxe. Elle est composée de travailleurs miséreux, de brigands et voleurs pratiquant des activités moralement douteuses. Tous y pratiquent la tromperie généralisée mais le font cachés derrière les masques de la vertu. C'est ainsi que cette société pleine de vices devient un paradis. Les crapules participent au bien commun, tels les voleurs faisant circuler l'argent des avares et stimulant ainsi l'activité commerciale. Vanité, caprice et envie favorisent ainsi négoce, industrie et invention. Les vices privés sont donc la condition d'une prospérité pérenne. Mais Mandeville ne s'en tient pas là. Une opération divine, menée par Jupiter, apporte honnêteté et morale dans le cœur des filous de la ruche ; elle vise à ce que chacun puisse se contempler lui-même et en prendre honte. La probité s'installant progressivement, les affaires se tarissent au fur et à mesure de l'amoindrissement des besoins : l'inactivité se développe, les arts dépérissent et la pauvreté se répand. La fable se conclut par l'anéantissement de la ruche, honnête mais pauvre et attaquée par des ennemis extérieurs. Mandeville en conclut qu'honnêteté et commerce s'opposent l'un à l'autre. Sa volonté était de démontrer par cette fable le rôle de l'ignominie dans le fondement de la société. Il le reconnaîtra d'ailleurs sans complexe :

> « Je me flatte d'avoir démontré que ce ne sont ni les qualités amicales et les tendres affections qui sont naturelles à l'homme ni les réelles vertus qu'il est capable d'acquérir par la raison et l'abnégation de soi qui sont le fondement de la société, mais que c'est ce que nous appelons le mal du monde, moral aussi bien que physique, qui est le grand principe qui fait de nous des créatures sociables, la base solide, l'âme et le support de tous les métiers et professions sans exception, que c'est là qu'il faut chercher la véritable origine de tous les arts et de toutes les sciences, et que, à l'instant où le mal cesserait, il faudrait que la société soit perdue sinon totalement dissoute[1] ».

Mandeville cherche lui aussi à faire à sa manière l'anatomie de la nature humaine. Les passions et les instincts sont au fondement de cette nature et constituent le socle de la société[2]. L'amour de soi, entendu comme tendance à la conservation et à l'amour propre, est la première instance de ses passions. Proche en cela des *Maximes* de La Rochefoucauld, Mandeville considère que les passions dérivent toutes d'une même tendance à la

[1] B. Mandeville, *La Fable des abeilles* [1714], Fable II, Paris, Vrin, 1991, p.74.
[2] Pour une anatomie plus détaillée des passions mandevilliennes, nous renverrons au chapitre 4 de l'ouvrage de Paulette Carrive, *Bernard Mandeville. Passions, vices, vertus*, Paris, Vrin, 1980.

surestimation et à la recherche d'approbation. Nous retrouvons ici les fondements anthropologiques sur lesquels se fonde le réalisme politique : conception pessimiste et non normative du genre humain, importance du rôle des passions. Mais ici s'arrête le parallèle machiavélien, l'économie politique mandevillienne apportant une touche inédite au réalisme politique. Car de cette anthropologie Mandeville conclut à la création d'un art politique qui consiste à changer, par un habile maniement, ces vices privés en bienfaits publics. Cet art a pour principe de tromper les hommes par la flatterie, de les illusionner en louant les mérites qui font leur honneur et en blâmant leurs défauts et leurs faiblesses. La création de modèles de vertus doit permettre de distinguer deux catégories d'individus, les uns s'y conformant, les autres s'adonnant au vice. Les vertueux seront ceux qui chercheront naturellement les louanges tout en parvenant à dissimuler les vrais motifs de leur conduite. La politique devient donc l'art de distiller correctement les blâmes et les louanges afin de pousser les hommes à devenir vertueux dans leur propre intérêt, en leur faisant penser qu'ils agissent pour le bien public. La morale, inventée par d' « habiles politiciens » doit, quant à elle, « rendre les hommes utiles les uns aux autres aussi bien que dociles » et « permettre aux ambitieux de tirer d'eux profit, et d'en gouverner de très grands nombres avec plus de facilité et de sécurité[1] ». La conséquence d'une telle pensée est de produire une dissonance gênante entre les motifs immoraux de l'action et ses conséquences bénéfiques. Il y a à la fois condamnation par une morale d'intention et acquiescement par une morale des conséquences. Ce paradoxe est d'ailleurs résumé par Mandeville : « La religion est une chose et le commerce en est une autre. Celui qui cause le plus d'embarras à des milliers de ses voisins et qui invente les produits qui exigent le plus de travail est, que cela soit bien ou mal, le plus grand ami de la société[2] ». En faisant du ressort du bien-être matériel le fruit d'une action détachée de la morale classique, Mandeville met lui aussi à mal la vertu religieuse.

Il y a par conséquent une forme de morale chez Mandeville. Mais une morale de l'ombre et de la filouterie. Car sont considérés comme vertueux les individus qui, dans la société, s'en tirent le mieux tout en dissimulant leur activité douteuse. Ceux-là sont les vrais héros de la société mandevillienne dans la mesure où ils contribuent à son enrichissement et participent à l'intérêt collectif. La politique, elle, favorise la dissimulation en encourageant cette filouterie. L'œuvre de Mandeville s'inscrit dans ce qu'Elie Halévy a appelé « l'identité

[1] *Ibid*., Fable I, p.46.
[2] *Ibid*., p.57.

naturelle des intérêts[1] », qui permet de systématiser une idée largement répandue au 18ème siècle concernant la pitié et la compassion comme fondement des rapports humains. Adam Smith, en s'insérant dans l'esprit de l'époque, achèvera ce processus.

3. Main invisible et harmonie naturelle

Pour saisir le glissement du réalisme, l'œuvre d'Adam Smith est, en tant qu'acte de quasi-consécration, incontournable. Reconnaissant la nécessité des principes des systèmes licencieux chers à Mandeville, Smith n'en adopte pas moins une double attitude vis-à-vis du médecin anglais. S'il lui concède une forme de véracité, Smith lui reproche de ne tenir compte que de la conduite intéressée des individus : « Tout esprit public, toute préférence pour l'intérêt public aux dépens de l'intérêt privé n'est ainsi selon le Dr. Mandeville qu'une simple imposture qui en impose au genre humain. Et cette vertu humaine dont on se vante tant et qui est l'occasion de tant d'émulation parmi les hommes, n'est rien que le rejeton de la flatterie et de l'orgueil[2] ». Il reproche donc à Mandeville de « représenter chaque passion comme entièrement vicieuse[3] ». Malgré ces reproches, on peut considérer, comme le fait notamment Elie Halévy, que l'œuvre de Smith est une prolongation moins littéraire et plus scientifique que celle de Mandeville[4]. La théorie smithienne, si elle est contenue dans la *Richesse des nations*, doit être rapportée à l'autre ouvrage majeur de Smith, à savoir sa *Théorie des sentiments moraux*. C'est leur lecture croisée qui permet de dégager l'apport de Smith. Apport parfaitement dégagé par Christian Laval, qui consiste

> « à éliminer de façon radicale le point de départ moral et juridique dans l'analyse des relations sociales et économiques et à le remplacer par un principe pratique, que l'on peut tirer de l'observation du sujet moral comme il le fait dans la *Théorie des sentiments moraux* ou de celle du sujet économique dans la *Richesse des nations*. Dans un cas, ce sera le principe de la sympathie comme capacité de partager les sentiments d'autrui, dans l'autre celui de l'intérêt comme capacité à satisfaire ses besoins et ses désirs. Les deux principes de la pratique ont ceci de commun qu'ils permettent de façon homologue d'éliminer entièrement toute préexistence d'un point de vue normatif, tout surplomb d'une transcendance qui

[1] E. Halévy, *La formation du radicalisme philosophique* [1901], Tome I, Paris, PUF, 1995, p.120 et suivantes.
[2] A. Smith, *Théorie des sentiments moraux* [1759], Paris, PUF, 1999, p.412.
[3] *Ibid*., p.415.
[4] E. Halévy, *Ibid*., p.114.

imposerait sa loi et dicterait ses commandements aux individus. Smith décapite l'ordre social en éliminant toute transcendance[1] ».

Et ce donc au niveau de ses deux considérations anthropologiques. Car, contre la tendance à ne voir en Smith qu'un épigone d'une thèse tranchée de l'égoïsme ou de l'individualisme, il faut se rappeler qu'échange et sympathie sont l'un comme l'autre des propriétés naturelles dans les relations individuelles. Qu'elle s'intéresse au rapport de sympathie ou au rapport d'intérêt, la perspective de Smith est donc principalement relationnelle et se fonde sur le caractère sociable du genre humain. Refusant le principe d'intention, l'écossais s'interroge sur la production d'un certain type de rapport humain et des effets qu'il produit : bien ou mal, plaisir ou peine, et comment il les produit selon le mode de fonctionnement de la sympathie ou de l'intérêt. Seuls les jugements moraux s'appliquant aux actions et à leurs conséquences valent : dans l'ordre humain, il s'agit de « reconnaître que le mérite des bonnes intentions, sans celui des bonnes actions, est peu capable d'obtenir ces applaudissements, et de lui faire éprouver, au plus haut degré, l'approbation de la conscience[2] ». Smith s'en prend ici à la conception finaliste de la nature humaine, qui obstrue l'explication des phénomènes humains par les causes efficientes ; il approfondit d'une certaine manière le programme mandevillien d'analyse des causes efficientes des passions, retenant comme critères efficients non plus leurs valeurs en soi mais leurs conséquences et leurs effets.

C'est dans ce cadre global de pensée qu'il faut comprendre le concept clé d'Adam Smith, celui de la fameuse « main invisible ». Si cette idée d'harmonie des intérêts avait déjà été formulée[3], Smith la sécularise en refusant toute téléologie : la main invisible n'est que la série des conséquences non désirées d'actions guidées par des principes inhérents à la nature humaine ; les actions ne sont en réalité motivées par aucunes fins morale ou politique. Il faut là encore rapporter cette idée smithienne à son entreprise plus globale, que l'on peut ainsi

---

[1] C. Laval, *L'Homme économique. Essai sur les racines du néolibéralisme*, Éditions Gallimard, 2007, p.218.
[2] A. Smith, *Théorie des sentiments moraux*, cité par C. Laval, *Ibid*. p.221.
[3] Il semblerait d'ailleurs que l'apport strictement économique du philosophe écossais soit relativement limité. Voici à ce propos ce qu'en dit J. A. Schumpeter : « Il ne parcourut que des chemins battus ; il n'utilisa que des éléments préexistants, mais, esprit d'une clarté lumineuse, il élabora une œuvre grandiose, fruit du travail de toute son existence. Son livre vint à son heure et apporta à son époque exactement ce dont elle avait besoin, ni moins, ni plus », in *Esquisse d'une histoire de la science économique*, Paris, Dalloz, 1962, p.75.

résumer : comment la bienveillance, la justice et l'intérêt peuvent-ils se combiner ? En effet, le but du système complet de philosophie morale, que se proposait d'édifier Smith, est bien celui de répondre à cette question. Sans doute n'y est-il parvenu qu'en laissant le soin à ses commentateurs de résoudre l'épineux problème de la compatibilité entre l'ordre moral produit par les ressorts de la sympathie et l'ordre économique provenant de la poursuite des intérêts.

Si la tentation est grande de distinguer dans son œuvre le domaine de la morale de celui de l'économie, des travaux ont montré l'inanité d'une telle position[1]. Avoir en mémoire que Smith était un lecteur averti des moralistes et philosophes de son époque nous permet de rappeler qu'il partageait l'idée selon laquelle le désir ne correspond pas uniquement aux biens de nécessité : dans une société développée, c'est-à-dire fondée sur le commerce, c'est le désir des biens de distinction et de prestige qui attire l'approbation d'autrui. En conséquence, c'est le désir de la sympathie des autres davantage que la sympathie elle-même qui nous importe :

> « D'où naît alors cette émulation qui court à travers les différents rangs de la société ? Et quels sont les avantages que nous nous proposons au moyen de ce grand dessein de la vie humaine que nous appelons l'amélioration de notre condition ? Être observés, être remarqués, être considérés avec sympathie, contentement et approbation sont tous les avantages que nous pouvons nous proposer d'en tirer. C'est la vanité, non le bien-être ou le plaisir, qui nous intéresse. Or, la vanité est toujours fondée sur la croyance que nous avons d'être l'objet d'attention et d'approbation[2] ».

L'amour de soi chez Smith n'est jamais dissociable du désir que nous avons de l'amour des autres et du désir que nous éprouvons pour ce que les autres aiment. Il apparaît évident qu'à ses yeux une société ne peut se contenter de l'égoïsme des marchands. Si celui-ci nous permet d'expliquer les fonctionnements de la sphère économique, on ne peut s'en satisfaire d'un point de vue moral et politique. L'on voit ici clairement les raisons qui ont poussé Smith à récuser le système de Mandeville. L'atténuation du système égoïste mandevillien donne toute sa force à celui de Smith. Le commerce et l'industrie y constituent des moyens à disposition des hommes pour se libérer du manque et arriver à l'autosatisfaction. Ce mode d'autogouvernement par la poursuite de l'intérêt accentue le

---

[1] La grande majorité des travaux rigoureux s'attache en effet à ne plus penser distinctement les deux ouvrages. Sur cette question, nous renvoyons notamment à l'ouvrage de Michaël Biziou, *Adam Smith et l'origine du libéralisme*, PUF, Paris, 2003.
[2] A. Smith, *Ibid*., p.92.

basculement moderne : il ne faut rien attendre des préceptes religieux, ni trop se fier à la politique du prince dans la mesure où la bonne conduite personnelle et la bonne politique ne relèvent que de mécanismes humains naturels. Smith transpose ainsi la réalisation de la politique sur le terrain de l'économie ; il élargit la société et la politique à l'économique. Nous sommes ici dans une manière de gouverner beaucoup plus feutrée : pas de violence ni de férocité, simplement un contrôle par l'accroissement du plaisir, par le calcul des conséquences de l'action. Cette faculté de calcul est le premier élément régulateur de nos conduites. Les passions ne nous rendent plus esclaves. Elles sont au contraire, une fois domestiquées, conditions de la libération face aux morales anciennes et à l'oppression de la politique. Le marché, envisagé comme instance régulatrice et non pas uniquement comme le simple lieu physique d'un échange marchand, permet de se passer du législateur et de l'exécutif. On saisit ainsi sa fécondité politique et l'attrait pour les esprits libéraux de l'époque.

Smith se pose ainsi en alternative à Machiavel, considéré alors comme la mauvaise conscience de l'humanité. Le théoricien écossais achève le travail entamé avec Hobbes. En déplaçant Machiavel sur le terrain du droit naturel dans l'état de nature, Hobbes pensait avoir résolu la question de la division de la société posée par le florentin. L'idéologie économique a par la suite aboli la distinction entre société civile et état de nature dont Hobbes avait eu besoin pour dépasser Machiavel. Elle est en ce sens un dépassement radical du réalisme machiavélien et transposition des logiques de l'économie au sein du politique. Si Machiavel entrouvre les portes de la modernité par sa science du politique, celles-ci s'orienteront différemment sous le poids d'une certaine méfiance à l'encontre du politique.

4. La médiation par l'économie et le droit

L'on retrouve dans le développement de l'idée de marché et de l'économie politique la thèse d'Hirschman sur la manière dont le concept d'intérêt a été utilisé dans une entreprise de domestication de la société et de limitation du pouvoir du souverain[1]. La thèse d'Hirschman nous semble on ne peut plus juste, mais elle n'insiste pas suffisamment sur l'idée selon laquelle le marché est apparu comme une sorte de modèle politique alternatif. Aux figures d'autorité, de commandement et de conflit, elle oppose un type d'organisation et de prise de

[1] A. O., Hirschman, *Les passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980.

décision dénués de toute forme que l'on trouvait déjà dans le réalisme. Le terme de « commerce » tel qu'il est employé au 18ème siècle confirmera cette tendance : est de l'ordre du commerce ce qui donne corps au lien social indépendamment des formes de pouvoir et d'autorité. Montesquieu exprimera magistralement cette idée en 1748 dans *De l'esprit des lois* lorsqu'il déclarera que le commerce adoucit les mœurs et favorise la paix[1]. Dans l'esprit de ces penseurs, à l'ère des tyrannies devait succéder celle des mécanismes pacifiés et neutres de l'échange marchand. Le marché opère ainsi une véritable séduction : dépassionner les relations, éviter les rapports de force. Il vise l'érection d'un pouvoir neutre car invisible et instaure un mode de régulation sociale abstrait : ce sont des lois objectives qui régissent les rapports interindividuels, sans recours à la violence ni au conflit. Est du même coup remise en cause l'action volontariste du politique. Dans cet univers pacifié régi par des lois naturelles, l'action politique n'a que peu de marge de manœuvre, les choses telles qu'elles sont étant ce qu'elles doivent être.

La logique de marché telle qu'elle émerge à cette époque n'est pas incompatible avec l'État de droit. Bien au contraire. Marché et État de droit participent d'un refus commun d'accepter que l'individu ne soit trop durement soumis aux souverainetés absolues. Il y a donc un point commun permettant de parler d'un seul libéralisme. Il n'y a à l'origine aucune contradiction entre les libéralismes politique et économique, dans les deux est affirmée l'absence de sujétion entre les hommes :

> « Le gouvernement représentatif et le marché s'entre-appartiennent et se répondent. L'individu ne gagne sa liberté, ne s'émancipe des pouvoirs personnels qu'en divisant sa foi entre ces deux instances impersonnelles. Dans les deux rôles, il n'obéit aux ordres de personne : les indications du marché ne sont voulues par personne, elles sont le résultat des actions de chacun et de tous ; les lois de l'État sont des lois générales qui ne font pas acceptation des personnes, et du reste chacun et tous en sont les auteurs grâce à la représentation[2] »

La perspective économique est donc apolitique, au sens fort du terme. Elle est une dépolitisation dans la mesure où elle est un contournement des formes politiques liées au commandement et à l'obéissance. Ce n'est pas la politique qui doit gouverner et organiser le

[1] C-L. de S., Montesquieu, *L'esprit des lois* [1748], Paris, Gallimard, 1985.
[2] P. Manent, *Les libéraux*, préface, Éditions Gallimard, 1986, p.26.

fonctionnement de la société mais bel et bien le marché[1]. Il n'est donc pas un simple instrument d'organisation de l'activité économique, il a une fonction politique, mais dépolitisante. Envisagé ainsi, Mandeville et Smith ne sont pas tant les fondateurs de l'économie moderne que les théoriciens du dépérissement de la politique. Si le marché devient le mode majeur de représentation de la société, il permet également de penser le désenchantement du politique. Mais sont en même temps conservés les principes de secret et de mensonge. Car la recherche de l'harmonie sociale s'adosse à une morale de l'égoïsme inavouable. Ici réside d'ailleurs l'un des paradoxes récurrents du réalisme : il est à la fois dévoilement de la réalité et affirmation du postulat selon lequel la politique se résout dans l'apparence.

Le droit est venu s'affirmer, comme l'économie, en tant que médiateur de la politique. Les réflexions qui mèneront à la conceptualisation par Hans Kelsen de l'État de droit au début du 20ème siècle ont elles aussi pour principe de permettre de garder vide le lieu du pouvoir, par le refus de tous les commandements personnels. L'apparition et le développement de cette pensée juridique peut être reconstruit à l'aune d'une critique de l'absolutisme et des formes « dures » du réalisme. La philosophie du droit est en effet caractérisée au 18ème siècle par son refus de déduire de l'anatomie réaliste des comportements humains une doctrine de la prudence inspirée des maximes de la raison d'État. Ainsi, dans son *Projet de paix perpétuelle* de 1795, Kant, réfléchissant à la question de la constitution « fût-ce pour un peuple de démons », pense pouvoir la résoudre dès lors que ce peuple sera doué d'un minimum d'entendement[2]. En enchaînant leurs passions hostiles les unes aux autres, il pense pouvoir parvenir à une neutralisation du conflit. Il s'oppose ainsi à l'idée de l'irréductibilité du conflit et de la coercition dans les rapports entre nations. Mais c'est Hegel qui est, pour ce qui nous concerne, décisif. En effet, pour lecteur qu'il soit de l'économie politique anglaise, il demeure à plusieurs égards très critique du marché : ce dernier est pour lui responsable, par un effet mécanique, de l'accroissement des inégalités entre riches et pauvres. Le mécanisme économique est sujet à des formes de déséquilibres qui ne peuvent s'harmoniser naturellement. La pensée hégélienne peut en cela être lue comme une critique du libéralisme économique. Car Hegel effectue un retour au politique. Il n'attend pas de l'économie qu'elle

[1] L'on reconnaît ici la thèse que défend Karl Polanyi dans *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* [1944], Paris, Gallimard, 1983.
[2] E. Kant, *Projet de paix perpétuel*, Königsberg, Frédéric Nicolovius, 1796, pp.58-59.

réalise la politique[1]. Le concept d'utilité est jugé trop abstrait et escamote la question qui est pour lui fondamentale, celle du mouvement de réalisation de cette utilité. Mais en même temps, il critique les impasses de l'étatisme :

> « En face de la liberté de l'industrie et du commerce, qui est de règle dans la société civile, il y a l'autre extrême, qui est la prévision et la détermination du travail de tous par une institution publique, comme ce fut le cas, par exemple, lors de l'édification des pyramides et autres ouvrages gigantesques d'Égypte ou d'Asie, ces travaux, ayant été entrepris pour des fins publiques, sans que le travail de l'individu soit médiatisé par sa volonté particulière et son intérêt particulier[2] ».

La solution réside dans la théorie hégélienne de l'État. Il a parfaitement intégré le sens de la tentative de dépassement de la politique dans le mouvement menant du contrat au marché. Ce dépassement de l'économie ne peut se faire qu'à la condition de se détacher aussi de la théorie du contrat. Hegel va donc assumer conjointement Smith et Rousseau et concevoir l'État comme l'expression d'une volonté rationnelle et universelle. Cette rationalité de l'État dépend donc des lois rationnelles qu'elle élabore, non pas en fonction de l'arbitraire ou de la générosité, mais selon la raison et de telle sorte que la volonté de chacun puisse y être reconnue et que l'existence de chacun y prenne sens. C'est ainsi que l'on peut dire que l'État hégélien est raison dans et par la loi. Il ne peut donc en cela être qu'un État de droit, c'est-à-dire un État moderne et constitutionnel avec différenciation des pouvoirs et libre individualité. Sans quoi les lois ne seraient plus raisonnables et également bénéfiques pour tous. L'État hégélien est ainsi un État politique, avec des institutions concrètes et des principes juridiques reconnus, tels que le droit de propriété, le droit contractuel, la vie morale, ou la vie familiale. Il ne s'agit donc pas d'un concept imaginaire, mais au contraire d'une théorie qui vise à représenter le concret et devenant ainsi la sphère ultime englobant différentes entités et donnant sens à la vie humaine. L'État devient chez Hegel le lieu véritable de la société globale et totale. Cette intégration et ce dépassement du libéralisme ne sont d'ailleurs pas entiers puisque Hegel sera obligé, à rebours de la tentative libérale, de reconnaître le caractère irréductible des relations entre nations, qui donnent lieu à un « jeu extrêmement mobile de la

---

[1] Il reconnaît cependant que le concept d'utilité a constitué un outil d'émancipation de la vision religieuse du monde et reconnaît son importance : « De même que tout est utile à l'homme, il l'est lui-même également, et sa destination est tout autant de faire de lui un membre de la troupe qui soit au service de l'utilité commune et utilisable universellement », in *Phénoménologie de l'esprit* [1807], Paris, Vrin, 2006, pp.480-481.

[2] F. G. H., Hegel, *Principes de la philosophie du droit* [1820], Paragraphe 236, Paris, Vrin, 1982, p.248.

particularité interne des passions, des intérêts, des buts, des talents et des vertus, de la violence, de l'injustice et du vice, de la contingence extérieure aussi[1] ». Malgré cela, il juge que l'histoire universelle ne réside pas dans « le simple jugement de la force[2] », sans pour autant décréter, à la manière des physiocrates, l'éradication de la violence : il ne fait que penser la possibilité de leur dépassement. Sa pensée constitue en cela un des horizons modernes. Il critique et dépasse le projet moderne en pensant l'unification de la société sur des bases rationnelles et universelles. Sa pensée constitue à certains égards un retour à Machiavel mais avec les acquis de l'économie politique.

. Conclusion : dimensions et évolution du réalisme politique

Cette approche par l'histoire des idées politiques nous permet de dégager ces premiers éléments et de distinguer deux dimensions dans la compréhension du réalisme politique. Dans sa dimension descriptive, le réalisme politique est l'étude scientifique du politique qui accorde le primat à la question de la lutte pour le pouvoir, à la violence et au conflit entre les hommes. À partir d'une lecture sécularisée et désenchantée de l'Histoire, il postule un pessimisme qu'il transpose à la chose politique. Cela le conduit à élargir, par prudence, le règne de la nécessité à tout ce qui touche à la politique. Il peut en cela être défini comme l'art d'agir dans des conditions et des situations difficiles, un art de l'adaptation. Mais le réalisme, s'il se cache derrière une neutralité, est également énonciateur de postulats et de critères normatifs. Dans son articulation prescriptive, on peut le considérer comme une sensibilité au service de l'autoconservation de l'État ou du pouvoir en place, une technologie au service de ce qui est déjà. Légitimation de ce qui est, il s'appuie sur une inertie de la réalité et s'oppose par principe à tout discours sur les possibles et les transformations de la société. Ce rejet du « comment les choses devraient être » à ce qu'elles sont réellement revient à rejeter une partie du projet global et prescriptif du politique. C'est au travers de cet aspect qu'il révèle la tragédie du politique. Celui-ci ne doit donc ainsi pas prioritairement changer les choses mais se conforter à un état de fait. La force et l'attrait du réalisme résident précisément en ce qu'il parvient à brouiller ces deux dimensions. La dimension prescriptive, qui s'est adjointe puis

[1] *Ibid*., Paragraphe 340, p.333.
[2] *Ibid*., Paragraphe 342, p.334.

développée de manière concomitante à la science du politique, trouve sa légitimité dans la revendication de scientificité telle qu'elle se développe avec le projet moderne. Elle dote le réalisme d'une assise scientifique, objective et neutre. Mais cette scientificité permet également de prouver par la raison et l'expérience que les choses ne pourraient pas être autrement. Cette légitimation de la stabilité est évidemment très confortable pour le pouvoir, et l'on comprend les raisons qui peuvent pousser les gouvernants à la brandir en cas de danger pour le pouvoir. De telle sorte que l'argument du réalisme peut bien souvent être l'apanage des groupes dirigeants ou de ceux ayant des intérêts au *statu quo*.

Cette approche ne doit pas demeurée figée dans la mesure où le réalisme a été tributaire de la transformation avec laquelle le projet philosophique de la modernité a soumis certains de ses socles. D'abord d'un point de vue de l'anatomie humaine, puisque l'anthropologie pessimiste de Thucydide et Machiavel a progressivement été ajustée en s'adossant à la société mercantile telle qu'elle s'est dessinée avec la naissance de l'économie politique. L'impulsion naturelle au désir d'acquisition et à la conservation a trouvé son inclination dans les bénéfices de l'échange alors que, paradoxalement, l'enracinement de cette raison utilitariste a eu comme effet l'effondrement de la croyance en la réciprocité bienveillante des hommes. L'on est ainsi progressivement passé de l'idée de lutte pour la survie des hommes à l'idée de création d'ordre pour leur vivre-ensemble. Le réalisme politique pour la philosophie moderne n'est donc pas uniquement un savoir de la domination mais plutôt une science des conditions d'une pratique rationnelle de gouvernement et une science du possible. Le nœud originaire du conflit et de la violence, qui jouait un rôle important dans la version classique du réalisme, a également été partiellement remis en cause. Avec la modernité, la politique a, paradoxalement, peu à peu été contrainte de s'ouvrir aux autres activités de la vie sociale. Ce sont alors l'économie et le droit qui sont devenus les pôles médiateurs complémentaires du réalisme moderne. Les critères du réalisme en sont ainsi venus à être relativisés par ceux de l'économie : l'échange a eu pour effet de transformer l'ennemi en ami, le marché de remplacer le primat du conflit par celui de la coopération. Le marché, de plus, soustrait à l'arbitraire des individus la distribution de la richesse, désormais justifiée par une lutte naturelle sociale. Sont alors légitimées les situations inégalitaires. En s'associant avec le projet libéral de l'économie politique, le réalisme politique tend par conséquent à percevoir en termes de lois naturelles et considère un ordre du monde ne relevant plus que comme une sorte d'évidence parfaite et harmonieuse. Il peut en cela être

caractérisé comme une forme de refus de la complexité et de la diversité. La politique a également été redimensionnée selon les critères du droit : le droit soumet le pouvoir et l'État-puissance tend à se dissoudre dans l'État de droit. L'amoralisme du réalisme machiavélien, s'il n'est pas totalement remis en cause, subit donc en revanche le correctif du droit. Il ne saurait en ce sens être absolu et dépend donc d'un contexte juridique qui vient le contraindre.

Chapitre 2 : Voies du réalisme

Third Fisherman : « Maister, I marvel how the fishes live in the sea.
First Fisherman : Why, as men do a-land, the great ones eat up the little ones ».

William Shakespeare, *Périclès, Prince of Tyre* [1609], Cambridge University Press, 1998, p.110.

. Introduction

Nous avons pour le moment laissé le réalisme politique au 19ème siècle, détaché de tout ancrage disciplinaire, national et académique. La première définition à laquelle nous sommes parvenus n'en est pas moins suffisante pour que nous soyons à présent en mesure de porter notre attention sur les travaux qu'y consacreront les sciences sociales à partir de la fin du 19ème siècle. Là encore, la tâche ne nous sera pas facilitée, en raison du fait que beaucoup d'auteurs ne se désignent pas eux-mêmes comme « réalistes ». Nous tenterons de résoudre cette question en nous appuyant sur des travaux qui se sont attachés à montrer l'existence d'une tradition réaliste. Notre objectif sera quant à lui à la fois plus modeste et plus ciblé : nous ne proposerons pas ici, comme c'est souvent l'usage dans les sciences sociales, un état des lieux général des recherches sur le réalisme politique. Nous nous attacherons plutôt à saisir le mouvement d'une pensée dans sa diversité, ses contradictions et ses incomplétudes. L'objectif sera ici double : proposer une étude de la littérature sur le réalisme nous permettant par la suite d'en affiner la définition mais également éclaircir les orientations qui seront les nôtres dans la suite de notre travail. Pour ce faire, nous centrerons principalement, mais pas

exclusivement, notre analyse sur les travaux français, américains et italiens qui recouvrent la fin du 19ème siècle et les trois premiers quarts du 20ème siècle. Cette mise en perspective se voudra transnationale et insistera sur les apports et échanges intellectuels entre ces différentes traditions nationales. Nous insisterons également sur les mutations et évolutions dans la manière dont cette question a été abordée.

I – Aux sources italiennes

Il nous faut ici partir des travaux italiens, tant la naissance de la sociologie ou science du politique transalpine semble inextricablement liée à une approche réaliste du politique. En effet, ses premiers acteurs se sont dès le début attachés à s'insérer dans le programme d'étude du politique défini par Machiavel. Mais cette émergence ne s'est pas faite sans obstacles. Norberto Bobbio, dans une recherche sur l'histoire des études politiques en Italie[1], est revenu sur cette naissance. Malgré l'esquisse des contours de la discipline par Gaetano Mosca en 1896 avec ses *Elementi di scienza politica* et le monumental ouvrage de Vilfredo Pareto *Trattato di sociologia generale* vingt ans plus tard, le déploiement de la nouvelle discipline a été obstrué. Comme l'explique Damiano Paliano[2], prolongeant la recherche de Bobbio, l'ouvrage fondateur de Mosca paraît au moment où l'université italienne commence à s'imposer la théorie juridique de l'État, qui au fur et à mesure devient la doctrine officielle des études de droit constitutionnel. Elle est alors considérée comme le seul moyen objectif d'aborder les phénomènes politiques. Fatalement, la science du politique s'en trouve réduite à être l'auxiliaire du droit constitutionnel. Les débuts poussifs de la discipline sont également la conséquence du climat de méfiance face à la méthode scientifique qui règne alors dans le panorama intellectuel italien. Au-delà des difficultés particulières de reconnaissance rencontrées par chacun des deux auteurs, le contexte intellectuel italien ne voit pas d'un très bon œil leur attaque menée contre le dilettantisme idéologique et contre le mythe démocratique. Mythe démocratique qui semble d'ailleurs être l'ennemi commun de cette

[1] N. Bobbio, *Saggi sulla scienza politica in Italia*, Bari, Editori Laterza, 1969.
[2] D. Paliano, *Geometrie del potere. Materiali per la storia della scienza politica italiana*, Milano, Vita e pensiero, 2005, p.10.

nouvelle étude du politique : « L'un des courants les plus représentatifs de la pensée politique italienne et européenne du siècle dernier est celui de l'élitisme […]. Il repose sur le principe suivant : quelles que soient les valeurs constitutives de l'ordre politique, c'est toujours une petite minorité qui gouverne, tandis que la majorité est gouvernée et ne parvient pas ou presque pas à influer sur les décisions politiques[1] ». Outre leurs réflexions sur la place des élites dont nous n'avons pour le moment que très peu parlé et sur laquelle nous allons revenir, Pareto et Mosca sont également proches de Machiavel par leur volonté de distinguer la réalité effective de l'imagination des choses, selon la formule du *Prince*. Dans son *Traité de sociologie générale* de 1916, Pareto commente en ces termes la théorie politique d'Aristote :

> « Si Aristote avait suivi la voie qu'il avait partiellement si bien parcourue, nous aurions eu, dès son époque, une sociologie scientifique. Pourquoi donc ne l'a-t-il pas fait ? Il y a eu peut-être à cela de nombreux motifs ; mais il paraît probable que parmi les principaux, se trouve ce besoin d'applications pratiques prématurées, qui s'oppose toujours au progrès de la science ; sans compter la manie de prêcher aux gens ce qu'ils doivent faire, préoccupation d'ailleurs plus qu'inutile, au lieu d'étudier ce qu'ils font[2] ».

Mosca rejette lui aussi le genre utopique, coupable selon lui de dissimuler derrière des idéaux de justice des projets pouvant en réalité avoir des finalités douteuses :

> « Les sentiments humains étant ce qu'ils sont, vouloir mettre en place une forme d'organisation politique répondant en tous points à cet idéal de justice que l'homme peut concevoir mais ne sait mettre en œuvre, voilà une utopie qui, dans certaines circonstances, peut devenir dangereuse ; je veux dire quand elle réussit à faire converger l'ensemble des forces intellectuelles et morales pour poursuivre un but qui ne sera jamais qu'illusion et dont la soi-disant réalisation ne pourra entraîner que le triomphe des plus mauvais des hommes et détresse et déception chez les meilleurs[3] ».

---

[1] « Una delle correnti piu rappresentative del pensiero politico italiano ed europeo dell'ultimo secolo è quella dell'elitismo […] si fonda sul principio che, quale sia il valore costitutivo dell' ordine politico, è sempre una piccola minoranza che governa mentre la maggioranza è governata e poco o per nulla riesce a influenzare le decisioni politiche », R. Conforti, V. Dini, F. S. Festa (a cura di), *Realismo e mito politico*, Edizioni Scientifiche Italiane, 1995, p.97.

[2] V. Pareto, *Traité de sociologie générale* [1917], Droz, Œuvres complètes, 1968, Paragraphe 277, p.162.

[3] « Il volere, con sentimenti così fatti, costituire un tipo di organizzazione sociale corrispondente in tutto a quell'ideale di giustizia che l'uomo può concepire ma non sa attuare, è un'utopia che in certe circostanze può diventare pericolosa ; quando essa cioè riesce a far convergere una quantità di forze intellettuali e morali verso il conseguimento di uno scopo che non sarà mai una verità e che il giorno che si tenterà di realizzare non potrà produrre che il trionfo dei peggiori e lo sconforto e la delusione

La filiation qui les relie à Machiavel est, sur la question du rejet du genre utopique et de la nécessité d'une nouvelle science du politique, évidente. Mais l'apport le plus important quant à la tradition d'étude du réalisme, déjà dégagé par Guichardin et Machiavel, se situe au niveau de leur théorie des élites, qui s'affirmera progressivement comme l'un des postulats essentiels de ladite tradition.

A/ Élites et minorités

Le réalisme des premiers penseurs élitistes italiens a pour trait commun la volonté de lever le voile du mythe de la politique moderne : le mythe majoritaire. Face à celui-ci, face à cette vision angélique de la politique, les élitistes, du moins dans leurs premières formulations, vont opposer une autre vision, celle de l'immuabilité du pouvoir. A l'imaginaire fantasmé du principe majoritaire, ils vont confronter la réalité démoniaque du pouvoir, en mythe opposé. Ils présentent une thèse contraire à celle des idéologues de la démocratie, incapables de proposer une vision plus complexe de la vérité que celle contenue dans le simple fait majoritaire. Certains de ces auteurs ont eu tendance à tomber dans l'écueil inverse en reconnaissant uniquement le fait minoritaire, devenant alors aussi simplificateurs que pouvaient l'être les idéologues majoritaires. C'est d'ailleurs autour de ce point que Carlo Mongardini, dans sa contribution à l'étude de l'élitisme italien, effectue sa distinction entre premiers et seconds élitistes et de laquelle nous nous inspirerons[1].

1. Premières formulations

Les premières formulations de l'élitisme italien semblent être nées, une fois de plus, d'une forme de désenchantement et d'une perte d'illusion devant la tournure prise par les événements politiques : « Nate dall'antiparlamentarismo, dall'antidemagogia e dalle delusioni della politica economica dei governi, le teoriche minoritarie sono un corragioso atto di

---

dei buoni », G. Mosca, *Elementi di scienza politica* [1896], Fratelli Bocca Editori, Torino, 1923, p.292.

[1] Carlo Mongardini, « Gli elitisti italiani e l'immagine del potere », in R. Conforti, V. Dini, F. S. Festa (a cura di), *Ibid*., pp.97-110.

realismo nell'analisi politica del mito della democrazia, sfruttato da minoranze organizzate per coprire interessi di parte[1] ». Cet « acte courageux » consiste ainsi chez Mosca à considérer comme universel l'existence de deux classes politiques opposées[2] :

> « Parmi les grandes tendances et constantes observables dans tous les organismes politiques, il en est une de si évidente que tout un chacun peut aisément la percevoir. Dans toutes les sociétés – à commencer par celles qui sont le plus faiblement développées et qui sont tout juste parvenues à l'aube de la civilisation, et jusqu'aux plus raffinées et fortes, il existe deux classes : celle des gouvernants et celle des gouvernés. La première, toujours la moins nombreuse, exerce toutes les fonctions politiques, monopolise le pouvoir et jouit des avantages qui y sont attachés, tandis que la seconde, la plus nombreuse, est dirigée et régulée par la première, d'une façon plus ou moins légale, autrement dit d'une façon plus ou moins arbitraire et violente, et fournit à la première, du moins en apparence, les moyens matériels de subsistance et ceux nécessaires à la vitalité de l'organisation politique[3] ».

L'existence d'une minorité dirigeante est pour Mosca un trait universel commun à toutes les sociétés organisées et ce indépendamment de leur forme sociale et politique, de leur croyance ou de leur forme constitutionnelle. Il pense pouvoir en conclure qu'il n'en a jamais été autrement et qu'il n'en sera jamais autrement non plus. Mosca s'appuie, en machiavélien, sur les leçons à tirer des expériences historiques passées, toutes porteuses de cette même forme d'organisation, mais également sur sa théorie des classes dirigeantes, qui renvoie dos à

---

[1] « Nées de l'antiparlementarisme, de l'anti-démagogie et des désillusions de la politique économique des gouvernants, les théories minoritaires constituent un acte courageux de réalisme dans l'analyse politique du mythe démocratique qu'exploitent les minorités dans le but de satisfaire leurs intérêts », *Ibid*., p.101.

[2] Une brève remarque terminologique s'impose ici : Mosca emploie en effet le terme de *classe politique* (*classe politica*) dans la *Teorica* de 1884, préférant ensuite celui de *classe dirigeante* (*classe dirigente*) dans ses *Elementi* de 1896. Il ne s'agit pas d'une simple variation lexicale mais bien, selon Ettore A. Albertoni, d'un changement de conviction profond dû à la lecture des travaux de Pareto. Nous emploierons quant à nous, par commodité, le terme de *classe* et renvoyons directement pour cette discussion à Ettore A. Albertoni, *Doctrine de la classe politique et théorie des élites* [1985], Paris, Librairie des Méridiens, 1987, pp.48-49.

[3] « Fra le tendenze ed i fatti costanti, che si trovano in tutti gli organismi politici, un ove n'è la cui evidenza può essere facilmente a tutti manifesta: in tutte le società, a cominciare da quelle più mediocremente sviluppate e che sono appena arrivate ai primordi della civiltà, fino alle più colte e più forti, esistono due classi di persone: quella dei governanti e l'altra dei governati. La prima, che è sempre la meno numerosa, adempie a tutte le funzioni politiche, monopolizza il potere e gode i vantaggi che ad esso sono uniti; mentre la seconda, più numerosa, è diretta e regolata dalla prima in modo più o meno legale, ovvero più o meno arbitrario e violento, e ad essa fornisce, almeno apparentemente, i mezzi materiali di sussistenza e quelli che alla vitalità dell'organismo politico sono necessari », G. Mosca, *La classe politica* (a cura di Norberto Bobbio), Roma, Editori Laterza, 1994, p.50.

dos les deux écueils suivants : une société peut être dirigée par un seul individu ; les masses sont capables de se gouverner elles-mêmes :

> « Si l'on peut aisément comprendre qu'un seul individu ne peut commander une masse d'individus sans trouver, au sein de cette masse, une minorité qui le soutienne, il est assez difficile d'admettre comme un fait naturel et constant que les minorités dirigent les majorités et non le contraire […]. Dans les faits, il est inévitable qu'une minorité organisée, obéissant à une impulsion unique, domine une majorité inorganisée. Face à la force d'une minorité quelle qu'elle soit, aucun individu, pris dans la majorité, se trouvant seul face à la minorité organisée dans son ensemble, ne peut résister […]. Cent hommes, qui penseraient et agiraient toujours de concert, triompheront de mille hommes pris isolément et sans entente commune[1] ».

La théorie de Mosca revêt également certains accents darwiniens, à ceci près que lui ne parle pas de lutte pour l'existence mais de lutte pour la prééminence : « Pour faire vite, on a confondu la lutte pour l'*existence* avec la lutte pour la *prééminence*, qui est un phénomène constant, se produisant dans toutes les sociétés humaines, depuis les plus civilisées jusqu'à celles qui sortent tout juste l'état de nature[2] ». L'objet de cette « lutte pour la prééminence » est de savoir qui doit faire ou non partie de la classe dirigeante. Mosca tente ainsi de dresser le tableau des qualités requises pour être dirigeant, faisant d'ailleurs explicitement référence à Machiavel :

> « Ce qui ne veut pas forcément dire qu'il s'agit des éléments les plus élevés intellectuellement et surtout moralement. Car, pour gouverner les hommes, ce qui est utile, ce n'est pas tant le sens de la justice et encore moins celui de l'altruisme, ni même l'ampleur des connaissances et la hauteur de vue, mais le fait d'être perspicace, d'avoir l'intuition perçante de la psychologie des individus et de celle des masses et surtout d'avoir confiance en soi même et une réelle force de volonté. Et ce n'est pas pour rien d'ailleurs que Machiavel attribuait à Cosme de

---

[1] « Se è agevole il comprendere che un solo non possa comandare ad una massa senza che ci sia in essa una minoranza che lo sostenga, è piuttosto difficile l'ammettere come un fatto costante e naturale, che le minoranze comandino alle maggioranze anziché queste a quelle […] Nel fatto è fatale la prevalenza di una minoranza organizzata, che obbedisce ad un unico impulso, sulla maggioranza disorganizzata. La forza di qualsiasi minoranza è irresistibile di fronte ad ogni individuo della maggioranza, il quale si trova solo davanti alla totalità della minoranza organizzata […] Cento, che agiscano sempre di concerto e d'intesa gli uni cogli altri, trionferanno su mille presi ad uno ad uno che non avranno alcun accordo fra loro », *Ibid*., p.53.

[2] « Si è, per spiegarsi in poche parole, scambiata la lotta per l'*esistenza* con quella per la *preminenza*, la quale è realmente un fatto costante, che avviene in tutte le società umane dalle più civili a quelle appena uscite dallo stato selvaggio », *Ibid*., p.30.

Médicis cette phrase fameuse que nous avons citée dans la première partie de ce travail : que les Etats en somme ne se gouvernent pas avec des *pater noster*[1] ».

La prospérité collective d'une société est d'après Mosca dépendante de l'équilibre interne à cette classe dirigeante, de sa cohésion et de sa capacité à justifier le pouvoir. Elle crée, pour se faire, des théories morales qui, pourtant trompeuses, permettent de maintenir la majorité dans l'illusion. Elles ne servent qu'à maintenir en place le principe oligarchique en vertu d'un besoin naturel de l'homme :

> « Et cela ne veut pas dire pour autant que les différentes formules politiques ne soient que de vulgaires boniments inventés exprès pour extorquer aux masses leur obéissance, et celui qui les envisagerait sous cet angle se tromperait grandement. La vérité, c'est qu'elles correspondent à un besoin réel de la nature sociale de l'homme, et que ce besoin, si universellement éprouvé, de gouverner et de se sentir gouverné, non seulement au motif d'une force matérielle ou intellectuelle, mais en vertu d'un principe moral, revêt assurément une importance pratique et réelle[2] ».

Dans cette perspective, la science politique devient l'étude et le développement de la classe dirigeante, de sa composition, de sa structure et de ses modifications. Elle a également une fonction démystificatrice, tombeuse des illusions et des pêchés démocratiques. La sociologie des élites proposée par Pareto, qui doit être mise en perspective avec sa théorie concernant l'équilibre social, se veut également leveuse de mythes. Si celle de Mosca était fortement liée aux questions institutionnelles et juridiques, la théorie de Pareto est quant à elle en lien avec les questions des dynamiques sociales et politiques[3]. Elle s'adosse, elle aussi, au postulat d'une certaine inégalité entre les hommes : « Que cela plaise ou non à certains

---

[1] « Ciò che non sempre significa che siano gli elementi più elevati intellettualmente e sopratutto moralmente. Perchè, per governare gli uomini, più del senso della giustizia e molto più dell'altruismo, e anche più della vastità delle cognizioni e delle vedute, giovano la perspicacia, la pronta intuizione della psicologia degli individui e di quella delle masse e sopratutto la confidenza in se stessi e la forza di volontà. E non per nulla poi Machiavelli metteva in bocca a Cosimo dei Medici la famosa frase che abbiamo citato nella prima parte di questo lavoro: che gli Stati cioè non si governano coi paternostri », G. Mosca, *Elementi di scienza politica*…p.459.

[2] « Ciò però non vuol dire che le varie formole politiche siano volgari ciarlatanerie inventate appositamente per scroccare l'obbedienza delle masse, e sbaglierebbe di molto colui che in questo modo le considerasse. La verità è dunque che esse corrispondono ad un vero bisogno della natura sociale dell'uomo ; e questo bisogno, cosi universalmente sentito, di governare e sentirsi governato non sulla sola base della forza materiale ed intellettuale, ma anche su quella di un principio morale, ha indiscutibilmente la sua pratica e reale importanza », *Ibid*., p.70.

[3] L'originalité de Pareto quant à la théorie des élites doit, par rapport à celle de Mosca, être relativisée. Nous ferons ici l'économie de cette discussion en renvoyant à B. Valade, *Pareto. La naissance d'une autre sociologie*, Paris, PUF, 1990, pp.283-292.

théoriciens, il est de fait que la société humaine n'est pas homogène : que les hommes sont différents physiquement, moralement, intellectuellement. Ici, nous voulons étudier les phénomènes réels. Donc, nous devons tenir compte de ce fait[1] ». Il distingue ainsi les individus faisant partie de la masse et ceux faisant partie de l'élite. Au sein de cette élite, il différencie l'élite dirigeante de la non-dirigeante. L'histoire d'une société devient l'histoire de son élite et son caractère celui de ses élites. Mais Pareto considère que l'élite d'une société ne saurait demeurer statique. Cette évolution, si elle n'était que le reflet d'une pure compétition et permettait aux individus les plus talentueux d'accéder à l'élite serait, nous indique Pareto, bénéfique. Mais s'opposent à cela des obstacles, des « attaches » qui viennent empêcher la libre circulation ascendante et descendante des élites. Un des exemples les plus flagrants à ce principe est celui de l'aristocratie, dont les enfants membres sont peu ou prou assurés de leur place future au sein de l'élite. Cela conduit à une fermeture de l'élite, qui se charge d'individus aux qualités médiocres et qui, à terme, se condamne au déclin[2]. Cette élite politique, composée de deux catégories d'individus, les renards et les lions[3], naît d'une habile exploitation des « sentiments, des idéaux et des motivations illogiques des individus », de la capacité des groupes dominants à obtenir le consensus en organisant « les idées, les sentiments des individus à l'aide de représentations collectives » par l'intériorisation des gouvernés d'un « objectif final[4] » donnant une réponse à leurs besoins et satisfaisant leurs désirs et espérances. L'idéologie, avec toute son ivresse mystificatrice, devient ici l'ennemie du réalisme. Tout comme d'ailleurs l'utopie, dont l'étude n'a pour but que la démonstration des mécanismes de production des élites.

---

[1] V. Pareto, *Traité de sociologie générale* [1917], Droz, Œuvres complètes, 1968, Paragraphe 2025, p.1293.

[2] Ce qui lui fera écrire cette célèbre affirmation : « Les aristocraties ne durent pas. Quelles qu'en soient les raisons, il est inéluctable qu'après un certain temps elles disparaissent. L'histoire est un cimetière d'aristocraties… », *Ibid*., p.1304.

[3] Pareto reprend ici la distinction opérée par Machiavel entre renards et lions. Les qualités que le florentin attribue à ces deux classes d'hommes sont en effet similaires aux qualités des types de résidus des Classes I et II distinguées par Pareto. Les hommes avec de forts résidus de Classe I (combinaisons) sont les renards : manipulateurs, innovateurs, calculateurs et imaginatifs. Ceux-là vivent de tromperie et de ruse, ont l'esprit inventif et l'amour du risque. Les hommes de la Classe II (persistance de groupe) sont les lions. Ils accordent à l'inverse beaucoup plus de valeur à des traits comme le bon caractère et le sens du devoir qu'à la pure intelligence. Ils sont les défenseurs de la tradition, les gardiens des dogmes religieux, et les protecteurs de l'honneur national. Ils préconisent l'emploi de la force pour parvenir à leurs fins.

[4] G. Busino, *Introduzione*, in *I sistemi socialisti* di V. Pareto, UTET, Turin, 1974, p.41. Cité par Ettore A. Albertoni, *Ibid*., p.154.

2. Un assouplissement de la théorie

Ce que Mongardini désigne comme étant la seconde génération de l'élitisme italien est notamment caractérisé par une remise en question de l'orthodoxie théorique héritée de ses premiers théoriciens. Cette génération ultérieure de l'élitisme italien reconnaîtra ainsi d'un côté le principe minoritaire en tant qu'il regarde l'exercice du pouvoir ; de l'autre, il soulignera l'importance des formes de consensus dans le soutien à l'exercice du pouvoir. Cet échange entre Mosca et Ferrero, à propos de la seconde édition des *Elementi di scienza politica* en 1923, nous permet de saisir au mieux cette distinction :

> « Il me semble que tu ne donnes pas encore suffisamment d'importance à ce que tu nommes la *formule politique* et que j'appelle le *principe de légitimité* des gouvernants. Tu sembles encore la considérer comme une sorte de *pia fraus* ou de mensonge conventionnel servant à justifier le pouvoir, en particulier aux yeux des masses ignorantes. Je suis quant à moi de plus en plus persuadé qu'il s'agit là d'un élément essentiel du gouvernement et que la force n'en est qu'un élément subalterne, qui n'a de réelle efficacité que si elle s'appuie sur le premier. Un gouvernement n'est vraiment un gouvernement que lorsqu'il est parvenu à persuader tous ceux qui lui obéissent qu'il a le *droit* de les commander[1] ».

Ferrero reproche ici à Mosca de s'en tenir à une conception unilatérale du pouvoir et ainsi de réduire toute idéologie à un instrument du pouvoir. Il défend quant à lui une conception circulaire du pouvoir, qui reconnaîtrait l'importance de l'idéologie dans la fabrication du consensus, nécessaire au maintien et à la légitimité de l'action politique. Les travaux de Ferrero, mais aussi ceux de Roberto Michels, témoignent en effet de la volonté de la seconde génération de l'élitisme italien de nuancer l'unilatéralisme de ses premiers représentants. Pour l'un comme pour l'autre le rapport de pouvoir ne peut se réduire à une opposition entre minorité organisée et masse ignorante. Ce rapport s'intègre à une configuration de valeurs qui orientent le procès de structuration de la société. Si cette idée est peut-être moins visible dans les travaux de Michels, célèbre pour sa loi d'airain des partis

[1] « A me pare che tu non dia ancora la necessaria importanza a quella che tu chiami la *formula politica* e che io chiamo il *principio di legittimità* dei governi. Tu sembri considerarlo ancora come una specie di *pia fraus* o di menzogna convenzionale, utile per giustificare il potere sopratutto agli occhi della massa ignorante. Io mi vado persuadendo sempre più che è la parte essenziale del governo e che la forza non è che un elemento subordinato, il quale non ha un'efficacia vera se non si appoggia al primo. Un governo non è un governo davvero, se non quando è riuscito a persuadere tutti coloro che gli obbediscono che esso ha il *diritto* di comandare », *Gaetano Mosca – Guglielmo Ferrero. Carteggio (1896-1934)*, Milano, Giuffrè, 1980, p.69. Cité par Carlo Mongardini, « Gli elitisti italiani e l'immagine del potere », in R. Conforti, V. Dini, F. S. Festa (a cura di), *Ibid.*, p.105.

politiques[1] et dont le nom lui reste attaché, il ne faudrait pas réduire la lecture de son œuvre à une simple sociologie des partis politiques. En effet, celle-ci concerne les principes d'organisation, de structuration de la vie collective, de différenciation et de division du travail, de représentation et de domination et des tendances oligarchiques inhérentes à celles-ci. La complexité de la société moderne et la forme politique qui lui est propre, la démocratie, ne sont pas chez Michels compatibles sans principes organisationnels. Mais le problème est que l'organisation ne contribue pas au développement de la démocratie. Sont contenues en elle des tendances oligarchiques qui viennent biaiser les principes représentatifs et placer les représentants hors de contrôle des représentés. Née pour réaliser la démocratie, l'organisation produit en fait une oligarchie réelle. Les sociétés modernes ne produisent donc pas davantage de démocratie mais favorisent au contraire des tendances oligarchiques. Face à elles, l'histoire est connue, Michels voyait dans les valeurs éthiques contenues dans le socialisme et dans les formes du pouvoir charismatique des moyens de lutte, de résistance. Le rapport de pouvoir ne peut donc pas uniquement s'analyser à travers la simple opposition minorités organisées/masse. Il est inséré dans un ensemble de valeurs qui guident ou doivent guider la structuration des formes sociales.

Le travail de Guglielmo Ferrero reprend et accentue le problème soulevé par Michels et les auteurs élitistes. Mais il ne s'agit pas tant d'expliquer les raisons pour lesquelles la circulation des élites est obstruée que de comprendre les principes de légitimité[2] à l'œuvre dans une société, principes qu'il considère comme les génies invisibles de la vie sociales[3]. Ce sont ces principes qui permettent de surmonter la contradiction qui structure toute forme de pouvoir, celle entre liberté humaine et nécessité de gouverner. À travers le principe de légitimité, gouvernants et gouvernés se soumettent aux idées qui sous-tendent les institutions et dont tous les membres du groupe dérivent : celles de la garantie de l'objectivité formelle de la domination et du comportement, qui permettent à l'ordre social de s'établir. L'histoire de l'Europe est d'ailleurs pour Ferrero celle de la recherche ininterrompue mais inaboutie de nouveaux principes de légitimité après la suppression des anciens par la Révolution française. Le problème du pouvoir n'est donc là encore pas réductible à l'action d'une minorité

[1] R. Michels, *Les Partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* [1911], Paris, Flammarion, 1914.
[2] Pour une présentation approfondie du principe de légitimité dans la pensée de Ferrero, nous renvoyons à D. Pacelli, *Una critica alla modernità : qualità, limiti e legittimità nell'opera di Guglielmo Ferrero*, Roma, EuRoma-La Goliardica, 1989.
[3] G. Ferrero, *Potere* [1942], Milano, Sugarco, 1981.

organisée s'en emparant, mais lié à l'existence de principes de légitimité « che nascono, crescono, invecchiano e si spengono : qualche volta divergono e cozzano. I loro cicli vitali e le loro lotte formano la trama invisibile della storia[1] ». Par conséquent, le phénomène du pouvoir est interprété d'un côté comme un processus circulaire au sein duquel la légitimité émane du bas à travers le consensus et les mécanismes de représentation qui le constituent ; de l'autre comme une action descendante par les décisions de la classe politique à sa tête. Il avait saisi que le problème fondamental n'était plus de trouver des régulations à l'exercice du pouvoir par une minorité organisée mais de construire, d'une manière ascendante, un pouvoir légitime. Convaincu de l'insuffisance du système électoral et de sa légitimité uniquement numérique, Ferrero en déplorait l'absence de fondement métaphysique et moral. La conséquence de cette faiblesse est profonde et ne pouvait déboucher que sur la chute des autorités[2].

On saisit alors la différence fondamentale entre ce que nous avons appelé le « premier élitisme » du « second élitisme » italien. Si, s'inspirant du marxisme, le premier élitisme avait mis à nu la nature minoritaire du pouvoir et ses racines historiques et transféré cette nature minoritaire d'un fait historique à un fait anthropologique, consubstantiel à la nature humaine, le second, amalgamant les deux perspectives, a lui considéré les formes de pouvoir comme des processus et a davantage recherché les correctifs que les groupes ont à disposition pour influer sur la tendance hiérarchique inhérente à toute forme d'organisation sociale. L'unilatéralisme qui pouvait par certains aspects caractériser les premiers réalistes italiens est ainsi atténué par une conception plus complexe, dont l'idée même de génies se substituant aux malins dans l'érection de l'ordre politique est révélatrice.

Mais par-delà leur diversité, les théories de l'élitisme postulent et reconnaissent comme systématique au sein de la démocratie moderne l'existence de groupes politiques intrinsèquement homogènes de par leurs finalités et en concurrence entre eux pour la conquête et la gestion du pouvoir. Elles possèdent de ce point de vue une hypothèse de recherche commune, ce qui nous autoriserait, comme le font George Lowell Field et John Higley, à les

[1] « qui naissent, croissent, vieillissent et s'éteignent : quelques fois ils divergent et entrent en collision. Leurs cycles vitaux ainsi que leurs luttes constituent la trame invisible de l'histoire », *Ibid*., p.57.
[2] C'est ce qu'il affirme dans *Memorie e confessioni di un sovrano deposto*, Milano, Fratelli Treves, 1920, p.289.

subsumer sous un paradigme commun[1]. Néanmoins, jugeant ce concept trop étroit par rapport à la réalité qu'il prétend désigner, nous lui préférons, à dessein, celui de tradition. Plus large et à la fois plus opératoire que celui de paradigme, il permet de suggérer davantage l'idée d'évolution que de rupture, d'incomplétude que de finitude.

B/ Destinées de l'élitisme et élargissement de la problématique

La tradition élitiste a connu des fortunes diverses selon ses territoires d'exportation. Les cas américains et français peuvent ici être mis en comparaison, tant ils sont différents et donc représentatifs de ses destinées diverses. C'est ainsi qu'aux États-Unis, dès les années 1930, les questions soulevées par les auteurs italiens vont trouver écho. Il faudra en revanche davantage patienter pour qu'en France, sous l'impulsion notamment de Raymond Aron et Giovanni Busino, soient pris en considération ces travaux. Ce qui permet déjà d'apporter des éléments d'explication au faible développement de la tradition réaliste sur le territoire français. En Italie en revanche, si, selon la formule de Bobbio, les classiques italiens ne sont pas de suite devenus « profeta in patria[2] », la reconstruction d'une science politique dans le second après-guerre permettra la réintroduction de certaines de leur problématique. Autant donc de destinées différentes que nous tenterons ici de reconstruire. Nous ne chercherons aucune forme d'exhaustivité mais tenterons plutôt de dessiner les perspectives nationales de recherche sur le réalisme politique en insistant sur leurs différences et leurs spécificités.

1. L'élitisme outre-Atlantique autour de la Seconde Guerre mondiale

L'influence de l'élitisme italien se fit sentir aux États-Unis au cours des années 1930, lorsqu'Arthur Livingston présenta en langue anglaise l'édition réduite du *Trattato* sous le titre *The Mind and Society* et la seconde édition des *Elementi* avec pour titre *The Ruling Class*[3]. Influence sans doute également renforcée par la présence de Robert Michels sur le sol

[1] G. L. Field, J. Higley, *Elitism*, Routledge and Keagan, London, Boston and Jenley, 1980, p.18.
[2] N. Bobbio, «Teoria e ricerca in Italia», *Il politico*, Vol.25, n°2, 1961, p.231.
[3] Ils ont été publiés respectivement en 1935 et 1939.

américain en 1927 pour y dispenser des cours à l'Université de Chicago. C'est rapporté à ce contexte qu'il faut saisir l'importance de la problématique élitiste dans l'ouvrage de Joseph A. Schumpeter, *Capitalism, Socialism and Democracy*, publié en 1942. Schumpeter n'y cite que rarement Pareto, et les noms de Mosca et Michels n'y apparaissent même pas. Nul besoin cependant de les y voir figurer pour saisir l'importance de la thématique élitiste, particulièrement dans les chapitres XXI et XXII. Schumpeter y étudie le système démocratique, qu'il voit fonctionner comme une dialectique compétitive entre groupes dirigeants et corps électoral. Ce dernier délègue le pouvoir aux dirigeants selon des règles procédurales qui permettent aux gouvernés de contribuer effectivement aux choix des gouvernants. L'économiste austro-américain opère ainsi un renversement face à la théorie élitiste classique, puisque sous sa plume l'élite pénètre la théorie démocratie comme l'une de ses composantes nécessaires. Cherchant à définir la « nature humaine de la politique[1] », il opère une intégration de la réalité de l'élitisme à la théorie démocratique. Au chapitre XXII, il écrit ainsi : « L'existence des partis et des agents électoraux (*machine politicians*) correspond tout simplement au fait que la masse électorale est incapable d'agir autrement que les moutons de Panurge et elle représente une tentative de régulariser les modalités de concurrence politique, exactement semblable aux pratiques correspondantes des syndicats de commerçants[2] ». En dépit de ce qui semble résonner comme un écho aux premières théories élitistes, Schumpeter procède en réalité à une révision des théories classiques de l'élitisme démocratique. Pour lui, le système démocratique est un univers de procédures et de garanties, capables d'assurer le renouvellement des groupes dirigeants politiques à travers la compétition politique et ouverte. Mais cette compétition reste incontestablement dominée par les groupes les plus déterminés à s'affirmer et à s'imposer dans cette course au pouvoir. La capacité de Schumpeter à refondre les théories élitistes dans une théorie démocratique semble avoir marqué les esprits de la science politique américaine. À tel point d'ailleurs que plusieurs études adouberont l'économiste comme le premier théoricien de l'élitisme[3].

Mais l'ouvrage qui explicite sans doute le plus le renvoi aux premiers théoriciens de l'élitisme est incontestablement celui de James Burnham, qui publie en 1943 *The*

---

[1] J. A. Schumpeter, *Capitalisme, socialisme et démocratie* [1942], Paris, Payot, 1983, p.337.
[2] *Ibid*., p.374.
[3] C'est notamment le cas dans l'ouvrage de Keith Graham, *The battle of democracy. Conflicts, Consensus and the Individual*, Brighton, Sussex, Wheatsheaf Book, 1986. Mais également dans l'étude de Robert R. Alford et Roger Friedland, *Powers of theory. Capitalism, the State and democracy*, Cambridge University Press, 1985.

Machiavellians et qu'Aron éditera en 1949 dans la collection qu'il dirige chez Calmann-Lévy. Peu de temps après sa rupture avec le parti trotskyste américain, le Socialist Workers Party, Burhnam avait déjà publié *The Managerial Revolution* (1941)[1]. Dans l'ouvrage qui nous intéresse ici, trois des sept parties sont consacrées aux théoriciens italiens. L'élitisme politique renvoie chez Burnham à tous les auteurs qui, dans la lignée de Machiavel, acceptent de « comprendre la théorie de la démocratie, en tant que gouvernement du peuple par lui-même, comme un mythe, une formule, une dérivation », qui « ne correspond à aucune réalité sociale véritable ou possible. Les discussions sur les mérites de cette théorie sont presque tout à fait inutiles pour éclairer les faits sociaux[2] ». C'est donc par le biais d'une plume parfois provocatrice et politiquement incorrecte que les théories élitistes se banalisent. En 1950, dans *Power and Society*, Harold D. Lasswell et Abraham Kaplan parlent pour la première fois d'une école italienne des élites à propos des théories de Mosca, Pareto et Michels[3]. Dans l'article qu'il consacre au développement de la théorie des élites, Norberto Bobbio fait d'ailleurs remonter à cette période les premiers succès de l'élitisme aux Etats-Unis[4]. Outre les travaux déjà mentionnés, on y trouve l'ouvrage de Charles W. Mills, *The Power Elite*[5] (1956), qui jouera un rôle important dans l'évolution de la science politique américaine. À mentionner enfin, la grande étude de James H. Meisel, *The Myth of the Ruling Class*, publiée initialement en 1958. Dans la seconde édition publiée quatre ans plus tard, il en appellera, dans un contexte de Guerre Froide, aux théories de l'élite, en des termes presque prophétiques : « A spectre is haunting the Century of the Common Man – the spectre of the Elite. The two powers of the world have entered into an unholy alliance to exorcise this spectre : Eastern Communists and Western Democrats are of one mind about this matter… It is high time that the new school proclaims its aims and meets this nursery tale of the Spectre with a Manifesto of the Elite itself…[6] ».

---

[1] Pour une analyse approfondie du contexte de création de l'œuvre de Burnham, nous renvoyons à l'article de Joseph Romano, « James Burnham en France : l'import-export de la « révolution managériale » après 1945 », *Revue française de science politique*, Volume 53, n°2, avril 2003.
[2] J. Burnham, *Les machiavéliens. Défenseurs de la liberté* [1943], Paris, Calmann-Lévy, 1949, p.255.
[3] H. D. Lasswell, A. Kaplan, *Power and society. A Framework for Political Inquiry*, New Haven, Yale University Press, 1950.
[4] N. Bobbio, « Elites, Teoria delle », *Dizionario di politica*, diretto da Norberto Bobbio e Nicola Matteucci, Torino, UTET, 1976, pp.362-369.
[5] C. W. Mills, *The Power Elite*, Oxford University Press, 1956.
[6] James H. Meisel, *The Myth of the Ruling Class. Gaetano Mosca and the "Elite"*, préface à l'édition de 1962, The University of Michigan, 1980, p.1.

Dans ce contexte de début de Guerre Froide, la science politique américaine se sensibilise à la problématique élitiste. Bien que sensiblement modifiée, elle a le mérite d'introduire dans le débat scientifique une réflexion sur les fondements minoritaires du pouvoir et sur les mystifications véhiculées par les idéologies. Et ce d'autant plus dans un pays où le mythe démocratique est particulièrement prégnant. Même si l'unité et la cohérence affichées de « l'école élitiste » tiennent beaucoup d'une reconstruction *a posteriori*, ce pourquoi nous lui préférons le terme de tradition, les influences méthodologiques et théoriques qu'elle a pu exercer sur le champ disciplinaire y ont été promptes à se faire sentir.

2. Le réalisme dans l'Italie de l'après-guerre

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les étendards de la science politique italienne vont avoir l'occasion de se déployer. En effet, face aux difficultés éprouvées par le passé à se développer, elle va tenter de prendre sa revanche sur les accusations dont elle a fait l'objet. Ainsi, elle tentera d'affirmer avec force son caractère réaliste, scientifique et empirique face aux traditions idéalistes et idéologiques. Bruno Leoni, l'un de ses acteurs majeurs, cherchera ainsi à la doter de la capacité à résoudre l'ensemble des problèmes politiques émergents quotidiennement, loin des préoccupations idéologiques[1]. C'est à nouveau chez Bobbio que l'on trouve les analyses les plus pénétrantes de cette articulation entre science du politique et réalisme à cette période. Dans ses *Saggi sulla scienza politica*, Bobbio rappelant que « le scienze sociali, di cui la scienza politica è una parte », tendaient à refleurir « nei momenti di vuoto ideologico[2] ». Il distinguait alors trois formes de réalisme qui devaient inspirer les sciences sociales face à la politique des faux idéalistes :

- la version conservatrice, selon laquelle faire de la science politique signifie simplement opposer le passé à toute forme d'utopisme. La pensée scientifique vient ici se poser comme l'antithèse de la pensée utopiste. Dans cette version la science du politique s'arme d'une fonction qui vise à la conservation politique : l'utopie est la science erronée des révolutionnaires. La mission de la science politique est alors de

[1] B. Leoni, *Il nostro compito*, « Il Politico », volume 15, n°1, 1950, pp. 5-9.
[2] N. Bobbio, *Saggi sulla scienza politica in Italia*, Bari, Editori Laterza, 1969, p.8.

libérer les individus du mirage révolutionnaire et de les induire à accepter le système en place.

- La version révolutionnaire, à laquelle revient la tâche de dévoiler les arcanes du pouvoir ; ce réalisme cherche à dévoiler les forces réelles qui sont à l'œuvre dans la société et les idéologies dont se servent les dirigeants pour empêcher les transformations de la société. Il est la version inverse de la première.

- Enfin, une dernière déclinaison, que Bobbio définit comme « riformistica o illuministica ». Elle parvient simultanément à se tenir éloignée de la tentation de l'évasion utopique et des couvertures idéologiques, mais refuse également d'accorder à la science une valeur sociale absolue.

Cette distinction entre les différents usages par les sciences sociales du réalisme permet à Bobbio de préciser que le vide idéologique mentionné avait été rempli dans l'après-guerre par sa version « riformistica ». En d'autres termes, cela signifie que l'idée d'un renouvellement des sciences sociales tirait sa force et son espoir de la conviction selon laquelle la société civile, par l'exercice d'une politique rationnelle, pouvait être domestiquée et guidée à raison. Le succès de cette opération aurait d'ailleurs dû constituer pour Bobbio une véritable démonstration de la démocratie, preuve de la jonction s'opérant alors entre espérances démocratiques et nécessités du réalisme.

Le chemin menant à l'expansion de la science du politique n'a cependant, une fois de plus, pas été dénué d'obstacles. Alors qu'à la fin du siècle précédent la discipline s'était heurtée à l'intransigeance disciplinaire et idéologique de la science juridique, les années cinquante sont marquées par un rejet de la politique, considérée comme une composante d'ajustement, provisoire et indexée à d'autres facteurs plus pertinents dans l'explication de la réalité et de l'histoire[1]. Cette vision de la politique s'est en outre nouée à des considérations anti-empiriques et fortement idéologisées : « n'importe quel projet anti-idéologique, anti-utopique », semblait « totalement hors de propos dans les années Cinquante » et, précisément pour cette raison, « il ne pouvait y avoir de place pour une discipline empirique, d'autant

[1] Telle est la description qu'en donne Lorenzo Ornaghi dans *Scienza della politica*, Milano, Jaca Book,, 1992, p.21.

qu'elle prétendait démanteler les programmes d'action soutenus par la classe politique, au nom d'une analyse des rapports entre les fins et les moyens et de l'action individuelle[1] ». Cet après-guerre, qui fait également suite à la chute du fascisme, semble correspondre à un besoin de renouvellement idéologique et de réponses immédiates, « toutes faites », à des problèmes complexes. Cette configuration a fait le beau jeu des idéalismes et des idéologies. Bobbio, dans son article *Teoria e ricerca in Italia*[2], insiste d'ailleurs sur ce climat :

> « Ce fut le temps des programmes, et non de la recherche. Les politiciens étaient pressés de parvenir à des conclusions […]. En observant le panorama des études politiques pendant ces années là, on voit surtout s'affirmer trois courants de pensée politique avec des intentions prescriptives : le marxisme, le socialisme-libéral, le christianisme social. L'analyse de la société est souvent un prétexte pour construire des programmes d'action politique[3] ».

En contrepartie à cette entreprise d'idéologisation de la science du politique, s'est fait ressentir par certains de ses acteurs le besoin d'une approche « modérée » de la politique. Ce besoin a été rempli par l'approche réaliste, dans sa version « riformistica », qui s'est parée des habits du « moderatismo politico » consistant dans l'adoption d' « un abito razionale nella condotta e quindi lontano dalle passioni che alimentano i pregiudizi e gli opposti fanatismi », constatant directement les faits dans leur plus pure naturalité[4]. L'approche réaliste, s'appuyant sur une certaine fatigue idéologique, est donc apparue comme une neutralité nécessaire, adoptant la « posizione di chi preferisce l'evoluzione graduale, vuole evitare il passo più lungo della gamba[5] ». À partir de cette lecture, Bobbio pouvait interpréter la renaissance de la discipline comme la fin du conflit idéologique qui avait marqué l'immédiat après-guerre, anticipant par-là sur la littérature concernant la fin des idéologies : « Je pense qu'il est juste de

---

[1] «… qualunque progetto anti-ideologico, anti-utopistico, e magari con intenti politici riformisti », résultait « sostanzialmente estraneo agli anni Cinquanta », et, précisément pour cette raison, « non vi poteva essere spazio per una disciplina empirica che per di più pretendeva di rivedere le bucce a tutti i programmi d'azione, sostenuti dalla classe politica, in quanto si definiva come analisi del rapporto mezzi/fini e dell'azione dell'individuo », L. Morlino, « La scienza politica italiana, tradizione e realtà », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, Vol. 21, n°1, 1991, pp.91-124.

[2] N. Bobbio, «Teoria e ricerca in Italia», *Il politico*, Vol.25, n°2, 1961, pp.215-233.

[3] « Fu tempo di programmi, e non di ricerca. I politici avevano fretta, e volevano concludere […]. Chi guardi il panorama degli studi politici in quegli anni, vede soprattutto espandersi tre correnti di pensiero politico con intenti prescrittivi, il marxismo, il socialismo liberale, il cristianesimo sociale. L'analisi della società è spesso un pretesto per costruire programmi d'azione politica », *Ibid*., p.217.

[4] « d'un costume rationnel dans sa conduite et par conséquent éloigné des passions qui alimentent les préjudices et les phantasmes opposés », *Ibid*., p.218.

[5] « la position consistant à privilégier l'évolution graduelle et cherche à éviter les grandes enjambées », *Ibid*., p.218.

dire que même en Italie la nouvelle orientation de la science empirique de la politique a coïncidé avec la diminution de la fièvre politique et idéologique des premières années de l'après-guerre[1] ». C'est dans ce contexte que les réalismes de Mosca et Pareto furent réhabilités, dans cette période où « se sont progressivement étiolées les idéologies qui avaient dominé dans notre pays dans la décennie qui avait suivi la reconstruction laborieuse et manquée de la société civile[2] ». Mais cette difficile victoire de la neutralité dans l'étude du politique relève en réalité d'un acte politique : « malgré la neutralité proclamée de la science politique, en dépit d'une prétention à l'objectivité et bien qu'elle déclare avec orgueil ne servir aucun chef », un tel déploiement constitue « un fait éminemment politique[3] ». Le rejet du socialisme réel, mis en parallèle avec la volonté de modernisation de la société italienne, ont favorisé la réhabilitation de l'étude réaliste du politique :

> « Le rappel aux faits, l'invitation à se méfier raisonnablement des idéaux trop élevés ou des théories trop parfaites, qui avaient fait écran à la compréhension de ce qui se passait réellement, furent dans ces années là la conséquence naturelle de la crise des idéologies dominantes et cela alla de pair avec la conviction, de plus en plus nette, qu'une longue période d'abstinence idéologique était absolument nécessaire[4] ».

La science du politique italienne, bien qu'encore relativement peu développée, s'est donc ancrée du côté du réalisme et par une relecture, certes quelque peu tardive, des classiques italiens[5]. Au sortir de la guerre, un espace se crée donc pour qu'une étude réaliste

---

[1] « Credo sia lecito affermare che anche in Italia l'inizio del nuovo corso della scienza empirica della politica abbia coinciso con la diminuzione della febbre politica e ideologica dei primi anni dopo la liberazione », *Ibid*., p.218.

[2] « Andavano via via logorandosi le ideologie che avevano dominato nel nostro paese nel primo decennio dopo la faticosa e mal riuscita ricostruzione di una convivenza civile », N. Bobbio, *Saggi sulla scienza politica in Italia*, Bari, Editori Laterza, 1969, p.8

[3] « Nonostante la conclamata neutralità della scienza politica, ad onta della sua pretesa di essere oggettiva e del suo vanto di non servire nessun padrone », N. Bobbio, *Saggi*…, p.13.

[4] « Il richiamo alla lezione dei fatti, l'invito a una ragionevole diffidenza verso gli ideali troppo eccelsi o verso le teorie troppo perfette, che avevano fatto da schermo alla comprensione di quel che stava realmente succedendo, furono in quegli anni la naturale conseguenza della crisi delle ideologie dominanti e andarono di pari passo con il formarsi della convinzione che fosse necessario un lungo periodo di astinenza ideologica », *Ibid*., p.14.

[5] Gianfranco Sartori tirait pourtant en 1961 un bilan moins optimiste : « Se Mosca è uno dei padri fondatori della scienza politica, l'Italia può vantarsi di essere il paese nel quale la scienza politica è meno coltivata, il solo paese di un certo rango culturale nel quale esiste una sola cattedra di scienza politica e nessun professore di ruolo della materia. E se la sociologia italiana è in ripresa, il settore nel quale questa rinascita è più stentata (*laborieuse*) è proprio quello che si richiama ai nomi di Pareto e di Michels : la sociologia politica », G. Sartori, « Una disciplina derelitta : la sociologia politica », *Rassegna Italiana di Sociologia*, Volume 2, n°2, 1961, p.159.

et neutre du politique soit possible. Si c'est en grande partie autour de la théorie des élites que celle-ci a pris corps dans la pensée politique italienne, les noms des fondateurs sont désormais convoqués tant par les théoriciens de la démocratie que par ceux lassés du conflit idéologique qui a miné la discipline. La problématique du réalisme prolonge son imprégnation de la science du politique italienne, imprégnation motivée au titre d'un renouvellement disciplinaire et de l'idée de réforme.

3. Figures italiennes : Maranini - Sartori - Miglio

Outre la figure déjà évoquée de Norberto Bobbio et de Bruno Leoni, trois auteurs vont, dans l'après-guerre italien, contribuer à l'enrichissement de la tradition du réalisme politique. En premier lieu Giuseppe Maranini (1902-1969), dont la célébration posthume fait suite à une longue période durant laquelle son nom a été oublié par les historiens de la science politique. Il a fallu attendre le milieu des années quatre-vingt-dix et l'ouvrage d'Alessandro Campi pour reconnaître la place de Maranini dans la tradition du réalisme politique[1]. Le caractère quelque peu tardif de cette reconnaissance aurait là encore ses gènes dans le contexte intellectuel de l'après-guerre. Angelo Panebianco, dans la préface qu'il a donnée à l'ouvrage de Maranini, *Storia del potere in Italia. 1848-1967*, est revenu sur ce point[2]. Dans une culture idéaliste comme celle de l'Italie à cette époque, écrit-il, ne pouvait qu'être difficilement apprécié un auteur qui, refusant de faire référence aux valeurs, considérait uniquement les mécanismes organisationnels et institutionnels de la vie collective. Son anti-idéalisme n'était de plus pas toléré par l'intelligentsia de l'époque, qu'elle soit d'obédience catholique ou marxiste[3]. Quant à la classe politique, elle ne pouvait que réserver le plus froid accueil au premier auteur à avoir donné à la formule « partitocratie » sa teneur polémique et scientifique.

---

[1] A. Campi, *Modelli di storia costituzionale in Giuseppe Maranini*, Antonio Pellicani, Roma, 1995. Il soutient que Maranini, « con Bruno Leoni, Norberto Bobbio e Giovanni Sartori egli deve essere considerato uno dei principali artefici della politologia italiana del dopoguerra » et du « realismo politico », pp. 40-41. Campi a également proposé une réflexion plus vaste sur le réalisme politique à travers la littérature du 20ème siècle dans son ouvrage *Schmitt, Miglio, Freund. Figuri e temi del realismo politico europeo*, Akropolis – La Rocia di Erec, Firenze, 1996.

[2] A. Panebianco, *Prefazione*, in G. Maranini, *Storia del potere in Italia. 1848-1967* [1967], *Corbaccio*, Milano, 1995.

[3] A. Panebianco, *Prefazione*, pp. I-X.

Cette reconnaissance tardive ne doit cependant pas masquer l'importance de son apport à la tradition italienne de l'étude du politique. Tributaire de la tendance disciplinaire à opter pour une approche réaliste de la politique, toute son œuvre témoigne d'un constant intérêt pour les transformations du pouvoir et ce, au croisement de l'histoire des institutions, du droit constitutionnel et de la science politique inspirée par Mosca. On relève dans ses premiers écrits, *La costituzione di Venezia dalle origini alla serrata del Maggior Consiglio*, la présence de cette orientation théorique[1]. Ainsi, dans le premier volume sur la commune de San Marco, Maranini avait déjà tracé le programme d'une nouvelle science constitutionnelle que, dans le second volume de 1931, il développera à la lumière d'une relecture de l'œuvre de Mosca. Cette science politique, bien distincte du droit et de la philosophie, devra étudier « con attenta e spregiudicata indagine sociale e storica la vera, concreta, intrinseca natura del fenomeno politico[2] ». On retrouve également dans *Classe e Stato nella rivoluzione francese*, publié en 1935, la même ambition machiavélienne. Dans la préface à la seconde édition de l'ouvrage, en 1952, il aura d'ailleurs ce commentaire sur son œuvre :

> « Au fond toute ma problématique tend continuellement à revenir au concept de régime politique. Les problèmes historiques tendent pour moi à se poser en des problèmes de droit constitutionnel ; et les problèmes de droit constitutionnel en des problèmes de science politique. Les abstractions des philosophes et des juristes offrent de précieux instruments mais représentent aussi souvent des filtres infranchissables qui empêchent toute compréhension concrète de la vie commune. Mais aujourd'hui, partout dans le monde, Nicolas Machiavel, Gaetano Mosca et Vilfredo Pareto commencent à faire quelques émules[3] ».

Le travail de Giuseppe Maranini est important en ce que « sa réflexion constitue un « pont » entre la « vieille » discipline théorisée par Mosca et la « nouvelle » génération de politologues menée par Giovanni Sartori », mais également « parce que sa recherche peut être

---

[1] G. Maranini, *La costituzione di Venezia dalle origini alla serrata del Maggior Consiglio*, La Nuova Italia, Venezia, 1927.
[2] *Ibid*., p.20.
[3] « In fondo tutta la mia problematica tende a un orientamento attraverso un continuo ritorno al concetto del regime politico. I problemi storici tendono per me a puntualizzarsi come problemi di diritto costituzionale ; e i problemi di diritto costituzionale come problemi di scienza politica. Le astrazioni dei filosofi e le astrazioni dei giuristi offrono strumenti preziosi, ma spesso anche costituiscono invalicabili diaframmi che impediscono ogni concreta comprensione dei fenomeni della vita associata. Ma oggi, nel mondo, Nicolo Machiavelli, Gaetano Mosca, Vilfredo Pareto incominciano ad avere qualche scolaro », G. Maranini, *Classe e Stato nella rivoluzione francese* [1935], Prefazione alla seconda edizione [1952], Firenze, Vallecchi, 1964, p.13.

située dans la continuité du courant continental du « réalisme politique »[1]». Cette nouvelle génération de « réalistes » s'est donc incarnée, notamment, autour de la personne de Giovanni Sartori. En 1957, celui-ci publie un ouvrage important, *Democrazia e definizioni*[2], dont la traduction anglaise suivra cinq ans plus tard, sous le titre *Democratic Theory*. Cet ouvrage n'est pas une simple contribution à la théorie des élites. Il essaie, après le retour de l'Italie à un régime de libertés populaires, d'y analyser la réalité effective de la démocratie et le rapport, complexe, entre démocratie possible et élites nécessaires. Relisant Schumpeter, il adopte lui aussi une définition procédurale de la démocratie, définie comme un système institutionnel permettant d'arriver à des décisions politiques par l'intermédiaire de certains individus qui acquièrent le pouvoir à travers une lutte compétitive pour le vote populaire[3]. Sartori affirme là encore la compatibilité entre théorie des élites et démocratie, le problème étant de faire coïncider participation populaire et modes de formation et de sélection des dirigeants. Cet ouvrage s'inscrit dans la fonction que Sartori a, dans un article de 1967, clairement assigné à la science politique : « la scienza politica è chiamata a dare un impulso decisivo, e non surrogabile [remplaçable], alla necesseria modernizzazione della cultura politica italiana[4] ». La science politique doit, dans cette optique, participer à l'effort national à travers une « nécessaire modernisation », sans pourtant que Sartori n'en explicite davantage les contours. Quelques années plus tard, à l'occasion de la publication de son *Antologia di scienza politica*, en 1970, il n'hésite pas à s'en prendre à la collusion entre philosophes et sociologues, épris de velléités révolutionnaires :

> « En fin de compte, on a donc aujourd'hui l'impression que notre culture politique est majoritairement alimentée par les « philosophies socialisantes » : un mélange varié de philosophèmes, idéologie et sociologie. À mes yeux, la mixture est horrible ; mais elle prend tout son sens si l'on considère que dans nos mégalopoles nous nous sentons de plus en plus « impuissants » et que, si l'alternative d'un savoir opératoire fait défaut, il ne nous reste plus que cet ersatz exaltant pour éliminer la frustration philosophique par la frustration sociologique (et réciproquement) en les combinant l'une l'autre. En tout état de cause, tout le monde sait protester et dénoncer, et sait même quelle ville idéale il voudrait ; mais personne ne sait *que* faire ni *comment* faire. A ce stade, seule la facilité

[1] « La sua riflessione costituica un « ponte » tra la « vecchia » disciplina teorizzata da Mosca e la « nuova » generazione di politologi capeggiata da Giovanni Sartori », mais également « perché la sua ricerca possa essere linearmente ricondotta all'interno del filone continentale del « realismo politico », D. Paliano, *Ibid*., pp.135-136.
[2] G. Sartori, *Democrazia e definizioni*, Bologna, Il Mulino, 1957.
[3] *Ibid*., p.338.
[4] G. Sartori, « La scienza politica », *Il politico*, Vol. 32, n°4, 1967, p.699.

révolutionnaire nous est d'une quelconque aide : d'abord détruire, et voir ensuite[1] ».

La condamnation du révolutionnarisme au nom du réalisme est ici exemplaire. Le rapprochement de l'élitisme avec les aspirations démocratiques ne signifie aucunement, on le voit, l'acceptation de l'extrémisme politique. En tout cas de l'extrémisme « de gauche », comme le montre bien l'évocation de la personne de Gianfranco Miglio (1918-2001). Car celui-ci, s'il est à n'en pas douter une des figures du réalisme politique italien contemporain, a également été élu au Sénat en tant que membre de la populiste Ligue du Nord entre 1990 et 1994. En 1988, la publication de *Regolarità della politica*, recueil d'une quarantaine d'années de travaux, a permis à Miglio de revenir sur les étapes de son parcours scientifique et intellectuel[2]. Héritier de la méthode machiavélienne, la recherche de Miglio se focalise sur le noyau central de la politique. Plus précisément, elle étudie l'émergence, au-delà de la forme étatique et à l'intérieur de celle-ci, de l'élément politique, avec la radicalité et l'originalité qui le distingue. Voisine de la théorie des essences telle que la développera Julien Freund, cette démarche vise à la découverte de la spécificité de la politique, imperméable et irréductible à tout formalisme. Ce noyau dur renvoie à ce qui résiste à l'impact humain, à son inertie et à son imperméabilité ; il nous met face à une réalité difficilement conciliable avec nos désirs et principes à partir desquels nous voudrions colorer l'agir humain. En considérant que derrière toutes les relations institutionnelles se cachent conflits et enjeux de pouvoir, Miglio a apporté sa pierre à l'édifice de la science politique italienne et a avivé l'intérêt des théoriciens et philosophes de la politique. Son œuvre a d'ailleurs constitué pour certains un antidote aux triomphes de la raison économique et aux théories sur la fin de l'histoire qui commençait à germer outre-Atlantique et sur lesquelles nous aurons à revenir. En liant la conflictualité de la politique à la nature humaine, le travail de Miglio pouvait servir à démontrer le caractère proprement idéologique des représentations a-conflictuelles de la politique. Certains auteurs

[1] « Alla resa dei conti si ha quindi l'impressione che, oggi come oggi, la nostra cultura politica finisca per essere alimentata sopratutto dalle « filosofie sociologizzanti » : un vario impasto di filosofemi, ideologismo e sociologismo. A mio modo di vedere, l'intruglio è orrendo ; ma è pieno di senso se si considera che nelle nostre megalopoli ci sentiamo sempre più « impotenti », e che se manca l'alternativa di un sapere operativo non resta che l'esaltante surrogato di elidere la frustrazione filosofica con la frustrazione sociologica (e viceversa) ricombinando le due cose assieme. Sia come sia, oggi tutti sanno protestare e denunziare, e magari sanno anche qual è la città ideale che vorrebbero ; ma nessuno sa *cosa* e *come* fare. A questo punto soccorre solo il facilismo rivoluzionario : prima si distrugge, poi si vedrà », G. Sartori, « Per una definizione della scienza politica », in *Antologia di scienza politica*, Bologna, Il Mulino, 1970, pp. 25-26.

[2] G. Miglio, « Considerazioni retrospettive », in *La regolarità della politica*, Giuffrè, Milano, 1988, pp. 17-75.

proches du marxisme lui ont également rendu hommage pour avoir sorti l'histoire de l'État moderne de sa vision apologétique[1].

Aussi diverses soient elles, les œuvres de Maranini, Sartori et Miglio témoignent du renouvellement disciplinaire qui s'ouvre avec les ambitions démocratiques de l'Italie. Elles accompagneront également le renouvellement idéologique qui conduira peu à peu le parti communiste italien et l'Église catholique à perdre de leur influence. La tradition réaliste de l'étude du politique y apparaît comme un moyen d'échapper aux idéologies qui ont mené à la guerre et aux totalitarismes. Opératoire et au service des projets réformateurs, elle s'affirme d'autant plus face aux extrémismes, qu'ils sont teintés de marxisme et de millénarisme. À mesure donc que la tradition réaliste s'est développée, ses affinités avec un rejet de toute forme de politique radicale se sont aiguisées.

II – Quelle diffusion dans l'hexagone ?

L'exportation des problématiques du réalisme politique sur le sol français a été plus lente et bien moindre qu'aux États-Unis. La faute en est, en partie, à la reconnaissance tardive des travaux des classiques italiens qui ont longtemps été laissés de côté. Il faudra en effet attendre les œuvres de maturité de Raymond Aron pour qu'une tradition réaliste s'implante et que, par la suite, Julien Freund s'y insère. La spécificité hexagonale sur ce sujet réside dans la voie médiane qu'elle dessinera entre une conception dure du réalisme et le rejet de toute tentation irénique et consensuelle.

[1] C'est par exemple le cas d'Antonio Negri, qui considère cette historiographie comme bien plus pénétrante que celle qui va de Croce à Gramsci. A. Negri, *Macchina tempo. Rompicapi, liberazione, costituzione*, Feltrinelli, Milano, 1982, p.141.

A/ Autour de Raymond Aron

La place qui revient à Aron dans l'apparition d'une tradition réaliste en France est celle de précurseur. Tant par le rôle qu'il a joué dans la reconnaissance du travail de Pareto, ses positions par rapport au réalisme américain que par sa propre conception du réalisme, la place qui lui revient ici est évidente. Mais c'est avant tout par une rapide sociogenèse de son œuvre qu'il nous faut entamer cette étude. Car là aussi, il semble s'agir d'une conversion au réalisme à partir de quelques épisodes biographiques désenchanteurs.

1. Désillusions et expériences de l'Histoire

L'on peut effectivement, comme le propose Alessandro Campi, relire une partie de la trajectoire biographique d'Aron à la lumière de sa conversion au réalisme[1]. Dans ses *Mémoires*, il reviendra d'ailleurs sur les origines de cette disposition, qu'il fait remonter au voyage d'étude qu'il effectue en Allemagne entre 1930 et 1933, au moment de la montée de violence nazie : « Quant à moi, j'avais franchi une étape dans mon éducation politique – une éducation qui durera aussi longtemps que mon existence elle-même. J'avais compris et accepté la politique en tant que telle, irréductible à la morale ; je ne cherchais plus, dans des propos ou par des signatures, à donner la preuve de mes bons sentiments[2] ». Semblent ainsi s'être conjugués découverte de la politique et désillusion, désenchantement. Aron a, de ses propres dires, abandonné ses illusions pacifistes et moralistes à la vue d'une démocratie parlementaire en déliquescence, attaquée en ses extrêmes par l'extrême droite et l'extrême gauche. L'observation de cette forme de violence inédite et irrationnelle l'a ainsi poussé vers les froideurs de l'analyse dépassionnée. Son cheminement vers le réalisme est celui de la douloureuse conversion d'un idéalisme juvénile à une prise de conscience par un événement fondateur. La seconde expérience d'Aron ayant favorisé sa conversion au réalisme est la Seconde Guerre mondiale, qu'il passe à Londres comme journaliste, auprès des acteurs de l'Histoire :

---

[1] A. Campi, « Raymond Aron e la tradizione del realismo politico », *Studi Perugini*, Anno IV, Numero 8, 1999, pp. 217-232.
[2] R. Aron, *Mémoires*, Julliard, 1983, p.79.

> « L'exil accentue les traits les plus déplaisants de la politique : pullulement des intrigues, propos rapportés, inimitiés couvertes, rapprochements superficiels. Les controverses portent sur l'avenir, sur les possibles. L'expérience de Londres aurait dû représenter la dernière étape de mon éducation politique. Elle le fut en un certain sens puisque, pour la première fois, j'approchais les hommes qui font la politique. Je n'en acceptais que progressivement la leçon[1] ».

Cette expérience se traduira par une volonté marquée de se maintenir à distance de toute affiliation politique[2]. C'est donc à travers ces situations de détresse historique qu'Aron semble s'être forgé une sensibilité réaliste dans la lecture de la politique, au contact des luttes et de l'Histoire. Il a cependant rapidement cherché à lui donner une légitimité scientifique et livresque et ce, à travers la publication en 1938 de sa thèse de doctorat, *Introduction à la philosophie de l'histoire*, soutenue en Sorbonne le 18 mars 1938. Lors de la soutenance, répondant aux remarques de Paul Fauconnet, il dira ainsi : « Théorie de la connaissance historique, mon livre est en même temps introduction à la science politique. Il invite à renoncer aux abstractions du moralisme et des idéologies pour chercher à déterminer le contenu véritable des choix possibles qui sont limités par la réalité même[3] ». Sont donc contenus, à l'orée de son œuvre, les éléments qui allaient par la suite permettre à Aron de développer sa propre conception du réalisme.

2. Contre les excès du réalisme

La reconstruction intellectuelle du réalisme aronien implique, en suivant là encore Campi[4], de prendre pour point de départ la critique qu'il fait de cette tradition de pensée. Celle-ci peut être décelée à plusieurs niveaux. Le premier niveau de critique doit être relevé dans ses travaux sur la pensée de Machiavel. Dans *Machiavel et les tyrannies modernes*, Aron, à partir d'une reconstruction de la conception réaliste de la politique élaborée par le florentin, prend position contre le machiavélisme doctrinal[5]. Ce machiavélisme, dans sa version moderne, revêt le sens d'une technique du pouvoir et de sa conquête, un instrument de manipulation et de propagande, une manière amorale et uniquement instrumentale d'entendre

[1] *Ibid*., p.193.
[2] A l'exception notable de son engagement dans les rangs du RPF entre 1947 et 1951.
[3] Rapporté par Nicolas Baverez, *Raymond Aron. Un moraliste au temps des idéologies*, Flammarion, 1993, p.133.
[4] A. Campi, *Ibid*. , p.222.
[5] R. Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes* [1940], Éditions de Fallois, 1993.

la politique. Le machiavélisme doctrinal est selon Aron une forme dégénérée et pathologique du réalisme, un pessimisme réduit au cynisme et dépourvu de toute morale. Plus qu'une méthode d'analyse, cette caricature de réalisme est un appauvrissement du politique, réduit autour du triptyque violence, astuce et propagande. Aron se démarque ainsi clairement des partisans du cynisme ou du réalisme intégral, ce qui lui permet de dégager sa conception du réalisme telle qu'il la formulera dans son programme méthodologique : « La sociologie politique, telle que je voudrais la pratiquer […] ne sera pas liée non plus à la philosophie machiavélienne ou historiciste. Le machiavélisme qui voit l'essence de la politique dans la seule lutte pour le pouvoir est une philosophie partielle, qui tend à se contredire elle-même comme toutes les philosophies sceptiques[1] ».

C'est dans cette critique du réalisme intégral qu'il faut situer le rapport, évolutif, d'Aron à la sociologie de Pareto[2]. Dans son *Machiavel et les tyrannies modernes*, Aron est revenu sur ce qui distingue son réalisme de celui de l'italien[3]. Il lui reproche d'accorder à la violence une fonction sociale indispensable à l'ordre social :

> « Dans le *Traité de sociologie*, où aucun jugement de valeur n'est explicitement formulé, le parlementaire n'est pas condamné en tant que tel, le spéculateur et le politicien rusé peuvent avoir leur utilité, comme le chef violent ou le soldat. Mais la violence, celle de l'élite, celle des classes inférieures, sont immédiatement légitimes parce qu'elles contribuent à assurer l'équilibre social. À la violence, on n'attribue pas, romantiquement, une valeur éthique supérieure, mais on la présente comme une réalité permanente qui remplit une fonction sociale indispensable[4] ».

---

[1] R. Aron, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1965, p.50.

[2] Mise en quarantaine, l'œuvre de Pareto n'a été que tardivement reçue en France. Malgré les efforts de son ancien élève Georges-Henri Bousquet, auteur dès 1928 d'une biographie de Pareto, l'œuvre du transalpin est marginalisée. Aron lui-même, lui reconnaissant pourtant une place de choix dans *Les étapes de la pensée sociologique* de 1967, n'hésitait pas en 1937 à juger sévèrement la sociologie parétienne et à en faire une justification du fascisme (dans le *Zeitschrift für Sozialforschung*, reproduit in *Revue européenne des sciences sociales*, XVI, 1978, n°43, pp.5-33). Peut-être est-ce en raison de l'inimitié que lui vouait Célestin Bouglé qui, raconte Aron, ne supportait pas que ce nom soit prononcé devant lui. Un peu plus tard, c'est Georges Gurvitch qui, dans ses *Études sur les classes sociales*, déclarait que la sociologie de Pareto avait été « bien entendue par le fascisme italien » (G. Gurvitch, *Études sur les classes sociales*, Éditions Gonthier, 1966, p.131). C'est en partie par la création, en 1963, des *Cahiers Vilfredo Pareto* par Giovanni Busino que les études parétologiques se développeront. Le même Busino entreprendra d'ailleurs la même année l'édition des œuvres complètes de Pareto. Pour un panorama complet de la réception de l'œuvre de Pareto en France, nous renvoyons à l'article de Giovanni Busino, « La destinée de la sociologie parétienne en France », *L'année sociologique*, Volume 41, 1991, n°3, 1991, pp.205-227.

[3] R. Aron, *Machiavel et les tyrannies modernes*, Éditions de Fallois, 1993, pp.110-122.

[4] *Ibid*., p.116.

Cette conception de la violence peut, nous dit Aron, déboucher sur une forme de cynisme :

> « En effet, s'il veut agir logiquement, il sera nécessairement machiavélique, c'est-à-dire qu'il emploiera les moyens que l'expérience relève efficaces pour atteindre les fins, c'est-à-dire la violence et la ruse, et en particulier, il utilisera les religions et les systèmes qu'au fond de lui-même il méprise. En d'autres termes, élargissant l'idée du mythe qui indique un but inaccessible mais aide à atteindre un autre but très positif, il tiendra *la technique de l'action psychique pour l'art royal du gouvernement*[1] ».

La position d'Aron a, avec le temps, sensiblement évolué. En 1963, il reconnaissait que sa sociologie constituait une critique pertinente du « rationalisme métaphysique au nom du rationalisme expérimental et, d'une certaine façon, pragmatique. Le rationalisme de Pareto est aussi une critique de l'illusion rationaliste en psychologie », et « Pareto est un de ces penseurs qui se définissent en grande partie par leurs ennemis, c'est un homme qui pense contre[2] ». Dans *Les étapes de la pensée sociologique* de 1967, Aron est revenu sur son premier écrit de 1937 : « Dans un article écrit il y a presque trente ans, je l'ai moi-même accusé d'avoir donné une idéologie ou une justification du fascisme. Mais c'était en 1937, à une époque où les passions qui nous agitaient étaient différentes de celles d'aujourd'hui[3] ». Aron semble s'être converti à la prose parétienne avec le poids des années : « Pareto est un isolé, et, en vieillissant, je me sens proche des « auteurs maudits », même s'ils ont partiellement mérité la malédiction qui les a frappés. De plus, le cynisme parétien est entré dans les mœurs[4] ». Aron, par ce qui s'apparente à une forme de fatalisme, en est revenu de son jugement de 1937. Il fait alors de Pareto l'un des auteurs classiques de la sociologie, qu'il situe, dans la chronologie de l'ouvrage, entre Émile Durkheim et Max Weber.

La seconde confrontation d'Aron avec la tradition réaliste concerne son travail sur la théorie des relations internationales. Face à la *realpolitik* soutenue par l'un des plus fameux de ses représentants, Hans J. Morgenthau, Aron prendra là aussi ses distances[5]. Cette conception

---

[1] *Ibid*., p.118.
[2] R. Aron, « La signification de l'œuvre de Pareto », *Revue européenne des sciences sociales*, I, 1963, n°1, pp.7-26.
[3] R. Aron, *Les étapes de la pensée sociologique*, Éditions Gallimard, 1967, p.475.
[4] *Ibid*., p.20.
[5] R. Aron, «*Macht*, power, *puissance* : democratic prose or demoniac poetry ? », in *Power, Modernity and Sociology*, Edited by Dominique Schnapper, Edward Elgar, 1988, pp.70-89.

du réalisme, que nous n'avons pas, nous nous en sommes justifiés, privilégié dans ce travail, peut être résumée de la manière suivante : a) l'intérêt national, permanent et immuable, est le principe essentiel auquel se réfèrent les États sur la scène internationale, b) la politique internationale ne doit pas tenir compte des motivations idéologiques et subjectives des acteurs, c) les relations interétatiques sont essentiellement une lutte pour le pouvoir. Aron conteste ces postulats, l'amenant à formuler une forme de réalisme hétérodoxe. Ainsi, le fait de ne tenir compte que de l'action des États, envisagés sous l'angle de la puissance et non de la prudence, revient à négliger une partie de la réalité pour Aron : « C'est le réalisme vrai, celui qui tient compte de toute la réalité, qui dicte la conduite diplomatico-stratégique adaptée non au portrait retouché de ce que serait la politique internationale si les hommes d'État étaient sages dans leur égoïsme, mais à ce qu'elle est avec les passions, les folies, les idées et les violences du siècle[1] ». Cette position l'amène ainsi à reconsidérer l'importance de la sagesse et de la morale[2]. Angelo Panebianco a précisé cette idée de réalisme hétérodoxe : « Pour Aron la *power politics* est une dimension fondamentale de la politique internationale (et intérieure également), mais elle est liée (entrecroisée) à une seconde dimension : celle liée aux conflits idéologiques qui opposent des visions du monde différentes de l'ordre juste (et qui donnent vie à différents régimes politiques) ». Il précise ensuite qu' « à la différence de Pareto et Morgenthau qui réduisent la politique à la seule *power politics* et les idéologies à des instruments de lutte pour le pouvoir (mais aussi à la différence des idéalistes qui nient le caractère inévitable de la *power politics*, la politique, intérieure comme extérieure, n'est compréhensible pour Aron que si les deux dimensions sont mobilisées[3] ».

---

[1] R. Aron, *Paix et guerre entre les nations* [1962], Calmann-Lévy, 2004, p.586.
[2] *Ibid*., p. 596.
[3] « Per Aron la *power politics* è una fondamentale dimensione della politica internazionale (come di quella interna) ma accanto ad essa (intrecciata ad essa) gioca anche una seconda dimensione : quella legata ai conflitti ideologici che contrappongono opposte visioni dell'ordine equo (e che danno vita a differenti regimi politici). A differenza di Pareto e Morgenthau che riducono la politica a sola *power politics* e le ideologie a strumenti di lotta per il potere (ma anche a differenza degli idealisti che negano l'inevitabilità della *power politics*) la politica, interna ed internazionale, è comprensibile per Aron solo se entrambe le dimensioni vengono messe in gioco », A. Panebianco, *Le relazioni internazionali*, Jaca Book, Milan, 1992 p.52.

3. Le réalisme aronien

Après avoir précisé ce qui distingue le réalisme aronien du réalisme intégral ou cynique, nous pouvons à présent tenter de le définir. Le réalisme aronien se caractérise en premier lieu par une connexion entre politique et anthropologie. Celle-ci est énoncée dans les derniers chapitres de son *Introduction*, que l'on peut résumer par la formule suivante : l'homme est dans l'histoire, l'homme est historique, l'homme est histoire[1]. Comme il le soulignera dans ses *Mémoires*, ce sont dans ces pages qu'est exprimée sa conception anthropologique de l'Homme : « La philosophie qui se dégage des quatre derniers chapitres du livre contient implicitement une certaine idée de l'homme, avant tout d'un homme qui s'engage, qui se fait lui-même en jugeant l'esprit objectif qu'il a intériorisé, qui décide de lui-même en s'efforçant de rendre son milieu conforme au choix[2] ». L'anthropologie aronienne est une anthropologie de la liberté, fondée sur une conception « historico-existentielle[3]» de l'individu.

Le second trait de son réalisme tient à l'autonomie et au primat relatif qu'il accorde au politique. Aron tient cette idée du père lointain du réalisme politique, Thucydide. Dans son article intitulé « Thucydide et le récit historique[4] », Aron voyait en lui le premier théoricien de l'irréductibilité de la sphère du politique à avoir soutenu la prévalence de la politique dans l'organisation de la société. Cette autonomie du politique le conduit, en lecteur de Machiavel, à le distinguer de la morale. Cette distinction a d'ailleurs une valeur essentiellement méthodologique et pratique : elle doit permettre l'éviction du jugement moral, et donc subjectif, dans l'analyse du politique. De plus, elle ne doit en aucun cas signifier l'abandon de la prise en compte des implications éthiques propres à chaque comportement politique. Le faux réaliste, pour Aron, n'est pas tant celui qui rejette absolument toutes les valeurs politiques mais celui qui, par cécité idéologique, nie la condition historique humaine. Cette dimension a été précisée par Daniel J. Mahoney :

---

[1] R. Aron, *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique* [1938], Éditions Gallimard, 1948.
[2] R. Aron, *Mémoires*, Julliard, 1983, p.127.
[3] L'expression est d'Alessandro Campi, *Ibid*., p.226.
[4] R. Aron, « Thucydide et le récit historique », *Dimensions de la conscience historique*, Plon, 1961, pp. 124-167. Pour une analyse plus approfondie des apports de Thucydide dans l'œuvre d'Aron, nous renvoyons à Daniel J. Mahoney, « Aron et Thucydide », *Commentaire*, Hiver 2010-2011, Volume 33/Numéro 132, pp.911-920.

> « Mais, alors que les soi-disant réalistes réduisent habituellement le récit de Thucydide à une illustration pittoresque de l'efficacité causale de l'équilibre du pouvoir, Aron suit Thucydide en ne séparant jamais les problèmes liés à la configuration des forces de ceux tenant au régime intérieur, aux passions des êtres humains, aux techniques d'action et aux enjeux politiques. Nous sommes loin des abstractions anhistoriques et apolitiques des néo-réalistes…[1] ».

Fidèle à la tradition réaliste qui se méfie des illusions idéologiques et des artifices verbaux, Aron a mené un combat permanent face aux idéologues et utopistes de son époque. Ses procès à l'encontre du marxisme, notamment dans *L'opium des intellectuels* (1955) et dans *D'une sainte famille à l'autre. Essai sur les marxistes imaginaires* (1969)[2], en sont la plus parfaite illustration. Aron rétorquera à l'idée de révolution celle de pérennité du pouvoir. Car bien que libéral, Aron a toujours insisté sur le caractère fondamentalement asymétrique et expansionniste du pouvoir. Ce donné permanent du politique fonctionne de manière dialectique avec la liberté, expression fondamentale et inaltérable de la nature humaine. Mais là encore, ce statut particulier dans la constitution du politique ne doit pas nous éconduire et monopoliser notre attention :

> « En fait, cette sociologie prétendument objective implique une philosophie tout aussi discutable que la philosophie finaliste de la nature humaine dont nous sommes partis. Cette philosophie cynique de la politique, sous couleur de s'opposer à toute philosophie, pose une certaine philosophie. Elle pose une philosophie de non-sens au lieu de poser une philosophie du sens, elle pose que le sens de la politique c'est la lutte et non pas la recherche d'une autorité justifiée[3] ».

Réduire l'étude du politique à l'étude du pouvoir, comme le fait par exemple Hans J. Morgenthau dans *Politics among Nations. The struggle for power and peace*[4] et qu'Aron ne manque d'ailleurs pas de citer, n'a aucun sens. De même, limiter le pouvoir au contrôle, par une élite, des esprits et des actions des hommes n'en a pas non plus[5]. Si tout n'est pas pouvoir et domination, Aron évite évidemment tout angélisme, propre aux idéologues et aux utopistes. On trouve déjà chez lui, anticipant les prolongements de Julien Freund, certaines formulations

---

[1] D. J. Mahoney, « Aron et Thucydide », *Commentaire*, Hiver 2010-2011, Volume 33/Numéro 132, p.914.
[2] R. Aron, *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, 1955, et *D'une sainte famille à l'autre. Essai sur les marxistes imaginaires*, Paris, Gallimard, 1969.
[3] R. Aron, *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1965, p.50.
[4] H. J. Morgenthau, *Politics among Nations. The struggle for power and peace*, New York, Knopf, 1948.
[5] R. Aron, «*Macht*, power, *puissance* : democratic prose or demoniac poetry ? », *Ibid*., p.79.

d'une vision agonale de l'action politique. Il écrira par exemple dans ses *Mémoires* : « En politique celui qui n'a pas d'ennemis se condamne à être seul[1] ». La parenté avec Carl Schmitt est frappante[2], et c'est dans cette filiation qu'il nous faudra par la suite évoquer le rôle de Freund dans l'introduction de la pensée de l'allemand sur le sol français.

Le mérite qui revient à Aron est, par rapport à la compréhension du réalisme politique, d'avoir libéré ce dernier d'une certaine platitude méthodologique et de l'avoir détaché de toute forme d'essence. Son réalisme historique lui a permis de pousser cette méthode de pensée en dehors de ses clichés et représentations habituelles en termes de pouvoir et de puissance. Il a également contribué à détacher, du moins en partie, le réalisme d'un certain conservatisme avec lequel il avait naturellement quelques accointances. Cette réhabilitation prolonge par conséquent le mouvement de jonction qui avait vu se rapprocher réalisme et démocratie. Le réalisme n'est plus l'apanage des détracteurs du mythe démocratique. Il est ainsi devenu conciliable avec la défense de la démocratie.

B/ Avec Julien Freund

La lecture de l'œuvre de Julien Freund, qu'Aron a eu pour étudiant et ami, nous inciterait à la qualifier de « machiavélienne » ou de « réaliste ». Sébastien de la Touanne, dans l'ouvrage qu'il lui consacre, introduit par exemple la pensée de Freund en ces termes : « Il est vrai que dans l'ensemble il se livre, tout comme ces auteurs et à la suite de Machiavel, à une approche globalement réaliste[3] ». Les propos de Freund lui-même peuvent également nous inviter à une telle affirmation. Ainsi, dans *L'essence du politique*, de 1965, tiré de sa thèse de doctorat et qui préfigure la quasi-totalité de son œuvre, Freund n'hésite pas à déclarer « que la guerre est toujours latente, non parce qu'elle serait une fin en elle-même ou le but de la politique, mais le recours ultime dans une situation sans issue[4] ». Ou encore, dans *Politique et*

---

[1] R. Aron, *Mémoires*, cité par A. Campi, *Ibid*., p.228.
[2] A l'en croire, le juriste allemand aurait d'ailleurs réagi positivement à son *Paix et guerre entre les nations* qu'il lui avait envoyé par l'intermédiaire de Julien Freund. C'est en tout cas ce qu'il affirme dans ses *Mémoires*.
[3] S. de La Touanne, *Julien Freund. Penseur « machiavélien » de la politique*, Paris L'Harmattan, 2004, p.12.
[4] J. Freund, *L'essence du politique* [1965], Paris, Dalloz, 2004, p.446.

impolitique, que « la politique n'a pas pour objet d'accomplir une fin morale, mais la fin du politique, à savoir la paix intérieure et la sécurité intérieure, quitte s'il le faut, à faire des entorses à la morale personnelle[1] ». La question serait tranchée si Freund ne remettait pas régulièrement lui aussi en cause l'héritage de la pensée de Machiavel : « Là est la faille du machiavélisme purement doctrinal : il envisage l'existence presque exclusivement sous l'angle de la politique soit en faisant abstraction des autres activités humaines, soit en les envisageant uniquement comme des outils de la technique politique[2] ». L'approche de Freund, toute en nuance, mérite d'être précisée.

1. Freund lecteur de Machiavel

Pour Freund, Machiavel « fut le premier, dans les temps modernes, à réfléchir lucidement sur l'activité politique, quitte à bousculer la prétendue magnanimité des hypocrites et des porteurs d'œillères[3] ». La critique adressée à Machiavel selon laquelle il ne se soucierait guère de la question du devoir-être ne trouve pas grâce à ses yeux : « … la question est de savoir s'il y a une science du devoir-être. N'est-ce pas dénaturer la recherche et finalement la discréditer que de l'engager dans une pareille voie ?[4] ». Freund opte donc pour « un style théorique de pensée, sans concession aux comédies moralisatrices d'un quelconque pouvoir[5] ». Ce style de pensée a pour point de départ la philosophie des essences, que Freund fonde à partir de la volonté de conceptualisation machiavélienne. En effet, toute son étude du politique part du postulat machiavélien selon lequel il existe une essence du politique, essence qui est « une conceptualisation englobant comme instrument d'intelligibilité de la spécificité d'une activité dans son ensemble[6] ». Estimer qu'il existe une essence du politique revient alors à considérer que « l'on trouve dans toute collectivité politique quelle qu'elle soit et sans en excepter aucune, des constantes et des réalités immuables qui tiennent à sa nature même et font qu'elle est politique. Ces constantes sont indépendantes des variations historiques, des contingences spatiales et temporelles, des régimes et des systèmes politiques[7] ». En tant

[1] J. Freund, *Politique et impolitique*, Paris, Sirey, 1987, p.243.
[2] J. Freund, *L'essence du politique* [1965], Paris, Dalloz, 2004, p.108.
[3] J. Freund, *Ibid.*, p.818.
[4] J. Freund, *Ibid.*, p.744.
[5] J. Freund, *Ibid.*, p.818.
[6] J. Freund, *Ibid.*, p.818.
[7] J. Freund, *Ibid.*, p.1.

qu'activité humaine parmi d'autres, la politique se distingue des autres activités que sont par exemple la morale, l'art, la science ou la religion, et qui constituent d'autres essences à part entière.

Suivant, là encore, les préceptes machiavéliens, Freund fait preuve d'une certaine méfiance envers les spéculations sur la société idéale. Cette méfiance tient également au fait que celles-ci ne peuvent, par définition, être expérimentales, reprenant ainsi le langage de Pareto, l'un de ses autres inspirateurs[1]. Il ne croit pas, à l'inverse des utopistes ou des idéalistes, qu'il soit possible de transformer l'homme et la société. Outre l'importance qu'il accorde à l'ajustement des moyens aux fins en politique, ce rejet est également motivé par l'importance qu'il accorde au principe de responsabilité, c'est-à-dire à la prise en charge par l'homme politique des conséquences de ses actes. Cette méfiance trouve son pendant dans ce que Freund appelle la politique intellectualisée, « qui accorde aux idées, sous la forme d'abstractions anticipatrices, d'utopies ou de plans, la primauté sur les intérêts immédiats, sur les priorités du concret ainsi que sur les urgences et les contingences de la conjecture[2] ». Cette intellectualisation est au cœur de toutes les politiques idéologiques ou utopiques qui, au nom d'un dévouement aveugle à une cause, en viennent à justifier toutes les formes de violence. Outre le fait qu'il soit candide de croire que du bien ne puisse résulter que du bien et qu'il soit possible d'éradiquer la violence en sélectionnant certains aspects du réel, il est absurde de croire qu'opposer à la réalité une société idéale située dans un lieu imaginaire puisse avoir une portée critique réelle.

S'inscrivant dans la tradition polémologique, Freund ne croit pas non plus au mythe d'une société où la violence et le conflit auraient été éradiqués[3]. La création en 1972 avec Gaston Bouthoul de *L'institut de polémologie*, à rebours de la création des instituts de *Peace Research* en Europe et dans les pays anglo-saxons, trop iréniques à ses yeux, va dans ce sens. La polémologie est machiavélienne en ce qu'« elle nous fait descendre aux étages inférieurs

---

[1] Pour une analyse plus précise des rapports entre Freund et Pareto, nous renvoyons à B. Valade, « Julien Freund, lecteur de Pareto », in *Julien Freund. La dynamique des conflits*, Paris, Berg International, 2010, pp.194-202.

[2] J. Freund, « Qu'est-ce que la politique idéologique », *Revue Européenne des sciences sociales*, 1979, n°46, p.139.

[3] Pour l'apport de la polémologie à la pensée de Julien Freund, nous renvoyons à G-E. Sarfati, « De la sociologie des guerres (Bouthoul) à la sociologie du conflit (Freund). Quelques remarques sur une dette intellectuelle méconnue », in *Julien Freund. La dynamique des conflits*, Paris, Berg International, 2010, pp.37-45.

de la société où les agissements humains ne se dissimulent pas derrière le rideau idéologique des pacifismes, des justicialismes ou des égalitarismes[1] ». Partant du postulat selon lequel « la conflictualité est inhérente, consubstantielle à toute société, au même titre que la violence ou la bienveillance[2] », la polémologie se doit, dans l'optique de Freund, de saisir en ses multiples manifestations conflictuelles le fonctionnement de la société. Cette conception se retrouve d'ailleurs dans son analyse des relations internationales, dont les principes de fonctionnement sont davantage à rechercher du côté de la crainte et de la volonté de puissance que sur des fondements juridiques. Cette approche décisionniste de la souveraineté, héritée de Schmitt et Weber, est un moyen pour Freund d'échapper à l'irrésolution qui peut être engendrée par une situation politique inédite.

Le présupposé, central mais pas unique[3], du couple commandement-obéissance, revêt également un fort caractère machiavélien. Freund considère en effet que le pouvoir est par nature minoritaire, ce qui signifie que « ceux qui en font partie exercent une domination sur les autres membres de la collectivité[4] ». S'opposant à l'égalitarisme et aux idéologies souhaitant éradiquer toutes les relations hiérarchiques du tissu social, il considère à l'inverse que toute société est marquée par des différences naturelles et comporte donc irrémédiablement des relations hiérarchiques et inégalitaires. Une société totalement égalitaire ne serait que « l'imitation perpétuelle de son ordre immuable[5] ». Argumentant selon un langage qu'il emprunte à nouveau à Pareto, Freund pense lui aussi « qu'il n'y a pas de société sans élites[6] ». Cet élitisme est donc une considération théorique et non politique, proche en cela des considérations machiavéliennes sur la place du peuple dans la communauté politique.

La pensée de Freund revêt donc à n'en pas douter des aspects machiavéliens et réalistes. Mais la richesse de sa pensée est en même temps celle du juste milieu, et la catégorisation après-coup de sa pensée ne peut conduire qu'à l'approximation et l'occultation de certains traits de son travail. Ainsi déclare-t-il, par exemple, qu'« il ne s'agit pas d'être

---

[1] J. Freund, « Topique de la polémologie », *Res Publica*, Volume XIX, 1977, n°1, p.50.
[2] J. Freund, *Sociologie du conflit*, Paris, PUF, 1983, p.23.
[3] Les deux autres présupposés constitutifs de l'essence du politique sont les couples privé/public et ami/ennemi.
[4] J. Freund, *Politique et impolitique*, Paris, Sirey, 1987, p.50.
[5] J. Freund, « Plaidoyer pour l'aristocratie », Actes du Xème colloque du GRECE, 1976, p.30. Cité par Sébastien de la Touanne, *Ibid.*, p.130.
[6] *Ibid.*, p.39.

idéaliste ou réaliste, […] mais de saisir le politique dans sa réalité d'essence humaine[1] ». Renvoyons dos à dos les termes que nous opposions précédemment, Freund, dans sa volonté d'embrasser la diversité du politique, ne pouvait se permettre aucune forme de pureté théorique et encore moins idéologique. Ainsi pouvons-nous dire que la richesse de sa pensée « consiste, dans l'entre-deux du réel et de l'idéal, à dominer la pesanteur des faits par le recours aux valeurs et l'inconstance des rêves par l'attention des faits[2] ».

2. L'anti-machiavélisme doctrinal

Freund, comme son maître Aron, n'adhère pas aveuglement au réalisme machiavélien. Nous pouvons ici nous servir de la distinction établie par Max Weber dans ses *Essais sur la théorie de la science*[3] où il distingue deux types de politiques réalistes. La première, qu'il défend, signifie, lors d'une prise de décision, l'ajustement des moyens à la situation donnée. Weber plaide pour une utilisation parcimonieuse de la puissance politique, s'opposant ainsi à la seconde forme de réalisme, la *Matchpolitik*, qui ne s'oriente qu'indépendamment de tout principe directeur et de conviction. L'utilisation du réalisme machiavélien par Freund s'affine selon cette modération wébérienne, dans la mesure où il cherche à rompre, nous l'avons vu, avec le « machiavélisme purement doctrinal »[4]. Nous avons également pu constater que, selon la théorie des essences, morale et politique sont distinctes l'une de l'autre. Chacune possède son but spécifique et recourt à des moyens qui lui sont spécifiques. Ainsi, ce qui nous paraît comme moralement juste n'est pas forcément politiquement bon : « La première répond à une exigence intérieure et concerne la rectitude des actes personnels selon les normes du devoir, chacun assumant pleinement la responsabilité de sa propre conduite. La politique, au contraire, répond à une nécessité de la vie sociale et celui qui s'engage dans cette voie entend

[1] J. Freund, *L'essence du politique*, Paris, Dalloz, 2004, p.22.
[2] S. Goyard-Fabre, *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, J. Vrin, 1992, p.45.
[3] M. Weber, *Essais sur la théorie de la science* [1904-1917], Paris, Plon, 1965.
[4] J. Freund, *Qu'est-ce que la politique ?*, Le Seuil, Paris, 1968, p.178. La distinction établie par Weber peut se rapprocher de celle opérée par Freund entre machiavélien et machiavélique : « être machiavélien c'est adopter un style théorique de pensée, sans concessions aux comédies moralisatrices d'un quelconque pouvoir. Ce n'est pas être immoral, mais précisément essayer de déterminer avec la plus grande perspicacité possible la nature des relations entre la morale et la politique […] ; être machiavélique, au contraire, c'est adopter une conduite pratique dans le jeu politique concret, qui consiste en « scélératesses généreuses », en tromperies plus ou moins diaboliques et en manœuvres perverses », *L'essence du politique*, Paris, Dalloz, 2004, Appendice, p.818.

participer à la prise en charge du destin d'une collectivité[1] ». Cette distinction ne signifie néanmoins pas que morale et politique n'aient aucun lien. Freund, par sa philosophie juridique, introduit une médiation entre les deux essences, qui entrent alors dans un rapport dialectique : le droit intervient au moment où une volonté politique préexistante donne forme à une société, détermine son ordre ; cette même société reconnaît certaines valeurs et fins qui lui sont particulières, et c'est le droit qui inscrit ces valeurs dans l'ordre qu'il régularise. D'autre part, il n'y a pas pour Freund à opposer radicalement politique et morale, simplement à reconnaître que, dans la compréhension du politique, il faut se passer de jugements moraux, comme d'ailleurs dans toute science. Il résume d'ailleurs cette idée dans cette formule, limpide, selon laquelle « il n'y a pas de politique morale, mais il y a une morale de la politique[2] ».

Le refus de Freund de s'attacher à toute forme de dogmatisme le conduit à refuser le machiavélisme doctrinal qui ne s'intéresse qu'à l'essence du politique et fait fi des autres. C'est la raison pour laquelle sa philosophie des essences est avant tout dialectique, c'est-à-dire que « l'esprit pénètre toujours d'une manière ou d'une autre la politique[3] ». La politique est une essence qui se manifeste dans une conception générale du monde. Par conséquent, toute politique est nécessairement portée par une idée, ce qui nuance l'anti-idéalisme propre aux auteurs réalistes. Freund ne nie donc pas le lien qui unit le politique au monde idéel, de même qu'il n'érige pas la politique en valeur ultime que l'homme se propose d'accomplir ; les fins ultimes sont pour lui affaire de croyance, non de vérité. La politique étant elle aussi une affaire d'opinion, elle implique des valeurs transcendantes ; sans elles, « l'activité politique ne serait autre chose qu'un labeur de Sisyphe[4] ». La politique est donc au service des fins humaines, qui peuvent être celles des autres activités humaines : ces fins ultimes constituent « la raison de l'intégration de la politique dans l'ensemble de la vie humaine, en constante interdépendance avec les autres activités, économiques, morales, religieuses[5] ». L'homme n'étant pas uniquement un être politique, la politique ne peut englober l'ensemble de la vie humaine. En découle ainsi le refus de l'idée du tout politique. Son réalisme, dans le sens moins sombre de la prise en compte de la diversité de la réalité, le conduit à prendre ses

[1] J. Freund, *Ibid.* p.6.
[2] J. Freund, *Politique et impolitique*, Paris, Sirey, 1987, p.243.
[3] J. Freund, *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Le Seuil, 1968, p.102.
[4] J. Freund, *Ibid*, p.102.
[5] J. Freund, *Ibid*, p.102.

distances avec certains abus du pur machiavélisme. Ainsi, concernant les idées et pratiques utopiques, Freund ne méconnaît pas ce phénomène qui existe dans toutes ou bon nombre de sociétés. Il considère qu'elle est un mode d'expression propre à la pensée et à l'activité humaine : « du fait que l'imagination est une forme inhérente à toute pensée, il existe nécessairement un imaginaire politique, dont l'utopie est l'un des aspects les plus importants[1] ». Le problème pour Freund est qu'elle est une pensée apolitique dans la mesure où elle s'élabore uniquement par la catégorie de l'imaginaire. Il y a donc deux écueils que prend soin d'éviter Freund : celui du tout politique et celui, utopique, de l'apolitisme.

Le dernier élément nous permettant de nuancer le réalisme de Freund réside dans l'importance qu'il accorde à la notion de légitimité. Selon lui, elle « consiste dans le consentement durable et quasi unanime que les membres et les couches sociales accordent à un type de hiérarchie et à une classe dirigeante en vue de régler les problèmes intérieurs par d'autres voies que celles de la violence et de la peur qui s'ensuit[2] ». Reprenant sur ce point les théories de Guglielmo Ferrero, il considère que la légitimité permet au pouvoir de s'humaniser et de s'adoucir en exorcisant la peur. Si cette dernière ne peut être entièrement dissipée, la légitimité l'atténue par la confiance qu'elle crée entre gouvernants et gouvernés ; la peur n'est donc pas l'unique modèle structurant les rapports entre gouvernants et gouvernés. Cette idée de légitimité nous permet de nous arrêter sur les rapports de Freund à l'œuvre du sulfureux Carl Schmitt. Car si Freund admire l'œuvre de l'allemand, il semble cependant avoir eu une lecture relativement partielle de son œuvre, s'intéressant principalement aux deux grands thèmes que sont la relation ami-ennemi et la théorie de la souveraineté. Il a néanmoins été l'artisan de la seconde réception de l'œuvre de Schmitt[3], et selon David Cumin, la principale source française de connaissance de l'œuvre du juriste allemand[4]. La relecture de l'œuvre de Schmitt conduit Freund à opérer une distinction vis-à-

---

[1] J. Freund, *Utopie et violence*, Paris, Marcel Rivière, 1978, p.11.
[2] J. Freund, *L'essence du politique*, Paris, Dalloz, 2004, p.260.
[3] Concernant cette question, nous renvoyons à l'ouvrage de Pierre Muller, *Carl Schmitt et les intellectuels français. La réception de Carl Schmitt en France*, Mulhouse, Éditions de la Fondation Alsacienne pour les Études Historiques et Culturelles, 2003.
[4] Il a, entre autres, préfacé *La Notion de politique* suivi de *Théorie du partisan* [Paris, Calmann-Lévy, 1972]. On lui doit également un certain nombre de traductions ou articles parmi lesquels nous citerons « Mon ami Carl Schmitt », *Éléments*, n°54-55, 1985, pp. 52-53 ; à l'occasion du 90ème anniversaire de Schmitt, en 1978, il lui a rendu hommage dans la *Revue européenne des sciences sociales* ; un article dans la revue *Commentaire* « Une existence et une pensée faites de contrastes » en 1985, n°32, 1985-86, pp. 1101-1109 ; « Les lignes de force de la pensée de Carl Schmitt », dans la revue de la Nouvelle Droite d'Alain de Benoist *Nouvelle École*, n°44, 1987, pp. 11-27 ; également la traduction d'un extrait

vis de la théorie de Schmitt : d'une part la relation, le couple ami-ennemi n'est pour lui que l'un des trois et non l'unique présupposé du politique ; d'autre part, si Schmitt analyse la souveraineté sous l'angle de l'exception, s'il la considère comme la situation par excellence révélatrice de la nature du politique, Freund l'envisage au contraire comme une situation qu'il convient de dépasser pour réaliser les buts du politique. Schmitt voyait d'ailleurs dans l'activité politique et dans ce degré d'intensité d'une relation antagoniste, le domaine prédominant de la vie collective, ce que Freund refusait lui de considérer. Mais l'importance accordée à la dimension conflictuelle a conduit Freund, tout comme Schmitt, à se méfier du message irénique véhiculé par le libéralisme économique[1]. Il s'en méfiait en raison de l'apolitisme dont il était porteur, conséquence de la remise en cause du couple ami-ennemi. Car demeure pour lui une stabilité du pouvoir, qui se répète, comme dépourvu d'histoire. Les autres essences, ici l'essence économique, si elles fonctionnent bien en rapports dialectiques avec celle de la politique, n'entraînent pas de dépolitisation. C'est d'ailleurs ce que signifiait Freund lorsqu'il écrivait qu'« il y a des révolutions politiques, il n'y a pas de révolution du politique[2] ». L'autonomie du politique par rapport à l'économique prémunit le politique des bouleversements qui pourraient être engendrés par une révolution économique ou autre : le politique est et doit demeurer la force ordonnatrice de la société.

Les œuvres d'Aron et de Freund à n'en pas douter constituent, par rapport à cette question du réalisme, un apport réel. Relativement éloignés des dérives apolitiques et scientistes dans lesquelles tomberont leurs confrères américains, leur revient partiellement le mérite de ne pas tomber entièrement dans ce qui constitue une dérive du réalisme, celle de la neutralité et d'une place trop grande accordée à la légitimation par la science. Leurs affinités avec l'approche polémologique de la politique les en a en partie préservé. Ils n'auront cependant pas évité les travers d'un certain conservatisme politique, inhérent à la tradition

---

de *Ueber die drei Arten des rechtswissenschaftlichen* (1934) dans un recueil de textes consacrés au droit présenté en 1972, *Le droit d'aujourd'hui*, Paris, PUF. Tout ceci est renforcé par une longue relation épistolaire entre les deux hommes. Voir sur ce point David Cumin, « Le concept du politique : Carl Schmitt et Julien Freund comparés », », in *Julien Freund. La dynamique des conflits*, Paris, Berg International, 2010, pp.203-216.

[1] Schmitt qui écrivait déjà en 1932 : « Ainsi, dans la pensée libérale, le concept politique de lutte se mue en concurrence du côté de l'économie, […] la claire distinction de ces deux états différents que sont la guerre et la paix est remplacée par la dynamique d'une concurrence perpétuelle et de débats sans fin », *La notion de politique* [1932], Paris, Flammarion, 1992, p.117.

[2] J. Freund, *L'essence du politique*, Paris, Dalloz, 2004, p.93.

réaliste, frileux et méfiant face à la rhétorique du changement[1]. Tous deux partagent également un antisocialisme et un anticommunisme qui, tributaires du contexte bipolaire de la Guerre Froide, ne pouvaient que les rejeter vers la droite de l'échiquier politique. Ils sont cependant restés étrangement esseulés autour de cette question du réalisme, la recherche française faisant à cet égard figure de parent pauvre en comparaison de celle de ses voisins[2].

III - Fortunes diverses du réalisme

Nous avons pu prendre mesure de toute la diversité qui existe au sein de la tradition réaliste, l'analyse des différentes variantes nationales nous ayant permis de souligner ses différents traits et caractéristiques. Si l'aspect élitiste semble avoir été progressivement minoré, du moins intégré aux principes du fonctionnement démocratique, la conflictualité et sa nécessité ont été réaffirmées avec bonheur par la tradition française. Mais ce travail de reconstruction de la tradition réaliste ne saurait être complet sans un retour sur le sol américain. En effet, dans un contexte de raidissement idéologique et de montée en puissance des théories positivistes, l'argument réaliste est venu imprégner de tout son poids la tradition américaine. À rebours de la tradition française, c'en est l'aspect consensuel et irénique qui va modifier la tradition américaine. C'est après en avoir présenté les principaux traits que nous pourrons d'une part prendre conscience des différences qui peuvent exister entre les traditions américaines et françaises. Et que nous serons d'autre part en mesure d'insérer notre travail au sein de la tradition italienne dont nous viendrons prolonger l'analyse.

---

[1] C'est peut-être plus explicite dans le cas de Freund, dont les travaux sont entrés en résonance avec certaines des thématiques portées par le GRECE (Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne), porteur des valeurs de la « Nouvelle droite ». Pour une étude précise sur ce point, nous renvoyons à l'ouvrage de Pierre-André Taguieff, *Sur la Nouvelle droite*, Paris, Galilée, 1994.

[2] Francis Vecchini affirmait sans détour à propos du tardif accueil des théories élitistes et réalistes que celui-ci était la conséquence de jugements aprioristes et idéologico-politiques spécifiques au milieu intellectuel français (F. Vecchini, *La pensée politique de Gaetano Mosca et ses différentes adaptations au cours du 20ème siècle en Italie*, Paris, Cujas, 1968). Il est cependant difficile de partager et de retenir comme explicative une assertion aussi brute, même s'il est vrai que le champ intellectuel français était à l'époque fortement idéologisé. Était-ce propre à la France ? Il est permis d'en douter.

A/ Le réalisme contre la politique ?

Nous avons déjà eu l'occasion de montrer comment les théories de l'élitisme s'étaient implantées sur le sol américain et ce dès les années trente et quarante avant de, très rapidement, connaître un important essor à partir des années cinquante. Simultanément, la science politique américaine, telle qu'elle a été formulée par un grand nombre de ses théoriciens à partir des années cinquante et soixante, a cherché à se démarquer de la philosophie politique et de toutes les interprétations idéologiques. Elle a ainsi évolué vers un utilitarisme et une condamnation radicale de toutes les fantaisies spéculatives et théoriques. Dans ses tribulations américaines, Tocqueville avait d'ailleurs déjà remarqué un tel fait lorsqu'il affirmait que, dans la société américaine, les savants « craignent de se perdre dans les utopies… et aiment à se tenir près des faits[1] ». Conséquence de l'avènement des sociétés démocratiques et de l'état social américain, « l'imagination n'est point éteinte mais elle s'adonne presque exclusivement à concevoir l'utile et à représenter le réel[2] ». Conjointement, la science du politique a connu, après la Seconde guerre mondiale, une scientifisation. À la manière des économistes, les chercheurs en science politique furent enjoints à rendre applicables et utilisables leurs travaux et à les épurer de toute considération idéologique. Ainsi, Albert Somit et Joseph Tanenhaus rappellent comment certaines universités américaines poussèrent à cette période leurs chercheurs à abandonner le terme de « social science », dont la connotation socialiste était dérangeante, et à adopter celui de « behavioral science » afin de favoriser l'obtention de crédits par l'administration fédérale[3]. Harold D. Lasswell[4] et Abraham Kaplan, tous deux déjà mentionnés, déclarent dans le même sens que « faire de la théorie ne doit jamais être confondu, même en ce qui concerne la politique, avec les spéculations métaphysiques dont le caractère abstrait rend impossibles les observations empiriques et le contrôle[5]». Le béhaviorisme a été le support de prédilection de cette réorientation disciplinaire. Au passage, les théories classiques, jugées inutiles et fumeuses, ont été évincées. Robert Dahl pouvait ainsi sans trembler écrire en 1963 : « Si quelqu'un devait

---

[1] A. de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique* [1840], Tome II, Paris, Garnier Flammarion, 1981, p.53.
[2] *Ibid*., p.92.
[3] A. Somit, J. Tanenhaus, *The development of American political science* [1967], Irvington Publishers, 1982, p.183.
[4] Lasswell qui sera d'ailleurs élu en 1955 à la tête de l'association américaine de science politique.
[5] H. D. Lasswell, A. Kaplan, *Power and society. A Framework for Political Inquiry*, New Haven, Yale University Press, 1950, p.10.

demander : « comment pourrais-je savoir quels types de personnes participent le plus à la vie politique et pourquoi ? », je lui recommanderais de commencer par les études les plus récentes dans ce domaine et de travailler en remontant les cours des études antérieures. Je doute sérieusement qu'Aristote, Rousseau ou Le Fédéraliste lui soient d'une quelconque utilité[1] ». Nous essaierons ici de retracer succinctement les évolutions de la science du politique américaine en montrant comment, au nom du réalisme et de la scientificité, elle en est venue à évacuer certains principes fondateurs de la politique. Nous montrerons ensuite comment, en raison de leur dangerosité, ont été remis en cause les postulats de l'élitisme et comment ils ont été remplacés par une conception irénique et pacifiée de la politique[2].

1. La thèse de la fin des idéologies

La thèse de la fin des idéologies, pour actuelle qu'elle soit, n'en est pas moins ancienne. Si elle tire sa source du développement du positivisme au début du 19ème siècle, nous ne retournerons pas aussi en amont et nous centrerons sur le sort qui lui a été réservé par les sciences politiques et sociales américaines. Car nous avons déjà eu l'occasion de montrer en quoi le rejet des idéologies constituait l'un des points fondamentaux du réalisme. Il est d'autant plus important d'y revenir que cela nous sera d'une grande utilité lorsque nous traiterons de cette question du réalisme au sein du socialisme français.

Dès 1943, Karl Mannheim, constatait une crise des valeurs qui, pensait-il, s'atténuerait lorsque « the struggle between antagonistic dogmatic systems will have burnt out and there will be a desire to develop potentialities which at present can only be diagnosed as latent tendencies of a Third Way[3] ». Mannheim mentionne déjà ici l'idée de « third way », riche en destinée. En 1955, c'est Aron qui, dans son *Opium des intellectuels* écrivait que « par des voies différentes, spontanément ou avec l'aide de la police, les deux grandes sociétés ont supprimé les conditions du débat idéologique, intégré les travailleurs, imposé une adhésion unanime aux principes de la Cité[4] ». Mais c'est outre-Atlantique que cette thèse de la fin des

[1] R. Dahl, *L'analyse politique contemporaine* [1963], Paris, Laffont, 1973, p.16.
[2] Nous nous appuyons ici très largement sur la thèse développée par Pierre Birnbaum dans *La fin du politique*, Paris Seuil, 1975.
[3] K. Mannheim, *Diagnosis of our time*, London, Keagan Paul, Trench, Trubner and Co., 1943, p.164.
[4] R. Aron, *L'opium des intellectuels*, Ibid., p.324.

idéologies connaît un fort succès. Confortée par le rapport Khrouchtchev rendant publiques les dérives staliniennes, la thèse de la fin des idéologies fait de plus en plus d'émules. En 1960, Daniel Bell publie *The End of ideology*. Il y affirme l'irrémédiable déclin des idéologies, en raison dudit rapport à l'est et du triomphe de l'État-Providence à l'ouest. Renvoyant le marxisme au millénariste anabaptiste, Bell se représente le monde comme consensuel, à l'abri des vagues idéologiques[1]. Seules peuvent à ses yeux subsister des utopies empiriques, contradiction dans les termes, à même « to specify *where* one wants to go, *how* to get there, the costs of the enterprise, and some realization of, and justification for, *who* is to pay[2] ». Parallèlement à cette critique de l'idéologie, essentiellement marxiste, l'opposition gauche/droite est également jugée obsolète. Seymour Lipset, dans *L'Homme et la politique*, publié en 1960, fait de leur opposition un conflit devenu pacifique et consensuel[3]. Il y donne également « l'avis autorisé » de Richard Crossman, membre du Labour Party, pour qui le socialisme n'est plus qu'un « mythe utopique… qui ne s'accorde plus avec les impératifs d'une politique réaliste[4] ». Bell reprend lui aussi un argument similaire[5]. Curieux paradoxe pour deux sociologues ayant affiché certaines de leurs convictions socialistes[6]. Il faut donc pour ces auteurs délaisser la mystique révolutionnaire des intellectuels au profit de la froide analyse du savant. Car le savant, lui, maître de rigueur et d'objectivité, ne cherche pas à remettre en cause la société mais à l'expliquer par la science[7]. Bell s'en réfère également à l'autorité de Max Weber, dont la distinction entre éthique de responsabilité et éthique de conviction[8] permet de rejeter cette dernière en raison de sa proximité avec les catégories de l'imaginaire. L'homme de conviction ne garderait ainsi pas la « tête froide[9] » et compromettrait par conséquent la véracité de sa démarche. Cette éthique de la responsabilité justifie chez Bell l'adoption d'une « vision réaliste et a-idéologique[10] ».

---

[1] D. Bell, *The end of ideology*, [1960], Cambridge and London, Harvard University Press, 1988.
[2] D. Bell, « Ideology and the beau geste », *Dissent*, Volume VIII, 1961, p.75
[3] S. M. Lipset, *L'Homme et la politique* [1960], Paris, Seuil, 1963, p.436.
[4] R. Crossman, « On political Neurosis », *Encounter*, 1954. Cité par S. M. Lipset, *Ibid*., p.435.
[5] D. Bell, *The end of ideology*, Ibid., p.402.
[6] Seymour Lipset a d'ailleurs été membre du Socialist Party jusqu'en 1960.
[7] Une telle analyse est également menée par Edward Shils. Voir « The intellectuals and the powers ; some perspectives for comparative analysis », *Comparative studies in society and theory*, Volume I, 1958-1959, pp. 5-22.
[8] Distinction exposée, rappelons-le, dans « Essai sur le sens de la « neutralité axiologique » dans les sciences sociologiques et économiques », in *Essais sur la théorie de la science* [1904-1917], Paris, Plon, 1965.
[9] M. Weber, *Ibid*., p.477.
[10] P. Birnbaum, *La fin du politique*, Seuil, 1975, p.38.

C'est à une sorte de confusion à laquelle nous convie alors la science politique américaine. Ou plutôt un amalgame. Car ce qui est visé par ces auteurs, ce ne sont pas tant les idéologies en général que les idéologies qui sont jugées extrémistes, en particulier le marxisme. Comme le remarque judicieusement William Delany, « ce que Mannheim appelle utopie, ces auteurs [Lipset, Bell, Shils] le nomment idéologie et le qualifient d'extrémisme. Ce que Mannheim appelle idéologie, par exemple le catholicisme, le protestantisme ou le mythe de l'organisation, se trouve au contraire soit ignoré, soit défendu par ces auteurs[1] ». Sont ici rappelés les liens d'affinité entretenus entre réalisme et conservatisme. Car les idéologies pourfendues sont celles synonymes de dangerosité politique. Leur entreprise, sous couvert de neutralité et de scientificité, est en ce sens éminemment politique et semblable à celle que nous avions rencontrée chez les réalistes italiens de l'après-guerre.

2. Refus du pouvoir et irénisme

Si les grandes idéologies fédératrices sont, dans les esprits de ces auteurs, dépassées, le pouvoir est quant à lui jugé, par essence, mauvais. Il faut donc, en dépit de l'importance de cette question dans la tradition réaliste, mais en raison de la volonté d'évacuer les éléments potentiellement dangereux et conflictuels de la politique, éviter la question, nocive, du pouvoir. Et ce par la promotion de nouveaux modèles théoriques. Ainsi, en 1953, à la première parution de *Nationalism and Social Communication*, Karl Deutsch considérait le pouvoir comme « a state of mind, a state of disgust, boredom, inner fear, and desperation ». En ce sens, « they illustrate a danger of our times, without any understanding of its limits or conditions[2] ». À partir de cette définition purement machiavélique et quelque peu caricaturale du pouvoir, et dès lors que le pouvoir est assimilé à une « pathology[3] », Deutsch peut introduire son modèle de gouvernement alternatif, celui de « social communication ». Et peu importe si cette transmission de l'information est « unevenly distributed[4] », elle a le mérite d'être moins dangereuse que le pouvoir et ne nécessite pas l'intervention du gouvernement. Dans la préface de son autre ouvrage majeur, *The nerves of government*, il juge inopérant de

[1] W. Delany, « The role of ideology : Summation », in C. Waxman, *The End of ideology debate*, Funk and Wagnatis, 1968, p.313. Cité par P. Birnbaum, *Ibid.*, p.33.
[2] K. Deutsch, *Nationalism and Social Communication* [1953], Cambridge, Massachussets and London, M.I.T Press, 1966, p.74.
[3] *Ibid*., p.74.
[4] *Ibid*., p.75.

s'attacher à étudier les faits de pouvoir à l'œuvre dans le corps politique: « This book suggests that it might be profitable to look upon government somewhat less as problem of power and somewhat more as a problem of steering ; and it tries to show that steering is decisively a matter of communication[1] ». Deutsch détourne son propos des relations de domination qui pourraient exister au sein du système politique et ne s'intéresse, comme le suggère le titre de son ouvrage, qu'aux nerfs de celui-ci. Dans la mesure où the « power is thus neither the center nor the essence of politics[2] », il considère que la théorie cybernétique qu'il propose d'appliquer au politique, n'aura plus rien en commun avec les idéologies et philosophies politiques classiques et que le système politique, semblable à une machine, ne nécessitera plus ni conception ni représentation du monde motrice[3]. De ce fait, Deutsch exclut intégralement la question du meilleur des régimes. Précisément ce que, comparativement, se refusait Aron : « Considerations of this kind may be of some help in the long and seemingly unpromising debate concerning "the superiority" of this or that political system. Such debates have often been held in term of a vague all-round superiority, in which cultural, ethical, religious and political values were inextricably mixed and which tended to end as exercises in ethnocentrism[4] ».

Comme en écho, David Easton, autre figure majeure de la science politique américaine, n'accorde lui non plus guère d'importance au pouvoir comme fait de domination : « la lutte pour le pouvoir ne décrit pas le phénomène essentiel de la vie politique ; elle se réfère seulement à un aspect relativement important mais qui reste malgré tout secondaire[5] ». À rebours de la tradition élitiste, qui présupposait la présence d'éléments conflictuels, ces analyses évacuent donc cette question. Est en revanche soulignée l'importance de la professionnalisation des rôles politiques qui, par le biais d'une division du travail en termes de fonctions, et non de visions ou de convictions, permettent aux plus compétents d'assumer ces responsabilités. Ainsi, nul besoin de « présenter ni une critique éthique ni une théorie normative[6] » ; et, par le biais de cette division professionnelle du travail, les politiques sont mises en œuvre par ceux dont la compétence et la profession l'autorise. Les autres, les

[1] K. Deutsch, *The nerves of government* [1963], The Free Press, 1966, Préface, p.25.
[2] *Ibid*., p.125.
[3] *Ibid*., p.25.
[4] *Ibid*., p.191.
[5] D. Easton, *The Political System* [1953], New York, Knopf, 1971, p.143.
[6] D. Easton, *Analyse du système politique* [1965], traduction française de *A System Analysis of Political Life*, Paris, Armand Colin, 1974, p.193.

« social deviants, misfits, strangers, members of minorities, and « marginal men », que l'on sait « unlikely to form stable, cohesive, and influential social groups[1] », n'ont pas de place dans un tel système. Deutsch n'hésite donc pas à marginaliser et à minimiser les groupes exclus du jeu politique. S'il ne s'épanche pas sur cette question, on lit entre les lignes que Deutsch ne fait pas grand cas des groupes qu'il considère comme radicaux politiquement, la critique politique ne trouvant pas sa place dans une telle théorie.

On retrouve également ce principe de neutralisation du pouvoir dans certains des écrits de Talcott Parsons[2]. Ainsi, dans *Politics and Social Structure*, publié en 1969, le pouvoir est conçu comme « capacity to secure the performance of binding obligations by units in a system of collective organization when the obligations are legitimized with reference to their bearing on collective goals and where in case of recalcitrance there is a presumption of enforcement by negative situational sanctions[3] ». Parsons considère ainsi que « the assumption of the inherently hierarchical character of power […] has underlain much of the utopian stance of modern political thought and has been pernicious in creating a false dilemma[4] ». Il s'agit donc ici d'un renversement complet par rapport aux doctrines élitistes : assumer la fonction conflictuelle et inégalitaire n'est plus considéré comme être réaliste mais du registre utopique. Désarticulé de sa fonction hiérarchique, le pouvoir doit alors assumer le rôle d'instrument de réalisation des fins collectives élaborées par le système politique. Dans la mesure où il n'est plus exercé sur d'autres acteurs, qu'il fait l'objet d'un consensus, l'opposition au sein du système ne joue qu'un rôle modeste : « Whether there is opposition or not is an empirically very important but theorically secondary matter[5] ». Il n'y a alors plus guère besoin d'opposition puisque l'idée de pouvoir à s'accaparer a disparu. Cette aspiration au consensus, Parsons n'hésite d'ailleurs pas à la voir comme réalisée au sein de la société américaine qu'il a sous les yeux.

L'on assiste par conséquent à un renversement dans la tradition du réalisme américain. Sous le poids des thèses sur la fin des idéologies et de la lutte contre tout ce qui pourrait servir les radicalismes et autres extrémismes, la tradition américaine a semblé se prémunir face à la

[1] K. Deutsch, *Ibid*., p.174.
[2] En réalité uniquement dans ses écrits plus tardifs. Car dans un ouvrage comme *The Social System* (New York, Free Press, 1951), la nature conflictuelle du pouvoir y est encore affirmée.
[3] T. Parsons, *Politics and Social Structure*, New York, The Fee Press, 1969, p.361.
[4] T. Parsons, *Ibid*., p.519.
[5] T. Parsons, *Ibid*., p.205.

question du pouvoir, des batailles et des conflits structurant le champ de l'activité politique. En procédant ainsi, ces auteurs ont évacué la question de la possibilité d'alternatives politiques aux modèles en place.

B/ Retour aux sources

Nous avions laissé le réalisme italien entre les mains de Sartori, Miglio et Marinini et rappelé les obstacles rencontrés au sortir de la guerre au déploiement d'une étude autonome du politique. Ceux-ci vont peu à peu laisser la place à des travaux académiques visant à réaffirmer avec vigueur la paternité des auteurs élitistes dans l'étude du politique. Cependant, cette reconnaissance ne semble pas avoir aisément pénétré le champ des études empiriques des partis politiques.

1. Enfin prophète en son pays

L'année 1958, date anniversaire du centenaire de la naissance de Mosca, marque le retour glorieux de l'épopée élitiste en son pays d'origine. Dès 1959, au IVème Congrès mondial de Sociologie, des interventions sont regroupées sous le thème *Le élites politiche*[1]. On y notait la présence de textes de Bobbio et Sartori côté italien, Meisel et Bottomore côté américain. En 1964, le même Thomas B. Bottomore publie *Elites and Society*[2], qui sera traduit en italien trois ans plus tard[3]. Il y étudie les concepts d'élite et classe dirigeante à la lumière des classiques, tout en tenant compte des apports de la tradition américaine. La synthèse qu'il y effectue est d'autant plus remarquable qu'il parvient à situer son analyse au croisement des tendances politiques de l'époque : les pensées de Marx, jointes à celles de Mosca et Pareto, sont convoquées pour proposer une étude de la société italienne de l'entre-deux-guerres. Bien qu'opposées, Bottomore les réunit autour de leur contribution à la démystification des idéologies. Marxisme et libéralisme sont tous deux convoqués et leurs logiques mises à nu : derrière l'égalitarisme se trouve une réalité élitaire, celle de la dictature du prolétariat ; et chez

[1] Nous tenons ces éléments de l'ouvrage d'Albertoni, *Ibid*., p.190.
[2] T. B. Bottomore, *Elites and society*, London, Watts, 1964.
[3] Sous le titre *Elite e società*, Milano, Il Saggiatore, 1967.

les élitistes perdure une projection théorique d'une aspiration aristocratique vers des formes de sociétés non égalitaires. La rapidité avec laquelle cet ouvrage a été traduit et l'écho qu'il a rencontré démontrent une certaine banalisation des études sur ce thème. D'ailleurs, en 1966, le même Bobbio propose une anthologie de *La classe politica*[1], encourageant ainsi le développement d'une relecture des classiques italiens. Trois années plus tard, c'est dans ses *Saggi* déjà mentionnés qu'il redonne toute leur importance conceptuelle à Mosca et à Pareto[2]. Si bien que Bobbio peut alors affirmer : « La théorie de la classe politique n'a pas été démentie jusqu'à présent ; mais elle est encore aujourd'hui l'un des points fondamentaux de la science politique, une sorte d'opinion commune à l'égard de laquelle la charge de la preuve revient à ceux qui la refusent, et non pas à ceux qui l'acceptent[3] ». S'enchaîne en effet une période faste : en 1971, Eugenio Ripepe, publie *Le origini delle classe politica*[4], consacré principalement à la théorie de Mosca et à son contexte d'élaboration. Il publie également en 1974 *Gli elitisti italiani*[5], dans lequel il étudie la construction du courant élitiste italien et où se côtoient les noms de Mosca, Pareto et Michels. Outre les travaux de Carlo Mongardini déjà rencontrés, signalons également le travail de vulgarisation entrepris par celui qui était alors un jeune collaborateur de Bobbio, Michelangelo Bovero, qui publie en 1975 *La teoria dell'elite*[6]. Le travail mené par Ettore Albertoni autour de l'œuvre de Mosca témoigne également de cette réévaluation des théories élitistes. Celui-ci publie en 1973 *Il pensiero politico di Gaetano Mosca*[7], avant de consacrer en 1978 une étude de plus grande ampleur à la doctrine politique de Mosca[8]. Ce rapide détour exégétique nous permet de mesurer l'importance prise par la théorie des élites dans l'étude du politique en Italie. S'il a été relativement lent à se dessiner, il semble, au seuil des années 80, s'être irrémédiablement installé.

---

[1] Cet ouvrage fut publié aux éditions Laterza.
[2] N. Bobbio, *Ibid*.
[3] N. Bobbio, *Ibid*., p.186.
[4] E. Ripepe, *Le origini della classe politica*, Guiffrè, Milan, 1971.
[5] E. Ripepe, *Gli elitisti italiani*, Pisa, Pacini, 1971.
[6] M. Bovero, *La teoria dell'elite*, Turino, Loescher, 1975.
[7] E. A. Albertoni, *Il pensiero politico di Gaetano Mosca*, Milano, Cisalpino-Goliardica, 1973.
[8] E. A. Albertoni, *Gaetano Mosca. Storia di una dottrina politica*, Milano, Giuffrè, 1978.

2. Une faille à combler ?

En dépit d'une reconnaissance conceptuelle et théorique de la théorie des élites, il semble que l'étude des partis politiques n'en ait que tardivement profité. Comme le remarquait déjà Albertoni à propos des théories de Mosca et Pareto, « ces deux théorisations se montrent plutôt inadéquates face au nouveau terrain de la recherche empirique et théorique des partis politiques et des mouvements de masse[1] ». C'est de cette inadéquation que naîtra d'ailleurs la confluence théorique avec l'œuvre de l'italien d'adoption Roberto Michels. Et c'est également en raison de cette inadéquation qu'il nous faut quelque peu nous attarder sur la place occupée par le russe Moisei Ostrogorski, auquel se réfère d'ailleurs Michels dans son texte de 1911[2]. Dans son texte de 1903, *La démocratie et les partis politiques*[3], Ostrogorski ne mentionne à aucune reprise les travaux de Mosca. Les voyages de recherche effectués aux États-Unis et en Grande-Bretagne sont pour lui l'occasion d'une vaste réflexion quant à la formation, au développement et au renouvellement des classes dirigeantes. Cette élite, naturelle, est vouée à l'exercice du *leadership*. Le russe est ainsi le premier à poser le problème des partis dans le cadre du système libéral-démocratique. Michels se penchera quant à lui sur le problème de la démocratie à l'intérieur même du parti politique de masse, avec la conviction que ce sont désormais ces structures minoritaires qui dirigent la participation démocratique. C'est à ce moment et selon cette tradition que « le parti devient ainsi la structure opérationnelle où sont plus ou moins élucidées les possibilités réelles de développement de la vie démocratique[4] ». Cependant, rares seront les études italiennes qui, à partir d'approches empiriques et précises, appliqueront les outils légués par ces prédécesseurs. Il faudra attendre le début des années 80 pour que, sous la plume notamment d'Angelo Panebianco, se produise l'essor d'une telle étude des partis politiques. Nous reviendrons ultérieurement sur ce point et y préciserons notre position théorique.

---

[1] E A. Albertoni, *Ibid*., p.154.
[2] R. Michels, *Les Partis politiques, Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* [1911], Paris, Flammarion, 1914.
[3] M. Ostrogorski, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1903.
[4] E A. Albertoni, *Ibid*., p.158.

. Conclusion : des spécificités nationales

L'identification, au sein des sciences sociales et politiques, d'une tradition réaliste, ne va pas de soi. Si les théories élitistes ont dans un premier temps constitué le premier point d'ancrage disciplinaire, cette tradition s'est élargie et a connu des destinées diverses selon des spécificités nationales que nous avons tenté de repérer. En Italie, son lieu de naissance, l'étude réaliste du politique a longtemps été obstruée par la faible considération pour les théoriciens de l'élite. Il a fallu attendre l'après-guerre et des volontés réformistes pour que s'affirme cette tradition. À partir des années 60, celle-ci a profité du climat idéologique qui semblait lui donner raison avec une nette priorité accordée à l'exégèse des théories de l'élite. Aux États-Unis, ce sont dès les années 40 et 50 que les thématiques réalistes ont trouvé écho. Mais ces théories ont par la suite évolué vers une vision irénique de la politique, se tenant éloignées de la conflictualité et du potentiel de nuisance de la politique. C'est sous couvert de théorie du déclin des idéologies qu'une partie des sciences sociales et politiques américaines a versé dans le consensualisme, le rejet de la critique et la légitimation de l'ordre établi, l'ennemi communiste servant de justification. La France fait, nous l'avons dit, pâle figure. Car mis à part les travaux d'Aron et Freund, la tradition réaliste n'a, autour de la même période, été que peu investie, et la réception des travaux des travaux des réalistes italiens quelque peu tardive.

Conclusion de la première partie

Si le réalisme politique a bien à voir avec la question du pouvoir, il n'en est pas le terme unique. Il est également évaluation des possibles de l'action politique et par là même science des conditions du politique. L'inertie du réel venant rendre sa métamorphose plus difficile, le réalisme implique et valide la pratique du compromis dans la gestion des affaires publiques. C'est cette même inertie qui le pousse à une certaine méfiance vis-à-vis des idéologies transformatrices ainsi que du genre utopique. Sa tendance à légitimer ce qui est au détriment de ce qui pourrait être explique les liens d'affinité qu'entretient la pensée réaliste avec le conservatisme politique. L'appropriation par les sciences politiques et sociales confirme cette tendance, trop nombreux pour relever du hasard ayant été les auteurs se réclamant du réalisme à solidariser leur étude du politique à un rejet de ce qu'ils considéraient comme hors du champ de la modération politique. Aussi large et diverse qu'elle puisse être, cette tradition réunie ses contributeurs autour du rejet de la dimension utopique et de la croyance en une refonte possible de l'ordre politique. Malgré sa consolidation, il nous semble cependant que certains manquements ou ambiguïtés n'ont, au sein de cette tradition, pas été levés. D'une part, comme nous l'avons évoqué, elle n'a investi que tardivement l'étude des partis politiques[1]. D'autre part, lorsque cela a pu être le cas, les travaux, en adoptant un point de vue réaliste, se sont centrés sur l'étude des élites au sein de l'organisation partisane[2]. Ces approches réalistes ne traitent ainsi pas du réalisme mais adoptent, de manière critique et bien souvent pertinente, ses postulats et les appliquent à l'étude des partis politiques. Ce point de vue réaliste dans l'étude des partis politiques constitue une faille importante qu'il s'agirait de combler en adoptant non pas un point de vue réaliste, mais en étudiant précisément les sens et significations du réalisme au sein d'une organisation politique ou partisane.

---

[1] Ce qui peut également s'expliquer, comme nous le verrons dans la partie suivante, par le développement également tardif de l'étude empirique des partis politiques.

[2] Voir notamment R. Cayrol, « La direction du parti socialiste », *Revue française de science politique*, n°2, avril 1978 ; P. Bacot, *Les dirigeants du parti socialiste*, Lyon, PUL, 1979 ; S. Cohen, « Les hommes de l'Elysée », *Pouvoirs*, n°20, 1982 ; M. Dagnaud, D. Mehl, *L'élite* rose, Paris, Ramsay, 1982. Le dernier travail académique en date proposant une sociologie des dirigeants socialistes dans une perspective élitiste est à notre connaissance l'excellent travail de thèse de Carole Bachelot, « *Groupons-nous et demain… » : Sociologie des dirigeants du parti socialiste depuis 1993*, Thèse de science politique, IEP de Paris, 2008.

Deuxième Partie

UNE SOCIOLOGIE HISTORIQUE DU REALISME POLITIQUE

Introduction de la deuxième partie

Le Parti socialiste français, par son origine et son histoire, constitue un objet d'étude privilégié pour la sociologie historique du réalisme politique que nous proposerons dans cette partie. La première de ces raisons tient à ses origines. Conformément à l'hypothèse durkheimienne présentée en introduction de ce travail, le socialisme est initialement en contradiction avec les postulats et principes du réalisme politique. Il est en effet chez lui question de possibles et de remise en question des expériences de l'Histoire, d'idéal et non d'adaptation à la réalité, de refondation complète de la société et de la création d'un nouvel ordre social[1]. Or, son développement ainsi que son institutionnalisation témoignent d'une volonté de s'affranchir de cet irréalisme initial. Le procès mené par Marx et Engels à l'encontre des socialistes « utopistes » ne sera que le premier acte de distanciation vis-à-vis de pensées considérées comme chimériques et comme n'ayant aucun pouvoir de transformation. Paradoxalement, c'est par la suite face au marxisme et à ce qui sera perçu comme une orthodoxie doctrinale que le socialisme démocratique cherchera à prendre ses distances. C'est ce même marxisme, et avec lui l'ensemble des idéologies jugées radicales et dépassées, qui seront perçues comme chimériques et utopiques. Leur sacrifice sur l'autel du réalisme, bien qu'en France particulièrement tardif, n'en sera que plus soudain avec la prise du pouvoir exécutif par Mitterrand en 1981. Nous serons donc amenés dans cette partie à étudier la manière dont le socialisme, sous sa forme doctrinale et institutionnelle, a progressivement quitté le registre du non réalisme et de l'utopie pour verser dans celui du réalisme. Il s'agira d'analyser la manière dont le parti a progressivement intégré les impératifs du réalisme et en a modifié sa doctrine et son idéologie. L'évolution de son rapport au pouvoir constituera un élément central de ce travail dans la mesure où celui-ci à eu de lourds effets sur le contenu doctrinal du parti. Car en se transformant en parti de gouvernement, le parti socialiste à adapté sa doctrine et l'a pliée aux exigences de la réalité. Cette question des rapports entretenus par le parti au réalisme croisera également celle de son rapport au réformisme. L'hypothèse que nous formulons sur ce point consiste à envisager la pensée et l'expérience réformiste comme la réponse donnée par le socialisme à la question du réalisme. L'invective « qu'elle ose paraître ce qu'elle est » lancée par Edouard Bernstein pour signifier son attachement au

[1] E. Durkheim, *Le socialisme : sa définition, ses débuts, la doctrine saint-simonienne* [1928], Paris, PUF, 1992.

réformisme peut selon nous être interprétée comme le déplacement du précepte réaliste à la pensée socialiste. En appelant à voir le socialisme comme il est et non comme il faudrait qu'il soit, le réformisme a introduit à l'intérieur même du socialisme la question du réalisme. Les rénitences du socialisme français à l'encontre du réformisme seront donc aussi celles de ses résistances au réalisme.

Les deux chapitres de cette deuxième partie seront ainsi consacrés à reconstruire ce travail d'émancipation du socialisme vis-à-vis de son utopisme initial. Le premier chapitre nous mènera des prémisses et haillons de l'utopie socialiste jusqu'au débat doctrinal de l'entre-deux-guerres et à l'épisode du Front populaire. Le second chapitre retracera cette évolution à partir de la Seconde guerre mondiale. Il accordera une large place à la prise du pouvoir par François Mitterrand en 1981. Aboutissement et illustration des ambiguïtés du réalisme politique, c'est autour de cette période que se clôturera notre sociologie historique. Notre dessein se situant au niveau le plus proche du message socialiste, textes et discours constitueront notre matériau d'analyse privilégié[1]. Les travaux faisant état de telles sources étant richement documentés, nous avons pu nous délester du travail d'archive en n'ayant recours à des sources secondaires.

[1] L'on se permettra ici une remarque préalable concernant la critique des sources officielles. Tout texte à caractère politique peut être l'objet d'appropriations de la part d'acteurs dont les intentions sont mues par des intérêts personnels et non idéologiques. Etudier les motivations politiques et idéologiques implique donc à cet effet un travail d'objectivation. Cependant, tout texte faisant l'objet d'un ralliement important s'intègre à un ensemble plus large de croyances et de convictions de la part des militants. Puisque c'est d'avantage sur celles-ci que porte notre travail, un tel travail d'objectivation ne nous est pas apparu comme indispensable.

Chapitre 3 : Le socialisme. De l'utopie à l'espoir

« Le socialisme n'est pas une science, une sociologie en miniature, c'est un cri de douleur et, parfois, de colère, poussé par les hommes qui sentent le plus vivement notre malaise collectif. Il est aux faits qui le suscitent ce que sont les gémissements du malade au mal dont il est atteint et aux besoins qui le tourmentent ».

Emile Durkheim, *Le socialisme* [1928], Paris, PUF, 1992, p.37.

. Introduction

L'étude des organisations partisanes au sein de la tradition réaliste est, nous l'avons signalé, demeurée marginale pendant de longues années, sinon limitée à quelques noms. Indépendamment de cette faiblesse, cette tradition semble en réalité avoir adopté les postulats du réalisme sans spécifiquement les questionner, en les reprenant par nécessité et bon sens : nécessités d'a/anti-idéologisme et de neutralité scientifique. Egalement par un certain conservatisme et une méfiance devant la rhétorique du changement et de l'alternative. Cela a ainsi pu la conduire, c'est l'une des conséquences d'une telle approche, à centrer leurs travaux sur la production, la place et le rôle des élites au sein des organisations partisanes. Devant ce double écueil et ce caractère quelque peu réducteur, il nous faut à présent prendre nos distances et arrimer notre travail sur le réalisme à l'organisation partisane qu'est le Parti

socialiste. Ce faisant, et moyennant certaines précautions et repères méthodologiques, nous éviterons, comme nous l'avons dit, de considérer le parti uniquement dans sa dimension agonistique ou de nous centrer sur l'étude des dirigeants socialistes. Conformément à ce que nous avions annoncé dans la conclusion de la première partie, nous n'adopterons donc pas un point de vue réaliste sur le parti mais chercherons à faire dire au parti son réalisme. Nous repartirons néanmoins de cette tradition réaliste de l'étude des partis politiques avant de nous positionner et préciser quel programme de recherche nous adopterons.

I – Quelle sociologie des partis ?

Sans prétention à embrasser la totalité de l'histoire de la sociologie des partis politiques, on peut schématiquement en dégager deux tendances relativement opposées. L'une, d'aspiration réaliste et que l'on peut qualifier d'organisationnelle ; l'autre, à rebours, qui considère davantage les partis dans leur ancrage social et plus largement dans leur environnement entendu au sens des circonstances extérieures. Il est cependant possible et même souhaitable de ne pas avoir à choisir exclusivement l'une ou l'autre des traditions, en réalité plus complémentaires que contradictoires.

A/ La tradition réaliste dans l'étude des organisations partisanes

Nous rappellerons ici, succinctement pour éviter toute redondance, la manière dont s'est construite la tradition réaliste de l'étude des partis politiques. Celle-ci a également été l'objet de critiques importantes, tant sur le plan de la limite de ses modèles d'analyse que sur son refus de toute approche empirique. C'est après en avoir reconstruit les enjeux que nous préciserons la position, médiane, que nous adopterons.

1. Influences de l'approche organisationnelle…[1]

L'approche réaliste des partis politiques s'attache à l'observation concrète des pratiques partisanes et non pas à ce que les partis devraient être ou aux fonctions qu'ils devraient remplir[2]. Cette tradition est concomitante du développement de la démocratie de masse, dont le but affiché est la conquête pacifique, via les élections, des postes de pouvoir politique. Dès le début de ce siècle, Moisei Ostrogorski, Roberto Michels mais aussi Max Weber définiront les contours de ce qui s'affirmera après la Seconde guerre mondiale comme l'un des terrains de prédilection de la science politique non empirique. Ces trois auteurs sont en effet les premiers à aborder le problème de l'organisation concrète de la démocratie de masse. Par-delà leurs différences, tous ont en commun de reconsidérer le point de vue normatif jusqu'alors prédominant selon lequel l'existence des partis entrerait en contradiction avec le principe de la volonté générale et avec la nécessaire unité de la nation. Tous les trois partagent l'idée, exprimée ici par Weber, selon laquelle « ces nouvelles formations sont des enfants [...] du suffrage universel, de la nécessité de recruter et d'organiser les masses[3] ». Michels va lui plus loin en envisageant les partis comme des potentiels émancipatoires : « la démocratie ne se conçoit pas sans organisation. L'organisation est, entre les mains des faibles, une arme de lutte contre les forts[4] ». Cette perspective commune amène les trois auteurs à dépasser un angle purement descriptif et à « s'attacher avant tout au parti comme forme organisationnelle et non comme expression d'une doctrine ou d'intérêts sociaux[5] ». Ils constituent ainsi le parti en tant qu'objet scientifique autonome, indépendant de son environnement social. Si le parti n'est pas réduit à un type unique, ils considèrent en effet que la professionnalisation et la bureaucratisation inéluctable des partis politiques modernes les amèneront à s'autonomiser de leur base sociale. Qu'il s'agisse d'Ostrogorski, qui à partir de l'exemple américain annonçait le triomphe des machines partisanes sur les élus ou de Weber, pour qui les partis de clientèles étaient condamnés à être substitués par des bureaucraties conduites par des entrepreneurs charismatiques, ces auteurs considéraient le détachement des

---

[1] Nous empruntons ce titre à F. Sawicki, « Découverte de la science politique », *Cahiers Français*, n°276, mai-juin 1996, p. 51-59. Consulté le 20/09/2011 sur le lien suivant : http://ceraps.univ-lille2.fr/fileadmin/user_upload/enseignants/Sawicki/Sawicki-.
[2] F. Sawicki, *Ibid*., p.52.
[3] M. Weber, *Le savant et le politique* [1919], Paris, Plon, 1959, p.154.
[4] R. Michels, *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* [1911], Paris, Flammarion, 1914, p.25.
[5] F. Sawicki, *Ibid*., p. 51.

partis modernes de leur socle comme irrémédiables. Leurs analyses en sont directement tributaires. Malgré cela, ces auteurs demeurent sujets à de fortes préoccupations normatives. Leur regard sur les organisations partisanes reste en effet très critique, particulièrement chez Ostrogorski et Michels qui, conformément au postulat oligarchique, considèrent que les dirigeants des partis de masse ont tendance à privilégier leurs propres intérêts au détriment de ceux de leurs adhérents ou de leurs électeurs.

En France, les travaux de Maurice Duverger sont, dans la tradition réaliste de l'étude des partis politiques, incontournables. En publiant en 1951 son ouvrage consacré aux partis politiques[1], il a contribué à façonner le champ des recherches sur cette question pour de nombreuses années. Cet ouvrage, rapidement considéré comme un classique de la science politique, se rattache explicitement aux travaux d'Ostrogorski et de Michels et privilégie lui aussi une approche organisationnelle. Il affirme ainsi d'emblée que « les partis actuels se définissent beaucoup moins par leur programme ou la classe de leurs adhérents que par la nature de leur organisation[2] ». Il se distingue néanmoins de ces travaux en ne se limitant pas à la classification des partis mais en intégrant également les systèmes qu'ils forment. Sans présenter l'ensemble de sa théorie, l'on peut dire que Duverger a fait du système de partis, lui-même en relation avec le mode de scrutin et la forme prépondérante d'alliance qui lui est lié, une variable explicative essentielle des régimes politiques. Selon lui, la représentation proportionnelle tend à s'incarner dans un système de partis multiples et indépendants les uns des autres. A l'inverse, le scrutin majoritaire à deux tours favorise un système de partis multiples, souples et dépendants les uns des autres. Enfin, le scrutin majoritaire à un seul tour tend lui au dualisme des partis[3]. Concernant l'approche organisationnelle des partis, Duverger innove par un souci de classification semblable à celui des systèmes de partis. Il introduit une série d'oppositions fondées sur des types-idéaux visant à distinguer les partis en fonction de leur origine (parlementaire ou extérieure, par exemple associative, syndicale ou cléricale), de leur taille et de leur structure. C'est à partir de ce dernier point qu'il fonde sa célèbre opposition entre partis de cadres et partis de masses. Les premiers, que l'on peut rattacher aux partis libéraux et conservateurs, correspondent « aux partis de comités, décentralisés et

[1] M. Duverger, *Les partis politiques* [1951], Paris, Armand Colin, 1976.
[2] *Ibid*., p.20.
[3] Si une telle proposition, présentée comme une loi, a donné lieu à de nombreux débats, nul besoin de les rappeler ici. Mentionnons cependant les travaux de Douglas W. Rae, qui a très tôt souligné le poids d'autres facteurs institutionnels tel le découpage des circonscriptions électorales (*The Political Consequences of Electoral Laws*, New Haven, Yale University Press, 1967).

faiblement articulés[1] ». Ils sont faiblement hiérarchisés et demeurent pour l'essentiel sous le contrôle des parlementaires. Les seconds, qui correspondent aux partis socialistes européens, sont des « partis basés sur les sections, plus centralisés et plus fortement articulés[2] ». Ce type de structure partisane nécessite un maillage important du territoire, le paiement de cotisations par les adhérents ainsi que l'encadrement des sympathisants et des électeurs par le biais d'une forte propagande doctrinale.

2. ... et ses critiques

En dépit d'une catégorisation inopérante pour certains partis (notamment le Parti travailliste anglais, qui n'entre pas dans sa typologie), l'analyse en terme typologique va connaître un certain succès. Par la suite, notamment sous la plume de Michel Offerlé, d'autres approches influencées par la théorie bourdieusienne des champs et par le travail de Georges Lavau, ont porté la critique à une telle tradition. Frédéric Sawicki, proche d'ailleurs de la tradition rouverte par Offerlé, en résume la critique en ces termes : « En cherchant à réduire la diversité phénoménologique des partis à quelques types bien déterminés, la science politique était vouée non seulement à courir derrière une réalité historique en perpétuelle évolution, d'autant plus insaisissable que la forme parti se banalisait dans les anciens pays coloniaux, mais à ne jamais parvenir à un accord sur les critères et les degrés des classifications utilisées ». De plus, précise-t-il, « en faisant de la typologie la finalité de la recherche et en voulant réduire l'explication des partis à une unique dimension, la science politique a souvent mal rendu compte du fonctionnement effectif des partis et des changements incessants — derrière la permanence des sigles — qui les traversent, lesquels s'accommodent mal de schémas d'explication sommaires[3] ».

L'autre limite de cette tradition réside dans son hermétisme à toute approche empirique ou en termes de recontextualisation, obsession typologique et globalisante oblige. Car étudier ainsi une organisation partisane pose la question de l'ensemble de ses rapports aux facteurs extérieurs qui l'influence et en conditionne la dynamique. C'est d'ailleurs autour de

[1] M. Duverger, *Ibid*., p.127.
[2] M. Duverger, *Ibid*., p.127.
[3] F. Sawicki, *Ibid*., pp.54-55.

ces questions que Georges Lavau remettait en cause l'approche de Duverger : « Ce n'est pas seulement l'étude de la *doctrine* et de la *composition sociale* des partis qui manque en effet à l'ouvrage de M. Duverger, mais plus encore celle des *types de société et de civilisation* où se meuvent les partis, celle des *conditions économiques* et des *circonstances historiques* dans lesquelles ils évoluent[1] ». Autant de remarques pénétrantes qui sont venues infléchir la portée de cette tradition d'étude jugée obsolète ou inopérante. L'étude des variables historiques ou, plus largement, des facteurs exogènes, s'avère en effet incontournable à la compréhension des organisations partisanes.

B/ L'approche socio-historique des partis politiques

Tout en tenant compte de ces critiques et remarques, il nous semble cependant que certains politistes se revendiquant de la tradition réaliste ont pu proposer certains modèles d'analyses pertinents pour l'étude des organisations partisanes. Partant, nous serons amenés dans ce travail à combiner différentes approches. La première, qui concerne la sociohistoire du PS, aura à voir avec son identité idéologique et ses mutations. Nous nous placerons pour cela dans ce que le politiste italien Angelo Panebianco a appelé le modèle génétique[2] ainsi que dans ce que le courant de l'institutionnalisme historique a conceptualisé sous le terme de « path dependence[3] ».

1. Le concept de modèle génétique

Angelo Panebianco, prenant acte de la critique opérée à l'encontre de la tradition réaliste, a au contraire cherché au début des années 80 à en réhabiliter certains concepts. Il déclare ainsi, à propos des travaux de Weber, Michels et Duverger : « This book can therefore be read as an attempt to bring back to center stage what has been stored in a dusty corner,

[1] G. Lavau, *Partis politiques et réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Paris, Armand Colin, coll. Cahiers de la FNSP, 1953, p.8.
[2] A. Panebianco, *Political parties : organization and power* [1982], Cambridge University Press, 1988.
[3] P. A. Hall, R. C. R. Taylor, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol. 47, n°3-4, 1997.

forgotten by most researchers[1] ». Le parti pris organisationnel qui est le sien le conduit notamment à développer le concept de « genetic model », qu'il décrit comme suit :

> « A party's organizational characteristics depend more upon its history, on how the organization originated and how it consolidated, than upon any factor. The characteristics of a party's origin are in fact capable of exerting a weight on its organizational structure even decades later. Every organization bears the mark of its formation, of the crucial political-administrative decisions made by its founders, the decision which "molded" the organization[2] ».

Il faut ainsi aller consulter « the information that historians have gathered on the origins of many parties[3] ». Cette approche, utilisée dans un travail sociologique, permet d'éviter de tomber dans l'empirisme béat rendant impossible la mise à jour des dynamiques et des évolutions du parti. De plus, et c'est particulièrement pertinent dans le cadre du Parti socialiste, le retour aux moments historiques fondateurs du parti permet de fixer son rapport au réformisme et, partant, au réalisme[4]. En effet, nous considérons que la dynamique du Parti socialiste et ses rapports ambivalents au réalisme, entre préservation doctrinale et idéologique, maintien d'un horizon utopique, et son intégration au jeu du système politique, tiennent pour une partie importante de sa source dans la période qui a vu l'unification du parti entre 1905 avec le congrès de la salle du Globe, et 1908 avec la synthèse jaurésienne.

2. La discontinuité historique

Cette méthode privilégiant le retour aux sources du parti ne doit en aucun cas nous conduire à passer au travers des mutations qui l'ont affecté. C'est la raison pour laquelle cette méthode sera conjuguée à celle, plus dynamique, du sentier de dépendance[5]. Ce courant de l'institutionnalisme historique cherche à souligner le fait que le trajet qu'emprunte une institution ou une organisation à un moment de son histoire, conditionne en partie les choix

---

[1] A. Panebianco, *Ibid*., préface, p.2.
[2] A. Panebianco, *Ibid*., p.50.
[3] A. Panebianco, *Ibid*., p.50.
[4] Une telle démarche est notamment suivie par Alain Bergounioux et Gérard Grunberg dans leur ouvrage *Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remords* [2005], Fayard, 2007. Nous leur empruntons d'ailleurs certains des éléments qui suivent.
[5] Nulle opposition entre les deux approches, comme le déclare d'ailleurs Panebianco : « Although crucial, the problem of parties' formative paths receives little consideration in the current literature on parties », *Ibid*., p.50.

pris par cette institution devant des questions nouvelles. Ce courant cherche à « distinguer dans le flot des évènements historiques des périodes de continuité et des « situations critiques », c'est-à-dire des moments où des changements institutionnels importants se produisent, créant par là des « bifurcations » qui engagent le développement historique sur un nouveau trajet[1] ». A rebours d'une vision téléologique ou cyclique de l'histoire, l'image du sentier insiste sur le poids des décisions prises par le passé, tandis que celle de bifurcation permet de saisir l'irruption de la nouveauté, de l'imprévu, de la crise, qui vont prolonger le sentier de dépendance en le modifiant par leur empreinte. Cette approche présente également l'avantage de penser communément continuité et rupture, de ne pas céder aux discours de la nouveauté radicale ou de la stagnation permanente.

Partant, nous insisterons dans notre relecture de l'histoire du Parti socialiste sur les périodes où les questions liées au problème du réalisme ont été particulièrement aigues. Ce faisant, nous tenterons de montrer en quoi ces périodes ont constitué des « situations critiques » par rapport à la question du réalisme et méritent en conséquence des effets de loupe. La première période tournera, conformément à la prescription de Panebianco, autour de l'institutionnalisation du socialisme français ; la deuxième période s'articulera autour de l'action et des apports théoriques de Jaurès et de Blum ; la troisième sera consacrée à la période ayant vu Guy Mollet à la tête du parti entre 1946 et 1969 ; enfin, nous consacrerons une large partie à la période mitterrandienne, acte de consécration de la logique réaliste. Cette approche socio-historique se voudra par conséquent chronologique et discontinue.

II - Utopie et réalisme dans la naissance du socialisme

Préalablement à ce que nous ancrions l'étude du socialisme à sa forme institutionnelle française, il nous faut revenir à son acte de naissance et aux premiers enjeux dont il a fait l'objet. L'on distingue souvent à cet égard deux formes de socialisme, étanches et distincts

[1] P. A. Hall, R. C. R. Taylor, « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol. 47, n°3-4, 1997, p. 476.

l'un de l'autre : le socialisme utopique et le socialisme scientifique. Cette catégorisation est en réalité l'effet d'une « marxisation » des esprits. Car c'est en se faisant le promoteur de cette étanchéité que le marxisme s'est imposé comme le seul socialisme « valable », les autres étant considérés comme pure fantaisie. Martin Buber a en ce sens parfaitement raison lorsqu'il affirme que « le qualificatif « utopiste » est devenu l'arme la plus forte dans la lutte du marxisme contre le socialisme non marxiste[1] ». De nombreux travaux étant consacrés à cette question du socialisme utopique[2], nous n'en proposerons ici aucun prolongement. C'est davantage la question de la catégorisation mentionnée qui sera l'objet de notre attention. Nous tenterons de la reconstruire au prisme de cette question du réalisme et de sa monopolisation par le marxisme. Ce travail de monopolisation reconstruit, nous verrons comment la question du pouvoir et de sa prise a été traitée par la littérature marxiste.

A/ La sémantique de l'utopie[3] dans la naissance du socialisme

Au carrefour de la critique sociale et du genre utopique, les premiers pas du socialisme témoignent d'une ambiguïté : utopiste et impossible pour ses détracteurs, nécessaire et souhaitable pour ses défenseurs. Le socialisme a, dès sa naissance, été l'objet d'enjeux sémantiques s'articulant autour de cette question du réalisme.

1. Le socialisme utopique

Poser cette question au socialisme nous oblige au préalable à faire un bref détour par la naissance de sa doctrine et son arrimage au genre utopique. La plus ancienne mention du terme de socialisme en français se trouve dans l'hebdomadaire parisien *Le Semeur*, dans le numéro daté du 23 novembre 1831. Celle de « socialiste » apparaît dans le journal de Fourier

[1] M. Buber, *Utopie et socialisme*, Paris, Aubier-Montaigne, 1977, p.22.
[2] Outre ceux auxquels nous ferons référence ici, mentionnons parmi tant d'autres ceux de Jacqueline Russ (*Le socialisme utopique français*, Paris, Bordas, 1988) ou l'ouvrage anthologique préfacé par Daniel Guérin (*Socialistes, utopistes et anarchistes : à la recherche du bonheur*, Romorantin, Martinsart, 1977).
[3] Nous empruntons ce titre à Hinrich Hudde et Peter Kuon, *De l'utopie à l'uchronie. Formes, significations, fonctions*, Actes du colloque d'Erlangen, 16-18 octobre 1986,Tübingen, G. Narr, 1988.

La Réforme industrielle ou le Phalanstère le 12 avril 1833[1]. Il est cependant évident que la doctrine existait préalablement[2]. Mais parler de socialisme avant le 19ème siècle[3], c'est parler d'un socialisme majoritairement moral et humanitaire. S'inspirant des républiques antiques ou des sociétés primitives qu'il idéalise, le socialisme à cette époque désigne avant tout des attitudes philanthropiques et humanitaristes. A une époque où la question ouvrière n'existait pas encore, ce socialisme était à dominante agraire et artisanale. C'est au début du 19ème siècle, au moment où la doctrine socialiste va s'épanouir, que socialisme et utopie vont se rencontrer. L'épanouissement de ce socialisme utopique correspond en France à une période de transition sur le plan socio-économique. Alors que la production industrielle ne progresse que lentement (la machine à vapeur est encore rare, le moteur hydraulique domine, les chemins de fer couvrent une faible partie du territoire), le nombre d'ouvriers s'accroît, sans toutefois que l'on puisse encore parler d'une classe ouvrière homogène. Les luttes, bien que ponctuelles et faiblement organisées, apparaissent ; de même que certaines organisations ouvrières telles que les sociétés de secours mutuel, survivances du compagnonnage. Faute d'un véritable mouvement ouvrier, la Restauration colporte une idéologie économique qui vise à légitimer ces états de fait que sont les inégalités. Une des premières critiques de la misère ouvrière sera le fait de Sismondi, qui publie en 1819 ses *Nouveaux principes d'économie politique ou la richesse dans ses rapports avec la population*[4]. Si lui se réfugie dans une forme de fatalisme, sa condamnation du libéralisme économique préparera la critique socialiste.

En ce début de siècle, le projet utopique va tenter de remédier au mal social en s'adossant à la science sociale naissante. Celle-ci peut avoir une double utilité, tel que le formule Victor Considérant : elle permet simultanément « la critique de la société ancienne » et « le développement des institutions nouvelles. Il convient de connaître le mal pour

---

[1] Pour un point de vue historique relatif à cette question, nous renvoyons à l'article de Jean Sagnes, « « Parti communiste » et « Parti socialiste » : genèse d'une terminologie », *Revue française de science politique*, n°4-5, août-octobre 1982, p.796.

[2] Sur ce point précis, la contribution d'Albert Soboul dans l'ouvrage dirigé par Jacques Droz sur l'histoire du socialisme est particulièrement éclairante (« Lumières, critique sociale et utopie pendant le XVIIIème siècle français », *Histoire générale du socialisme* [1972], Paris, PUF, 1979).

[3] Comme le fait par exemple André Lichtenberger dans *Le socialisme au dix-huitième siècle. Essai sur les idées socialistes dans les écrivains français du XVIIIème siècle avant la Révolution*, Paris, Alcan, 1895.

[4] J. Sismondi (de), *Nouveaux principes d'économie politique ou la richesse dans ses rapports avec la population*, Paris, Delaunay, 1819.

déterminer le remède[1] ». Chez Saint-Simon, le socialisme est d'ailleurs avant tout une sociologie, et ce n'est qu'en 1825 avec la publication de son *Nouveau Christianisme*[2], l'année de sa disparition, qu'il s'intéressa à la classe la plus nombreuse et la plus pauvre. Le projet socialiste utopique du début du siècle peut donc être défini comme un projet de transformation sociale à la fois radical et correctif par le biais de l'examen scientifique. La science sociale au service de l'utopie, voilà qui peut paraître étonnant.

2. Enjeux sémantiques autour de l'utopie

Nous allons à présent nous attacher à une reconstruction de la sémantique de l'utopie à partir des écrits socialistes relatifs à cette question de l'utopie[3]. La reconstruction de cette sémantique de l'utopie[4] nous permettra de l'articuler ensuite au réalisme en montrant l'importance prise par une pratique d'appropriation discursive. La périodisation de son évolution sémantique étant étroitement liée à l'histoire politique et sociale de la France, nous en reprendrons ici la chronologie selon ses dates charnières.

Les tendances à la politisation et à la péjoration résultent de la montée du socialisme préquarantehuitard. Ce socialisme est représenté en premier lieu par ses trois figures tutélaires que sont Saint-Simon, Fourier et Owen, puis par la génération de socialistes et de communistes qui suivra dans les années 30 et 40, à savoir, notamment, Proudhon, Louis Blanc, Cabet, Considérant et Enfantin. Dans leurs critiques de la société bourgeoise, ces socialistes renoncent à la formule vétuste de l'utopie littéraire du type de celle de More, à l'exception notable de Cabet qui publie en 1840 son utopie littéraire, *Voyage en Icarie*. Ainsi, Saint-Simon, dans son périodique *L'Organisateur* de 1819/1820, critique la facilité du reproche d'*utopie* que les bourgeois adressent aux projets d'innovation sociale, « cette disposition, générale parmi nous, à traiter d'utopie tout projet de perfectionnement important

[1] V. P. Considérant, *Destinée sociale*, Paris, Libraires du Palais-Royal, Bureau de La Phalange, Vol.1, 1835, p.29.
[2] C-H, R. Saint-Simon, (de), *Nouveau christianisme* [1825], Editions de l'Aube, 2006.
[3] Tel que le fait notamment Marc Angenot dans *Rhétorique de l'anti-socialisme. Essai d'histoire discursive*, Presses de l'Université Laval, 2004.
[4] Analyse sémantique qui nous permettra de passer par-delà la diversité des utopies. Car il est évident que si nous regardions de plus près le contenu des utopies, nous ne serions que frappés par leur diversité et parfois même leur opposition.

de l'ordre social[1] ». Fourier, en 1818, définit lui l'utopie dans un sens dépassant celui du genre littéraire : « C'est le rêve du bien sans moyen d'exécution, sans méthode efficace[2] », c'est l'action dépourvue de moyens. Fourier est le premier socialiste à retourner l'accusation d'utopie face à ses critiques bourgeois : il traite d' « utopistes philosophes » les intellectuels qui « chantent le progrès des lumières[3] ». Il s'agit là du premier emploi du néologisme utopiste dont la valeur sera toujours péjorative.

Les années 1830 voient les débuts, difficiles, du mouvement ouvrier en France : la révolte et l'engagement des ouvriers dans les affrontements des « Trois Glorieuses » de la révolution de juillet 1830, les insurrections des canuts lyonnais en 1831 et 1834, les lois répressives de 1835 et l'insurrection avortée de Blanqui et Barbès le 12 mai 1839, font des néologismes *socialisme* et *socialiste* les dénominations des opposants et critiques de la société bourgeoise. Ce cri de conscience politique et social fait évoluer la sémantique de la notion d'utopie[4] :

- la notion d'utopie s'élargit du genre littéraire à toutes les constructions de sociétés idéales et à toutes les théories sociales.
- La politisation des termes utopie/utopistes se renforce. Ils deviennent, au sein de la bourgeoisie, synonymes de socialisme/socialistes.
- Des velléités cherchent à valoriser les concepts d'utopie et utopistes.
- Des évènements politiques et sociaux entraînent paradoxalement une péjoration des termes d'utopie/utopistes.

Les néologismes *communiste* et *communisme*[5] faisant leur entrée dans la langue politique et sociale, la sémantique du terme d'utopie/utopiste se densifie. Les communistes,

---

[1] C.-H. de Saint-Simon, *Œuvres*, Paris, Editions Anthropos, 1966, Volume II, p.38.
[2] Cité par H. Hudde et P. Kuon, *Ibid*., p.30.
[3] *Ibid*., p.31.
[4] Les éléments qui suivent sont empruntés à Hinrich Hudde et Peter Kuon, *Ibid*., p.31.
[5] Rappelons ces quelques éléments quant à l'apparition de ces termes. Si l'adjectif *communiste* est employé par Mirabeau au sens de copropriétaire dès 1769, son sens politique ne lui est donné qu'en 1834 par Lamennais. Six ans plus tard, en 1840, Dezamy l'emploie comme substantif masculin. C'est d'ailleurs la même année que *communisme* apparaît dans le dictionnaire de Landais ; Cabet vulgarise le terme de communiste avec la parution de *Comment je suis communiste et Mon credo communiste*. Néanmoins, dès le XVIème siècle, des anglais, dont More, avaient employé le terme *community* et Babeuf, puis les babouvistes avaient, dès la fin du XVIIIème siècle, usé dans un sens politique du

assumant et revendiquant ce qualificatif, contestent en revanche le reproche d'utopie et le renvoient à la bourgeoisie. Ainsi, en 1840, dans la brochure *Premier Banquet communiste*, on n'hésite pas à conseiller aux camarades : « Laissons donc les hommes à vue courte nous traiter d'utopistes et de rêveurs[1] ». Parfois même, comme l'avait fait Fourier, l'accusation d'*utopie* est renversée pour être jetée à la face des conservateurs : « Non, nous ne sommes point des utopistes. Les utopistes sont ceux qui rêvent le maintien de ce qui est quand l'édifice croule de toutes parts[2] ». Face à la délégitimation radicale entreprise face à ces utopies politiques, ces utopistes ont pris bien soin de rejeter ce qualificatif méprisant. « Certains d'être considérés d'abord comme des rêveurs[3] », ces réformateurs étaient néanmoins persuadés que le temps leur était complice et qu'il ne tarderait pas à faire mentir « les esprits routiniers, ceux qui prennent l'horizon de leurs idées pour les bornes du monde[4] », « ces impossibles gens » dont la « science tout entière consiste dans le seul mot IMPOSSIBLE[5] ». Le même Fourier déclare : « UTOPIE et IMPOSSIBLE. On sait tout en France quand on sait par cœur ces deux paroles sacramentelles de l'obscurantisme[6] ». Face à ces penseurs décidés à repousser les limites du possible, les journaux conservateurs de l'époque et les essayistes vont faire front. L'un deux, Louis Reybaud, publie en 1840 un ouvrage fort documenté sur ces doctrines utopiques, *Etudes sur les réformateurs contemporains et socialistes modernes*. Dans cet ouvrage, qui connaîtra en son temps un certain succès, il déclare, contre l'utopiste, qu' « il est facile de se convaincre que l'écrivain qui a pu gravement tracer un pareil programme est placé hors de toute réalité, et vit dans un autre monde que le nôtre, celui de ses rêves[7] ». « Utopie », « chimère » concurrencent les « mirages » et « rêveries » à propos de ces programmes loufoques. La qualification de « socialisme utopique », bien avant que le marxisme et Engels ne le récupèrent, a par conséquent dans un premier temps été l'apanage des publicistes et des journaux conservateurs.

---

terme *communauté*. Nous renvoyons pour cela à l'ouvrage de Claude Willard, *Le socialisme de la Renaissance à nos jours*, Paris, PUF, 1971.

[1] Cité par J. Dubois, *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872*, Paris, Larousse, 1962, p.441.

[2] Tiré du périodique néobabouviste *La Fraternité*, 1842. Cité par H. Hudde et P. Kuon, *Ibid*., p.34.

[3] *Doctrine de Saint-Simon. 1828-1829*, cité par Marc Angenot, *Les grands récits militants des XIX*ème *et XX*ème *siècles*, L'Harmattan, 2000, p.36.

[4] Ch. Fourier, préface de 1846 à *Théorie des quatre mouvements*, cité par M. Angenot, *Ibid*., p.36.

[5] Ch. Fourier, *Traité de l'harmonie universelle*, cité par M. Angenot, *Ibid*., p.36.

[6] Ch. Fourier, *Le Phalanstère*, cité par M. Angenot, *Ibid*., p.37.

[7] L. Reybaud, *Etudes sur les réformateurs contemporains et socialistes modernes* [1840], Paris, Guillemin, 1864, p.251.

Il y a donc deux usages connotés de l' « utopie » au début du 19ème siècle : un usage très négativement connoté, excluant du cercle de la raison et du bon sens ces rêveries. Mais également un usage plus nuancé, considérant que ces utopies, bien qu'erronées, pourraient être utiles à l'humanité. Cet usage nous intéresse ici moins[1]. Mais on s'aperçoit également que ces « utopistes » n'hésitaient pas non plus à opposer ces termes à la bourgeoisie se retranchant derrière les barrières du possible. Il y a donc un véritable enjeu d'appropriation autour de ces notions, et ce avant l'apparition du socialisme « scientifique ».

3. Le marxisme et le procès de l'utopie

Dans ce fragment d'histoire du socialisme que nous reconstruisons, la période entourant 1848 est charnière. Outre certains évènements historiques déjà évoqués (Révolution de 1830, insurrection des canuts lyonnais en 1831) qui marquent la politisation de la classe ouvrière, et parallèlement à d'importantes transformations économiques (accroissement de la production industrielle, concentration industrielle), cette date marque la naissance d'un marxisme théoriquement unifié. Dans l'histoire de la pensée marxiste, il est en effet possible de distinguer deux phases de développement : celle où le marxisme n'est pas encore systémique et celle où il a pris la forme d'un système. Cette seconde étape apparaît après la rédaction de *L'idéologie allemande* en 1845 et du *Manifeste* en 1848 ainsi que dans les écrits marxistes ultérieurs, notamment ceux d'Engels. Le marxisme devient alors un corps de savoir scientifique avec une cohérence interne et globale. C'est seulement à partir de ce moment que seront rejetées avec vigueur les pensées non scientifiques ou préscientifiques. A ce point de développement de la pensée marxiste, le concept d'idéologie englobe celui d'utopie : toutes les utopies socialistes du 19ème siècle sont traitées par le marxisme comme des idéologies. La distinction qu'opérera Engels entre socialisme scientifique et socialisme utopique s'inscrit dans cette perspective : l'utopie est idéologique dans la mesure où elle s'oppose à la science, où elle est antiscientifique et n'est qu'une sous-catégorie de l'idéologie. Marx et Engels ont sur cette voie pu entamer auprès de ces socialistes préquarantehuitards leur entreprise d'assassinat politique.

[1] Nous retrouverons en revanche cette idée dans notre travail autour du réalisme des militants.

L'on trouve cependant certains témoignages de reconnaissance à l'égard des socialistes qui les ont précédés, « qui, malgré toutes leurs idées chimériques et leurs vues utopiques, comptent parmi les plus grands cerveaux de tous les temps et ont anticipé génialement d'innombrables choses, dont nous démontrons à présent scientifiquement la justesse[1] ». Cette reconnaissance vis-à-vis de Saint-Simon, Fourier et Owen est en réalité trompeuse. Dès 1847, dans sa réponse à un ouvrage de Proudhon, Marx, inversant les termes de cet ouvrage et intitulant le sien *Misère de la philosophie. Réponse à la Philosophie de la misère de M.Proudhon*, s'en prenait à l'utopisme de Proudhon. Lui-même, dans son ouvrage de 1846, *Système des contradictions économiques* ou *Philosophie de la Misère*, raillait l'utopie socialiste et communiste : « La première chose qui m'ait tenu en garde contre l'utopie communiste…[2] ». Marx, dans sa *Misère de la philosophie*, lui répondra en lui reprochant de ne pas être à la hauteur de la mission historique du socialisme et de n'être qu'en ce sens « l'interprète scientifique de la petite bourgeoisie française ». Il usera également du reproche d'*utopie*, imputant à ses prédécesseurs socialistes et communistes de n'être que « des utopistes qui, pour obvier aux besoins des classes opprimées, improvisent des systèmes et courent après une science régénératrice[3] ». Dans leur opuscule programmatique de 1848, le *Manifeste du Parti communiste*, les deux auteurs vont s'en prendre également à cet utopisme qui a dominé le socialisme de la première partie du siècle qu'ils entendent anéantir, qualifié d' « effet comique », de « réactionnaire ». Son opposition n'est qu'« imaginaire », « fabriquée de toutes pièces » et substitue aux conditions historiques de l'émancipation des conditions imaginaires. Souvent qualifiés de « petits-bourgeois[4] », ces utopistes ne font pas le jeu de la révolution prolétarienne mais celui de la bourgeoisie.

Mais l'ouvrage d'Engels *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, publié en 1880 à la demande de Paul Lafargue, est sans aucun doute l'acte de consécration de la scission entre le socialisme scientifique et le socialisme utopique. Il ne s'agit pas au départ d'un texte autonome mais du troisième chapitre d'un ouvrage intitulé l'*Anti-Dühring*, publié

---

[1] F. Engels, *La guerre des paysans en Allemagne* [1850], Paris, Editions Sociales, 1974, p.26.
[2] P.-J. Proudhon, *Système des contradictions économiques* ou *Philosophie de la Misère* [1846], Paris, Union Générale d'Editions, 1964, p.129.
[3] K. Marx, *Misère de la philosophie. Réponse à la Philosophie de la misère de M.Proudhon* [1847], Paris, 1948, p.83. Consulté en ligne le 05/08/2011 sur le lien suivant : http://classiques.uqac.ca/classiques/Marx_karl/misere_philo/Marx_Misere_philo.pdf
[4] K. Marx, F. Engels, *Manifeste du parti communiste* [1848], Librio, 1998, p.57 pour l'ensemble des reproches adressés à cette forme de socialisme.

en 1878. Engels y cristallise la dichotomie entre les deux types de socialisme, disqualifie le premier en l'évoquant dans les termes suivants : ces systèmes « devaient se perdre dans la fantaisie pure », « étaient d'avance condamnés à l'utopie » et il traite ces auteurs, Saint-Simon, Fourier et Owen de « philistins aveugles[1] ». Il perçoit de manière remarquable le lien que ces utopies socialistes entretiennent, par le biais de l'utopie rationaliste, avec la philosophie des Lumières[2]. Pour les Lumières, seule la raison est porteuse d'une protestation radicale contre la domination. Mais la raison devient utopie si cette protestation ne trouve pas d'issue historique. Or, la plupart de ces utopies étant apparues après « l'échec » de la Révolution française, c'est-à-dire quand cette dernière était devenue une révolution bourgeoise et non populaire, ces auteurs ne pouvaient pas insérer leur socialisme dans l'histoire réelle et ne pouvaient en cela être autre chose que des utopistes.

Pour Engels, l'illusion de l'utopie réside également dans l'espérance que la vérité sera reconnue précisément parce qu'elle « est » vérité, indépendamment du pouvoir et de l'Histoire. Cette indifférence par rapport aux circonstances est pour Engels incompréhensible. Lui-même considère d'ailleurs qu'à l'époque des socialismes utopiques ni la production capitaliste, ni les classes, ni la théorie n'étaient suffisamment mûres pour exister réellement. Cette immaturité se manifestait dans la croyance utopique selon laquelle la société pouvait se transformer sur la base de la seule raison. Car dans la pensée marxiste le capitalisme doit, pour que s'épanouisse une situation révolutionnaire, préalablement parvenir à un certain niveau de contradictions objectives. En deçà de ce niveau, toute pensée socialiste est utopiste. Mais Engels ne dit pas explicitement que ces modèles de socialisme sont des utopies. Il dit qu'ils sont « d'avance condamnés à l'utopie ». Ailleurs, il parle de « poésie sociale ». En écrivant ces lignes il avait vraisemblablement en tête les utopies de la Renaissance que sont *L'Utopie* de More ou *La Cité du Soleil* de Campanella. Tout ceci n'est que fantaisie littéraire et relève du passé. Ces pensées socialistes n'ont donc de futur que leur projection et constituent en réalité un retour en arrière. A l'inverse du socialisme scientifique, qui sort le socialisme de l'utopie grâce à la découverte par Marx du mécanisme de la plus-value, de cette différence entre la valeur créée par l'emploi de la force de travail et la valeur de cette force de

[1] F. Engels, *Socialisme utopique et socialisme scientifique* [1880], Paris, Editions sociales, 1977, p.57.
[2] Ce que rappelle fort justement Karl Mannheim dans *Idéologie et utopie* [1929], Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 2006.

travail. La dénonciation de cette expropriation de la force de travail par le capitaliste est, selon Engels, ce qui donne une valeur scientifique au type de socialisme dont il se fait le promoteur.

Le rejet du terme d'*utopie* n'est ainsi pas propre aux auteurs du *Manifeste*. Que ce soit entre les deux camps opposés socialistes-communistes/bourgeois-conservateurs ou à l'intérieur du camp socialiste-communiste, les attaques, à grand renfort d'utopie, n'ont pas manqué. Mais l'intérêt est qu'au sein même du socialisme soit utilisé l'insulte d'utopiste. Y est donc utopiste, celui qui, synthétisons-le : 1) n'utilise pas la science, ou n'en fait pas une utilisation correcte et la substitue par les catégories de l'imaginaire[1] ; 2) celui qui ne prend pas en compte le poids du réel, qui pense que l'on peut changer les choses ici et maintenant. Celui-là ignore les structures historiques et pense que tout est possible ; 3) celui qui, ne considérant pas la forte historicité du pouvoir, son caractère répétitif, essaie de le subvertir en s'y soustrayant. Les utopistes sont ceux qui, ne tenant pas compte du caractère incontournable du pouvoir, essaient de remplacer la domination étatique par d'autres formes de pouvoir[2]; 4) c'est enfin l'utilisation de la morale dans la critique du capitalisme. Comme le précise en ce sens Bruno Péquignot, « la critique de l'utopie est en fait chez Marx une critique de la substitution de la morale à l'économie […]. La transformation révolutionnaire ne peut se réaliser par l'oubli des économico-historiques, mais par leur utilisation dans un sens déterminé non par un choix moral, mais par un choix politique[3] ». Le réalisme marxiste est avant tout une condamnation de la morale des bonnes intentions qui a caractérisé selon lui les socialistes l'ayant précédé. La position du marxisme est donc, autour de la question du

---

[1] Cette critique faite par le marxisme à l'encontre des utopistes est semblable à celle portée par Spinoza à l'encontre des penseurs enclins à la création d'un nouvel homme, parfait, pour une cité parfaite. Dans son *Traité politique*, il déclare ainsi que « si la nature humaine était disposée de telle façon que le plus grand désir des hommes se portât sur ce qui leur est le plus utile, il n'y aurait besoin d'aucun art pour maintenir la concorde et la fidélité. Mais comme il est certain que les dispositions de la nature humaine sont tout autres, l'Etat doit être réglé de telle sorte que tous, aussi bien ceux qui gouvernent que ceux qui sont gouvernés, fassent de bon ou de mauvais gré ce qui importe au salut commun, c'est-à-dire que tous, de leur propre volonté ou par force ou par nécessité, soient contraints de vivre selon les préceptes de la raison », Spinoza, *Traité politique*, VI, 3. Cité par Etienne Balibar, *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, 1997, pp.76-77. Balibar qualifie pour cette raison de réaliste l'approche politique de Spinoza. Le réalisme de Marx, critique de l'idée utopiste de refonte du genre humain, en est sur ce point très proche.

[2] Comme par exemple Saint-Simon qui souhaite transférer le pouvoir aux intellectuels et aux savants. Ce n'est plus un pouvoir étatique mais un pouvoir par la connaissance. Le phalanstère de Fourier présente un cas semblable de contournement du pouvoir étatique.

[3] B. Péquignot, « Marx et la critique des utopistes : entre politique et science », in Bruno Péquignot (textes réunis par), *Utopies et sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 1998, p.282.

réalisme, celle d'une double critique par la science et par l'Histoire de l'utopie d'un côté et de l'idée d'impossible de l'autre. Comme le précise Henri Maler,

> « pour défendre le communisme et le socialisme d'être des utopies, il ne suffit pas de disqualifier la critique adverse qui, en dernière analyse, ne s'oppose pas à l'impossible parce qu'elle le tient pour telle, mais ne le tient pour impossible que parce qu'elle s'y oppose : il convient en outre de démontrer que ce que la critique conservatrice ou libérale tient pour impossible tout simplement ne l'est pas. Encore faut-il se garder d'attendre cette démonstration de la cohérence de constructions rationnelles *a priori* : c'est l'histoire elle-même et sa connaissance qui permettent de faire le partage. C'est sur ce terrain que se situe Marx : *n'est plus absolument utopique ce qui est incompatible avec la nature humaine, mais ce qui est incompatible avec l'histoire*[1] ».

Le marxisme invite l'étude du réalisme à sortir de l'histoire des idées et à s'ancrer autour d'une pratique. Elle permet à la fois d'arrimer socialisme et réalisme par la condamnation de l'utopie politique[2] tout en permettant le maintien d'une perspective de changement et de critique du caractère immuable du monde. Mais là où la tradition réaliste justifiait jusque-là cette position par des postulats anthropologiques, Marx et ses épigones la place sur un front historique. La possibilité d'une politique alternative est davantage suspendue au constat de l'inertie du réel et de l'Histoire qu'à l'inertie du genre humain. Par le déplacement qu'il opère autour de la question du passage de l'être au devoir-être, le marxisme permet de saisir au mieux ce rapport équivoque du socialisme face au réalisme. Le socialisme n'est-il pas voué à une tension permanente entre rejet de l'utopie et révolte face au monde qu'il rejette ? Cette équivoque permettra d'envisager d'une manière quelque peu différente l'histoire et les transformations du socialisme démocratique.

---

[1] H. Maler, *Congédier l'utopie ? L'utopie selon Karl Marx*, Paris, L'Harmattan, 1994, p.187.

[2] Comme le formule parfaitement Vincent Geoghegan selon qui, dès lors, "utopianism was a mortal sin", « The golden age and its return in the marxism of the second international », *Utopian Studies*, University Press of America, 1989, p.60. Dans une veine comparable, François Fourn conclut sur l'état du socialisme utopique en 1849/50 en ces termes : « Fondé sur l'illusion, dans l'attente pour se réaliser d'un événement impossible, le socialisme était une supercherie » […] Seul le socialisme scientifique devenait « un socialisme de vérité, libérateur, efficace », F. Fourn, « 1848-1849 en France : les utopies socialistes frappées de caducité », *Passages utopistes, traces et pratiques*, Actes du Colloque de la Société P. J. Proudhon, Publications de la Société P. J. Proudhon, 2009, p.93.

B/ La question du pouvoir dans la pensée marxiste[1]

Sans en être le terme ultime, une réflexion sur le réalisme politique ne peut éluder la question du pouvoir. Une réflexion sur le réalisme politique du socialisme ne peut par conséquent manquer de s'interroger sur le rapport au pouvoir de ce dernier. Car il en est là encore initialement d'un « caractère problématique », « un mélange instable d'ambition et de remords qui lui donne son caractère propre[2] », une ambiguïté sur les modalités de la prise ou non du pouvoir dans un régime rejeté. Un détour par les textes fondateurs du socialisme ne fait d'ailleurs que confirmer cette ambiguïté initiale. Ainsi, à propos de la Commune de Paris, Marx estimait qu'elle était « essentiellement un gouvernement de la classe ouvrière » s'exprimant par le suffrage universel et la démocratie directe[3]. Faut-il ainsi en retenir que Marx se déclare acquis au suffrage universel, ou au contraire que, indépendamment des moyens utilisés, c'est l'établissement d'un gouvernement de la classe ouvrière qui prime ? L'on trouve dans le même texte une autre observation de Marx relative à cette question : « Si la Commune était donc la représentation véritable de tous les éléments sains de la société française, et par suite, le véritable gouvernement national, elle était en même temps un gouvernement ouvrier[4] ». Tous les éléments « sains », en dehors « de toute la haute bohème bonapartiste et capitaliste[5] » peuvent donc bénéficier du suffrage universel. Marx considère que le suffrage universel n'est donc que limité à certaines catégories parvenant à « la formation d'une classe dont les chaînes sont radicales, d'une classe de la société civile qui n'est aucune classe de cette société, d'une catégorie qui est la dissolution de toutes les autres, une sphère qui possède un caractère universel de par ses souffrances universelles[6] ». En un mot le prolétariat. Ces ambiguïtés ne sont pas sans conséquences, puisqu'elles ont permis aux lecteurs de Marx de se situer dans des perspectives radicalement différentes. Elles ont également ouvert une brèche au courant réformiste.

---

[1] Nous prenons ce terme dans ce sens le moins polémique désignant les auteurs se réclamant de près ou de loin du corpus théorique forgé par Marx et Engels. Nous renvoyons pour cela à l'entrée « marxisme » du *Dictionnaire critique du marxisme* [1982], dirigé par Georges Labica et Gérard Bensussan, Paris, PUF, 1985.
[2] A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.8.
[3] K. Marx, *La guerre civile en France* [1871], Paris, Editions sociales, 1968, pp.43-45.
[4] *Ibid*., p.43.
[5] *Ibid*., p.47.
[6] K. Marx, *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* [1843], Paris, Editions sociales, 1975, p.208.

1. Du temps des coups de main…

La relecture par Lénine des écrits marxistes relatifs à cette question de la prise du pouvoir permet d'en envisager la conception violente et non électoraliste. Laissant de côté les textes de Marx et Engels dans lesquels ceux-ci se déclarent favorables à une transformation pacifique de la société par le biais du suffrage universel, Lénine choisit délibérément de se référer à ce texte de Engels dans lequel il déclare que le suffrage universel est « l'indice qui permet de mesurer la maturité de la classe ouvrière ; il ne sera jamais rien de plus dans l'Etat actuel[1] ». Ainsi, quand Lénine écrit que : « la théorie… de la démocratie et de la dictature ne doit pas porter sur une question spéciale, comme celle du droit de vote mais sur le problème d'ensemble », et demande si la démocratie peut « être maintenue aussi pour les riches et pour les exploiteurs, dans la période historique marquée par le renversement des exploiteurs et la substitution à leur Etat de l'Etat des exploités », il répond, sans ambiguïté, que « la démocratie prolétarienne est un million de fois plus démocratique que n'importe quelle démocratie bourgeoise[2] ». Il s'en prend d'ailleurs explicitement à Kautsky, coupable nous le verrons d'électoralisme et de parlementarisme : « l'historien Kautsky n'a jamais entendu dire que le suffrage universel donne des parlements parfois petits bourgeois, parfois réactionnaires et contre-révolutionnaires. Kautsky, l'historien marxiste, n'a pas entendu dire que la forme des élections, la forme d'une démocratie est une chose, et que le contenu de classe d'une institution donnée en est une autre[3] ». Alors que Marx et Engels considéraient le mouvement prolétarien comme un mouvement spontané, Lénine dévalue au contraire cette spontanéité : « on parle de spontanéité. Mais le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit justement à le subordonner à l'idéologie bourgeoise… le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, la Nur-Gewerkschaftelerei ; or le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie[4] ». Un parti-élite est donc indispensable, seul moyen de s'élever au-dessus du conformisme produit par l'idéologie dominante. Ce parti a donc pour mission l'activité révolutionnaire, les masses en étant bien évidemment incapables : « une organisation de dirigeants stables et qui assurent la continuité du travail… une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour

[1] F. Engels, *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* [1884], Paris, Editions Sociales, 1972, p.159.
[2] Lénine, *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* [1918], Moscou, Editions en langues étrangères, 1949, p.25.
[3] *Ibid*., p.82.
[4] Lénine, *Que faire ?*[1902], Paris, Editions Sociales, 1966, p.53.

profession l'activité révolutionnaire[1] ». Comme une évidence, « force nous est de reconnaître que ce n'est que cette minorité consciente qui peut diriger les larges masses et les entraîner avec elles[2] ». En supposant l'apathie des masses, dirigées par une élite éclairée, Lénine se place donc résolument dans une perspective blanquiste. C'est d'ailleurs au nom de celle-ci que Lénine, par un décret du Comité exécutif central de Russie, où les bolcheviks étaient majoritaires, fit dissoudre le 18 janvier 1918 l'Assemblée élue au suffrage universel le 25 novembre 1917, où les bolcheviks avaient été mis en infériorité. Cette concrétisation de la théorie blanquiste du parti fut justifiée par Lénine en ces termes :

> « les classes laborieuses ont pu se convaincre par leur expérience que le vieux parlementarisme bourgeois avait fait son temps, qu'il était absolument incompatible avec les tâches posées par la réalisation du socialisme, que seules des institutions de classe (tels les soviets) et non des institutions nationales sont capables de vaincre la résistance des classes possédantes et de jeter les fondements de la société socialiste[3] ».

Preuve du caractère non unitaire de la pensée socialiste et de la relative marginalité du dirigeant russe face à cette question de la prise du pouvoir, Rosa Luxembourg, dans *La révolution russe*, considère à l'inverse que « sans élections générales, sans liberté illimitée de la presse et de réunion, sans lutte libre entre les opinions, la vie se meurt dans toutes les institutions publiques[4] ». Un détour par la Constitution soviétique de 1918[5] nous rappelle d'ailleurs que l'éligibilité autant que le droit de vote étaient réservés à ceux qui tirent leur subsistance d'un travail productif et utile, à l'exclusion des personnes employant des travailleurs salariés ou vivant de revenus non acquis par le travail, tels les ecclésiastiques. L'élasticité de ces catégories permet ainsi de déchoir largement du droit de vote une partie de la population, comme n'hésitera pas d'ailleurs à le rappeler Rosa Luxembourg.

---

[1] *Ibid*., p.40

[2] Lénine, « Discours sur le rôle du Parti Communiste », *Œuvres complètes*, Paris, Editions sociales, Volume XXXI, 1961. Cité par P. Birnbaum, « La question des élections dans la pensée socialiste », *Critique des pratiques politiques*, Paris, Editions Galilée, 1978, p.58. Nous renvoyons également à cet article pour plus d'approfondissements relatifs à cette question. Le contenu de cette sous-section en tire son inspiration initiale.

[3] Lénine, *Œuvres complètes*, Volume XXVI. Cité par Oskar Anweiler, *Les soviets en Russie* [1958], Paris, Gallimard, 1972, p.273.

[4] R. Luxembourg, *La révolution russe* [1918], Paris, Maspero, 1964, p.65.

[5] G. Desolre, *Les quatre Constitutions soviétiques*, Paris, Savelli, 1977, p.29.

2. … à la tentation électorale

Sur l'autre versant de cette ambiguïté campent les socialistes favorables au jeu du suffrage universel et à l'électoralisme. C'est dans l'introduction à *Les luttes des classes en France* que Engels condamne le plus explicitement les méthodes insurrectionnelles d'inspiration blanquiste et se prononce en faveur des lendemains électoraux : « le temps des coups de main, des révolutions exécutées par de petites minorités conscientes à la tête de masses inconscientes, est passé[1] ». Ainsi,

> « dès aujourd'hui, nous pouvons compter sur deux millions et quart d'électeurs. Si cela continue ainsi, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits bourgeois ainsi que petits paysans et nous grandirons jusqu'à devenir la puissance décisive dans le pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres puissances, qu'elles le veuillent ou non… Nous, les « révolutionnaires », les « chambardeurs », nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement[2] ».

Le changement de société procède par conséquent du nombre d'électeurs prenant part au vote, et non plus de la contradiction structurelle par laquelle l'émancipation du prolétariat se diffuse à la société tout entière. Nombre de socialistes s'insèreront dans cette brèche réformiste. Ainsi, Bernstein, refusant la systématicité entre blanquisme et marxisme, considèrera que

> « le droit de vote fait de celui qui l'exerce un membre de la collectivité. Tant que la classe ouvrière reste numériquement faible et politiquement peu formée, le droit de vote peut sembler se réduire au droit de choisir son « bourreau ». Mais à mesure que les ouvriers sont plus nombreux et que leur niveau de connaissance s'élève, le suffrage universel devient l'instrument par lequel ils peuvent transformer les parlementaires en serviteurs du peuple[3] ».

Dans une veine similaire, Kautsky adoptera une perspective identique. S'appuyant sur un discours de Marx au congrès de l'Internationale à La Haye en 1872[4], Kautsky affirmera

---

[1] F. Engels, Introduction à Karl Marx, *Les luttes de classes en France* [1848-1850], Paris, Editions Sociales, 1984, p.72.
[2] *Ibid*., p.50.
[3] E. Bernstein, *Les présupposés du socialisme* [1899], Paris, Le Seuil, 1974, p.176.
[4] Marx y déclare : « Nous savons la part qu'il faut faire aux institutions, aux mœurs et aux traditions des différentes contrées ; et nous ne nions pas qu'il existe des pays comme l'Amérique, l'Angleterre

que : « le Parti socialiste est un parti révolutionnaire ; il n'est pas un parti qui fait des révolutions » dans la mesure où « le prolétariat grandit de plus en plus en nombre et en force, tant du point de vue moral, qu'au point de vue économique[1] ». Dans un autre écrit, il affirme :

> « un régime réellement parlementaire peut être l'instrument de dictature du prolétariat tout comme il a été celui de la bourgeoisie. Ce n'est pas abolir le parlementarisme mais briser la puissance des gouvernements vis-à-vis des Parlements en même temps qu'ouvrir au Prolétariat un chemin aussi large que possible vers les Parlements, par une répartition équitable des circonscriptions électorales, par la protection du vote secret[2] ».

Le suffrage universel est ainsi conçu comme l'unique moyen de réconcilier démocratie et socialisme. Il en sera de même chez Jaurès, dont la perspective s'opposera à celle adoptée par les guesdistes et que nous retrouverons plus largement dans les sections suivantes. L'acceptation du suffrage universel n'alla donc pas de soi. L'égalité de tous face au suffrage ayant pour conséquence logique de faire de la majorité la source unique de la légitimité politique, beaucoup de socialistes ne purent l'accepter : c'est l'exploitation de la classe ouvrière qui devait fonder la légitimité de l'action politique, non le processus majoritaire. Des deux tendances ici synthétisées, c'est la seconde qui, profitant de la quête de respectabilité et de développement du socialisme, s'affirmera peu à peu. Mais de ces textes fondateurs naîtront des dissensions, teintant d'une couleur bariolée l'aube du socialisme français. De sorte que celui-ci restera longtemps rétif à une conception réformiste du pouvoir.

---

et, si je connaissais mieux vos institutions, j'ajouterais la Hollande, où les travailleurs peuvent arriver à leur but par des moyens pacifiques ». Cité par K. Kautsky, *La dictature du prolétariat* [1918], Paris, Plon, 1972, p.251.

[1] K. Kautsky, *Le chemin du pouvoir* [1909], Paris, Anthropos, 1969, p.67.

[2] K. Kautsky, *Parlementarisme et socialisme*, Paris, Librairie G. Jacques, 1900, p.165. Pour une analyse approfondie des apports de Kautsky sur cette question, nous renvoyons au chapitre III de l'ouvrage d'Alain Bergounioux et Gérard Grunberg *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979, pp.73-104.

II - De l'institutionnalisation du socialisme à son unification

Les forces libérales pensaient, avec la fin de la Commune en 1871, avoir liquidé le socialisme. Mais, seulement huit années plus tard, la fondation de la Fédération du parti des travailleurs socialistes de France (FTSF), puis la création du Parti ouvrier par Jules Guesde, devenu Parti ouvrier français en 1893 (POF), allait sonner comme le début d'une période de foisonnement pour le socialisme français, le menant jusqu'à l'unification de 1905. Chemin semé de scissions et de divergences idéologiques fortes et dont l'heureux dénouement doit beaucoup à l'action et la personne de Jaurès. Ces divergences idéologiques se feront fortement sentir autour de la question de la prise du pouvoir et des moyens pour y parvenir. Autour d'elles se joueront non pas l'avenir mais la possibilité même pour le socialisme d'exister sous le joug du réformisme.

A/ Le socialisme français : forces et tendances en présence

Impétueuse histoire que celle de la courte période menant à l'institutionnalisation du socialisme en France. Car de 1879 à 1889, le socialisme, déjà minoritaire, est éclaté. On dénombre plusieurs écoles, tendances, qui se disputent les clés de l'interprétation du marxisme. Certaines d'entre elles ont, face au pouvoir, une attitude de rejet *a priori*. Seuls les possibilistes et les réformistes, partisans de réformes immédiates, accepteront sans cas de conscience l'exercice légaliste et pacifique du pouvoir.

1. Guesdistes et blanquistes

Autour des deux figures que sont Auguste Blanqui et Jules Guesde vont se structurer deux sensibilités politiques majeures en cette fin de siècle. Leurs formes substantivées, blanquisme et guesdisme, renverront initialement à l'idée du coup de main révolutionnaire, mené par une élite révolutionnaire, et au refus des principes du réformisme. Nous avons vu l'importance pour le socialisme d'inspiration réaliste de l'ouvrage d'Engels *Socialisme*

utopique et socialisme scientifique. C'est également ce texte qui est fondamental pour la création du Parti ouvrier[1]. La thèse de la dégénérescence de l'Etat y est reprise par Guesde et ses acolytes qui, devant l'installation et l'épanouissement d'un régime républicain en France, craignaient pour leur rhétorique révolutionnaire et cherchaient à la réaffirmer en conséquence :

> « L'Etat n'est pas, ainsi que l'imprime certain bourgeois entré dans le parti socialiste […] l'ensemble des services publics déjà constitués, c'est-à-dire quelque chose qui n'a besoin que de corrections par ici, d'adjonctions par là. Il n'y a pas à perfectionner, mais à supprimer l'Etat, qui n'est que l'organisation de la classe exploitante pour garantir son exploitation et maintenir dans la soumission ses exploités »,

écrivait par exemple Gabriel Deville en 1883[2]. Lafargue n'y allait pas non plus par quatre chemins : « Les députés et les policiers sont des fonctionnaires bourgeois, exclusivement nommés pour faire les affaires de la bourgeoisie et non celle de la classe ouvrière[3] ». Guesde, dans ses éditoriaux du *Cri du peuple*, s'en prenait à cet « Etat qui ne légalise pas seulement le système du vol que représente l'ordre bourgeois ; qui, de toutes ses forces, policière, militaire et judiciaire, abrite les voleurs contre tout recours individuel ou privé des volés. L'Etat… ne saurait mieux se comparer qu'à ces châteaux-forts qui dominaient les villes au Moyen-Age[4] ». En conséquence de quoi, « les révolutionnaires socialistes ne pourront accomplir leur œuvre de régénération sociale qu'après avoir délogé la bourgeoisie de toutes les places de l'Etat ; ils devront l'exproprier politiquement avant de pouvoir commencer son expropriation économique[5] ». Logiquement, « tant que la société est divisée en deux classes, l'une qui vit du travail de l'autre, l'Etat n'est qu'un instrument d'oppression et de compression de la classe des producteurs[6] ». C'est donc d'un anti-réformisme radical dont font preuve les guesdistes, toute concession étant perçue comme une

---

[1] Pour une analyse, textes à l'appui, de sa création, voir *La naissance du Parti ouvrier français. Correspondance inédite réunie par Emile Bottigelli*, Paris, Editions sociales, 1981.
[2] G. Deville, *Aperçu sur le socialisme scientifique*, [1883], Bruxelles, Bibliothèque populaire, 1896, p.84.
[3] P. Lafargue, article dans *Le socialiste*, daté du 31 octobre 1885. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Le socialisme français et le pouvoir*, Paris, Etudes et documentation internationale, 1966, p.21.
[4] J. Guesde, éditorial du *Cri du peuple* daté du 28 novembre 1884. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.22.
[5] P. Lafargue, article dans *Le socialiste* daté du 5 septembre 1885. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.23.
[6] Article anonyme du *Socialiste*, daté du 19 juin 1886. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.23.

tromperie ou une allégeance faite à la classe des oppresseurs, et ce « jusqu'à ce que la révolution ait porté au pouvoir les intéressés, c'est-à-dire le prolétariat[1] ». C'est ce radicalisme intransigeant qui leur a ainsi inspiré méfiance face aux propositions de réduction du temps de travail journalier ou aux enquêtes sur les logements insalubres. Le seul moyen est alors de s'en remettre à la révolution, dont l'imminence ne fait aucun doute. Les lettres des Lafargue à Engels témoignent d'ailleurs de ce messianisme. Laura s'attendait « à apprendre d'heure en heure que les ouvriers avaient pris les armes[2] » ; pour Paul, « nous marchons à une révolution, cela ne fait aucun doute pour personne[3] ». Plus poétique, dans *L'Egalité* : « Nous sommes… en pleine préface révolutionnaire. Les éléments de la société future palpitent à l'état embryonnaire dans les flancs de l'ordre actuel. Il ne s'agit, au moment voulu, que d'aider à cette délivrance, non pas d'un homme, mais d'un monde… La révolution est proche… Il suffira du choc de deux nuages pour déterminer l'explosion au bout de laquelle il y a l'émancipation humaine[4] ».

Ceci ne doit par pour autant masquer les différences, quant aux choix des moyens pour mener la révolution, qui existent avec les méthodes anarchistes. Car pour eux le vote n'est que duperie : « voter, c'est abdiquer[5] ». C'est ainsi que seront préférés les mouvements « authentiques » et spontanés des masses ainsi que la grève, qui ne peut être que générale. Guesdistes et blanquistes ne rejettent pas définitivement quant à eux le système du suffrage universel. Ils considèrent que les élections peuvent être un moyen de propagande comme un autre. Le manifeste électoral de 1881 du Comité Révolutionnaire Central, d'obédience blanquiste, témoigne de cette position en ces termes :

> « Les révolutionnaires maintiennent la lutte violente, sans trêve ni merci. Sans illusion sur cette bourgeoise et trompeuse machine du suffrage universel, leur devoir est de concentrer toutes les forces effectives de la révolution. Ni abstentionnistes, ni partisans du vote quand même, ils veulent la lutte sur tous les terrains où ils peuvent frapper leur adversaire. Les élections générales leur

---

[1] Article paru le 2 juillet 1882 dans *L'Egalité*. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.25.
[2] Lettre de Laura Lafargue à Engels datée du 1er avril 1885, in *Correspondance Friedrich Engels-Paul et Laura Lafargue 1868-1895*, Paris, Editions sociales, 1956, p.281.
[3] Lettre de Paul Lafargue à Engels daté du 7 décembre 1888, *Ibid*., p.185.
[4] P. Lafargue, article paru le 2 juillet 1882 dans le journal guesdiste *L'Egalité*. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.26.
[5] Lettre sur l'abstention d'Elisée Reclus d'octobre 1985. Cité par J. Maitron, *Le mouvement anarchiste en France (1880-1914)*, Paris, Société Universitaire d'Edition et de Librairie, 1952, p.455.

fournissent l'occasion d'un assaut contre un gouvernement méprisable et traître. Que chacun y emploie toute son énergie[1] ».

Ou encore, chez les guesdistes : « Personne ne nous fera l'injure de croire que nous puissions être partisans du fusil pour le fusil. Si nous affirmons la nécessité de la force pour trancher la question sociale, c'est que l'impossibilité de l'autre solution, de la solution à l'amiable, est pour nous démontrée[2] ». Aux élections législatives de 1893 ils accepteront cependant de jouer le jeu du suffrage universel. Ils en sont d'ailleurs félicités par Engels, confirmant au passage sa foi en l'électoralisme, qui écrit à Lafargue : « Voyez-vous maintenant quelle arme splendide on a entre les mains en France, depuis quarante ans, dans le suffrage universel si seulement on avait su en faire usage[3] ». Lafargue écrira lui-même à Guesde : « Le suffrage universel va devenir une arme terrible, maintenant que les ouvriers commencent à en connaître son maniement[4] ». Durant cette période, les guesdistes considèrent qu'il est alors possible de parvenir à « la transformation, par la voie du suffrage universel, de la République panamiste de l'heure présente en République sociale[5] ». La première de ses raisons a été la volonté de se rapprocher des besoins journaliers des masses qui ne pouvaient se permettre d'attendre la volonté messianique. Un exemple nous est fourni par Jules Guesde autour de la question des loyers. En 1882, Paris connaît une augmentation du prix de ses loyers. Des comités de quartier, animés par des blanquistes ou des anarchistes, tentent alors d'organiser la grève des loyers. Parallèlement, les possibilistes plaident de leur côté pour la construction de logements par la municipalité. Guesde, dans un premier temps, réagit sans surprise : « La question des loyers n'est qu'un des points de la question sociale et ne saurait être résolue isolément. Elle naît fatalement de l'appropriation des moyens d'habitation par quelques-uns, comme la misère des producteurs de toutes richesses naît de l'appropriation, par une minorité de plus en plus oisive, des moyens de production[6] ». Mais les guesdistes se rendent vite compte du succès des meetings organisés sur ce thème par les possibilistes et prennent alors l'initiative d'une pétition demandant la taxation légale des

---

[1] Article du journal blanquiste *Ni Dieu ni maître* daté du 24 juillet 1881. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.29.
[2] Article dans *L'Egalité*, daté du 30 juin 1880. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.29.
[3] Cité par Claude Willard, *Le mouvement socialiste en France (1893-1905). Les guesdistes*, Paris, Editions sociales, 1965, p.32.
[4] *Ibid*., p.200.
[5] *Ibid.,* p.54.
[6] J. Guesde, article dans *Le Citoyen*, daté du 9 juin 1882. Cité par Claude Willard, *Jules Guesde. Textes choisis (1867-1882)*, Paris, Editions sociales, 1959, p.135.

loyers. Lafargue déclare d'ailleurs à ce propos : « Le Parti ouvrier… doit réclamer et travailler à obtenir toutes les réformes qui pourraient momentanément alléger les fardeaux qui pèsent sur la classe ouvrière[1] ». Les contacts de plus en plus étroits avec les syndicats, notamment grâce à la Fédération Nationale[2], ont favorisé cette évolution.

La seconde raison du ralliement progressif des blanquistes et guesdistes au réformisme réside dans le poids croissant pris par les conseillers socialistes au sein des municipalités[3]. Dans ces lieux où la pratique politique nécessite bien souvent des jeux de coalition et de la gestion quotidienne, les préoccupations concrètes ont peu à peu gagné les esprits des moins réformistes des socialistes. En premier lieu desquels Guesde lui-même, qui soutint ces tentatives locales : « Aujourd'hui pour la taxation des farines, demain pour la taxation de la viande, des loyers, etc… C'est par ces campagnes partielles, en habituant les masses à reprendre par le détail une partie de plus en plus considérable de ce dont elles ont été dépouillées, que nous les préparons à la révolution – cette grande restitution finale[4] ». C'est à partir de 1898 que les guesdistes s'en retourneront à leur méfiance vis-à-vis du suffrage universel et du parlementarisme, s'opposant ainsi à Jaurès à propos de l'affaire Millerand.

Cet organe guesdiste qu'est le Parti ouvrier fut l'objet, nous l'avons dit, de nombreuses scissions. Certaines, comme celle qui advint dès sa création avec le départ de certains militants hostiles au collectivisme et attirés par l'expérience mutuelliste, furent d'importance relative. A la même période, certains blanquistes, de retour d'exil après l'épisode de la Commune, n'adhérèrent pas au POF et fondèrent le Comité révolutionnaire central, avec pour chef de file Edouard Vaillant. La scission qui eut lieu en 1882 fut en revanche d'importance majeure. Elle fut l'œuvre de Paul Brousse, qui créa un parti

---

[1] Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.36.

[2] Organisation syndicale créée en 1886, elle donnera naissance en 1895, avec la Fédération des Bourses du travail, à la Confédération générale du travail (CGT).

[3] Pour une reconstruction des liens entre socialisme et institutions municipales, nous renvoyons à la thèse de Rémi Lefebvre, *Le socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980). Jeux d'échelles*, Université Lille II, 2001. L'on en trouvera une version écourtée dans son article « Le socialisme saisi par l'institution municipale. Jalons pour une histoire délaissée », *Recherche socialiste*, mars 1999, pp.9-25. Pour une analyse dépassant le cadre de l'implantation municipale du socialisme en France, nous renvoyons à l'ouvrage dirigé par Jacques Girault *L'implantation du socialisme en France au 20ème siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

[4] Article de Jules Guesde dans *Le cri du peuple*, daté du 20 novembre 1884. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.37.

réformiste, la Fédération des travailleurs en France. Guesde affubla ces socialistes du nom de « possibilistes ».

2. Possibilistes et réformistes

A rebours des guesdisme et blanquisme, le possibilisme institue dès l'institutionnalisation du socialisme son courant réformiste. Brousse s'en prend ainsi immédiatement au caractère utopique de l'intransigeance des guesdistes. Dès 1881, il écrit :

> « Nous préférons abandonner le tout-à-la-fois pratiqué jusqu'ici et qui, généralement, aboutit au rien du tout, fractionner le but idéal en plusieurs étapes sérieuses, immédiatiser, en quelque sorte, quelques-unes de nos revendications pour les rendre enfin *possibles*, au lieu de nous fatiguer sur place à marquer le pas, ou, comme dans le conte de Barbe-Bleue, de rester perchés sur les tours de l'Utopie et de ne jamais rien voir de concret et de palpable[1] ».

Le dualisme réaliste/utopiste est ici très clair, et sont désignés puis rendus coupables les socialistes dont les actions sont trop ambitieuses et jugées comme pas « sérieuses ». Les possibilistes se situent dans ce qu'ils veulent percevoir comme une spécificité française du socialisme, en droite ligne de la Révolution de 1789, et héritière d'un passé glorieux dont elle doit être digne : « La France vit et vivra toujours ; il n'y a en réalité ni ancien régime, ni régime nouveau… Le présent est lié au passé aussi indissolublement que l'avenir. Jeanne d'Arc, Bayard, Turenne, Montaigne, Rabelais…, c'est la France[2] ». Ce courant du socialisme français s'insère sciemment au cadre hexagonal, les autres courants préférant, au nom de la lutte des classes, transgresser les limites nationales. L'intégration à une histoire républicaine qu'ils cherchent à renforcer leur interdit en conséquence de recourir aux actions violentes. Ils n'hésitent d'ailleurs pas à les condamner : « C'est là de l'autoritarisme parfaitement inutile… Ce serait un remue-ménage terrible, et des désordres profonds résulteraient de la promulgation de ces décrets… Cela est *impossible*… L'Etat et la Commune que nous rêvons, nous, laisseraient tranquillement suivre leurs cours aux choses[3] ». A l'impossibilité des mesures proposées par les courants auxquels ils se confrontent, les possibilistes répondent par la

[1] Article dans *Le Prolétaire*, daté du 19 novembre 1881. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.30.
[2] Article dans *Le Quatrième Etat,* daté du 16 septembre 1883. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.32.
[3] Article dans *Le Quatrième Etat,* daté du 2 mars 1884. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.33.

poursuite du cours des choses. Plus précisément, leur utopie réside dans la pérennisation tranquille du développement des choses telles qu'elles sont. La révolution, érection violente contre le cours de la société, est bien évidemment proscrite, au profit de l'évolution : « Une révolution, même pacifique, sans hommes préparés, serait un cataclysme épouvantable, non seulement pour le progrès social mais aussi, et surtout, pour l'intérêt même du prolétariat[1] ». De ce fait, ce sont les voies légales qui doivent être empruntées, et donc celles du suffrage universel : « la conquête des municipalités, de la Chambre des députés, et, pour finir, du gouvernement… Vous voyez comme c'est simple[2] ». C'est donc d'une politique des petits pas dont il s'agit. La socialisation progressive des services publics fera peu à peu se tourner la société vers la propriété collective. Le même Huret, en 1897, résumait ce qu'il fallait entendre par possibilisme : « Vous me demandiez ce que c'est que le possibilisme ? Le voilà donc tout entier : arriver le plus tôt possible à l'organisation des *services publics*, dans le sens des besoins immédiats de la classe la plus nombreuse et la plus pauvre[3] ».

Le parti possibiliste connut en 1890 une scission autour de Jean Allemane, qui créa le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (POSR), plus ouvriériste et proche du syndicalisme. Le POSR subit lui-même une petite scission en 1897 avec la création de l'Alliance communiste. Parallèlement, le courant réformiste faisait son chemin. Dans les cénacles intellectuels et dans les revues en premier lieu[4]. Puis dans l'arène politique, avec la multiplication de groupes locaux formés par des socialistes indépendants. Ainsi, aux élections de 1893, une cinquante de députés étiquetés socialistes font leur entrée à la Chambre des députés. Parmi eux, seuls six sont membres du POF. Certains appartiennent à d'autres formations socialistes, beaucoup sont indépendants, tels Millerand ou Jaurès.

---

[1] J. Huret, *Enquête sur la condition sociale en Europe*, Paris, Perrin, 1897, p.227.
[2] *Ibid*., p.222.
[3] *Ibid*., p.222.
[4] Avec notamment la *Revue socialiste* autour de Benoît Malon, lui-même auteur d'un ouvrage important en 1891, *Le socialisme intégral*, Paris, Alcan.

B/ Vers l'unification

Les succès électoraux de 1892 et 1893 produisirent une sorte d'électrochoc chez certains socialistes. Conscients de leur force mais affaiblis par leur éclatement, des tentatives de rapprochement se firent. La rédaction du programme de St-Mandé en 1896, sous la responsabilité d'Alexandre Millerand, fut la première de ces tentatives. Mais celle-ci ne fut pas suffisante et subit les remous engendrés par l'Affaire Dreyfus et l'arrivée de ce même Millerand dans le gouvernement de défense républicaine de Waldeck-Rousseau. Ancré dans cette réalité contradictoire, le socialisme va néanmoins peu à peu se mettre au diapason du pouvoir. Soucieux de sortir de l'attente énervante des hypothèses historiques, selon le vocabulaire jaurésien, les socialistes cessent peu à peu de voir dans la révolution imminente la seule voie de passage du socialisme. Que ce soit au niveau législatif ou municipal, le socialisme se « compromet » et devient du même coup le parti des travailleurs. Mais au niveau exécutif, de vives réticences demeurent, comme le montrera l'affaire Millerand. Le rapport ambigu au parlementarisme du socialisme français, sa réalité contradictoire, a ainsi eu des conséquences sur son développement en le marquant d'une méfiance à l'égard du pouvoir en régime capitaliste et un rapport étroit à la doctrine. Ce refus de prendre le pouvoir dans un régime capitaliste était d'ailleurs la ligne tenue par le mouvement socialiste international.

1. L'affaire Millerand

L'Affaire Dreyfus va être l'occasion pour les socialistes d'exprimer à nouveau ce qui idéologiquement les divise. Ces années sont marquées par une poussée réactionnaire, nationaliste et xénophobe que vient cristalliser l'Affaire. La question de la défense républicaine va alors se poser aux socialistes et donner lieu à diverses considérations. C'est en premier lieu une façade d'unité qui est affichée : le 18 janvier 1898, cinq jours après le réquisitoire de Zola, le groupe parlementaire invite les prolétaires à la neutralité dans cette « guerre civile bourgeoise[1] ». Dans cette déclaration se côtoient les signatures de Jaurès et de Guesde. Mais très vite, des dissensions éclatent. Dans une déclaration de son Conseil National du 24 juillet 1898, le POF rappelle aux travailleurs que « leur place n'est ni d'un côté ni de

[1] A. Orry, *Les socialistes indépendants*, Paris, Librairie des sciences politiques et sociales, 1911, p.34.

l'autre des fractions militaires aux prises et également ennemies de notre classe et du socialisme. Les prolétaires n'ont rien à faire dans cette bataille qui n'est pas la leur[1] ». Guesde refusait les distinctions raciales et considérait qu'il n'y avait non pas un problème juif mais bien un capitalisme juif. A l'inverse, pour Jaurès et les allemanistes, dont le socialisme se réclame de la République, il y a danger et donc lieu de s'engager. Mais les progrès de la droite vont inciter les socialistes à faire union. A la fin de l'année 1898, un Comité d'entente se forme, dont Jaurès est l'animateur. C'est pour lui l'un des actes préfaçant l'unité qu'il cherche à construire. A la Chambre, les socialistes font front et mènent une campagne victorieuse contre le ministère Dupuy. Ce ministère défait, Waldeck-Rousseau forme un nouveau Cabinet et fait appel à Millerand pour le portefeuille du Commerce. Celui-ci avait énoncé à St-Mandé sa stratégie pour le développement du socialisme :

> «… Le collectivisme proclame que le salariat ne sera pas plus éternel que ne l'ont été ces modes antérieurs de la servitude et de l'exploitation humaines qui se sont appelés l'esclavage et le servage… N'est pas socialiste quiconque n'accepte pas la substitution nécessaire et progressive de la propriété sociale à la propriété capitaliste… Recourir à la force, et pour qui et contre qui ? Républicains avant tout, nous ne nourrissons point l'idée folle de faire appel au prestige illusoire d'un prétendant ou au sabre d'un dictateur pour faire triompher nos doctrines. Nous ne nous adressons qu'au suffrage universel : c'est lui que nous avons l'ambition d'affranchir économiquement et politiquement, nous ne réclamons que le droit de persuader[2] ».

Pour la première fois donc, un socialiste accédait à l'exécutif. Les réactions ne se firent pas attendre. Jaurès, de son côté, jubilait : « Quelle que soit l'issue immédiate, ce sera une grande date historique ; et un parti audacieux, conquérant, ne doit pas, à mon sens, négliger ces offres du destin, ces ouvertures de l'histoire[3] ». Quelques semaines plus tard, le POF publiait un manifeste condamnant l'entrée de Millerand au gouvernement :

> « Il s'agissait d'en finir avec une politique prétendue socialiste, faite de compromissions et de déviations, que, depuis trop longtemps, on s'efforçait de substituer à la politique de classe, et par suite, révolutionnaire, du prolétariat militaire et du parti socialiste… Le parti socialiste, parti de classe, ne saurait être ou devenir, sous peine de suicide, un parti ministériel… Parti d'opposition nous sommes et parti d'opposition nous devons rester, n'envoyant des nôtres dans les

[1] A. Zévaès, *Les guesdistes*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1911, p.103.
[2] A. Orry, *Ibid*., pp.28-29.
[3] Article dans *La Petite République*. Daté du 24 juin 1899. Cité par A. Orry, *Ibid*., p.44.

Parlements et autres assemblées électives qu'à l'état d'ennemis, pour combattre la classe ennemie et ses diverses représentations politiques[1] ».

Ainsi s'est déclenchée l'affaire Millerand. La question du ministérialisme et de la participation au pouvoir allait désormais occuper les débats et les énergies et par là même retarder la création d'un grand parti socialiste unifié. La question posée se résume en ceci : jusqu'où un parti socialiste, prônant la lutte des classes, peut-il aller dans la participation à un gouvernement bourgeois ? L'on peut scinder les deux types d'argument de la manière suivante : d'un côté les participationnistes, de l'autre les partisans du refus.

Jaurès, s'il reconnaît la portée relative et circonstancielle de la participation ministérielle, n'en reste pas moins convaincu de sa nécessité : « Il faut toujours être prêt à l'assaut révolutionnaire du lendemain, mais il faut aussi vivre et pénétrer tous les jours la société bourgeoise elle-même des réformes qui, tout en étant rigoureusement compatibles avec son principe, peuvent cependant précipiter sa désorganisation[2] ». De plus, il n'existe pas pour lui de différence de nature entre la participation habituelle aux corps élus et l'accession à l'exécutif. A rebours, les guesdistes et blanquistes font de la non-participation ministérielle un principe fondamental. Il ne saurait y avoir de lien entre pratique électorale et participation à un gouvernement bourgeois : « Le parti socialiste n'est pas et ne peut devenir un parti parlementaire, puisque le parlementarisme est la forme gouvernementale spécifique de la classe capitaliste[3] ». Néanmoins, le caractère révolutionnaire de la participation électorale est affirmé : « … le parti socialiste quoique n'étant pas un parti parlementaire, a donc été amené, par la force des circonstances, à avoir une action parlementaire qui s'exerce au dehors du Parlement et dans le Parlement. Il a dû prendre part aux élections… Les élections sont la lutte légale ; … Le Parlement est un admirable champ de bataille pour le parti socialiste[4] ». Les guesdistes sont donc favorables à une action parlementaire contrainte par le jeu institutionnel, « par la force des circonstances ». Mais en ce qui concerne l'entrée d'un socialiste dans un gouvernement non-socialiste, il ne fait aucun doute : « Un socialiste ne peut entrer dans un ministère qu'en laissant à la porte son socialisme, n'y introduisant en contrebande que les

[1] A. Zévaès, *Ibid*., p.106.
[2] Congrès général des organisations socialistes françaises, Paris, 1908. Compte rendu sténographique, p.61. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.68.
[3] P. Lafargue, *Le socialisme et la conquête des pouvoirs publics*, brochure exprimant la doctrine officielle du POF. Cité par M. Perrot et A. Kriegel, *Ibid*., p.69.
[4] *Ibid*., p.70.

réformes les plus inoffensives à l'ordre capitaliste[1] ». En pactisant ainsi, il compromet aussi bien le parti que la Révolution : « Le parti socialiste en autorisant son groupe à la Chambre à fournir des ministres lui inocule la gangrène parlementaire. Dès l'instant que le parti socialiste cesse d'être un parti d'opposition irréductible, il déserte le terrain de la lutte des classes pour devenir un parti parlementaire : son rôle révolutionnaire est fini[2] ». Lafargue fustige les opportunismes et appelle à l'abstention. Cette voie participationniste est pour lui une nouvelle ère dans laquelle le socialisme devrait se garder d'entrer. Elle est la conséquence d'une série d'abandons, de compromissions. Il en impute la responsabilité aux nouveaux arrivants socialistes : « Les indépendants qui viennent de l'université se croient autorisés, de par leur ignorance des phénomènes économiques et sociaux, à bouleverser les théories du socialisme : les uns traitent de conception simpliste la lutte des classes, les autres nient la concentration du capital, qui se dissémine au contraire par les sociétés anonymes[3] ». Le refus de toute compromission, cette forme d'orthodoxie, constituera l'un des éléments incontournables que Jaurès intégrera à son projet d'unification du socialisme français.

2. La synthèse jaurésienne

Après celle de St-Mandé en 1893, une autre tentative d'unification eut lieu à la salle Japy en 1899[4]. Mais, plombés par l'entrée de Millerand au gouvernement, les débats furent âpres et n'aboutirent qu'à une fusion partielle. Celle-ci accoucha de deux partis, rivaux, symboles des deux tendances opposées : le Parti socialiste français, de sensibilité réformiste et jaurésien, et le Parti socialiste de France, révolutionnaire et guesdiste. Fortes aux élections de 1902 de respectivement 32 et 12 députés, il apparut très clairement qu'aucune de ces deux tendances ne pourrait à elle seule parvenir à incarner le socialisme. Tributaire de la motion votée par l'Internationale Socialiste interdisant la participation au pouvoir[5], celle-ci

[1] *Ibid*., p.70.
[2] *Ibid*., p.70.
[3] *Ibid*., p.71.
[4] Dans ses *Essais sur le mouvement ouvrier en France*, Daniel Halévy a donné une description très précise de cet épisode de la salle Japy. Le passage sur le discours de Guesde à la tribune y est des plus édifiants (D. Halévy, *Essais sur le mouvement ouvrier en France*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903).
[5] Au congrès d'Amsterdam de 1904 est votée la motion suivante : « Le congrès […] déclare que la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société

conditionna en partie le compromis de 1905. Compromis qui doit beaucoup à la « foi unitaire[1] » de Jaurès, persuadé que le prolétariat avait besoin d'une organisation unitaire pour mener sa mission historique. Mais la création de la Section française de l'Internationale[2] (SFIO) ouvrière se fit sur des divisions. Avec environ 40% des mandats, les guesdistes occupaient une position de force au sein du nouveau parti. Ils veillaient à l'anti-ministérialisme et au maintien de la doctrine[3]. A l'autre pôle du parti, l'on trouvait un milieu réformiste, regroupé autour d'Albert Thomas et sa *Revue syndicaliste*[4]. Ils étaient politiquement et idéologiquement proches des jaurésiens, qui constituaient autour de leur chef le noyau central de ce pôle réformiste.

Il n'est guère aisé de préciser la position de Jaurès concernant la question du réformisme. Ainsi peut-il par exemple déclarer que « l'hypothèse historique dont procède la conception révolutionnaire du *Manifeste communiste* est en effet épuisée[5] ». Mais Jaurès n'en a pas pour autant abandonné tout projet révolutionnaire. Coupable d'avoir laissé aux guesdistes le soin de l'orientation idéologique de 1905, Jaurès cherchera à éviter à ce que le monopole de l'eschatologie ne soit totalement laissé aux mains des guesdistes. Face aux divisions contradictoires s'incarnant au sein du parti, la méthode de Jaurès a consisté à faire cohabiter ces contraires dans une synthèse s'appuyant sur des concepts fabriqués à cette fin. La résolution de ces contradictions s'est ainsi fondée sur l'inscription de l'analyse marxiste des sociétés dans la spécificité française, marquée par les révolutions politiques et industrielles. Cette inscription a établi un modèle de l'adversaire, double, permettant la cohabitation de conceptions et d'objectifs divergents : une figure offensive, celle de

---

bourgeoise », 6ème congrès socialiste international, Bruxelles, 1904. Compte rendu sténographique, cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Les socialistes français et le pouvoir… Ibid*., p.46.

[1] Cette expression est empruntée à A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.66. Foi unitaire qui, si l'on suit Charles Rappoport, doit beaucoup à l'admiration éprouvée par Jaurès à l'égard de la Révolution française dont il témoigne dans son *Histoire socialiste de la Révolution française* (C. Rappoport, *Jean Jaurès, le penseur, l'homme, le socialiste,* Paris, Anthropos, 1984, p.295).

[2] Pour une analyse détaillée de cet acte de naissance, nous renvoyons à Marion Fontaine (dir.), *Les débuts de la SFIO,* in *Cahiers Jaurès*, n° 187-188, janvier-juin 2008.

[3] D'autres tendances au sein de la SFIO ont à sa naissance porté une rhétorique révolutionnaire et insurrectionnelle. Celles-ci se sont incarnées autour de Lagardelle et de Gustave Hervé avant de se disperser à partir des années 1910.

[4] Celle-ci changea de nom à partir de 1910 pour s'appeler *Cahiers du socialisme*. Pour une analyse détaillée des positions d'Albert Thomas, voir E. Jousse, *Réviser le marxisme ? D'Edouard Bernstein à Albert Thomas,1896-1914*, Paris, L'Harmattan, 2007, pp.217-238.

[5] J. Jaurès, *Études socialistes*, présentation de Madeleine Rebérioux, Genève, Slatkine Reprints, 1979, p.45.

l'affrontement entre classes ; une autre, défensive, de la défense de la République. Dans le premier modèle, la référence était celle de la classe ouvrière, de l'ennemi bourgeois et des intérêts capitalistes. Dans le second cas, ce sont les valeurs de la République qui étaient convoquées, la République étant bafouée par les monarchistes, les grands propriétaires ou encore les cléricaux. L'art de la synthèse de Jaurès a consisté à opérer une dialectique permanente entre ces deux modèles.

Remarquable est également la faculté de Jaurès à articuler vindictes révolutionnaire et réformiste. La synthèse théorique entre réforme et révolution fut formulée à l'occasion d'une motion présentée et votée à l'unanimité au congrès de Toulouse en 1908 : « Précisément parce qu'il est le Parti socialiste, un parti de révolution […], il est le parti le plus essentiellement, le plus activement réformateur qui puisse donner à chacune des revendications ouvrières son plein effet, le seul qui puisse faire toujours de chaque réforme, de chaque conquête, le point de départ et le point d'appui de revendications plus étendues et de conquêtes plus hardies[1] ». Le principe d'évolution révolutionnaire consistait « à introduire dans la société d'aujourd'hui des formes de propriété qui la démentent et qui la dépassent, qui annoncent et préparent la société nouvelle, et par leur force organique hâtent la dissolution du monde ancien. Les réformes ne sont pas seulement, à mes yeux, des adoucissants : elles sont, elles doivent être des préparations[2] ». Il avait donc un double avantage : d'une part de ne pas remettre en cause la doctrine ; d'autre part de réaliser des réformes immédiates. Ainsi, Jaurès ne réglait pas l'ambiguïté de la question du pouvoir.

Le modèle jaurésien, cet équilibre entre réforme et révolution, républicanisme et extériorité partielle au système politique, supposait pour être maintenu une distance relative par rapport aux responsabilités du pouvoir et dépendait d'un contexte politique extérieur clément. Les chocs de 1914 et 1917 allaient remettre cette synthèse en cause. L'histoire du

---

[1] Parti socialiste SFIO, 5ème congrès national, Toulouse, 1908. Compte rendu sténographique, p.354. Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.75. La déclaration de principe concluait également que « par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution », A. Bergounioux, *Déclarations de principes socialistes 1905-1990*, Paris, Bruno Leprince, 2004, p. 17.

[2] J. Jaurès, « République et socialisme », *La Petite République*, 17 octobre 1901, *Études socialistes*, p.69. Cité par Gilles Candar, « Jean Jaurès et le réformisme », *Histoire@Politique*. *Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, p.6. Consulté le 14/11/2011 sur le lien suivant : www.histoire-politique.fr.

Parti socialiste à peine unifié était donc déjà celle d'une gestion des contradictions et des contraintes induites par l'entrecroisement de sa configuration politico-idéologique et du contexte extérieur.

III - La synthèse jaurésienne à l'épreuve

Sombre année que 1914 pour le socialisme français. L'assassinat de Jaurès le 31 juillet par Raoul Villain, puis la participation de Jules Guesde et Marcel Sembat aux gouvernements d'Union sacrée, suivis par Albert Thomas en mars 1915, en rebattaient les cartes. L'entrée de la SFIO dans un tel gouvernement pouvait certes se justifier par la doctrine des circonstances exceptionnelles prévue par le congrès de l'IS de 1900. Mais elle n'en introduisait pas moins une cassure vis-à-vis de la politique de maintien à distance vis-à-vis du pouvoir. La révolution russe de 1917 et le congrès de Tours de 1920 qui en suivi allaient également pousser le parti à se reposer la question du choix entre réforme et révolution, entre légalité et violence. Jaurès assassiné, c'est Léon Blum qui prit le flambeau de la voie unitaire du parti. Confronté à la rupture de 1920, puis à un raidissement du débat idéologique à partir des années 1926-27, Blum tenta tant bien que mal de maintenir la synthèse héritée de 1905, fut-ce au prix de certaines contorsions.

A/ Que faire du pouvoir ?

Les questions posées par la guerre et la révolution à l'est auraient pu permettre au parti de définitivement régler certaines ambiguïtés de la doctrine. Elles ouvraient ou auraient pu ouvrir la voie à la reconnaissance du caractère réformiste et participationniste du socialisme français. La leçon jaurésienne de la vocation républicaine du socialisme trouva bien des relents chez les dirigeants socialistes. Rien cependant ne filtra dans les textes du parti, tout égarement participationniste y étant soigneusement proscrit. La révolution de 1917 scindait quant à elle la gauche, de sorte qu'en réponse au développement du communisme, le

socialisme se voyait offrir un terrain politique qu'il aurait pu investir. Mais là encore, le réformisme n'obtint pas gain de cause.

1. L'adhésion à l'Union sacrée

Dès la guerre déclarée, le président du Conseil René Viviani proclama l'Union sacrée des partis et des forces devant la patrie en guerre. Les militants socialistes, peu versés dans le militarisme, s'en remettaient à l'IS. Celle-ci avait prévu en 1907 au congrès de Stuttgart d'empêcher le déclenchement d'un conflit mondial par l'action ouvrière internationale. La question fut néanmoins débattue au congrès de la SFIO de juillet 1914. Après des débats qui virent s'affronter Guesde et Vaillant, la majorité adopta une motion de synthèse défendue par Jaurès et que le premier refusa de voter. Il y était question de grève générale et organisée à l'échelle internationale dans le but de prévenir le déclenchement d'un conflit armé. Cette action était préventive, Jaurès déclarant : « si cette guerre éclate malgré nous », il conviendra de « faire l'effort maximum pour assurer l'indépendance et l'intégrité de la nation[1] ». Mais dès le mois d'août, devant l'échec d'une coordination du mouvement international ouvrier, les choses se corsèrent. Vaillant, à une réunion de la fédération de la Seine, affirma : « En présence de l'agression, les socialistes rempliront leur devoir, pour la Patrie, pour la République, pour l'Internationale[2] ». La réunion s'acheva par un vote réaffirmant la détermination des socialistes à défendre l'intégrité nationale. Ceci eut pour conséquence l'entrée de socialistes au gouvernement, qui prit fin avec l'arrivée au pouvoir de Clémenceau, honni par la gauche. Le pacifisme internationaliste reprit alors le dessus, de telle sorte qu'après 1917, les partisans de l'Union se retrouvèrent isolés au sein du parti. La méfiance vis-à-vis de la participation ministérielle reprenait ses droits, comme l'affirmera avec conviction le conseil national de février 1921 : « Ni le bloc des gauches ni le ministérialisme […] ne trouveront dans nos rangs la moindre chance de succès. Le Parti socialiste SFIO demeurera un parti de lutte de classes et d'opposition et mènera une lutte acharnée contre tout système économique et social qui n'aura pas reconnu et proclamé le total affranchissement du

[1] J. Jaurès, article dans *L'Humanité* daté du 18 juillet 1914. Cité par Annie Kriegel et Jean-Jacques Becker, *1914. La guerre et le mouvement ouvrier français*, Paris, Armand Colin, 1964, p.46.
[2] E. Vaillant. Cité par Jacques Moreau, *Les socialistes et le mythe révolutionnaire* [1998], Hachette Littérature, 2003, p.84.

monde du travail[1] ». Il faudra attendre le Cartel des gauches de 1924 pour que soit retentée une telle expérience. Elle a cependant permis au parti de se frotter à la pratique du pouvoir de manière plus affirmée qu'avec l'épisode Millerand, sans pour autant que celle-ci n'influe sur la doctrine et l'idéologie officielle. Pis, alors qu'on aurait pu penser qu'un parti socialiste rallié à la défense de la patrie fasse entendre ses désaccords sur la conduite de la guerre, le parti fut sur ce point timoré. En dépit de la création d'un comité d'action visant à apporter son aide à la défense nationale par l'étude des problèmes quotidiens engendrés par le conflit, le parti ne fut pas en mesure de dessiner « l'ébauche d'une politique proprement socialiste de conduite du conflit et de gestion de la nation pendant cette période[2] ». Difficile dans ce cas de retenir, outre la participation en elle-même, des éléments positifs de cette expérience.

C'est dans ce contexte qu'il faut saisir le vote quasi-unanime pour la motion Bracke au congrès de 1919 visant à fixer la tactique du parti aux élections législatives. Celle-ci écartait au nom de la fidélité à la ligne traditionnelle du parti toute alliance avec les autres partis républicains et bourgeois, et ce en dépit du système proportionnel à un seul tour mis en place pour ces élections. Le refus de toute alliance conforta ainsi le parti dans son identité. Après l'échec de l'Union sacrée, le repli identitaire l'emporta, en dépit des intérêts immédiats[3].

2. De la Révolution russe au congrès de Tours

La Révolution russe coïncide pour le socialisme français avec l'arrivée de Léon Blum sur le devant de la scène socialiste. Disciple et ami de Jaurès, il était habité par le même souci de maintenir le parti dans son équilibre doctrinal durement acquis. Il estimait ainsi que le parti devait certes se soucier de représenter la société actuelle, mais ne devait pas pour autant faire l'économie d'imaginer la société future : « Si certains d'entre nous n'étaient plus obstinément tournés – comme le musulman vers la ville sainte – vers cet idéal, vers ce mirage qui dessine à leurs yeux la ligne pressentie de la Cité future –, notre parti ne serait plus qu'un parti de

[1] Parti socialiste SFIO, 19ème congrès national, 1921, Paris, rapports, p.57. Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.97.
[2] Jacques Moreau, *Ibid*., p.88.
[3] Le nombre de ses élus passa lors de ces élections de 100 à 68.

réformes démocratiques et non plus ce qu'il est : le socialisme[1] ». Mais Blum refusait en même temps l'adhésion sans conditions à l'Internationale communiste et ne trancha pas quant à la question de la prise du pouvoir par la force. Le programme du parti en 1919 affirmait ainsi que le socialisme atteindrait ses fins « sous la pression du suffrage universel ou par un mouvement de force du prolétariat[2] ». C'est dans cette perspective qu'il faut saisir la conclusion de son article l'opposant à Albert Thomas dans *L'Humanité* du 9 novembre 1918 où il déclarait : « Je ne choisis ni Wilson ni Lénine. Je choisis Jaurès[3] ». En voulant préserver la synthèse jaurésienne, Blum obstruait la construction d'une opposition théoriquement fondée aux troupes de Lénine. La lecture qui a alors prévalu était celle d'une continuité entre la Révolution de 1789 et celle de 1917 : « Aucune des déclarations fondamentales de l'Internationale de Moscou n'est en contradiction avec les principes du socialisme tels qu'ils ont été définis par les congrès internationaux et que la thèse de la dictature du prolétariat, en tant qu'elle est destinée à assurer la transition entre la société capitaliste et le régime socialiste, est à la base de toute conception révolutionnaire[4] ». Le compromis visant à sauvegarder l'unité du socialisme français sonna néanmoins rapidement comme un échec. La Révolution russe donnait du grain à moudre à l'aile gauche du parti[5]. Prenant conscience dès l'été 1920 que la scission constituait la seule alternative aux volontés de Lénine, Blum réorganisa le parti. La réponse au bolchévisme a, nous l'avons dit, contraint l'organisation à réaffirmer ce qui distinguait celui-ci du socialisme et donc à redéfinir certaines de leurs positions. Mais cette réaffirmation s'est faite sur la base de la synthèse de 1905. C'est-à-dire que le refus du bolchévisme n'a pas entraîné de révision doctrinale qui aurait pu définitivement solidariser avenirs socialiste et républicain. C'est par une fidélité à sa doctrine initiale qu'il a cru pouvoir s'opposer aux partisans de la IIIème Internationale à Tours.

Les tensions et ambiguïtés antérieures à cette période allaient à partir des années 1920 s'aviver de nouveau. Le potentiel électoral qui faisait du parti l'un des deux grands partis de gauche continuait à les pousser vers la prise de responsabilité. Son poids électoral croissant et son attachement aux valeurs républicaines l'encourageait à plus d'intégration au système

---

[1] Discours prononcé le 21 avril 1919 au congrès national extraordinaire. Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.81.
[2] Cité par Annie Kriegel, *Aux origines du communisme français*, Paris, Flammarion, 1965, p.125.
[3] Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.82.
[4] Parti socialiste SFIO, 17ème congrès national, Strasbourg, 1920. Compte rendu sténographique, p.566. Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.84.
[5] P. Williams, *La vie politique sous la IVème République*, Paris, Armand Colin, 1971, p.143.

politique. Mais, parallèlement, le développement d'une expérience communiste augmentait sa fragilité et lui faisait d'autant plus redouter cette intégration.

B/ Léon Blum et le débat doctrinal

Les élections législatives de 1924 ont entraîné une remise en question de la stratégie jusque-là adoptée par la SFIO. Elle avait jusqu'à présent opté pour une stratégie électorale l'obligeant à présenter des listes indépendantes aux élections, sa situation dans l'opposition rendant cette position plus aisée. Le parti se trouvait alors divisé entre une aile droite, réformiste, défendant la participation à un gouvernement radical sur la base d'un programme commun, et une aile gauche, contre le principe de la participation. Lors du Conseil National des 1er et 2 novembre 1925, la motion présentée par Paul Faure, défiant le gouvernement Painlevé, obtint 1433 mandats, contre 1228 à la motion Renaudel, participationniste. L'expérience du soutien sans participation avait déçu les deux bords du parti : trop pour la gauche, pas assez pour la droite. Soucieux de préserver l'unité du parti, Léon Blum tenta de trouver un dénominateur commun entre ceux jugeant le soutien excessif et ceux pour qui il était insuffisant. C'est dans ce contexte et dans celui de la reconstruction du parti[1] qu'il formula, en janvier 1926, lors d'un congrès extraordinaire, sa distinction entre conquête et exercice du pouvoir.

1. Exercice et conquête du pouvoir

La conquête du pouvoir devait être selon Blum le but du parti. Elle résidait dans le moment où le parti, achevant son travail de préparation, prenait le pouvoir. La transformation sociale pouvait suivre immédiatement la conquête du pouvoir, les conditions permettant la transformation du régime de propriété étant réunies. Cette conquête du pouvoir devait canaliser les énergies militantes, le risque étant d'une part de rester dans l'opposition jusqu'à ce moment espéré, d'autre part de perdre la confiance des travailleurs. Blum avança alors une notion nouvelle, celle d'exercice du pouvoir :

[1] L'ouvrage de Tony Judt *La reconstruction du Parti socialiste/1921-1926* (Paris, Presses de la FNSP, 1976) permet de saisir les enjeux doctrinaux de cette époque.

> « La conquête du pouvoir est la prise totale du pouvoir politique, prélude possible et condition nécessaire de la transformation du régime de la propriété, c'est-à-dire de la révolution. La notion de la conquête du pouvoir est donc avant tout une notion révolutionnaire et, à la conquête du pouvoir, j'opposais ce que j'appelais l'exercice du pouvoir en régime capitaliste, qui n'a pas de caractère révolutionnaire, qui est la conséquence de l'action parlementaire elle-même, que vous pouvez être obligés d'accepter, de demander, de subir, du fait même que vous pratiquez l'action parlementaire[1] ».

Il s'agissait d'une notion médiane, entre l'opposition absolue, inimaginable dans un parti comptant plus d'une centaine de députés, et un opportunisme sans principe. L'exercice du pouvoir devait consister en une expérience gouvernementale dirigée par les socialistes : face à des situations exigeant du parti qu'il prît ses responsabilités dans le cadre du système capitaliste, il était possible de ne pas trahir la vocation essentielle du socialisme. Cette distinction était pour Blum essentiellement une réponse à la droite du parti et une fidélité à la gauche du parti : l'exercice du pouvoir, même assorti de conditions, n'était pas repoussé à un temps trop lointain ; en même temps, elle prolongeait la critique de la participation n'assurant pas un rapport de forces suffisant pour les socialistes. Il s'agissait en quelque sorte « d'un tour de passe-passe dont le but était d'amener le parti à accepter l'exercice du pouvoir dans le régime économique et politique existant, tout en sauvegardant l'eschatologie révolutionnaire[2] ». La question qui demeurait en pointillé était de savoir si cet exercice du pouvoir devait être transformé en conquête. Sur ce point, Blum était clair :

> « En ce qui concerne la conquête révolutionnaire du pouvoir, je n'admets pas que la classe ouvrière soit limitée par aucune espèce de légalité […]. Mais, je déclare catégoriquement que je le suis, en ce qui concerne l'exercice du pouvoir. Je pense que si, par l'effet du jeu parlementaire dans le cadre des institutions existantes, dans le cadre de la constitution actuelle, nous étions appelés à exercer le pouvoir, nous devrions l'exercer légalement, loyalement, sans commettre cette espèce d'escroquerie qui consisterait à profiter de notre présence à l'intérieur du gouvernement pour transformer l'exercice du pouvoir en conquête du pouvoir. Transformation d'ailleurs impossible, puisqu'elle est fonction d'un ensemble de conditions sociales qui ne seraient pas réalisées et que la possession du pouvoir ne suffit pas à créer[3] ».

---

[1] L. Blum, *La méthode socialiste*, Conférence prononcée lors de l'ouverture des cours de l'Ecole Socialiste le 10 novembre 1931, Editions de la liberté, Paris, 1945, pp. 3-4.
[2] A. Bergounioux et G. Grunberg, *Les socialistes français et le pouvoir… Ibid*., p.104.
[3] L. Blum, « Le Parti Socialiste et la participation ministérielle », *Discours prononcé au Congrès National extraordinaire du 10 janvier 1926,* p.4.

Cette distinction était nécessaire pour maintenir l'identité socialiste définie à Tours et ainsi se démarquer des bolcheviques. Le problème tactique introduit par le Cartel des Gauches de mai 1924 trouvait ainsi une solution, provisoire là encore. Après le 6 février 1934[1], Blum compliqua davantage son schéma en discernant un troisième cas : l'occupation défensive du pouvoir, en cas de menace fasciste.

La distinction opérée par Blum, peu comprise par les militants, manifestait une volonté d'éviter le réformisme et de préserver l'idée de révolution. Elle était commune à d'autres partis socialistes européens et renforcée par la non prise en considération par l'Internationale de la question du pouvoir[2]. Des remises en cause de ce modèle allait rapidement apparaître, comme ici résumé par Bergounioux : « L'histoire doctrinale du socialisme après 1926 se résume dans l'assaut que les courants de droite et de gauche allaient mener contre cette orthodoxie[3] ».

2. Offensives révisionnistes

La question du révisionnisme a, dès la fin du 19ème siècle, traversé le courant socialiste. C'est en Allemagne, avec la création du Parti social-démocrate allemand (SPD) en 1891, que ce débat prit initialement corps. Il tournait autour de la question du marxisme et de son interprétation. Mais c'est à n'en pas douter l'année 1899 et la publication par Edouard Bernstein d'un texte intitulé *Die Voraussetzungen des Sozialismus die Aufgabe der Sozialdemokratie*[4] qui marquent véritablement le début de ce débat autour du révisionnisme. Bernstein entendait le révisionnisme comme la théorie d'une pratique, cherchant par là à

[1] Le 6 février 1934, une manifestation antigouvernementale menée par des groupes de droite et les ligues d'extrême-droite tourne à l'émeute sur la Place de la Concorde. Michel Winock, dans *La fièvre hexagonale*, en donne un récit passionnant (M. Winock, *La fièvre hexagonale*, Paris, Calmann-Lévy, 1986).
[2] Son président, Arthur Henderson, déclarant en 1925 que discuter de cette question devant le Congrès « nous conduirait à d'interminables controverses stériles sur une question qui, du point de vue pratique, se résout d'elle-même à une question de pure pertinence dans chacun des pays où elle se pose ». Cité par A. Bergounioux, « L'évolution doctrinale du socialisme français dans l'entre-deux-guerres », *L'Internazionale operaia e socialista tra le due guerre*, Annali della Fondazione Feltrinelli, Milano, n°23, Giangiacomo Feltrinelli Editore, 1985, p.1166.
[3] *Ibid*., p. 1166.
[4] Il a été traduit l'année suivante en français sous le titre *Socialisme théorique et Social-démocratie pratique* (Paris, Stock, 1900).

tracer une frontière claire le démarquant de l'opportunisme. Renonçant à l'imminence d'une révolution à venir, il s'en prenait à une social-démocratie allemande promettant le grand soir à la classe ouvrière. En se limitant à une analyse étroite de l'œuvre de Marx, le socialisme prenait le risque de passer à côté des exigences des mutations sociaux-économiques à l'œuvre en cette fin de siècle. Ce faisant, il posait la possibilité d'une évolution graduelle menant de la société capitaliste à la société socialiste. Sous couvert de révisionnisme, c'est bien la question de la relation entre socialisme et réformisme qui était posée. Car, comme le précise Erich Matthias, cette différence sémantique recouvre à n'en pas douter une réalité commune. Il ajoute d'ailleurs que les termes de « révisionnisme » et de « réformisme » étaient bien souvent employés indifféremment par les cadres du parti allemand[1]. Cette querelle autour du révisionniste a bien été introduite en France. Mais, comme le précise Emmanuel Jousse, le transfert s'est exprimé « dans des milieux assez marginaux[2] ». Les militants sont en effet restés assez éloignés de débats nécessitant une approche extrêmement serrée de l'œuvre de Marx. Mais elle doit également cette faible pénétration à la volonté des dirigeants du parti de ne pas accorder une audience trop importante à ce qui aurait provoqué de la virulence chez les militants. C'est au cours des années précédant la crise de 29 que le socialisme français a connu des tentatives de renouvellement théorique inspirées du révisionnisme, essentiellement par le biais de publications[3]. Telle celle de Jules Moch, qui en 1927 publie *Socialisme et Rationalisation*[4], ouvrage dans lequel il étudie la mutation du capitalisme américain et son effet de diminution sur les antagonismes de classe. André Philip, en 1928, introduisait lui les idées d'Henri de Man, auteur d'un ouvrage en 1927 traduit sous le titre *d'Au-delà du marxisme*[5] et qui mettait à jour les racines psychologiques de la lutte des classes. La conjoncture électorale était également propice aux divisions : lorsqu'en octobre 1929 Daladier proposa aux socialistes de participer à un gouvernement radical, le parti se scinda en deux parties à peu près égales. Voyant s'ouvrir une brèche, la droite du parti, afin d'imposer la

---

[1] E. Matthias, « Idéologie et pratique : le faut débat Bernstein-Kautsky », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 19ème année, n°1, 1964, p.26. Consulté le 04/04/12 sur le site en ligne http://www.persee.fr/web/guest/home

[2] E. Jousse, *Ibid*., p.240.

[3] Mais également par le biais de groupes d'intellectuels. Ainsi, en 1924, se forme notamment un Groupe d'Etudiants Socialistes autour de l'Ecole Normale Supérieure. Nous renvoyons à la description qu'en donne Georges Lefranc, « Le Groupe d'Etudes Socialistes des Ecoles Normales Supérieures », in *Visages du mouvement ouvrier français*, Paris, PUF, 1982.

[4] J. Moch, *Socialisme et rationalisation*, Bruxelles, L'Eglantine, 1927.

[5] H. de Man, *Au-delà du marxisme*, Bruxelles, L'Eglantine, 1927.

participation, fédéra les aspirations de renouvellement doctrinal qui se faisaient jour. Deux mouvements successifs virent alors le jour, le néo-socialisme et le planisme.

Le courant néo-socialiste fut principalement représenté par Marcel Déat. Voulant convaincre de la nécessité et des bienfaits de la participation, il publia en novembre 1930 un ouvrage synthétisant son activité au sein de la presse du parti, *Perspectives socialistes*[1]. Il posait la question de la constitution d'une majorité élargie qui irait au-delà du prolétariat et qui pourrait conduire le socialisme au pouvoir. Ses constats sur l'évolution du capitalisme, sa mutation d'un capitalisme industriel à un capitalisme financier l'amenaient à revoir le rapport que le parti devait entretenir avec le principe de lutte des classes. Celles-ci ne glissaient plus vers une prolétarisation mais vers une moyennisation. Il ne fallait plus les neutraliser mais les convaincre du socialisme en insistant sur le fait que le prolétariat industriel, s'il demeurait la base de l'action socialiste, ne pouvait plus agir seul. L'évolution du capitalisme, subordonnant les classes moyennes au capitalisme financier, assurait une forme de continuité entre un front socialiste et un front capitaliste. L'Etat avait désormais acquis une autonomie face au capitalisme, et il devait être utilisé comme un instrument. Déat espérait ainsi dépasser l'opposition néfaste entre programme minimum et programme maximum[2]. Il avait pour objectif, tout en tenant compte des changements de la social-démocratie européenne, de tirer la doctrine vers plus de réformisme. Il posait de ce fait des questions de fond à l'orthodoxie blumienne. La réaction de Blum témoigne d'ailleurs de sa volonté de limiter autant que possible le débat en ne consacrant personnellement aucun article à l'ouvrage de Déat. Ce fut Jean-Baptiste Séverac, secrétaire général adjoint de la SFIO, qui y réagit en réaffirmant la véracité des analyses traditionnelles du socialisme face à une crise économique supprimant progressivement les classes intermédiaires entre les prolétaires et les capitalistes. Jean Lebas, président de la fédération du Nord, consacra lui une brochure à la réfutation du néo-socialisme qu'il concluait en ces termes : « Nous nous permettons d'émettre le vœu que le Parti

[1] M. Déat, *Perspectives socialistes*, Paris, Valois, 1930.

[2] Cette distinction, produit de celle entre exercice et conquête du pouvoir, avait trouvé sa plus juste expression dans le verbe de Blum. Il ne fallait ainsi pas dire : « Moi, socialiste, installé à l'intérieur du système capitaliste, je vais vous montrer comment je résoudrai telle ou telle contradiction, je surmonterai telle ou telle difficulté » ; mais plutôt : « Je vais vous montrer que si, par un effort de l'esprit, d'imagination, nous nous installons dans la conception socialiste, non seulement les difficultés se résoudraient d'elles-mêmes, mais qu'elles deviendraient même inconcevables ». Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Les socialistes français et le pouvoir… Ibid*., p.112. Cette distinction présentait le défaut majeur de ne lui apporter aucune aide en cas de participation ministérielle car dans les deux modalités elle restait inopérante.

Socialiste reprenne son programme de 1928, en y apportant de simples modifications réclamées par les circonstances économiques et politiques[1] ». Ainsi, la controverse était ramenée au débat connu entre réformisme et volonté révolutionnaire. Jusqu'en 1932, elle semble ne pas avoir été perçue par les militants comme autre chose que de poser à nouveau la récurrente question de la participation.

A l'autonome 1933, le parti connut une scission. Sous l'effet de la crise économique, de la montée du national-socialisme et du délitement de la social-démocratie allemande, les néo-socialistes en profitèrent pour accentuer le caractère révisionniste de leur entreprise. Ils ajustèrent leurs propositions autour de la réalité nationale et de la notion de régime intermédiaire. Dans la course de vitesse face au fascisme, le rassemblement anti-capitaliste devait se recentrer sur une base nationale afin d'éviter que les classes moyennes ne se détournent du mouvement ouvrier par peur de la révolution. Il fallait pour Déat s'attacher à souligner le lien qui rapprochait les classes moyennes de la classe ouvrière : l'intérêt national. Ils avançaient pour se faire l'idée d'un régime intermédiaire se substituant à la fois au programme de réformes immédiates et au modèle révolutionnaire. Ils remettaient par conséquent en cause la distinction établie par Blum. De plus, leur construction devenait plus qu'ambiguë, comme le souligne les propos de Barthélémy Montagnon au congrès de Paris de juillet 1933 : « Vraiment, le drame, voyez-vous, c'est que nous croyions qu'il n'y avait qu'une direction pour aller au socialisme et aujourd'hui, par les faits mêmes, nous nous rendons compte que notre voie n'est pas la seule, qu'il peut y en avoir une autre, la voie fasciste[2] ». Le régime intermédiaire des néo-socialistes pouvait donc ne plus être socialiste, l'axe du rassemblement devenant national. Ce fut dans ce contexte idéologique que quelques 20.000 militants et une minorité de parlementaires quittèrent le parti.

En passant volontairement outre la destinée de certains dirigeants néo-socialistes, il importe en revanche de s'attarder sur les termes de la réaction majoritaire. En juillet 1933, Blum rejeta nettement la perspective remettant en cause sa distinction entre exercice et conquête du pouvoir. Analysant le New Deal, voici ce qu'il écrivit :

---

[1] J. Lebas, *Le socialisme. But et moyen.* Suivi de *La réfutation d'un néo-socialisme*, Lille, Impression ouvrière, 1931. Cité par Bergounioux, *Ibid*., p.1168.
[2] B. Montagnon, discours prononcé au congrès de la SFIO, Paris, 1933. Cité par Bergounioux, *Ibid*., p.1169.

> « si l'expérience américaine aboutit, elle aura sans doute mis sur pied un type social intermédiaire entre le capitalisme à l'Etat pur et le socialisme […] Et cependant, je le répète, s'il existait un parti socialiste américain, dont l'appoint ou la résistance dussent jouer un rôle important, lui conseillerons-nous d'assumer la responsabilité de l'expérience Roosevelt, de planter sur l'expérience Roosevelt le drapeau socialiste ? Non certes… Nous leur dirions : au risque d'être lésé provisoirement dans votre force politique, votre rôle est de laisser l'expérience se développer en dehors de la responsabilité socialiste, mais en l'utilisant pour la propagande socialiste. Montrez en quoi elle vérifie la critique socialiste, en quoi elle subit la pénétration de la pensée socialiste, mais faites comprendre qu'elle n'est tout de même pas le socialisme. A travers tout cela, au-dessus de tout cela, maintenez dans son intégrité, dans sa pureté, la doctrine socialiste[1] ».

En expliquant les difficultés du capitalisme à trouver des solutions aux problèmes rencontrés alors, Blum maintenait le parti dans sa pureté doctrinale. Paradoxalement donc, le néo-socialisme, par ses dérives, a empêché le parti d'entamer une profonde réflexion doctrinale. Il a de plus entravé les chances de la réflexion planiste émergente en cette fin d'année 1933.

A peine la crise néo-socialiste refermée, le parti connut une nouvelle bataille doctrinale, cette fois autour de l'idée de plan[2]. Cette nouvelle mode politique avait réuni quelques théoriciens marxistes autour d'une revue intitulée *Combat marxiste* qui, dans son éditorial, se proposait « de fixer les mesures indispensables à la liquidation de la crise capitaliste, de les condenser en un programme d'action et de faire de ce programme la volonté vivante des masses pour en préparer l'application par la conquête du pouvoir[3] ». Attentifs à la planification soviétique, l'offensive planiste se structura en réalité, au début de l'année 1934, autour du Parti Ouvrier Belge qui, par l'intermédiaire d'Henri de Man, adopta un Plan du Travail. Un petit groupe d'intellectuels socialistes, réunis autour d'un ouvrage collectif qui parut en 1932, *Révolution Constructive*, tenta de propager ces idées en France[4]. Ils se proposaient de renouveler l'action socialiste autour des institutions ouvrières, du syndicalisme, du mouvement coopératif, du mouvement des consommateurs aux dépens de

---

[1] Cité par Bergounioux, *Ibid*., p.1170.
[2] Pour une analyse des principes de planification au sein de la gauche française, nous renvoyons à J-F. Biard, *Le socialisme devant ses choix. La naissance de l'idée de plan*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.
[3] Cité par Bergounioux, *Ibid*., p.1171.
[4] Pour une analyse de ce groupe intellectuel, auquel Claude Lévi-Strauss a d'ailleurs appartenu, nous renvoyons à Stéphane Clouet, *De la rénovation à l'utopie socialiste*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1991.

l'action parlementaire. Malgré les différences qui pouvaient exister entre les différentes approches, ils avaient eux aussi en commun de repousser la distinction blumienne entre exercice et conquête du pouvoir. Le congrès de mai 1934[1] fut l'occasion pour les planistes de déposer une motion commune. Pour eux, « ni le réformisme sans réformes, ni la révolution sans révolution, ni leur juxtaposition dans un centrisme inconsistant ne parviendront à soulever l'enthousiasme populaire ». Il fallait en fait élaborer une économie de transition, avec « la coexistence d'un secteur collectivisé et d'un secteur libre, planifié, sous le contrôle collectif des consommateurs et des travailleurs », et « comportant la réglementation du commerce extérieur ». La conquête du pouvoir constituait une condition nécessaire et « ne saurait en aucun cas aboutir à un simple exercice du pouvoir dans la règle du parlementarisme actuel[2] ». Néanmoins soucieux de l'unité du parti, les planistes entendaient convaincre par le docte la majorité. Le débat put donc rester sur un terrain essentiellement doctrinal, et l'idée d'un socialisme palliatif fut rejetée. Paul Faure, alors secrétaire général du parti, s'y opposa. Blum réagit quant à lui dans une série d'articles consacrés au Parti Ouvrier Belge parus en janvier 1934 sous le titre *Au-delà du Réformisme*. Il y récusait en premier lieu le principe des socialisations partielles : « La socialisation n'est pas du socialisme tant que la propriété capitaliste n'est pas elle-même socialisée. Elle ne crée pas une forme intermédiaire entre la propriété capitaliste et la propriété socialiste[3] ». Un équilibre entre les deux secteurs de l'économie était pour lui impossible, ce qui lui permettait de réaffirmer l'adage du socialisme : « La règle fondamentale est toujours la même : c'est la lutte contre le capitalisme, qui est toujours le même[4] ». Au congrès de Toulouse de 1934, le planisme ne fut pas formellement condamné mais sa logique fut écartée.

. *Conclusion : le Front populaire. Et après ?*

Les effets de la crise économique et des politiques de déflation menées par les gouvernements des années 1932-1936 conduisirent au pouvoir l'Union des partis de gauche, rassemblés depuis l'été 1935 dans une coalition commune. Cette victoire du Front populaire

[1] En raison des évènements du 6 février, il fut repoussé à mai.
[2] Cité par Bergounioux, *Ibid*., p.1172.
[3] *Ibid*., p.1172.
[4] *Ibid*., p.1173.

en mai 1936 et l'échec qui en suivit amorça un changement de mentalité au sein du parti. Cette expérience de gouvernement, en permettant la réalisation de réformes importantes, introduisit l'idée d'une réconciliation possible avec le fait de gouverner dans les cadres existants. Mais il fallait dans un premier temps rassurer le versant militant du parti. Blum s'y attacha en définissant strictement les limites de l'expérience qui allait s'ouvrir :

> « Nous agissons à l'intérieur du régime actuel, de ce même régime dont nous avons démontré les contradictions et l'iniquité au cours de notre campagne électorale. C'est cela l'objet de notre expérience. Et le vrai problème que cette expérience va poser, c'est celui de savoir si, de cette société que nous avons jugée dans des termes que nous ne retirons pas, et à laquelle nous essayons d'en substituer une meilleure, par une action que nous ne renions pas et que nous n'abandonnons pas, il s'agit de savoir si, de ce régime social, il est possible d'extraire la quantité d'ordre, de bien-être, de sécurité, de justice qu'il peut comporter pour les travailleurs et les producteurs… Il s'agit de savoir si, par une action accomplie à l'intérieur du régime, il est possible de préparer dans les esprits et dans les choses mêmes l'avènement inéluctable du régime qui reste notre fin et notre but. Il s'agit de savoir s'il est possible d'assurer un passage, un aménagement paisible, amiable, entre cette société et la société dont la réalisation définitive et est reste notre but[1] ».

Cette expérience était la preuve tant attendue par certains qu'il n'était pas nécessaire de tout changer pour ensuite prendre le pouvoir. La découverte par les socialistes des idées keynésiennes modifia également leur rapport à l'économie. Ainsi, lorsqu'en mars 1938 Léon Blum tenta dans le cadre de son second gouvernement d'obtenir au Sénat les pleins pouvoirs financiers, il le fit avec un programme marqué par les principes keynésiens préconisant notamment une légère inflation pour relancer l'économie. Se reconnaissant progressivement dans un régime d'économie mixte, le socialisme français pouvait également s'appuyer sur une crédibilité gagnée auprès de la classe ouvrière avec l'expérience de 1936. La politique vichyste allait également donner un parfum de nostalgie à un épisode du Front populaire qui, en dépit de sa courte durée, donnait consistance à l'histoire de la gauche française.

Le parti avait indubitablement changé sur certains points. Mais malgré cette évolution, il semblait encore souffrir d'un complexe vis-à-vis du pouvoir. Le 6 juin 1937, alors que les

---

[1] Discours au congrès extraordinaire de la SFIO, mai 1936, in *L'œuvre de Léon Blum*, vol. 4-1, Paris, Albin Michel, 1964, pp.263-268. Cité par S. Berstein, « Léon Blum et le capitalisme », in *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, A. Bergounioux, D. Cohen, (dir.), Fayard/Fondation Jean Jaurès, 2012, p.112.

difficultés s'accumulaient pour le gouvernement, Blum pouvait ainsi envisager un échec. Auquel cas, « on serait alors obligé de se demander s'il n'y a pas un vice plus profond, un vice congénital, si ce que nous continuons à croire possible ne l'est pas, s'il n'est vraiment pas possible à l'intérieur du cadre légal, à l'aide des institutions démocratiques, par une coalition de partis, sans excéder un programme commun qui respecte les principes de la société actuelle, de procurer aux masses populaires de ce pays les réformes de progrès, de justice qu'elles attendent[1] ». Pris dans la tourmente du pouvoir, Blum posait une question de fond : le parti n'était-il voué qu'à mener des expériences éphémères et ponctuelles au sein d'un cadre ne lui convenant guère ? Cette question reprendra tout son poids lorsque, en 1983, sera posée au gouvernement Mauroy la question de la sortie ou non du Système monétaire européen (SME). Car cette fois la gauche fera le pari de la durée, chose dont elle était encore incapable à ce moment de l'histoire.

[1] *Le Populaire*, daté du 7 juin 1937. Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Les socialistes français et le pouvoir… Ibid*., p.125.

Chapitre 4 : La tragédie du pouvoir

« Il y aura toujours des misères et des privations, des riches et des pauvres ; toujours des douleurs, des souffrances morales ; point d'illusion plus vaine et plus dangereuse que le bonheur : le bonheur n'est pas de ce monde ! ».

Théodore Dezamy*, Monsieur Lamennais réfuté par lui-même,*
Paris, L'Auteur, 1841, p.5

. Introduction

Bien qu'éphémère, le Front populaire constitue un épisode politique important. Sa chute en 1937 ne ternit pas intégralement le bilan d'une expérience qui aura marqué la France. Il a permis de réaliser des réformes dont la loi sur les congés payés est la plus exemplaire. Mais il a également fait évoluer le socialisme français dans son rapport au pouvoir dans la mesure où, grâce à lui, il avait pour la première fois un héritage à défendre. L'analyse de sa courte inscription dans le temps, imputée à la mise en place trop faible de réformes structurelles, fut également importante. C'est d'ailleurs le bilan que tira Léon Blum de son échec : « Il faut davantage, il faut un programme offrant une base plus forte et plus large, pour résister aux forces qui s'attaquent au gouvernement démocratique […]. Je ne dirai pas que ce sont des réformes de structure […]. Mais, enfin, bien qu'à mon avis, approximativement, l'expression désigne tout de même un certain nombre de réformes positives sur lesquelles

nous nous entendons parfaitement[1] ». Le réformisme n'était donc pas loin d'être admis par Blum. Mais son échec déçut les militants, dont la méfiance vis-à-vis du pouvoir ne demandait qu'à être entretenue. Au congrès de 1937, Pierre Brossolette formula un sentiment partagé par beaucoup :

> « Nous, nous avions la mystique de notre parti […]. Nous pensions que l'investiture que le parti a reçue de la souffrance de millions et de millions de travailleurs lui donnait des droits et des devoirs supérieurs à ceux des autres partis, des droits et des devoirs qui lui interdisaient de capituler comme les autres peuvent le faire […]. Et maintenant que le parti a donné l'impression d'être comme les autres, de tomber comme les autres et de pratiquer comme les autres le petit jeu parlementaire, ce que nous voulons, c'est que le congrès dise non […], dise que jamais le parti ne se permettra à nouveau de pareilles faiblesses[2] ».

La guerre refoula la SFIO dans la Résistance, qui se reconstitua légalement à la fin de l'année 1944. Elle participa pendant la guerre, au nom des circonstances exceptionnelles, à plusieurs gouvernements. A la Libération, elle fut confrontée à la question de savoir si, dans la période si nouvelle qui s'ouvrait, elle allait être capable de réviser sa doctrine et de l'accorder à son acceptation de l'économie mixte et de sa participation à des expériences gouvernementales. Léon Blum s'engagea dans cette voie, espérant faire du mouvement une sorte de parti travailliste français[3]. Mais c'était sans compter sur les résistances qui allaient se fédérer autour de Guy Mollet.

I – Le mollétisme ou l'impossible réformisme

En vue du congrès de 1946, Léon Blum rédigea une déclaration de principes dans laquelle il proposait la substitution des expressions « prolétariat » et « lutte des classes » par celles de « monde du travail » et d' « action de classe ». Fruit de ses réflexions réunies dans *A*

---

[1] Comité directeur, séance du 4 janvier 1956, compte rendu sténographique. Cité par A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.130.
[2] Congrès national, Marseille, juillet 1937, compte-rendu sténographique. Cité par A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.162.
[3] P. Williams, *Ibid*., p.144.

l'échelle humaine[1], Blum, encore plus attaché aux principes démocratiques que par le passé, voulait donner de nouvelles assises au socialisme. Il souhaitait également préparer le terrain idéologique à l'intégration du parti au système politique. Mais il se heurta, avec Daniel Mayer, le secrétaire du parti depuis 1944, au succès rencontré par la rhétorique de Guy Mollet. Celui-ci, puisant dans le marxisme ses sources théoriques et doctrinales, s'opposait à toute tentative de révision. Les mauvais résultats du parti aux Constituantes de 1945 et 1946 furent attribués à un relâchement doctrinal. Dans un tel contexte, l'orientation qu'il proposait apparaissait comme salutaire.

A/ L'après-guerre ou le refus de la révision

La victoire de Guy Mollet comme secrétaire du parti renforça le versant militant de la SFIO. Dans le texte final adopté à l'issu du congrès d'août 1946, le dos fut tourné aux orientations souhaitées par Blum. Y étaient réaffirmées l'identité révolutionnaire du parti et une lecture de la société en termes de classes : « Le Parti socialiste est un parti essentiellement révolutionnaire : il a pour but de réaliser la substitution au régime de la propriété capitaliste d'un régime où les richesses naturelles comme les moyens de production et d'échange deviendront la propriété de la collectivité et où, par conséquent, les classes seront abolies[2] ». Le réformisme allait être congédié, pendant que se réaffirmait la spécificité du socialisme français face à ses voisins européens.

1. La doctrine immuable

Malgré son intégration au régime qui se mit en place après la guerre, la SFIO refusait de se définir comme un parti de gouvernement. Lorsqu'elle participa au gouvernement de la « troisième force » entre 1947 et 1951, qui se substitua au tripartisme, son réformisme fut d'ailleurs très limité. Si la Libération avait été marquée par l'érection des institutions de l'Etat-Providence, le rythme des réformes s'essouffla rapidement. Ainsi la SFIO s'attacha-t-

[1] L. Blum, *A l'échelle humaine* [1945], Paris, Gallimard, 1971. Alors en captivité, Blum avait entrepris dans cet ouvrage une réflexion sur son expérience à la tête de la SFIO.
[2] A. Bergounioux, *Déclarations de principes socialistes 1905-1990*, Paris, Bruno Leprince, 2004, p.35.

elle pendant cette période à la défense des acquis de la Libération. Comme le précise Jacques Moreau, « au sein de cette coalition sans âme, le parti socialiste, figé dans sa conception de l'exercice du pouvoir, dut se contenter de défendre des acquis sociaux[1] ». De retour dans l'opposition en 1951, elle y joua le rôle d'un « groupe de pression représentant les intérêts de son électorat[2] ». Lorsqu'en 1956 il revint à Guy Mollet de former un gouvernement de coalition, il reprit le programme des nationalisations, qui n'étaient pourtant pas évoquées dans celui de 1951. Mais, fait notable, rien ne visant leur extension n'était prévu : « Il ne sera pas possible pour l'instant d'étendre la liste des nationalisations […]. Notre passage au pouvoir ne se traduira pas par la transformation socialiste de la société, mais par la réalisation des espoirs les plus immédiats de la classe ouvrière[3] ». Mais si le parti a été limité dans la mise en œuvre de sa politique, cette période a néanmoins pu permettre à ses élites de se familiariser avec les questions monétaires et financières. Au congrès de 1951, le député Albert Gazier le reconnut :

> « Nous avons appris aux auditoires que le capitalisme, par des amortissements excessifs, par des investissements déréglés, constituait des profits qui privaient la classe ouvrière de ce qui lui était nécessaire, mais nous l'avons fait – et nous ne pouvions pas, je le répète, agir différemment –, nous l'avons fait en condamnant systématiquement et les politiques d'amortissement et les politiques d'investissement et les manières de fixer les prix et la notion de coût et de revient[4] ».

Cette familiarisation par la pratique des socialistes à ces questions économiques a tenté d'être justifiée doctrinalement, notamment sous la plume de Jules Moch. Il s'y employa dans un ouvrage, *Confrontations*[5], qu'il publia en 1952. Reprenant certaines des idées planistes des années 1930 et qui avaient subies la vindicte blumienne, il considérait que la tâche qui revenait à la SFIO était à présent non pas la destruction du régime capitaliste mais l'accélération du développement du socialisme à l'intérieur du système. Il ne s'agissait donc plus de substituer un système à un autre mais de proposer des aménagements au sein même du système. De tels propos, à tendance explicitement réformiste, allaient d'ailleurs dans le sens de ceux de l'Internationale socialiste (IS) qui, à son congrès de Francfort en 1951 admit les

---

[1] J. Moreau, *Ibid*., p.162.
[2] A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.135.
[3] Congrès extraordinaire de Puteaux, compte-rendu sténographique. Cité par A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.135.
[4] 43ème congrès national, compte rendu sténographique. Cité par A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.136.
[5] J. Moch, *Confrontations*, Paris, Gallimard, 1952.

principes d'économie mixte. Elle déclara ainsi dans sa résolution finale : "Socialist planning does not presuppose public ownership of all the means of production. It is compatible with the existence of private ownership in important fields, for instance in agriculture, handicraft, retail trade and small and middle-sized industries. The state must prevent private owners from abusing their powers. It can and should assist them to contribute towards increased production and well-being within the framework of a planned economy[1]". Mais de telles analyses, associées à une forme de révisionnisme, ne pouvaient que déplaire à la frange la plus marxiste et majoritaire du parti. Les analyses de Moch furent ainsi réfutées dans la revue officielle de la SFIO, *La Revue socialiste*. Guy Mollet l'entendait lui aussi différemment et au congrès de l'IS de 1950 il posa une distinction qui avait pour objectif de sauvegarder l'exception du socialisme français. Il opposa ainsi les partis animés de « considérations morales et démocratiques » à ceux qui, à l'image de la SFIO, poursuivaient « l'abolition du capitalisme et l'appropriation des grands moyens de production et d'échange[2] ». Bien que la majorité du parti ne contesta pas la pertinence des analyses de Moch, il était néanmoins hors de question de repenser la doctrine ni de faire référence à un quelconque réformisme.

2. La SFIO et le réformisme en Europe : seule contre tous[3] ?

Par ses atermoiements, la SFIO ne se mettait pas au diapason des changements qui frappaient à cette époque la plus grande partie du socialisme européen, dont le cas le plus exemplaire est celui du parti allemand. La social-démocratie allemande, réunie en 1959 à Bad Godesberg lors d'un congrès extraordinaire, adopta un programme marquant explicitement une volonté de réorienter le SPD. En définissant les termes d'une critique sociale à l'intérieur du système capitaliste, le parti social-démocrate allemand entendait inscrire dans sa doctrine les principes de l'économie mixte. La vraie nouveauté se situait par rapport au marxisme, qui n'était plus envisagé comme un dogme : « Le socialisme démocratique, qui plonge ses racines dans l'éthique chrétienne, dans l'humanisme et dans la philosophie classique, n'entend pas

---

[1] Congrès de l'Internationale socialiste, Francfort, juillet 1951. Consulté le 15/02/12 sur le lien suivant : http://www.internationalesocialiste.org/viewArticle.cfm?ArticleID=39

[2] Rapport de la conférence internationale de Copenhague, août 1950. Cité par A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.137.

[3] Le passage qui suit doit beaucoup au chapitre « Révisions idéologiques et adaptations organisationnelles » de l'ouvrage déjà cité d'A. Bergounioux et G. Grunberg, *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au 20ème siècle*, Paris, Edition de Fallois, 1996, pp.181-197.

proclamer des vérités dernières[1] ». Cette volonté révisionniste s'est également concrétisée au niveau de la nature du parti. Il entendait dorénavant être le parti du peuple entier, non plus uniquement un parti de classe. La situation du Parti travailliste en Angleterre était quelque peu différente. Après sa défaite électorale de 1951, la question de savoir si les réformes mises en place n'avaient pas servi à reconstruire le capitalisme fut posée. L'élection en 1955 de Hugh Gaitskell à la tête du parti aurait dû accélérer la révision doctrinale. Proche de l'aile « droite » du parti, Gaitskell voulut modifier les statuts de 1918 concernant le principe de la propriété publique. Mais les réticences affichées par les dirigeants syndicaux et l'aile « gauche » du parti obligèrent Gaitskell à faire machine arrière. Sa mort en 1963 et la reprise de la direction du parti par Harold Wilson accéléra le processus. Issu de la « gauche » du parti, il sortit par le haut de ce conflit doctrinal en formulant l'idée que le travaillisme devait à présent aménager au mieux possible l'économie mixte[2].

Les partis d'Europe du Nord, pour leur part, n'ont pas été contraints à une telle révision doctrinale. Les principes de l'économie mixte avaient été admis sans conteste et avaient inspiré l'élaboration des programmes de gouvernement. Outre la SFIO, le seul parti à n'avoir pas connu semblable évolution est le Parti socialiste italien. Avec à sa tête Rodolfo Morandi, le PSI avait élaboré un programme proche de celui du Parti communiste italien. Inféodé à ce dernier, le PSI connut une légère inflexion idéologique avec les évènements politiques survenus au cours de l'année 1956. La répression en Hongrie et la déstalinisation alors amorcée favorisèrent un renouveau idéologique incarné par Pietro Nenni. A partir de 1957 une majorité se souda autour de lui contre la « gauche » du parti. Mais le parti ne parvint pas à s'émanciper de l'influence du marxisme, qui resta la référence majeure. Comme le précise Giovanni Sabbatucci, « pendant les années du leadership de Nenni, le Parti socialiste italien ne put ni ne voulut s'affirmer comme social-démocrate ou réformiste[3] ». La formation en 1963 d'un gouvernement de centre-gauche associant le PSI et la démocratie-chrétienne aboutit à une scission de la gauche du parti et entérina ce refus du réformisme.

---

[1] *Programme fondamental du Parti social-démocrate allemand*. Publié par la Friedrich-Ebert Stiftung. Texte français, p.5. Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.188.
[2] *Ibid*., p.189.
[3] « Negli anni della leadership nenniana, il Partito socialista italiano non poté né volle mai essere un partito socialdemocratico e riformista », G. Sabbatucci, *Il riformismo impossibile : storie del socialismo italiano*, Roma, Laterza, 1991, p.66.

A la fin des années 50, les principes de l'économie mixte étaient en majorité acceptés. Le marché était reconnu dans les faits et devait cohabiter avec les principes de planification. Pour les socialismes français et italien ce réformisme de fait n'entraîna pas de révision idéologique. Mais cette évolution du socialisme européen fit néanmoins naître en France un débat doctrinal. En mai 1956, Roger Quillot et Pierre Bonnel signèrent dans la *Revue socialiste* deux articles dans lesquels ils s'interrogeaient sur les mutations du socialisme européen. Un Groupe d'études doctrinales fut ensuite créé. Faisant du marxisme une simple méthode d'analyse, ce groupe chercha à accorder le socialisme français avec les évolutions du socialisme : « Pour ce qui nous regarde, seule une évolution de type scandinave est actuellement concevable. Rien ne nous interdit, assurément, de nationaliser telle industrie, de susciter des coopératives, de mettre en place les éléments d'une planification et d'amorcer le contrôle ouvrier dans les entreprises. Nous ne saurions aller beaucoup plus loin sauf bouleversement de la situation internationale[1] ». Les contraintes exercées par la situation internationale nécessitaient du parti qu'il en prenne conscience et adapte sa doctrine en conséquence. Si un tel débat n'était pas nouveau, il l'était dans la mesure où « il s'agissait pour la première fois de reconnaître dans une déclaration de principe de la SFIO le réformisme comme définissant l'identité socialiste[2] ». Guy Mollet ne vit pas d'un très bon œil ce qu'il considérait comme une forme de révisionnisme. Il s'arrangea pour que la charte préparée par le Groupe, au lieu de servir de base à une nouvelle déclaration de principes, ne soit que l'expression d'un programme fondamental. Pour lui, rien n'obligeait au changement : « Les idées de base sur lesquelles est bâtie la pensée socialiste restent valables intégralement […]. Il ne doit pas être question de révision ; nous ne sommes pas des révisionnistes[3] ». Et concluait : « Ce n'est pas de moins de socialisme qu'il va falloir s'armer pour succéder au gaullisme, c'est de plus de socialisme[4] ». Durant cette période, la SFIO a donc accepté un réformisme de fait au nom de la défense des institutions et des acquis de la Libération. Les principes de l'économie mixte ne pouvaient non plus être intégrés à la doctrine. Conformément aux vœux militants, celle-ci est demeurée relativement immuable et inflexible.

---

[1] *Revue socialiste*, n°121, novembre 1958. Cité par A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.138.
[2] A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.139.
[3] Journée nationale d'études, Puteaux, mai 1959, compte-rendu sténographique. Cité par A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.139.
[4] Conférence nationale d'information, Clichy, avril 1965, compte-rendu sténographique. Cité par A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.140.

Elle restait en grande partie, pour reprendre l'expression de Maurice Duverger, « avec son marxisme sur les bras[1] ».

B/ Vers un renouveau ?

Au congrès de 1963, le parti confirme l'orientation qui était la sienne en expliquant qu'il n'est possible de « prendre des responsabilités en régime capitaliste que si, et seulement si, il obtient des transformations de structure qui le rapprochent de son but final[2] ». La reprise d'un dialogue avec le faux frère communiste pendant l'année 1964 confirma également cette tendance. Le renouveau ne pouvait donc venir de la SFIO et de l'emprise idéologique que son dirigeant maintenait sur elle. Il ne pouvait surgir que d'une minorité gravitant dans les cercles plus minoritaires du parti ou bien de l'éclatement du parti lui-même.

1. Tentatives de renouvellement doctrinal

Une telle vision des rapports de la gauche aux questions économiques semble néanmoins quelque peu caricaturale et doit être nuancée. Elle l'est du moins devenue avec le temps. Car scinder aussi radicalement la SFIO entre un pôle archaïque, arc-bouté sur son marxisme, et un pôle moderniste et réformiste désireux de se former aux logiques de l'économie, ne tient pas. Comme le précise Mathieu Fulla, « envisager l'histoire socialiste dans la République gaullienne naissante comme une simple opposition frontale entre Anciens et Modernes conduit à éluder certaines mutations essentielles de ce que nous appelons « l'idéologie économique socialiste »[3] ». Il s'avère en effet que la SFIO, à partir de la fin des années 1950, période marquée par la stagnation de ses effectifs, vit apparaître en son sein une nouvelle tendance s'affichant en retrait vis-à-vis de la synthèse « marxo-blumienne » à l'œuvre depuis la Libération. Reprochant la réduction de la problématique économique à une

---

[1] M. Duverger, « SFIO : mort ou transfiguration ? », *Les Temps modernes*, n°112-113, mai-juillet 1955, p.1872.
[2] Textes votés à l'issue du 54ème Congrès national SFIO, clichy, avril 1963. Cité par A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.140.
[3] M. Fulla, « La gauche socialiste et l'économie : querelle des Anciens et des Modernes ou mue réformiste délicate (1958-1968) ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, p.1.

simple question de répartition, cette tendance, incarnée par le mendésisme, la fraction minoritaire des réformateurs de la CFTC[1], du Parti Socialiste autonome (PSA) et de l'émergence du Club Jean Moulin, tenta de proposer au parti, et plus largement à la gauche, un « nouveau paradigme économique[2] ». Elle était une préfiguration de l'idée de « troisième voie », entre le communisme étatiste d'un côté et le capitalisme libéral de l'autre. En désacralisant le rapport des travailleurs et plus largement des Français aux questions économiques[3], c'est une véritable mue qu'elle comptait opérer :

> « Trop souvent, on a voulu donner aux travailleurs la seule compétence en matière sociale, nous étions « qualifiés » pour parler des problèmes du chômage, pour parler des problèmes de salaires, pour parler d'allocations familiales ou de régime de retraites, mais aussitôt que nous voulions parler de gestion d'entreprise, d'investissements dans l'industrie, d'expansion économique, de grandes orientations politiques de notre pays, de question de colonisation ou de rapports avec les pays étrangers, nous n'étions plus alors des personnes compétentes, nous étions bons pour faire du social, « mais non pas pour faire de l'économie et du politique »[4] ».

Mais « faire sortir la gauche du social » et de conceptions des problèmes macroéconomiques jugées archaïques n'était pas chose aisée. Car en dépit d'un certain écho, cette tendance modernisatrice ne possédait pas les leviers politiques suffisants pour imposer son réformisme à l'ensemble de la gauche sans l'aide de la SFIO. Or, le parti avait pour l'heure d'autres préoccupations. L'orthodoxie doctrinale incarnée par Guy Mollet, mêlée aux préoccupations concernant le conflit algérien et les problèmes liés aux réformes constitutionnelles, ne favorisaient guère une telle reconstruction. Cependant, après la période 1958-1962, certains leaders socialistes se sont acculturés aux nouveaux impératifs d'une économie française intégrée au Marché commun. Cette acculturation passe avant tout par un renouvellement générationnel. François Mitterrand et la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), dont le programme rédigé en 1966 sera l'œuvre de Pierre Uri, grand artisan de la Comptabilité nationale à la Libération, cherchent de leur côté à intégrer les

---

[1] La confédération française des travailleurs chrétiens est un syndicat créé en 1966.
[2] *Ibid*., p.6.
[3] Dans l'article qu'elle a consacré à la légitimation du savoir économique sous la Vème République, Delphine Dulong rappelle bien que « l'économie demeure au début des années 1960 un domaine réservé aux seuls initiés », in « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence économique sous la Vème République », *Politix*, n°35, vol.9, 1996, pp.3-4.
[4] G. Declercq, « Pour une planification démocratique », rapport sur le programme économique de la CFTC, Issy-les-Moulineaux, juin 1959. Cité par M. Fulla, *Ibid*., p.8.

principes de prévision et de planification. A la SFIO, c'est autour du CERES[1] de Jean-Pierre Chevènement et du CEDEP[2] de Pierre Mauroy que viendront se fédérer les rénovateurs.

Insistons dans cette tentative de renouvellement idéologique sur la place de ce que l'on peut appeler, en suivant Janine Mossuz, les clubs politiques[3]. Outre le Club Jean Moulin, déjà mentionné, fleurissent en effet à partir de la fin des années 1950 une kyrielle de groupes de pensée venus d'horizons divers, tels « Socialisme et démocratie » ou « Citoyens 60[4] ». Bien que doctrinalement divergents, leurs objectifs résidaient dans l'élaboration d'alternatives à la trop grande place prise par l'idéologie au sein du parti. Ils exprimaient ainsi le désir de passer outre « la notion ancienne de politique, oppositions de convictions quasi théologiques au sujet de problèmes qui n'ont plus de rapports directs avec la vie quotidienne du citoyen[5] ». En sus de cette ambition de détacher le socialisme d'antiennes n'ayant pas de réalité pour la vie des gens, c'était également le rôle de l'institution partisane qu'il fallait réévaluer. Dans un rapport au Club Jean Moulin daté d'octobre 1964, Georges Lavau écrivait ainsi que l'échec de la doctrine socialiste étant avérée, « la tâche propre d'un parti nous semble être plus modeste et plus pratique : c'est essentiellement de définir un programme d'action à moyen terme, rappelant les buts permanents et précisant un certain nombre d'objectifs intermédiaires susceptibles d'être concrétisés[6] ». La transition aux principes du régime mixte était également acceptée : « sauf à retomber dans l'utopie, le socialisme occidental est condamné à faire évoluer le régime de propriété en se plaçant, comme l'a fait la Suède, à l'intérieur du capitalisme[7] ». De sorte qu'aux élections législatives de 1967, la gauche institutionnelle pouvait s'appuyer « sur une idéologie économique issue d'un compromis entre objectifs révolutionnaires et réformistes différent de celui jusqu'alors assuré par la synthèse « marxo-

[1] Le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste avait été fondé en 1966. L'on doit à David Hanley une analyse très détaillée de ce movement dans *Keeping left : CERES and the French socialist party : a contribution to the study of fractionalism in political parties*, Manchester, Manchester University Press, 1986. Le travail le plus récent est à notre connaissance celui de Benoît Verrier, *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au MDC*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Robert Schuman, Strasbourg III, 2003.
[2] Le Centre national d'études et de promotion avait également été créé la même année.
[3] J. Mossuz, *Les Clubs et la politique en France*, Paris, Armand Colin, 1970.
[4] Pour une liste exhaustive, on renverra au tableau de la page 122 de l'ouvrage de Janine Mossuz.
[5] R. Buron, lors de la creation en 1967 du club Objectif 72. Cité par J. Moreau, *Ibid*., p.194.
[6] Rapport au club Jean Moulin, octobre 1964. Cité par J. Moreau, *Ibid*., p.195.
[7] Document interne au club. Cité par J. Moreau, *Ibid*., p.196.

blumienne »[1] ». Ce compromis, comme nous le verrons, ne trouva cependant pas de répercussion dans la déclaration de principes de 1969.

2. La SFIO vers l'agonie

Les tentatives réformistes au sein du parti ont néanmoins continué à se heurter à l'intransigeance idéologique de Guy Mollet. La FGDS de François Mitterrand ne parvint pas à profiter de la vague de 1965 et les élections législatives de 1967 ne tinrent pas leurs promesses : si le nombre des élus avait certes augmenté, ce chiffre était dû à l'accord passé avec le PC. En termes de suffrages exprimés, le nombre de voix recueillies par la FGDS était moindre que celles recueillies par la SFIO lors des élections précédentes. C'est pour cette raison que la FGDS ne fut pas perçue comme une « alternative crédible pour l'opinion publique. La combinaison d'une identité militante floue et vieillotte avec une action politique sans réelle audace ne faisait pas recette[2] ». Pris dans le flot de mai 68, elle ne survivra guère. Les élections de juin entrainèrent un raz-de-marée du parti gaulliste, qui obtint la majorité absolue des suffrages. Guy Mollet vit alors une occasion de se débarrasser de François Mitterrand, lequel démissionna de la présidence de la FGDS. La tentative de fusionner la SFIO, le Parti radical et la CIR avait donc échoué. L'élection présidentielle anticipée de 1969, conséquence de la démission du général de Gaulle, fut l'occasion pour Guy Mollet de remettre la main sur son parti. Le mauvais résultat de Gaston Defferre sonna ainsi le glas de la tentative de modernisation du parti. Guy Mollet dut cependant se résoudre à ce que deux congrès se tiennent au cours de l'année. C'est dans le cadre du second, à Issy-les-Moulineaux, que se fera la fusion de la SFIO avec l'UCRG d'Alain Savary, qui prit la tête de ce qui s'appelait désormais le Nouveau Parti Socialiste. Ce fut également la fin officielle de la SFIO.

Le débat engagé par cette fusion permet de saisir les enjeux idéologiques et doctrinaux dont il était alors question. La motion déposée par Alain Savary au congrès d'Issy-les-Moulineaux, réformiste, condamnait toute tentation extrémiste et souhaitait éviter la confusion entre ce type d'aspirations et « les traductions doctrinales qui en sont données et qui se rattachent au maoïsme et à l'anarchisme ». Il rappelle également « la nécessité d'analyses

[1] M. Fulla, *Ibid*., p.13.
[2] J. Moreau, *Ibid*., p.209.

sérieuses du monde actuel, l'opportunité d'étapes dans la construction du socialisme et le danger des gestes provocateurs[1] ». Les analyses jugées radicales et donc incohérentes devaient ainsi être jugées sans complaisance et laisser place à une analyse moins passionnée. Ce qui était visé n'était rien d'autre que les tendances dont il considérait qu'elles avaient plombé la SFIO de Guy Mollet. Au cours de l'année 1968, le même Guy Mollet s'était de son côté livré à une critique des partis sociaux-démocrates scandinaves, coupables, avec leurs dérives révisionnistes, de considérer qu'il était encore possible de manœuvrer à l'intérieur même des cadres de la société capitaliste. Dans la préface qu'il donna à son ouvrage *Les chances du socialisme*, il refusait toute entreprise de modernisation du parti. La réactualisation des principes du socialisme n'était aucunement nécessaire : « le socialisme est un, que ses principes restent vrais, qu'il n'y a rien à transformer mais qu'il faut chaque jour adapter les méthodes d'action des socialistes à la nature changeante du combat ». Egalement qu' « il n'y a pas de modernisation du socialisme… sauf peut-être pour ceux qui se disent socialistes sans l'être[2] ». Guy Mollet imposa ses options en vue de la rédaction de la nouvelle déclaration de principes de 1969. Y étaient ainsi rappelés les dangers du réformisme : « la transformation socialiste ne peut pas être le produit naturel et la somme de réformes corrigeant les effets du capitalisme. Il ne s'agit pas d'aménager un système, mais de lui en substituer un autre[3] ». Le Nouveau Parti Socialiste ne put suffisamment s'affranchir de la logique qui avait prévalu à la SFIO. Malgré les efforts de rénovation entrepris par Alain Savary, était encore trop présente l'emprunte de Guy Mollet. A la fin des années 1960, le parti était donc empêtré dans les mêmes hésitations que celles qui avaient vu sa naissance.

II – La décennie Mitterrand

La décennie 70, qui s'ouvre pour la gauche avec le congrès d'Epinay, mérite une attention toute particulière. C'est dans cette période qu'elle a en grande partie posé les jalons

[1] Cité par J. Moreau, *Ibid*., p.222.
[2] G. Mollet, *Les chances du socialisme*, Paris, Fayard, 1968, p.7.
[3] A. Bergounioux, *Déclarations de principes socialistes 1905-1990*, Paris, Bruno Leprince, 2004, pp.40-41.

de ce qui allait la porter au pouvoir en 1981. L'éclatement de la SFIO et la création du Nouveau parti socialiste en 1969 n'avaient pas réellement mis fin au mollétisme et à une certaine fixité par rapport à la question du pouvoir et du réformisme. A Epinay, lors de la création du PS, Guy Mollet y allait encore ainsi de son anticapitalisme : « La vérité est qu'il n'y a plus de solution dans le cadre du capitalisme[1] ». L'anti-réformisme était très prégnant dans un parti où le spectre de Bad Godesberg servait encore d'étendard à une frange importante des militants. Le mollétisme, en orientant le parti vers son pôle militant, n'avait pas fait évoluer la doctrine. Le congrès d'Epinay avait donc un lourd héritage à gérer, sans pouvoir espérer raisonnablement le liquider. Mais c'est en même temps avec lui et la prise du parti par François Mitterrand que le parti a pu intégrer certains éléments de réformisme qui lui ont permis de s'installer dans une logique durable de prise de pouvoir. Les années 70, si elles n'ont pas tout bouleversé au sein du socialisme français, ont indubitablement permis à ce que bougent certaines lignes restées jusque-là figées.

A/ Le rapport aux institutions de la Vème République

L'étude du rapport de la gauche aux institutions permet de saisir au mieux le mouvement la menant à une adaptation à un système qu'elle condamnait à l'origine. Car il en a été d'une forte ambiguïté du rapport du socialisme français aux institutions de la Vème République. Mitterrand pouvait ainsi en 1963 critiquer le présidentialisme du Général de Gaulle après avoir émis en 1962 le souhait d'être candidat. C'est avec le soutien de la gauche à la candidature de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1965 qu'un tournant est pris dans son rapport aux institutions. Ce faisant, comme le remarque Olivier Duhamel, la gauche « accepta l'essentiel du texte de la Constitution, le principe d'un régime majoritaire, le mécanisme d'une élection présidentielle politique, et presque jusqu'à la suprématie politique du Président[2] ». C'est l'histoire progressive de ce retournement et de ses conséquences pour la gauche dont il nous faut reprendre les principaux traits.

---

[1] A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.127.
[2] O. Duhamel, *La gauche et la Vème République*, Paris, PUF, 1980, p.254. L'on renverra à ce travail pour davantage de précisions sur le basculement de la gauche sur ce point.

1. De la présidentialisation du régime…

Méfiant vis-à-vis du système partisan, le général de Gaulle avait voulu que le jeu institutionnel en échappât. Le régime de la Vème République qu'il instaure s'inscrit dans cette logique de mise à distance des influences partisanes. Les ressources que fournissent les institutions au pouvoir exécutif et au président incitent le candidat élu à maintenir une certaine autonomie vis-à-vis du ou des partis qui le soutiennent. La Constitution de 1958 attribue également au Président une compétence générale dans le fonctionnement de l'exécutif[1]. Cette compétence tient en premier lieu au rôle qui est le sien au Conseil des ministres. Dans ce lieu où sont délibérés l'ensemble des projets de loi ainsi que les décrets les plus importants et nommés les plus haut fonctionnaires, sa présence lui permet d'être informé de l'action gouvernementale. Son rôle est également prépondérant dans la ligne du Conseil puisque celle-ci est fixée par son secrétariat, en lien avec le Premier ministre. Il peut ainsi décider de l'ordre du jour et accorder priorité à certains dossiers sur d'autres. Le texte de 1958 permet également au Président de signer les ordonnances et décrets qui y sont délibérés. Il s'agit-là d'un pouvoir fondamental car, de cette façon, « le président de la République peut contrôler le pouvoir réglementaire qui appartient au Premier ministre ». Il peut de la sorte, à travers la fixation de l'ordre du jour du Conseil des ministres, « élargir à sa guise sa faculté d'intervention dans le pouvoir réglementaire[2] ». Ce pouvoir d'action peut également s'incarner dans un pouvoir d'empêchement. Le président a en effet le droit de refuser la signature d'un acte réglementaire délibéré en Conseil des ministres. A ces pouvoirs s'ajoutent celui de la désignation, discrétionnaire, du Premier ministre. Contrairement à la procédure à l'œuvre dans la IVème République, le Premier ministre ne doit pas obligatoirement être un parlementaire, et sa nomination ne nécessite pas l'aval du Parlement. C'est en revanche au Premier ministre que revient le droit d'établir la liste des ministres, mais elle se fait en accord avec le président.

La Constitution de 1958 pose la première strate du fonctionnement institutionnel de la Vème République. La seconde le sera par le référendum de 1962 qui instaure l'élection du Président au suffrage universel direct. Le rôle joué par les « modernisateurs » et l' « opération Monsieur X » peut permettre de comprendre les enjeux de ce référendum. Autour du Club

---

[1] Les éléments qui suivent sont tirés de l'ouvrage de Bastien François, *Le régime politique de la Vème République* [1998], Paris, La Découverte, 2011.
[2] *Ibid*., pp.71-72.

Jean Moulin et quelques figures de la politologie, parmi lesquelles Maurice Duverger et Georges Lavau, vont se rassembler des personnalités favorables à une telle réforme constitutionnelle. Mais un tel soutien n'était guère facile à assumer, au risque d'afficher un soutien au pouvoir en place. La solution va alors résider dans la promotion de la candidature du maire de Marseille, Gaston Deferre. Il s'agissait notamment de contrer les projets de la SFIO de Guy Mollet qui projetait de neutraliser l'élection présidentielle en proposant un candidat de second rang. Celui qui était également le président du groupe socialiste à l'Assemblée voulait faire de l'élection présidentielle un moyen visant la modification des clivages politiques et du système partisan. Dès 1964, il chercha ainsi à ce que la SFIO acceptât les principes essentiels de la Constitution de 1958. Il fut ainsi amené « à poser le problème du pouvoir en termes nouveaux pour le socialisme, mettant au premier plan l'objectif de gouverner, et affirmant qu'il voulait que les socialistes devinssent enfin dans l'avenir « le gouvernement parfaitement normal de la nation tout entière »[1] ». Quelque peu pris de court, les partis de gauche et les démocrates chrétiens du MRP hésitèrent quant à la position à adopter. Même si la SFIO et le MRP ne parvinrent à se plier à une telle recomposition, la tentative de créer une fédération pouvant rassembler la SFIO et le MRP derrière le candidat Defferre sonna « le glas de ce coup de force contre les appareils partisans[2] ». François Mitterrand profita alors du retrait de la candidature de Gaston Deferre. Le MRP, qui proposa alors la candidature de Jean Lecanuet, contribua, ce fut une surprise, à mettre de Gaulle en ballottage, qui fut dans l'obligation de mener une véritable campagne en vue du second tour.

Cet épisode eut des effets importants. Le premier est en rapport avec l'idéologie. Dans le livre-programme publié pour l'occasion, Gaston Deferre fit abstraction de toute vision globale concernant la société. Etait également dénoncé « le fétichisme de la gauche qui consiste à élever de simples techniques au rang d'une idéologie », le fait de « prendre le moyen pour la fin » et de « remplacer les actes par le verbalisme révolutionnaire[3] ». La mutation que devait engager le parti face à la question de la présidentialisation se devait d'être accompagnée par une révision idéologique. Le second effet concerne la personne de François Mitterrand. Car malgré sa défaite, il s'imposait comme une figure incontournable de la gauche

[1] A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., p.233.
[2] *Ibid*., p.88.
[3] G. Defferre, *Un nouvel horizon*, Paris, Gallimard, 1965, p.19.

post-SFIO s'annonçant. D'autre part, cette « opération Monsieur X » a pour effet de « fortement contribuer à faire de l'élection du Président au suffrage universel direct la pierre angulaire du régime de la Vème République, en montrant, à la fois, son caractère démocratique, ouvert, et tous les profits politiques que l'on pouvait retirer d'une campagne présidentielle[1] ». Elle va également autoriser la gauche à se poser la question, jusque-là tabou, de la compatibilité entre ses valeurs et celle véhiculée par la nouvelle Constitution.

2. ... à celle de la gauche

Les premières réactions des dirigeants de la SFIO au texte de 1958 interdisaient toute idée de ralliement. Conforme à l'idéal historique de la gauche selon lequel « le renforcement du pouvoir législatif est assimilé à la démocratie et revendiqué par la gauche, tandis que la restauration du pouvoir exécutif évoque la monarchie ou le césarisme, ce qui l'associe à la droite[2] », une condamnation unanime semblait se dégager. En 1961, Paul Ramadier, sous le régime de la Constitution française de 1958, déclarait ne pas voir « comment l'exercice du pouvoir serait possible […]. Sans doute la participation socialiste resterait possible en face d'un danger intérieur ou extérieur, mais non l'exercice du pouvoir[3] ». Les changements de 1962 relatifs à l'élection du président au suffrage universel maintinrent la SFIO sur sa position. Elle fut confortée dans son rejet du pouvoir. Avec la création du Nouveau Parti socialiste, ce fut un rapport au pouvoir similaire qui fut donné au socialisme français :

> « La participation du Parti socialiste au pouvoir ne se conçoit que dans la mesure où elle permet de faire avancer le pays vers le socialisme, ce qui interdit toute alliance avec les forces représentatives du capitalisme, y compris par la recherche de combinaisons centristes […]. Le parti ne considère pas que l'accession aux responsabilités gouvernementales soit le préalable absolu à la réalisation de ses objectifs. Il sait qu'un parti socialiste peut exercer une grande influence en restant dans l'opposition, alors qu'une participation gouvernementale fondée sur des compromis sans principes n'engendre que l'échec, le découragement et l'illusion[4] ».

---

[1] D. Dulong, *Moderniser la politique. Aux origines de la Vème République*, Paris, L'Harmattan, 1997, pp.279-280.
[2] O. Duhamel, *La gauche et la Vème République*, Paris, PUF, 1980, p.11.
[3] P. Ramadier, *Les socialistes et l'exercice du pouvoir*, Paris, Laffont, 1961, pp.121-122.
[4] Parti socialiste, Congrès d'Issy-les-Moulineaux, 1969. Compte rendu sténographique, p.126. Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.84.

Par le rôle qui sera ensuite le sien, il nous faut ici nous attarder sur la position de François Mitterrand et ses inclinations face à ce nouveau régime. Très tôt celui-ci a en effet souhaité incarner l'opposition au nouveau pouvoir en place. Dès 1962, il pouvait ainsi écrire : « Depuis 1962, c'est-à-dire depuis qu'il a été décidé que l'élection du président de la République aurait lieu au suffrage universel, j'ai su que je serais candidat[1] ». Mais avec la publication en 1964 de son ouvrage *Le coup d'Etat permanent*[2], il s'affichait, du moins en apparence, en adversaire résolu du régime et du gaullisme : « Le général de Gaulle ne prit pas plus de temps pour transformer la Vème République en monarchie absolue que le Premier consul à tirer l'Empire du Consulat[3] ». Voire une condamnation plus radicale : « J'appelle le régime gaulliste dictature[4] ». Outre le caractère monarchique du régime, ce qui était contesté par Mitterrand résidait également dans la réalité sociale incarnée par le régime. Dans un ouvrage de 1975, il écrivait ainsi « qu'à force de rêver à la sienne, de lui conférer cette majesté abstraite qui sert aujourd'hui de défroque à la bourgeoisie de banque et d'affaires revenue, grâce à lui, dans les fourgons du 13 mai, de Gaulle a exilé la moitié des Français à l'intérieur de leur propre pays[5] ». Par une telle critique, Mitterrand cherchait à démontrer la nécessité pour la gauche de faire se rencontrer majorité politique et majorité sociale. La légitimité qu'il avait acquise grâce aux élections présidentielles de 1965 lui conférait le droit de se poser en garant de la République. Il avait d'ailleurs déclaré à cette même période, dans un discours prononcé devant la Convention des institutions républicaines (CIR), ne pas vouloir revenir sur les conséquences du référendum de 1962 : « Il ne faut pas enlever au peuple ce qui lui appartient, c'est-à-dire la désignation du chef de l'exécutif[6] ». En dépit de sa méfiance vis-à-vis du régime gaulliste, Mitterrand n'a donc jamais plaidé pour un retour vers un régime parlementaire. Le score obtenu face à de Gaulle en 1965 lui conférait une légitimité certaine et permettait de calmer les plus rétifs des socialistes au nouveau régime. Mais encore nécessitait-il que ce progressif retournement ne soit pas entravé par la suite. Car Mitterrand souhaitait dégager la voie de manière pérenne. C'est la raison pour laquelle, lorsqu'il jeta son dévolu sur le parti à l'issu du congrès d'Epinay, il poursuivit deux objectifs : « d'une part élargir l'autonomie du candidat par rapport aux partis qui le soutenaient et d'autre part poser les bases du futur pouvoir en réduisant au minimum les velléités révisionnistes de la gauche

[1] F. Mitterrand, *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969, p.126.
[2] F. Mitterrand, *Le coup d'Etat permanent*, Paris, Plon, 1964.
[3] *Ibid*., p.93.
[4] *Ibid*., p.85.
[5] F. Mitterrand, *La paille et le grain*, Paris, Flammarion, 1975, p.269.
[6] Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.246.

en matière constitutionnelle, donc en défendant les armes données par la Constitution au pouvoir exécutif[1] ». Le parti devait également déclarer qu'il s'engageait à reconnaître les principes de l'alternance et du pluralisme, sans quoi son ralliement n'aurait pas été crédible. Ce fut chose faite dans le *Programme* de 1972 : « Le Parti socialiste déclare solennellement qu'il ne trouvera pas ailleurs que dans le suffrage universel le fondement de son pouvoir et qu'il ne participera à aucune coalition politique qui ne prendrait pas l'engagement de quitter le pouvoir si les partis de la coalition étaient désavoués par le corps électoral[2] ». Ce faisant, Mitterrand « enterrait ainsi la distinction « blumienne » entre conquête et exercice du pouvoir. Tout en conservant sa part à l'eschatologie originelle, il créait les conditions de la sécularisation du politique en donnant à la logique électorale une pleine et entière autonomie […]. Il invitait implicitement le Parti socialiste à cesser de considérer que la légitimité de son action pourrait avoir une autre source que la sanction du suffrage universel[3] ». Mitterrand s'affirmait dans sa position. Le seul espoir de la gauche passait désormais par la poursuite du jeu de la présidentialisation. La suprématie présidentielle fut acceptée comme un fait, incontournable : « Puisque les institutions le veulent, le président de la République est devenu le maître absolu de toutes les décisions du pouvoir exécutif[4] ». C'est donc convaincu de la nécessité de ne pas rompre avec la pratique de ses prédécesseurs que Mitterrand se présentera à l'élection de 1981. Le fait présidentiel, considéré comme incontournable, fut admis par le parti. Celui-ci avançait du même coup dans son réformisme, car « gouverner dans la durée en régime démocratique signifiait pour le parti devenir véritablement, et avant tout, un parti de gouvernement, ce qu'il n'avait jamais voulu être véritablement jusque-là[5] ».

B/ Préparer le parti au pouvoir

La mainmise définitive sur le parti par Mitterrand ne se fit qu'à l'occasion du congrès d'Epinay. Le candidat de l'élection de 1965, déjà convaincu de la nécessité d'adapter le milieu partisan aux principes du présidentialisme, voulait également donner au parti les moyens d'une mue qu'il jugeait comme nécessaire pour atteindre le but qu'il s'était fixé.

[1] A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.247.
[2] *Changer la vie*, Paris, Flammarion, 1972, p.24.
[3] A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.248.
[4] F. Mitterrand, émission « Cartes sur table », octobre 1978. Cité par O. Duhamel, *Ibid*., p.280.
[5] G. Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique*. *Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, p.6.

Comme le précisent Alain Bergounioux et Gérard Grunberg, « il n'entra au Parti socialiste que pour en prendre la direction et en faire l'outil dont il avait besoin pour atteindre son but […]. Le parti, qui était dans les représentations militantes l'outil nécessaire à la transformation sociale et la préfiguration de la société future, a été pour lui essentiellement un instrument pour la prise et l'exercice du pouvoir[1] ». Par son rapport distant au marxisme, Mitterrand avait les moyens de convertir le parti à un réformisme jusque-là honni. Mais pour parvenir au pouvoir il devait en même temps tenir compte d'un PC puissant. Les relations devaient être reconfigurées de telle manière que le PS puisse s'en prémunir idéologiquement. Mitterrand devait également intégrer à sa trajectoire certains courants qui allaient prendre un certain poids au sein du PS, tel le CERES. Il a ainsi tenu une rhétorique de la rupture avec le système en place jusqu'à l'orée de sa prise de pouvoir en 1981. Son réformisme ne s'est donc jamais déployé à plein. Mais il donna quoiqu'il en soit l'ambition du pouvoir au parti.

1. La ligne d'Epinay ou la rhétorique de la rupture

Présenté comme le congrès de l'unité, l'orientation du congrès d'Epinay doit davantage, si l'on suit Jacques Moreau[2], à la position prise par Mitterrand que par les motions déposées pour l'occasion. Mitterrand, lors de son discours, proposa une orientation qui n'était pas sans rappeler les positions prises en son temps par Jaurès dans son opposition à Guesde. Il reprit notamment à son compte l'idée d'évolution révolutionnaire :

> « Réforme ou révolution ? J'ai envie de dire – qu'on ne m'accuse pas de démagogie dans ce congrès ce serait facile – oui, révolution. Et je voudrais tout de suite préciser ma pensée profonde, que pour moi, sans jouer sur les mots, la lutte de chaque jour pour la réforme catégorique des structures peut-être de nature révolutionnaire. Mais ce que je viens de dire pourrait être un alibi si je n'ajoutais pas une deuxième phrase : violente ou pacifique, la révolution c'est d'abord une rupture. Celui qui n'accepte pas la rupture – la méthode cela passe ensuite – celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi, politique, cela va de soi, c'est secondaire… avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du parti socialiste[3] ».

---

[1] A. Bergounioux, G. Grunberg, *Ibid*., pp.282-283.
[2] J. Moreau, « Le congrès d'Epinay-sur-Seine », *Vingtième siècle*, n°65, 2000.
[3] M. Ouraoui (présenté par), *Les grands discours socialistes français du XXe siècle*, Paris, Complexe, 2007, p. 149.

Mitterrand cherchait donc à affirmer l'identité révolutionnaire du parti tout en ne condamnant pas le principe de réforme. Il ne devait pas non plus laisser à la gauche du parti le monopole de la condamnation du réformisme. Dans son ouvrage *Un socialisme du possible*, il avait par exemple écrit : « Les socialistes qui se sont posés en réformistes ont fini par collaborer au système de valeurs capitalistes et donc à la politique de droite. La collaboration échappe difficilement à son destin qui est de trahir. L'exemple typique est celui de Noske (…) Le socialisme français a, de 1947 à 1965, étroitement collaboré à la défense de la société capitaliste (…) L'opportunisme et la trahison ont gravement compromis le réformisme[1] ». En soulignant l'opportunisme et la trahison du réformisme à l'égard du capitalisme, Mitterrand voulait que puisse exister un réformisme bien marqué à gauche et iconoclaste : « Le programme électoral, sous prétexte de réalisme, cherche à ne peiner personne et surtout pas les maîtres de l'argent[2] ». La critique du réalisme, appréhendé comme conservatisme, était bien présente chez Mitterrand. Mais elle l'était sans être rattachée à la rhétorique marxiste qui avait jusqu'à présent couru dans le parti. Car Mitterrand était étranger à toute mystique vis-à-vis du frère ennemi communiste. Socialisme et communisme étaient pour lui des courants et des univers différents. L'idée d'une réconciliation des deux partis de la classe ouvrière lui était également extérieure. L'eschatologie marxiste ne trouvait également aucun écho en sa personne. Comme l'avait bien noté Roger Quillot, « libre de toute hérédité marxiste, de toute appartenance à un mouvement ouvrier déchiré, il ne ressentait pas le besoin d'appeler à quelque réconciliation historique ni d'affirmer une originalité qui allait de soi[3] ». N'avait-il d'ailleurs pas lui-même déclaré ne pas être « acquis aux impératifs d'une explication scientifique de l'Histoire basée sur les rapports de production[4] » ? Si union avec le PC il devait ainsi y avoir, elle devait l'être pour des raisons électoralistes. Au débat idéologique et passionné qui avait caractérisé les rapports entre les deux partis devait se substituer une discussion visant à la création d'un accord de gouvernement. C'est la position qu'il défendit au congrès d'Epinay : « Le dialogue idéologique, qui pose les problèmes fondamentaux, le dialogue idéologique, il tend à résoudre quoi d'ici 1973 ? […] Ce dialogue idéologique, est-ce qu'il va résoudre le problème de deux philosophies, de deux modes de pensée, de deux conceptions de l'homme et de la société ?[5] ». Cette stratégie trouva sa concrétisation dans le

[1] F. Mitterrand, *Un socialisme du possible*, Paris, Seuil, 1970, p. 13.
[2] F. Mitterrand, *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969, p.287.
[3] R. Quillot, *Sur le pavois*, Paris, Revue politique et parlementaire, 1985, p.46.
[4] F.Mitterrand, *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969, p.72.
[5] Cité par A. Bergounioux et G. Grunberg, *Ibid*., p.261.

Programme commun de 1972. Le Programme permettait que pour la première fois les relations avec le PC soient envisagées par le biais d'un simple rapport de force. Conscient des clés de son relatif succès de 1965, Mitterrand avait parfaitement compris que l'échec de la droite ne passerait que par une alliance avec la gauche du PS. Les résultats des élections législatives de 1973 lui donnèrent raison, le PS obtenant un score largement supérieur à celui atteint par la FGDS en 1968.

La coalition grâce à laquelle Mitterrand put s'emparer du parti laissait une part importante à son aile gauche, notamment au CERES de Jean-Pierre Chevènement. Mais cette aile du parti n'était pas la seule à revendiquer cette rhétorique de la rupture. Car même, le courant de la « deuxième gauche », mené par Michel Rocard et accusé par la gauche marxiste d'être un véritable courant de droite, ne se revendiquait pas davantage du réformisme. Certes, elle réclamait la réduction de l'écart entre le discours et la pratique gouvernementale. Michel Rocard avait ainsi affirmé au congrès de Metz que l'enjeu pour le socialisme visait « à lever les ambiguïtés théoriques sur lesquelles [avait] toujours vécu le socialisme français, discours de liberté et dictature du prolétariat, réduite aujourd'hui au rôle exclusif de l'État, distance entre le programme minimum et le programme maximum, exigence de démocratie, mais maintien du centralisme d'État[1] ». C'est au congrès de Nantes de 1977 que Michel Rocard avait formulé l'opposition des deux tendances qui caractérisait selon lui l'histoire de la gauche française : la première, longtemps dominante, se définissait comme centralisatrice, jacobine, étatique, nationaliste et protectionniste. La seconde, décentralisatrice, était quant à elle favorable à l'autonomie des collectivités de base et des travailleurs. C'est cette gauche-là que Rocard proposait comme modèle pour le renouvellement doctrinal du socialisme français[2].

Les origines institutionnelles et partisanes de cette « deuxième gauche » sont à rechercher dans l'étiolement de la SFIO de la fin des années 1950, qui amena les réfractaires au mollétisme et d'autres tendances de gauche à se fédérer au sein du Parti socialiste unifié (PSU). Né en 1960, le PSU est le fruit de la fusion entre le Parti socialiste autonome (PSA), l'Union de la Gauche Socialiste (UGS) et la « Tribune du communisme », qui regroupait des

[1] Discours de Michel Rocard au congrès de Metz, 6 avril 1979. Cité dans Michel Rocard, *Á l'épreuve des faits. Textes politiques, 1979-1985*, Paris, Seuil, 1986, p.31.
[2] N. Castagnez-Ruggiu, *Histoire des idées socialistes*, Paris, La Découverte, 1997, p.106.

dissidents du PCF[1]. L'élément historique fédérateur de cette nouvelle gauche réside pour une large part dans l'épisode de la guerre d'Algérie et la différence marquée par rapport aux positions de la SFIO. Comme le précise Vincent Duclert, cet épisode « révèle d'abord l'archaïsme de la gauche socialiste, communiste et radicale qui se refuse à comprendre le suicide politique et moral auquel mène le choix de la répression. Le refus de la guerre permet aussi de rapprocher dans un même combat des courants de gauche apparemment très différent ». Elle montre enfin « la nécessité d'un socialisme dégagé des illusions des marxismes et du nationalisme, ancré dans un réformisme social et intellectuel, décidé à mettre en pratique l'exigence démocratique de la gauche[2] ». L'autre élément clé dans la prise d'importance de cette « deuxième gauche » au sein du socialisme français concerne l'héritage de mai 68. Le PS, incapable de sortir de la forme parti politique et peu sensible aux revendications autres que matérialistes, a subi, par le biais cette gauche, l'influence d'une pensée « post-68 », sensible aux « revendications exprimées par des grèves ouvrières et des mouvements de lutte (immigrés, mouvements régionalistes…) ». Diverses et parfois contradictoires, ces luttes « ont constitué pour une part le terreau d'identification d'une « deuxième gauche », distincte par ses principes politiques et organisationnels de la gauche historique[3] ».

2. Un réformisme mal assumé ?

Néanmoins, la culture issue du PSU que Michel Rocard introduisit au PS ne pouvait cependant être considérée comme explicitement réformiste. Le texte du projet de société qui fut élaboré à l'occasion des assises du socialisme et de l'entrée de Michel Rocard au parti socialiste en octobre 1974 était, lui aussi, un texte de rupture. Bien que différent du projet issu du Programme commun, le projet autogestionnaire rejetait tout autant le mythe du grand soir que le gradualisme : « Nous n'avons pas plus l'illusion de penser que la prise de pouvoirs partiels permet progressivement de prendre le pouvoir que celle de la possibilité de tout régler

[1] L'ouvrage collectif *Le PSU vu d'en bas*, sous la direction de Tudi Kernalegenn, François Prigent, Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (PUR, 2009), propose en annexe un tableau généalogique précisant les différentes filiations et affiliations politiques ayant conduit à la création du PSU.
[2] V. Duclert, « La « deuxième gauche » », in J-J. Becker, G. Candar (dir.), *Histoire des gauches en France* [2004], vol.2, Paris, La Découverte, 2005, p.185.
[3] H. Hatzfeld, « Une révolution culturelle au parti socialiste dans les années 1970 ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. IV, n°96, 2007, p.79.

par la conquête du pouvoir d'État[1] ». Il s'agissait donc pour ce socialisme de porter la critique tant à l'encontre de la social-démocratie, forme de gestion sociale d'un capitalisme accepté dans ses grands principes, que du socialisme étatique. Le socialisme dessiné par la ligne du Programme commun de 1972 était critiqué à cette aune : autoritaire et centralisé, il s'avère incompatible avec la prise d'autonomie des individus et des groupes, de la décentralisation et du droit, nouveau, à la différence. Dans cette approche, c'est plus l'économisme du socialisme dit traditionnel qui est critiqué que le capitalisme lui-même. Comme le précise Frank Georgi, « l'extension des nationalisations, la volonté de réduire le rôle du marché dans la régulation globale au profit du plan, la tentation protectionniste, le refus même de « compter », c'est-à-dire l'ignorance des contraintes d'une économie ouverte » que prévoyait le Programme commun allaient « dans le sens d'un renforcement incontrôlé de l'Etat[2] ». Et ne pouvaient donc être acceptés. Ce qui était perçu comme un infléchissement de la tendance rocardienne à l'égard du capitalisme conduisit les autres courants du PS à réaffirmer leurs lignes idéologiques. Gardien farouche de la ligne définie à Epinay, le CERES de Jean-Pierre Chevènement dénonça le sens pris par le projet d'autogestion. Car à partir de 1978, Michel Rocard insista de plus en plus sur l'argument du réalisme et de la responsabilité face à une gauche du PS dénoncée comme archaïque et utopique, mais sans toutefois s'avouer comme un simple réformiste. Jean-Pierre Chevènement entendait ainsi marquer le rocardisme à droite et lui retirer le droit de se prévaloir du réalisme. Au congrès de Nantes de 1977, il affirmait ainsi à l'encontre de Michel Rocard : « Le réalisme, ce n'est pas de composer avec l'adversaire pour jeter les bases d'une social-démocratie à la française dont le rôle historique serait de gérer la crise pour le compte du capitalisme international[3] ». Le congrès de Metz deux ans après marqua la victoire des partisans de la rupture. Le texte majoritaire, dont le premier signataire n'était autre que François Mitterrand, affirmait ainsi : « Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme mais de le remplacer par le socialisme » (…) « Rompre avec la toute-puissance du marché et de sa logique du profit engagera la transition[4] ».

Le programme socialiste de 1972, *Changer la vie*, était de toute façon déjà bâti idéologiquement autour de l'idée de rupture avec le capitalisme et exprimait le rejet du

[1] Assises du socialisme, *Pour le socialisme le livre des Assises du socialisme,* Paris, Stock, 1974, p. 41. Cité par G. Grunberg, *Ibid*., p.5.
[2] F. Georgi, « Le moment autogestionnaire des socialistes français », in D. Cohen, A. Bergounioux, *Ibid*., p.225.
[3] *Le Poing et la Rose*, n° 61, juin 1977, p. 77. Cité par G. Grunberg, *Ibid*., p.3.
[4] Motion majoritaire du congrès de Metz. Cité par G. Grunberg, *Ibid*., p.3.

réformisme. Il était précédé d'une présentation de la part de son nouveau premier secrétaire. Les causes du mal qui ronge la société française y sont clairement énoncées et ne laissent aucun doute. Le PS a un ennemi identifié : « C'est au système économique et politique qu'il s'attaque, au seul système, au système tout entier sur lequel est édifié une société injuste et décadente. Et c'est ce système qu'il propose de changer[1] ». Pour sortir du « pouvoir de l'argent[2] », les nationalisations sont défendues comme un moyen « d'arracher aux monopoles l'instrument de leur pouvoir[3] ». Ces politiques, renforcées par des mesures visant la protection des travailleurs et la réduction des inégalités, seront l'œuvre d'une « planification appuyée sur l'appareil entièrement socialisé du crédit » qui « permettra enfin de substituer à la logique capitaliste de la croissance pour la croissance, celle de la cellule cancéreuse, une croissance élevée mais maîtrisée par la raison de l'homme[4] ». La mise en place d'un nouveau modèle de croissance passe également par un nouveau modèle de consommation résultant lui-même du changement de rapport de forces « entre le producteur organisé et tout puissant et le consommateur isolé et asservi[5] ». Les principes d'un nouveau modèle de croissance seront repris et accentués avec le texte proposé pour l'actualisation du Programme commun de 1977. Cette croissance « ne devra plus être dominée par les exigences de l'accumulation du capital et de la recherche du profit[6] » et ses objectifs seront fixés par le Plan. La motion défendue par Mitterrand au congrès de Metz de 1979 était très claire quant aux rapports que devrait entretenir le pouvoir élu avec le capitalisme : « Notre objectif n'est pas de moderniser le capitalisme ou de le tempérer mais de le remplacer par le socialisme. Le projet socialiste de 1980 confirma cette orientation : « Nous inscrivons notre démarche dans une logique de rupture dont la cohérence interdit d'isoler les éléments particuliers ou d'accommoder le dispositif au gré des circonstances[7] ». Le projet pour l'élection de 1981 insistait également sur cette nouvelle forme de croissance : « Une croissance forte est possible. La crise actuelle se traduit par une sous-utilisation massive de l'appareil de production qui atteint presque tous les

---

[1] *Changer la vie*, Paris, Flammarion, 1972, p.8.
[2] *Ibid*., p.7.
[3] *Ibid*., p.14.
[4] *Ibid*., pp.32-33.
[5] *Ibid*., p.239.
[6] Parti socialiste, *Propositions pour l'actualisation du Programme commun du gouvernement de la gauche*, Paris, Flammarion, 1978, p.63. Cité par M. Beaud, *La politique économique de la gauche. Le mirage de la croissance*, Tome I, Paris, Syros, 1983, p. 34.
[7] Parti socialiste, *Projet socialiste pour la France des années quatre-vingt*, Paris, Club socialiste du livre, 1980, p. 10. Cité par G. Grunberg, *Ibid*., p.3.

secteurs. Ceux travaillant à pleine capacité sont rares[1] ». Cette croissance devait fonctionner selon le schéma keynésien de la stimulation par la consommation et l'investissement assorti de préoccupations sociales. La dénonciation des monopoles et le développement du tissu industriel national devaient alors permettre de rompre avec le système capitaliste en place. Comme le note Michel Beaud, les socialistes alors en charge de l'élaboration du programme de gouvernement du parti n'avaient en tête qu'un seul modèle, celui de la croissance économique qui abreuvait le pays et le globe depuis 1948[2]. Il ne faisait pour eux pas de doutes que les recettes keynésiennes qui fonctionnaient alors pourraient être utilisées une fois au gouvernement. Le cercle vertueux alors imaginé ne dépendait en définitive que d'une politique volontariste de relance économique. La croissance reviendrait alors et permettrait de créer des emplois, rééquilibrer les finances publiques et maintenir l'inflation à un niveau raisonnable. Comme le résume Beaud, « la dynamique née en 1968 et qui permet la progression de la gauche dans les années soixante-dix va porter la gauche au pouvoir avec un projet dont la croissance constitue la clé de voûte : et cela à un moment précis où la crise mondiale s'approfondit, se durcit, s'aggrave[3] ». L'histoire en effet allait être tout autre. Mais en ce début 1981, l'heure était à la réjouissance.

III – Le réalisme au pouvoir

A la veille de l'élection qui allait le porter au pouvoir pour la première fois sous le régime de la Vème République, le PS n'avait intégré que partiellement les impératifs du réalisme et du réformisme. La ligne idéologique issue de la déclaration de principes de 1969, du congrès d'Epinay et du Programme commun le maintenait dans une rhétorique de rupture avec le système capitaliste. Il maintenait son ambition de lui substituer un autre système, basé sur la nationalisation de l'appareil productif et la mise en place d'une politique active de solidarité. En partie grâce au rôle joué par Mitterrand, il était en revanche prêt à se frotter au pouvoir. Les élections législatives de 1978 n'avaient certes pas permis qu'une cohabitation se

[1] Parti socialiste, *Projet socialiste pour la France des années 1980*, Club socialiste du livre, 1980, p.183. Cité par M. Beaud, *Ibid*., p. 36.
[2] M. Beaud, *Ibid*., p.39.
[3] *Ibid*., p.43.

mette en place et la majorité sortante en était sortie légèrement renforcée. Mais le parti était en ordre de bataille et Mitterrand prêt à porter haut les couleurs de la gauche. La victoire était espérée et arriva. Avec elle vint pour la gauche l'occasion de se confronter à nouveau avec l'expérience durable du pouvoir. Elle arrivait avec une ligne idéologique bien marquée à gauche et une solide croyance qu'un changement profond était encore possible. Le réalisme n'avait pas encore saisi les esprits des socialistes au pouvoir.

A/ Espérances et désillusions

C'est un 10 mai et un soir d'orage que le « peuple de gauche » improvise une fête à la Bastille pour l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République. Avec 51,75% des suffrages, il l'emporte face au président sortant Valéry Giscard d'Estaing. Victoire historique, elle voit la concrétisation de la stratégie mitterrandienne initiée une quinzaine d'années auparavant. La gauche sort enfin de l'opposition. Le 21 mai, Mitterrand prend officiellement ses fonctions à l'Elysée et nomme Pierre Mauroy, le porte-parole de sa campagne, à la tête de son gouvernement. Fidèle à la ligne définie au cours de la décennie écoulée, l'action du gouvernement socialiste est dès les premiers jours placée sous le signe du volontarisme politique. Il faudra attendre plusieurs mois pour que les premiers signes d'enrayement se fassent sentir.

1. De l'état de grâce au tournant de la rigueur

Dans l'histoire de la politique mitterrandienne sont souvent idéalisés des premiers jours idylliques et harmonieux, à l'abri des turpitudes ultérieures. C'est négliger que très rapidement le gouvernement a dû faire face au problème de la sortie des capitaux et de la méfiance des détenteurs de capitaux ou de devises à les conserver sur le sol français. Très vite, le franc en conséquence chute sur le marché des changes et les valeurs françaises cotées en Bourse chutent également. C'est alors une politique de défense du franc qui va être défendue : relèvement à 22% du taux directeur de la Banque de France, alignement des taux à court terme sur les taux américains, contrôle des changes. La réaffirmation de la solidarité monétaire franco-allemande par le chancelier Helmut Schmidt à la fin du mois de mai

conforte le redressement et le sauvetage du franc qui finit par se redresser temporairement par rapport aux autres monnaies européennes. Dès sa prise de pouvoir, la stratégie de la gauche a été de chercher à rassurer quant à sa volonté et sa capacité à défendre la monnaie nationale. Une bataille sur laquelle elle devra rapidement refaire ses preuves.

Dans le même temps le gouvernement Mauroy s'attache à agir sur ce pourquoi il a pris ses fonctions : mettre en place des mesures sociales et favoriser l'accès à l'emploi. Et sur ce front, force est de constater qu'un certain état de grâce embaume le début du quinquennat. Les mesures décidées au Conseil des Ministres du 3 juin sonnent en effet comme le temps de la réalisation des promesses : augmentation de 10% du SMIC, de 20% de l'allocation vieillesse et de 25% des allocations familiales et de l'allocation logement. Le 10 juin, sont annoncées des mesures touchant l'emploi : création de plus de 50 000 emplois dans les secteurs publics et sociaux, aides aux entreprises sous forme de prêts. L'ensemble de ces mesures se chiffre à plus de 10 milliards de francs. Pour les financer, le gouvernement annonce la création de quatre impôts supplémentaires : sur les hauts revenus, les dépôts bancaires, les bénéfices des compagnies pétrolières pour leurs gisements en France et sur les frais généraux des entreprises. En campagne pour les élections législatives, Pierre Mauroy convoque à Matignon syndicats et patronat en vue de parvenir à un abaissement de la durée du temps de travail et ce malgré l'opposition du CNPF[1]. Le premier tour des élections législatives confirme l'élan qui profite à la gauche. Avec 37,6% des voix, elle devance l'opposition et s'affirme comme le premier parti de gauche devant le PC, qui fait lui un score de 16,2%. Le second tour du 21 juin confirme cette tendance : le PS obtient 285 députés et passe dans la foulée un accord de gouvernement avec le PC. Le 23, quatre ministres communistes intègrent le gouvernement Mauroy.

Si dans les esprits des dirigeants tout semble encore se passer comme prévu, les résultats escomptés tardent à se faire sentir. Les relèvements des bas salaires ne sont pas suivis par certaines industries de main-d'œuvre et PME ; certaines des mesures se retrouvent à échoir dans les bras des finances publiques avec pour risque d'augmenter l'inflation ; les mesures de création d'impôts menacent l'investissement et ce d'autant plus que la protection

[1] Conseil national du patronat français. Il se transforme en 1998 et prend le nom de MEDEF (Mouvement des entreprises de France). Yvon Gattaz, président du CNPF de 1981 à 1986, a rendu compte avec Philippe Simonnot des rapports entretenus par François Mitterrand avec les patrons français dans *Mitterrand et les patrons, 1981-1986*, Paris, Fayard, 1999.

du franc nécessite des taux d'intérêt élevés. La rentrée 1981, dans la lignée du printemps, voit néanmoins un activisme tous azimuts se déployer. Mauroy, reprenant les propositions du candidat Mitterrand, fait voter non sans mal son projet de loi sur les nationalisations[1]. Dans la lignée des annonces de juin, des décisions sont prises en faveur de l'emploi avec la création directe de 61 000 emplois dans le secteur public et des mesures en faveur des PME. Les allocations vieillesse et logement sont revalorisées en même temps que l'âge de la retraite est abaissé à 60 ans et la semaine hebdomadaire de travail portée à 39 heures. En octobre, la dévaluation qui avait été refusée en mai-juin est cette fois réalisée. Signe d'un premier fléchissement, le franc est dévalué de 3% en même temps que sont annoncées des mesures anti-inflationnistes visant à limiter la hausse des prix.

La belle mécanique gouvernementale continue à se ternir avec l'automne. Le front syndical manifeste des mouvements d'humeur à l'égard de la politique nucléaire des socialistes ainsi que sur le contenu des nationalisations. Et alors que le chômage et l'inflation continuent de croître, des grèves éclatent et viennent éroder la confiance jusque-là témoignée à l'égard du gouvernement et de la personne de François Mitterrand. Du côté de l'opposition l'on commence déjà à brandir l'argument du réalisme. François Ceyrac, prédécesseur d'Yvon Gattaz à la tête du CNPF, dénonce ainsi « un projet ambitieux, mûri pendant des années à l'abri des réalités, peaufiné de comité en comité et qui débouche brusquement sur le réel[2] ». La politique du gouvernement est ainsi encadrée en ses marges : entre un patronat très critique vis-à-vis des nouveaux droits des travailleurs et de la perte de compétitivité qui pourrait en résulter, un PC reprochant au gouvernement de ne pas aller suffisamment loin dans sa politique. La marge de manœuvre est des plus minces. La présentation des vœux au pays le 31 décembre va être pour François Mitterrand l'occasion de clarifier sa position et de réintégrer les entreprises au jeu gouvernemental. Et donc d'élargir sa marge de manœuvre. Après être revenu sur les réformes amorcées ou accomplies par le gouvernement, il lance un appel du pied aux entreprises : « Mais 1982 ne répondra à nos espoirs que si nous faisons reculer et le chômage et l'inflation. Pour gagner la bataille de l'emploi, j'attends de tous les Français qu'ils mobilisent leurs facultés d'énergie, d'initiative et d'entreprise et j'attends du gouvernement qu'il leur en donne les moyens[3] ». La succession d'Yvon Gattaz à la tête du CNPF est

[1] Celui-ci concernait cinq groupes industriels, trente-six banques et deux compagnies financières.
[2] *Ibid*., p.79.
[3] *Ibid*., p.88.

également placée sous le signe de l'apaisement, ce dernier assurant le gouvernement du soutien du monde entrepreneurial à l'effort national. Le gouvernement poursuit donc sa ligne de réformes : la loi sur les 39 heures et sur les nationalisations trouvent un dénouement positif. En mars, d'autres décisions sont annoncées : la création d'un livret d'épargne populaire et le remboursement par la Sécurité sociale de l'IVG. Mais toutes ces réformes n'assainissent pas un déficit public déjà dans le rouge : de 30 milliards en 1980 il passe à 78 milliards en 1981. L'on prévoit pour 1982 un chiffre de 120 milliards. Et alors que les préoccupations budgétaires commencent à inquiéter les esprits socialistes, le franc en mars s'affaiblit de nouveau.

Les mauvais résultats de la gauche aux élections cantonales de mars, qui voient notamment les communistes perdre quarante-cinq sièges de conseillers régionaux, sont l'occasion pour certains de faire entendre une musique discordante. Ainsi Michel Rocard estime que cette défaite doit être l' « occasion pour toute la gauche d'un examen sans complaisance ni faux-fuyant[1] ». Rocard reprend l'argument du parler-vrai dont il avait fait une des marques de son courant. Matignon juge inopportune une telle déclaration dans un tel contexte et adopte dans la foulée différents projets de loi et ordonnances visant à la protection des travailleurs et des salariés. Le début de l'année 1982 retentit donc comme une sonnette d'alarme pour le gouvernement. Les efforts menés pour lutter contre l'inflation et préserver l'emploi de la conjoncture extérieure sont trop vains pour être salués et redonner confiance en l'action du gouvernement. Au cours de l'année 1982, les déficits s'accumulent : déficit du commerce extérieur, déficit de la balance des paiements courants, qui triple entre 1981 et 1982, déficit des comptes des administrations. A ces déficits se joint l'absence de baisse du nombre de demandeurs d'emplois qui se maintient autour des deux millions. La hausse des prix continue sa progression alors que le franc reste faible face au dollar et au deutschemark. Devant la dégradation de la situation française, le monde politique et syndical hausse le ton. André Bergeron, secrétaire général de Force Ouvrière (FO), critique et interpelle le gouvernement sur un manque de réalisme : « La crise économique ne s'est pas envolée. Si j'étais à votre place, j'alerterais davantage l'opinion sur la gravité de la crise mondiale, car elle risque de vous empêcher d'atteindre certains de nos objectifs […]. Il faut cesser de faire de la poésie […]. Le gouvernement ne tient pas assez compte des réalités. Cela ne peut finir

[1] *Ibid*., p.99.

que sur une sorte de désenchantement des gens[1] ». Les marges d'action sont alors des plus réduites pour le gouvernement Mauroy qui doit surveiller la faiblesse du franc, s'assurer des bienfaits de la politique de relance initiée par les nationalisations et pallier au mécontentement des chefs d'entreprise. Pierre Mauroy annonce alors une série de mesures visant à apaiser leur fougue : allègement de la taxe professionnelle, stabilisation de la contribution des entreprises au régime général de la Sécurité sociale. Ces mesures, qui visent également à rassurer les investisseurs et à améliorer la compétitivité des entreprises, sont saluées tant par le CNPF que par Force Ouvrière.

Les violons de l'équipe gouvernementale commencent alors à s'accorder autour d'un message sur la nécessité d'un effort et d'une rigueur à tenir pour redresser le pays face à la crise dans laquelle il plonge. Michel Rocard en aura la formule la plus exemplaire : « Paraît venue l'heure de la rigueur socialiste, c'est-à-dire de l'équilibre entre la lucidité économique et l'imagination sociale[2] ». Le 12 juin, les ministres des Finances réunis à Bruxelles décident d'un réajustement au sein du SME et dévaluent pour cela le franc de 5,75%. Le lendemain, Mitterrand prend la décision de mettre en place un dispositif visant à accompagner cette dévaluation par un blocage des prix et des salaires, à l'exception du SMIC. Il confirme également la limitation du déficit budgétaire de 1983 à 3% du PIB. Ces mesures provoquent un tollé chez les syndicats, qui voient en ces mesures d'austérité une grave erreur politique. Pire, elles se révèlent insuffisantes. Après une courte accalmie, le franc reste une cible privilégiée des spéculateurs, ce qui contraint la Banque de France à mobiliser une partie importante de ses réserves pour le soutenir. C'est dans ce contexte que la question de la sortie ou non du SME va se poser pour le gouvernement. Celle-ci va d'une certaine façon être le catalyseur de la réaction monétariste sur laquelle elle va déboucher. Devant la perspective d'une politique de rigueur qui tait de moins en moins son nom, se forme un groupe informel d'hommes politiques et de membres de la société civile ayant l'attention du président et sont régulièrement reçus à l'Élysée. Ces visiteurs du soir – nom dont les affublera Pierre Mauroy – proposent de donner un autre contenu au choix décisif se profilant et qui pourrait être perçu comme un désaveu de la ligne suivie depuis mai 1981. Ces promoteurs de l' « autre politique », nom alors associé à cette ligne, proposent pour cela d'assortir la rigueur d'une sortie temporaire du franc du SME. La monnaie nationale ainsi livrée à elle-même se

[1] *Ibid.*, p.104.
[2] *Ibid.*, p.114.

confronterait alors à un déferlement de spéculation et la nécessité d'un plan de rigueur n'en serait qu'accrue. Mais elle s'affranchirait par là des critères de convergence portés par le SME. L'argumentaire est le suivant : les entreprises françaises sont étouffées par des taux d'intérêt très élevés en raison de la nécessité de maintenir le franc. Elles ont survécu jusque-là grâce à l'inflation qui leur permettait de rembourser leurs emprunts en monnaie dévaluée. Elles n'y parviennent plus aujourd'hui, et l'Etat doit les aider en leur permettant d'emprunter à des taux abordables. Une fois l'industrie ainsi remusclée, il sera possible de réintégrer le SME et de se confronter à nouveau à la concurrence internationale. Le gouvernement, par une sortie temporaire du concert des nations, aurait une marge de manœuvre plus grande pour mener la politique économique et monétaire qu'il désire. Sur un plan politique en revanche, une telle sortie reviendrait à imputer à l'Europe la responsabilité du changement d'orientation politique. Face à un tel risque, le président Mitterrand prendra la décision de maintenir le franc dans le SME. Le spectre du gouvernement Blum de 1936 a pesé dans les esprits des dirigeants. L'inquiétude de voir à nouveau la gauche être contrainte de quitter rapidement le pouvoir a eu une influence certaine sur ce choix. Pierre Mauroy, revenu sur cet épisode, l'admettra :

> « Mitterrand m'avait convié à tous les repas des Sept[1]. Après le dernier déjeuner, le dimanche 6 juin, je l'attrape par le bras et l'entraîne dans l'enfilade des salons qui mènent à la galerie des Glaces. Sous un portrait royal, je lui dis : ça ne peut plus continuer, on ne peut plus tenir, si l'on ne fait pas les choix que je vous ai proposés. Si on ne les fait pas, nous sommes condamnés à retrouver la trame de 1848, 1936, celle où la gauche ne gouverne pas dans la durée. Si on ne réagit pas, dans six mois c'est fini. Nous pouvons faire encore quelques réformes, puis je serai contraint de partir, comme Blum[2] ».

Afin de gouverner dans la durée, le choix d'un changement de cap est alors perçu comme inéluctable. L'argument européen va servir de point d'ancrage et ainsi donner un contenu positif à la politique de rigueur. Afin de justifier une telle politique monétariste, justification difficile à donner à partir des principes fondateurs de la gauche, c'est bien « l'idée européenne qui va être mobilisée pour conférer une légitimité propre à ce grand tournant des politiques et se mettre à l'abri d'une société rétive à la stratégie finalement

---

[1] Référence aux pays rassemblés lors du huitième sommet des pays industrialisés qui s'ouvre à Versailles le 4 juin 1982.

[2] Cité par Pierre Favier et Michel Martin-Roland dans *La décennie Mitterrand. 1/ Les ruptures*, Paris, Editions du Seuil, 1990, p.504.

adoptée[1] ». L'Europe se retrouve dès lors placée au cœur des priorités du nouveau gouvernement, et ce d'autant plus que la France a en ligne de mire la présidence du Conseil européen pour le premier semestre de l'année 1984. C'est également à partir de ce moment que le PS au pouvoir va rompre « avec les « projets de la « première gauche » : appropriation collective des moyens de production et du crédit, croissance sociale, plein emploi, politique industrielle, autonomie de la politique économique. Le keynésianisme lui-même paraît une vieille lune. Tout ceci est rangé au placard, au nom de trois tabous qui s'emboîtent ; la monnaie, la rigueur, l'Europe[2] ». Dans l'analyse lexicographique qu'il a consacrée au vocabulaire mitterrandien, Dominique Labbé note bien quant à lui qu'à ce moment « tous les grands thèmes du début du septennat disparaissent ou passent en spécificités négatives (comme *réforme* et *nationalisation*), ce qui atteste de leur complet abandon[3] ». En effet, la note résumant les mesures d'austérité que Mitterrand trouve sur son bureau de l'Elysée le 25 mars[4] jure avec les mesures de 1981 : baisse du pouvoir d'achat, taux de croissance proche de zéro, limitation des dépenses des ménages à l'étranger. Ce plan de rigueur vise à rééquilibrer la balance des paiements sur les deux prochaines années grâce à une ponction de 65 milliards sur la consommation des ménages et les dépenses de l'Etat.

Pour Mitterrand, accepter de mener une telle politique a été difficile à assumer. Lionel Jospin, alors premier secrétaire du parti, en a livré une analyse rétrospective qui donne la mesure du caractère tragique de ce tournant : « Pour Mitterrand ce fut un choix philosophique et psychologique profond. Il a eu l'impression de faire une concession extrêmement difficile à la réalité imposée par les autres, de devoir se plier à une sanction exigée par l'étranger. C'était pour lui la fin d'une certaine France originale, socialiste, mixiste, fière de sa personnalité face à l'égoïsme féroce des libéraux[5] ». Aussi dur que fut ce tournant à admettre, le socialisme français était bien entré dans l'ère de la gestion. Ce revirement fut négativement perçu par une partie de l'électorat qui avait fait confiance aux socialistes pour porter le pays vers une voie nouvelle. Embarrassé par ce changement de cap, Lionel Jospin formula la théorie de la « parenthèse », habile façon de ne pas nier le tournant sans pour autant se montrer critique à l'égard du gouvernement. La question de la place du parti était d'ailleurs des plus délicates à

[1] B. Jobert, B. Théret, « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », in Bruno Jobert (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994, p.51.
[2] *Ibid*., p.50.
[3] D. Labbé, *Le vocabulaire de François Mitterrand*, Paris, Presses de la FNSP, 1990, pp.159-160.
[4] P. Favier, M. Martin-Roland, *Ibid*., p.582.
[5] Cité par P. Favier, M. Martin-Roland, *Ibid*., p.586.

gérer : comment soutenir l'action d'un président qui se voulait avant tout celui de tous les français ? C'est la raison pour laquelle, pendant cette période, le parti a été marginalisé et réduit à un rôle de « godillot » de l'Elysée, selon l'expression de Jean-Pierre Chevènement. Dès le congrès de Valence de 1981, la question de sa fonction avait été posée. Il devait alors accompagner le travail du gouvernement et en être le relais. Le tournant de 83, bien loin de changer cette donne, l'accentuera[1]. Le but de cette théorie de la parenthèse était également de faire passer le message selon lequel ce virage n'était que temporaire, qu'une fois un équilibre financier retrouvé il serait possible de suivre à nouveau le cours de la politique prévue initialement. Le parti a fait preuve d'une certaine cohésion vis-à-vis de cette nouvelle donne et s'est résigné à ce qu'il vivait pourtant mal.

2. La politique à l'aune de la modernisation

La sortie de cet épisode du printemps 1983 voit le maintien temporaire de Pierre Mauroy à la tête du gouvernement. Confronté à une impopularité qu'il n'avait alors jamais connue, Mitterrand fait face. La préparation du budget de 1'année 1984 confirme la politique de rigueur. Les recettes y progressent de 8,4% tandis que les dépenses diminuent de 6,3%. Sur l'insistance de Laurent Fabius, seules les entreprises publiques verront leurs dotations accrues par rapport à l'année 1983. Dans le même temps, le président annonce sa volonté de baisser les prélèvements obligatoires, qui atteignent un niveau préoccupant. Conscient de la levée de boucliers qu'une telle demande pourrait susciter, il demande néanmoins à son équipe gouvernementale de travailler à un abaissement de ces prélèvements de 80 milliards de francs pour 1985. Les élections législatives de 1986 sont déjà en ligne de mire et Mitterrand a bien conscience de ce qu'une telle mesure pourrait lui apporter dans l'opinion. Le 15 septembre 1983, invité d'une émission télévisée, il reprend des accents auxquels il avait habitué les patrons : « La lutte des classes, ce n'est pas mon objectif. Je cherche à ce qu'elle cesse. Voilà pourquoi je pense qu'il faut plus de justice. Je ne suis aucunement l'ennemi du profit, dès lors que le profit est justement réparti[2] ». C'est cette période qui a autorisé certains auteurs et

[1] Pour une analyse des rapports entretenus entre l'Elysée et le parti pendant cette période, nous renvoyons à l'article de Thierry Barboni, « Ressorts du discours socialiste lors du « virage de la rigueur » », *Nouvelles FondationS*, 2006/2, n° 2, pp. 58-64.
[2] Cité par P. Favier, M. Martin-Roland, *Ibid*., p.601.

observateurs de la vie publique à parler de fin de l'exception française[1]. Le choix politique de la rigueur remet certes en cause le « changer la vie » des belles années. Mais Mitterrand ne désarme pas et souhaite ouvrir une nouvelle page de son septennat, persuadé qu'il est que le temps lui sera complice. Quoiqu'il en soit, les effets de la rigueur se font sentir en cette fin d'année : le pouvoir d'achat recule de 0,7%, le chômage dépasse la barre des deux millions et d'autres licenciements massifs sont à prévoir. Pour donner un nouvel élan au septennat, Mitterrand va alors s'appuyer sur le ministre de l'industrie Laurent Fabius. C'est à lui que va incomber la tâche de réformer un marché intérieur trop peu attractif. Pour cela, des restructurations massives sont jugées inéluctables, ce qui outrage les communistes. Des mesures d'accompagnement social sont néanmoins prévues pour les victimes de licenciements économiques. Ces annonces n'apaisent pas une colère sociale qui se propage et se déplace de secteurs en secteurs visés : routiers, miniers, sidérurgistes manifestent leur mécontentement face à l'intransigeance du gouvernement à mener à bout sa politique de restructuration.

C'est dans ce contexte que la thématique de la modernisation et de sa nécessité va être reprise. Les études lexicographiques sur le discours du parti au pouvoir mettent ainsi en lumière le nouveau rôle joué par ce terme[2]. Dans le vocabulaire socialiste précédant 1983, *modernisation* était un mot sans appartenance politique. Dans les années 1970, il n'était ni de droite ni de gauche et se prêtait ainsi bien à être repris par un PS en quête d'une identité nouvelle. Au début du premier septennat, son utilisation était dans un premier temps limitée au secteur industriel et à la politique de nationalisation. Il était d'ailleurs déjà très présent dans la campagne du candidat Mitterrand. Dès le début de l'année 84, le terme est repris par Mauroy dans un article, « Moderniser la France[3] ». Il y relit, avant son éviction du gouvernement à la suite de la réforme Savary, les réformes menées par le gouvernement à

[1] En 1988, François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon, alors membres de la Fondation Saint-Simon, ont publié un ouvrage qui explicite cette sortie par les socialistes d'une rhétorique fortement marquée idéologiquement à gauche (*La république du centre. La fin de l'exception française*, Paris, Calmann-Lévy, 1988). Cette fondation, en rapprochant milieux intellectuel et politique, a elle-même beaucoup œuvré dans le sens d'une telle évolution. Pour une analyse plus avancée, nous renvoyons à Laurent Bonelli, *Le Passé d'une fondation. Projet intellectuel, groupes mobilisés et conditions sociales de la naissance de la fondation Saint-Simon*, DEA de sciences politiques, université Paris X - Nanterre, 1997.

[2] Nous nous appuyons ici sur l'article de Patrick Brauns, « *Modernisation*, l' « occupation » d'un mot-clé par le Parti socialiste », *Mots. Les langages du politique*, n°22, mars 1990, pp.32-41.

[3] Dans *Le Monde* daté du 29 février 1984. Cité par Patrick Brauns, *Ibid*., p.36.

l'aune de l'idée de modernité. Cette tentative s'est avérée vaine. La défaite du PS aux élections européennes de juin 1984 a scellé son avenir et ouvert la voie à l'arrivée de Laurent Fabius à Matignon. La déstabilisation idéologique provoquée par le tournant de 1983 nécessitait alors que soit mis en avant un thème qui soit à la fois fédérateur pour la gauche et qui en même temps face obstacle à l'opposition de droite. C'est dans ce contexte de recherche de crédibilité que Laurent Fabius a été nommé à Matignon, afin de mener cette contre-offensive idéologique. Mais au lieu d'opposer son programme au projet libéral, il essaya au contraire d'investir celui-ci. En effet, déclara-t-il, « quand il est moderne d'être libéral, un socialiste doté d'une image moderne peut sans problème se présenter comme défenseur des libertés[1] ». En modernisant le socialisme, Fabius espérait être enfin conforme à l'esprit du temps : « Je crois à un socialisme moderne, c'est-à-dire fondé sur des valeurs de justice sociale et d'efficacité, identifié aux libertés, accordé à notre temps et à ses formidables mutations[2] ». Etre en accord avec l'esprit de l'époque et de ses mutations. Tel était l'objectif affiché de cette modernisation du socialisme. En s'auto-attribuant l'adjectif *moderne*, le PS avait également pour ambition de faire perdre de la crédibilité au PCF, devenu par opposition archaïque. Toutes les tentatives des modernisateurs des années antérieures semblaient enfin trouver résolution. Ce travail d'appropriation de la thématique de la modernité s'est adossé à une politique dont les dirigeants ont voulu faire croire qu'elle était la seule praticable. En ce sens, comme le précise Patrick Brauns, cette thématique a été placée « au centre de tout un réseau d'arguments qui présentaient la politique du gouvernement comme la seule possible[3] ». Refuser une telle politique signifiait alors ne pas vouloir être moderne. Comme pour se prémunir de la critique et de la contestation de leur politique, les socialistes ont cherché à créer un consensus autour de leur politique autour du couple réaliste/moderne. La fondation de ce couple a eu pour effet de se débarrasser de l'idée de conflit doctrinal, car à nul ne reviendrait l'idée de ne pas vouloir se déclarer moderne.

Ce basculement idéologique fut suivi de faits. Les entreprises nationalisées furent soumises aux logiques de rentabilité, les marchés financiers libéralisés, le droit du travail assoupli, la promotion de l'entreprise assurée. Cette « modernisation » du secteur économique et industriel fut doublée d'actions de solidarité qui ne doivent pas être négligées. C'est

[1] *Ibid*., p.37.
[2] Dans *Le Monde* daté du 4 mai 1985. Cité par Patrick Brauns, *Ibid*., p.36.
[3] *Ibid*., p.39.

pourquoi l'action du gouvernement Fabius peut être qualifiée de synthèse entre une politique économique libérale et une politique sociale maintenant les acquis de la protection sociale. Il n'en faillait pas moins pour que cette action constitue une rupture idéologique importante. La rupture avec le capitalisme avait laissé place à la modernisation du capitalisme. L'économie mixte avait définitivement remplacé la collectivisation de l'économie. La réhabilitation des logiques de profit ne pouvait que troubler, Mitterrand dénonçant quelques années auparavant les puissances occultes de l'argent. Ce changement idéologique n'a toutefois pas entraîné de révision de la doctrine du parti. Il fallut attendre 1991 et le congrès de l'Arche pour que l'idée d'un compromis avec le capitalisme soit assumée. Il s'agissait en réalité bien plus que d'un compromis, même si l'idée de la parenthèse avancée par Jospin pouvait laisser croire qu'après ce moment viendrait à nouveau le temps de la rupture. Cette rupture, on le sait, n'est jamais venue. Elle a même été conspuée au nom de l'argument selon aucune autre action n'était de toute façon envisageable.

B/ Aboutissement et analyses d'un échec

La suite du septennat n'a ensuite fait qu'entériner et accentuer une logique déjà à l'œuvre. Nombreuses ont été les analyses concernant cette évolution de la politique de la gauche au pouvoir. Pour certains dirigeants socialistes, cette évolution était inéluctable[1]. Nombreux ont également été les auteurs académiques[2] à faire de ce changement une simple adaptation à la réalité qui s'imposait à cette période. Il nous semble au contraire que cette évolution mérite d'être évaluée tout autrement. Défausser intégralement le PS et reconnaître que son action était simplement mue par une éthique de responsabilité, conséquence de ce type d'analyses, nous semble également inapproprié. Ce serait tomber dans l'écueil du réalisme intégral et considérer qu'il y ait des périodes où les marges de manœuvre politique, et donc les possibles, sont définitivement et nécessairement éradiqués. S'il s'agit bien de

[1] De tels arguments inondent la littérature socialiste consécutive de cette période. Citons à titre d'exemple celle donnée par François Hollande et Pierre Moscovici : « Cette conversion n'était ni honteuse, ni injustifiée. Elle était inscrite comme une étape nécessaire dans le processus européen », F. Hollande, P. Moscovici, *L'heure des choix : pour une économie politique*, Paris, Odile Jacob, 1991, p.376.

[2] Voir par exemple l'interprétation donnée par Monique Canto-Sperber dans *Le libéralisme et la gauche* [2003], Plon, 2008, pp.197 et suivantes.

réalisme politique dont il est question pour illustrer ce tournant, il convient d'en déterminer plus spécifiquement la logique.

1. Quel sens donner à cette rupture ?

Si la reconnaissance d'une rupture survenue au cours de l'année 83 ne fait pas débat, celle de son interprétation le fait bien davantage. Certains y ont vu un juste retour des choses, le gouvernement rendant compte en acte de ce qui pour beaucoup constituait une originalité et une aberration du socialisme français. Trop idéologique et trop ancré « à gauche », celui-ci n'avait jamais pleinement assumé son caractère réformiste. Cet échec était donc d'abord et essentiellement celui de l'idéologie socialiste. C'est « dans l'exercice du pouvoir » qu'a été signé le « Bad Godesberg à la française[1] », et non dans la doctrine. De nombreux facteurs ont bien entendu pesé dans un tel choix : le rôle du partenaire allemand, qui ne voyait pas d'un très bon œil les politiques menées jusqu'alors[2] ; le contexte politique mondial, avec à la tête du monde anglo-saxon des dirigeants, Margaret Thatcher et Ronald Reagan, pour le moins méfiant vis-à-vis des politiques socialistes ; enfin un contexte économique marqué par une faible croissance économique. Cette réorientation de la politique économique du gouvernement socialiste a en réalité été, nous l'avons mentionné, plus lente et précoce qu'on ne l'affirme parfois. Le premier virage a été préparé au lendemain du sommet de Versailles en juin 1982. Cette seconde dévaluation, faute d'être revendiquée politiquement, a été mal perçue tant par l'opinion que par l'appareil du parti. C'est pourquoi les mesures de mars 1983, qui prolongent celles initiées neuf mois plutôt, seront ressenties comme encore plus brutales. Car cette fois, la réorientation politique n'a guère été niée : « bien qu'elle soit davantage présentée comme transitoire, elle est assumée tant bien que mal et sonne aux yeux de l'opinion comme la fin des promesses de campagne, si ce n'est comme un reniement de la politique mise en œuvre jusqu'alors[3] ».

L'analyse de ce retournement et de ses justifications mérite d'être approfondie. Le simple constat de la sortie du rêve socialiste ne permet de pas d'en saisir la logique. De même,

[1] A. Fontenau, P-A. Muet, *La gauche face à la crise*, Paris, Presses de la FNSP, 1985, p.366.
[2] Comme cela est précisé par Vincent Duchaussoy et Floriane Galeazzi, *Ibid*., p.7.
[3] *Ibid*., p.11.

reprendre et appliquer à cette situation la distinction wébérienne entre éthique de la conviction et éthique de la responsabilité semble peu opératoire[1]. Weber avait ainsi établi qu'il n'existait que deux pêchés véritables en politique : celui de ne défendre aucune cause et celui de ne pas avoir pas le sentiment de sa responsabilité. Cette distinction, qui recommande à l'homme politique de ne pas uniquement envisager le souhaitable mais de tenir compte en même temps du possible est, comme le remarque pertinemment Alain Bergounioux, « tellement éclairante qu'elle en devient aveuglante… et ne donne pas beaucoup d'espoir d'aller plus loin en matière normative ». Car « cela n'avancerait guère, en effet, de paraître finalement redécouvrir que le devoir politique passe par un chemin étroit entre deux écueils, le maintien des principes au mépris du réel, l'abandon aux contraintes au détriment des principes[2] ». Weber précisait d'ailleurs que ces deux éthiques n'étaient nullement contradictoires mais complémentaires l'une de l'autre[3]. Le vrai problème est plutôt de comprendre « comment s'organise leur intersection, comment les principes s'appliquent à l'évènement[4] ». Car précisément, l'histoire des relations entre le réformisme et l'histoire du socialisme démocratique français constitue une concrétisation en soi de cette opposition entre éthiques de conviction et de responsabilité. Il nous semble alors plus pertinent de questionner la logique du changement intervenu et de ses conséquences. Ce qui nous importe n'est donc pas de voir quel autre type de politique aurait pu être suivi[5] mais bien la représentation partagée selon laquelle il n'y en avait alors qu'une seule possible.

Il convient pour cela de clarifier la logique des arguments avancés par les acteurs de l'époque. Car sous couvert de réalisme économique, c'est en fait la question du réalisme politique qui a bien été convoquée. Les justifications économiques sous-jacentes à l'argumentation gouvernementale relevaient, sous couvert de l'inexorabilité, d'une représentation de la fonction du politique. La responsabilité de la contrainte économique qui pesait alors sur l'action du gouvernement a été mise, nous l'avons précisé, en balance avec la question de l'intégration européenne. Dans cette logique, seule la politique suivie était compatible avec les principes de la construction européenne. Le système économique et

[1] M. Weber, *Le savant et le politique* [1919], Paris, Plon, 1959.
[2] A. Bergounioux, « Les principes et les contraintes », *Pouvoirs*, n°65, 1993, p.61.
[3] M. Weber, *Ibid*., p.199.
[4] *Ibid*., pp.61-62.
[5] Il aurait par exemple été envisageable de minorer les effets de la contrainte en conduisant le franc à quitter le système monétaire européen et en tentant de mettre à profit les ressources d'une dévaluation compétitive.

monétaire européen venant contraindre la marge de manœuvre à l'échelle nationale, l'argument déployé a été celui des critères économiques d'une part, de l'institution européenne d'autre part. La contrainte économique liée à la construction européenne a alors davantage été perçue « comme un ensemble de phénomènes sur lesquels l'action humaine n'a pas prise, [comme] une contrainte de type météorologique[1] » que comme une construction humaine avec ses orientations et ses priorités. Concernant la nature de cette contrainte, la logique suivie par le gouvernement a été d'identifier ce fonctionnement économique à une réalité naturelle[2]. Selon cette ontologie naturaliste, fille, nous l'avons vu, de la pensée libérale et physiocrate, l'intervention humaine, et par conséquent politique, n'est pas nécessaire car superflue. La justification par la contrainte économique évacue ainsi du même coup la question de l'orientation induite par cette même contrainte sur l'activité politique. L'on suit ainsi Elie Cohen lorsqu'il affirme que « toute analyse des effets de la contrainte économique sur l'action politique doit partir d'une interrogation sur la représentation du champ d'intervention ». Il s'agit en fait de comprendre comment le réel est « redécoupé et reconstruit », et en quoi cette reconstruction obéit « à des schémas préétablis de nature idéologique ou programmatique[3] ». Une telle conception de l'économie renvoie également à la représentation de la fonction économique comme neutralité, comme un tiers extérieur venant contraindre sans orientation préétablie une prise de décision. Un tel rapport à l'économie est plus que problématique pour le PS, et plus largement pour la gauche. Car sa réification permet difficilement que soient envisagées des solutions de rectification. Le principe de rectification, moteur initial du gouvernement[4], suggère en effet un certain refus des considérations selon lesquelles des « conséquences involontaires de processus incontrôlables[5] » puissent être maîtresses de l'action politique. Or, selon la logique défendue par le gouvernement, les conséquences d'une politique économique à l'échelle européenne ont fait perdre à l'exécutif ses leviers sur la politique d'inspiration keynésienne jusqu'alors

---

[1] E. Cohen, « Contrainte économique et action politique », *Pouvoirs*, n°68, 1994, p.88.
[2] Un tel credo est ainsi très régulièrement réactualisé. Il l'est ici par Alain Minc : « Le capitalisme ne peut s'effondrer, c'est l'état naturel de la société. La démocratie n'est pas l'état naturel de la société. Le marché, oui », *Cambio 16*, 1994. Cité par P. Dardot et C. Laval, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009, p.8.
[3] E. Cohen, « Contrainte économique et action politique », *Pouvoirs*, n°68, 1994, p.89.
[4] Steven Lukes en fait même le trait essentiel et premier d'une politique se revendiquant de la gauche. Nous ne nous opposons pas à une telle représentation (S. Lukes, « Qu'est-ce que la gauche ? », *La gauche en Europe depuis 1945*, M. Lazar (dir.), Paris, PUF, 1996, p.381).
[5] S. Lukes, *Ibid*., p.381.

pratiquée. Les principes de rectification sur l'action économique n'étaient dès lors plus possibles.

Cette supplantation des principes de l'action politique par les logiques de fonctionnement de l'économie peut également être envisagée à la lumière de ce que Michel Foucault, dans l'histoire de la gouvernementalité qu'il a mené dans *Naissance de la biopolitique*[1], a appelé le gouvernement frugal[2]. Par ce concept, Foucault entendait montrer comment l'économie politique était venue, à partir du 18ème siècle, redimensionner peu à peu les limites d'action du politique, évolution que nous avions nous entrepris de retracer à grands traits dans le premier chapitre de ce travail. Ces limites devaient ainsi « instaurer les conditions pour que fonctionne l'économie de marché et la concurrence[3] ». Mais ces limites, insiste Foucault, ne sont pas imposées par une autorité extérieure et sont donc internes au gouvernement lui-même. Ce principe de limite interne signifie que de cette limitation, « on ne va pas en chercher le principe […] du côté de quelque chose qui serait, par exemple, des droits de nature prescrits par Dieu à tous les hommes, du côté d'une Ecriture révélée […]. Non, cette limitation, il faut en chercher le principe du côté non pas de ce qui est extérieur au gouvernement mais de ce qui est intérieur à la pratique gouvernementale, c'est-à-dire du côté des objectifs du gouvernement[4] ». La théorie foucaldienne nous invite ainsi à ne pas distinguer politique et économie mais bien à comprendre la pratique politique comme marquée du sceau de l'économie politique. Or, l'argumentaire développé par le gouvernement socialiste revenait à entériner cette conviction selon laquelle l'économie, et donc en l'occurrence le marché commun, constituait *de facto* une limite aux possibles de l'action

---

[1] M. Foucault, *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004.

[2] Dans son ouvrage *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, François Cusset a également défendu une telle hypothèse mais sans en proposer un long développement (Paris, La Découverte, 2006, pp.213-214). Ce concept de gouvernement frugal renvoie à la théorie foucaldienne concernant le problème plus large de la gouvernementalité. Par la notion de gouvernement, dont le concept de gouvernementalité s'inspire, Foucault n'entendait pas l'institution « gouvernement » mais l'ensemble des « techniques et procédures destinées à diriger la conduite des hommes » (in *Dits et Ecrits II*, 1976-1988, Paris, Gallimard, 2002, p.944). Nous n'entrerons quant à nous pas dans cette question de la gouvernementalité socialiste, dont Foucault disait d'ailleurs qu'elle n'existait pas (in *Naissance de la biopolitique*, *Ibid*., pp.93 et 95). Nous nous limiterons à mettre en rapport la conception du politique telle qu'elle a été convoquée par le socialisme au pouvoir avec les principes normatifs de l'économie politique tels qu'ils ont initialement été analysés par Foucault. Nous pourrons notamment renvoyer, pour une analyse plus détaillée de ces concepts, à J.-Y. Grenier, A. Orléan, « Michel Foucault, l'économie politique et le libéralisme », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2007/5, 62ème année, pp.1155-1182.

[3] J.-Y. Grenier, A. Orléan, *Ibid*., p.68.

[4] M. Foucault, *Ibid*., p.13.

gouvernementale. Le concept de gouvernement frugal ne renvoie donc pas à l'absence d'action gouvernementale mais à la limite imposée par l'intérieur aux zones d'action du politique. En ce sens, frugale a été l'action du gouvernement Fabius lorsqu'il a décidé d'orienter sa politique vers une plus grande marge de manœuvre laissée aux marchés. François Cusset pouvait ainsi conclure que cette période a vu la consécration d'un processus « d'*autolimitation économique* de la politique, sinon même le résultat d'une très vieille tentative, bien sûr impossible, pour *abolir* la politique[1] ». Abolition en tant que le volontarisme politique, c'est-à-dire non pas « la pratique de l'accommodement ou du compromis mais la volonté de plier la réalité à un programme[2] », avait manifestement subi un certain arrêt. Sur ce point, l'évolution du socialisme au pouvoir est celle d'un volontarisme initial exacerbé puis tu par le renvoi permanent à la logique de la contrainte économique. La vision économique alors adoptée par le gouvernement permettait de sortir des impasses de la politique. Elle offrait une approche alternative à la seule force de la volonté politique et de sa labilité. Mais en acceptant d'adosser le contrôle de leur politique à la logique de l'économie européenne, les socialistes, comme le précise G. W. Ross, « lost control over their own political future[3] ».

Cette défausse sur les institutions européennes est également problématique en ce qu'elle tend à exonérer le gouvernement de ses responsabilités nationales. L'argument selon lequel les contraintes seraient venues uniquement du jeu économique européen incite à faire de l'Europe un objet politique détaché de toute prise politique, autonome et apolitique. Mais cette défausse des responsabilités revient à nier le fait que cette Europe, glorieux bouc-émissaire d'un gouvernement réorientant sa politique, a été construite « en accord avec les pouvoirs politiques nationaux », qui « ont préféré naturaliser les exigences de la modernisation en invoquant la contrainte européenne[4] ». La France a ainsi « adopté des politiques restrictives en matière de finances publiques et de prélèvements obligatoires en invoquant les nécessités de la construction européenne. Mais il s'agit très clairement de

[1] F. Cusset, *Ibid*., p.214. Le terme de dépérissement du politique nous semblerait quant à nous plus approprié que celui d'abolition. Celui-ci suggère une rupture nette et radicale, alors que le premier investit la perte d'une dimension progressive.
[2] E. Cohen, *Ibid*., p.88.
[3] G. W. Ross, "The two Bankruptcies of French Socialism and the End of Social Democracy", *in* Jean-Pierre Beaud et Jean-Guy Prévost, *La social-démocratie en cette fin de siècle*, Presses de l'Université du Québec, 1995, p.28.
[4] E. Cohen, *Ibid*., p.87.

contraintes que se sont données des élites politiques pour réaliser une modernisation qu'elles ne pouvaient initier à partir des jeux politiques nationaux traditionnels[1] ». Par conséquent, les choix économiques assumés n'ont pas été imposés « de l'extérieur à un Etat rétif[2] ». C'est une décision prise de l'intérieur décidée par un gouvernement ayant eu à trancher sur ses orientations. L'argument du réalisme vient en effet masquer la place du choix politique et de ses valeurs. Le gouvernement avait plusieurs choix possibles mais s'est retranché à l'abri du réalisme, masquant ainsi ce qui était en réalité davantage une orientation voulue de l'intérieur que l'effet d'une contrainte extérieure.

2. Le réalisme normatif ?

Si tournant réaliste il y a bien eu dans l'action du gouvernement socialiste, et donc sinon sortie du moins redimensionnement vers le bas du projet normatif au profit d'une attitude davantage descriptive, nous sommes maintenant à même de l'évaluer différemment. Les binarités à composantes rendues étanches habituellement utilisées, par exemple du type wébérien nous semblent, nous l'avons dit, heuristiquement limitées. De même, considérer que ce tournant dans la politique socialiste correspond au dualisme entre utopie et réalisme l'est peut-être davantage. Car la conversion du socialisme français au réalisme a en fait fortement déterminé le contenu idéologique pratique de cette dernière. Même si le réalisme ne peut en aucun cas se revendiquer d'« une idéologie structurée à contenu déterminé et stable[3] », il n'en est pas moins tout à fait normatif. Il nous faut ici revenir à ce que disait Pierre Manent à propos de ces deux catégories et que nous avions présenté dans le premier chapitre de ce travail. Dans *Naissances de la politique moderne*[4], Manent montrait comment le discours à l'indicatif de Machiavel fondait en réalité un discours à l'impératif. L'on peut élargir cette hypothèse et considérer qu'elle est le propre de la logique réaliste. La représentation descriptive du monde qu'elle dit adopter n'en est pas moins elle aussi normative et « se développe et se traduit en *préceptes* à l'usage[5] ». Elle n'est pas uniquement passage du devoir

[1] *Ibid*., p.94.
[2] B. Jobert, B. Théret, « France : la consécration républicaine du néo-libéralisme », *Ibid*., p.80.
[3] G. Moschonas, « Au bord de la rupture. Le grand changement idéologique et programmatique de la social-démocratie contemporaine », in Pascal Delwit (ed.), *Où va la social-démocratie européenne. Débats, enjeux, perspectives*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.42.
[4] P. Manent, *Naissances de la politique moderne* [1977], Paris, Gallimard, 2007, p.12.
[5] P. Manent, *Ibid*., p.12.

à l'être. La logique réaliste élabore elle aussi une prescription refusant l'irréductibilité de la distinction entre être et devoir-être. Elle a donc elle aussi vocation à servir sinon de valeurs, du moins d'orientation. Par conséquent, l'impératif réaliste « d'adéquation à l'indicatif suppose la métamorphose de ce dernier, c'est-à-dire la transformation du monde, *une transformation du monde non moins radicale que celle dont on attribue le projet à l'utopie*[1] ». Le projet réaliste enjoint donc à faire de la nécessité obéissance, à mettre en adéquation le vouloir et l'absence d'alternatives et à faire de la contrainte la ligne directrice de l'action. La force du projet réaliste réside précisément dans cet amalgame entre l'être et le devoir-être, entre le descriptif et le normatif. Là où le projet utopique n'est que devoir-être, le réalisme intègre lui la conservation de l'être et la confond avec le devoir-être, de telle manière à ce qu'ils en viennent à être solidaires et inextricables l'un de l'autre. C'est la raison pour laquelle la critique du politique se parant du réalisme peut sembler insurmontable. En s'abritant derrière le constat du fait, de l'être, et en confondant être et devoir, le réalisme évacue l'idée même de la possibilité d'un discours *autre*.

Si le réalisme est donc normatif, il n'en reste pas moins pour autant une condamnation des contenus et prophéties idéologiques. Il faut donc considérer comme non exclusive la critique qu'il fait de l'idéologie et une certaine orientation politique elle-même normative. L'illustration en est donnée par l'évolution de la politique gouvernementale des socialistes au pouvoir. Le tournant de la rigueur, justifié par la nécessité, a donné lieu à une réorientation politique renforcée idéologiquement par le concept de modernisation. Or, cette réorientation s'est établie en fonction de critères définis et assumés par le gouvernement. De même l'instauration d'une politique d'austérité à la sortie du débat autour du SME n'était pas une fatalité mais un choix de priorité politique. Le réalisme économique invoqué tient du réalisme politique en ce qu'il est l'imbrication des nécessités dictées par des logiques économiques avec la question du devoir-être de la politique socialiste. La soumission de la volonté gouvernementale au fait économique masque en réalité un choix sur la conception même de la politique socialiste. Telle soumission aux logiques voulues par l'économie ne signifie pas que la politique ne soit plus porteuse de valeurs. Comme le précise Myriam Revault d'Allonnes, « le problème du dépérissement du politique […] ne tient pas exclusivement à la limitation du pouvoir étatique […] mais à la réorientation des *finalités* essentielles du

[1] *Ibid*., p.13.

politique[1] ». C'est pour cela qu'il est selon nous inapproprié de considérer cette période comme celle de la perte absolue des valeurs politiques. Si perte il y a, c'est peut-être celle de certaines des valeurs de la gauche. Ou plutôt déplacement, la gauche n'ayant pas cessé d'exister pour autant.

. *Conclusion : un horizon d'action limité*

La gauche gouvernementale, battue aux élections législatives de 1986, remporta à nouveau l'élection présidentielle de 1988. Au cours de son second septennat, François Mitterrand infléchit plus encore la politique gouvernementale vers des compromis avec le libéralisme économique. Il poussa également le parti à « aller plus loin dans l'adaptation de son discours et de ses textes à l'évolution de cette politique[2] ». La *Lettre à tous les Français* de 1988 appela à une sorte de *statu quo* en ne se prononçant ni contre de nouvelles nationalisations, ni contre de nouvelles privatisations. Ce revirement se confirma dans les faits. Ses succès sur le front de l'inflation, de la rentabilité des firmes nationalisées et de la parité du franc n'étaient pourtant pas ce pour quoi la gauche avait été plébiscitée en 1981. Le gouvernement, mené par Michel Rocard jusqu'en 1991, fut fidèle au programme de 1983. Les arguments de campagne n'étaient plus ceux d'un retour au plein-emploi ni d'un volontarisme productif. Fut davantage mis en avant l'engagement européen de la présidence de Mitterrand ainsi que la politique de désinflation compétitive. Les impôts continuaient quant à eux d'être abaissés. Conforme au programme libéral-solidaire, des programmes en faveur de la solidarité furent mis en œuvre par le gouvernement Rocard entre 1988 et 1991, notamment avec le Revenu minimum d'insertion (RMI) et la Contribution sociale généralisée (CSG). Un certain effort sur l'éducation, favorisé par le retour à la croissance, fut également consenti. Mais l'alternance de 1981 a semble-t-il sonné pour le PS la fin des alternatives au modèle capitaliste, si bien que le parti l'entérinait en déclarant au congrès de l'Arche de 1991 que son horizon historique était désormais muré par le capitalisme.

---

[1] M. Revault d'Allonnes, *Le dépérissement du politique. Généalogie d'un lieu commun*, Paris, Flammarion, 1999, p.128.

[2] G. Grunberg, « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique*. *Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011, p.8.

Conclusion de la deuxième partie

L'histoire du socialisme, relue à la lumière du réalisme politique, en éclaire certains aspects. Elle permet de montrer combien la tension entre valeurs normatives et constats descriptifs peut en agencer le débat théorique et doctrinal. Cette histoire a été inaugurée avec le marxisme, qui en suspendant la possibilité d'une politique alternative au constat de l'inertie du réel et de l'Histoire plutôt qu'à une anthropologie du genre humain avait mis à mal la logique utopique du socialisme. C'est par la suite autour du débat autour du réformisme que cette question du réalisme a été récupérée. Si le socialisme français a tardé à apparaître tel qu'il était réellement, la responsabilité en incombe notamment aux ambiguïtés de son modèle génétique et au poids persistant dans la doctrine d'un verbalisme révolutionnaire. Les tentatives de Jaurès et de Blum n'ont pas permis pas de faire se concilier doctrinalement le parti avec les principes du compromis réformiste. Car dans les faits, la politique mise en œuvre au lendemain de la Libération reconnaissait bien les principes de l'économie mixte. Mais autour du mollétisme s'est fédéré un attachement doctrinal qui rendait inenvisageable toute idée de révision. C'est donc dans l'épreuve du pouvoir et en bordant les cadres de son action à la société capitaliste que le PS a entériné son réformisme et posé une limite à son potentiel d'action transformatrice. Le contexte du déclin du faux frère communiste faisait ainsi de la solution réformiste la seule envisageable car immédiatement applicable et par conséquent réaliste. La politique mitterrandienne post-83 a certes conduit au rapprochement du souhaitable et du possible. Mais ce faisant, c'est l'idée même de l'existence d'alternatives à un monde qu'il déclare pourtant encore condamner que le PS a partiellement rejeté. Si l'expérience gouvernementale post-83 s'apparente à une forme de réalisme neutre et a-idéologique, nous avons pu constater ce qu'une telle conception pouvait avoir d'erroné, de réducteur. Elle défausse également la responsabilité du parti dans l'histoire de ses renoncements.

Troisième partie

LE REALISME POLITIQUE A L'EPREUVE DES MILITANTS

Introduction de la troisième partie

La normalisation idéologique du socialisme français va à présent être évaluée au travers de sa militance. La confrontation de l'histoire officielle et doctrinale du parti avec ses membres actifs doit nous permettre de montrer toute la complémentarité, mais également les tensions, qui peuvent exister entre ces deux manières d'appréhender la question du réalisme politique. L'approche socio-historique des tendances structurelles ayant conduit l'organisation partisane socialiste au réalisme, complétée et mise en rapport avec les représentations individuelles des militants relatives à cette question, mérite d'être affinée. Car si le PS semble avoir partiellement validé par la pratique et la doctrine l'inexistence de principes alternatifs aux principes du capitalisme libéral, il ne faudrait pas céder à une vision caricaturale entérinant *sine die* un tel état de fait. Nous n'avons ni prétention à prévoir le futur du parti, ni à anticiper sur des dynamiques éventuelles qui, par définition, demeurent insaisissables. De plus, comme le rappelle très justement Alain Bergounioux, le renoncement au phantasme de la toute-puissance du politique n'implique pas non plus une abdication totale devant la réalité[1]. La tendance démontrée dans la partie précédente n'implique pas que le PS ne soit absolument plus capable de proposer des alternatives politiques et d'être dans un rapport de passivité face à la marche du monde. L'analyse du réalisme militant doit permettre au contraire d'appréhender les ressources dont dispose sur ce point le parti. Notre hypothèse consiste ici à penser que le rapport au réalisme des militants structure idéologiquement la militance socialiste, qu'autour de lui s'articulent des raisonnements et des représentations individuelles opposées et parfois contradictoires. La construction d'idéal-types s'avérera nécessaire à leur formalisation.

[1] A. Bergounioux, *Ibid*., p.69.

Chapitre 5 : Quelle approche empirique du réalisme ?

« Les êtres humains font souvent usage, pour parler de leur vie, de termes et d'expressions bien éloignés du vocabulaire des sociologues de la politique, qui ont de ce fait quelque difficulté à les traduire dans les catégories dont ils se servent pour rendre compte des attitudes, des comportements ou des motivations ».

Jacques Lagroye, Johanna Siméant, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in P. Favre, J. Hayward, Y. Schemeil (dir.), *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p.53.

. Introduction

Cette approche empirique du réalisme politique implique que nous établissions une méthode différente de celle employée au cours de la partie précédente. Après avoir fait dire au parti son réalisme par l'histoire, nous allons à présent le faire dire aux militants. Notre hypothèse consiste ici à dire que les mutations idéologiques du Parti socialiste, engendrées par ses années au pouvoir, ont pu influencer et partiellement conditionner le militantisme de ses membres. Nous pensons que la normalisation idéologique et politique du parti a pu modifier l'univers mental des militants qui, nécessairement, ont à se positionner par rapport à elle. Que ce positionnement s'effectue autour d'une dénonciation, d'un acquiescement ou d'une

neutralité, il donne lieu à tout un « bricolage[1] » intellectuel, personnel et cognitif qu'il s'agira de reconstruire.

I – Une approche empirique

Ce travail empirique se situera au niveau de l'engagement individuel militant. Cette orientation sociologique implique de se détacher de l'approche organisationnelle telle qu'elle a été formulée par la théorie réaliste des partis politiques. Si une telle approche nous semble d'une certaine pertinence dans le cadre d'une approche socio-historique des partis politiques, elle est en revanche inappropriée pour le type de sociologie empirique que nous proposerons ici. Cette sociologie empirique du réalisme politique implique de porter notre attention sur les logiques et perceptions individuelles qui sous-tendent les engagements.

A/ Etude empirique des partis et engagement militant

La sociologie de l'engagement militant, entendue comme forme de participation durable à une action collective et qui vise la défense ou la promotion d'une cause[2], est, au sein de la sociologie française des partis, demeurée longtemps marginale. Par une évolution que nous retracerons ici succinctement, elle a connu un essor dont la responsabilité incombe aux travaux de politistes qui, prenant acte de l'importance de l'empirie, ont renouvelé des cadres d'analyse restés pendant longtemps sous l'influence du quantitativisme et d'une approche holiste.

---

[1] Ce terme est également utilisé par Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki dans leur ouvrage sur le PS (R. Lefebvre, F. Sawicki, *La société des socialistes*, Editions du Croquant, 2006, p.174). L'objectif de cet ouvrage est similaire à celui qu'avait suivi Hugues Portelli en 1980 dans son ouvrage *Le socialisme tel qu'il est*, publié aux PUF en 1980.

[2] Définition utilisée par Frédéric Sawicki et Johanna Siméant dans leur article « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Paris, 2009, doi:10.1016/j.soctra.2008.12.006, p.2. Article consulté le 30/09/2011 sur le lien suivant : http://ceraps.univ-lille2.fr/fileadmin/user_upload/enseignants/Sawicki/Sawicki-Simeant-Socio_du_travail_2009.pdf

1. Une émergence tardive

L'étude sociologique et empirique des partis politiques est relativement récente. L'on trouve certes des travaux passés se revendiquant d'une démarche qualitative dans leur étude des partis. Mais celle-ci est souvent réduite à un usage minimal, à l'image par exemple de l'ouvrage d'Annie Kriegel consacré aux membres du Parti communiste français[1]. Jusque dans les années 1980, la sociologie française du militantisme se résumait le plus souvent soit à une sociologie des organisations centrée sur les relations entre dirigeants militants et adhérents, soit à une sociologie quantitative des militants et des dirigeants, envisagés distinctement. La dimension militante et la question de la sociabilité ainsi que de ses formes de rétributions des membres étaient à ce moment-là relativement marginales. Ce n'est qu'en 1987 dans son ouvrage devenu classique sur les partis politiques que Michel Offerlé appelait au développement d'une approche empirique dans l'étude des partis[2]. De nombreux travaux universitaires témoignent de cette évolution. Citons ainsi, de manière non-exhaustive et selon nos faveurs, les travaux de Julien Fretel sur la recomposition de l'électorat catholique[3] ou ceux de Julian Mischi sur la mobilisation des classes populaires au sein du Parti communiste[4]. Un travail comme celui de Julien Fretel faisait d'ailleurs jusqu'à il y a peu figure d'exception, puisque comme le notent Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, le militantisme partisan « de gauche » est resté en France le terrain de prédilection[5], et ce depuis les travaux pionniers de Bernard Pudal sur le Parti communiste[6] ainsi que les analyses plus récentes sur le militantisme communiste[7]. Si des travaux sont depuis venus atténuer cette image, cette prépondérance tient

---

[1] A. Kriegel, *Les communistes français. Essai d'ethnographie politique*, Paris, Seuil, 1968.
[2] M. Offerlé, *Les partis politiques*, Paris, PUF, Que sais-je (coll.), 1987.
[3] J. Fretel, *Militants catholiques en politique. La nouvelle UDF*. Thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris 1, 2004.
[4] J. Mischi, *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*. Thèse pour le doctorat de science politique, EHESS, 2002. Ce travail a lui aussi fait l'objet d'une publication récente : *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, PUR, 2010.
[5] F. Sawicki, J. Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Paris, 2009, doi:10.1016/j.soctra.2008.12.006, p.3. Consulté le 30/09/2011 sur le lien suivant : http://ceraps.univ-lille2.fr/fileadmin/user_upload/enseignants/Sawicki/Sawicki-Simeant-Socio_du_travail_2009.pdf
[6] B. Pudal, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la FNSP, 1989.
[7] Outre celui déjà mentionné de Julian Mischi, mentionnons également ceux de Frédérique Matonti (*Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La nouvelle critique (1967–1980)*, Paris La Découverte, 2005) et de Nathalie Ethuin (*À l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres du PCF (1970-2003)*. Thèse pour le doctorat de science politique, Université Lille 2, 2003).

du fait que le militantisme communiste est apparu, à tort ou à raison, comme le terrain privilégié de l'étude des identités sociales et des réseaux de sociabilité[1]. Cette sociologie du militantisme, majoritairement quantitative, s'intéressait bien souvent davantage aux organisations partisanes qu'au phénomène militant et aux logiques d'engagement. Le renouvellement a, comme le précisent Sawicki et Siméant, eu lieu au début des années 80 avec l'érosion des paradigmes marxiste et structuraliste qui,

> « en déplaçant l'attention des sociologues vers l'action et les interactions, mais aussi vers l'histoire et donc vers la dialectique action-institution, a profondément influencé la sociologie de l'engagement militant et favorisé son renouvellement à partir du courant des années 1980. D'abord, en conduisant à poser la question taboue des rétributions du militantisme ; ensuite, en dépassant une conception très réductrice de la socialisation militante, soit comme produit de la socialisation primaire, soit comme résultante principale du travail d'endoctrinement et de contrôle idéologique réalisé au sein des organisations. Parallèlement, la recherche s'est intéressée aux mutations des formes d'engagement et des répertoires d'action, de manière là encore transversale. Aussi peut-on caractériser schématiquement le changement intervenu comme l'avènement d'un paradigme individualiste, non au sens strict de l'individualisme méthodologique, mais intégrant l'analyse des interactions entre individus et entre individus et contextes d'action, qui autorise ici à parler de *paradigme interactionniste*[2] ».

D'autres orientations ont par la suite traversé l'étude de l'engagement militant. En effet, à partir de la fin des années 90, en se focalisant sur les « nouvelles formes de militantisme », la sociologie de l'engagement en milieu partisan a eu quelque peu tendance à délaisser l'étude des « trajectoires longues d'engagement de nombre de ceux qui, fût-ce parfois au prix de fortes révisions idéologiques et biographiques, ou au moins d'un travail sur la fidélité à soi-même jamais évident[3] », continuent à militer de manière dite traditionnelle. Actant la crise de la représentation et du déploiement de nouvelles pratiques militantes, cette question du rapport à la fidélité à soi-même et à ses engagements semble en effet avoir été quelque peu délaissée au profit des logiques de désengagement et de désaffiliation[4]. L'étude

---

[1] Nous renvoyons sur ce point à F. Subileau, « Le militantisme dans les partis politiques sous la Cinquième République : état des travaux de langue française », *Revue française de science politique*, 31 (5-6), 1991.
[2] F. Sawicki, J. Siméant, *Ibid*., p.6. Un tel constat est également dressé dans l'introduction donnée par Olivier Fillieule et Nonna Mayer au numéro de la *Revue française de science politique* (vol. 51, 1-2, 2001) consacré à l'engagement.
[3] *Ibid*., pp.4-5.
[4] L'on peut notamment citer dans ce sens les travaux de Jacques Ion (J. Ion, *La fin des militants*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997).

des logiques militantes individuelles a, pendant ces quelques années coïncidé, avec la prédilection pour les mouvements de retrait et de rejet, d'avantage que pour les processus fidéistes. Une lecture caricaturale de ces travaux a d'ailleurs contribué à créer une opposition entre des « anciennes » formes d'engagement, disqualifiées, et de « nouvelles », plus « modernes » et pragmatiques[1].

2. Une approche constructiviste des militants socialistes

De nombreux travaux sont depuis venus enrichir cette sociologie de l'étude des logiques individuelles en milieu partisan. Attentifs aux interactions entre individu, milieu de vie et contexte sociopolitique, ils sont parvenus à proposer une sociologie de l'action au fait des variations individuelles et des hasards biographiques. Réfléchir au militantisme et à l'engagement militant en termes de temporalité et de position dans une trajectoire, comme le propose par exemple Laurent Willemez[2], peut s'avérer particulièrement fécond. Le militantisme est ainsi perçu comme « le processus même de constitution de l'identité individuelle », c'est-à-dire « dans la manière dont il est pris dans les appartenances sociales des individus[3] ». Cette analyse de l'engagement en termes de temporalités permet de poser les conditions par lesquelles celui-ci se perpétue et de le rattacher aux aspects proprement subjectifs des individus qui l'investissent. Ainsi, le fait que soient envisagées les conditions de retrait de la vie militante permet de comprendre *ex negativo* les conditions de la fidélité militante. Nous ne limiterons par conséquent pas notre étude à la question des formes et des modalités de l'engagement[4]. L'objectif sera plutôt de saisir ce qui contraint, objectivement et subjectivement, de restituer « les possibles et les contraintes[1] » des militants socialistes.

---

[1] L'idée d'un âge d'or passé du militantisme auquel font implicitement de tels travaux pose en soi un premier problème. Dans son étude du Secours populaire, organisation caritative liée au PCF, Axelle Brodiez a ainsi pu montrer comment la question de la fidélisation d'effectifs très instables a dès les années 1950 constitué une préoccupation essentielle pour ses responsables (A. Brodiez, *Le Secours populaire français 1945-2000*, Paris, Presses de Sciences-po, 2006).

[2] L. Willemez, « *Perseverare Diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et Politiques*, n°51, 2004. Consulté le 06/10/2011 sur le lien suivant : http://id.erudit.org/iderudit/008871ar

[3] L. Willemez, *Ibid*., p.71.

[4] Dans l'ouvrage qu'ils consacrent à l'étude des militants socialistes, Henri Rey et Françoise Subileau adoptent par exemple une telle perspective : « Le problème central que nous avons essayé de résoudre est de comprendre qui s'engage et pourquoi, autrement dit de repérer les principaux facteurs

Une telle approche peut également être appréhendée par le biais de la problématique constructiviste. Celle-ci, comme le rappelle Philippe Corcuff, ne doit pas être considérée « comme une nouvelle « école » ou un nouveau « courant » doté d'une homogénéité. Il s'agit plutôt d'un espace de problèmes et de questions, auxquels travaillent des chercheurs très divers quant à leurs itinéraires intellectuels, aux ressources conceptuelles utilisées, aux méthodes mises en œuvre ou à leurs rapports au travail empirique[2] ». Selon cette approche, les réalités sociales vécues par les individus sont « à la fois *objectivées et intériorisées*[3] ». Les ressources constituées par l'histoire, les institutions, les individus et les groupes viennent contraindre et conditionner l'action des individus. Ces ressources s'inscrivent alors « dans des mondes subjectifs et intériorisés, constitués notamment de formes de sensibilité, de perception, de représentation et de connaissance[4] ». L'intériorisation de ces univers extérieurs permet à ce que les individus puissent les transformer et en créer de nouveaux. Ainsi, « l'action, en tant qu'historique, se dépose et s'objective dans une extériorité qui pèse sur l'existant comme une contrainte inéliminable et qui pourtant, en même temps, lui ouvre un avenir réel[5] ». Cette approche permet donc de saisir tant les contraintes de l'existant sur les individus que la manière dont elles permettent un travail d'ouverture vers un champ des possibles encore inconnu.

Notre travail nous relie également à la sociologie compréhensive. Cette sociologie, d'inspiration wébérienne, ne cherche pas tant à déterminer les causes d'un phénomène qu'à en comprendre subjectivement les causes. Cette méthode, qui se rattache à l'individualisme méthodologique, s'intéresse aux actions, aux croyances et aux croyances des individus et considère qu'elles coïncident avec le sens qu'y investit l'acteur[6]. Cette démarche, compréhensive et inductive, visera par conséquent l'analyse, la comparaison et l'interprétation des militants autour de la question du réalisme politique.

---

explicatifs de ce comportement », in *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la FNSP, 2001, p.14.

[1] *Ibid*., p.14.

[2] P. Corcuff, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995, p.17.

[3] *Ibid*., p.18.

[4] *Ibid*., p.18.

[5] « Philosophie politique et philosophie analytique », in J. Ladrière, P. Van Parijs (éd.), *Fondements d'une Théorie de la Justice*, Louvain-La-Neuve, Editions de l'Institut supérieur de philosophie, 1984, p.220. Cité par P. Corcuff, *Ibid*., p.18.

[6] Nous renvoyons ici à l'article sur Max Weber écrit par Michael Sukale, Dirk Kasler et Raymond Boudon, in M. Borlandi, R. Boudon, M. Cherkaoui et B. Valade (sous la dir.), *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2005, pp.744-752.

Il nboudous faut ici nous arrêter sur cette figure du « militant » et définir ce que l'on entendra par ce terme. Si l'on s'en réfère à la définition qu'en donne René Mouriaux, la notion de militant désigne « un individu qui lutte au service d'une cause collective de manière continue[1] ». Au sein d'un parti politique, les militants en sont les membres actifs. Une telle définition soulève deux types de questions : doit-on considérer que seuls les bénévoles font figure de militants et ainsi exclure de cette catégorie d'une part les professionnels de la politique, permanents ou élus, qui sont employés et rémunérés par le parti ? L'on sait pourtant grâce aux travaux de Daniel Gaxie que les rétributions qu'apporte l'activité partisane peuvent s'étendre à tous les niveaux du monde militant[2]. Doit-on d'autre part considérer les dirigeants responsables comme des non militants ? A l'inverse, comment distinguer les militants des simples adhérents ? Cette question est d'autant plus sensible que les transformations du PS tendent peu à peu à introduire une perméabilité entre militants et adhérents et à brouiller leur frontière. Jean Maitron nous proposait pour cela d'introduire un facteur de continuité : « Un militant, ce n'est pas l'ouvrier qui prend part occasionnellement à un mouvement, qui accepte une seule fois des fonctions temporaires dans un organisme plus ou moins stabilisé. Militantisme est synonyme de continuité[3] ». Si Maitron pouvait écrire une telle chose à propos des militants du 19ème siècle, les rythmes partisans sont aujourd'hui différents et varient selon la position qu'occupe le parti (au pouvoir ou dans l'opposition) et le calendrier électoral (échéances électorales ou non). Le degré d'investissement varie en fonction de la vie du parti mais aussi en fonction de facteurs extra-partisans qui peuvent tenir éloignés les militants de la vie de leur parti. A partir de ces contraintes, ont été considérés comme militants dans cette enquête les individus se définissant comme tels, renouvelant annuellement leurs cotisations et déclarant avoir ou avoir eu dans une période de moins d'un an des activités régulières de militantisme : participation à des réunions ou à des groupes de travail, à des formations, à des collages d'affiches ou diffusions de tracts. Les élus locaux ainsi que les permanents du parti ont été intégrés à notre définition, la professionnalisation n'étant pas incompatible avec la poursuite d'activités militantes.

---

[1] R. Mouriaux, *Les syndicats dans la société française*, Paris, Presses de la FNSP, 1983, p.54.
[2] D. Gaxie, « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 29 (4-5), 1979.
[3] J. Maitron (éd.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français 1789-1864*, T.1, Paris, Editions Ouvrières, 1964, p.23. Cité par R. Mouriaux, *Ibid*., p.55.

Nous n'avons en revanche pas mené d'entretiens avec des dirigeants socialistes, et ce pour des raisons qui tiennent en premier lieu à la spécificité de la position de dirigeant politique. Celle-ci est vectrice de contraintes venant compliquer l'effectuation d'un travail d'enquête. La première est d'ordre temporel. En effet, dans un parti aussi numériquement important et institutionnalisé que le Parti socialiste, les délais d'obtention de rendez-vous auprès de dirigeants peuvent être extrêmement longs. Selon la position et la fonction du dirigeant visé, toute une démarche protocolaire vient étendre dans le temps la prise de contact. Celle-ci se fait par des intermédiaires chargés de relayer par étapes la demande du jeune chercheur. A moins d'avoir des « entrées » à un certain niveau du parti, ce qui n'était pas spécifiquement notre cas avant d'avoir mené notre travail d'enquête, cette période peut être relativement longue. Il faut en outre se soumettre à une présentation des questions qui seront posées au dirigeant, à la manière des journalistes qui « préparent » l'interview avec les conseillers. Une fois la prise de contact effectuée et le rendez-vous donné, les conditions d'effectuation de l'entretien sont elles aussi soumises à des contraintes. L' « agenda » des dirigeants politiques étant généralement extrêmement serré et organisé bien en amont, d'autant plus lorsqu'approchent des échéances électorales, il est très difficile d'obtenir une marge de temps suffisamment longue. La variable temporelle est bien trop importante dans un travail de terrain pour qu'elle soit négligée. Elle conditionne fortement la dimension qualitative de l'entretien par la relation de confiance qu'elle permet d'instaurer entre l'enquêteur et l'enquêté. Nos craintes étaient donc à ce niveau liées au risque de voir se réduire notre travail d'enquête à une simple investigation, plus journalistique que sociologique, et de ne pas être en mesure d'instaurer une certaine lenteur et profondeur pendant l'entretien.

Un second facteur a joué dans le choix de ne pas rencontrer de dirigeants socialistes. Habituées à distiller leurs informations et à contrôler leur image, nous prenions le risque d'être « roulé » par des personnes préparées à se sortir des situations les plus épineuses ou embarrassantes. Mener des entretiens avec des dirigeants suppose à cet égard « une vigilance particulière[1] » que nous préférions, dans un premier long travail de recherche, nous éviter. Ce maniement est également conforté par la situation de domination dans laquelle nous risquions de nous retrouver. Une telle position peut s'avérer courante chez les chercheurs en sciences sociales travaillant dans des milieux constitués d'élites : « Selon les positions de l'enquêteur,

[1] S. Cohen (dir.), *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999, p.7.

celui-ci intégrera plus ou moins cette imposition et, partant, intériorisera plus ou moins la domination. La fascination que l'on a pu éprouver face à certains enquêtés représentant l'incarnation du pouvoir révèle bien le degré d'intériorisation de cette domination sociale et de sa subjectivité[1] ». Et d'autant plus lorsque l'enquêteur en question est jeune, ni « installé » ou reconnu au sein de la profession.

B/ Procédure de l'enquête

A présent qu'ont été spécifiés nos cadres d'analyse et la population visée dans notre enquête, nous allons en préciser son opérationnalisation empirique. De nos techniques d'enquête ont été exclues celles liées à l'observation. Ne nous intéressant pas aux pratiques mais à la subjectivité militante, nous les avons jugées d'un intérêt limité. Elles ont rapidement été évacuées de notre boîte à outils. Des discussions informelles avec des militants ont néanmoins été à la source des premières réflexions qui ont mené à ce travail et l'ont nourri en permanence. Nous n'avons pas jugé nécessaire de les systématiser ici, tant elles ont été éparses, diverses et étalées dans le temps.

1. L'élaboration de la grille d'entretiens

La démarche constructiviste et compréhensive que nous avons suivie nous a conduit à privilégier une technique d'entretien. Nous sommes pour cela parti du postulat selon lequel faire parler un individu de lui-même permet de créer des conditions où sa parole devient elle-même l'objet central de l'entretien, où elle est mise en avant, au détriment relatif de la question de sa situation professionnelle ou fonctionnelle[2]. Cela nous a conduit à l'élaboration d'une technique d'entretien à même de maximiser la compréhension des discours de nos enquêtés dans le temps court d'un entretien à partir de l'élaboration d'une grille construite en trois parties :

[1] H. Chamboredon, F. Pavis, M. Surdez, L. Willemez, « S'imposer aux imposants », *Genèses*, 16, juin 1994, p.116.

[2] Dans le sens où nous ne visons pas une typologie du rapport au réalisme des militants en fonction de leur profession ou même de leur fonction au sein du parti. C'est la raison pour laquelle nous ne nous sommes guère penchés sur l'influence des variables « lourdes » telles le sexe ou l'appartenance sociale des militants.

- la première partie de notre guide d'entretiens a consisté à orienter nos questions de manière à nous permettre de connaître la trajectoire personnelle de l'enquêté. Plusieurs questions ont ainsi été posées sur les études menées, le parcours professionnel de l'enquêté ainsi que son milieu social et politique d'origine[1]. A ce rappel biographique faisait suite une série de questions sur les motivations de son engagement au PS ainsi que sur les conditions objectives de cet engagement. Ces questions ont constitué un moyen d'obtenir un matériau substantiel sur l'espérance et l'horizon d'attente initiaux de l'engagement.

- Une seconde partie de notre guide a porté sur l'opinion que l'enquêté vis-à-vis de l'évolution du PS et sur l'état du socialisme aujourd'hui. Il s'agissait pour nous de saisir les représentations des enquêtés sur la situation de la cause collective les fédérant. Nous avons insisté dans nos questions sur la perception des éventuels renoncements et de l'évolution idéologique du parti. Cette partie a été la plus fournie et a souvent constitué un exutoire pour des militants en mal de leur parti.

- La troisième et dernière partie avait pour objectif de questionner l'enquêté sur ses espérances et idéaux politiques actuels. Nous avons progressivement réajusté cette partie du guide d'entretiens après nous être rendu compte que, de manière récurrente, les derniers moments de notre conversation étaient pour nos enquêtés l'occasion de faire un « bilan » personnel des raisons et des motivations qui pouvaient les animer après le relatif constat d'échec qui était le leur. Nous avons alors orienté nos questions en fonction et tenté de les mettre en résonance avec les attentes et espérances initiales et les raisons premières de leur engagement. Cette partie a d'ailleurs souvent été la moins directive et la plus ouverte.

Notre guide d'entretien a évolué et s'est adapté au cours de notre enquête. La grille sur laquelle nous nous sommes fixés après une dizaine d'entretiens est la suivante :

[1] En réalité, ces questions étaient généralement abordées directement par les militants eux-mêmes, nombreux de ceux que nous avons rencontrés étant, comme nous le verrons dans la section suivante, familiers des méthodes issues des sciences sociales.

Données personnelles du militant

- Sexe - Age - Etudes et parcours professionnel - Profession des parents - Section et fédération d'appartenance - Fonction au sein du PS - Motion soutenue au congrès de Reims - Date d'adhésion au PS

Parcours du militant

- Pouvez-vous me raconter comment vous en êtes arrivés à adhérer puis à militer au PS ? - Est-ce qu'auparavant vous aviez eu d'autres engagements, qu'ils soient associatifs, politiques ou citoyens ? - Vous-êtes vous déjà sentis proche de partis ou de groupes politiques dits plus à gauche ou plus radicaux que le PS ? - Diriez-vous que vous avez été influencé par certains de vos proches dans votre engagement ? Etiez-vous déjà familiarisé avec les pratiques militantes, que ce soient par votre cercle familial, professionnel ou amical ? - Pourquoi avoir choisi spécifiquement le PS pour vous engager ? - Quel sens donniez-vous initialement à votre engagement socialiste ? - Est-ce que le fait que le PS soit un parti de gouvernement a pu compter dans votre engagement ? Auriez-vous pu vous engager dans un parti n'ayant jamais été membre d'un gouvernement ?

Regards sur le PS et la gauche

- Pouvez-vous me définir ce que signifie pour vous être socialiste aujourd'hui ?
- Quels sont pour vous les thèmes de prédilection de l'engagement socialiste ?
- Quels sont les causes qui vous mobilisent le plus et constituent le moteur de votre engagement ?
- Comment jugez-vous l'évolution du PS depuis son accession au pouvoir en 1981 ?
- Quel regard portez-vous sur le tournant politique opéré par le gouvernement Fabius en 1983 ? Etait-ce selon vous un choix qui aurait pu être évité ?
- L'on reproche souvent au PS d'être un peu trop frileux dans sa critique du libéralisme. Quel regard portez-vous par exemple sur les politiques de privatisation pratiquées par le gouvernement Jospin entre 1997 et 2002 ?
- Pensez-vous que le PS soit un parti trop focalisé sur la question du pouvoir ?
- Par rapport à la question des alliances politiques, quelle devrait être la ligne du PS ?
- Les primaires qu'organisent le PS vous semble-t-elle une bonne chose pour le parti ?
- La présidentialisation du parti qu'elles peuvent impliquer peut-elle pour vous présenter un risque ?
- Quel regard portez-vous sur les partis politiques dits plus à gauche que le PS ?

Idéal et horizon transformateur

- Vous sentez-vous optimiste ou pessimiste quant à l'avenir ?
- Comprenez-vous les sentiments de fatalisme qui peuvent traverser la société française ?
- Comment jugez-vous votre rapport au marxisme ? Diriez-vous qu'il vous a influencé dans votre militantisme ? Peut-être aujourd'hui une grille de lecture pour comprendre le monde actuel ?
- Considérez-vous qu'il existe encore aujourd'hui une idéologie capable de donner son orientation au PS ?
- Est-il possible aujourd'hui d'adopter des politiques de rupture vis-à-vis du capitalisme et du libéralisme ? Est-ce le rôle d'un parti comme le PS ?
- Le PS défend-il aujourd'hui correctement les valeurs pour lesquelles vous vous êtes engagés ?

- Comment parvenez-vous à faire coïncider vos aspirations à un monde meilleur avec la réalité ?
- Ressentez-vous à cet égard une certaine frustration ? Peut-elle vous faire douter de votre engagement ?
- Avez-vous déjà pensé à quitter le PS ? Si oui, pour un autre parti ? Et si oui, lequel ?

L'opérationnalisation de ce travail d'enquête a souffert de difficultés importantes. Lors des premiers entretiens exploratoires menés, nous avons fait preuve d'une certaine naïveté en posant directement et explicitement à l'enquêté des questions autour du concept de réalisme politique. Nous pensions, à tort, que très naturellement se libérerait une parole que nous aurions pu ensuite orienter. Devant les blancs et les demandes de précisions auxquels nous avons été confronté, nous avons été conduit à repenser notre guide d'entretien et à faire intervenir cette question du réalisme d'une autre manière. Nous sommes pour cela reparti de l'hypothèse que nous avions formulée à propos de l'histoire du socialisme français, celle du compromis entre volonté de rupture avec le modèle politique et économique en place et intégration à celui-ci. Nous avons tenté de faire dire aux militants socialistes ce que nous avons fait dire à cette histoire de la social-démocratie en insistant sur leurs déchirements, renoncements et contradictions. Cela nous a conduit à évaluer le fossé qu'il pouvait y avoir ou non entre leurs idéaux, utopies, attentes, et les obstacles à ceux-ci. La compréhension des éventuelles contradictions, conciliations et arrangements des militants nous a ainsi permis de constituer un récit autour de la question du réalisme politique et de la manière dont il était vécu et « géré » par les militants.

2. Echantillons et enquêtés

La construction de notre échantillon d'enquête avait pour objectif de refléter l'ensemble des sensibilités politiques au sein du parti, de celles majoritaires aux plus marginales. Pour ce faire, nous avons construit notre échantillon à partir des résultats obtenus par les six motions présentées au premier tour du congrès de Reims réuni les 14, 15 et 16 novembre 2008. Les motions sont des textes d'orientation de politique générale du parti déposées dans la phase finale du congrès et soumis au vote de tous les adhérents. Elles sont rédigées à partir de plusieurs contributions qui les préparent et se construisent autour de

courants. La liste des textes de motion est arrêtée par le Conseil National de synthèse. Les adhérents sont ensuite appelés à voter pour la motion qui correspond à leur ligne politique. Chaque motion est défendue par un leader appelé à prendre la tête du parti si sa motion recueille la majorité des suffrages. Ce vote a lieu au congrès, instance suprême du parti, qui se tient tous les trois ans. Ces motions sont le socle autour duquel s'établissent les regroupements individuels dans le cadre de la compétition intrapartisane. Leur existence, comme le rappelle Thierry Barboni, est liée à l'adoption, à l'issue du congrès d'Epinay, « d'un mode de désignation des dirigeants du parti à la proportionnelle avec un seuil de 5%[1] ». Si ce sont elles qui structurent idéologiquement le parti, le jeu des motions obéit également à des enjeux internes et à des luttes de clan qui régissent leur structuration. Les enjeux de pouvoir internes font qu'ils tendent « à se désagréger ou se recomposer au gré des fluctuations de popularité de leurs dirigeants[2] ». La présidentialisation du parti engagée depuis plusieurs années conforte ces mécanismes et fait des courants des « écuries présidentielles ». Comme l'avance Rémi Lefebvre, « les courants ne s'adossent plus véritablement à un travail intellectuel », structurent certes le jeu interne mais de manière « largement désidéologisé[e][3] ». Les soutiens aux différentes motions suivent des logiques qui n'ont pas simplement à voir avec les orientations idéologiques et doctrinales. Ce constat, pour vrai qu'il soit, est à nuancer en ce qui concerne les militants les moins élevés dans la hiérarchie, même locale, du parti. Les positions des militants face aux enjeux de pouvoir interne ne sont pas égales et ne suivent pas toutes les mêmes logiques. Il serait abusif et cynique de réduire l'ensemble des orientations des militants à des logiques de pouvoir. En construisant notre échantillon en fonction d'elles, nous n'avons donc pas cherché une représentation stricte de la structuration idéologique du parti mais une prise en compte plus ou moins fidèle des différentes sensibilités et orientations politiques.

Lors du congrès de Reims, six motions étaient en lice, et ont obtenu, à l'issue de la Commission des résolutions, les scores suivants :

---

[1] T. Barboni, *Les changements d'une organisation. Le Parti socialiste, entre configuration partisane et cartellisation (1971-2007)*, Thèse pour l'obtention du doctorat de science politique, Université Paris, 2008, p.43.
[2] A. Bergounioux, *Les socialistes*, Le Cavalier Bleu/ Idées reçues, 2010, p.83.
[3] R. Lefebvre, *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Editions Raison d'Agir, 2011, p.28.

Motions	Scores obtenus
Motion A - « Clarté-courage-créativité », autour de Bertrand Delanoë	25,24%
Motion B - « Pôle écologique », autour de Christophe Caresche	1,59%
Motion C - « Un monde d'avance », autour de Benoît Hamon	18,52%
Motion D - « Changer à gauche », autour de Martine Aubry	24,32%
Motion E - « Fiers d'être socialistes », autour de Ségolène Royal	29,08%
Motion F - « Utopia », autour de Franck Pupunat	1,25%

. Tableau 1 : Résultats par motions – Congrès de Reims 2008

Aucune synthèse n'ayant été trouvée à l'issue du vote des adhérents, Martine Aubry, Benoît Hamon et Ségolène Royal ont tous trois présenté leur candidature au poste de Premier Secrétaire. A l'issue du premier tour, les résultats étaient les suivants : 42,5% pour Ségolène Royal, 34,7% pour Martine Aubry, 22,8% pour Benoît Hamon. Au second tour, après que la commission de récolement a *in extremis* donné son aval, Martine Aubry a obtenu 50,04% des voix, contre 49,96% à Ségolène Royal. La première a donc été élue Première Secrétaire du parti à l'issue du Conseil national du 25 novembre, et ce à 102 voix près.

A partir de ces résultats, notre échantillon théorique aurait en conséquence dû s'élaborer selon la répartition suivante, avec chiffres arrondis à l'unité supérieure :

Motion A	10,01 soit 10 enquêtés
Motion B	0,6 soit 1 enquêté
Motion C	7,4 soit 8 enquêtés

Motion D	9,7 soit 10 enquêtés
Motion E	11,6 soit 12 enquêtés
Motion F	0,5 soit 1 enquêté

. Tableau 2 : Répartition théorique des enquêtés selon les motions

Cet échantillon théorique de 42 enquêtés ainsi répartis a été refondu et rééquilibré. D'une part pour qu'il corresponde au nombre de nos entretiens. Et ce également afin d'accorder une place plus importante aux militants ne se situant pas dans le jeu des motions et des courants majoritaires. Car au fur et à mesure de nos entretiens, nous avons pu constater tout le sens qu'il pouvait y avoir dans la démarche de ces « marginaux » du parti. Leur faiblesse numérique contraste fortement avec la richesse du contenu subjectif de leur militantisme. Nous avons ainsi pu constater à quel point existe chez ces militants un travail critique et de réenchantement politique. Ces militants ayant une importance réelle dans la reconstruction du sens et de l'identité militante, c'est afin de mieux en saisir l'impact que notre échantillon effectif a été rééquilibré de la manière suivante, en réajustant les quatre motions majoritaires de façon à ce qu'elles représentent des parts égales. A également été réévaluée pour des raisons similaires la place des « sans motions » :

Motion A	8
Motion B	2
Motion C	8
Motion D	8
Motion E	8
Motion F	2
Sans motions	4

. Tableau 3 : Répartition effective des enquêtés selon les motions

La seconde entrée à partir de laquelle nous avons élaboré notre échantillon est géographique et avait pour but de diversifier notre terrain d'enquête. Nous avons ainsi rencontré des militants de trois fédérations de l'Ile-de-France : Paris, Seine-et-Marne, Yvelines. La fédération rassemble les sections au niveau départemental. C'est elle qui met en œuvre la politique du parti pour chaque département. Les instances y sont renouvelées à chaque congrès. Le Conseil fédéral est l'instance de décision de la fédération et délègue certaines de ses prérogatives au Bureau fédéral. Bien que ces variables n'aient pas vocation à être comparatives, dans le sens où nous ne ferons pas de typologie du rapport au réalisme des militants selon la fédération d'appartenance, il nous semblait important de sortir la parole militante du tropisme parisien, du moins de ne pas nous y limiter. Nous aurions pu pousser cette logique plus en avant et sonder des paroles militantes issues de diverses traditions du socialisme français. Mais cela n'aurait eu véritablement de pertinence que si notre objectif était de comparer des traditions différentes du socialisme français et leurs implantations locales[1]. La répartition relative aux motions a donc été retranchée sur les trois fédérations. La distribution finale des militants s'est faite de la manière suivante. Les noms ont, comme il est d'usage de le faire, été changés[2]. Sont précisés entre parenthèses les âges des militants :

Fédérations / Motions	**Paris (75)**	**Seine-et-Marne (77)**	**Yvelines (78)**	**Total**
Motion A	François (27) Anne (65) Clara (27)	Abdel (24) Walter (58) Michaël (29)	Patricia (27) Henri (61)	8
Motion B	Emmanuel (29)	Nicole (29)		2
Motion C	Adrien (28) Mickaël (30)	Alain (70) Antoine (29)	Malik (25) Xavier (56) Florent (25)	8

[1] Comme le fait par exemple Frédéric Sawicki qui, dans son analyse des usages locaux du parti, choisit de comparer, en plus de l'Ille-et-Vilaine, en raison de leurs caractéristiques contrastées (F. Sawicki, *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris Belin, 1997).

[2] Certains militants nous ont explicitement fait cette demande, le plus souvent ceux cumulant discours critique sur le parti et responsabilités locales. La garantie d'anonymat, rappelée à chaque prise de rendez-vous, n'a parfois pas été suffisante pour quelques uns qui n'ont pas accepté de nous rencontrer.

		Françoise (68)		
Motion D	Sophie (22) Sébastien (25) Pauline (24)	Camille (32) Marc (58)	Jean (55) Thibault (27) Jean-Paul (68)	8
Motion E	Christian (63) Céline (24) Sandra (30)	Clément (23) Ivan (25) Emilien (24)	Anne-Marie (59) Samantha (28)	8
Motion F	Sylvie (58)		Simon (28)	2
Sans motions	Antonin (23)	Jacques (67) Valentine (27)	Pierre (36)	4
Total	14	14	12	40

. Tableau 4 : Répartition globale des enquêtés

La construction de notre échantillon en fonction des motions et des courants n'a toutefois pas permis de refléter l'agencement des militants autour de la question du réalisme. Notre travail d'enquête a en effet révélé que les positions des militants ne s'articulaient pas nécessairement ni systématiquement en fonction des motions autour desquelles nous avions construit notre échantillon. Les positions des militants ne suivent pas une logique permettant d'en faire une typologie selon les motions soutenues. Donnant raison au constat établi précédemment par Rémi Lefebvre, les motions sont structurées de manière trop désidéologisées pour qu'elles puissent nous servir à catégoriser le rapport au réalisme des militants. Ce constat nous à ainsi amener à la construction d'idéal-types. L'outil idéal-typique, conceptualisé par Max Weber, permet l'interprétation du sens visé par le biais d'une construction abstraite. Outil conceptuel de la compréhension causale, il rejette l'hypothèse unicausale des attitudes et des comportements. Ce concept ne vise ainsi pas une copie de la réalité, simplement une construction permettant de la rendre compréhensible. Comme le précise Max Weber,

> « on obtient un idéal-type *en accentuant* unilatéralement *un ou plusieurs* points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes donnés *isolément*, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre et par endroits pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement, pour former un *tableau de pensée* homogène. On ne trouvera nulle part empiriquement un pareil tableau dans sa pureté conceptuelle : il est une utopie[1] ».

L'accentuation des traits qualitatifs de la réalité s'apparente à des tableaux de pensée inexactes mais opératoires. Ils ne sont pas un but en soi mais un outil heuristique. Notre enquête portant sur les logiques de vécu, une analyse en terme idéal-typique se donne pour objectif de « contribuer à expliciter les effets de ces phénomènes structurels, d'ordre macrosociologique, sur les attitudes et les comportements des individus[2] ». Il s'agit donc d'élaborer des lieux typologiques, tout en ayant à l'esprit que « les expériences vécues ne correspondent jamais parfaitement avec l'un des types de réinterprétation. Aucun type ne se retrouve à l'état pur dans la réalité des expériences vécues[3] ». Nous nous sommes rendus compte de la pertinence et de la nécessité d'une élaboration d'idéal-types à l'issue de notre analyse thématique transversale et de l'établissement d'une grille de thèmes communs à notre corpus. Il nous est dans un premier temps apparu que se dégageait chez les militants deux types de représentation du réalisme. Le premier se réduisait à l'intériorisation plus ou moins passive du réalisme politique et de ses effets sur les possibles du socialisme. Selon ce type de discours, les marges de manœuvre dont le politique dispose aujourd'hui sont si faibles qu'elles ne permettent plus que soient élaborées des alternatives politiques jugées crédibles[4]. Le second type renvoie inversement aux discours militants réaffirmant la nécessité à s'émanciper, du moins partiellement, des compromis passés par le socialisme avec la réalité. Pour ceux-là, cette mise à distance des impératifs du réalisme est la condition même de leur engagement au sein du PS[5]. L'analyse descriptive fournie à partir de ce premier traitement nous a ensuite permis d'affiner le second type-idéal. En en ordonnant progressivement les éléments, nous avons constaté qu'existait un troisième type-idéal. Fondé sur un retournement du sens imposé par le réalisme, le discours militant constitutif de ce type cherche à substituer

---

[1] M. Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Plon, 1965, p.181.
[2] D. Schnapper, « Elaborer un type idéal », in Serge Paugam (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2010, p.303.
[3] D. Schnapper, *Ibid*., p.306.
[4] Voir chapitre 6.
[5] Voir chapitre 7.

au désenchantement et au fatalisme du parti un réenchantement passant par la réaffirmation des pratiques militantes et par une reformulation du socialisme[1].

Concernant la conduite de ces entretiens à caractère semi-directif, précisons enfin qu'ils ont tous fait l'objet d'un enregistrement après accord préalable. Ils ont été menés entre septembre 2009 et juin 2010. Ils ont eu pour durée moyenne entre une heure et une heure et demie, avec de grosses variations. Signalons également que sur les quarante-sept entretiens effectués, sept ont été perdus, pour des raisons qui tiennent à notre maladresse informatique. Dans le tableau récapitulatif ne seront donc présentés que les quarante enquêtés dont l'enregistrement est en notre possession. Ce travail d'enquête s'est étendu sur une dizaine de mois. Du point de vue de sa réalisation technique, nous n'avons eu aucune difficulté à pénétrer le milieu militant et à trouver un accueil généralement très favorable. Nous avons démarré notre enquête à partir de notre réseau de connaissances, avant de l'élargir au fur et à mesure. Les prises de contact se sont ensuite faites par effet « boule de neige », en demandant à nos enquêtés de nous communiquer les coordonnées d'autres militants. Nous nous sommes cependant vite aperçu que cette mise en contact concernait des militants de sensibilités politiques relativement proches. Ils n'offraient donc qu'une hétérogénéité très relative et n'étaient pas à la mesure de la diversité idéologique du PS. Nous avons ainsi dû multiplier nos « filons » d'entrée. L'unique difficulté matérielle à la réalisation de l'enquête a tenu de sa proximité avec les élections régionales de mars 2010. Nous avons eu pendant cette période plus de difficultés à rencontrer les militants, occupés à faire campagne. Les rendez-vous ont souvent été reportés à des dates ultérieures aux scrutins. Seule une minorité de militants ne nous a jamais recontacté.

[1] Voir la 2ème section du chapitre 7.

II – Retour sur le terrain : un doctorant-sociologue chez les socialistes

Nous souhaiterions ici poser un regard rétrospectif sur les dix mois d'enquête effectués auprès des militants. Les réflexions sur les rapports entretenus par les chercheurs avec l'objet d'étude partisan sont d'ailleurs assez rares et témoignent d'une forme de spécificité de cet objet[1]. Un récent numéro de la *Revue internationale de politique comparée* est d'ailleurs entièrement consacré à cette question, venant témoigner explicitement d'une volonté de remédier à cette situation[2]. Parallèlement, certains travaux insistent sur la difficulté à mener des enquêtes de terrain au sein des institutions partisanes :

> « L'enquête sur des acteurs en position dominante économiquement ou politiquement est, elle aussi, périlleuse : elle induit des effets d'intimidation, de séduction ou de flatterie, renforcés par la capacité à manœuvrer de personnalités rompues à l'art de gouverner ou de communiquer. Les organisations bureaucratiques et partisanes disposent d'une panoplie de contraintes, de sanctions, d'interdictions que l'on ne trouve pas sur d'autres terrains, mises en œuvre en vue d'orienter, de tronquer ou de bloquer le cours de l'enquête[3] ».

S'il y a sans doute une difficulté qui tient à la spécificité de l'objet politique[4], il importe cependant de rappeler qu'elle dépend étroitement du parti politique faisant l'objet de l'enquête : comment ainsi mettre sur le même plan la réalisation d'une enquête au sein d'un parti groupusculaire et d'un parti de gouvernement ? Cette question, posée de manière quelque peu caricaturale, doit nous permettre d'avoir en mémoire que l'étude d'un terrain partisan dépend étroitement de spécificités qui viennent complexifier toute approche réflexive

---

[1] L'ouvrage de Daniel Bizeul sur le Front national fait exception. Il est sans doute l'un des premiers à consacrer tout un chapitre à une réflexion autour de son travail d'enquête (D. Bizeul, *Avec ceux du FN. Un sociologue au front national*, Paris, La Découverte, 2003).

[2] « Cette absence de réflexion collective des chercheurs travaillant sur des partis politiques dans des contextes très différents mais souvent confrontés à des problèmes similaires nous a paru dommageable », (M. Aït-Aoudia et al, *Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées*, Revue Internationale de Politique Comparée, Vol.17, n°4, 2010, p.10).

[3] D. Cefaï, V. Amiraux, « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales », *Cultures et conflits*, n°47, automne 2002, p.5-48. Consulté le 3 mai 2011 sur le lien suivant : http://conflits.revues.org/index829.html.

[4] Cécile Péchu a par exemple souligné la difficulté à mener une enquête sur le Droit Au Logement (DAL) (C. Péchu, *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz, 2006). Elle consacre la dernière partie de son premier chapitre à ses « déconvenues » du terrain.

globale. A partir de cette enquête, nous tenterons par conséquent de saisir la spécificité du terrain militant socialiste pour l'apprenti sociologue que nous étions.

A/ Regard rétrospectif

Nous poserons la question du retour et de la restitution des résultats de l'enquête auprès de nos enquêtés-militants. En effet, bien que présentée par certains sociologues comme une véritable question déontologique[1], elle n'est que rarement abordée par les chercheurs en sciences sociales[2]. Serait-ce notamment dû à une « idéologie défensive de métier[3] » ? Nous n'oserons ici, devant le peu de littérature consacrée, formuler aucune réponse. Ce travail de thèse s'achevant, nous nous contenterons de présenter quelques réflexions à partir de notre propre expérience.

1. Le sociologue. Du pair…

Dans *Voyage en grande bourgeoisie*, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot décrivent leur entrée dans la haute société en ces termes : « Renversement de situation pour le sociologue œuvrant aux sommets de la société, puisqu'il est questionné sur les finalités de son travail, ses conditions de financement, les structures dans lesquelles il s'insère… De questionneur il devient questionné, nouvelle version de l'arroseur arrosé[4] » ; Carole Bachelot, dans le travail de thèse déjà mentionné qu'elle a consacré aux dirigeants du Parti socialiste, rapporte quant à elle que certains enquêtés lui ont demandé de dire ce qu'elle pensait de la

---

[1] Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot affirment ainsi que « la question du retour aux enquêtés des résultats de la recherche, de leur information sur les analyses dont ils ont été l'objet, est un problème récurrent des sciences sociales, parce qu'il est déontologiquement incontournable », (Pinçon, M., Pinçon-Charlot, M. *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, PUF, 1997). Cette question n'occupe cependant que quatre pages dans leur ouvrage, contre une vingtaine concernant la présentation de soi aux enquêtés.

[2] Un numéro récent de la revue en ligne *Interrogations* est consacré spécifiquement à cette question (E. Zolesio (coord.), *Le retour aux enquêtés*, ¿ Interrogations ?, Revue pluridisciplinaire en sciences de l'homme et de la société, n°13, décembre 2011. Consultable sur le lien suivant : http://www.revue-interrogations.org

[3] C. Dejours, *Travail, Usure Mentale* [1980], Paris, Bayard, 2000.

[4] M. Pinçon, M. Pinçon-Charlot, *Ibid*., p.47.

« loi d'airain de l'oligarchie[1] ». S'il est évident que les deux terrains n'ont que peu de rapports communs, ces deux exemples d' « arroseur arrosé » illustrent bien la situation d'enquête dans laquelle nous nous sommes par moment retrouvés lors de notre travail auprès du militant socialiste.

Le déroulement de nos entretiens a dans un premier temps été rendu problématique par la diffusion et la relative banalisation dans le discours socialiste des concepts et thématiques issus des sciences sociales ou politiques. Si cette diffusion dépend bien évidemment des propriétés sociales de l'enquêté, elle s'est accentuée par les tentatives visant à rapprocher monde politique et monde universitaire qui, depuis quelques années, se multiplient[2]. Cela n'est pas sans effet sur la pratique sociologique, puisque celle-ci remet en question la faible interpénétration qui a pendant longtemps caractérisé les relations entre mondes politique et universitaire. Si cette interpénétration reste difficile à objectiver et à mesurer, certains entretiens ont donné lieu à un véritable jeu de miroir analytique, où les enquêtés analysaient tant nos questions que nous leurs réponses[3]. Certains militants nous ont également par exemple demandé avant l'entretien de leur préciser à quel paradigme sociologique nous appartenions[4]. Il existe en effet une certaine continuité entre le savoir « profane » des militants et le savoir « scientifique » de l'universitaire, même si n'en demeure pas moins une différence réelle entre le fait d'être capable de mobiliser quelques références ou concepts sociologiques et la pratique d'une sociologie rigoureuse et méthodique. Fait révélateur de cette interpénétration : la prise de contacts avec les militants, qui obéissait souvent au même rituel. Nous appelions le militant en signalant comment nous avions obtenu ses coordonnées, puis nous nous présentions en mentionnant quelques éléments concernant notre travail.

---

[1] Mentionné in C. Bachelot et al, « Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Eléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis », *Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées*, Revue Internationale de Politique Comparée, Vol.17, n°4, 2010, p.33.

[2] C'est par exemple le cas du site NONFICTION.FR, traitant de l'actualité de la vie des idées et spécialisé dans la recension d'ouvrage. Il se trouve d'ailleurs dans les mêmes locaux que la *Fondation Jean Jaurès*, active dans ce rapprochement depuis déjà plusieurs années.

[3] Nous empruntons cette idée à Carole Bachelot, qui relève parfaitement cette situation : « nos questions ont dans les cas extrêmes été autant analysées par nos interlocuteurs que nous avons analysé leurs réponses », C. Bachelot, « *Groupons-nous et demain… » : Sociologie des dirigeants du parti socialiste depuis 1993*, Thèse de science politique, IEP de Paris, 2008, p.78.

[4] Les deux paradigmes auxquels faisaient référence les militants étaient fréquemment ceux de « l'école bourdieusienne » et de « l'école boudonienne ». Nous nous sommes généralement arrangés pour éviter de répondre frontalement à cette question. Notre argument consistait à dire que nous ne nous retrouvions pas dans cette opposition et que nous préférions y « piocher » selon les besoins de notre recherche.

Beaucoup, tout en répondant favorablement, ajoutaient ces remarques : *« oui, je vois bien, je lis beaucoup de sociologie »,* ou encore : *« je suis habitué à ce genre de réflexions »*. Les entretiens étaient également l'occasion pour beaucoup de militants de rappeler leur proximité avec les « manières de faire » des sociologues. Nous commencions systématiquement nos entretiens en demandant à l'enquêté de se présenter et de nous expliquer les raisons pour lesquelles il avait choisi le PS pour militer, ce qui souvent a entraîné ce type de commentaires amusés : *« question classique »*, ou alors : *« je m'y attendais »*. Mener à bien nos entretiens nous a conduit à ne pas refuser cette situation de relative proximité intellectuelle. La contraindre en essayant de réévaluer notre position de sociologue n'aurait mené qu'à la création d'un autre biais, et nous avons tenté de l'objectiver du mieux possible durant la totalité de notre enquête. Ce sentiment de proximité a sans doute également été renforcé par le fait que, bien que ni adhérent ni militant, nous avons, de par notre parcours biographique et nos études universitaires, été amené à évoluer au sein de milieux « de gauche ». La connaissance de certains codes et le partage de référents culturels ont entretenu cette situation de proximité intellectuelle et sociale.

2. ... à l'expert

S'il est évident que cette banalisation du savoir des sciences sociales s'est accrue dans le champ politique au cours de ces dernières années, il ne faudrait pas pour autant surestimer chez les militants cette faculté à « faire » de la sociologie, notamment chez ceux se qualifiant eux-mêmes de « militant de base ». Cette diffusion est étroitement liée aux propriétés sociales des militants et de leurs parcours scolaires et professionnels, et même si le PS est un parti où les militants sont relativement élevés socialement, certains, notamment les plus âgés, n'en profitent que peu. L'inégalité dans la réception de cette diffusion s'est à maintes reprises constatée, nous faisant naviguer entre ces deux postures : le pair, voire le « camarade » dans certains cas, et le sociologue de Paris, « de la Sorbonne », venu se pencher sur des « militants de base », heureux d'avoir leur parole à donner pour l'élaboration d'un travail universitaire. Dans ce cas, nous n'avions pas à passer l'épreuve, ô combien désagréable, de la légitimation. Nous n'avions pas à faire étalage de nos connaissances et nous étions considéré comme « quelqu'un qui a quelque chose à dire sur le PS ». Cette image du savant, elle aussi désagréable à tenir lorsqu'on ne sait pas encore comment en jouer, est l'effet d'un écart autant

symbolique et recréé que réel : écart social, géographique, scolaire, de prestige. L'étiquette du jeune « spécialiste » du PS ou plus généralement de la politique nous a ainsi été accolée à de nombreuses reprises. Par exemple, lorsque nos entretiens nous conduisaient à nous déplacer dans des endroits relativement reculés et mal desservis de la Seine-et-Marne, il nous est arrivé d'être convié à rester pour une collation voire à dîner en nous proposant de nous ramener plus tard. Ceci dans le but généralement explicite d'écouter un « spécialiste du parti », alors que nos timides protestations étaient généralement prises pour de la modestie. Nous nous sommes ainsi prêté au jeu de l'expert du parti, avons commenté l'actualité politique, répondu aux pronostics pour les élections présidentielles de 2012… Tout un discours auquel il est très désagréable de se soumettre.

B/ Questions de restitution

Ces deux situations avec lesquelles nous avons jonglé pendant plusieurs mois, et dont nous ne saurions dire si l'une est plus confortable que l'autre, conditionnent en grande partie la question de la modalité du retour aux enquêtés. Bien que différentes, elles tiennent essentiellement à la particularité du milieu partisan. Mais elles sont également conditionnées par la conception et les rapports qu'entretient le sociologue avec son travail. C'est la raison pour laquelle une réflexion sur le retour et la restitution des résultats de l'enquête auprès des enquêtés-militants doit s'intégrer à une réflexion plus large sur le rapport entretenu par le sociologue à son objet.

1. Sociologue et impliqué

Si la question du retour aux enquêtés des résultats de la recherche peut être pour le sociologue considérée un prérequis déontologique, elle n'en est pas moins particulièrement sensible dans le cas d'une enquête auprès de militants politiques. Le milieu partisan étant par définition un milieu politisé, les écrits ou travaux le concernant sont généralement largement diffusés. La question de savoir s'ils sont effectivement lus et analysés ne peut trouver de réponse *a priori*, mais il est certain que nous traitons ici d'un milieu ou les connaissances relatives à l'activité du groupe sont très supérieures à celles que l'on trouve dans d'autres.

Cette situation était pour nous inédite et n'a pas manqué de soulever certaines inquiétudes à l'idée de communiquer une partie de nos analyses. Nous nous retrouvions ainsi face à une question qui traverse la sociologie depuis sa naissance, celle du rapport du sociologue à son objet et donc celle de la place du sociologue dans la société. Question sans réponse tranchée qui voit se dessiner « un continuum de profils, combinant inégalement expertise, militantisme et autonomie, qui vont de l'intellectuel engagé au savant retranché dans sa tour d'ivoire, en passant par l'intellectuel spécifique analysé par Foucault, ou encore l'expert soumis à la commande institutionnelle[1] ». La position qui était la nôtre au moment où nous avons effectué notre enquête n'était pas sur ce point totalement arrêtée. Ce choix d'enquêter sur les militants du PS était naturellement soumis à deux logiques simultanées, à l'œuvre chez bon nombre de chercheurs travaillant sur les partis politiques : celle d'un choix scientifique autant que personnel. En effet, « de nombreux chercheurs ont travaillé sur des partis dont ils se sentaient proches, ou dans lesquels ils ont été engagés à un titre ou à un autre – ce qui explique pour une part la rareté des travaux sur les partis de droite dans un milieu d'enseignant et de chercheurs réputé en majorité « de gauche »[2] ». En faisant ce choix de terrain, il était clair que nous n'adhérerions pas à l'image du sociologue à l'abri dans sa tour d'ivoire aux murs tapis de livres. Nous savions que ce choix nous obligerait nécessairement à nous « dévoiler » auprès des militants, à accepter certaines prises de positions politiques. Bien que n'ayant jamais nous-mêmes était ni adhérent ni militant, le choix d'étudier le rapport au réalisme du PS était pour nous lourd de sens et d'affects. En posant au parti dont nous avons pu à certaines périodes nous sentir politiquement le plus proche la question de ses renoncements, de ses limites et de ses possibles, il était clair que ce travail répondait à certaines attentes dépassant largement le cadre académique et scientifique. Certains militants ont cherché à percer à jour ces attentes politiques. Nous avons parfois été poussés dans nos retranchements et contraint d'expliciter les raisons personnelles et politiques qui avaient pu nous orienter vers un tel travail. Etre ainsi pris à notre propre jeu et partiellement dévoilés dans nos intentions a soulevé certaines interrogations : comment, en partie percé à jour dans nos intentions initiales, allions-nous pouvoir demeurer dans cette neutralité axiologique que beaucoup de non-

[1] B. Gaïti, « La science dans la mêlée : usages croisés des discours savants et militants », in *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, P. Hammam, J-M. Méon, B. Verrier (dir.), Paris, L'Harmattan, 2002, p.293.

[2] « Les partis s'intéressent-ils à nos enquêtes ? Eléments comparatifs sur la réception des recherches sur les partis », *Ibid*., p.40.

sociologues attendent des gens dont c'est, peu ou prou, la profession ? Ce questionnement a en partie guidé notre réflexion sur les procédés de restitution à adopter.

Notre réflexion autour de ces procédés a encore d'avantage été aiguisée par le fait que notre enquête se soit déroulée à une période où le Parti socialiste traversait une période particulièrement trouble. Nous avions alors l'impression, sans doute naïve, que nos travaux étaient chargés d'une dimension allant au-delà d'un simple travail académique, que nous étions le témoin privilégié d'un moment historique pour le PS. Ce sentiment n'était pas sans alourdir nos craintes à l'idée de restituer une partie de nos analyses.

Avant d'évoquer notre propre expérience, évoquons celle de Rémi Lefebvre. Politiste et militant socialiste depuis 1995, Rémi Lefebvre est notamment l'auteur, avec Frédéric Sawicki, de *La société des socialistes*[1]. Militant actif et politiste reconnu, cette situation de double appartenance rend difficile une mise sous silence de ses travaux sur le parti. Il reconnaît d'ailleurs que cette situation l'a parfois mis mal à l'aise : « J'ai longtemps craint les effets de la circulation de mes travaux sur le PS sur la capacité à pouvoir continuer à travailler dans cet univers mais aussi sur mon militantisme[2] ». Ses craintes se sont cependant dissipées de par sa maîtrise des conditions de circulation des travaux, leur faible circulation et mémorisation ainsi que par la banalisation d'un discours critique à l'égard du PS. Moyennant certaines précautions, il diffuse ses travaux auprès des membres et des élus du parti, prenant le risque de voir se déchaîner certaines susceptibilités. S'il semble l'assumer, il en reconnaît cependant les risques, politiques autant que scientifiques : « Certains travaux m'ont à l'évidence fermé certaines portes et ont brûlé définitivement certains terrains[3] ». La pratique de la restitution des résultats de l'enquête dans un parti politique, nécessaire chez un chercheur comme Rémi Lefebvre, peut donc se faire à hauts risques.

---

[1] R. Lefebvre, F. Sawicki, *La société des socialistes*, Bellecombe-en-Bauges, Editions du Croquant, 2006.

[2] R. Lefevre, « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées*, Revue Internationale de Politique Comparée, Vol.17, n°4, 2010, p.137. Avant lui, Paul Bacot avait, tout en étant militant, publié un ouvrage sur le PS en 1979 à partir de sa thèse de doctorat (P. Bacot, *Les dirigeants du Parti socialiste*, Presses Universitaires de Lyon, 1979). L'auteur n'a, à notre connaissance, rien publié concernant cette double appartenance.

[3] R. Lefebvre, *ibid.*, p.138.

2. Restituer, sous quelle forme ?

Les conditions de retour aux enquêtés socialistes sont bien évidemment différentes dans notre situation : ni sociologue reconnu ni militant, notre « carrière » de sociologue en est encore à l'état de balbutiements et nous n'avons à ce jour présenté nos travaux que dans des cadres académiques relativement restreints. Nous avons cependant été naturellement confronté à la question du retour de nos travaux, même si nous ne l'avons réellement considérée que tardivement[1], sans vraiment savoir quelles en seraient les modalités concrètes. Certains des militants avec qui nous avons mené nos entretiens nous ont demandé de leur communiquer nos analyses, ce parfois même avant leurs déroulements. Certains connaissant la temporalité et la difficulté de lire un travail de thèse, ils nous ont alors demandé de les « tenir informés » de l'avancée de nos recherches. La question relative aux manières de « tenir informés » des militants des recherches sur leur parti n'est pas simple à résoudre : faut-il leur envoyer le travail de thèse *in extenso* ? Faut-il en sélectionner certaines parties ? Ou bien leur transmettre les articles ou communications les concernant ? Ou au contraire reprendre contact avec chacun des militants et traiter cette question « au cas par cas » ? Examinons ces différentes modalités de restitution.

La solution d'envoyer la totalité de notre travail de thèse est une possibilité. Certains militants, en général dotés d'un fort capital scolaire et lecteurs réguliers d'ouvrages dits académiques, nous ont demandé de la leur envoyer sous forme définitive une fois rédigée. Ce cas est cependant largement minoritaire. Procéder ainsi pour l'ensemble de nos enquêtés soulève deux points essentiels : d'une part, envoyer un manuscrit d'environ trois cent cinquante pages comprenant un sommaire de quatre pages et une vingtaine de pages de bibliographie amènera-t-il beaucoup de militants à sa lecture ? Il serait naïf de le croire au vu du temps et de la disponibilité que nécessite une telle lecture. Et ce d'autant plus que la forme « brute » de la thèse est encore plus aride que l'éventuelle parution en ouvrage qui peut en découler. D'autre part, n'est-ce pas exercer une forme de violence symbolique que d'envoyer une thèse de doctorat à des militants qui, pour certains, ont comme diplôme le plus élevé le

[1] Dans son travail sur un centre d'accueil pour demandeurs d'asile (CADA), Carolina Kobelinsky évoque le même sentiment : « Si cette possibilité hantait mon terrain depuis le départ, je ne l'ai prise au sérieux que bien plus tard », C. Kobelinsky, « Les situations de retour. Restituer sa recherche à ses enquêtés », in *Les politiques de l'enquête. Epreuves ethnographiques*, D. Fassin et A. Bensa (dir.), Paris, La Découverte, 2008, p.185.

baccalauréat ou un BEP ? N'est-ce pas, d'une certaine manière, reproduire ce qu'une partie de la sociologie s'attache à dénoncer ? Comme le remarque Xavier Dunezat, certes à propos d'un terrain bien différent, ce mode de restitution « impose les canons universitaires tout en prenant la forme d'un simple travail déontologique obligatoire[1] ». Ces raisons nous ont conduits à ne pas opter pour cette modalité de restitution.

La restitution des analyses d'une partie de l'enquête soulève d'autres problèmes. Se pose tout d'abord la question de la faisabilité d'un tel procédé. Un travail de thèse est une articulation globale qui forme un tout et dont les différentes parties sont, à des degrés divers, connectées entre elles. Dans le cas de notre travail, comment par exemple séparer notre travail de terrain de celui relevant de l'évolution du parti ? Un tel raisonnement n'a que peu de sens étant donné que les parties relevant de l'enquête de terrain sont en permanence articulées à des parties pouvant convoquer des approches historiques ou des raisonnements plus conceptuels. Il n'y a donc pas de séparation tranchée entre ce qui concerne l'enquête à proprement parler et le reste du travail. Il n'est par conséquent pas possible d'isoler ce qui est directement en rapport avec les militants de ce qui ne l'est pas. Ce procédé de sélection de ce qu'il faudrait ou non restituer se heurte donc à la réalité du travail de thèse. Il soulève de plus la question de savoir si cette démarche ne relève pas d'un certain *a priori* concernant ce qui est censé intéresser ou non nos enquêtés. Comment être certain que tous se sentiront également concernés par les parties de notre travail que nous avons choisi de transmettre ? Nous n'avons aucune garantie de la pertinence de ce choix. Nous émettons donc de sérieuses réserves quant à la pertinence d'un tel procédé de restitution.

Le choix qui nous semble à la fois le plus correct vis-à-vis de nos enquêtés et intègre sur le plan intellectuel est celui consistant à leur transmettre la totalité des articles ou communications universitaires relative à notre travail de thèse, l'outil internet rendant aisée une telle transmission. Procéder ainsi garantit une restitution maximale des données, sans pour autant qu'elle permette de préjuger de leur traitement par les enquêtés. Cette modalité contourne les deux écueils de la partialité et de la violence symbolique évoqués plus haut. Elle permet également une certaine équivalence quant à la diffusion scientifique et la

[1] X. Dunezat, « Travail militant et/ou sociologique ? Faire de la sociologie des mouvements sociaux en militant », in D. Naudier, M. Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte, 2011, p.93.

restitution dans le sens où, de cette manière, nos enquêtés auront la possibilité d'être tenus informés de chacune de nos activités scientifiques. Nous n'aurons bien évidemment pas l'illusion de croire que nos analyses seront toutes lues avec avidité par nos enquêtés, mais cela nous permet de trouver un moyen, peut-être temporaire, de résoudre tant que possible ce problème déontologique. Cette reprise de contacts avec nos enquêtés sera également un moyen de répondre sur ce point de manière plus personnalisée à leurs attentes respectives. Nous pensons également qu'elle devrait nous permettre de conserver des rapports avec nos enquêtés favorisant un éventuel retour au terrain. Outre cette transmission, le fait d'avoir mené cette enquête dans le cadre d'un doctorat permet d'envisager la soutenance comme un moment ou pourraient se réunir les militants rencontrés au cours de cette enquête. Nous avons pour cela prévu d'envoyer une invitation à l'ensemble de ces militants. Même s'il ne fait guère de doute que cette invitation ne sera honorée que par une courte minorité, la soutenance de thèse offre un cadre symbolique prestigieux permettant de rendre hommage aux enquêtés. Plus que d'une restitution, le contenu d'une soutenance pouvant sembler bien opaque pour les non-lecteurs du travail, il s'agit également de manifester un acte de reconnaissance. Les mots de remerciement adressés en début de travail participeront également d'une telle logique.

. *Conclusion : une double spécificité*

L'approche empirique du réalisme politique répond à une double exigence. La première réside dans son opérationnalisation. Elle nous a conduit à l'élaboration d'un guide d'entretien et d'une méthode d'enquête permettant l'émergence d'une parole militante autour des problèmes soulevés par son intégration d'une problématique réaliste. La gestion des tensions entre idéal transformateur et contraintes imposées par le réel donne lieu à un continuum d'arrangements personnels que nous avons choisi de traiter par le recours à des idéal-types. Le premier concernera les militants enclins à céder aux logiques du réalisme et à ne voir dans le PS qu'un parti comme les autres et aux horizons d'action limités. Perçu et vécu comme tel, le militantisme engendre frustration et pessimisme devant un monde sur lequel il n'est plus guère possible d'avoir de prise. Le second idéal-type concerne à l'inverse les militants agissant pour une réaffirmation des valeurs et des capacités d'action du socialisme. Cette mise à distance des impératifs du réalisme permet à ce que des stratégies de

réenchantement du militantisme soit également possible. La seconde spécificité de ce travail d'enquête tient à l'objet partisan socialiste. Le travail d'enquête de plusieurs mois que nous avons mené auprès de ses militants nous a ainsi conduit à nous confronter à un éventail relativement large de situations objectives dans lesquelles nous avons eu à tenir des rôles parfois contradictoires. Le relatif morcellement idéologique qui caractérise la militance nous a également amené à reconsidérer la représentation du parti comme communauté idéologique structurée qui était la nôtre initialement. Prenant acte de ce relatif morcellement, nous avons tenté de le faire au maximum signifier et lui donner sens en fonction de la problématique qui était la nôtre.

Chapitre 6 : A la faveur du réalisme

Le socialisme, ça a été une merveilleuse idée, une splendide utopie. Mais c'était une utopie inventée contre le capitalisme du XIXème siècle ! Cela ne signifie rien aujourd'hui, dans la globalisation, l'économie virtuelle, la crise écologique. C'est juste devenu un mot-prison, un mot qui empêche d'avancer. Et en l'invoquant encore, nous profanons l'espoir qu'il a représenté pour nos ancêtres ! Nous n'avons plus de terre promise idéologique, acceptons-le.

Manuel Valls, Entretiens avec Claude Askolovitch,
Pour en finir avec le vieux socialisme… et être enfin de gauche,
Paris, Robert Laffont, 2008, p.127.

. Introduction

Le premier idéal-type de militants socialistes, quantitativement majoritaire, se caractérise par une intégration forte des impératifs et des postulats du réalisme. Témoins et supports des évolutions du PS, les discours de ces militants laissent apparaître une inclination certaine envers les logiques qui ont conduit ce dernier à provoquer, avec la conquête du pouvoir, des changements idéologiques et doctrinaux profonds. Leur intégration a pu conduire à l'émergence de processus de banalisation du rapport au pouvoir et de raisonnements calqués sur des logiques utilitaires et dénuées de fins éthiques. La prise du pouvoir et la gestion de la vie publique ont également, pour ces militants, rendu nécessaire un apaisement idéologique. Le jeu démocratique et électoral, dans lequel le PS s'est entièrement fondu, n'autorise plus aujourd'hui que soient affirmées une certaine radicalité et une condamnation d'un monde qui

continue pourtant de déplaire. Cette absence de possibles entraîne une certaine frustration et une perte de croyance en la possibilité d'action du politique actuel. En les relayant et en les légitimant, les militants en viennent à accréditer l'idée selon laquelle n'existeraient plus aujourd'hui d'alternatives politiques.

I - Utilitarisme et concurrence démocratique

Nos entretiens nous ont permis de voir combien la question de l'articulation entre fins et moyens, dont l'importance dans la compréhension du réalisme politique a été démontrée, pouvait ne pas être si problématique pour une partie des militants socialistes. Alors que cette articulation traverse non sans tragédie l'histoire du socialisme démocratique, elle est, pour ces militants, beaucoup moins problématique : les fins du socialisme ne sauraient souffrir d'aucunes retenues. Mais, paradoxalement, les fins dont le socialisme se fait porteur ne seraient, compte tenu des contraintes qui pèsent sur sa capacité d'action, être autres que limitées et encadrées. Tous les moyens peuvent donc être mis en place pour satisfaire des fins qui seront pourtant, quoiqu'il arrive, modestes.

A/ Un milieu concurrentiel et d'intérêt

Dans leur ouvrage de 2006, Frédéric Sawicki et Rémi Lefebvre citaient un militant décrivant l'univers partisan socialiste comme un monde hobbesien, où l'animosité entre militants était forte[1]. Celle-ci est une conséquence de la professionnalisation de l'organisation, qui a eu pour effet d'introduire les questions de pouvoir à tous ses niveaux, favorisant ainsi les raisonnements utilitaristes : « Au sein de l'organisation interne, le registre en termes d'objectifs « monnayables », de calcul et d'intérêt est à ce point diffusé qu'il tend à rabattre les autres motivations à agir sur une portion congrue voire incongrue[2] ». Cet aspect n'est bien

[1] Selon cette formule : « un parti où le militant est un loup pour le militant », *Ibid*., p.201.
[2] M. Paoletti, *Cahiers de campagne : une campagne contre Alain Juppé*, Latresne, Le Bord de l'eau, 2003, p.197.

évidemment pas propre au PS actuel. Les partis politiques sont « par nature » en proie à des luttes pour la définition et l'appropriation du capital collectif[1]. Mais ce caractère concurrentiel se retrouve au PS à tous les niveaux de la hiérarchie militante.

1. « ...c'est pas propre, qu'est-ce que tu veux ?... »

Nombreux sont les militants à reconnaître que le fait que le PS soit un parti de gouvernement et à forte rétribution matérielle pour ses militants a pu peser dans leur engagement. Mais une telle inclination n'invalide pas pour eux l'honnêteté et la pureté de leur engagement : les deux cohabitent sans contradiction. Il ne faut par conséquent pas étanchéifier ce qui dans l'engagement serait de l'ordre du « pur », de l'honnête et du légitime de ce qui serait de l'ordre de l'intérêt. Il est en effet difficile d'envisager sérieusement et de prouver empiriquement que des engagements puissent se faire uniquement par une logique d'intérêt matériel. Nuançant ce qu'avance Marion Paoletti, nous ne pensons pas que, dans l'esprit des militants, l'augmentation du « monnayable » réduise nécessairement les autres motivations à agir. Ces deux aspects sont inextricables et à comprendre, au sens wébérien du terme, communément. Comme le notent très justement Lefebvre et Sawicki, « le calcul n'implique pas l'absence de croyance et on observe plutôt une croissance cumulative de l'intérêt et de la conviction[2] ». Il n'empêche qu'une fois cette précision apportée, les « incitations électives[3] » sont grandes au PS. Les biens par lesquels le parti récompense et encourage la participation de ses militants sont divers. Ils peuvent être électifs, une forte légitimité étant accordée aux ambitions politiques. Mais aussi professionnels. Le parti étant fortement implanté au niveau des collectivités locales beaucoup de jeunes militants adhèrent au parti pour être recrutés dans une équipe d'élus ou dans une administration locale, ce qui leur permettra par la suite d'enrichir leur capital relationnel :

> Sophie : « Moi j'aime bien les problématiques au niveau national, ce qui fait que j'ai jamais visé les collectivités territoriales, parce qu'effectivement si tu veux bosser dans les collectivités territoriales il vaut mieux adhérer dans un des deux partis majoritaires, comme ça ça te fait ton réseau ».

---

[1] M. Offerlé, *Ibid*., pp.44-47.
[2] R. Lefebvre, F. Sawicki, *Ibid*., p.210.
[3] Référence au concept développé par Mancur Olson dans *Logique de l'action collective* [1965], Paris, PUF, 1978.

En effet, en dépit de la généralisation de la procédure du concours dans la fonction publique territoriale[1], certains postes sont encore attribués de manière discrétionnaire par les élus, qui font leur choix parmi les lauréats des concours. Les appuis et affiliations politiques constituent des ressources clés pour l'obtention d'un poste. Cette généralisation de la procédure de concours a eu pour conséquence de modifier « les règles et élever le capital scolaire des fonctionnaires locaux, ruinant des formes de promotion sur le tas qui avaient permis à des militants de milieu modeste de progresser socialement[2] ». Certains militants, les mieux dotés scolairement et déjà familiers de ces procédés, font le pas de l'adhésion en connaissance de cause et avec cet objectif affiché de « commencer à s'intégrer à la vie du parti », avec de lourdes implications en termes de choix stratégiques et de connotation en termes de vision de la politique.

Sans pour autant dénier toute teneur idéologique et politique dans le choix de ces militants de militer au PS, il est apparu que ces logiques utilitaires et leur non-refoulement par les militants venaient chez eux d'une « perte de prégnance de l'idéologie socialiste », ou de sa « relativisation[3] ». Ce sont ces mêmes militants qui manifestent à l'égard de l'idéologie socialiste le plus de circonspection et de distance. Le degré d'investissement et de professionnalisation est également un élément prégnant dans la vision utilitaire du militantisme. Les militants semi-professionnalisés que nous avons rencontrés, dont l'implication militante est forte et continue mais sans pour autant qu'ils en vivent, constituent le groupe militant le plus enclin à de telles pratiques et représentations de l'engagement. Ceux-ci ont l'avantage, dans la mesure où ils sont fortement intégrés à la vie du parti, d'être simultanément détenteurs des « règles pragmatiques », qui ont à voir avec l'efficacité des actions du groupe, et des « règles normatives », c'est-à-dire celles qu'il faut suivre pour ne pas remettre en cause les valeurs normatives du groupe[4]. Les logiques de positionnements animent ces militants qui cherchent à conforter leurs situations ou à gravir les échelons supérieurs du parti. En découlent des rapports inter-partisans mus par la concurrence :

---

[1] Les éléments qui suivent sont inspirés du même ouvrage de Lefebvre et Sawicki, *Ibid*., p.208.
[2] *Ibid*., p.208.
[3] *Ibid*., p.210.
[4] Selon la distinction proposée par Frederik G. Bailey dans *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971.

> François : « Faut se faire sa place, quitte à pousser un peu les autres ouais… Mais c'est de la politique, c'est pas propre, qu'est-ce que tu veux ? … c'est comme ça, c'est pas nouveau… ».

La politique est d'une certaine manière dénigrée et assumée comme une pratique sale, machiavélique, conduisant à « adopter une conduite pratique dans le jeu politique concret, qui consiste en « scélératesses généreuses », en tromperies plus ou moins diaboliques et en manœuvres perverses[1] ». Militer dans un parti historiquement orienté vers la critique des privilèges et revendiquant une certaine équité ne compte pas au regard des stratégies individuelles. La justification de tels actes se fait au nom de l'intérêt personnel et d'une banalisation de ces derniers : pourquoi faire autrement alors que tout le monde procède de cette façon ? De sorte que de tels agissements en viennent à ne plus choquer, les militants adoptant ces raisonnements sont généralement plongés au sein de communautés militantes partageant ces mêmes logiques.

2. Quand les fins socialistes méritent les moyens

La vision utilitaire qui caractérise les militants ne se limite pas à leurs propres carrières politiques et aux rapports inter-partisans. Elle est également très prégnante dans le rapport au pouvoir qui, normativement, devrait caractériser aujourd'hui un parti qui enchaîne les défaites aux élections présidentielles. La situation d'opposition dans laquelle il se trouve depuis 2002 peut ainsi conduire les militants à adopter une vision minimaliste et procédurale du processus démocratique :

> Clara : « Etre réaliste, vu qu'aujourd'hui on est dans l'opposition, ce serait de trouver un moyen pour arriver au pouvoir, essayer de trouver quelque chose pour faire 50,1% […]. Ça implique de mettre en avant certains thèmes peut-être par rapport à d'autres, donc pas de choisir en fonction de ce que nous on pense dans l'absolu, dans l'abstrait, mais à choisir en fonction de ce qui peut-être efficace électoralement. Mais sans se renier complètement pour autant ».

Le propre du moyen dans la logique réaliste est qu'il peut se substituer à un autre, jugé moins efficace. Car, conformément à la leçon machiavélienne, l'opposition du bien et du mal, au vu des objectifs politiques, n'est que relative sur ce plan : il est donc légitime de trouver

[1] J. Freund, *L'essence du politique*, Paris, Dalloz, 2004, Appendice, p.818.

« un » moyen, pourvu qu'il soit efficace. Cette recherche est là encore rendue possible par l'absence de repères idéologiques établis. Cela conduit le parti à des élaborations programmatiques privées de « motivational ethical core[1] ». Le constat établit par Gerassimos Moschonas à propos de la social-démocratie prend ici un sens tout particulier : « si la social-démocratie actuelle est dépourvue d'idée normative centrale, son offre électorale est dépourvue aussi de grands thèmes politiques, susceptibles de capter une forte attention publique et de structurer le vote[2] ». Le discours socialiste devient ainsi souple, attrape-tout, flexible. Cette idée de parti attape-tout fait écho aux travaux d'Otto Kircheimer[3]. Observant l'évolution des partis sociaux-démocrates au cours des années 1960, Kircheimer soulignait plusieurs tendances : « la moindre importance du « bagage idéologique » pour des partis présentant désormais des réformes dans un cadre consensuel, la recherche de soutiens dans toutes les catégories de la population, l'accroissement du poids des élus dans les partis réduisant de plus en plus les militants au rôle « d'électeurs payant une cotisation », l'affaiblissement des liens avec les syndicats[4] ». Cette thèse a rencontré un certain succès. Elle permettait d'expliquer les révisions doctrinales dont cette période a fait l'objet de la part de plusieurs partis socialistes européens. Ces révisions ont, il est vrai, eu pour effet d'élargir le message des partis à l'égard des classes non ouvrières. Mais cette thèse, reprise et interprétée de manière trop univoque, néglige l'existence et la pérennité de réseaux associatifs, politiques ou syndicaux qui continuent à fonctionner main dans la main avec le parti, notamment au niveau local. Elle a également pour effet de faire courir le risque « of depleting the normative core idea of social democracy to a degree that it becomes almost politically indistinguishable from its political opponents in the centrist or conservative camp[5] ». Il s'agit pour le socialisme d'un véritable aveu de faiblesse. Le seul moyen de retrouver un poids électoral consiste à aller vers l'électorat le plus offrant, quitte à brouiller les frontières idéologiques et partisanes. La

---

[1] A. Finlayson, « Third Way Theory », *The Political Quartely*, 1999, 8, p.274. Cité par O. Schmidtke, « Transforming the Social Democratic Left : the Challenges to Third Way Politics in the Age of Globalisation », in O. Schmidtke (ed.), *The Third Way Transformation of Social Democracy*, Hampshire, Ashgate, 2002, p.17.

[2] G. Moschonas, « Au bord de la rupture. Le grand changement idéologique et programmatique de la social-démocratie contemporaine », in Pascal Delwit (éd.) *Où va la social-démocratie européenne ? Débats, enjeux, perspectives*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.42.

[3] Dans « The Transformation of the Western European Party Systems », in J. La Palombara, M. Weiner (ed.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966.

[4] A. Bergounioux et G. Grunberg, *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au 20ème siècle*, Paris, Edition de Fallois, 1996, p.193.

[5] O. Schmidtke, *Ibid*., p.17.

méthode inverse consistant à proposer « en fonction de ce que nous on pense dans l'absolu », pour reprendre les paroles de cette militante, est inefficace.

Une attention portée à la récente publication d'un rapport du think tank proche du PS Terra Nova consacré à la question de l'électorat en vue de l'élection présidentielle de 2012[1] permet d'illustrer ce propos. Dans ce rapport, la crise électorale que connaît la social-démocratie française est imputée au déclin rencontré par la coalition ouvrière qui, en 1981, avait porté Mitterrand au pouvoir. Ce cœur ouvrier « de gauche », constitué autour d'une coalition s'étendant des classes populaires aux classes intermédiaires, n'existerait plus. Cette coalition aurait basculé vers le Front national et la droite. Il serait même difficile d'empêcher ce basculement dans la mesure où « le FN[2] se pose en parti des classes populaires[3] ». Les ouvriers auraient viré à droite en partie pour des questions culturelles : « Le déclin de la classe ouvrière – montée du chômage, précarisation, perte de l'identité collective et de la fierté de classe, difficultés de vie dans certains quartiers – donne lieu à des réactions de repli : contre les immigrés, contres les assistés, contre la perte de valeurs morales et les désordres de la société contemporaine[4] ». Soient des valeurs et thématiques électorales défendues par la droite et l'extrême-droite. Le PS, s'il souhaite reprendre le pouvoir aux élections présidentielles de 2012, ne doit par conséquent pas tenter de retrouver cette coalition électorale, ne pas s'efforcer d'aller à la rencontre d'ouvriers qui « votent de moins en moins à gauche[5] ». L'avenir électoral s'oriente par conséquent vers la « France de demain » : les femmes, les jeunes et les diplômés, qui aujourd'hui sont les plus enclins au vote PS. Pour accroître son électorat, celui-ci n'aurait d'autres solutions que de tourner le dos à son électorat historique et de se tourner vers des classes moyennes déjà séduites par son discours.

Les analyses du politiste Noel Thompson aboutissent à un constat similaire. Dans sa contribution à l'ouvrage *In Search of Social Democracy*, il envisage ainsi que le futur du

---

[1] Intitulé « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? ». Consultable sur le lien suivant : http://www.tnova.fr/essai/gauche-quelle-majorit-lectorale-pour-2012
[2] Renvoi est ici fait au parti politique nationaliste créé par Jean-Marie Le Pen en 1972.
[3] *Ibid*.
[4] *Ibid*.
[5] *Ibid*.

socialisme pourrait être un futur privé de socialisme[1]. Thompson, rappelant comment la liberté de circulation des capitaux a restreint l'autonomie de toute stratégie social-démocrate d'inspiration keynésienne, diagnostique que celle-ci serait aujourd'hui en proie à un terrible dilemme : soit assumer une certaine radicalité socialiste, au risque de négliger les impératifs dictés par la globalisation et de rétrécir sa base électorale ; soit accepter la puissance et l'inéluctabilité des forces du marché, quitte à risquer la dissolution de son identité tout en conservant un fort vivier électoral. Thompson résume cette alternative en ces termes : « Electoral suicide or ideological death[2] ». Le rapport Terra Nova semble choisir la seconde option. Mais une telle orientation électorale est lourde de conséquences. Car les partis politiques, s'ils constituent un des vecteurs de production et de diffusion des identités collectives, contribuent également à les légitimer et à les politiser[3]. Selon une telle perspective, il convient de considérer « les partis non seulement comme des entreprises cherchant à amplifier leur audience électorale et comme des agrégats d'entrepreneurs en concurrence pour les postes politiques, mais aussi comme des entreprises en interaction permanente et de multiples manières avec leur environnement social, bref comme des entreprises culturelles[4] ». Conformément à ce que nous enseigne le courant constructiviste en sciences sociales, les partis politiques, au travers de leurs discours et de leurs pratiques, font exister et contribuent à objectiver des groupes et des clivages sociaux. La façon dont sont désignés les groupes participe à la manière dont existent ces groupes. La catégorie de « classe ouvrière », pour exister, doit donc être nommée et légitimée comme tel. Or, le PS a bel et bien quitté une rhétorique ouvriériste qu'il a longtemps tenue[5]. Accentuée à partir des années 1990, la volonté de poursuivre la voie de la modernisation l'a conduit à la relégation de certains thèmes ou mots, jugés archaïques : « en même temps que disparaît la société industrielle de la France du 20ème siècle s'opère, à travers des luttes symboliques, le vieillissement des mots sociaux qui servent à la décrire : ouvrier, patronat, classe ouvrière[6] ». L'analyse

[1] N. Thompson, « From the future of socialism (1956) to a future without socialism ? The crisis of British social democratic political economy", in John Callaghan (dir.), *In Search of Social Democracy*, Manchester University Press, 2009.
[2] *Ibid*., p.67.
[3] Comme le montre Frédéric Sawicki dans son article « Les partis comme entreprises culturelles », in D. Cefaï (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, PUF, 2001.
[4] *Ibid*., p.210.
[5] Dans son étude du langage des socialistes entre 1946 et 1977, Jacques Gerstlé a bien montré comment les expressions « classe ouvrière », « travailleur », « prolétariat » ou « lutte des classes » structuraient le vocabulaire socialiste de l'époque, in *Le langage des socialistes*, Paris, Stanké, 1979.
[6] S. Beaud, « Portrait social de la France », *Alternatives économiques*, Hors-série 49, 2001. Cité par R. Lefebvre, F. Sawicki, *Ibid*., p.226.

lexicographique des motions soumises aux militants lors du congrès de Dijon de 2003 établit ainsi que le vocable « ouvrier » n'est utilisé que 15 fois sur un total de 102 797 mots. Le terme est par exemple totalement absent du texte de François Hollande[1].

Cette marche effrénée vers le pouvoir et le reniement de certains principes qui s'en suit concerne également la question des alliances. Les opinions autour de cette question dépendent étroitement de la manière dont les militants déclarent eux-mêmes se situer sur l'axe politique du parti. Pour certains il ne saurait être question de s'allier, que ce soit au niveau local ou national, avec des partis historiquement et idéologiquement éloignés de la gauche française. En revanche pour d'autres cette question n'est que subalterne au regard de la prise de pouvoir. Le fait majoritaire peut primer sur les fondamentaux du parti :

> Sophie : « Il doit être majoritaire, donc après. C'est comme… moi ce que je reproche à des gens, c'est exactement ça. Les gens sont là en train de se poser la question « est-ce que oui ou non il faut s'allier avec d'autres partis politiques ou pas ? », alors que justement, à mon avis, il faut avoir le raisonnement inverse, c'est-à-dire est-ce qu'un jour on veut être au gouvernement ? C'est même pas est-ce qu'on veut, c'est qu'il faut, parce qu'on est en démocratie, c'est de l'alternance. Et il faut porter des réformes, il faut vraiment changer les choses et on n'arrivera pas à le faire en étant uniquement à l'Assemblée nationale, donc il faut aller au gouvernement. Donc pour aller au gouvernement il faut être majoritaire, pour être majoritaire il faut s'allier […] Le but c'est d'aller au pouvoir, après on fera d'autres choses, mais d'abord gagner ».

> Valentine *:* « L'alliance avec le MoDem[2] ? J'ai un peu de mal à saisir ce qu'ils pensent en fait. Donc je suis pas contre, mais quand ils diront vraiment ce qu'ils veulent […] J'ai pas d'a priori contre eux, mais quand ils diront ce qu'ils pensent, mais si c'est sur un programme commun ».

Le positionnement théorique d'un parti social-démocrate comme le Parti socialiste semble relativement simple à définir. Dans l'optique du système des clivages élaborés par

[1] Cette étude a été réalisée par le club socialiste *En temps réel* en mars 2003. Cité par R. Lefebvre, F. Sawicki, *Ibid*., p.227.

[2] Le MoDem est un parti politique créé par François Bayrou à la suite des élections présidentielles de 2007. Il est l'héritier politique de l'UDF, qui rassemblait depuis 1978 les partis du centre et de la droite non gaulliste. Pour une analyse approfondie de ce parti, nous renvoyons à la thèse déjà mentionnée de Julien Fretel.

Lipset et Rokkan[1], « la seule coalition gouvernementale qui apparaisse comme aberrante pour les sociaux-démocrates est celle constituée avec la droite libérale ou conservatrice tandis que celle qui les unirait aux sociaux-libéraux […] s'avère concevable dès qu'existe une force conservatrice ancrée à droite[2] ». La construction d'alliances avec des partis situés au centre de l'échiquier politique est donc pour le PS théoriquement concevable. Devant ce qui est perçu comme une situation d'urgence politique et une droitisation du débat politique, les militants en viennent à faire notamment du MoDem un parti potentiellement allié et nécessaire à la prise du pouvoir. Car nombreux sont les militants à être pessimistes devant la capacité du PS à rassembler une majorité lors d'une élection présidentielle. Face à la représentation d'une droitisation de l'électorat, les alliances vers le centre prennent tout leur sens. L'élargissement de la base électorale du parti aux classes moyennes, renforcée par une forme de résignation devant l'impossibilité de « récupérer » l'électorat ouvrier, permet aux militants de justifier et encourager des alliances. Le PS devrait ainsi se situer en fonction de sa position de relative faiblesse électorale et, pour y remédier, accepter de s'allier avec des partis captant un électorat complémentaire.

B/ La réduction des possibles

Les militants, en intégrant la rhétorique du réalisme véhiculée par le PS, voient leurs horizons d'attente se boucher et un champ des possibles se restreindre. La sortie d'une rhétorique classiste et les politiques de complaisance vis-à-vis du capitalisme d'un PS au pouvoir ont brouillé les points de repère nécessaires à l'élaboration d'un positionnement critique clair. L'élargissement du message électoral et la difficulté que connaît le parti à articuler idéologiquement critique et compromis avec le système à l'œuvre ne permet pas que soit définie par les militants une position idéologique qu'ils seraient à-même de mobiliser dans leur militantisme.

---

[1] S. M. Lipset, S. Rokkan, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction* [1967], Editions de l'Université de Bruxelles, 2008. Cette thèse a été présentée dans l'introduction de ce travail.

[2] D.-L. Seiler, « La social-démocratie et le choix des alliances et des coalitions. Bilan et perspectives », in Pascal Delwitt (éd.) *Où va la social-démocratie européenne ? Débats, enjeux, perspectives*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004, p.111.

1. « …on ne sait plus qui combattre… »

Dans ses *Méditations pascaliennes*, Pierre Bourdieu a expliqué comment l'action politique et l'aspiration à la lutte contre les inégalités constituaient les manifestations d'une disposition individuelle à rechercher l'ajustement des aspirations personnelles et de la réalité[1]. C'est à la jonction entre d'une part la perception de la réalité identitaire et personnelle et d'autre part la perception du réel social que se fondent la prise de position et l'action politiques. Ce principe peut être initiateur d'engagement politique, ou à tout le moins d'investissement de soi dans les affaires du bien commun. C'est à ce moment-là qu'il devient nécessaire de savoir, dans cette révolte identitaire, *qui* est désigné comme étant l'objet d'accusation et de la prise de position. Dans son ouvrage *Autopsie de la révolution*, Jacques Ellul nous rappelle en ce sens l'importance, pour qu'éclate un sentiment de révolte, du principe d'accusation personnalisée : « Pour qu'il y ait révolte, il faut qu'il y ait connaissance distincte, claire d'un ennemi, d'un responsable du malheur[2] ». Or, c'est cette absence de personnification qui semble aujourd'hui poser problème et faire défaut aux militants socialistes. Les mutations du capitalisme et de la société ont conduit à un ébranlement de la figure de l'ennemi, le rendant moins visible et cernable :

> Henri : « Avant c'était plus facile : on savait contre qui il fallait se battre et qui on devait défendre. Maintenant, tout est plus flou ».

Ces considérations font écho à celles de Carl Schmitt sur la figure de l'ennemi comme condition d'existence de la politique. L'ennemi politique est chez lui, rappelons-le, « un ensemble d'individus groupés, affrontant un ensemble de même nature et engagé dans une lutte pour le moins virtuelle, c'est-à-dire effectivement possible[3] ». Il n'implique donc pas une haine personnelle, contrairement à la haine privée. Il est une relation d'intérêts entre deux groupes dont chacun essaie d'obtenir satisfaction. Le terme de politique désigne alors « le degré d'intensité d'une association ou d'une dissociation d'êtres humains[4] ». Plus un rapport devient oppositionnel et tend vers la distinction entre ami et ennemi, plus ce rapport devient politique. L'absence d'ennemis identifiables chez les militants socialistes est à mettre en

---

[1] P. Bourdieu, *Méditations pascaliennes*, Paris, Edition du Seuil, 1997, p.219.
[2] J. Ellul, *Autopsie de la révolution*, Paris, Calmann Lévy, 1969, p.26.
[3] C. Schmitt, *La notion de politique* [1932], Flammarion, 1992 p.67.
[4] *Ibid.,* p.77.

rapport avec ce que disait Schmitt d'une telle situation qu'il voyait poindre avec le développement de la pensée libérale dans les années 1930. Devant ces premiers épanouissements, il soulignait l'irénisme dont elle était porteuse : « Ainsi, dans la pensée libérale, le concept politique de lutte se mue en concurrence du côté de l'économie, […] la claire distinction de ces deux états différents que sont la guerre et la paix est remplacée par la dynamique d'une concurrence perpétuelle et de débats sans fin[1] ». L'existence du couple ami-ennemi est remise en cause par le libéralisme, qui tend à favoriser l'image d'un monde « où l'éventualité de cette lutte aurait été entièrement écartée et bannie[2] ». Nous avons pu voir combien les logiques concurrentielles et utilitaristes pouvaient exister chez les militants du parti. Mais avec la perte de la figure de l'ennemi, c'est un certain apolitisme, en ce sens schmittien, qui gagne le parti. Le message irénique libéral a transpercé les frontières du parti, distillant l'idée que la politique se faisait maintenant de manière plus consensuelle et moins conflictuelle. La lutte évoquée par Schmitt est associée chez les militants à un discours classiste désuet n'ayant plus cours dans une société pacifiée et où dominent numériquement les classes moyennes. Cette thèse d'une moyennisation de la société n'est pas nouvelle au sein des théories sociologiques. Elle a connu son plus célèbre théoricien en la personne d'Henri Mendras et son ouvrage *La Seconde Révolution française*[3]. Mendras y expliquait que la société française des années 1980 se caractérisait par des coupures sociales et culturelles plus atténuées que par le passé. La période recouvrant les années 1950 à 1970, dite des Trente Glorieuses[4], avait favorisé la « moyennisation » de la société française. La classe ouvrière a ainsi laissé place à une constellation populaire dont la position relative a changé : il n'y a désormais plus de coupure sociale et culturelle entre les classes moyennes et cette constellation. Les classes moyennes des années 1980, que Mendras renomme constellation centrale et schématise avec l'image de la toupie inversée, ont vu leur nombre et leur capacité d'influence s'accroître. Cette thèse, largement rediscutée depuis[5], est accréditée dans l'esprit des militants, qui s'en servent pour contourner un discours classiste inadapté à la réalité sociologique de la société française :

---

[1] *Ibid*., p.117.
[2] *Ibid.*, p.73.
[3] H. Mendras, *La Seconde Révolution française*, Paris, Gallimard, 1988.
[4] Selon l'expression de Jean Fourastié dans son livre éponyme *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975* (Paris, Fayard, 1979).
[5] Notamment par Louis Chauvel, in « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79, pp. 315-359, 2001, ainsi que dans *Les Classes moyennes à la dérive*, Paris, Le Seuil, 2006.

> Jean : « Aujourd'hui on peut plus vraiment dire qu'il y a encore une lutte des classes… Enfin y a des classes mais… elles ne s'opposent pas forcément… les classes moyennes elles représentent beaucoup dans la société française ».

Cette remise en question par les militants de la lecture de la société française en termes de classes, corrélat de l'abandon par le parti de sa rhétorique ouvriériste, trouve ses racines dans l'évolution des rapports entretenus par le PS avec ces questions. Mendras notait déjà un tel renversement : c'est dans ce rapport que s'est développé un « univers idéologique original qui peut être qualifié de « libéralisme culturel » qui a fortement contribué à donner sa coloration idéologique au parti socialiste rénové par Mitterrand[1] ». L'on peut ici étayer cet argument grâce à l'analyse proposée par Laurent Bouvet dans son ouvrage *Le sens du peuple*[2]. Selon son analyse, la gauche et le Parti socialiste se sont, à partir des années 70, engagés dans un « tournant identitaire », caractérisé par la mise de côté des revendications autour de la redistribution des richesses : " The struggles over wealth, political position, and access that characterized bourgeois and working-class politics throughout the nineteenth and the first half of the twentieth century were replaced by struggles over abortion and gay rights, over ecology and the consequences of new medical technologies, and the politics of racial, linguistic, and ethnic pride[3]". En dépit des négociations autour du Programme commun et l'influence du CERES de Jean-Pierre Chevènement, le PS intègre à cette période des revendications de plus en plus « sociétales » : une vision « post-soixante-huitarde » « s'impose au PS en matière de « valeurs » culturelles (de mœurs, d'éducation, de famille)[4] ». Cette pénétration au sein du parti des thématiques issues de la société civile doit beaucoup au rôle joué par « le PSU, la CFDT, des associations, les mouvements écologistes et féministes […]. Diverses et parfois contradictoires, elles ont constitué pour une part le terreau d'identification d'une « deuxième gauche », distincte par ses principes politiques et organisationnels de la gauche historique, celle du parti communiste et du parti socialiste[5] ». Cette mutation des valeurs a conduit le PS à adopter un libéralisme culturel, et ce antérieurement à sa conversion économique des années 1980. Le tournant économique de la rigueur est donc venu confirmer ce qui constituait déjà un ordre de fait au niveau des questions de société. Cet élément vient nuancer l'idée selon

---

[1] H. Mendras, *Ibid*., p.60.
[2] L. Bouvet, *Le sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*, Paris, Gallimard, 2012.
[3] S. Benhabib, « Introduction », *in* (ed.), *Democracy and Difference. Contesting the boundaries of the Political*, Princeton University Press, 1996, p.4. Cité par L. Bouvet, *Ibid*., p.144.
[4] *Ibid*., p.146.
[5] H. Hatzfeld, « Une révolution culturelle au parti socialiste dans les années 1970 ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. IV, n°96, 2007, pp.78-79.

laquelle « c'est l'accession au pouvoir qui a tout déterminé ». Egalement « que c'est l'évènement de l'arrivée au pouvoir, et ses conséquences en 1983 notamment, qui ont entraîné les transformations libérales du socialisme français et, avec lui, de la gauche tout entière. Soit, selon la thèse classique de la nécessaire trahison, que la conversion au libéralisme viendrait mécaniquement de la conversion au réalisme[1] ». La thèse de l'« accident » pour qualifier le changement survenu en 1983 est par conséquent réductrice et néglige l'évolution idéologique esquissée dans les années 1970.

La multiplication des causes à défendre, conséquence de cette conversion progressive au libéralisme culturel, brouille et complexifie le sens de l'engagement militant. Cette préoccupation identitaire ne fait certes pas entièrement disparaître les revendications dites traditionnelles. Elle ajoute une dimension qui, parce qu'elle semble être la plus efficace électoralement, est prégnante et irrigatrice du discours militant.

2. L'apologie de l'existant

Coller à l'esprit du temps prime dans l'esprit des militants. Le parti est dans cette perspective perçu comme un instrument devant aller « avec ce qui se fait » et non pas « contre ce qui se fait ». Cette idée est fréquemment exprimée à propos de la question du libéralisme et de la frilosité du parti à clairement le dénoncer. Les politiques libérales n'auraient pas de responsables identifiables et seraient donc « naturelles » dans leur mise en pratique. Le PS aurait alors un rôle d'accompagnateur de « ce qui se fait », quand bien même cela serait en désaccord avec son identité :

> Camille : « Je ne vois pas le PS non plus comme un parti de révolution. Et je crois qu'il faut aller avec ce qui se fait. On peut essayer d'orienter les choses quand on est au pouvoir, mais on va pas faire contre ce qui existe. Le libéralisme tout ça, ça s'est mis en place d'une certaine manière, un peu tout seul, graduellement on en est arrivé à ça. Donc on va pas tout changer d'un coup ou faire comme si ça n'existait pas ».

Cette idée remet en cause les principes de refonte de l'ordre social, initialement au cœur du socialisme et, plus largement, du projet de la gauche. Elle en est également la

[1] L. Bouvet, *Ibid*., p.148.

négation dans la mesure où le dénominateur commun de la gauche réside initialement dans sa vocation à lutter contre l'ordre des choses et à considérer cet ordre comme non naturel mais produit. Comme l'avance Steven Lukes, ce qui unifie la gauche en une tradition commune réside précisément dans « son rejet même de la hiérarchie symbolique et de l'inévitabilité des inégalités qu'elle sanctifie. Cela indique que la gauche est porteuse d'une tradition et d'un projet, nés des Lumières, qui remettent en question les principes sacrés de l'ordre social, contestant les injustifiables et modifiables inégalités de statuts, droits, pouvoirs et conditions, et cherchant à les éliminer à travers l'action politique[1] ». La position des militants face au libéralisme économique est sur ce point exemplaire. En le réduisant au reflet d'un ordre naturel des choses, ils annihilent la possibilité d'un discours critique à son encontre. Les politiques libérales, dont la mise en place est perçue comme le fruit d'une conséquence non humaine et subie, ne peuvent donc être combattues ni renversées.

Mais cette absence de perspective de renversement de la part d'un PS, même revenu au pouvoir, ne tient pas uniquement à la représentation d'un libéralisme économique perçu comme naturel. Elle tient aussi à l'élaboration d'un cadre politique à l'échelle européenne. Une politique de rupture serait tentante mais rendue inenvisageable par des structures européennes inamovibles :

> Clément : « Maintenant c'est même plus l'Etat français qui a bougé, ce qui est déjà extrêmement lourd, c'est l'UE. Alors c'est tentant de… mais c'est la réalité, c'est le passage obligé ».
>
> Jean-Paul : « Bon les nationalisations comme on les a pratiquées en 1981, bon c'est fini, c'est plus du tout dans l'air du temps ».

La référence à l'émergence du cadre européen explique et justifie la baisse des marges d'action. De plus en plus de contraintes réduisent les marges de manœuvre pour une politique de gauche. Une telle faiblesse tient également au type de gouvernance à l'œuvre au sein de l'Union européenne. Selon Simon Hix, l'UE est en effet « davantage orientée vers le consensus que tout autre système politique dans l'histoire du gouvernement moderne[2] ». Les

---

[1] S. Lukes, « Qu'est-ce que la gauche ? », in Marc Lazar (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996, p.380.

[2] S. Hix, « Why the EU needs (Left-Right) Politics ? Policy Reform and Accountability are impossible without it", Policy paper, n°19, 2006. Cité par Gerassimos Moschonas, « La panne des voies réformistes en Europe. La social-démocratie à l'épreuve de la gouvernance européenn », in D. Cohen,

décisions y sont prises par un jeu de compromis permanent où les logiques partisanes sont secondaires[1]. En conséquence, « le régime européen est profondément *conservateur* – non pas au sens de clivage gauche/droite mais au sens d'aversion face au changement ». Il faut « en outre noter – « détail » crucial et largement sous-estimé – que la revitalisation de l'intégration dans les années 1980 et 1990, en créant un nouvel équilibre entre les centres politiques communautaires et les Etats membres, a accru de manière *décisive* l'impact du « conservatisme ». Car le conservatisme de l'UE est puissant dans un seul et unique cas : en l'absence d'issue facile au niveau national, quand il n'existe pas de voie de sortie[2] ». Rajouté à la segmentation des compétences, la multiplicité des centres de décision et la difficulté des partis sociaux-démocrates à trouver une position commune dans le dispositif institutionnel européen, se pose pour la gauche le défi suivant : « comment être radical (au sens de la promotion de nouvelles politiques et de nouveaux cadres de travail) dans un système qui, par sa nature même […], est facilement fragilisé sous la pression de la réforme ? Et, surtout, comment promouvoir un réformisme de gauche « transformateur » dans un système qui fonctionne sur la base de la « grande coalition » ?[3] ». Les socialistes, en tant que porteurs d'un projet de gauche, seraient par conséquent « par nature » handicapés par l'organisation actuelle de l'Union européenne. A moins de céder à la « tentation » de la rupture, mais qui, pour ces militants, n'est de toute façon plus en phase avec l'identité du parti. L'idée que le parti aurait vocation à tout changer, d'un parti omnipotent, est également réfutée. Il renvoie aux heures sombres du socialisme planifié et de l'expérience soviétique. Certains militants associent en effet l'idée d'un parti idéologiquement très orienté « à gauche » aux dérives et à l'échec de l'Union soviétique. Ainsi, les politiques de nationalisation telle qu'elles ont pu être pratiquées en 1981 par le premier gouvernement Mitterrand ne sont plus dans « l'air du temps » et contraires aux expériences de l'histoire.

De tels propos, en faisant l'apologie de l'existant, contribuent à accréditer la thèse de la fin du régime de type social-démocrate… par les militants eux-mêmes. Leo Victor Panitch,

---

A. Bergounioux (dir.), *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Fayard/Fondation Jean Jaurès, 2012 p.239.

[1] Tel que le montre Olivier Costa dans « Le parlementarisme au-delà de l'Etat : le cas de l'Union Européenne », in O. Costa, E. Kerrouche, P. Magnette, *Vers un renouveau du parlementarisme en Europe ?*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2004, p.282.

[2] G. Moschonas, « La panne des voies réformistes en Europe. La social-démocratie à l'épreuve de la gouvernance européenne », in D. Cohen, A. Bergounioux (dir.), *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Fayard/Fondation Jean Jaurès, 2012 p.239.

[3] *Ibid*., p.240.

à partir du récit, ou plutôt de l'échec, de l'expérience gouvernementale du NDP[1] dans l'Ontario du début des années 1990, a élargi son analyse et dressé le tableau d'un échec plus global de la social-démocratie[2]. Il affirme que l'ensemble des membres historiques de cette famille politique, tels l'Autriche ou la Suède, ont œuvré à des politiques de démantèlement de l'Etat social. Les partis sociaux-démocrates au pouvoir se sont laissé entraîner dans des politiques destructrices d'une partie des conquêtes du passé. Pire, ces politiques ont selon lui ouvert la voie à un retournement des valeurs : la quête de compétitivité, en s'imposant comme objectif principal, s'est faite à l'encontre et au détriment des idéaux de solidarité et de coopération. La social-démocratie ne consisterait donc plus désormais qu'à faire l'apologie de l'existant et à gérer les vicissitudes du système capitaliste. Une telle thèse, pour justifiée qu'elle soit, est reprise et légitimée par des militants méfiants vis-à-vis de toute réaffirmation idéologique. L'histoire de leur propre parti les confirme dans leurs orientations : les périodes où celui-ci a affirmé avec le plus de vigueur une certaine radicalité idéologique, comme sous la présidence de Guy Mollet, ont également été les plus sombres pour le parti. L'époque n'est de toute façon plus selon eux à la radicalité doctrinale mais à la recherche de projets politiques consensuels.

II – Quelles persistances idéologiques ?

Le réalisme des militants a en partie congédié l'idéologie socialiste. Néfaste et inadaptée aux réalités du monde, la cohérence et la fonction téléologique de l'idéologie sont délaissées au profit d'une forme de fatalisme et d'une perte de la conviction que sont possibles des prises de position remettant en cause un monde qui, malgré tout, ne satisfait pas. Mais cette mise à distance de l'idéologie socialiste ne signifie pas que soient inconcevables d'autres formes d'idéologies, quand bien même elles s'en voudraient la négation. Nous pouvons ici faire l'hypothèse selon laquelle une telle fonction est remplie par les idéologies de la fin de l'Histoire, qui bien que s'en défendant remplissent une telle fonction. Cette question

[1] Le New Democratic Party est le parti social-démocrate du Canada.
[2] L. V. Panitch, « The Future *Beyond* Social Democracy », in J.-P. Beaud et J.-G. Prévost (dir.), *La social-démocratie en cette fin de siècle*, Presses de l'Université du Québec, 1995.

de la persistance idéologique peut également être envisagée à l'aune d'une comparaison entre générations de militants. Nées avec le socialisme au pouvoir, les nouvelles générations de militants ont une représentation du réalisme qui diverge en partie de celle de leurs aînés.

A/ Vers une fin de l'Histoire ?

Les leçons du passé et la conviction selon laquelle l'époque ne serait pas à la création de nouveaux possibles viennent accréditer pour les militants l'idée selon laquelle l'Histoire pourrait aujourd'hui en être arrivée à une certaine limite, à un seuil par-delà lequel il serait difficile d'aller. L'horizon d'une société qui serait autre que libérale ne saurait être envisagé.

1. La fin des idéologies

Nombreux sont les militants à reprendre à leur compte le discours sur la fin des idéologies. En résonance avec la formule introductrice de ce chapitre, la gauche est désormais dépourvue de « terre idéologique » et devrait s'en remettre à une navigation à vue. Les repères d'autrefois n'en sont plus aujourd'hui et font, parmi d'autres, parti d'un réservoir d'idées disponibles dans lequel piocher sans *a priori* idéologique. Cette intégration du discours sur la fin des idéologies et des régimes généraux de vérité ne permet ainsi pas que soient envisagées des solutions globales pour régler des situations qui sont perçues comme des injustices. Ces militants auraient à cœur de changer les choses mais considèrent être dépourvus de leviers intellectuels et pratiques :

> Christian : « Parce qu'on vit à l'ère de la fin des idéologies, on a plus de grands caps comme avant, tout ça c'est fini malheureusement ».

Cette volonté sans les moyens d'action crée des sentiments d'inutilité et de frustration. De tels propos sont fréquemment revenus au cours de nos entretiens. Cette frustration et ce sentiment d'inutilité au monde qui déplaît peuvent aussi se muer en un fatalisme et en une légitimation du caractère irrémédiable de celui-ci. L'action socialiste, dans ce cas, ne peut être autre chose que limitée, contenue et faiblement performative. L'accréditation de la thèse de la fin des idéologies intègre à celle-ci celle de l'absence d'alternative à la politique telle qu'elle

est ou a été menée. Ces considérations avoisinent et accréditent celles que peuvent tenir les défenseurs du discours sur la fin des idéologies et que nous avions déjà rencontrés à propos du réalisme dans la science politique américaine. Un tel discours est aujourd'hui repris et actualisé par les théories de la fin de l'Histoire, dont Francis Fukuyama est le promoteur le plus célèbre[1]. La thèse qu'il expose est connue : avec la chute du communisme et son idéologie destructrice, le monde est parvenu à l'acte ultime de son histoire. Quelques défenseurs du marxisme-léninisme peuvent encore exister ici ou là mais ne sont que des nostalgiques d'illusions envolées. Rien ne peut désormais entraver l'inéluctable triomphe de la démocratie libérale, qui borne désormais le cadre du monde post-historique dans lequel nous vivons aujourd'hui. Fukuyama fonde son raisonnement sur une lecture de Hegel qui, dans sa *Phénoménologie de l'esprit*, écrivait que l'Histoire avait connu son achèvement avec la victoire de Napoléon sur les Autrichiens à Iéna en 1806. C'est avec cet épisode que l'humanité aurait accepté que les principes hérités de la Révolution française deviennent les principes universels de la démocratie moderne. Fukuyama ne dit pas que d'autres évènements mondiaux ne pourraient pas survenir. Cette fin de l'histoire correspond en fait à la fin de l'évolution de la pensée humaine à propos des principes fondamentaux qui organisent la vie politique et sociale. Désormais, « les principaux problèmes sont d'ordre économique : encourager la compétitivité et les innovations, moduler les déficits intérieurs et extérieurs, maintenir le plein-emploi, traiter collectivement les grands problèmes d'environnement[2] ». Selon cette thèse, les sociétés actuelles ont mis en place des processus divers visant à estomper les inégalités. Du moins celles non attribuables à la nature ou à la division du travail économiquement nécessaire. Car celles qui demeurent sont « « nécessaires et inamovibles » parce que dues à la nature des choses plutôt qu'à la volonté des hommes[3] ». Dans une telle perspective, la politique actuelle ne peut, comme le précise Danilo Zolo, auteur se revendiquant de la tradition réaliste, que se fonder « on the requirements of « security » and regulation of fear[4] ». Les tendances contemporaines font également apparaître une paralysie de plus en plus forte du marché politique, elles marginalisent les attentes hors normes et vident la compétition entre les partis politiques de tout son potentiel d'innovation[5]. Le PS

---

[1] Avec son ouvrage *La fin de l'histoire et le dernier homme* (Paris, Flammarion, 1992).
[2] *Ibid*., p.320.
[3] *Ibid*., p.328.
[4] Selon les termes de Danilo Zolo dans son article « Citizenship in a Post-Communist Era », in David Held (ed.), *Prospects for democraty. North, South, East, West*, Stanfort University Press, 1993, p.260.
[5] D. Zolo, *Il principato democratico. Per una teoria realistica della democrazia*, Milano, Feltrinelli, 1992.

n'échappe pas à cette logique. Pour des militants socialistes, un tel constat est amer. D'autant plus lorsqu'il est repris et argumenté par les militants eux-mêmes. La faillite idéologique du socialisme démocratique devant le monde qui se fait conduit les militants à rejeter l'existence d'alternatives qui, pourtant, les soulageraient.

2. There Is No Alternative[1]

La tragédie du réalisme trouve, nous l'avons dit, son paroxysme dans l'idée que le monde tel qu'il est ne peut être changé, que la pesanteur des faits est telle qu'il n'est d'autres possibilités que de subir le monde. Dans l'action politique, elle le trouve dans le constat selon lequel, à des moments donnés de l'Histoire, les alternatives n'existent plus et sont, par avance et précisément en tant qu'elles sont alternatives, disqualifiées. Cette argumentation, dont nous avons pu voir la logique à propos du débat idéologique lors de l'action menée par le gouvernement de Laurent Fabius, est reprise par de nombreux militants, pour qui la politique menée en 1983 était la seule possible. Celle-ci est comparée à celle menée par le gouvernement de Lionel Jospin entre 1997 et 2002. Les privatisations alors pratiquées, bien que douloureuses, n'étaient guère évitables :

> Walter : « Bien évidemment, on l'a bien vu en 83, il y a eu une certaine… on a été obligé de passer par autre chose. Après les idées de 81, on est passé à l'économie de marché. T'es obligé d'y passer. Moi je trouve que c'est logique, tu peux pas faire autrement. La priorité c'était, quand Mitterrand est arrivé en 81, c'était « d'abord on passe par toutes les sauces, on vend le truc, même si par moments c'est un peu n'importe quoi, on vend le programme comme ça. Puis après on s'est effectivement aperçu… on était obligé, on a dérivé un petit peu. On était obligé, on était obligé de passer par l'économie de marché, tu peux pas faire autrement […] Par contre il y a quand même eu des choses énormes qui ont été faites pendant cette période, il y a la retraite, l'abolition de la peine de mort, c'était extraordinaire ça. Tu parles de libéralisme, c'est vrai qu'on l'a frisé, mais qu'est-ce que tu veux faire, tu peux pas faire autrement. Comme les privatisations de Jospin, elles étaient nécessaires, tu peux pas faire autrement, il n'y a pas d'alternatives, à cause du contexte européen. On peut pas faire autrement, il faut pas se leurrer là-dessus, il faut avoir une certaine conscience à ce niveau-là. Le reste est utopie, même si les autres ont le droit d'exister, ils peuvent être des sonnettes d'alarme ».

[1] Rappelons que cette phrase est attribuée à Margaret Thatcher, alors Premier Ministre de la Grande-Bretagne. Un ouvrage portant ce titre est d'ailleurs consacré au portrait politique de « the Iron Lady » (C. Berlinski, *There Is No Alternative : Why Margaret Thatcher Matters*, Basic Books, 2008).

Dans cette logique, le « leurre » consiste à penser que contourner des pratiques libérales est aujourd'hui, comme en 1983, possible. Cette « conscience » - là, au-delà du socialisme, borne l'horizon de l'action. De l'action économique tout du moins. Car l'abolition de la peine de mort, presque systématiquement citée par les militants comme l'une des réussites marquantes de la présidence mitterrandienne, montre bien le caractère performatif de l'action politique. Ce qui est modifié à cette période, c'est plutôt un « cadre global de pensée ». Pour justifier ce « passage obligé » par des politiques contraires à l'identité socialiste, les militants ont également recours à l'argument anthropologique selon lequel celles-ci seraient « dans la nature humaine ». Ce constat anthropologique constituait nous l'avons vu un des socles de la tradition réaliste. Il venait justifier la poursuite par la politique d'autres finalités qu'éthiques. Chez les militants, c'est l'égoïsme naturel des individus qui justifie que certaines entorses à l'idéal de solidarité soient faites :

> Christian : « Dans le système qui a existé en URSS, ou même au début en Israël, les kolkhozes, c'est pas réaliste. C'est vrai que peut-être tout le monde mangeait à sa faim, mais… c'est le problème de la propriété, je crois que l'être humain il est assez sensible à la propriété privée, ça me paraît difficile d'enlever ça ».

Une constante anthropologique, celle de l'amour pour la propriété privée, justifierait la mise à l'écart de certains individus et la non-redistribution découlant du système capitaliste. Celui-ci aurait quelque chose d'inné, de naturel et d'incontournable. La nature des hommes, ce qu'ils sont réellement, ne permet pas que soient conçues des alternatives durables et pérennes au système capitaliste. Les militants, en justifiant l'impossibilité de renverser le système par l'argument anthropologique de la nature humaine, en reviennent d'une certaine façon à un réalisme pré-marxiste. Le marxisme avait, nous l'avons signalé, substitué à cet argument celui du poids des causes historiques dans l'impossibilité d'un bouleversement immédiat de l'ordre du monde. Ce facteur anthropologique de l'amour inné pour la propriété privée doit être pour les militants mis en perspective avec l'histoire du 20ème siècle. Sur ce point, c'est la tragédie soviétique qui sert d'illustration à cette argumentation : c'est parce qu'elle était contre-nature que l'expérience soviétique a échoué. En associant un idéal de solidarité à l'Homme, elle a pêché par naïveté et a cru que celui-ci était perméable aux forces historiques et sociales. Vouloir s'opposer à la tendance égoïste et naturelle de l'Homme ne peut donc que mener à l'échec. L'idée d'un homme nouveau ayant montré ses limites, tout projet politique contrariant la représentation que se font les militants de ce qu'il est réellement

est inenvisageable. De sorte que les militants socialistes en viennent à user d'une rhétorique proche de celle que Margaret Thatcher, alors Premier ministre du Royaume-Uni, utilisait au début des années 1980 pour légitimer sa politique de privatisations et de luttes contre les syndicats et expliciter l'impossibilité de politiquement contourner la globalisation ainsi que le libéralisme économique.

L'immixtion de cette rhétorique libérale dans le discours des militants permet, paradoxalement, de mettre en lumière le caractère proprement idéologique de celle-ci. Suivant l'approche gramscienne de l'idéologie, définie comme une « conception du monde qui se manifeste implicitement dans l'art, dans le droit, dans l'activité économique, dans toutes les manifestations de la vie individuelle et collective[1] », on peut émettre l'hypothèse selon laquelle la reprise du propos d'après lequel il n'existerait aujourd'hui plus d'alternatives au monde existant obéit à une telle logique idéologique. Conception du monde impliquant une norme de conduite, l'idéologie crée et agence les conditions dans lesquelles peuvent se former des représentations. C'est au sein de cet ensemble systémique d'idées et de convictions proposé par l'idéologie que peuvent se faire des prises de position. Or, la logique libérale autour de la fin de l'Histoire imprègne et irrigue les représentations des militants. En consacrant le libéralisme comme le dépositaire ultime de l'Histoire, elle l'érige en unique modèle viable et possible. Le monopole qu'elle s'arroge sur la politique condamne la représentation socialiste du monde et avec elle l'ensemble des expérimentations et innovations politiques d'ampleur. En cela réside le paradoxe de cette idéologie de la fin des idéologies et des alternatives : en déclarant qu'il n'en existe plus, elle se consacre d'elle-même et se défend d'en être une. En pénétrant la représentation que les socialistes se font du monde, elle sape le sens et les valeurs des engagements et des causes qu'ils prétendent incarner. La référence à un vocabulaire étranger à la tradition socialiste, plus présent chez les plus jeunes des militants, pose une question fondamentale, celle de l'influence du facteur générationnel autour de la question du réalisme.

[1] A. Gramsci, *Ecrits politiques*, Paris, Gallimard, 1974-1975, p.1380.

B/ Quelle influence générationnelle ?

Y a-t-il par rapport à cette question du réalisme un facteur générationnel ? La question mérite d'être posée à plus d'un titre. D'une part parce que c'est autour d'elle et de l'extrait retranscrit en *incipit* de l'introduction générale que s'est initialement construit cette réflexion ; d'autre part parce qu'existe une certaine tendance à faire de la catégorie « jeune » une catégorie flottant entre idéalisation d'un côté et désenchantement politique de l'autre. Egalement parce que le sens commun associe l'utopie à l'immaturité et le sens des responsabilités au poids des âges. Auguste Comte formulait déjà en son temps une telle hypothèse : « Chacun de nous, en contemplant sa propre histoire, ne se souvient-il pas qu'il a été successivement, quant à ses notions les plus importantes, théologien dans son enfance, métaphysicien dans sa jeunesse et physicien dans sa virilité[1] ? ». Les jeunes[2] idéalistes, les moins jeunes réalistes ? Nos entretiens nous permettent d'éclairer une telle représentation.

1. De l'érosion des idéologies dites traditionnelles…

C'est par le biais du rapport à l'idéologie que l'on peut au mieux saisir cette question. Au milieu des années 1970, Jean Duvignaud donnait déjà l'image d'une jeunesse qui aurait perdu la foi dans les grandes causes collectives : « Quelque chose est cassé qui est la croyance en des buts collectifs qui réalisent une cause[3] ». La fin des grands récits aurait conduit à ce que l'idéal d'émancipation des jeunes soit « détaché des grandes idéologies politiques

[1] A. Comte, *Cours de philosophie positive. Première leçon.* Cité par Michel Philibert*, L'échelle des âges*, Paris, Seuil, 1968 p. 19.

[2] Cette question de l'influence générationnelle pose la question de l'élaboration des catégories d'âge. Celle-ci dépend étroitement de l'objet étudié et ne peut être conçue *a priori*. Comme le précise Anne Muxel, « en partant du principe que toute taxinomie est affaire de convention et de compromis, il n'y a donc pas de bonne partition de l'âge pour l'étude des phénomènes politiques. En fonction de la focale adoptée, plus ou moins précise et plus ou moins comptable, les formes de la politisation des individus doivent être rapportées à un ordre temporel et biographique qu'il faut questionner sans cesse », in « Qu'est-ce que l'âge en politique », in A. Muxel (dir.), *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011, p.21. Adoptant ici une focale relativement large, la catégorie de « jeunes » militants renvoie non pas à leur faible ancienneté dans le parti mais à la variable biologique de l'âge. Sont considérés comme « jeunes » les militants âgés de moins de trente ans et nés pendant la décennie mitterrandienne.

[3] J. Duvignaud, *La Planète des jeunes*, Paris, Stock, 1975, p.336.

constituées[1] ». Si l'on réduit la place accordée à l'idéologie au seul marxisme, il ne fait pas de doute que les jeunes militants en sont plus détachés que leurs aînés. Les militants les moins âgés, du fait même que le parti a lui-même eu tendance à entériner un tel discours, sont quelque peu « dé-marxisés », en comparaison de leurs aînés. L'idée que l'on puisse être socialiste sans être marxiste, voire sans même avoir fait une lecture des travaux marxistes, est très répandue chez les militants les plus jeunes :

> Valentine : « Marx ? je l'ai étudié en sciences politiques à la fac, avec un peu de tout… Durkheim… C'est peut-être parce que maintenant il est trop connoté communiste… C'est pas quelqu'un… C'est peut-être ma génération, je sais pas ».

A l'inverse, les militants les plus âgés en ont fait leur deuil, à regret. Il faut distinguer dans cette indifférence ou rejet celle qui tient d'une conviction idéologique[2], incarnée notamment par les militants se sentant proches des idées véhiculées par la deuxième gauche, et celle qui relève d'une désagrégation des convictions idéologiques. Celle-ci caractérise l'infléchissement de nombreux militants entrés au parti dans les années 70 avec un bagage et des convictions marxistes, qu'ils soient ou non passés par d'autres organisations politiques. Cette idée de l'érosion est exprimée par la référence à une période où, idéologiquement et doctrinalement, les référents étaient plus clairs. L' « illusion du savoir total[3] » ne se limitait pas au cadre du seul PC et était partagée par bien des militants socialistes[4]. En comparaison, les jeunes militants ont une connotation dépréciative du marxisme. Qu'il soit associé à l'expérience soviétique ou bien à une verve inadaptée à la compréhension des sociétés contemporaines, il s'intègre à un corpus théorique beaucoup plus vaste et idéologiquement hétérogène. Les formations que propose aujourd'hui le parti font d'ailleurs, aux dires des militants, davantage référence à l'œuvre de Marx en le replaçant dans l'histoire du socialisme

---

[1] A. Muxel, « Les jeunes n'ont-ils plus d'idéologie ? », in *Avoir 20 ans en politique*, Paris, Seuil, 2010, p.104.

[2] Un militant a ainsi pu nous confier : « Je ne me suis jamais défini comme marxiste, c'est aussi pour ça que je pense avoir eu de la sympathie à un moment donné pour les mouvements libertaires, c'est que j'accorde beaucoup d'importance aux individus, et alors pour moi il y a moins un paradoxe qu'une tension, c'est-à-dire que je me retrouve dans des analyses qui sont celles… moi je me définis en gros comme social-démocrate... qui sont celles de la social-démocratie. Pour être plus précis moi je me reconnais assez dans la deuxième gauche et dans ce qu'a pu écrire ou dire quelqu'un comme Michel Rocard », (François).

[3] C. Milosz, *La pensée captive*, Paris, Gallimard, 1953, p.271. Cité par J. Verdès-Leroux, *Au service du parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Gallimard, 1983, p.16.

[4] Parmi la quantité abondante de textes abordant cette question, nous renvoyons au chapitre que consacre Tony Judt à cette question dans son ouvrage *Le marxisme et la gauche française* [1986], Paris, Hachette, 1987.

que pour ses outils d'analyse. Plus muséal qu'opératoire, le rapport au marxisme du PS, et plus généralement à la littérature socialiste, entraîne son absence de transmission chez les militants les plus jeunes.

Certains des jeunes militants que nous avons rencontrés avouent pourtant avoir un rapport relativement étroit avec l'œuvre de Marx. Mais lorsque c'est le cas, ce rapport est détaché de toute forme d'exégèse religieuse :

> Emilien : « Moi je crois pas qu'on puisse dire qu'il y a la vérité dans les textes de Marx, que c'était vraiment bien avant et qu'il faudrait revenir au texte. C'est une espèce de rapport religieux ça, dire qu'il y a la vérité dans le texte et qu'il faut y revenir et qu'on va trouver la vérité là-dedans. Je pense que ce qu'il y a d'intéressant chez Marx, qui me relie quelque part à Marx, c'est pas d'être marxiste en pensant qu'il y a là la vérité révélée, mais qu'il y a là un bonhomme qui à son époque a fait l'effort d'essayer de comprendre ce qui se passait dans sa société, qui a essayé de faire un effort quasiment jamais reproduit depuis, un effort pour essayer d'expliquer, de comprendre et proposer une solution politique ».

Les jeunes militants semblent avoir pris une certaine distance vis-à-vis des antiennes de leurs aînés. La représentation qu'ils se font d'un parti qui rassemblerait ses militants au sein d'une communauté idéologique le confirme. Selon cette perspective, le parti est perçu comme un regroupement d'individus autour d'une idéologie commune qu'il s'attache à relayer auprès d'eux. Une telle forme de parti implique nécessairement un travail de formation et d'encadrement de ses militants. Cette fonction du parti est le propre des partis issus du mouvement ouvrier. Comme le précise Rémi Lefebvre, « cette légitimité militante renvoyait aussi à l'idée d'avant-garde théorisée par le marxisme qui fut longtemps une des matrices idéologiques du socialisme français. Le parti est un outil d'émancipation aux avant-postes de la société[1] ». Dans un tel imaginaire, le militant est « un être qui se définit avant tout par son appartenance à l'organisation et qui fait clairement la différence entre ceux du dedans et ceux du dehors, qui n'ont pour toute ressource politique que leur bulletin de vote […]. Le militant est partie prenante de ce clivage symbolique entre l'extérieur et l'intérieur, entre sa « famille » politique et les autres[2] ». Sans pour autant que le PS soit l'incarnation exemplaire d'une telle forme de militantisme, elle n'en a pas moins constitué un horizon. Elle s'oppose

[1] R. Lefebvre, *Ibid*., p.133.
[2] M. Abélès, « Les primaires ou le triomphe du sympathisant », *Libération*, septembre 2009. Cité par R. Lefebvre, *Ibid*., p.134.

quoiqu'il en soit à l'image du parti d'adhérents, plus souple et respectueux de l'esprit critique et d'initiative. Cette transformation de l'horizon militant, incluse notamment dans l'organisation de primaires pour la désignation du candidat à l'élection présidentielle, n'est pas, loin de là, admise par tous les militants. Elle est déplorée dans la mesure où elle remet en cause une partie des gratifications propres aux militants. Sur ce point existe un certain décalage générationnel. Les militants les plus âgés, entrés au PS dans les années 1970, supportent difficilement cette évolution de la figure du militant. Pour les plus jeunes, qui n'ont pas connu cette autre forme de militantisme, la transformation du PS en un parti d'adhérents est nécessaire :

> Valentine : « Si pour cela il faut mettre en place une machine de guerre, comme l'a fait l'UMP, que le PS se transforme en parti d'adhérents plutôt que de militants, bien s'il faut en passer par là… Je ne suis pas une puriste de l'action massive, qu'on n'ait pas le droit d'utiliser des artifices que d'autres utilisent… Au bout d'un moment il faut y aller franco ».

Conforme à l'image du militant distancié, la figure de l'adhérent rompt avec celle du militant idéologisé et porteur des valeurs véhiculées par le parti. Cette figure de l'adhérent permet également de remettre en question l'opposition qui a longtemps traversé le parti entre pôles électoral et militant. Le militant, plus attaché à l'intégrité doctrinale que ne le permet les compromissions pour la conquête du pouvoir, subit les mutations du parti en une « machine de guerre » électorale. Le versant électoral du parti évacue son double opposé qu'il a longtemps considéré comme une entrave. La figure de l'adhérent ne souffre pas des mêmes résistances et permet que le parti poursuive sa route le menant à une désidéologisation.

2. … à la formulation de nouvelles valeurs ?

Si les militants les plus jeunes semblent les plus favorables aux transformations du parti et à l'évacuation des idéologies traditionnelles, il ne faudrait cependant pas porter à l'excès une telle image. Comme le précise Anne Muxel à propos du degré de politisation des jeunes, « loin d'être absents et indifférents, ils défendent leurs intérêts tout en dénonçant, par là même, les contradictions et les impasses d'une société menacée d'implosion si elle n'arrive

pas à mieux réguler les conditions de l'intégration sociale des individus[1] ». L'existence de comportements et de raisonnements utilitaires ainsi qu'une certaine méfiance vis-à-vis des idéologies traditionnelles du socialisme n'excluent pas la formation, chez les jeunes militants, de nouvelles valeurs. C'est d'ailleurs ce terme, plutôt que celui d'idéologie, jugé dépréciatif, qui est utilisé par ces militants arrivés au parti au cours des années 2000 et enfants lors des deux septennats de Mitterrand. Bien que ne soient pas affirmées avec certitude les nouvelles valeurs autour desquelles devraient s'articuler le socialisme contemporain, il existe cependant des tentatives et des désirs de formulation :

> Abdel : « L'idéologie non, par contre les valeurs oui. Lesquelles je sais pas exactement, c'est pas facile… »

> Florent : « Ça me paraît clair que ma génération, celle en gros du mitterrandisme, elle est moins idéologisée que celle de nos parents. Mais en même temps ça tient pas à grand-chose… faut simplement qu'on trouve une nouvelle grande orientation ».

Conscience de nouvelles valeurs à défendre et utilitarisme « se mêlent pour définir des formes d'engagement fraternelles ». Se créent donc « de nouveaux relais pour définir les conditions d'émergence d'une « post-politique » résolument plus modeste, sortie des grands récits, mais non dénuée d'exigence morale[2] ». Ces jeunes militants, bien que tendanciellement enclins à se mouler dans les inclinations du réalisme, sont plus conscientisés quant à la nécessité de proposer d'autres modèles que leurs aînés. Le travail de désidéologisation n'est pas aussi lourd à effectuer. Des repositionnements personnels et mentaux permettant à ce que d'autres univers idéels apparaissent peuvent plus facilement s'effectuer que pour leurs aînés. Mais cette prise de conscience, faute d'être pour le moment accompagnée de repères collectifs et assumés par leur parti, ne permet pas à ces militants d'affirmer de tels univers. Le PS ne fait pas sur ce point le travail nécessaire, jugeant plus opportun de laisser ces jeunes générations de militants, plus diplômées que les précédentes et donc *a priori* moins demandeuses de référents idéologiques, effectuer ce travail par d'autres moyens que ceux offerts par le parti.

[1] A. Muxel, *Ibid*., p.122.
[2] A. Muxel, *Ibid*., p.123.

Anne Muxel, pour clore l'introduction de son ouvrage, affirmait que cette jeune génération, en comparaison de la sienne, était « sans doute plus à même que la [sienne] d'affronter la politique d'une façon réaliste, d'y être plus efficace, car plus affranchie des obédiences et plus au fait de ses réelles capacités d'action[1] ». Une telle réflexion, qui a sa pertinence rapportée à la situation de la jeunesse non militante, n'est en revanche pas pleinement satisfaisante concernant les militants intégrés au milieu partisan socialiste. Car précisément, c'est par excès de réalisme que de nombreux militants se sentent insatisfaits et remettent en cause leur engagement au sein du PS. En cristallisant et en réifiant la difficulté voire l'impossibilité que puissent exister des prises sur le monde, ils sabordent partiellement le sens de leur propre engagement socialiste.

. *Conclusion : désenchantement et perte de sens*

Un certain désenchantement traverse la militance socialiste. Pas uniquement dans son sens « classique » d'« impossibilité, éprouvée ou subie, de se livrer, dans le cadre de l'institution, à des activités qui apportaient une forte satisfaction[2] ». Car envisagés de cette manière, désenchantement et démoralisation sont des termes relativement proches et renvoient à la perte de plaisir comme rétribution à l'activité militante. Il ne fait aucun doute qu'une telle dimension existe au PS. En revanche, le concept de désenchantement tel que le formule la sociologie wébérienne nous permet de poser d'une autre manière la question du sens et des valeurs. Comme le précise Catherine Colliot-Thélène, le désenchantement du monde n'est « pas seulement la négation de l'interférence du surnaturel dans l'ici-bas, mais aussi : la vacance du sens[3] ». Outre cette vacance de sens, l'idée de désenchantement renvoie également à la question de l'éthique. En effet, dans les textes ultérieurs à *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*[4], Weber insiste sur le fait que ce monde intellectualisé et rationalisé est un

---

[1] *Ibid*., p.14.
[2] J. Lagroye, J. Siméant, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in P. Favre, J. Hayward, Y. Schemeil (dir.), *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p.67.
[3] C. Colliot-Thélène, *Max Weber et l'histoire*, Paris, PUF, 1990, p.66.
[4] M. Weber, *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* (1904-1905), Paris, Plon, 1964. Dans cet ouvrage, cette notion de désenchantement renvoie à l'élimination de la magie en tant que technique de salut. Cette élimination est atteinte au terme d'un processus de sécularisation que Weber fait remonter à l'époque du judaïsme ancien et son dénouement dans le puritanisme de Calvin. C'est dans *Economie*

monde dépourvu de sens mais aussi contraire à l'éthique dans la mesure où celle-ci « est toujours de quelque manière liée à l'idée d'un sens du monde et du devenir[1] ». C'est ce sens du monde et du devenir qui fait défaut à de nombreux militants. L'intégration des postulats du réalisme, en plaçant les questions éthiques et idéologiques au second plan, comme superficielles par rapport aux questions du pouvoir et de l'efficacité électorale, ont perturbé et partiellement égaré la militance socialiste.

---

et société [1921] (Paris, Plon, 1971), qu'elle évoluera vers l'idée de vacance de sens et de rejet de l'éthique.

[1] C. Colliot-Thélène, *Ibid*., pp.65-66.

Chapitre 7 : Critiques mais présents. Résistance et réenchantement

« Rien n'est plus historique que le probable, que les arguments qui persuadent et puis cessent de persuader ».

Marc Angenot, *Rhétorique de l'anti-socialisme. Essai d'histoire discursive*, Presses de l'Université Laval, 2004, p.3.

. Introduction

Nous nous intéresserons dans ce chapitre à l'engagement militant qui se caractérise par une méfiance ou un refus de certains des impératifs du réalisme. A rebours du fatalisme et du désenclavement idéologique perceptibles chez les militants du premier idéal-type, ceux dont il sera ici question sont non résignés, résolus à se maintenir au sein des logiques partisanes et à y affirmer leurs valeurs ainsi qu'à rouvrir l'horizon des possibles. Cette forme de critique suppose néanmoins l'existence d'attentes et d'espoirs à l'égard du parti et du message socialiste. Ces attentes, comme le précise Daniel Gaxie, sont « au fondement des déceptions éprouvées mais témoignent aussi de la persistance des croyances et des investissements dans la portée de l'action publique. Les constats critiques prennent d'ailleurs appui sur la conviction que les choses devraient et parfois […] qu'elles pourraient être différentes[1] ». Ces

[1] D. Gaxie « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements », in J.-L. Briquet, P. Garraud, *Juger la politique*, Presses universitaires de Rennes, 2001, p.231.

militants sont donc à la fois critiques et présents. Critiques vis-à-vis de l'évolution idéologique et doctrinale du parti et de la compromission dont il fait trop souvent preuve à l'égard de certains de ses ennemis historiques. Et présents dans leur engagement dans la mesure où l'élaboration de projets de société alternatifs reste l'horizon du parti et le moteur de leur engagement. Pour certains, cette présence ne peut se faire, comme pour pallier une certaine déception, qu'au prix de stratégies de distanciation vis-à-vis de l'institution.

I - Dangers du réalisme

Les militants s'étant le plus épanchés sur cette question du réalisme lors de nos rencontres sont ceux se situant dans une position de rupture, plus ou moins prononcée, face à lui. Les difficultés quant à l'opérationnalisation de nos entretiens n'ont, comparativement, pas été aussi importantes avec les militants du premier idéal-type. Ce sont eux qui bien souvent ont été les plus loquaces et les plus affectés par cette question. Le réalisme ayant servi pour beaucoup à justifier les renoncements du PS lorsqu'il était au gouvernement, ces militants n'hésitent pas à remettre en question le qualificatif même de « réaliste », pas dupes de ses connotations. Les faiblesses du parti au pouvoir pendant les deux septennats de Mitterrand, attribuées à un manque de courage et à un certain conformisme idéologique, sont en permanence convoquées. Trop réaliste et courbé devant la nécessité, le parti aurait renié une partie de son identité et affecté la logique même de l'engagement socialiste.

A/ Culture de résistance

Dans *Les 3 cultures du développement humain*[1], Jean-Baptiste de Foucauld a élaboré une grille d'analyse à trois éléments permettant de penser la dimension émancipatrice de l'engagement. Il nomme ces éléments cultures : culture de la régulation, de l'utopie et enfin

[1] J.-B. de Foucauld, *Les 3 cultures du développement humain*, Paris, Odile Jacob, 2002.

culture de la résistance. La première concerne l'organisation des règles sociales et leur adaptation aux évolutions de la société. Elle renvoie davantage aux discours militants du premier idéal-type. La seconde exprime une volonté de changement radical de la société. La troisième culture est dite de résistance et nous concerne ici. Il y a culture de la résistance, nous dit de Foucauld, « lorsqu'une situation est jugée injuste mais évitable, inadmissible mais susceptible d'être changée. La culture de la résistance, c'est le refus de la fatalité qui caractérise les sociétés traditionnelles, ou le conservatisme […]. Elle est liée à l'idée de progrès, qu'il soit économique ou politique, à la possibilité de changement, d'amélioration, face à un ordre immuable ». Il précise que cette culture a pour fonction « de ne pas se résigner à l'ordre des choses, qu'il soit immuable ou en mouvement, et de discerner l'inacceptable, l'injuste, l'inadmissible, que nous voudrions ne pas voir[1] ».

1. L'engagement socialiste contre l'ordre immuable

La culture de résistance décrite par de Foucauld nous permet d'éclairer une dimension du discours militant. Cette culture renvoie chez les militants socialistes à une forme de retour aux principes normatifs et fondateurs du socialisme. Le réalisme pris comme un ordre immuable et contre lequel l'action politique serait inefficace est ainsi dénoncé par ces militants, qui le considèrent comme en contradiction avec les raisons de l'engagement socialiste. Un retour devrait donc s'opérer vis-à-vis du message initial délivré par le socialisme. Celui-ci n'a pas vocation à accompagner le monde qui se fait mais à s'opposer à lui et à tenter d'agir sur lui. Il est donc par essence plongé dans un projet de résistance :

> Adrien : « Tout l'argument du réalisme qui nous est souvent opposé, très souvent, c'est l'argument en fait ultime, même l'argument principal, qu'on nous oppose tout le temps, c'est l'argument du réalisme. Avec l'argument de dire « mais vous comprenez le monde a changé, donc il faut qu'on s'adapte ». Or je ne sais plus qui disait ça une fois, ça m'avait beaucoup frappé, « mais comment ça le monde a changé il faut qu'on s'adapte, je croyais justement que le but du mouvement socialiste c'était justement de changer le monde et de pas s'adapter à lui ». Donc l'argument du réalisme, c'est d'abord un argument très pauvre quand même, sur le plan intellectuel. Dire que c'est comme ça donc faut s'adapter, bon c'est un peu court […]. Avec du coup, enfin ça c'est mon analyse, avec des excès, parce qu'à force de banaliser le rapport au pouvoir, et de faire que l'accession au pouvoir soit

[1] *Ibid*, p.147.

un but en soi, ou le maintien au pouvoir, et puis la fusion avec la technostructure, il y a eu une perte de l'ambition transformatrice, arriver au pouvoir pourquoi faire, être au pouvoir pourquoi faire ? Et l'oubli de la dimension fondamentale du socialisme, qui est la révolte, la révolte contre l'ordre établi. Le monde est injuste, donc le combat socialiste vise à changer le monde pour le rendre plus juste, et ça parfois je pense que ça a été un peu oublié ».

Cet extrait d'entretien met en lumière toute la tension qui règne autour de la question du réalisme au sein de la militance socialiste. Le reproche de non réalisme est bien souvent perçu par les militants comme une critique de la « droite » sur la « gauche », les confortant ainsi dans l'association entre réalisme et conservatisme politique. Or, le projet normatif du socialisme et sa prétention à changer le cours des choses, proche en cela du projet philosophique, se pose pour eux en contre-argument à celui du réalisme. Pour le réalisme, nous l'avons vu, tout projet volontariste de transformation d'ampleur de la société ne peut qu'échouer. Échouer de manière certaine car en contradiction avec ce que sont les hommes et le chemin pris par la société et son immuabilité. Par rapport à toute ambition politique fondée sur des assises socialistes, il ne peut qu'adopter une attitude de méfiance, pariant sur l'inertie et la stabilité du réel. Il est en cela conservateur et méfiant face à l'idée même de changement et d'innovation. Adopter une telle méfiance lui permet de conserver le bénéfice de l'immobilité et de légitimer un certain *statu quo* dans le changement politique. *Statu quo* qui s'oppose au sens et à la démarche de l'engagement. Pourquoi s'engager s'il est impossible de peser sur l'état de la société ? Il y a donc pour ces militants une contradiction majeure entre l'argument du réalisme avancé par les opposants à la « gauche » et les principes de l'engagement d'une part, et du socialisme d'autre part. Le problème est justement que cette contradiction n'est plus vécue comme telle par le PS. Il ne parvient plus à vivre comme une tension ce rapport entre réalisme et engagement socialiste. Son évolution idéologique, en l'amenant à intégrer progressivement les impératifs du réalisme, l'a évincé de manière beaucoup trop radicale. Dans cette dérive, le spectre de 1983 et de ce que nous avions identifié comme le « tournant réaliste », est sans cesse convoqué. C'est à ce moment que le PS a rompu avec cette tension, basculant dans une forme de normalisation idéologique :

Marc : « Je trouve qu'on a été beaucoup, beaucoup, beaucoup trop frileux. Si on en est là maintenant, dans tout ce qui est service public, ça a son point de départ là-bas. On avait les manettes, on avait tous les pouvoirs, on avait tout, pourquoi on n'a pas été au bout des 5-6 ans ? Parce qu'au départ, si vous vous souvenez, le plan que Mauroy avait mis en place, avait présenté à Mitterrand, c'était un plan quinquennal, c'est-à-dire qu'il voulait nous emmener jusqu'en 86. Et à partir de

83, on a complètement… fermé toutes les manettes. On s'est recroquevillés sur nous, on est rentrés complètement… on n'a pas voulu faire sauter le système. Pourquoi ? Peut-être qu'on a eu peur, parce qu'on était tout seuls… qui était socialiste en Europe, à part nous ? C'était pas l'époque encore, on avait Thatcher en face de nous. Donc c'était pas avec Thatcher qu'on allait pouvoir jouer. En Allemagne, ça devait être Brandt… non, Kohl, il était pas vraiment de gauche. Donc on était seuls, et on n'a pas voulu interférer, donc on est rentré dans cette espèce de… on a dit « on va arrêter là nos expérimentations, on va se glisser dans le costume » ».

Le poids et l'importance du contexte politique international viennent donc une fois encore expliquer le changement de cap pris par le gouvernement Fabius. Mais il est cette fois dénoncé, avec l'argument selon lequel le « costume » de la prudence endossé par le parti au pouvoir ne correspondait pas à l'idéologie socialiste. Les sirènes de la respectabilité et de la reconnaissance internationale ne font pas écho aux oreilles de ces militants, persuadés d'être en phase avec le projet et les valeurs de transformation du socialisme. Rien ne devrait donc justifier à leurs yeux un tournant aussi radical que celui qui a été pris en 1983. Des deux septennats de Mitterrand ils en perçoivent ainsi deux phases structurées autour de cette période, marquée par l'arrivée de Laurent Fabius au gouvernement, dont la seconde est perçue comme une fuite, un manque de courage. Cette seconde phase, de renoncement, s'est poursuivie jusque la fin des années 90 et la politique menée par le gouvernement Jospin entre 1997 et 2002. L'élaboration théorique autour du concept de modernité qui avait été formulée pour justifier la politique gouvernementale de 1983 soulève également une réprobation. L'effet de coupure entre archaïque/moderne qu'elle implique et l'utilisation rhétorique qui en est faite est dénoncée pour ses connotations en termes de lecture révisionniste de l'histoire du parti. Le concept de modernité n'est pas en soi porteur de significations et s'avère beaucoup trop friable et flexible pour définir une politique :

- « On parle beaucoup de socialisme moderne, qu'est ce que… ?
- Malik : (il me coupe)… la modernité, si ça veut dire éluder ce qui fait le code génétique du Parti Socialiste, et donc ce qui fait la légitimité de notre présence dans les exécutifs que les Français nous confient, si ça veut dire éluder ce qu'est le Parti Socialiste avec son histoire, le point et la rose, son idéologie, bah ça n'a plus de sens. C'est pas de la modernité, c'est de l'effacement de ce qu'on a été. On ne se construit pas en niant son identité génétique, son histoire… Donc la modernité et l'archaïsme ça n'a aucun sens, ce qui est archaïque un jour devient moderne le lendemain, et ce qui est moderne un jour devient totalement archaïque le lendemain ».

Nous avions dans la première partie de ce travail mis en perspective les liens d'affinité existant entre réalisme politique et modernité. Par la sacralisation du fait qu'elle engage, la modernité trouve dans le réalisme une de ses déclinaisons. Comme le rappelle Emmanuel Terray, « qui valorise la modernité en tant que telle, qui souligne la nécessité d'être de son temps et d'en accepter les idées et les valeurs, exprime par là même son accord avec le présent, avec le donné, avec ce qui est. Le culte de la modernité pour elle-même n'est rien d'autre qu'un hommage rendu au fait accompli[1] ». L'argumentation du parti concernant la modernisation qu'il devrait continuer à accomplir est pour les militants un moyen de justifier par une appellation consensuelle une évolution idéologique et doctrinale allant dans le sens contraire de l'identité et du code génétique de leur parti. En privilégiant le fait aux valeurs, le PS s'expose à la perte de sa spécificité par rapport aux autres partis du jeu politique institutionnel.

Que ces mêmes militants de leur propre aveu utilisent parfois une argumentation similaire dans les discussions politiques avec les militants de partis dits plus à gauche que le PS confirme le caractère bien souvent rhétorique que peut prendre le déploiement de l'argumentaire autour du réalisme. L'appropriation de l'adjectif « réaliste » et le reproche d' « utopiste » peuvent constituer un enjeu pour certains militants, aussi critiques soient-ils par rapport à ces catégories et à leurs implications. Ce qui est critiqué, c'est également l'association qui est établie entre l'état actuel de la société et l'argument du réalisme : l'état de la société est en contradiction avec ce que pourrait être un réalisme « de gauche », aussi problématique soit-il. Il n'autorise pas un socialiste à arguer du réalisme pour décrire le monde tel qu'il le vit et le voit. L'objectif ne serait donc pas de renier intégralement le réalisme mais de faire en sorte de dénoncer l'« irréalisme » des politiques mises en œuvre et tirant la société dans un sens qui n'est pas en phase avec les orientations du socialisme.

2. La réintégration des valeurs

Si les militants sont convaincus de la nécessité pour le PS de prendre le pouvoir, tant au niveau local que national, ils n'en sont pas moins extrêmement méfiants vis-à-vis de lui et conscients de son caractère problématique et inconfortable, particulièrement dans le cas du

[1] E. Terray, *Penser à droite*, Paris, Galilée, 2012. p.29.

pouvoir exécutif. Cette question de la prise de pouvoir, dont nous avons pu voir toute la complexité dans l'histoire du socialisme français, pose celle de la compatibilité entre les valeurs de l'engagement et les compromissions amenées à être passées pour parvenir au pouvoir. Sur ce point une tension demeure chez ces militants. Le PS n'est pas parvenu à dégager de voie originale pour parvenir à la conquête du pouvoir. La présidentialisation du parti, guère réellement remise en cause aujourd'hui, a conduit ce dernier à adopter une sorte d'habitus de « droite » :

> Adrien : « C'est pour ça que la Vème République pour la gauche c'est un poison mortel, que tout être de gauche normalement constitué avec un minimum de conscience républicaine devrait être favorable à un changement de régime et un retour à un régime parlementaire. Parce que le grand homme, par définition, c'est la droite. Le leader charismatique c'est la victoire de la droite parce que c'est la dépolitisation du débat ».

Le parti, celui de la « rue de Solferino[1] », est accusé de s'être compromis dans son rapport au pouvoir par l'imprégnation d'une culture politique présidentialiste. Elle est déplorée par ces militants, ce en raison du rôle joué par la rencontre avec « l'homme providentiel », contraire aux principes démocratiques du socialisme. Cette absence de remise en question du rôle du « grand homme de gauche » serait une perversion des esprits socialistes par la logique de la Vème République. Le PS, obsédé par la question du « leadership », en est ainsi venu à abandonner l'idée du parti comme communauté idéologique[2]. La décision de mettre en place un système de primaires à l'issue du congrès de Reims vient pour les militants entériner cette logique. Issu d'un travail mené par Arnaud Montebourg et Olivier Ferrand, respectivement député socialiste et président de la Fondation Terra Nova[3], ce travail insiste sur la nécessité de couper court aux archaïsmes qui traversent sur ce point le parti. Nouvel « avatar de la bataille entre « anciens » et « modernes »[4] », ce

[1] Il a souvent été fait référence au lieu hébergeant le parti depuis 1980. Nombreux ont été les militants à faire une distinction entre parti des dirigeants et parti des militants. Cette distinction n'est pas récente et renvoie à la représentation de l'oligarchisation du parti. Pour une analyse de la transformation des élites socialistes, nous renvoyons au chapitre « Les élites socialistes, une société d' « élus » » de l'ouvrage de Lefebvre et Sawicki, *Ibid*., pp.67-121.
[2] Cette thèse constitue le fil rouge de l'ouvrage déjà mentionné de Rémi Lefebvre *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Raisons d'Agir, 2011.
[3] Publié en 2009 sous forme d'un ouvrage, *Primaire. Comment sauver la gauche*, Paris, Seuil, 2009. Il est tiré d'un rapport de 2008, *Pour une primaire à la française*, basé sur l'observation comparée de plusieurs expériences étrangères similaires.
[4] *Ibid*., p.85.

système permettrait de moderniser le parti et d'accroître son efficacité électorale. Le discours basiste qui l'accompagne masque en réalité, pour ces militants, une logique présidentialiste. En imputant le principal dysfonctionnement du parti à sa difficulté à se doter d'un chef, ces primaires reposent sur le postulat selon lequel « le problème cardinal, c'est la « lutte des egos », que de nouvelles « règles du jeu » doivent pouvoir maîtriser[1] ». En raisonnant en termes de leadership, le parti se dépolitise. Il en vient même à « psychologiser » et négliger le fait que cette question renvoie en réalité à des transformations structurelles du parti : « présidentialisation et légitimation croissante des ambitions individuelles, désidéologisation du parti qui encourage un jeu infini de différenciations personnelles, décomposition des courants devenus des coalitions labiles d'intérêts locaux, de moins en moins aptes à structurer la concurrence interne […], affaiblissement consécutif de l'autorité centrale […], professionnalisation généralisée de l'organisation qui renforce l'électoralisme[2] ». De telles évolutions rendent difficiles la prééminence de positions idéologiques. Et « en l'absence de clivages idéologiques structurants au sein du parti, les candidatures sont vouées à proliférer et le leadership à demeurer instable[3] ». Bien que beaucoup nous aient déclaré avoir voté en leur faveur lors du référendum interne, pour ne pas donner l'image d'un parti divisé, elles sont dans l'esprit de nombreux militants synonymes de la fin du parti de militant. L'électoralisme ne constitue pas en soi une ligne idéologique directrice. Il ne s'agit donc plus de prendre le pouvoir et puis « de voir ensuite », écho renversé de la parole militante du premier idéal-type. Le réalisme consistant à faire du parti une machine électorale mais idéologiquement branlante, pose problème :

> Alain : « C'est pas de la politique, c'est bien là qu'il faut… et la notion de pouvoir, elle s'analyse à travers ça, elle s'analyse aussi à travers ça, c'est pourquoi faire ? C'est pourquoi faire ? ».

Conséquence de cette méfiance vis-à-vis des logiques de présidentialisation et des bouleversements structurels du parti, la distinction entre les moyens utilisés par le parti pour parvenir aux fins qu'il se fixe est questionnée. Un détour par la philosophie pragmatique nous permet d'éclairer une telle idée. La philosophie pragmatique considère, à l'opposé de la tradition réaliste, que la valeur des fins visées ne saurait être telle que les moyens mis en

[1] *Ibid*., p.55.
[2] *Ibid*., p.56.
[3] *Ibid*., p.56.

œuvre pour les obtenir se justifieraient en conséquence. Elle rejette ainsi le principe consistant « à séparer une fin quelconque des moyens par lesquels on y parvient[1] ». Les moyens, dans la philosophie pragmatique, doivent être également « valués[2] » en fonction des effets qu'ils produisent et engendrent. Par conséquent, un moyen ne saurait être contraire aux valeurs défendues. Tous les moyens ne sont donc pas bons à suivre, aussi louables soient les fins poursuivies. Dans le cas du PS, le moyen consistant à intégrer les logiques présidentialistes au nom de la prise du pouvoir ne se justifie guère. En adoptant de tels moyens, le PS s'expose au risque de, une fois retourné au pouvoir, se laisser prendre à cette logique et n'être plus capable de s'en détacher :

> Thibault : « La fin et les moyens sont une seule et même chose dans le sens où on peut pas arriver à une bonne fin si on utilise des mauvais moyens […] Les mauvais moyens apporteront toujours une mauvaise fin. Pourquoi est-ce qu'une fois arrivé au pouvoir tu changerais si tu as utilisé des mauvais moyens pour y arriver ? ».

Cette question de l'articulation des fins et des moyens nous permet également d'intégrer la question des valeurs, très présente chez ces militants. Il existe en effet un certain nombre d'idées reçues sur la figure du nouveau militant, plus désidéologisé que par le passé et moins « intègre » dans son engagement[3]. De telles considérations sont bien souvent la conséquence de lectures hâtives ou partielles d'ouvrages traitant de cette question, notamment ceux de Jacques Ion[4]. Selon une telle lecture, comme le remarque Sandrine Nicourt, « il y aurait d'un côté des engagements « modernes » et de l'autre des engagements devenus trop « traditionnels » pour être légitimes. Une lecture simplifiée des travaux de J. Ion a entretenu cette vision ». De façon souvent implicite, ces travaux sur le déclin des modèles historiques d'engagement et leur forme fantasmée de « militant idéal » ont pu contribuer à faire croire à une éradication totale des évaluations normatives : là où le militant d'antan était porteur d'une représentation globale du monde et d'un système uni de valeurs, le militant d'aujourd'hui ne le serait plus ou peu. Mais l'engagement ne saurait en réalité être autre chose qu'un rapport

---

[1] J. Dewey, *La formation des valeurs*, Paris, La Découverte, 2011, p.129.
[2] *Ibid*., p.132.
[3] Dont la figure exemplaire serait celle du militant communiste des années 50 et 60.
[4] Et notamment de son ouvrage déjà mentionné *La fin des militants*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997. L'ambiguïté concernant ses travaux provient notamment du fait que son ouvrage se voulait essentiellement programmatique alors que beaucoup y ont vu des résultats définitifs.

aux valeurs, chaque implication se réalisant au nom d'une conception du bien ou du juste[1]. Un tel discours sur les valeurs n'est pas absent de la parole militante socialiste. La défense de la « cause » et des valeurs défendues par le socialisme reste bien présente chez ces militants. C'est cet oubli qui précisément pose problème dans la conversion trop radicale du parti au réalisme. En sacralisant les faits et en se retranchant derrière l'argument de la réalité, le parti a perdu de ses valeurs :

> Thibault : « La réalité, la réalité, c'est quoi ? D'abord on lui faire dire ce qu'on veut à la réalité. Au nom du réalisme, on fait tout. Mais au bout d'un moment il y a quand même des idéaux. Si on fait une loi pour que les Juifs ne puissent pas s'asseoir sur les bancs, il y a des gens qui vont dire au nom du réalisme « oui mais on va nous tuer si on s'oppose à cette loi », mais attendez à un moment il y a une morale, il y a un moment où il faut se lever ».

> Adrien : « Moi je pense qu'il faut réintroduire la notion de jugement de valeur, de projet de société. Pour un esprit de gauche, c'est injuste une politique qui favorise par une réforme les 1% de la société. Après de leur point de vue c'est très réaliste, mais du point de vue général c'est irréaliste ».

La convocation des idéaux doit servir de rempart à la légitimation de pratiques contraires aux valeurs défendues par le socialisme et le PS. Se référer à l'argument de la réalité n'a à l'inverse pas valeur en soi dans le sens où elle n'est pas perçue comme un absolu et identique pour tous. Ce qui pose précisément problème est bien l'interprétation de cette réalité. Arguer et se justifier de la réalité comme valeur permet de contourner la question de son interprétation. C'est considérer qu'elle est la même pour tous. Or, ce n'est pas tant la réalité qui devrait constituer le point de ralliement des socialistes que les valeurs autour desquelles doit s'opérer la transformation de cette réalité. Ce qui est réaliste est donc, pour « un esprit de gauche », ce qui va dans le sens des valeurs qu'il défend et de l'intérêt commun. L'affirmation des valeurs collectives vient se substituer à l'argument de la nécessité comme moteur de l'action. Si le réalisme consiste à agir au nom de la nécessité, le réalisme pour ces socialistes consisterait à agir au nom des valeurs. Mais celles-ci sont également rendues nécessaires. Ici se situe une ligne de fracture dans la représentation du réalisme par les socialistes : ce sont la contrainte et la nécessité qui constituent les motifs de l'action pour les militants du premier type-idéal, alors que pour ceux du second ces motifs doivent s'organiser autour de la question des valeurs. La rupture souhaitée par ces militants consiste précisément

[1] S. Nicourd (dir.), *Le travail militant*, Presses Universitaires de Rennes, 2009, p.15.

dans la réaffirmation des valeurs historiques du socialisme qui, selon eux, n'ont que peu évolué. Nous sommes donc loin du discours sur les mutations idéologiques du socialisme. Discours illustré nous l'avons vu par les plus enclins des militants au réalisme. Alors que ceux-ci arguent du poids du passé et des soubresauts de l'Histoire pour justifier la trajectoire idéologique du parti, les militants dont il est ici question se soutiennent quant à eux du poids de la tradition, inamovible, du socialisme.

Concernant ce type de militants, on peut émettre l'hypothèse selon laquelle l'explication de leur militantisme réside en partie dans l'adhésion à une cause idéologique, de manière en tout cas relativement plus certaine que chez les militants du premier idéal-type. Cette explication de l'engagement par la cause idéologique « postule en effet plus ou moins tacitement que ceux qui adhèrent à une organisation en relation avec le champ politique sont tous plus ou moins concernés par les questions politiques, motivés par les principes doctrinaux de cette organisation et orientés par le souci d'agir pour leur promotion[1] ». Sans tomber dans l'écueil consistant à faire des militants se déclarant les plus marqués à gauche les plus sensibles à la teneur idéologique de l'organisation partisane, il n'en reste pas moins que ces militants sont également les plus enclins à déplorer que leur parti se soit transformé en une « machine à rétribution » ou à « obtention de postes ». Il n'y a pour eux aucune nécessité à confondre raisonnements utilitaristes et logiques partisanes. Pour ces militants, cette question du réalisme structure fortement l'agencement doctrinal de leur parti. Cet agencement s'établit selon un schéma dichotomique : il y aurait pour eux une « aile droite » du parti, peureusement réformiste et favorable à l'accompagnement social du capitalisme, au délitement idéologique, à la présidentialisation du parti et encline aux raisonnements en termes d'intérêts individuels. De l'autre, une aile marquée « à gauche », souhaitant une politique de rupture avec les modèles en place. La promotion des valeurs de ce qu'ils perçoivent comme les valeurs authentiques du socialisme donne à ces militants leurs raisons d'agir au sein d'un parti dont bien souvent ils critiquent les compromis et les errements.

[1] D. Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol.11 (1), 2005, p.158.

B/ Loyauté que vaille

Dans son ouvrage *Défection, prise de parole et loyauté*[1], Albert Hirschman a proposé un modèle d'analyse qui, s'appuyant au départ sur l'étude des réactions de consommateurs face aux dysfonctionnements de firmes, est transposable, entre autres, à l'étude d'un milieu partisan. Hirschman distingue ainsi au sein de « l'espace des possibles face à un mécontentement[2] » trois types de réaction : défection (*exit*), prise de parole (*voice*) et loyauté (*loyalty*). La défection peut se traduire dans le cadre du milieu partisan par un non-renouvellement de la carte d'adhérent ou par un processus menant progressivement à un abandon de toute activité militante[3] ; la prise de parole quant à elle exprime une protestation à l'égard du mouvement ou du parti ; la loyauté enfin renvoie au sentiment de fidélité à l'égard de la cause défendue, et ce en dépit de la conscience des limites de celle-ci. L'analyse de nos entretiens nous permet de constater que les militants partiellement détachés des impératifs du réalisme investissent cet espace des possibles de deux manières. La première concerne la fidélité à l'égard du Parti socialiste, qui malgré ses renoncements constitue le seul parti à incarner l'union de la gauche. Si le vent a tourné dans un sens qu'ils condamnent, ces militants n'en demeurent pas moins optimistes quant au fait, qu'à nouveau, le vent tournera, cette fois dans le bon sens. La seconde consiste pour eux à prendre la parole (*voice*) au sein du parti et à manifester leur mécontentement en assumant des positions contraires, voire marginales, par rapport à la ligne officielle du parti.

1. Maintenir l'unité de la gauche

Le premier sentiment de fidélité par rapport au parti s'incarne dans l'idée d'une gauche unie, non clivée entre un front protestataire et un front gestionnaire. Conscients et critiques vis-à-vis des faiblesses et manquements de leur parti, ces militants n'en demeurent pas moins fidèles et « ne vont pas voir ailleurs ». Beaucoup nous ont confié qu'il leur serait

---

[1] A. O. Hirschman, *Défection, prise de parole et loyauté* [1970], Paris, Fayard, 1995.
[2] E. Neveu, *Sociologie des mouvements sociaux* [1996], Paris, Editions La Découverte, 2002, p.31.
[3] Notre population ne concernant que les encartés, nous n'étudierons pas les processus menant à la défection. Pour une analyse de ce processus, nous renvoyons au chapitre « Une psychologie sociale de l'exit » de l'ouvrage dirigé par Olivier Fillieule *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005, pp.95-110.

beaucoup plus apaisant idéologiquement de quitter le PS pour un parti situé plus « à gauche ». En désaccord avec la ligne du parti, ils restent cependant extrêmement méfiants vis-à-vis de l'attitude consistant à trouver refuge dans des partis plus affirmés idéologiquement mais aussi plus faibles électoralement. Le désaccord face à la ligne du parti ne constitue pas un motif suffisant pour le quitter. Ces militants sont critiques vis-à-vis de la facilité et du confort consistant à contenter leur insatisfaction par l'adhésion à une organisation plus réduite où l'entre-soi idéologique serait plus fort :

> Clément : « Je pourrais aller faire une fraction « ce que pense Clément X[1] à la LCR[2] ». Je serai content, on sera huit, on sera tous pareils et on sera heureux. Et pourquoi pas ? C'est une façon de vivre. Après ça change pas grand chose, ça dépend où on met le curseur ».

> Adrien : « Après moi ça ne m'empêche pas de condamner l'attitude des dirigeants du NPA[3], qui est une attitude très dommageable, voire criminelle, parce qu'elle rend impuissante la gauche, cette stratégie qui consiste à dire qu'il y a deux gauches, qui sont irréconciliables, qu'en gros il y a une gauche de protestation, qui elle est bien à gauche, mais qui n'arrive jamais au pouvoir, et l'autre une gauche de gouvernement, qui a vocation à traduire et à être une gauche sociale-libérale, donc une gauche qui n'est pas de gauche, moi je récuse cette division de la gauche en deux. Toute mon orientation et mon combat politique c'est de faire cette unité, de créer une gauche de gouvernement, mais de gauche, gauche de gauche, mais qui se fixe l'ambition d'arriver au pouvoir pour changer la vie des gens ».

La gauche de gouvernement qu'incarne le PS n'aurait donc pas vocation à sans cesse se trahir et à complexer devant une gauche de protestation, plus pure idéologiquement car non compromise. Cette gauche de contestation nuit à la gauche pas tant par ce qu'elle propose que par la manière dont elle s'y prend : en stigmatisant le PS et en pointant du doigt sa trahison doctrinale comme elle le fait, les partis incarnant cette gauche de protestation desservent les intérêts, plus larges, de la gauche. Réminiscences de l'épisode de 1983, cette gauche du PS qui oppose « la gauche réformiste et gestionnaire, nécessairement ralliée au réalisme

---

[1] L'enquêté fait ici mention de son nom de famille.

[2] Il est ici fait référence à la Ligue Communiste révolutionnaire. Il renvoie au nom porté par le Nouveau Parti Anticapitaliste de 1974 à 2009.

[3] L'enquêté fait ici référence au Nouveau Parti Anticapitaliste, né en 2009. Pour une analyse détaillée des dynamiques et mutations de ce parti, nous pouvons renvoyer au mémoire de F. Johsua *La dynamique militante à l'extrême gauche : Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire* (Paris, IEP, 2003, sous la direction de Nonna Mayer), ainsi qu'à D. Bonnemaison, « De la Ligue Communiste Révolutionnaire au Nouveau Parti Anticapitaliste », in J-M. de Waele, *Les partis de la gauche anti-capitaliste en Europe*, Paris, Economica, 2011.

économique, à une gauche *altermondialiste*, jadis révolutionnaire, pure de toute compromission[1] », avalise et entérine la rhétorique de la libéralisation du PS. Le point de divergence n'est donc pour ces militants pas uniquement idéologique. Il concerne également le fait que ces partis, en assimilant le PS aux politiques libérales mises en place à l'échelle européenne, se trompent d'ennemis. Ils divisent et affaiblissent une gauche qui ne peut se le permettre.

Le maintien d'une gauche unie constitue donc l'une des raisons qui pousse ses militants à la loyauté envers l'organisation. Malgré le caractère divisionniste de ces partis, certains militants peuvent cependant leur reconnaître une fonction de « sonnette d'alarme » face aux dérives du parti. Mais ces partis ne peuvent en fait espérer davantage. Ces militants jugent comme « irréalistes » des propositions qu'ils jugent beaucoup trop « gauchistes ». Ils reprennent à leur compte les arguments utilisés par leurs détracteurs de « droite » et les renvoient sur leur gauche. Ces partis ont donc un certain mérite, celui d'avoir des valeurs pour la société jugées comme bonnes mais pêchent toutefois par leur inapplicabilité. Ils ne sont que des curseurs indiquant le sens de ce qui est bien mais n'en restent pas moins fantaisistes. En refusant de participer à un gouvernement commun avec le PS, ils continuent à se marginaliser en ce qu'ils refusent de se « mouiller les mains » et d'assumer la difficulté, voire la tragédie du pouvoir. Car ces militants continuent de penser que c'est de leur côté du spectre politique que le rapport au pouvoir est le plus problématique. Les partis politiques classés à droite n'auraient eux pas les mêmes cas de conscience à conquérir le pouvoir. Le socialisme démocratique, et plus largement la gauche, malgré une longue expérience à la tête de l'État, ne sauraient entretenir un rapport autre qu'ambigu vis-à-vis du pouvoir. Le socialisme, s'il veut continuer à se définir comme tel, ne peut faire l'économie d'un rapport critique au monde et se prévaloir d'une insatisfaction permanente. Mais cette insatisfaction ne doit pas pour autant détourner le parti de ses objectifs, qui doivent être la conquête du pouvoir. C'est pourquoi l'union de la gauche reste un objectif que le PS se doit d'accomplir. La référence aux figures historiques et unificatrices du socialisme est chez, ces militants, récurrente et vient discréditer par avance toute idée d'alliance avec des partis non marqués à gauche.

[1] L. Hoang-Ngoc, *Refermons la parenthèse libérale !*, Paris, La Dispute, 2005, p.8.

2. « ...ça finira bien par tourner… »

La seconde raison de cette loyauté tient dans un rapport prophétique au socialisme et à l'évolution de la société : dans un futur imprécis mais nécessaire, les deux finiront par se rejoindre. Cette loyauté est à mettre en perspective avec la conviction selon laquelle la société telle qu'elle est aujourd'hui n'est plus tenable et qu'elle est vouée, inexorablement, à évoluer et à leur donner raison. La situation française actuelle, arrivée à un certain seuil, serait au bord d'une implosion inéluctable et donc d'un changement d'orientation radical. Nombreux ont en effet été les militants à dresser lors de nos entretiens une sorte d'inventaire de tout ce qu'ils considèrent comme des dysfonctionnements ou des aberrations de la société française. Inventaire qui conduit la société dans des limites qu'elle ne pourra bientôt plus tolérer :

> Françoise : « Franchement entre l'accroissement des inégalités, le chômage qui augmente, l'incertitude de la jeunesse, les retraites, la remise en cause des libertés publiques… Je pourrais continuer la liste longtemps… Y a un moment où ça va craquer, c'est pas possible autrement ! ».

> Sébastien : « Moi je reste résolument optimiste malgré la situation actuelle. Plein de choses vont se passer, je ne sais pas encore lesquelles exactement, mais de tout façon c'est impensable que la situation reste la même ».

Cet état de saturation vient disqualifier les politiques mises en place depuis plusieurs années, y compris celles dont le PS a pu se rendre complice ou auteur lorsqu'il était au gouvernement. L'idée du « droit d'inventaire », expression utilisée, nous l'avons vu, par Lionel Jospin à propos de l'héritage mitterrandien, revient sans cesse lors des entretiens à propos de la politique gouvernementale du PS. La critique vis-à-vis du parti est sur ce point très forte. Ce qui le sauve et convie à le suivre malgré ses faiblesses réside dans le potentiel de changement qu'il pourrait apporter une fois retourné au pouvoir. Il aurait alors l'occasion de réparer ses erreurs commises par le passé et apparaître sous une face plus convaincante ; de « repartir à zéro » et changer, enfin, les choses. L'aspiration à une refonte du politique est donc grande chez ces militants. Cette aspiration se fait sans savoir précisément où elle va et les plonge dans une situation d'irrésolution quasi-prophétique pouvant se résumer par la formule : « nous aurons raison, vous verrez ». N'est pas précisé le cheminement allant donner raison au socialisme. Cette situation contraint les militants à ne pas suivre la voie de l'*exit* et à, tant bien que mal, rester au parti. Ce discours d'arrangement pour le moindre mal constitue

cependant une raison d'agir et une rétribution évidente pour ces militants, aussi transitionnelles soient-elles. Cette irrésolution allant tendanciellement vers le pire mènera à ce que « quelque chose se passe » et qui, *in fine*, leur donnera raison. Un tel discours se situe à l'antipode du discours réaliste sur la fin de l'histoire et le triomphe du libéralisme. L'histoire pour ces militants au contraire s'inversera et verra le socialisme apparaître comme la seule alternative possible. La fin de l'histoire pourrait en fait être socialiste. L'idée exprimée est celle d'une *tabula rasa* future dont ils sont certains qu'elle arrivera. Un discours assimilable à la culture de l'utopie formulée par Jean-Baptiste de Foucauld. Celle-ci s'appuie selon l'auteur sur « la critique sociale » et « vise à instaurer des régulations originales et nouvelles et exprime un désir de changement radical des conditions de fonctionnement de la société ». Elle s'inscrit « sous la forme d'un désir de révolution, d'une espérance ineffable ». On peut y décerner « la projection d'un malaise existentiel, un report de l'absolu religieux vers le temporel relatif, la trace d'un mystérieux Royaume enfoui en nous et dont nous sommes les porteurs[1] ». Cette réhabilitation du discours utopique apparaît comme nécessaire pour certains des militants les plus déçus par le parti. Elle va même au-delà de sa forme organisationnelle et inscrit cette eschatologie dans un horizon socialiste qui pourrait être le partage de valeurs et prendre des formes nouvelles. Pour ces militants, la fidélité vis-à-vis du parti passe donc par la reformulation du socialisme comme quasi-prophétie et comme positionnement critique de sa forme « parti ». C'est sur ce point que peut s'effectuer une transition menant d'une position de loyauté à une prise de parole au sein du parti. Elle ne suffit pas cependant à engager une procédure d'exit dans la mesure où l'espérance d'un bouleversement futur reste vive.

II - Des socialistes hors les murs ?

C'est sur la base d'une critique du parti et de l'état actuel du socialisme qu'est permise l'inclusion chez les militants de nouveaux univers d'idéaux. Ils conditionnent l'apparition de formes idéelles nouvelles qui permettent de donner sens au militantisme et justifient leur fidélité au parti. De telles inclusions sont également la condition pour que s'élaborent chez

[1] J.-B. de Foucauld, *Les 3 cultures du développement humain*, Paris, Odile Jacob, 2002, pp.148-149.

eux des procédés visant à réenchanter leur militantisme et leur rapport au politique. Cette notion d'enchantement, fréquemment convoquée en sciences sociales, est sujette à de nombreuses dérives qu'il nous faut préalablement lever. Comme le précisent Jacques Lagroye et Johanna Siméant, les individus utilisent pour évoquer leur situation « de termes et d'expressions bien éloignés du vocabulaire des sociologues de la politique, qui ont de ce fait quelque difficulté à les traduire dans les catégories dont ils se servent pour rendre compte des attitudes, des comportements ou des motivations. Ainsi en va-t-il du *bonheur* dont certains acteurs font état, ou du *plaisir* et de l'*épanouissement* qu'ils disent trouver dans leurs activités[1] ». Il convient également de ne pas oublier que c'est précisément ce rapport d'enchantement que l'on cherche à expliquer. Il ne faut pas par conséquent y voir une intériorisation parfaite de la logique de la nécessité, ne pas réduire l'*illusio*[2] à l'illusion. Il faut donc pour ce faire ne pas se centrer uniquement sur les croyances et l'investissement qui sous-tendent l'engagement mais voir comment à cela peut correspondre une forme bonheur. Cette sociologie s'attache donc à comprendre les processus à travers lesquels se fabrique l'attachement des individus aux institutions au travers du plaisir et du bonheur qu'ils peuvent en tirer.

A/ Prendre parole par des actes

La loyauté à l'égard du parti constitue la condition pour que s'effectue par la suite une prise de parole. Ces deux types de réaction sont interdépendantes et se renforcent l'une et l'autre. Les militants loyaux à l'égard du parti cherchent à y gagner de l'écho et ainsi le faire évoluer. Par conséquent, la *loyalty* aurait donc tendance à freiner le recours à l'*exit* et à favoriser inversement le recours à la *voice*. Les militants choisissant de prendre la parole au sein du parti le font en espérant le réorienter à terme vers des voies qu'ils jugent comme plus fidèles à la représentation qu'ils se font du socialisme. Celle-ci se fait au travers de pratiques militantes pouvant être rendues marginales par l'évolution du parti et qu'ils cherchent à

[1] J. Lagroye, J. Siméant, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in P. Favre J. Hayward, Y. Schemeil (dir.), *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, Paris, Presses de Sciences Po, 2003, p.53.
[2] Rappelons que le concept d'*illusio* renvoie au fait « d'être investi, d'investir dans des enjeux qui existent dans un certain jeu », in P. Bourdieu, *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994, p.152.

réhabiliter. Mais cette prise de parole est également pour ces militants l'occasion de mettre en acte leur socialisme et de réenchanter leur engagement.

1. Pratiques de terrain

Ce qui semble tenir ces militants à leur parti et leur procurer du plaisir tient pour beaucoup à ce que l'on peut appeler un travail de « réveil des consciences ». Nombreux sont en effet les militants qui invoquent ce qu'ils perçoivent comme une « mission », non sans une certaine consonance religieuse. Ce terme, prononcé à plusieurs reprises lors de nos entretiens, apporte une nouvelle nuance empirique à l'image du militant distancié et moderne proposé par une lecture caricaturale des travaux de Jacques Ion. Il n'y a toutefois dans leurs paroles rien qui ressemble à l'apologie d'un renversement total du système, d'une prophétique *tabula rasa*. Les entretiens que nous avons pu mener avec ces militants démontrent plutôt une certaine propension à penser leur activité politique par le biais de l'idée de transmission. Les valeurs du socialisme ne sont pas moins actuelles que celles véhiculées par de nouveaux paradigmes, telle l'écologie politique[1]. Sur ce point les militants sont très critiques vis-à-vis de la tendance consistant à reléguer au second plan les principes défendus par le socialisme au profit de thématiques jugées plus « modernes » ou actuelles. La contemporanéité du socialisme ne souffre pour eux pas de doute et fait que son message doit continuellement être transmis. Cette quête de plaisir et de sens s'articule alors autour de la discussion politique, par laquelle est véhiculée leur propre conviction. C'est à travers celle-ci que certains perçoivent le sens de leur action et continuent à en jouir :

> Florent : « Quand je discute avec quelqu'un sur un marché et que j'arrive à le convaincre d'une idée que défend le PS, j'ai l'impression d'avoir accompli ma mission. Je rentre chez moi heureux ».

> Abdel : « Vu le PS comment il a évolué ces dernières années, quand je rencontre un jeune des milieux populaires et que j'arrive à le convaincre de nous rejoindre ou même de voter pour nous… là je suis content, hyper content ouais ».

[1] Une certaine méfiance manifeste à l'encontre de l'écologie s'est faite ressentir au cours de nos entretiens. Certains militants l'accusent d'être devenue un thème politique « vedette » et d'avoir supplanté les valeurs du socialisme.

Il s'agit donc pour ces militants de prendre leurs responsabilités au nom d'un idéal politique toujours valable. La transmission et la diffusion de cet idéal constituent le cœur de leur militantisme. C'est la raison pour laquelle ils sont très fortement critiques vis-à-vis de la désidéologisation du parti et déplorent le fait qu'il ne s'affirme pas plus sur ce point. Pour eux, le problème du PS et plus généralement de la gauche tient du fait que les valeurs de gauche ne sont pas suffisamment revendiquées. L'éveil des consciences dont beaucoup parlent consiste donc à réaffirmer ces valeurs et à les diffuser le plus largement possible. La satisfaction et les raisons d'agir de ces militants sont d'autant plus fortes lorsque leur travail de conscientisation touche les catégories dites populaires. En effet, le PS étant de plus en plus composé de militants peu représentatifs de l'électorat qu'il est censé représenté[1], la question des liens avec les milieux dits populaires est pour ces militants des plus sensible. Ceci est renforcé par le traumatisme du 21 avril 2002 et la perte d'une partie de l'électorat populaire au profit du FN[2]. Ces militants se sentent pour cette raison d'autant plus investis par le fait d'être les porteurs du message socialiste au sein de ces milieux. L'idée d'une reconquête des milieux populaires fait partie intégrante de leur raison d'agir.

Ces militants sont par conséquent très attachés aux liens privilégiés que peut entretenir le parti avec son pôle militant. Pour eux, le PS est, au même titre que le PC, un parti de militants et doit le rester. Or, le modèle de militant que semble aujourd'hui privilégier le parti est proche de celui proposé par Jacques Ion. *L'Hebdo des socialistes* s'en faisait ainsi le relais en avril 2004 : « le mot d'ordre « adhérer » qui traduisait la vision globale de la politique, c'est terminé. Le mode d'engagement du citoyen passe par le refus d'identification pyramidale. Il veut du débat, de la confrontation, être associé aux prises de décisions qui le concernent plutôt que de suivre un grand projet imposé […]. Les partis doivent s'adapter à l'individualisation et à l'autonomie de la société[3] ». En conséquence, comme le précisent à nouveau Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki, « les pratiques militantes traditionnelles (collectage de timbres, distribution de tracts, collage d'affiches, organisation de manifestations de rue et de fêtes) fondées sur l'expérience vécue des catégories populaires

[1] Dans l'enquête qu'ils ont mené sur les adhérents socialistes en 1998, François Subileau, Henry Rey et Colette Ysmal concluaient ainsi à un embourgeoisement des militants par rapport à l'enquête menée en 1985-1986 (H. Rey, F. Subileau, C. Ysmal, « Les adhérents socialistes en 1998 », *Cahier du CEVIPOF*, 23, 1999).
[2] Tendance il est vrai moins accentuée lors des élections présidentielles de 2007.
[3] M. Lignières-Cassou, *L'Hebdo des socialistes*, avril 2004. Cité par R. Lefebvre, F. Sawicki, *Ibid*., p.193.

apparaissent ainsi dépréciées, voire stigmatisées. Si « le terrain » est valorisé, il est peu pratiqué[1] ». C'est la raison pour laquelle ces militants sont très critiques vis-à-vis du système de primaires, qui bouleverse la fonction militante. Ils se sentent floués dans la mesure où ils sont mis sur le même plan que les sympathisants et dépossédés de leur pouvoir. C'est donc une part de leur identité de socialistes qui est remise en cause :

> Antoine : « Les primaires d'accord, mais dans ce cas à quoi ça sert de se faire chier à militer ? Elle est où dans ce cas la différence entre ceux qui vont se déplacer uniquement pour aller voter et ceux qui se bougent depuis des années ? ».

Ces militants manifestent un véritable attachement au pouvoir militant. L'image du PS comme parti de militants est historiquement à situer dans le délitement de la SFIO. Au congrès d'Epinay, en réaction, le nouveau parti avait placé cette exigence d'instaurer un parti de militants comme prioritaire. Ce pouvoir militant se traduisait notamment statutairement par la volonté d'affirmer un contrôle sur les élus. Il était ainsi spécifié dans les statuts que chaque élu était « soumis à toutes les obligations du militant dans sa section » et devait également « appartenir à l'une des sections de la circonscription qu'il représente[2] ». A ces droits se joignaient également des devoirs. Il est ainsi spécifié l'existence d'une durée minimale de présence pour pouvoir candidater aux élections politiques ainsi que d'une présence minimale de six mois afin de pouvoir participer aux consultations internes. Comme le note Thierry Barboni, « le droit de vote interne apparaît ainsi comme la variable discriminante devant faire de l'adhérent socialiste un militant à part entière, droit dont toute tentative d'adaptation doit tenir compte du principe de distinction qu'il opère entre simples adhérents et « vrais militants »[3] ». La militance renvoie donc ici à une conception active de la participation politique. Cette image du « parti militant » et la valorisation de l'idéal militant ont ainsi constitué un élément important de la culture partisane socialiste au cours des années 1970, de telle sorte que cette décennie « apparaît rétrospectivement pour les socialistes comme un moment d'intense mobilisation militante[4] ». Nos enquêtés ont effectivement insisté sur cette activité militante qui avait cours pendant cette période, en comparaison de la réalité militante aujourd'hui. L'on constate en conséquence une influence de la variable générationnelle semblable à celle que nous avions constatée dans le chapitre précédent. Les militants dont les

---

[1] R. Lefebvre, F. Sawicki, *Ibid*., p.192.
[2] Statuts d'Epinay de 1971. Cité par T. Barboni, *Ibid*., p.71.
[3] *Ibid*., p.71.
[4] *Ibid*., p.74.

raisons d'agir se caractérisent par un éveil des consciences sont essentiellement des « anciens » militants, entrés au parti avant la prise du pouvoir de 1981. Ce sont eux qui déplorent majoritairement la détérioration du métier de militant au profit de la figure, plus lâche et distanciée, de sympathisant et d'adhérent. Cette critique est d'autant plus forte chez les militants d'origine populaire qui expriment une certaine nostalgie vis-à-vis d'une époque où était ostensiblement affirmée l'identité socialiste. Inversement, les jeunes militants, plus richement dotés en capital scolaire et généralement moins socialisés à ce type de culture militante, semblent moins attachés à cette forme de militantisme. Ils n'en perçoivent pas nécessairement l'intérêt en termes d'efficacité électorale et semblent parfois avoir intégré le discours sur les mutations du travail militant. Cela n'est guère étonnant dans la mesure où le PS s'en fait également fréquemment le relais.

Les raisons d'agir dont il est ici question sont ainsi étroitement liées à une critique acerbe de l'évolution et de l'état du parti ; car rares, voire inexistants, sont les militants se déclarant satisfaits de leur parti. Ces militants font le choix de rester fidèles à leur parti et cherchent du sens au travers de la réhabilitation des pratiques militantes. Mais ceci ne concerne qu'une partie des stratégies d'enchantement. D'autres cherchent des refuges au sein du parti.

2. Devenir minoritaire

Le PS est un parti où cohabitent de nombreux courants et, à l'intérieur même de ces courants, des sous-courants. Cette constellation de sensibilités offre aux militants « de nombreuses ratifications, notamment pour les plus idéalistes des militants. L'adhésion aux courants rénovateurs (NPS, Rénover maintenant, Utopia) et/ou à gauche du parti (Gauche socialiste, Nouveau monde…) peut permettre de rester dans le parti, sans vraiment y être (à en croire certains militants) en ne perdant pas la face[1] ». Certains militants reconnaissent en effet ne pas se retrouver dans le jeu des motions majoritaires, constituées, rappelons-le, des motions A, C, D et E du congrès de Reims. Ils déplorent le fait que celles-ci ne soient que des écuries engagées derrière un candidat par un jeu d'alliance et de promesses de rétributions matérielles :

[1] R. Lefebvre, F. Sawicki, *Ibid*., p.216.

Pierre : « Ça ne veut pas dire grand-chose les motions, c'est surtout je pense… une manière de trouver des arrangements à l'avance, de se placer sur le bon cheval ».

- Jacques : « Non, je n'ai pas voté au congrès de Reims non.
- Pourquoi ?
- Jacques : Je sais pas… on sait très bien que c'est des petits arrangements tout ça… Moi je préfère raisonner en termes d'idées, de programmes. C'est ça la politique, non ? C'est pas magouiller entre amis pour se refiler des trucs… ».

Les errances du parti sont notamment imputées à cette division en motions, elle-même la conséquence d'une absence de boussole idéologique clairement définie. La mise à l'arrière-plan d'orientations idéologiques aurait ainsi favorisé la multiplication de courants, candidatures et acté la « guerre d'egos » entre les cadors du parti. Pour ces raisons certains militants cherchent à s'y soustraire en investissant de leur militantisme les moins visibles des motions, en l'occurrence les « B » et « F ». Elles sont un espace où peuvent être réaffirmées des positions plus marginales et moins en phase avec les lignes directrices portées par les motions majoritaires. Le « débat d'idées » semble y être plus important et les positionnements stratégiques – dans la mesure où il y a peu à rétribuer – moindres. L'utilitarisme y est relativement minoré en comparaison de l'enchantement consistant ici « à s'en tenir aux représentations officielles et à ne retenir que les mobiles légitimes du militantisme[1] », c'est-à-dire les motivations idéologiques. Pour vivre heureux et d'idéologie, ils vivent donc cachés. La position consistant à intégralement refuser le jeu des motions existe aussi. Le refus de prendre part au vote est un moyen de renvoyer dos à dos toutes les écuries et de ne retenir de son militantisme que l'aspect le plus noble.

Le PS est un parti qui, par les multiples courants et tendances qui le structurent, permet aux militants les plus idéalistes de s'investir et de garder espoir quant au fait que leurs positions, dans un futur à venir, pèseront sur le processus majoritaire. Une telle idée est également proposée par Colette Audry : « dans un parti où sont reconnus les tendances ou les courants, rien n'interdit aux minorités de prendre des positions propres sur d'autres points que ceux qui ont été tranchés par le congrès, ni de demander au congrès suivant une révision de la ligne qui a été adoptée, après examen des résultats obtenus. Cela veut dire que la position écartée n'est pas pour autant supprimée ». Cette position « subsiste comme ce qui aurait pu

[1] D. Gaxie, « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Ibid.*, p.170.

être, ce qui pourrait être encore, ce qui pourra être demain. C'est ainsi que la mission des minorités est de maintenir ouvert le champ des possibles dans la conscience de tous les militants[1] ». Le PS permet à ses militants de demeurer dans les marges du parti, le ressort des courants le permettant. Comme le précise Thierry Barboni, « loin d'être en acier, ce ressort-là est au contraire extrêmement souple. Son élasticité permet alors aux participants de disposer d'une marge de manœuvre fonction des ressources sur lesquelles ils peuvent compter ». Plus un militant désirera se situer à l'écart des enjeux nationaux, « plus son autonomie vis-à-vis des courants pourra être forte[2] ». Ce recul permet à ces militants de conserver un recul critique et d'avoir le sentiment de ne pas céder aux sirènes de la trahison idéologique. Ils aiment avoir l'impression que le parti ne s'adresse pas à eux, d'en être les incompris. Leur prise de parole au sein de l'institution est conditionnée par une certaine marginalisation mais qui, au final, pourrait être amenée à évoluer et devenir majoritaire. Il n'y a donc aucun sens à le quitter, les rétributions idéologiques y étant encore grandes, et le sens du devenir puissant.

B/ Pratiques associatives et reformulation du politique

Parmi les militants de notre second idéal-type, certains ont admis avoir, pour échapper à la tentation de quitter le parti, trouvé refuge dans d'autres formes d'engagement. C'est un moyen pour eux de se détacher quelque peu du parti tout en continuant à s'y investir. Certains optent pour d'autres formes de « bricolage » dans leur engagement, comme « ne pas voter socialiste aux élections […] ; rester aux « anciens du PS », mais ne plus reprendre sa carte au PS ; ne reprendre sa carte que parce que le secrétaire de section vient vous la demander chez vous[3] ». Différentes stratégies existent pour garder une certaine foi et sont parfois cumulatives. C'est ici à celle consistant à s'investir dans le milieu associatif à laquelle nous nous intéresserons à présent. Elle nous semble d'autant plus importante qu'elle est pour les militants l'occasion de tenter une reformulation du socialisme.

[1] C. Audry, *Les militants et leurs morales*, Paris, Flammarion, 1976, p.82.
[2] T. Barboni, *Ibid*., p.43.
[3] R. Lefebvre, F. Sawicki, *Ibid*., p.213.

1. La réhabilitation du secteur associatif

L'attrait pour la cause associative de certains militants apparaît en proportion de la déception à l'égard de l'action du parti. Ces militants n'éprouvent dans leur militantisme plus autant de satisfaction et vivent leur engagement sur un mode proche de la désillusion. Plutôt donc que de renoncer à l'activité militante, certains préfèrent penser leur engagement comme le prolongement de leur engagement socialiste, rompre avec tout militantisme étant un acte douloureux. Les militants qui s'engagent dans le domaine associatif perçoivent cet engagement comme une sorte de relais, de prolongement à leur engagement initial. Mais ce second engagement est également l'occasion pour eux de redonner un sens à la définition même de ce qu'est la politique :

> Anne-Marie : « Là je viens de créer une association, une association sur la question de la parentalité. C'est pas très politique, enfin c'est politique dans un certain sens, voilà ».

L'enchantement, ou réenchantement, tient donc des caractéristiques propres au milieu associatif. Celui-ci est perçu comme une alternative aux « manières de faire » du PS, qui reste encore pour ces militants un parti extrêmement hiérarchisé, et ce en dépit de toutes les ambitions du parti autour des procédés participatifs et de la nécessité d'en prendre en compte la base. Pour ces militants donc, à l'image de ce que Laurent Willemez constate à propos des membres d'associations de solidarité, l'accent est mis sur « le décloisonnement et l'écroulement des hiérarchies quotidiennes que provoque la participation aux actions de groupe[1] ». Leur discours est en outre marqué par une réhabilitation du lexique du « faire » et du « concret », à rebours des discussions en sections qui, de l'aveu de ces militants, se perdent en palabres. Certains vont même jusqu'à « accuser le militantisme d'inefficacité » et se disent « lassés des débats dont les groupes militants sont le théâtre, stigmatisent leur théoricisme et s'interrogent sur leur utilité réelle, afin de mieux faire valoir le pragmatisme et l'efficience de leurs propres modes d'action[2] ». Dans cette optique et pour ces raisons, le milieu associatif est pour ces militants l'occasion de réaliser le socialisme « tout de suite ». Ils y « trouvent

[1] Laurent Willemez, « De l'expertise à l'enchantement du dévouement », in A. Collovald, M-H. Lechien, S. Rozier, L. Willemez, *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Monde*, Rennes, PUR, 2002, p.64.
[2] S. Rozier, « Les justifications de l'engagement », in A. Collovald, M-H. Lechien, S. Rozier, L. Willemez, *Ibid*., p.175.

l'occasion de déployer à un niveau supérieur leurs qualités morales originelles », et « peuvent apprendre dès maintenant (autrement dit, sans avoir à attendre que l'Avenir radieux prenne en charge leur rééducation) à rompre avec l'imaginaire utilitariste du monde capitaliste[1] ». L'engagement associatif éveille des motifs de désintéressement et de solidarité conformes à l'idéal socialiste tout en permettant une reformulation de ce que sont la politique et le socialisme :

> Thibault : « Maintenant je comprends la démarche qui dit qu'on est pas obligé d'arriver au pouvoir pour faire de la politique, qu'on peut changer les structures. Et généralement ce sont des gens qui sont très impliqués dans les associations. Je pense que la société civile a son mot à dire, tout autant que la politique ».

Cette idée fait écho aux travaux mettant en avant les liens historiques unissant le socialisme et l'association[2]. Cette tradition socialiste s'est construite directement contre l'utilitarisme et sa morale de l'intérêt et se revendique des œuvres des premiers théoriciens socialistes. Elle réhabilite la portée d'une pensée rendue marginale par le poids du marxisme et du guesdisme. Comme le précise Philippe Chanial, cette conception associationniste du socialisme « renvoie tout à la fois à un corps de doctrines morales, politiques et économiques – celles de ceux que les marxistes nommeront péjorativement les « socialistes utopiques » pour mieux les opposer au « socialisme scientifique » – et à un ensemble de pratiques populaires, caractéristiques des origines du mouvement ouvrier[3] ». Plus que les rapports de production, ce sont, selon cette tradition, les forces morales qui font l'histoire. Celles-ci s'incarnent dans la vie sociale qui enveloppe des individus se construisant par et dans des relations sociales. L'association est alors la forme que doit prendre l'engagement socialiste. Si ce socialisme a très rapidement été rendu marginal, la faute à un débat idéologique et doctrinal largement centré autour de l'encombrant héritage marxiste, il fait progressivement retour dans le débat : « cette redécouverte des vertus démocratiques de la société civile s'opère, à partir des années 70, principalement au sein de la pensée social-démocrate, dans sa critique à la fois des expériences totalitaires et, plus généralement, de l'identification du socialisme aux seules vertus de l'État centralisé et bureaucratique[4] ». Ce socialisme vise

---

[1] J-C. Michéa, *Orwell éducateur*, Castelnau-le-Lez, 2003, p.117.
[2] Et dont Philippe Chanial propose une synthèse pénétrante dans *La délicate essence du socialisme. L'association, l'individu & la République*, Le Bord de l'eau, 2009.
[3] *Ibid*., p.103.
[4] *Ibid*., p.114.

notamment à prémunir la société civile des abus de l'État et du marché par le renforcement des engagements volontaires et par le renversement des cadres hiérarchiques de subordination. La majorité des militants sensibles à cette reconfiguration de la place accordée à la société civile se justifie de l'expérience soviétique et de la crise du capitalisme. Ces militants se disent parfois sensibles aux idées défendues par le rocardisme et la deuxième gauche, dont la méfiance vis-à-vis de l'étatisme était d'une certaine manière visionnaire. Engagement associatif et partisan cohabitent harmonieusement pour ces militants, ravis de pouvoir échapper aux logiques partisanes. Leur socialisme devient donc protéiforme et déclinable hors des milieux partisans, restreints et bien souvent inefficaces.

2. La cause humanitaire

Parmi ce type de militants à la recherche d'autres formes d'engagement, certains trouvent leur raison d'agir dans l'action humanitaire. Souvent valorisé et présenté comme l'un des seuls engagements dignes de ce nom, l'humanitaire apparaît tantôt comme le substitut d'un militantisme politique dévalorisé et vétuste, tantôt et au mieux comme un enthousiasme enchanté envers une forme plus pure de politique, a-idéologique et pragmatique. Une telle vision schématique est là encore à relativiser et doit être mise en perspective avec les carrières idéologiques des militants. Or, rien ne permet *a priori* de valider une telle étanchéité dans les motivations idéologiques individuelles. Les militants s'engageant sur ce front ne font preuve d'aucune naïveté ni d'aucun fantasme sur une quelconque pureté le concernant. Quoiqu'il en soit et indépendamment, l'engagement humanitaire repose, en comparaison de l'engagement socialiste partisan, sur des logiques bien distinctes. Il s'appuie en effet sur une conception « « horizontale », binaire et neutre des rapports sociaux » et s'« impose au détriment d'une vision critique des relations asymétriques et hiérarchisées que pouvaient exprimer la « lutte des classes » ou les études en termes de domination ou d'exploitation[1] ». Si la représentation des clivages sociaux est difficilement compatible, c'est en fait parce qu'elle concourt « à transformer en enjeux moraux des problèmes sociaux et

[1] Annie Collovald, « L'humanitaire expert : le désencastrement d'une cause politique», in A. Collowald, M-H. Lechien, S. Rozier, L. Willemez, *Ibid*., p.25.

politiques[1] » que la cause humanitaire peut constituer pour ces militants un terrain d'action privilégié :

> Sylvie : « La question c'est de trouver d'autres relais… de pas limiter la politique juste aux partis. Faut élargir le champ ».
>
> Jacques : « En même temps c'est pas facile, c'est des logiques qui peuvent s'opposer. J'ai parfois du mal à faire coïncider mon militantisme au PS et mes engagements humanitaires, je me dis que c'est un peu contradictoire ».

Malgré cela, ces militants sont néanmoins contraints de procéder en permanence à des ajustements pour justifier leur militantisme. Non pas par rapport à l'idéal socialiste, dont on a vu qu'il pouvait justifier et même encourager l'engagement associatif ou humanitaire, mais par rapport à la politique elle-même. Ces militants engagés dans l'humanitaire sont en effet pris dans des contraintes qui les incitent à produire des signes de distanciation à l'égard de la politique[2]. La première de ces raisons est que cette distanciation est précisément une des conditions du succès des causes humanitaires, moins clivantes idéologiquement et sans adversaires[3]. Plus consensuelles, elles font, comme la lutte antiraciste, l'objet d'un large soutien de part et d'autre du spectre idéologique. C'est également parce que cette cause repose sur la collecte de fonds et dépend de sa visibilité politique que les humanitaires se doivent d'adopter un discours relativement épuré de considérations idéologiques. Un discours qui peut s'avérer difficilement conciliable avec la tradition partisane et frise avec l'accréditation de la thèse de l'impuissance du politique, thèse dont nous avons constaté tout l'écho qu'elle recevait chez certains militants. Afin d'éviter un tel écueil et réifier une telle opposition, il convient là encore de ne pas confondre ces stratégies de démarcation entre humanitaire et politique avec le rapport qu'entretiennent ces « double-engagés » avec le politique. Penser ce double engagement dans le secteur associatif ou humanitaire comme un refus de la politique actuelle s'avère extrêmement réducteur. Il semblerait en effet plus approprié de le considérer comme un « sas », qui suspend « la question du rapport aux activités partisanes sans

---

[1] *Ibid.*, p.31.
[2] J. Siméant, « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », in Jacques Lagroye, *La politisation*, Paris, Belin, 2003, p.183.
[3] Philippe Juhem en parle comme une forme de « politique non polémique », in « La logique du succès des énoncés humanitaires : un discours sans adversaires », *Mots. Les langages du politique*, 65, 2001, p.26.

abandonner celle d'un politique élargi[1] ». L'engagement humanitaire a en effet la caractéristique de faire cohabiter des militants n'ayant jamais connu d'autres formes d'engagement et des « « militants dans l'humanitaire », dont les mêmes dispositions qui les avaient amenés au politique vont se retrouver investies dans l'humanitaire à la faveur de processus historiques plus larges redéfinissant les lieux et possibilités d'investissement des individus[2] ». Envisagé de cette manière, l'engagement de ces socialistes constitue un travail d'investissement et d'élargissement de l'horizon militant. Il peut donc par conséquent ne pas être perçu comme un renoncement ou une trahison par rapport à l'engagement initial et comme une sorte de fuite en avant.

. *Conclusion : contre l'inertie du réel*

Les militants que les représentations rattachent au second idéal-type ont une conception de la politique institutionnelle et de leur engagement qui leur permet de rester fidèles à leur parti. Les plus critiques sont également les plus en souffrance. Pour eux, le réalisme politique « ne ressemble justement pas à un destin inéluctable auquel il faudrait se soumettre sans discussion, mais à ce qui permet de renverser le rapport des forces qui paraissait totalement défavorable[3] ». En assumant le caractère conflictuel de l'action politique, ils cherchent à prendre pouvoir sur un monde qui ne les satisfait pas. Une attitude irénique et consensuelle ne peut être envisageable tant que subsistera un tel état de fait dans la société. Tel état doit au contraire être combattu et réaffirmées les valeurs initiales du socialisme. Mais sont également assumées des stratégies militantes visant à l'évitement des enjeux majoritaires. Les motions ou courants les plus minoritaires offrent des espaces à des militants lassés des logiques partisanes. C'est sur les bases d'une telle critique que certains militants peuvent doubler leur engagement partisan. Le milieu associatif, perçu comme moins pyramidal et moins idéologisé, permet la reformulation d'un socialisme rendu pesant et inefficace par sa forme partisane.

---

[1] J. Siméant, *Ibid*., p.194.
[2] J. Siméant, *Ibid*., p.195.
[3] B. Latour, « La rhétorique de l'impuissance », in Club Merleau-Ponty, *La pensée confisquée. Quinze idées reçues qui bloquent le débat public*, Paris, La Découverte, 1997, p.121.

Conclusion de la troisième partie

Le PS constitue une organisation partisane où, par-delà une certaine rigidité, demeurent pour les militants des espaces et des marges de liberté. Dans ce parti où sont reconnus les tendances et les courants ainsi qu'une certaine largesse idéologique, les militants désabusés peuvent y trouver des rétributions produites ou non par l'institution. Si, comme le précisent Lefebvre et Sawicki, « une certaine économie psychique du cynisme domine l'univers partisan, le PS est aussi investi par des militants qui croient sincèrement à l'importance des jeux et des enjeux qui les mobilisent[1] ». Ce sont ces investissements et ce goût pour les luttes qui tiennent également le parti et donnent une certaine valeur au militantisme. Qu'elles se doublent ou non d'autres lieux d'engagement, ces stratégies d'enchantement, certes souvent supplantées par la dimension agonistique et concurrentiel du militantisme, structurent encore le parti. Ces résistances et stratégies ne concernent qu'une partie, quantitativement minoritaire, des militants. L'essentiel de ce type de militants adopte une posture de combat vis-à-vis de la désidéologisation du parti et du trop fort réalisme qui le caractérise. Ils sont majoritairement ralliés à la Motion C, sans que cette appartenance ne recouvre toutefois le spectre du discours de résistance. La construction d'idéal-types permet de dépasser les divisions en termes de courants et de procéder à des regroupements plus fidèles aux représentations personnelles et subjectives des militants. L'économie psychique du réalisme, pour reprendre la formule de Lefebvre et Sawicki, si elle domine bien ces représentations, laisse malgré tout ouverte des possibles quant à une reformulation de l'engagement socialiste. Possibles qui, à défaut d'être actuellement totalement exploités, demeurent saisissables et appropriables par des militants souvent confus dans les raisons politiques de leur militantisme.

[1] R. Lefebvre, F. Sawicki, *Ibid*., p.217.

Conclusion générale

> *« Choisir consciemment les voies qui déterminent de façon inévitable le développement de la société, voilà l'explication du réalisme de notre politique ».*
>
> Julien Benda, *La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1927, p.65.

La question du réalisme politique a été abordée sous différents angles. Là où il aurait été envisageable de se limiter à une seule approche, nous avons au contraire tenté d'en conjuguer plusieurs. Elles nous ont permis d'éclairer des aspects du réalisme politique qui, sans cette combinaison, ne l'auraient guère été. L'approche en termes d'histoire des idées politiques et sociologiques nous a, dans un premier temps, permis de souligner toute la complexité d'une notion qui, galvaudée par l'usage courant, en vient à être assimilée à d'autres concepts. La déconstruction que nous en avons faite permet au contraire d'en saisir la spécificité et les deux dimensions qui le caractérisent. Envisagé dans sa dimension descriptive, le réalisme politique est l'étude scientifique du politique qui accorde le primat à la question de la lutte pour le pouvoir et à la dimension conflictuelle des rapports humains. Il s'adosse à une lecture humaine, sécularisée et désenchantée de l'Histoire. Son anthropologie pessimiste du genre humain l'amène à généraliser le règne de la nécessité à l'ensemble de l'activité politique. Mais le réalisme peut également être défini comme l'art d'agir dans des conditions et des situations difficiles, un art de la compromission entre idéal et réalité. Le

réalisme politique, derrière le masque de la neutralité et de la science, n'en est pas moins énonciateur de postulats et de critères normatifs. Dans sa dimension prescriptive, nous l'avons défini comme une sensibilité au service de l'autoconservation du pouvoir en place, une technique de gouvernement au service de ce qui est déjà. Le postulat qu'il défend concernant l'inertie et le poids de la réalité fait de lui un légitimiste et un opposant à tout discours sur les possibles et les transformations de la société. Le geste machiavélien consistant au rejet de « comment les choses devraient être » au profit de ce qu'elles sont réellement est commun aux auteurs se revendiquant de la sensibilité réaliste. C'est au travers de ce nécessaire conformisme à l'ordre des choses et dans la difficulté à peser sur l'inertie du réel qu'il révèle la tragédie du politique. La force du réalisme réside dans la confusion qu'il établit entre dimensions descriptives et prescriptives, dont la conséquence est le brouillage des frontières entre volonté et capacité politiques. Mais son horizon ultime réside bien dans la mise au pas du vouloir sur le pouvoir, de sorte que la volonté politique est écrasée par une incapacité dérivée d'une sacralisation des faits et de leur inexorabilité. Dans l'action politique, telle tragédie trouve son paroxysme dans le constat selon lequel, à des moments donnés de l'Histoire, aucune alternative au monde ne saurait exister. Les trop fortes croyances en la puissance et la capacité d'action du politique sont par conséquent jugées irrecevables. L'appropriation de cette sensibilité réaliste par les politistes et sociologues italiens à la fin du 19ème siècle confirme cette tendance, les dits auteurs joignant leur étude du politique à un rejet de ce qu'ils considéraient comme relevant de l'idéologie et de l'utopie politiques. Selon leurs spécificités, les auteurs proches des traditions française, italienne et nord-américaine du réalisme politique ont ceci de commun qu'ils partagent un certain goût pour la modération politique et une aversion pour les idéologies transformatrices globalisantes. La réflexion menée autour de la sociologie nord-américaine nous a également permis de comprendre que, si la rhétorique réaliste parvient à prendre les apparences du discours scientifique, c'est qu'elle pare sa dimension prescriptive d'une neutralité se soustrayant à toute logique conflictuelle. Au nom d'une recherche du consensus et d'une méfiance vis-à-vis de la conflictualité inhérente au politique, c'est un irénisme dépassionné qui a ainsi pu être mis en valeur. Ce retournement du point de vue initial du réalisme montre combien il est difficile de parler d'une tradition identique. Si certains traits coexistent à l'ensemble des auteurs qui en sont proches, l'écueil du singulier est toutefois à éviter.

L'évolution vers un réalisme politique partiellement épuré de sa nature belliqueuse tient aux changements initiés par l'adossement de la politique aux critères de l'économie politique. Avec l'épanouissement de la pensée libérale et de son projet de société, a dû être pris en compte le passage de l'idée de lutte pour la survie des hommes, qui prévalait dans le projet machiavélien, à celle de création d'ordre pour leur vivre-ensemble. Le nœud originaire du réalisme politique, au sein duquel primaient conflit et violence, a été délaissé au profit d'une conception plus pacifique des rapports humains. A travers les concepts de marché et d'échange, la conflictualité a été amoindrie au profit de la coopération et de la concurrence. L'association du réalisme politique à cette économie politique libérale, désireuse d'être l'incarnation terrestre et humaine des lois de la nature, tend à véhiculer l'image d'un monde relevant d'une sorte d'évidence parfaite et donc hermétique au changement. Si une telle accointance est possible, c'est que le lieu naturel qu'est censé incarner le marché accueille favorablement le réalisme et sa recherche de l'évidence. Cette transition, consécutive au projet moderne, nous a par conséquent conduit à ne pas tomber dans l'écueil consistant à réduire le réalisme politique à un savoir au service d'une domination violente de la collectivité mais plutôt à une science des conditions d'une pratique rationnelle de gouvernement et une science du nécessaire.

L'autre écueil que nous avons tenté d'éviter concerne le risque d'essentialisation d'une telle notion, inhérent à une approche en termes d'histoire des idées. L'un des principaux apports de ce travail réside précisément dans cette volonté de désenclaver l'étude du réalisme politique de la seule histoire des idées. C'est la raison pour laquelle nous avons fait le choix de l'illustrer en l'appliquant à une analyse du Parti socialiste. Ce faisant, nous avons cherché à nous immiscer dans une béance de la sociologie des partis politiques. Celle-ci, dans la filiation de l'approche organisationnelle et réaliste, s'en est pour beaucoup tenue à l'application des postulats réalistes à l'étude des organisations partisanes. Ce faisant, elle s'est avérée incapable de sortir de l'héritage laissé par les approches élitistes. Notre démarche a consisté au contraire à envisager l'organisation partisane qu'est le Parti socialiste non pas comme un objet sur lequel il fallait poser un regard réaliste mais comme une illustration permettant d'éviter l'écueil de la réification conceptuelle. Car l'histoire du socialisme français, relue à l'aune du réalisme politique, en éclaire certains aspects. Les points d'arrimage nous ayant conduit à procéder ainsi sont de plusieurs ordres. Le premier concerne les rapports entre le projet initial du socialisme et la conception réaliste du politique. Alors

que l'une des caractéristiques fondamentales de celle-ci est le rejet de l'idéal et la condamnation du possible, le socialisme, dans son acte de naissance, obéit à des fins opposées. Il est, suivant la réflexion durkheimienne dont nous avons fait notre hypothèse, poursuite de fins idéales et remise en question de l'ordre établi. Cri de colère porté contre les méfaits de la société industrielle, il est initialement enclin à la condamnation de la logique réaliste et sa légitimation de l'ordre établi. Ce problème de la compatibilité entre réalisme et socialisme nous a ensuite mené à une reconstruction de l'histoire doctrinale du socialisme français. Celle-ci a été inaugurée avec le marxisme, qui par son combat mené contre les socialistes dits utopistes avait cherché à doter son socialisme des critères d'exigence du réalisme. Le second point d'arrimage est en rapport avec la question du réformisme. L'injonction « qu'elle ose paraître ce qu'elle est » lancée par Bernstein à la social-démocratie allemande peut en effet être comprise comme la transposition au socialisme du geste machiavélien. Par celle-ci, Bernstein invitait la social-démocratie à sortir de ses prétentions à vouloir être autre chose que ce qu'elle était réellement et à délaisser une radicalité plus adaptée au 20ème siècle qui s'ouvrait. La pensée réformiste illustre ainsi la tension permanente entre la recherche de l'idéal qui caractérise le socialisme et sa confrontation avec une réalité qui impose ses contraintes et ses limites. Il se trouve par cela plongé au cœur de la problématique réaliste du compromis entre recherche d'idéal et réalité.

Cette histoire doctrinale s'est en conséquence orientée vers une histoire des tergiversations du socialisme français face au réformisme. Comparativement à ses homologues européens, exception faite du voisin transalpin, il est longtemps demeuré fidèle à une tradition doctrinale d'inspiration marxiste et guesdiste. La responsabilité en incombe notamment aux ambiguïtés de son modèle génétique et au poids persistant dans la doctrine d'un verbalisme révolutionnaire. Refusant à apparaître ce qu'il était, le socialisme français, en dépit des apports théoriques de Jaurès et de Blum, a été tardif à adapter sa doctrine à des pratiques qui, dans les faits, s'apparentaient pourtant à une forme de réformisme. Ce hiatus entre activités réformistes et attachement à une rhétorique de la rupture a trouvé sa forme la plus expressive pendant la période où le parti, dirigé par Mollet, s'est acharné à dénoncer toute forme de révisionnisme. Ce n'est qu'avec la mort de la SFIO et la mainmise sur le parti au congrès d'Epinay de 1971 par Mitterrand que le socialisme français s'est peu à peu attelé à la correction de ses dissonances et mis au diapason du pouvoir et des conciliations nécessaires pour y parvenir. D'abord par sa conversion au jeu institutionnel taillé par de Gaulle, dont

Mitterrand s'était pourtant attaché à dénoncer les excès d'autoritarisme. Puis par sa stratégie d'alliances engagée avec le PC, qui permettait de concilier pôles électoral et militant du parti. C'est cependant sur une ligne de rupture que Mitterrand fut élu en 1981 à la présidence de la République. Les puissances du capitalisme libéral avaient été prises pour cible pendant la campagne du candidat Mitterrand, qui n'hésitait pas à vilipender le réalisme et sa bienséance à l'égard des dominants. Une fois nommé, le gouvernement Mauroy avait placé son action sous le signe du volontarisme politique. Après une période d'euphorie, a souvent été pointé le retour à une réalité jusque-là négligée. L'activisme des deux premières années du septennat n'aurait été qu'une anormalité face aux enjeux dictés par la construction européenne et l'interdépendance des économies nationales. Prenant acte de cette singularité, la pratique gouvernementale consécutive au tournant dit de la rigueur s'est orientée vers un soutien plus fort accordé à la compétitivité du secteur privé et à la lutte contre le déficit public. Le « Bad Godesberg » français, s'il ne s'est pas traduit par une révision idéologique immédiate, a cependant été entériné par les faits. Dans l'esprit des partisans de la rigueur, l'état du monde ne laissait guère la place à d'autres alternatives que celle d'un accompagnement social de l'économie de marché. Reconnaissant le caractère incontournable du capitalisme, l'action du gouvernement s'est alors justifiée d'un réalisme nécessaire, semblant évacuer la question du souhaitable. Si une partie de la spécificité du socialisme français s'est à cette occasion perdue, une certaine représentation de la politique l'a également été. Car cet épisode est venu alimenter la représentation selon laquelle, avec les effets de la construction européenne, était devenu impossible le maintien d'une politique audacieuse et conforme aux engagements initiaux. Ce changement d'orientation a souvent été interprété comme la sortie du rêve et le passage à une éthique de responsabilité, venant témoigner d'une maturité enfin acquise de la part du PS. Mais une telle défausse néglige le fait que ce choix était également et avant tout une question de priorités et donc, *in fine*, de choix autour de valeurs. Car là réside bien l'ambiguïté du réalisme politique : en invoquant la nécessité comme moteur de l'action, il fait faussement abstraction de la question du choix.

Le troisième angle par lequel a été abordée cette étude sur le réalisme politique est empirique. Car si l'approche en termes de sociohistoire a permis de dégager une tendance des rapports entre socialisme français et réalisme politique, elle a ceci de limité qu'elle tend à réduire leurs rapports à une forme de soumission absolue. Cette unilatéralité dessine une tendance qui, sans être figée, passe outre les lignes de fracture qui peuvent se dessiner autour

de cette question au sein de la militance. En partant de l'hypothèse de l'existence, au sein de celle-ci, d'un agencement idéologique autour de cette question, nous avons cherché, par le biais d'une approche constructiviste, à en reconstruire les contenus. En saisissant la manière dont les militants objectivent et intériorisent les univers extérieurs et les contraintes qu'ils induisent, nous avons mis au regard cette tendance du parti avec les représentations de ses militants. Mais également souligné la manière dont cette intériorisation permettait à ce que les militants puissent les transformer et, par cette appropriation, créer de nouveaux univers mentaux d'idéaux. Les quarante entretiens recueillis, construits à partir d'un échantillon basé sur le jeu des motions, nous ont conduit à l'élaboration de deux idéal-types. Le premier, dans la continuité de la tendance historique du parti, se caractérise par une intégration des impératifs et des postulats du réalisme. Leur intégration a favorisé l'émergence de raisonnements calqués sur des logiques utilitaires et non motivées par un rapport aux valeurs socialistes. La banalisation du rapport au pouvoir a également rendu nécessaire un apaisement idéologique rendu possible par la représentation d'une société française moins clivée que par le passé. Le jeu démocratique et électoral, dans lequel le PS s'est fondu, ne permet plus que soit affirmée une condamnation radicale d'un monde qui, malgré tout, déplaît. Cette absence de possibles entraîne une certaine frustration et une perte de croyance en la possibilité d'action, tant du politique que du socialisme. La construction de ce premier idéal-type, par le biais du sentiment de vacance de sens qui envahit la militance, permet le rapprochement du concept de réalisme politique et de celui, wébérien, de désenchantement.

Si le réalisme politique revient à faire de la nécessité le moteur de l'action, encore faut-il savoir ce que, précisément, signifie cette nécessité qui fait agir. C'est le sens du message militant que nous avons tenté de dégager dans la construction de notre second idéal-type. Minoritaire par rapport au premier, il ne propose pas moins une perspective pertinente. La critique portée par ces militants à l'encontre du fatalisme et de la paresse idéologique du parti tranche avec les représentations militantes du premier idéal-type. Résolus à prendre parole au nom des valeurs du socialisme et à rouvrir l'horizon des possibles, ces militants sont attachés à la fonction partisane du PS. Cette forme de critique suppose l'existence d'attentes et d'espoirs à l'égard du parti et du message socialiste. Pour certains militants, cette présence ne peut toutefois se faire qu'à partir de procédés de distanciation vis-à-vis de l'institution. Cette stratégie d'évitement des logiques majoritaires permet aux militants de redonner du sens à un engagement socialiste qui a partiellement perdu de son sens. Le refus du jeu des écuries

partisanes et les pratiques de double-engagement créent des espaces de réaffirmation idéologique et d'élaborations de nouvelles pratiques d'engagement socialiste. Elles permettent d'éviter l'écueil du réalisme et de la frustration qu'il peut engendrer.

Les trois approches combinées dans ce travail ont ceci de commun qu'elles nous ont permis d'envisager de manière critique un concept qui, en raison des enjeux pour la légitimation du politique dont il est porteur et de l'évidence avec laquelle il entend se parer, n'était que rarement abordé comme tel par les sciences sociales ou politiques. Notre propos s'est au contraire attaché à souligner le fait que, d'une part, le réalisme politique, en tant que tradition d'étude, n'était pas *de facto* et méritait, au même titre que le réalisme des disciplines voisines, d'être déconstruit dans sa logique et ses postulats. D'autre part, à l'intérieur même de ce raisonnement, que certains des postulats du réalisme politique en viennent à négliger le fait que, précisément, c'est et ce sera toujours le cas la question de la définition de la réalité qui pose problème. Affirmer, comme peut le faire la logique réaliste, la nécessité d'un constat commun sur la réalité en arguant d'une raison commune nous semble inapproprié à toute réflexion sur la politique. En cherchant à opérer une réduction drastique de la complexité, en captant la réalité selon une logique de monopole, le réalisme politique pourrait se passer de la recherche du régime le meilleur. Le politique ne serait alors qu'une forme neutre de validation et d'accréditation de l'existant et justification de l'inaction. Tragique paradoxe d'un politique ayant abandonné ses prétentions initiales.

Il ne saurait toutefois être question de tomber dans l'écueil consistant à prendre le contre-pied radical de la logique du réalisme et plaider pour un non réalisme de principe. Les limites que nous en avons dégagées sont inhérentes à toute tradition d'étude et n'impliquent pas son total abandon. La politique ne saurait de toutes les façons être autre chose qu'un compromis, et défendre un irréalisme aussi brutal que le font les thuriféraires du réalisme nous semble aussi abusif. Ce qui nous paraît en revanche plus délicat est la tendance du PS à s'abriter derrière un réalisme de façade servant à masquer une difficulté criante, celle d'assumer ses choix idéologiques. Car le réalisme politique n'est pas une idéologie structurée à contenu déterminé et stable. La conjoncture à laquelle fait référence la social-démocratie française pour justifier sa conversion au réalisme détermine en revanche fortement le contenu de sa politique. A l'heure où nous mettons un terme à ce travail, le PS célèbre son récent retour au pouvoir exécutif. Les questions soulevées dans cette recherche demeurent, malgré

cette victoire. Nulle question désormais de changer la vie. Pour le PS, il s'agirait dans un premier temps de réhabiliter le possible, c'est-à-dire le ni nécessaire, ni exclusif. Car comprendre le réel sans aller à l'idéal ne constitue qu'un premier pas. Disposant des leviers nécessaires pour peser sur l'ensemble des décisions politiques, le PS a les moyens de combattre l'inertie du réel et d'affirmer sa capacité à proposer des solutions alternatives. Il en va de sa crédibilité et de sa capacité à satisfaire les attentes de son électorat et de ses militants.

Bibliographie

. Ouvrages et articles

ABENSOUR, Miguel, *Le procès des maîtres rêveurs*, Arles, Sulliver, 2000.

AÏT-AOUDIA, Myriam et al., *Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées*, Revue Internationale de Politique Comparée, Vol.17, n°4, 2010.

ALASTAIR, Thomas H., PETERSON, William E., *The Future of Social Democracy*, Clarendon Press, Oxford, 1986.

ALBERTONI, Ettore A.,
- *Il pensiero politico di Gaetano Mosca*, Milano, Cisalpino-Goliardica, 1973.
- *Gaetano Mosca. Storia di una dottrina politica*, Milano, Giuffrè, 1978.
- *Doctrine de la classe politique et théorie des élites* [1985], Paris, Librairie des Méridiens, 1987.

ALFORD, R. Robert, FRIEDLAND, Roger, *Powers of theory. Capitalism, the State and democracy*, Cambridge University Press, 1985.

ANGENOT, Marc,
- *Les grands récits militants des XIXème et XXème siècles*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- *Rhétorique de l'anti-socialisme. Essai d'histoire discursive*, Presses de l'Université Laval, 2004.

ANSART, Pierre, *Les cliniciens des passions politiques*, Paris, Seuil, 1997.

ANWEILER, Oskar, *Les soviets en Russie* [1958], Paris, Gallimard, 1972.

ARENDT, Hannah,
- *Essai sur la Révolution* [1963], Paris, Gallimard, 1967.
- *Vies politiques*, Paris, Gallimard, 1974.
- *Qu'est-ce que la politique ?* [1993], Paris, Seuil, 1995.

ARON, Raymond,
- *Zeitschrift für Sozialforschung* [1937], reproduit in *Revue européenne des sciences sociales*, XVI, 1978, n°43.
- *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique* [1938], Editions Gallimard, 1948.
- *L'opium des intellectuels*, Paris, Calmann-Lévy, 1955.
- *Dimension de la conscience historique*, Paris, Plon, 1961.
- *Paix et guerre entre les nations* [1962], Paris, Calmann-Lévy, 2004.

- « La signification de l'œuvre de Pareto », *Revue européenne des sciences sociales*, I, 1963, n°1.
- *Démocratie et totalitarisme*, Paris, Gallimard, 1965.
- *Les étapes de la pensée sociologique*, Paris, Gallimard, 1967.
- *D'une sainte famille à l'autre. Essai sur les marxistes imaginaires*, Paris, Gallimard, 1969.
- *Mémoires*, Julliard, 1983.
- « *Macht*, power, *puissance* : democratic prose or demoniac poetry ? », in *Power, Modernity and Sociology*, Edited by Dominique Schnapper, Edward Elgar, 1988.
- *Machiavel et les tyrannies modernes*, Editions de Fallois, 1993.

AUDRY, Colette, *Les militants et leurs morales*, Paris, Flammarion, 1976.

BACHELOT, Carole, « *Groupons-nous et demain… » : Sociologie des dirigeants du parti socialiste depuis 1993*, Thèse de science politique, IEP de Paris, 2008.

BACOT, Paul, *Les dirigeants du Parti socialiste*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1979.

BAILEY, G. Frederik, *Les règles du jeu politique*, Paris, PUF, 1971.

BALIBAR, Etienne, *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, 1997.

BARBONI, Thierry,
- « Ressorts du discours socialiste lors du « virage de la rigueur » », *Nouvelles FondationS*, 2006/2, n° 2, p. 58-64.
- *Les changements d'une organisation. Le Parti socialiste, entre configuration partisane et cartellisation (1971-2007)*, Thèse pour l'obtention du doctorat de science politique, Université Paris, 2008.

BAVEREZ, Nicolas, *Raymond Aron. Un moraliste au temps des ideologies*, Paris, Flammarion, 1993.

BEAUD, Michel, *La politique économique de la gauche,* Paris, Syros, 1983.

BEAUD, Jean-Pierre, PREVOST, Jean-Guy, *La social-démocratie en cette fin de siècle*, Presses de l'Université du Québec, 1995.

BECKER, Jean-Jacques, CANDAR, Gilles, *Histoire des gauches en France* [2004], Paris, La Découverte, 2005.

BELL, Daniel,
- *The end of ideology*, [1960], Cambridge and London, Harvard University Press, 1988.
- « Ideology and the beau geste », *Dissent*, Volume VIII, 1961.

BENDA, Julien,*La trahison des clercs*, Paris, Grasset, 1927

BERGOUNIOUX, Alain,
- « L'évolution doctrinale du socialisme français dans l'entre-deux-guerres », *L'Internazionale operaia e socialista tra le due guerre*, Annali della Fondazione Feltrinelli, Milano, n°23, Giangiacomo Feltrinelli Editore, 1985.
- « Les principes et les contraintes », *Pouvoirs*, n°65, 1993.
- *Déclarations de principes socialistes 1905-1990*, Paris, Bruno Leprince, 2004.
- *Les socialistes*, Le Cavalier Bleu/ Idées reçues, 2010.

BERGOUNIOUX, Alain, COHEN, Daniel, *Le socialisme à l'épreuve du capitalisme*, Fayard/Fondation Jean Jaurès, 2012.

BERGOUNIOUX, Alain, GRUNBERG, Gérard,
- *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979.
- *L'utopie à l'épreuve. Le socialisme européen au 20ème siècle*, Paris, Edition de Fallois, 1996.
- *Les socialistes français et le pouvoir. L'ambition et le remords* [2005], Paris, Fayard, 2007.

BERLINSKI, Claire, *There Is No Alternative : Why Margaret Thatcher Matters*, Basic Books, 2008.

BERNSTEIN, Edouard,
- *Les présupposés du socialisme* [1899], Paris, Le Seuil, 1974.
- *Socialisme théorique et Social-démocratie pratique*, Paris, Stock, 1900.

BIARD, Jean-François, *Le socialisme devant ses choix. La naissance de l'idée de plan*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1985.

BIRNBAUM, Pierre,
- *La fin du politique*, Paris, Seuil, 1975.
- « La question des élections dans la pensée socialiste », *Critique des pratiques politiques*, Paris, Editions Galilée, 1978.
- *Les élites socialistes au pouvoir*, Paris, PUF, 1985.

BIZEUL, Daniel, *Avec ceux du FN. Un sociologue au front national*, Paris, La Découverte, 2003.

BIZIOU, Michaël, *Adam Smith et l'origine du libéralisme*, Paris, PUF, 2003.

BLUM, Léon,
- *La méthode socialiste*, Paris, Editions de la liberté, 1945.
- *A l'échelle humaine* [1945], Paris, Gallimard, 1971.

BLUMENBERG, Hans, *La légitimité des temps modernes*, Paris, Gallimard, 1999.

BOBBIO, Norberto,
- «Teoria e ricerca in Italia», *Il politico*, Vol.25, n°2, 1961.
- *La classe politica*, Editori Laterza, 1966.
- *Saggi sulla scienza politica in Italia*, Editori Laterza, 1969.
- *La teoria delle forme di governo nella storia del pensiero politico*, Giappichelli, Torino, 1976.

BOLTANSKI, Luc, Bourdieu, Pierre, « La science royale et le fatalisme du problable », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°2/3, 1976.

BONELLI, Laurent, *Le Passé d'une fondation. Projet intellectuel, groupes mobilisés et conditions sociales de la naissance de la fondation Saint-Simon*, DEA de sciences politiques, Université Paris X - Nanterre, 1997.

BONNEMAISON, Didier, « De la Ligue Communiste Révolutionnaire au Nouveau Parti Anticapitaliste », in J-M. de Waele, *Les partis de la gauche anti-capitaliste en Europe*, Paris, Economica, 2011.

BOTTOMORE, B. Thomas, *Elites and society*, London, Watts, 1964.

BOURDIEU, Pierre,
- *Raisons pratiques. Sur la théorie de l'action*, Paris, Seuil, 1994.
- *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil, 1997.

BOUVET, Laurent, *Le sens du peuple. La gauche, la démocratie, le populisme*, Paris, Gallimard, 2012.

BOVERO, Michelangelo, *La teoria dell'elite*, Turino, Loescher, 1975.

BRAUNS, Patrick, « *Modernisation*, l' « occupation » d'un mot-clé par le Parti socialiste », *Mots. Les langages du politique*, n°22, mars 1990.

BRODIEZ, Axelle, *Le Secours populaire français 1945-2000*, Paris, Presses de Sciences-po, 2006.

BUBER, Martin, *Utopie et socialisme*, Paris, Aubier-Montaigne, 1977.

BURNHAM, James, *Les machiavéliens. Défenseurs de la liberté* [1943], Paris, Calmann-Lévy, 1949.

BURNS, J., Hendersen, (dir.), *Histoire de la pensée politique moderne*, Paris, PUF, 1997.

BUSINO, Giovanni, « La destinée de la sociologie parétienne en France », *L'année sociologique*, Volume 41, 1991, n°3, 1991.

CAMPI, Alessandro,
- *Modelli di storia costituzionale in Giuseppe Maranini*, Antonio Pellicani, Roma, 1995.
- *Schmitt, Miglio, Freund. Figuri e temi del realismo politico europeo*, Akropolis – La Rocia di Erec, Firenze, 1996.
- « Raymond Aron e la tradizione del realismo politico, *Studi Perugini*, Anno IV, Numero 8, 1999.

CANDAR, Gilles, « Jean Jaurès et le réformisme », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, N° 13, janvier-avril 2011.

CANTO-SPERBER, Monique, *Le libéralisme et la gauche* [2003], Paris, Plon, 2008.

CARR, Edward, H., *The Twenty Years' Crisis 1919-1939* [1939], London, Macmillan and Co., 1946.

CARRIVE, Paulette, *Bernard Mandeville. Passions, vices, vertus*, Paris, Vrin, 1980.

CASSIRER, Ernst, *The Myth of the State* [1946], Felix Meiner Verlag, Hamburg, 2007.

CASTAGNEZ-RUGGIU, Noëlline, *Histoire des idées socialistes*, Paris, La Découverte, 1997.

CAYROL, Roland, « La direction du parti socialiste », *Revue française de science politique*, n°2, avril 1978.

CEFAÏ, Daniel, AMIRAUX, Valérie, « Les risques du métier. Engagements problématiques en sciences sociales », *Cultures et conflits*, n°47, automne 2002, pp.5-48.

CHAMBOREDON, Hélène, PAVIS, Fabienne, SURDEZ, Muriel, WILLEMEZ, Laurent, « S'imposer aux imposants », *Genèses*, n°16, juin 1994.

CHANIAL, Philippe, *La délicate essence du socialisme. L'association, l'individu & la République*, Le Bord de l'eau, 2009.

CHAUVEL, Louis,
- « Le retour des classes sociales ? », *Revue de l'OFCE*, n°79, pp. 315-359, 2001.
- *Les Classes moyennes à la dérive*, Paris, Le Seuil, 2006.

CHIRPAZ, François, *Raison et déraison de l'utopie*, Paris, L'Harmattan, 1999.

CLOUET, Stéphane, *De la rénovation à l'utopie socialiste*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 1991.

COHEN, Elie, « Contrainte économique et action politique », *Pouvoirs*, n°68, 1994, p.88.

COHEN, Samy (dir.),
- « Les hommes de l'Elysée », *Pouvoirs*, n°20, 1982.
- *L'art d'interviewer les dirigeants*, Paris, PUF, 1999.

COLLIOT-THELENE, *Max Weber et l'histoire*, Paris, PUF, 1990.

COLLOVALD, Annie, LECHIEN, Marie-Hélène, ROZIER, Stéphanie, WILLEMEZ, Laurent, *L'humanitaire ou le management des dévouements. Enquête sur un militantisme de « solidarité internationale » en faveur du Tiers-Mondre*, Rennes, PUR, 2002.

CONFORTI, Rosario, DINI, Vittoria, FESTA, Francesco Saverio, *Realismo e mito politico*, Edizioni Scientifiche Italiane, 1995.

CONSIDERANT, Victor, P., *Destinée sociale*, Paris, Libraires du Palais-Royal, Bureau de La Phalange, Vol.1, 1835.

CORCUFF, Philippe, *Les nouvelles sociologies*, Paris, Nathan, 1995.

COSTA, Olivier, « Le parlementarisme au-delà de l'Etat : le cas de l'Union Européenne », in O. Costa, E. Kerrouche, P. Magnette, *Vers un renouveau du parlementarisme en Europe ?*, Bruxelles, Editions de l'ULB, 2004.

COWS, Peter, *The causes of Quarrel*, Boston, Beacon Press, 1989.

CUMIN, David, « Le concept du politique : Carl Schmitt et Julien Freund comparés », in *Julien Freund. La dynamique des conflits*, Paris, Berg International, 2010.

CUSSET, François, *La décennie. Le grand cauchemar des années 1980*, Paris, La Découverte, 2006.

DAGNAUD, Monique, MEHL, Dominique, *L'élite* rose, Paris, Ramsay, 1982 .

DAHL, Robert, *L'analyse politique contemporaine* [1963], Paris, Laffont, 1973.

DARDOT, Pierre, LAVAL, Christian, *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Paris, La Découverte, 2009.

DEAT, Marcel, *Perspectives socialistes*, Paris, Valois, 1930.

DEFFERRE, Gaston, *Un nouvel horizon*, Paris, Gallimard, 1965.

DEJOURS, Christophe, *Travail, Usure Mentale* [1980], Paris, Bayard, 2000.

DELWIT, Pascal, (éd.) *Où va la social-démocratie européenne ? Débats, enjeux, perspectives*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004.

DESOLRE, Guy, *Les quatre Constitutions soviétiques*, Paris, Savelli, 1977.

DEUTSCH, Karl,
- *Nationalism and Social Communication* [1953], Cambridge, Massachussets and London, M.I.T Press, 1966.
- *The nerves of government* [1963], The Free Press, 1966.

DEVILLE, Gabriel, *Aperçu sur le socialisme scientifique*, [1883], Bruxelles, Bibliothèque populaire, 1896.

DEWEY, John, *La formation des valeurs*, Paris, La Découverte, 2011.

DEZAMY, Théodore, *Monsieur Lamennais réfuté par lui-même,* Paris, L'Auteur, 1841.

DROZ, Jacques, *Histoire générale du socialisme* [1972], Paris, PUF, 1979.

DUBOIS, Jean, *Le vocabulaire politique et social en France de 1869 à 1872*, Paris, Larousse, 1962.

DUCHAUSSOY, Vincent, GAELAZZI, Floriane, « 1983 : le « tournant » en question », *Note de la Fondation Jean Jaurès*, 2011.

DUFOUR, Philippe, *Le réalisme*, Paris, PUF, 1998.

DUHAMEL, Olivier, *La gauche et la Vème République*, Paris, PUF, 1980.

DULONG, Delphine,
- « Quand l'économie devient politique. La conversion de la compétence économique en compétence économique sous la Vème République », *Politix*, n°35, vol.9, 1996.
- *Moderniser la politique. Aux origines de la Vè République*, Paris, L'Harmattan, 1997.

DUMONT, Louis, *Homo aequalis I. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique* [1977], Paris, Gallimard, 1985.

DUNEZAT, Xavier , « Travail militant et/ou sociologique ? Faire de la sociologie des mouvements sociaux en militant », in D. Naudier, M. Simonet (dir.), *Des sociologues sans qualités ? Pratiques de recherche et engagements*, Paris, La Découverte, 2011.

DURKHEIM, Emile, *Le socialisme : sa définition, ses débuts, la doctrine saint-simonienne* [1928], Paris, PUF, 1992.

DUVERGER, Maurice,
- *Les partis politiques* [1951], Paris, Armand Colin, 1976.
- « SFIO : mort ou transfiguration ? », *Les Temps modernes*, n°112-113, mai-juillet 1955.

DUVIGNAUD, Jean, *La Planète des jeunes*, Paris, Stock, 1975.

EASTON, David,
- *The Political System* [1953], New York, Knopf, 1971.
- *Analyse du système politique* [1965], Paris, Armand Colin, 1974.

ELLUL, Jacques, *Autopsie de la révolution*, Paris, Calmann-Lévy, 1969.

ENGELS, Friedrich,
- *La guerre des paysans en Allemagne* [1850], Paris, Editions Sociales, 1974.
- *Les luttes de classes en France* [1850], Paris, Editions Sociales, 1984.
- *Socialisme utopique et socialisme scientifique* [1880], Paris, Editions sociales, 1977.
- *L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat* [1884], Paris, Editions Sociales, 1972.
- *Correspondance Friedrich Engels-Paul et Laura Lafargue 1868-1895*, Paris, Editions sociales, 1959.

ESCALONA, Fabien, *La social-démocratie, entre crises et mutations*, Fondation Jean Jaurès, 2011.

ETHUIN, Nathalie, *À l'école du parti. L'éducation et la formation des militants et des cadres du PCF (1970-2003)*. Thèse pour le doctorat de science politique, Université Lille 2, 2003.

FAVIER, Pierre, MARTIN-ROLAND, Michel, *La décennie Mitterrand*, Paris, Editions du Seuil, 1990.

FERRAND, Olivier, MONTEBOURG, Arnaud, *Primaire. Comment sauver la gauche*, Paris, Seuil, 2009.

FERRERO, Guglielmo,
- *Potere* [1942], Milano, Sugarco, 1981.
- *Memorie e confessioni di un sovrano deposto*, Milano, Fratelli Treves, 1920.

FIELD, G. Lowel, HIGLEY, John, *Elitism*, Routledge and Keagan, London, Boston and Jenley, 1980.

FILLIEULE, Olivier,
- « Introduction », *Revue française de science politique consacrée à la question de l'engagement*, volume 51, 1-2, 2001 (en collaboration avec Nonna Mayer).
- *Le désengagement militant*, Paris, Belin, 2005.

FONTAINE, Marion (dir.), *Les débuts de la SFIO, Cahiers Jaurès*, n° 187-188, janvier-juin 2008.

FONTENEAU, Alain, MUET, Pierre-Alain, *La gauche face à la crise*, Paris, Presses de la FNSP, 1985.

FOUCAULD, Jean-Baptiste (de), *Les 3 cultures du développement humain*, Paris, Odile Jacob, 2002.

FOUCAULT, Michel,
- *Naissance de la biopolitique*, Paris, Seuil/Gallimard, 2004.
- *Dits et Ecrits II*, 1976-1988, Paris, Gallimard, 2002.

FOURASTIE, Jean, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979.

FOURN, François, « 1848-1849 en France : les utopies socialistes frappées de caducité », *Passages utopistes, traces et pratiques*, Actes du Colloque de la Société P. J. Proudhon, Publications de la Société P. J. Proudhon, 2009.

FRANCOIS, Bastien, *Le régime politique de la Vème République* [1998], Paris, La Découverte, 2011.

FRETEL, Julien, *Militants catholiques en politique. La nouvelle UDF*. Thèse de science politique, Université Paris 1, 2004.

FREUND, Julien,
- *L'essence du politique* [1965], Paris, Dalloz, 2004.
- *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, Le Seuil, 1968.
- « Topique de la polémologie », *Res Publica*, Volume XIX, 1977, n°1.
- *Utopie et violence*, Paris, Marcel Rivière, 1978.

- « Qu'est-ce que la politique idéologique », *Revue Européenne des sciences sociales*, 1979, n°46.
- *Sociologie du conflit*, Paris, PUF, 1983.
- *Politique et impolitique*, Paris, Sirey, 1987.

FUKUYUMA, Francis, *La fin de l'histoire et le dernier homme*, Paris, Flammarion, 1992.

FULLA, Mathieu, « La gauche socialiste et l'économie : querelle des Anciens et des Modernes ou mue réformiste délicate (1958-1968) ? », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011.

FURET, François, JULLIARD, Bruno, ROSANVALLON, Pierre, *La république du centre. La fin de l'exception française*, Paris, Calmann-Lévy, 1988.

GAÏTI, Brigitte, « La science dans la mêlée : usages croisés des discours savants et militants », in *Discours savants, discours militants : mélange des genres*, P. Hammam, J-M. Méon, B. Verrier (dir.), Paris, L'Harmattan, 2002.

GAILLE, Marie, *Machiavel et la tradition philosophique*, Paris, PUF, 2007.

GATTAZ, Yvon, SIMONNOT, Philippe, *Mitterrand et les patrons, 1981-1986*, Paris, Fayard, 1999.

GAXIE, Daniel,
- « Economie des partis et rétributions du militantisme », *Revue française de science politique*, 29 (4-5), 1979.
- « Les critiques profanes de la politique. Enchantements, désenchantements, réenchantements », in J-L. Briquet, P. Garraud, *Juger la politique*, Presses universitaires de Rennes, 2001.
- « Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective », *Revue suisse de science politique*, vol.11 (1), 2005.

GEOGHEGAN, Vincent, « The golden age and its return in the marxism of the second international », *Utopian Studies*, University Press of America, 1989.

GERSTLE, Jacques, *Le langage des socialistes*, Paris, Stanké, 1979.

GIRAULT, Jacques, *L'implantation du socialisme en France au 20ème siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001.

GOYARD-FABRE, Simone, *Qu'est-ce que la politique ?*, Paris, J. Vrin, 1992.

GRAHAM, Keith, *The battle of democracy. Conflicts, Consensus and the Individual*, Brighton, Sussex, Wheatsheaf Book, 1986.

GRAMSCI, Antonio,
- *Ecrits politiques*, Paris, Gallimard, 1974-1975.
- *Cahiers de prison*, 1-5, 1930-1932, Paris, NRF-Gallimard, 1996.

GRENIER, Jean-Yves, ORLEAN, André, « Michel Foucault, l'économie politique et le libéralisme », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2007/5 62e année.

GRUNBERG, Gérard,
- « Le radicalisme dans le parti socialiste aujourd'hui », *French Politics, Culture & Society*, Vol. 29n n°3, 2011.
- « Le parti d'Épinay : d'une rupture fantasmée à un réformisme mal assumé », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 13, janvier-avril 2011.

GUERIN, Daniel (préf.), *Socialistes, utopistes et anarchistes : à la recherche du bonheur*, Romorantin, Martinsart, 1977.

GUICHARDIN, François, *Ricordi*, Copyright © Jean Méhu, Cadenet, 1994.

GURVITCH, Georges, *Etudes sur les classes sociales*, Paris, Editions Gonthier, 1966.

HALEVY, Daniel, *Essais sur le mouvement ouvrier en France*, Paris, Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903.

HALEVY, Elie, *La formation du radicalisme philosophique* [1901], Paris, PUF, 1995.

HALL, Peter A., TAYLOR, Rosemary C. R., « La science politique et les trois néo-institutionnalismes », *Revue française de science politique*, vol. 47, n°3-4, 1997.

HANLEY, David, *Keeping left : CERES and the French socialist party : a contribution to the study of fractionalism in political parties*, Manchester, Manchester University Press, 1986.

HATZFELD, Hélène, « Une révolution culturelle au parti socialiste dans les années 1970 ? », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. IV, n°96, 2007.

HEGEL, Friedrich G. W.,
- *Phénoménologie de l'esprit* [1807], Paris, Vrin, 2006.
- *Principes de la philosophie du droit* [1820], Paris, Vrin, 1982.

HIRSCHMAN, Albert O,
- *Défection, prise de parole et loyauté* [1970], Paris, Fayard, 1995.
- *Les passions et les intérêts*, Paris, PUF, 1980.

HOANG-NGOC, Liêm, *Refermons la parenthèse libérale !*, Paris, La Dispute, 2005.

HOBBES, Thomas, *Léviathan* [1651], Paris, Gallimard, 2000.

HOLLANDE, François, MOSCOVICI, Pierre, *L'heure des choix : pour une économie politique*, Paris, Odile Jacob, 1991.

HUDDE, Hinrich, KUON, Peter, *De l'utopie à l'uchronie. Formes, significations, fonctions*, Actes du colloque d'Erlangen, 16-18 octobre 1986,Tübingen, G. Narr, 1988.

HURET, Jules, *Enquête sur la condition sociale en Europe*, Paris, Perrin, 1897.

ION, Jacques, *La fin des militants*, Paris, Editions de l'Atelier, 1997.

JACOBELLI, Jader,, *Machiavelli e/o Guicciardini. Alle radice del realismo politico*, 1998, Gruppo Mursia Editore.

JAMES, William, *Le pragmatisme* [1907], Paris, Flammarion, 2007.

JAURES, Jean, *Études socialistes*, présentation de Madeleine Rebérioux, Genève, Slatkine Reprints, 1979.

JOBERT, Bruno, (dir.), *Le tournant néo-libéral en Europe*, Paris, L'Harmattan, 1994.

JOHNSON, Laurie, M., *Thucydides, Hobbes, and the Interpretation of Realism*, Northern Illinois University Press, 1993.

JOHSUA, Florence, *La dynamique militante à l'extrême gauche : Le cas de la Ligue Communiste Révolutionnaire*, Mémoire de Master, Paris, IEP, 2003.

JOUSSE, Emmanuel, *Réviser le marxisme ? D'Edouard Bernstein à Albert Thomas,1896-1914*, Paris, L'Harmattan, 2007.

JOUVENEL, Bertrand (de), *De la politique pure*, Paris, Calmann-Lévy, 1963.

JUDT, Tony,
- *La reconstruction du Parti socialiste/1921-1926*, Paris, Presses de la FNSP, 1976.
- *Le marxisme et la gauche française* [1986], Paris, Hachette, 1987.

JUHEM, Philippe, « La logique du succès des énoncés humanitaires : un discours sans adversaires », *Mots. Les langages du politique*, 65, 2001.

KANT, Emmanuel, *Projet de paix perpétuel*, Königsberg, Frédéric Nicolovius, 1796.

KAUTSKY, Karl,
- *Parlementarisme et socialisme*, Paris, Librairie G. Jacques, 1900.
- *Le chemin du pouvoir* [1909], Paris, Anthropos, 1969.
- *La dictature du prolétariat* [1918], Paris, Plon, 1972.

KERNALEGENN, Tudi, PRIGENT, François, RICHARD, Gilles, SAINCLIVIER, Jacqueline, *Le PSU vu d'en bas*, Rennes PUR, 2009.

KESLER, Jean-François, *De la gauche dissidente au nouveau Parti socialiste : les minorités qui ont rénové le PS*, Toulouse, Privat, Collection, Bibliothèque historique Privat, 1990.

KIRCHHEIMER, Otto, « The Transformation of the Western European Party Systems », in J. La Palombara, M. Weiner (ed.), *Political Parties and Political Development*, Princeton University Press, 1966.

KOBELINSKY, Carolina, « Les situations de retour. Restituer sa recherche à ses enquêtés », in *Les politiques de l'enquête. Epreuves ethnographiques*, D. Fassin et A. Bensa (dir.), Paris, La Découverte, 2008.

KOYRE, Alexandre,
- *Etudes galiléennes*, Paris, Hermann, 1939.
- *Du monde clos à l'univers infini* [1957], Paris, Gallimard, 1973.

KRIEGEL, Annie,
- *Aux origines du communisme français*, Paris, Flammarion, 1965.
- *Les communistes français. Essai d'ethnographie politique*, Paris, Seuil, 1968.

KRIEGEL, Annie, BECKER, Jean-Jacques, *1914. La guerre et le mouvement ouvrier français*, Paris, Armand Colin, 1964.

KRIEGEL, Annie, PERROT, Michelle, *Le socialisme français et le pouvoir*, Paris, Etudes et documentation internationale, 1966.

LABBE, Dominique, *Le vocabulaire de François Mitterrand*, Paris, Presses de la FNSP, 1990.

LAGROYE, Jacques, SIMEANT, Johanna, « Gouvernement des humains et légitimation des institutions », in P. FAVRE, J. HAYWARD, Y. SCHEMEIL (dir.), *Etre gouverné. Etudes en l'honneur de Jean Leca*, P aris, Presses de Sciences Po, 2003.

LASSWELL, D. Harold, KAPLAN, Abraham, *Power and society. A Framework for Political Inquiry*, New Haven, Yale University Press, 1950.

LATOUR, Bruno, « La rhétorique de l'impuissance », in Club Merleau-Ponty, *La pensée confisquée. Quinze idées reçues qui bloquent le débat public*, Paris, La Découverte, 1997.

LAVAL, Christian, *L'Homme économique. Essai sur les racines du néolibéralisme*, Paris, Gallimard, 2007.

LAVAU, Georges, *Partis politiques et réalités sociales. Contribution à une étude réaliste des partis politiques*, Paris, Armand Colin, coll. Cahiers de la FNSP, 1953.

LAZAR, Marc (dir.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996.

LEFEBVRE, Rémi,
- « Le socialisme saisi par l'institution municipale. Jalons pour une histoire délaissée », *Recherche socialiste*, mars 1999.
- *Le socialisme saisi par l'institution municipale (des années 1880 aux années 1980). Jeux d'échelles*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Lille II, 2001.
- « « Politiste et socialiste ». Une politique d'enquête au PS », *Enquêter dans les partis politiques. Perspectives comparées*, Revue Internationale de Politique Comparée, Vol.17, n°4, 2010.
- *Les primaires socialistes. La fin du parti militant*, Paris, Editions Raison d'Agir, 2011.

LEFEBVRE, Rémi, SAWICKI, Frédéric, *La société des socialistes*, Editions du Croquant, 2006.

LEFRANC, Georges, *Visages du mouvement ouvrier français*, Paris, PUF, 1982.

LENINE,
- *Que faire ?* [1902], Paris, Editions Sociales, 1966.
- *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* [1918], Moscou, Edition en langues étrangères, 1949.

LEONI, Bruno, *Il nostro compito*, « Il Politico », volume 15, n°1, 1950.

LESSAY, Franck, *Souveraineté et légitimité chez Hobbes*, Paris, PUF, 1988.

LIBERA, Alain (de), *La querelle des universaux. De Platon à la fin du Moyen-Age*, Paris, Seuil, 1996.

LICHTENBERGER, André, *Le socialisme au dix-huitième siècle. Essai sur les idées socialistes dans les écrivains français du XVIII*ème *siècle avant la Révolution*, Paris, Alcan, 1895.

LIPSET, M., Seymour, *L'Homme et la politique* [1960], Paris, Seuil, 1963.

LIPSET, M. Seymour, ROKKAN, Stein, *Structures de clivages, systèmes de partis et alignement des électeurs : une introduction* [1967], Editions de l'Université de Bruxelles, 2008.

LOCKE, John, *Deuxième traité du gouvernement civil* [1690], Paris, Vrin, 1977.

LUXEMBOURG, Rosa, *La révolution russe* [1918], Paris, Maspero, 1964.

MACHIAVEL, Nicolas,
- *Lettres familières* [1497-1527], Paris, Œuvres, Laffont, 1996.
- *Le Prince* [1513], Paris, Œuvres, Laffont, 1996.
- *Discours sur la première décade de Tite-Live* [1513-1519], Paris, Œuvres, Laffont, 1996.

MAHONEY, J. Daniel, « Aron et Thucydide », *Commentaire*, Hiver 2010-2011, Volume 33/Numéro 132.

MAISTRE, Joseph (de), *Les soirées de Saint-Pétersbourg ou entretiens sur le gouvernement temporel de la Providence* [1821], Paris, Editions du Trident, 1986.

MAITRON, Jean, *Le mouvement anarchiste en France (1880-1914)*, Paris, Société Universitaire d'Edition et de Librairie, 1952.

MALER, Henri, *Congédier l'utopie ? L'utopie selon Karl Marx*, Paris, L'Harmattan, 1994.

MALON, Benoît, *Le socialisme intégral*, Paris, Alcan, 1891.

MAN, Henri (de), *Au-delà du marxisme*, Bruxelles, L'Eglantine, 1927.

MANDEVILLE, Bernard, *La Fable des abeilles* [1714], Paris, Vrin, 1991.

MANENT, Pierre,
- *Naissances de la politique moderne* [1977], Paris, Gallimard, 2007.
- *Les libéraux*, Paris, Gallimard, 1986.

MANNHEIM, Karl,
- *Idéologie et utopie* [1929], Paris, Ed. de la Maison des sciences de l'homme, 2006.
- *Diagnosis of our time*, London, Keagan Paul, Trench, Trubner and Co., 1943.

MARANINI, Giuseppe,
- *La costituzione di Venezia dalle origini alla serrata del Maggior Consiglio*, La Nuova Italia, Venezia, 1927.
- *Classe e Stato nella rivoluzione francese* [1935], Firenze, Vallecchi 1964.

MARX, Karl,
- *Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel* [1843], Paris, Editions sociales, 1975.
- *Misère de la philosophie. Réponse à la Philosophie de la misère de M.Proudhon* [1847], Paris, 1948.
- *Manifeste du parti communiste* [1848], Librio, 1998.
- *La guerre civile en France* [1871], Paris, Editions sociales, 1968.
- *Les luttes de classes en France* [1848-1850], Paris, Editions Sociales, 1984.

MATONTI, Frédérique, *Intellectuels communistes. Essai sur l'obéissance politique. La nouvelle critique (1967–1980)*, Paris La Découverte, 2005.

MATTHIAS, Erich, « Idéologie et pratique : le faut débat Bernstein-Kautsky », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 19ème année, n°1, 1964.

MAYER, Nonna, FILLIEULE, Olivier, « Introduction », *Revue française de science politique consacrée à la question de l'engagement*, volume 51, 1-2, 2001.

MEINECKE, Friedrich , *L'idée de raison d'Etat dans l'histoire des temps modernes*, Genève, Droz, 1973.

MEISEL, H. James, *The Myth of the Ruling Class. Gaetano Mosca and the "Elite"* [1962], The University of Michigan, 1980.

MENDRAS, Henri, *La Seconde Révolution française*, Paris, Gallimard, 1988.

MICHEA, Jean-Claude, *Orwell éducateur*, Castelnau-le-Lez, 2003.

MICHELS, Roberto, *Les Partis politiques. Essai sur les tendances oligarchiques des démocraties* [1911], Paris, Flammarion, 1914.

MIGLIO, Gianfranco, *La regolarità della politica*, Giuffrè, Milano, 1988.

MILLS, W. Charles, *The Power Elite*, Oxford, Oxford University Press, 1956.

MISCHI, Julian,
- *Structuration et désagrégation du communisme français (1920-2002). Usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*. Thèse de science politique, EHESS, 2002.
- *Servir la classe ouvrière. Sociabilités militantes au PCF*, PUR, 2010.

MITTERRAND, François,
- *Le coup d'Etat permanent*, Paris, Plon, 1964.
- *Ma part de vérité*, Paris, Fayard, 1969.
- *Un socialisme du possible*, Paris, Seuil, 1970.
- *Changer la vie*, Préface, Paris, Flammarion, 1972.
- *La paille et le grain*, Paris, Flammarion, 1975.

MOCH, Jules,
- *Socialisme et rationalisation*, Bruxelles, L'Eglantine, 1927.
- *Confrontations*, Paris, Gallimard, 1952.

MOLLET, Guy, *Les chances du socialisme*, Paris, Fayard, 1968.

MONTESQIUEU, Charles-Louis de Secondat, *L'esprit des lois* [1748], Paris, Gallimard, 1985.

MOREAU, Jacques,
- « Le congrès d'Epinay-sur-Seine », *Vingtième siècle*, n°65, 2000.
- *Les socialistes et le mythe révolutionnaire* [1998], Hachette Littérature, 2003.

MORGENTHAU, J. Hans, *Politics among Nations. The struggle for power and peace*, New York, Knopf, 1948.

MORLINO, Leonardo, « La scienza politica italiana, tradizione e realtà », *Rivista Italiana di Scienza Politica*, Vol. 21, n°1, 1991.

MOSCA, Gaetano,
- *Elementi di scienza politica* [1896], Fratelli Bocca Editori, Torino, 1923.
- *La classe politica* (a cura di Norberto Bobbio), Roma, Editori Laterza, 1994.

MOSCHONAS, Gerassimos, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994.

MOSSUZ, Janine, *Les Clubs et la politique en France*, Paris, Armand Colin, 1970.

MOURIAUX, René, *Les syndicats dans la société française*, Paris, Presses de la FNSP, 1983.

MULLER, Pierre, *Carl Schmitt et les intellectuels français. La réception de Carl Schmitt en France*, Mulhouse, Editions de la Fondation Alsacienne pour les Etudes Historiques et Culturelles, 2003.

MUXEL, Anne,
- *Avoir 20 ans en politique*, Paris, Seuil, 2010.
- *La politique au fil de l'âge*, Paris, Presses de Sciences Po, 2011.
NEGRI, Antonio, *Macchina tempo. Rompicapi, liberazione, costituzione*, Feltrinelli, Milano, 1982.

NEVEU, Eric, *Sociologie des mouvements sociaux* [1996], Paris, Editions La Découverte, 2002.

NICOURD, Sandrine (dir.), *Le travail militant*, Rennes, PUR, 2009.

NIETZSCHE, Friedrich, *L'antéchrist. Anathème contre le christianisme* [1888], Editions Benoît Jacob, 2002.

OFFERLE, Michel, *Les partis politiques*, Paris, PUF, 1987.

OLSON, Mancur, *Logique de l'action collective* [1965], Paris, PUF, 1978.

ORNAGHI, Lorenzo,
- « Il disordine della politica. Un positivista alla corte della ragione », in
Ornaghi, Lorenzo, Vitale, Alessandro, *Multiformità ed unità della politica*, Milano, Giuffrè, 1992.
- *Scienza della politica*, Milano, Jaca Book, 1993.

ORRY, Albert, *Les socialistes indépendants*, Paris, Librairie des sciences politiques et sociales, 1911.

OSTROGORSKI, Moisei, *La démocratie et les partis politiques*, Paris, Calmann-Lévy, 1903.

OURAOUI, Mehdi, (présenté par), *Les grands discours socialistes français du XXe siècle*, Paris, Complexe, 2007.

PACELLI, Donatella, *Una critica alla modernità : qualità, limiti e legittimità nell'opera di Guglielmo Ferrero*, Roma, EuRoma-La Goliardica, 1989.

PALANO, Damiano, *Geometrie del potere. Materiali per la storia della scienza politica italiana*, Milano, Vita e pensiero, 2005.

PANEBIANCO, Angelo,
- *Political parties : organization and power* [1982], Cambridge University Press, 1988.
- *Le relazioni internazionali*, Jaca Book, Milan, 1992.
- *Storia del potere in Italia. 1848-1967* [1967], *Corbaccio*, Milano, 1995.

PANITCH, Leo V., « The Future *Beyond* Social Democracy », in J.-P. Beaud et J.-G. Prévost (dir.), *La social-démocratie en cette fin de siècle*, Presses de l'Université du Québec, 1995.

PAOLETTI, Marion, *Cahiers de campagne : une campagne contre Alain Juppé*, Latresne, Le Bord de l'eau, 2003.

PARETO, Vilfredo, *Traité de sociologie générale* [1917], Genèves, Droz, Œuvres complètes, 1968.

PARSONS, Talcott,
- *The Social System*, New York, Free Press, 1951.
- *Politics and Social Structure*, New York, Free Press, 1969.

PAUGAM, Serge (dir.), *L'enquête sociologique*, Paris, PUF, 2010.

PECHU, Cécile, *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz, 2006.

PEQUIGNOT, Bruno, (textes réunis par), *Utopies et sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 1998.

PETERSON, William E., THOMAS, Alastair H. *The Future of Social Democracy*, Oxfort, Clarendon Press, 1986.

PHILIBERT, Michel, *L'échelle des âges*, Paris, Seuil, 1968.

PINÇON, Michel, PINÇON-CHARLOT, Monique, *Voyage en grande bourgeoisie. Journal d'enquête*, Paris, PUF, 1997.

PLATON, *La République*, Paris, Les Belles Lettres, 1989.

POLANYI, Karl, *La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps* [1944], Paris, Gallimard, 1983.

PORTELLI, Hugues, *Le Parti socialiste tel qu'il est*, Paris, PUF, 1980.

PORTINARO, Pier Paolo, *Il realismo politico*, Editori Laterza, 1999.

POUNCEY, Peter R., *The necessities of war. A study of Thucydides' pessimism*, Columbia University Press, New York, 1980.

PROUDHON, Pierre J., *Système des contradictions économiques* ou *Philosophie de la Misère* [1846], Paris, Union Générale d'Editions, 1964.

PUDAL, Bernard, *Prendre parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Presses de la FNSP, Paris, 1989.

PUFENDORF, Samuel, *Le droit de nature et des gens*, Basle, 1771.

QUILLOT, Roger, *Sur le pavois*, Paris, Revue politique et parlementaire, 1985.

RAE, Douglas W., *The Political Consequences of Electoral Laws*, New Haven, Yale University Press, 1967.

RAMADIER, Paul, *Les socialistes et l'exercice du pouvoir*, Paris, Laffont, 1961.

RAPPOPORT, Charles, *Jean Jaurès, le penseur, l'homme, le socialiste,* Paris, Anthropos, 1984.

REBERIOUX, Madeleine, *Jaurès. La parole et l'acte*, Paris, Gallimard, 1994.

RENAUDET, Augustin, *Machiavel, Etude d'histoire des doctrines politiques*, Paris, Gallimard, 1942.

REVAULT d'ALLONNES, Myriam,
- *Le dépérissement du politique. Généalogie d'un lieu commun*, Paris, Flammarion, 1999.
- « Ce que disent les modernes. « Sécularité » ou « sécularisation » ? », *Modernité et sécularisation. Hans Blumenberg, Karl Löwith, Carl Schmitt, Leo Strauss*, CNRS Editions, Paris, 2007.

REY, Henri, SUBILEAU, Françoise, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la FNSP, 2001.

REY, Henri, SUBILEAU, Françoise, YSMAL, Colette,« Les adhérents socialistes en 1998 », *Cahier du CEVIPOF*, 23, 1999.

REYBAUD, Louis, *Etudes sur les réformateurs contemporains et socialistes modernes* [1840], Paris, Guillemin, 1864.

RIPEPE, Eugenio,
- *Le origini della classe politica*, Guiffrè, Milan, 1971.
- *Gli elitisti italiani*, Pisa, Pacini, 1971.

RITTER, Gerhard, *Il volto demoniaco del potere*, Il Mulino, Bologna, 1958.

ROCARD, Michel, *Á l'épreuve des faits. Textes politiques, 1979-1985*, Paris, Seuil, 1986.

ROMANO, Joseph, « James Burnham en France : l'import-export de la « révolution managériale » après 1945 », *Revue française de science politique*, Volume 53, n°2, avril 2003.

ROMILLY, Jacqueline (de), *La construction de la vérité chez Thucydide*, Julliard, 1990.

ROSANVALLON, Pierre, *Le capitalisme utopique. Histoire de l'idée de marché*, Paris, 1999.

ROUSSEAU, Jean-Jacques,
- *Narcisse*, Préface [1752], Editions Desjonquères, 2008.
- *Du contrat social* [1762], Paris, Flammarion, 2008.
- *Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité parmi les hommes* [1755], Paris, Flammarion, 2008.

RUIZ, Jean-Marc, *Une tradition transatlantique : L'impact du réalisme politique sur la fondation des Etats-Unis et la pensée politique américaine du 19ème siècle*, Université de Savoie, 2010.

RUSS, Jacqueline, *Le socialisme utopique français*, Paris, Bordas, 1988.

SABBATUCCI, Giovanni, *Il riformismo impossibile : storie del socialismo italiano*, Roma, Laterza, 1991.

SAGNES, Jean, « « Parti communiste » et « Parti socialiste » : genèse d'une terminologie », *Revue française de science politique*, n°4-5, août-octobre 1982.

SAINT-AUGUSTIN, *La Cité de Dieu* [413-426], Paris, NRF Gallimard, Œuvres, Bibliothèque de La Pléiade, 2000.

SAINT-SIMON, Claude-Henri de Rouvroy,
- *Nouveau christianisme* [1825], Editions de l'Aube, 2006.
- *Œuvres*, Paris, Editions Anthropos, 1966.

SARFATI, Georges-Elia, « De la sociologie des guerres (Bouthoul) à la sociologie du conflit (Freund). Quelques remarques sur une dette intellectuelle méconnue », in *Julien Freund. La dynamique des conflits*, Paris, Berg International, 2010.

SARTORI, Giovanni,
- *Democrazia e definizioni*, Bologna, Il Mulino, 1957.
- « Una disciplina derelitta : la sociologia politica », *Rassegna Italiana di Sociologia*, Vol. 2, n°2, 1961.
- « La scienza politica », *Il politico*, Vol. 32, n°4, 1967.
- « Per una definizione della scienza politica », in *Antologia di scienza politica*, Bologna, Il Mulino, 1970.

SAWICKI, Frédéric,
- « Découverte de la science politique », *Cahiers Français*, n°276, mai-juin 1996, pp. 51-59.
- *Les réseaux du Parti socialiste. Sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin, 1997.
- « Les partis comme entreprises culturelles », in D. Cefaï (dir.), *Les cultures politiques*, Paris, PUF, 2001.

SAWICKI, Frédéric, SIMEANT, Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, Paris, 2009.

SCHEHR, Sébastien, *Traîtres et trahisons de l'Antiquité à nos jours*, Paris, Berg International éditeurs, 2008.

SCHMIDTKE, Oliver (ed.), *The Third Way Transformation of Social Democracy*, Hampshire, Ashgate, 2002.

SCHMITT, Carl, *La notion de politique* [1932], Paris, Calmann-Lévy, 1972.

SCHUMPETER, Joseph A,
- *Capitalisme, socialisme et démocratie* [1942], Paris, Payot, 1983.
- *Esquisse d'une histoire de la science économique*, Paris, Dalloz, 1962.

SEILER, Daniel-Louis, *Les partis politiques en Occident*, Paris, Ellipses, 2003.

SENELLART, Michel, *Machiavélisme et raison d'Etat*, Paris, PUF, 1989.

SHAKESPEARE, William, *Périclès, Prince of Tyre* [1609], Cambridge University Press, 1998.

SHILS, Edward, « The intellectuals and the powers ; some perspectives for comparative analysis », *Comparative studies in society and theory*, Volume I, 1958-1959.

SIMEANT, Johanna, « Un humanitaire « apolitique » ? Démarcations, socialisations au politique et espaces de la réalisation de soi », Jacques Lagroye, *La politisation*, Paris, Belin, 2003.

SISMONDI, Jean (de), *Nouveaux principes d'économie politique ou la richesse dans ses rapports avec la population*, Paris, Delaunay, 1819.

SMITH, Adam,
- *Théorie des sentiments moraux* [1759], Paris, PUF, 1999.
- *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations* [1776], Paris, Gallimard, 1990.

SMITH, Michael Joseph, *Realist Thought from Weber to Kissinger*, Louisiana State University Press, 1986.

SOMIT, Albert, TANENHAUS, Joseph, *The development of American political science* [1967], Irvington Publishers, 1982.

STRAUSS, Leo, *Droit naturel et histoire*, Paris, Plon, 1954.

SUBILEAU, Françoise, « Le militantisme dans les partis politiques sous la Cinquième République : état des travaux de langue française », *Revue française de science politique*, 31 (5-6), 1991.

TAGUIEFF, Pierre-André, *Sur la Nouvelle droite*, Paris, Galilée, 1994.

TERRA NOVA, Rapport, *« Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? »*.

TERRAY, Emmanuel, *Penser à droite*, Paris, Galilée, 2012.

THOMPSON, Noel, « From the future of socialism (1956) to a future without socialism ? The crisis of British social democratic political economy", in John Callaghan (dir.), *In Search of Social Democracy*, Manchester University Press, 2009.

THUCYDIDE, *Histoire de la guerre du Péloponèse*, Paris, Robert Laffont, 1990.

TOCQUEVILLE, Alexis (de), *De la démocratie en Amérique* [1840], Tome II, Paris, Garnier Flammarion, 1981.

TOUANNE (de la), Sébastien, *Julien Freund. Penseur « machiavélien » de la politique*, Paris L'Harmattan, 2004.

TREVES, Paolo, *Il realismo politico di Francesco Guicciardini*, La Nuova Italia – Editrice Firenze, 1931.

VALADE, Bernard,
- *Pareto. La naissance d'une autre sociologie*, Paris, PUF, 1990.
- « Julien Freund, lecteur de Pareto », in *Julien Freund. La dynamique des conflits*, Paris, Berg International, 2010.

VALLS, Manuel, Entretiens avec Claude Askolovitch, *Pour en finir avec le vieux socialisme… et être enfin de gauche*, Paris, Robert Laffont, 2008.

VECCHINI, Francis, *La pensée politique de Gaetano Mosca et ses différentes adaptations au cours du 20ème siècle en Italie*, Paris, Cujas, 1968.

VERDES-LEROUX, Jeannine, *Au service du parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Gallimard, 1983.

VERRIER, Benoît, *Loyauté militante et fragmentation des partis. Du CERES au MDC*, Thèse pour le doctorat de science politique, Université Robert Schuman, Strasbourg III, 2003.

WEBER, Max,
- *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme* [1904-1905], Paris, Plon, 1964.
- *Essais sur la théorie de la science* [1904-1917], Paris, Plon, 1965.
- *Le savant et le politique* [1919], Paris, Plon, 1959.
- *Economie et société* [1921], Paris, Plon, 1971.

WEULERSSE, Georges, *La physiocratie à l'aube de la Révolution 1781-1792*, Paris, Editions de l'EHESS, 1985.

WILLARD, Claude,
- *Jules Guesde. Textes choisis (1867-1882)*, Paris, Editions sociales, 1959.
- *Le mouvement socialiste en France (1893-1905). Les guesdistes*, Paris, Editions sociales, 1965.
- *Le socialisme de la Renaissance à nos jours*, Paris, PUF, 1971.
- *La naissance du Parti ouvrier français. Correspondance inédite réunie par Emile Bottigelli*, (présentation), Paris, Editions sociales, 1981.

WILLEMEZ, Laurent, « *Perseverare Diabolicum* : l'engagement militant à l'épreuve du vieillissement social », *Lien social et Politiques*, n°51, 2004.

WILLIAMS, Philip, *La vie politique sous la IVème République*, Paris, Armand Colin, 1971.

WINOCK, Michel, *La fièvre hexagonale*, Paris, Calmann-Lévy, 1986.

ZEVAES, Alexandre, *Les guesdistes*, Paris, Librairie Marcel Rivière et Cie, 1911.

ZOLESIO, Emmanuelle, *Le retour aux enquêtés*, ¿ Interrogations ?, Revue pluridisciplinaire en sciences de l'homme et de la société, n°13, décembre 2011.

ZOLO, Danilo,
- *Il principato democratico. Per una teoria realistic della democrazia*, Milano, Feltrinelli, 1992.
- « Citizenship in a Post-Communist Era », in David Held (ed.), *Prospects for democraty. North, South, East, West*, Standfort University Press, 1993.

. Dictionnaires

ALCAUD, David, BOUVET, Laurent, *Dictionnaire des sciences politiques et sociales*, Paris, Sirey, 2004.

BATTISTELLA, Dario, SMOUTS, Marie-Claude, VENNESSON, Pascal, *Dictionnaire des relations internationales*, Paris, Dalloz, 2006.

BENSUSSAN, Gérard, LABICA, Gérard, *Dictionnaire critique du marxisme* [1982], Paris, PUF, 1985.

BOBBIO, Norberto, MATTEUCCI, Nicola, *Dizionario di politica*, Torino, UTET, 1976.

BORLANDI, Massimo, BOUDON, Raymond, CHERKAOUI Mohamed, VALADE, Bernard (sous la dir.), *Dictionnaire de la pensée sociologique*, Paris Presses Universitaires de France, 2005.

Dictionnaire de la pensée politique [1987], J. Brémond (coll.), Paris, Hatier, 1989.

COLAS, Dominique, *Dictionnaire de la pensée politique*, Paris, Larousse, 1997.

HERMET, Guy, BADIE, Bertrand, BIRNBAUM, Pierre, BRAUD, Philippe, *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, Paris, Armand Colin, 2010.

LALANDE, André, *Vocabulaire technique et critique de la philosophie* [1926], Paris, PUF « Quadrige », 1997.

Index des noms

ABELES M., 286
ABENSOUR M;, 57
AIT-AOUDIA M., 251
ALBERTONI E., 85, 88, 126-128
ALCAUD D., 16
ALFORD R. R., 93
ALLEMANE J., 163
AMIRAUX V., 251
ANGENOT M., 144, 292
ANSART P., 51
ANWEILER O., 154
ARENDT H., 41, 42, 45
ARISTOTE, 40, 83, 121
ARON R., 20, 27, 92, 94, 103-111, 115, 118, 121, 124, 129
AUBRY M., 245
AUDRY C., 313

BABEUF G., 145
BACHELOT C., 130, 252, 253
BACOT P., 130, 257
BADIE B., 17
BAILEY F. G., 265
BALIBAR E., 150
BALZAC H. (de), 15
BARBES A., 145
BARBONI T., 216, 244, 310, 313
BATTISTELLA D., 17
BAVEREZ N., 105
BAYROU F., 270
BEAUD J.-P. , 224, 278
BEAUD M., 207, 208,
BEAUD S., 269
BECKER J.-J., 171, 205
BELL D., 122, 123
BENDA J., 321
BENHABIB S., 274
BENOIST A. (de), 117
BENSA A., 258
BENSUSSAN G., 152
BERGERON A., 212
BERGOUNIOUX A., 24, 25, 140, 152, 156, 168, 169, 172, 173, 175, 176, 178-183, 185-191, 195, 196, 198-203, 206, 221, 230, 244, 267, 277
BERLINSKI C., 281
BERNSTEIN E., 132, 155, 176, 323
BERSTEIN S., 182
BEVERIDGE W., 25
BIARD J.-F., 180
BIRNBAUM P. 17, 120-123, 153, 154
BIZEUL D., 251
BIZIOU M., 73
BLANC L., 144,
BLANQUI A., 145, 157
BLOCH H., 15
BLUM L., 27, 141, 170, 172, 173-176, 178-187, 191, 214, 228, 323
BLUMENBERG H., 45
BOBBIO N., 20, 43, 82, 85, 92, 94-99, 126, 127
BONNEL P., 190
BONNELLI L., 217, 217
BONNEMAISON D., 303
BORLANDI M., 236
BOTTOMORE T. B., 126
BOUDON R., 236
BOUGLE C., 106
BOURDIEU P., 272, 307
BOUSQUET G.-H., 106
BOUTHOUL G., 113
BOUVET L., 16, 273, 274
BOVERO M., 127
BRACCIOLINI J., 46
BRAUD P., 17
BRAUNS P., 218
BREMOND J., 16
BRIQUET J.-L, 291
BRODIEZ A., 235
BROSSOLETTE P., 185
BROUSSE P., 161, 162
BUBER M., 142
BURNHAM J., 20, 21, 93, 94
BURNS J. H., 47, 48
BURON R., 193
BUSINO G., 88, 92, 106

CABET E., 144, 145
CALLAGHAN J., 269
CAMPANELLA T., 32, 149
CAMPI A., 99, 104, 105, 109, 111
CANDAR G., 169
CANTO-SPERBER M., 219
CARAFA D., 46
CARESCHE C., 245
CARR E. H., 17
CARRIVE P., 69
CASSIRER E., 53
CASTAGNEZ-RUGGIU N., 204
CASTIGLIONE B., 47
CAYROL R., 130
CEFAI D., 251, 269
CEYRAC F., 211
CHAMBOREDON H., 239
CHANIAL P., 315
CHARLES VIII, 46
CHAUVEL L., 273
CHERKAOUI M ., 236
CHEVENEMENT J.-P., 193, 204, 206, 216, 274
CHIRPAZ F., 56
CLEMENCEAU G., 171
CLOUET S., 180
COHEN D., 182, 206, 276, 277
COHEN E., 222, 224
COHEN S., 238
COLAS D., 16
COLLIOT-THELENE C., 289, 290
COLLOVALD A., 314, 316
COMTE A., 284
CONDORCET N. (de), 68
CONFORTI D., 83, 84, 89
CONSIDERANT V., 143-144
CORCUFF P., 236
COSTA O., 277
COWS P., 61
CROCE B., 103
CROSSMAN R., 122
CUMIN D., 117, 118
CUSSET F., 223, 224

DAGNAUD M., 130
DAHL R., 120, 121
DALADIER E., 177
DARDOT P., 67, 222
DEAT M., 178, 179
DECLERCQ G., 192
DEFFERRE G., 194, 198
DEJOURS C., 252
DELANOE B., 245
DELANY W., 123
DELWIT P., 225, 267, 271
DEPRET E., 15
DESOLRE G., 154
DEUTSH K., 123-125
DEVAQUET (loi), 13
DEVILLE G., 158
DEWEY J., 19, 298
DEZAMY T., 145, 194
DINI V., 83, 84, 89
DORTIER, J.-F., 16
DROZ J., 143
DUBOIS J., 146
DUCHAUSSOY V., 220
DUCLERC V., 205
DUFOUR P., 15
DUHAMEL O., 196, 199, 201
DULONG D., 192, 199
DUMONT L., 58, 66
DUNEZAT X., 259
DURKHEIM E., 21, 22, 107, 132, 134, 285
DUVERGER M., 137-139, 191, 198
DUVIGNAUD J., 284

EASTON D., 124
ELLUL J., 272
ENFANTIN B. P., 144
ENGELS F., 132, 146-150, 152, 153, 155, 157, 159, 160
ETHUIN N., 233

FABIUS L., 28, 216-219, 224, 242, 281, 295
FASSIN D., 258
FAUCONNET P., 105
FAURE P., 181, 174
FAVIER P., 214-216
FAVRE P., 231, 289, 307
FERRAND O., 298
FERRERO G., 20, 89-91, 117
FESTA F. S., 83, 84, 89
FIELD G. L., 91, 92
FILLIEULE O., 234, 302
FINLAYSON A., 267

FONTAINE J. (de la), 69
FONTAINE M., 168
FONTENAU A., 220
FOUCAULD J.-B. (de), 292-294, 306, 306
FOUCAULT M., 223, 256
FOURASTIE J., 273
FOURIER C., 142, 144-146, 148-150
FOURN F., 151
FRANCOIS B., 197
FRETEL J., 233, 270
FREUND J., 21, 27, 102, 103, 110-119, 129, 266
FRIEDLAND R., 93
FUKUYAMA F., 281
FULLA M., 191, 192, 194
FURET F., 217

GAITI B., 256
GAITSKELL H., 25, 189
GALEAZZI F., 220
GALILEE, 53
GARNIER P., 15
GARRAUD P., 291
GATTAZ Y., 210, 211
GAULLE C. (de), 194, 196-198, 200, 323
GAXIE D., 237, 291, 301, 312
GAZIER A., 187
GEOGHEGAN V., 151
GEORGI F., 206
GERSTLE J., 269
GINESTE M.-D., 15
GIRAULT J., 161
GISCARD D'ESTAING V., 209
GOYARD-FABRE S., 115
GRAHAM K., 93
GRAMSCI A., 50, 103, 283
GRENIER J.-Y., 223
GRUNBERG G., 24, 25, 140, 152, 156, 168, 169, 172, 173, 175, 178, 183, 185, 187-191, 196, 198-203, 206, 207, 227, 267
GUERIN D., 142
GUESDE J. 157, 158, 160-162, 164, 165, 167, 170, 171, 202
GUICHARDIN F., 47-49, 84
GURVITCH G., 106

HALEVY D., 167
HALEVY E., 70, 71
HALL P. A., 139, 141
HAMMAM P., 256
HAMON B., 244
HANLEY D., 193
HARVEY W., 60
HATZFELD H., 205
HAYWARD J., 231, 289, 307
HEGEL F.G. H, 76, 77, 280
HELD D., 280
HENDERSON A., 176
HERMET G., 17
HERODOTE, 34
HERVE G., 168
HIGLEY J., 91, 92
HIRSCHMAN A. O., 54, 74, 302
HIX S., 276
HOANG-NGOC L., 304
HOBBES T., 26, 30, 58, 59-66, 74
HOLLANDE F., 219, 271
HUDDE H., 142, 145, 146
HURET J., 163

ION J., 234, 300, 309, 310

JACOBELLI J., 46, 49
JAURES J., 27, 141, 156, 157, 161, 163, 164-173, 202, 228, 323
JOBERT B., 215, 225
JOHNSON M., 60
JOHSUA F., 303
JOSPIN L., 215, 219, 242, 281, 295, 305
JOUSSE E., 168, 177
JOUVENEL B. (de), 41
JUDT T., 174, 285
JUHEM P., 317
JULLIARD J., 217

KANT E., 76
KAPLAN A., 94, 120
KASLER D., 236
KAUTILYA, 33
KAUTSKY K., 153, 155, 156
KELSEN H., 76
KEMALEGENN T., 205
KERROUCHE E., 277
KEYNES J. M., 25
KIRCHEIMER O., 268
KOBELINSKY C., 258
KOYRE A., 44, 45
KRIEGEL A., 158-162, 166, 171, 173, 233

KUON P., 142, 145, 146

LABBE D., 215
LABICA G., 152
LADRIERE J., 236
LAFARGUE L., 159
LAFARGUE P., 148, 158-161, 166, 167
LAGARDELLE H., 168
LAGROYE J., 231, 289, 307
LALANDE A., 15
LA PALOMBARA J., 267
LASSWELL H. D. 94, 120
LATOUR B., 318
LAVAL C., 67, 71, 72, 222
LAVAU G., 138, 139, 193, 198
LAZAR M., 222, 276
LEBAS J., 178
LECHIEN M.-H., 314, 316
LECONTE P., 15
LEFEBVRE R., 161, 232, 244, 248, 257, 263-265, 269, 270, 286, 309-311, 313, 319
LEFRANC G., 177
LENINE, 153, 154, 173
LE NY J.-F., 15
LEONI B., 95, 99
LESSAY F., 60
LEVI-STRAUSS C., 180
LIBERA A. (de), 15
LICHTENBERGER A., 143
LIGNIERES-CASSOU M., 309
LIPSET S., 23, 122, 123, 271
LOCKE J., 63
LOWELL FIELD G., 91
LUKES S., 222, 276, 277
LUXEMBOURG R., 154

MACHIAVEL N., 19, 20, 26, 30, 32, 33, 39, 42, 45-58, 60, 61, 68, 74, 78, 79, 82-84, 86-88, 94, 100, 105, 106, 109, 111, 112, 225
MAGNETTE P., 277
MAHONEY D. J., 109, 110
MAISTRE J. (de), 43
MAITRON J., 159, 237
MALER H., 151
MALON B., 163
MAN H. (de), 177, 180
MANDEVILLE B. (de), 68-71, 73, 76
MANENT P., 45, 46, 57, 75, 225
MANNHEIM K., 121, 123, 149
MARANINI G., 21, 99, 100, 103
MARTIN-ROLAND M., 214-216
MARX K., 126, 132, 147-153, 155, 177, 285, 286
MATONTI F., 233
MATTEUCCI N., 94
MATTHIAS E., 177
MAUROY P., 183, 193, 209-211, 213, 214, 216, 217, 294, 324
MAYER D., 186
MAYER N., 234, 303
MEDICIS L. (de), 46
MEHL D., 130
MEINECKE F., 32,
MEISEL J. H., 94, 126
MENDRAS H., 273, 274
MEON J.-M., 256
MICHEA J.-C., 315
MICHELS R., 20, 89, 90, 92-94, 127, 128, 136, 137, 139
MIGLIO G., 99, 102, 103, 126
MILLERAND A., 161, 163-167, 172,
MILLS C. W., 94
MILOSZ C., 285
MINC A., 222
MIRABEAU, 66
MISCHI J., 233
MITTERRAND F., 27, 132, 133, 192, 194-196, 198, 200-204, 206-211, 213-217, 219, 227, 268, 274, 277, 281, 288, 292, 294, 295,323, 324, 327
MOCH J., 177, 187, 188
MOLLET G., 141, 185-188, 190, 192, 194-196, 198, 278, 323
MONGARDINI C., 84, 89
MONTAGNON B., 179
MONTEBOURG A., 298
MONTESQUIEU C.-L. S. (de), 75
MORANDI R., 189
MORE T., 45, 56-58, 145, 149
MOREAU J., 171, 172, 186, 187, 193-195, 202
MORGENTHAU H. J., 17, 106, 107, 110
MORLINO L., 97
MOSCA G., 20, 82-87, 89, 93, 94, 98, 100, 101, 119, 126-128
MOSCHONAS G., 23, 225, 267, 268, 276, 277

MOSCOVICI P., 219
MOSSUZ J., 193
MOURIAUX R., 237
MUET P.-A., 220
MULLER P., 117
MUXEL A., 13, 283-285, 288

NAUDIER D., 259
NEGRI A., 103
NENNI P., 189
NEVEU E., 302
NICOURT S., 300
NIETZSCHE F., 42

OFFERLE M., 138, 233, 264
OLSON M., 264
ORLEAN A., 223
ORNAGHI L., 96
ORRY A., 164, 165
OSTROGORSKI M., 128, 136, 137
OURAOUI M., 202
OWEN R., 144, 148, 149

PAINLEVE (gouvernement), 174
PALIANO D., 82, 101
PANEBIANCO A., 99, 108, 128, 139-141
PANITCH L. V., 278
PAOLETTI M., 263, 264
PARETO V, 20, 21, 82, 83, 85, 87, 88, 93, 94, 98, 100, 104, 106-108, 113, 114, 126-128
PARSONS T., 125
PATERSON W. E., 23
PATRIZI F., 46
PAUGAM S., 249
PAVIS F., 239
PECHU C., 251
PEQUIGNOT B., 150
PERICLES, 39, 81
PERROT M., 158-162, 166
PETERSON W. E., 23
PHILIBERT M., 284
PHILIP A., 177
PINCON M;, 252
PINCON-CHARLOT M., 252
PLATINA, 46
PLATON, 40, 41, 56
POLANYI K., 76
PONTANO G., 46
PORTINARO P. P., 20, 32-34, 40, 42, 68
POSTEL J., 15
POUNCEY P. R., 35
PREVOST J.-G., 224, 278
PRIGENT F., 205
PROUDHON P.-J., 144, 148, 151
PUDAL B., 233
PUFENDORF S., 62, 63
PUPUNAT F., 245

QUESNAY F., 67
QUILLOT R., 190, 203
QUINT C., 48

RAE D. W., 137
RAMADIER P., 199
RAPPOPORT C., 168
REAGAN R., 220
REBERIOUX M;, 68
RENAUDET A., 54
REUCHLIN M.,15
REVAULT D'ALLONNES M., 45, 226, 227
REY H., 235, 309
REYBAUD L., 146
RICHARD G., 205
RIPEPE E., 127
RITTER G., 44
ROCARD M., 204-206, 212, 213, 227
ROCHEFOUCAULD F. (de la), 69
ROKKAN S., 23, 271
ROMANO J., 94
ROMILLY J. (de), 34, 35, 37, 39
ROSANVALLON P., 58, 59, 61, 64, 65, 67, 68, 217
ROSS G. W., 224
ROUSSEAU J.-J., 64-66, 77, 121
ROYAL S., 245
ROZIER S., 314, 316
RUIZ J.-M., 18, 33, 35, 60, 64
RUSS J., 142

SABBATUCCI G., 25, 189
SAGNES J., 143
SAINCLIVIER J., 205
SAINT-AUGUSTIN, 43, 44
SAINT-SIMON C.-H. R., 144, 148-150
SARFATI G.-E., 113
SARTORI G., 98-103, 126

SAVARY A., 194, 195, 217
SAWICKI F., 136, 138, 232-234, 247, 257, 263-265, 269, 270, 297, 309-311, 313, 319
SCHEHR S., 18
SCHEMEIL Y., 231, 289, 307
SCHMIDT H., 209
SCHMIDTKE O., 267
SCHMITT C., 111, 114, 117, 118, 272, 273
SCHNAPPER D., 249
SCHUMPETER J. A., 20, 72, 93, 101
SEILER D.-L., 23, 271
SENELLART M., 51
SEVERAC J.-B., 178
SHAKESPEARE W., 81
SHILS E., 122
SIMEANT J., 231-234, 289, 307, 317, 318
SIMONET M., 259
SIMONNOT P., 210
SISMONDI J. (de), 143
SMITH A., 58, 65, 66, 68, 71-74, 76, 77
SMOUTS M.-C., 17
SOBOUL A., 143
SOCRATE, 40
SOMIT A., 120
SPINOZA B., 150
STRAUSS L., 61
SUBILEAU F., 234
SUKALE M., 236
SUN-TZU, 33
SURDEZ M, 239

TAGUIEFF P.-A., 119
TANENHAUS J., 120
TAYLOR C. R., 139, 141
TERRAY E., 296
THATCHER M., 220, 281, 283, 295
THERET B., 215, 225
THOMAS A., 168, 170, 173
THOMAS A. H., 23
THOMPSON N., 269, 270
THUCYDIDE, 19, 26, 30, 33-40, 49, 59, 60, 62, 79, 108-110
TOCQUEVILLE A. (de), 120
TOUANNE S. (de la), 111, 114
TREVES P., 48, 49

URI P., 192

VAILLANT E., 161, 171
VALADE B., 87, 113, 236
VALLS M., 263
VAN PARIJS P., 236
VECCHINI F., 119
VENNESSON P., 17
VERDES-LEROUX J., 285
VERRIER B., 193, 256
VETTORI F., 55
VILLEPIN (gouvernement), 13
VIVIANI R., 171

WAELE J.-M. (de), 303
WALDECK-ROUSSEAU P., 164, 165
WAXMAN C., 123
WEBER M., 107, 114, 115, 122, 136, 139, 221, 236, 248, 249, 289
WEULLERSE G., 66, 67
WILLARD C., 145, 160
WILLEMEZ L., 235, 239, 314-316
WILLIAMS P., 173, 185
WILSON H., 189
WINOCK M;, 176

YSMAL C., 309

ZEVAES A., 165, 166
ZOLA E., 15, 164
ZOLESIO E., 252
ZOLO D., 280,

Table des matières

Sommaire **5**

Remerciements **7**

Note pratique au lecteur **10**

Introduction générale **12**

Première partie

GENESE ET EPANOUISSEMENT D'UNE PROBLEMATIQUE **29**

Introduction de la première partie **30**

Chapitre 1 : Une généalogie du réalisme politique **32**

I – Naissance et premiers épanouissements du réalisme 33
A/ Thucydide précurseur du réalisme 34
1. Une anthropologie naturaliste et pessimiste *35*
2. Primat du conflit et de la puissance *37*
B/ Philosophie, christianisme et réalisme 39
1. La philosophie contre le réalisme ? *40*
2. Christianisme et réalisme *42*

II – Le réalisme à l'époque moderne 44
A/ Autour de Machiavel 45
1. Contexte italien *46*
2. Contemporains de Machiavel *47*
B/ Le réalisme machiavélien 49
1. Du ciel à la terre *50*
2. Clinique des passions et vertu *51*
3. La science du politique *53*
4. Machiavel et More, destins croisés *56*

III – Le réalisme : entre politique et économie 58
A/ Les théories du contrat social 59
1. Le pacte hobbesien *59*
2. Evolution du contrat *62*
B/ L'alternative économique 65
1. Le courant physiocrate *66*
2. Mandeville et la Fable des abeilles *68*
3. Main invisible et harmonie naturelle *71*
4. La médiation par l'économie et le droit *74*

Chapitre 2 : Voies du réalisme 81

I – Aux sources italiennes 82
A/ Élites et minorités 84
1. Premières formulations 84
2. Un assouplissement de la théorie 89
B/ Destinées de l'élitisme et élargissement de la problématique 92
1. L'élitisme outre-Atlantique autour de la Seconde Guerre mondiale 92
2. Le réalisme dans l'Italie de l'après-guerre 95
3. Figures italiennes : Maranini - Sartori - Miglio 99

II – Quelle diffusion dans l'hexagone ? 103
A/ Autour de Raymond Aron 104
1. Désillusions et expériences de l'Histoire 104
2. Contre les excès du réalisme 105
3. Le réalisme aronien 109
B/ Avec Julien Freund 111
1. Freund lecteur de Machiavel 112
2. L'anti-machiavélisme doctrinal 115

III - Fortunes diverses du réalisme 119
A/ Le réalisme contre la politique ? 120
1. La thèse de la fin des idéologies 121
2. Refus du pouvoir et irénisme 123
B/ Retour aux sources 126
1. Enfin prophète en son pays 126
2. Une faille à combler ? 128

Conclusion de la première partie 130

Deuxième partie

UNE SOCIOLOGIE HISTORIQUE DU REALISME POLITIQUE 131

Introduction de la deuxième partie 132

Chapitre 3 : Le socialisme. De l'utopie à l'espoir 134

I – Quelle sociologie des partis ? 135
A/ La tradition réaliste dans l'étude des organisations partisanes 135
1. Influences de l'approche organisationnelle 136
2. ... et ses critiques 138
B/ L'approche socio-historique des partis politiques 139
1. Le concept de modèle génétique 139
2. La discontinuité historique 140

II - Utopie et réalisme dans la naissance du socialisme 141
A/ La sémantique de l'utopie dans la naissance du socialisme 142
1. Le socialisme utopique 142

2. Enjeux sémantiques autour de l'utopie *144*
3. Le marxisme et le procès de l'utopie *147*
B/ La question du pouvoir dans la pensée marxiste 152
1. Du temps des coups de main... ..... *153*
2. ... à la tentation électorale *155*

II - De l'institutionnalisation du socialisme à son unification 157
A/ Le socialisme français : forces et tendances en présence 157
1. Guesdistes et blanquistes *157*
2. Possibilistes et réformistes *162*
B/ Vers l'unification 164
1. L'affaire Millerand *164*
2. La synthèse jaurésienne *167*

III - La synthèse jaurésienne à l'épreuve 170
A/ Que faire du pouvoir ? 170
1. L'adhésion à l'Union sacrée *171*
2. De la Révolution russe au congrès de Tours *172*
B/ Léon Blum et le débat doctrinal 174
1. Exercice et conquête du pouvoir *174*
2. Offensives révisionnistes *176*

Chapitre 4 : La tragédie du pouvoir 184

I – Le mollétisme ou l'impossible réformisme 185
A/ L'après-guerre ou le refus de la révision 186
1. La doctrine immuable *186*
2. La SFIO et le réformisme en Europe : seule contre tous ? *188*
B/ Vers un renouveau ? 191
1. Tentatives de renouvellement doctrinal *191*
2. La SFIO vers l'agonie *194*

II – La décennie Mitterrand 195
A/ Le rapport aux institutions de la Vème République 196
1. De la présidentialisation du régime... ..... *197*
2. ... à celle de la gauche *199*
B/ Préparer le parti au pouvoir 201
1. La ligne d'Epinay ou la rhétorique de la rupture *202*
2. Un réformisme mal assumé ? *205*

III – Le réalisme au pouvoir 208
A/ Espérances et désillusions 209
1. De l'état de grâce au tournant de la rigueur *209*
2. La politique à l'aune de la modernisation *216*
B/ Aboutissement et analyses d'un échec 219
1. Quel sens donner à cette rupture ? *220*
2. Le réalisme normatif ? *225*

Conclusion de la deuxième partie 228

Troisième partie

LE REALISME POLITIQUE A L'EPREUVE DES MILITANTS 229

Introduction de la troisième partie 230

Chapitre 5 : Quelle approche empirique du réalisme ? 231

I – Une approche empirique 232
A/ Etude empirique des partis et engagement militant 232
1. Une émergence tardive 233
2. Une approche constructiviste des militants socialistes 235
B/ Procédure de l'enquête 239
1. L'élaboration de la grille d'entretiens 239
2. Echantillons et enquêtés 243

II – Retour sur le terrain : un doctorant-sociologue chez les socialistes 251
A/ Regard rétrospectif 252
1. Le sociologue. Du pair... 252
2. ... à l'expert 254
B/ Questions de restitution 255
1. Sociologue et impliqué 255
2. Restituer, sous quelle forme ? 258

Chapitre 6 : A la faveur du réalisme 262

I - Utilitarisme et concurrence démocratique 263
A/ Un milieu concurrentiel et d'intérêt 263
1. « ...c'est pas propre, qu'est-ce que tu veux ?... » 264
2. Quand les fins socialistes méritent les moyens 266
B/ La réduction des possibles 271
1. « ...on ne sait plus qui combattre... » 272
2. L'apologie de l'existant 275

II – Quelles persistances idéologiques ? 278
A/ Vers une fin de l'Histoire ? 279
1. La fin des idéologies 279
2. There Is No Alternative 281
B/ Quelle influence générationnelle ? 284
1. De l'érosion des idéologies dites traditionnelles... 284
2. ... à la formulation de nouvelles valeurs ? 287

Chapitre 7 : Critiques mais présents. Résistance et réenchantement 291

I - Dangers du réalisme 292
A/ Culture de résistance 292
1. L'engagement socialiste contre l'ordre immuable 293
2. La réintégration des valeurs 296
B/ Loyauté que vaille 302
1. Maintenir l'unité de la gauche 302
2. « ...ça finira bien par tourner... » 305

II - Des socialistes hors les murs ? 306
A/ Prendre parole par des actes 307
1. Pratiques de terrain *308*
2. Devenir minoritaire *311*
B/ Pratiques associatives et reformulation du politique 313
1. La réhabilitation du secteur associatif *314*
2. La cause humanitaire *316*

Conclusion de la troisième partie 319

Conclusion générale 320

Bibliographie 328

Index des noms 350

Table des matières 356